

L'ÉCONOMIE BELGE

AN

1901

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DE L'ÉNERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE

EN
1961



Bruxelles, le 7^{er} juin 1962.

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.
59 AVENUE FONSNY

1962

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DE L'ÉNERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE

EN

1961



BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANS ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.
50 AVENUE FONSNY

1962

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

AVERTISSEMENT

L'appréciation de l'activité économique en Belgique, en 1961, inclut l'influence des grèves de décembre 1960 et de janvier 1961. Les comparaisons d'une année à l'autre, pour une même période, sont différentes pour certaines branches importantes, à cause de la chute d'activité au début de l'année et la fin.

Monsieur le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie tenant à ce que le rapport annuel sur la situation économique de la Belgique paraisse fin juin, l'aperçu traditionnellement publié en avril par la Direction générale des Etudes et de la Documentation n'a pas été nécessaire.

Au présent ouvrage manquent certaines statistiques ou évaluations qui n'étaient pas disponibles lors de la mise sous presse. Plusieurs tableaux sont incomplets ou fournissent des données provisoires.

Le rapport contient, comme de coutume, des considérations générales sur le développement économique de la Belgique pendant l'année écoulée, suivies d'aperçus des secteurs d'activité, de tableaux statistiques, de graphiques et d'un répertoire des principaux faits de la vie économique du pays en 1961.

Le boom économique de l'économie belge est une période exceptionnelle des dépenses de formation du capital fixe. Le boom observé dans les pays voisins a gagné la Belgique; les investissements pour entreprises nouvelles y ont pris une plus grande importance que les années précédentes, comparés à ceux faits pour rationaliser l'équipement.

Bruxelles, le 1^{er} juin 1962.

À cet égard, la réalisation accélérée de la Communauté Economique Européenne a joué un rôle; l'apport d'investissements étrangers à la C.E.E., de provenance des Etats-Unis surtout, est dû à la préoccupation des milieux d'affaires américains et autres d'exploiter les possibilités du nouveau marché européen. À vrai dire, c'est à cause de la haute conjoncture que les pays voisins, la République fédérale allemande surtout, ont parvenus à la limite de leurs capacités de production et de l'utilisation de leur main-d'œuvre, malgré la nouvelle extension de leur territoire. Ce qui a ouvert à la Belgique, des débouchés importants. Cette situation a été favorisée par la nécessité l'augmentation accélérée des investissements industriels belges.

L'entrée du Marché Commun progressif. En 1961, plusieurs pays ont décidé d'y entrer ou en ont marqué l'intention; une convention d'association entre la Grèce et la C.E.E. a été conclue et des démarches ont été faites par le Royaume-Uni ainsi que par d'autres pays, pour y adhérer ou s'y associer.

Le pouvoir d'achat des consommateurs a augmenté, dans l'Europe des Six et plus spécialement où la pénurie de main-d'œuvre et la pression sala-

AVERTISSEMENT

Monsieur le Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie tenant à ce que le rapport annuel sur la situation économique de la Belgique puisse être fait, l'œuvre traditionnellement publiée en avril par la Direction générale des Études et de la Documentation n'a pu être terminée. Le présent ouvrage reprendrait certaines statistiques ou évaluations qui n'étaient pas disponibles lors de la mise sous presse. Plusieurs tableaux sont incomplets ou fournissent des données provisoires.

Le rapport contient, comme de coutume, des considérations générales sur le développement économique de la Belgique pendant l'année écoulée, ainsi qu'un aperçu des secteurs d'activité, de tableaux statistiques, de graphiques et d'un répertoire des principaux faits de la vie économique du pays en 1961.

Bruxelles, le 1^{er} juin 1962.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'appréciation de l'activité économique en Belgique, en 1961, inclut l'influence des grèves de décembre 1960 et de janvier 1961. Les comparaisons d'une année à l'autre, pour une même période, sont différentes pour certaines branches importantes, à cause de la chute d'activité du début de l'année et la reprise subséquente. Les arrêts de travail ont beaucoup moins influencé les importations que les exportations

Ce qui caractérise l'indice de l'activité industrielle belge, en 1961, comme dans la moyenne des pays de la Communauté, est un taux moins élevé d'augmentation : mais, cette fois, notre pays n'a pas précédé la plupart des autres économies voisines, comme auparavant. La progression de l'indice général de la production industrielle (à l'exception du bâtiment, de l'industrie des denrées alimentaires, des boissons et du tabac), calculé par l'Office Statistique des Communautés, a moins ralenti en Belgique que dans l'ensemble de la Communauté : de 6,7 % elle est retombée à 4,5 %, tandis que dans l'ensemble des six économies européennes, on note une chute de 13 à 6,6 %, les Pays-Bas et le Luxembourg ayant fort atténué leur expansion.

Le phénomène nouveau de l'économie belge est une poussée exceptionnelle des dépenses de formation du capital fixe. Le boom observé dans les pays voisins a gagné la Belgique; les investissements pour entreprises nouvelles y ont pris une plus grande importance que les années précédentes, comparés à ceux faits pour rationaliser l'équipement industriel.

A cet égard, la réalisation accélérée de la Communauté Economique Européenne a joué un rôle : l'apport d'investissements étrangers à la C.E.E., en provenance des Etats-Unis surtout, est dû à la préoccupation des milieux d'affaires américains et autres d'exploiter les possibilités du nouveau marché européen. A vrai dire, c'est à cause de la haute conjoncture que les pays voisins, la République fédérale allemande surtout, sont parvenus à la limite de leurs capacités de production et de l'utilisation de leur main-d'œuvre, malgré la nouvelle extension de leur équipement; ils ont ouvert à la Belgique, des débouchés importants. Cette influence a été telle qu'elle a nécessité l'augmentation accélérée des investissements industriels belges.

L'attrait du Marché Commun progresse. En 1961, plusieurs pays ont décidé d'y entrer ou en ont marqué l'intention; une convention d'association entre la Grèce et la C.E.E. a été conclue et des démarches ont été faites par le Royaume-Uni ainsi que par d'autres pays, pour y adhérer ou s'y associer.

Le pouvoir d'achat des consommateurs a augmenté, dans l'Europe des Six et plus spécialement où la pénurie de main-d'œuvre et la pression sala-

riale a été la plus aigüe, en République fédérale allemande et aux Pays-Bas. Ce facteur a été ajouté aux influences favorables au commerce extérieur, dans la plupart des pays de l'Europe occidentale. Toutefois, le rythme d'expansion des échanges commerciaux internationaux a été plus lent qu'en 1960 dans ces pays, et surtout en Belgique.

La pénurie de main-d'œuvre a été aggravée par l'incidence de la baisse des naissances pendant la guerre de 1940-1945 et aussi à cause de l'arrêt de l'immigration d'Allemagne de l'Est, ainsi que des régions européennes en voie de développement qui, du fait de la rapidité de leur industrialisation, retiennent de plus en plus, chez elles, leur propre main-d'œuvre. La pénurie de main-d'œuvre a été ressentie en Belgique aussi, mais beaucoup moins qu'en République fédérale allemande et aux Pays-Bas.

D'autre part, l'Europe occidentale a bénéficié d'une aisance financière, en dépit de la haute conjoncture. Cela vient d'une réduction des investissements dans les anciennes colonies, d'un niveau élevé des investissements des Etats-Unis en Europe, d'un solde commercial positif envers les pays en voie de développement et, enfin, d'un déstockage assez répandu.

La tendance, à ce propos, a été assez différente en Amérique du Nord. La République américaine a dû continuer à dépenser à l'étranger à des fins militaires; elle a de plus exporté de nombreux capitaux vers l'Europe. Son activité économique était encore en recul en février 1961, mais au quatrième trimestre le produit national brut était de 7 % plus haut qu'avant la récession, surtout à cause d'une consommation privée accrue.

Toutefois, il ne semble pas que l'accroissement des débouchés, pour les pays qui exportent aux Etats-Unis mêmes, ait eu lieu en même proportion. Le Gouvernement américain a bien marqué son intention de libéraliser son commerce extérieur. Mais il est apparu, en ce point, que le système d'abaissement des tarifs extérieurs, dans lequel sont engagés les pays occidentaux, autant que l'Amérique du Nord, empêche de manipuler ces tarifs pour préserver les réserves monétaires; dès lors, la hausse des prix et salaires doit être surveillée, surtout telle qu'elle est apparue en République Fédérale allemande. Cette hausse menace aussi les Etats-Unis.

Les marges bénéficiaires ont eu tendance à diminuer dans tous les pays industrialisés occidentaux. En 1961, une concurrence internationale beaucoup plus intense s'est affirmée dès le deuxième semestre, le rythme de l'expansion allemande a décru, non seulement à cause de la pénurie de main-d'œuvre, mais aussi de difficultés accrues dans les débouchés extérieurs.

Il s'est confirmé, en 1961, que la demande d'outre-mer n'était plus un facteur d'expansion pour l'économie européenne occidentale, sauf celle venant du Japon et la reprise des exportations vers les Etats-Unis, en fin d'année. Le pouvoir d'achat des pays producteurs de matières premières a persisté à fléchir. Selon un rapport des Nations Unies, en 1960, le pouvoir d'achat d'une unité de produits primaires, entrant dans le commerce international exprimé en articles manufacturés, était inférieur d'environ 15 % à ce qu'il était en 1953 et d'environ 24 % à ce qu'il était en 1950. En 1961, les recettes d'exportation de ces pays n'auraient couvert leurs importations

de biens d'équipement qu'aux deux tiers environ. En 1953, cette proportion dépassait encore les neuf dixièmes.

Le commerce global des pays européens a continué à croître plus que la production industrielle, en se concentrant sur l'Europe même. De plus, l'augmentation exceptionnelle des importations de machines et de métaux manufacturés, dans les douze pays d'Europe occidentale, confirme l'intensité du mouvement d'investissement, chez eux-mêmes. En outre, l'ampleur des importations nettes de pétrole, dans cette même région du monde, accuse l'effacement progressif et continu du charbon extrait sur place, à l'avantage du combustible liquide.

Les autorités de la République fédérale allemande, puis celles des Pays-Bas ont, en réévaluant leurs monnaies, réduit l'avantage relatif dont bénéficiaient les exportateurs de ces deux pays. Le Gouvernement allemand voulait surtout diminuer le surplus de la balance commerciale et décourager l'afflux spéculatif de capitaux à court terme, mais ce surplus a été encore plus élevé en 1961 qu'en 1960.

Dans l'ensemble, le problème de la liquidité monétaire internationale est devenu plus aigu. On a vu percer la menace d'une accumulation des réserves monétaires par la C.E.E., au détriment des autres pays. Or, en 1951, le Royaume-Uni, comme les Etats-Unis d'Amérique, a vu fondre ces réserves; et c'est la première fois qu'on perçoit une atténuation de confiance simultanée, envers la Livre Sterling et le Dollar. Pour enrayer la spéculation orientée vers ces deux devises, le principe d'un renforcement des réserves du Fonds monétaire international en d'autres monnaies a été admis, l'emploi de celles-ci devant être soumis à l'approbation des pays prêteurs. Un pas a été franchi vers un plus grand rôle des devises européennes, comme instruments de réserve monétaire pour le monde occidental. La France, l'Italie et la République fédérale allemande ont d'ailleurs atteint des niveaux élevés d'accumulation de leurs propres réserves, en même temps que des taux d'expansion économique parmi les plus élevés.

Dans cette ambiance internationale, le développement de l'économie belge a donc persisté, avec cette particularité que, de prime abord, les investissements y ont joué un rôle inaccoutumé et fort important.

Selon les premières estimations pour 1961, la formation de capital fixe, dans le secteur civil, n'a cessé d'augmenter plus vite : la nouvelle hausse serait de moitié plus forte qu'en 1960, ayant déjà pris son départ sur un niveau record. L'accroissement a dû suivre un rythme moins rapide pour la construction de logements, mais plus accentué pour tout l'équipement industriel; l'augmentation des investissements publics, interrompue l'année précédente, a repris.

La consommation privée a continué de croître au même rythme qu'en 1960; mais les ventes de biens durables y ont, apparemment, pris plus d'importance.

L'écoulement de la production belge à l'étranger a été très favorisé par l'augmentation des débouchés dans le Marché Commun. Pourtant, le rythme de croissance des exportations a été ralenti, nonobstant l'abaissement progres-

sif des tarifs douaniers, ce qui inciterait à penser que cette augmentation est attribuable, moins à la réalisation de la C.E.E. qu'à la persistance de la conjoncture favorable. En effet, la demande extérieure accrue a surtout porté sur des produits de l'industrie des fabrications métalliques et, fait remarquable, sur des biens plus élaborés. Ont aussi marqué une expansion en ce domaine, les produits textiles, alimentaires et les diamants. Mais on a observé un recul pour les produits sidérurgiques.

L'augmentation des importations belges a, comme en 1960, été plus importante que celle des exportations. L'intensification des investissements, dans le pays, a entraîné des progrès plus rapides d'achats de biens d'équipement que de biens de consommation.

Le débouché congolais a de nouveau beaucoup diminué, mais, en raison de la conjoncture, de façon moins grave qu'attendu, pour l'économie belge. Toutefois, la balance des paiements de l'U.E.B.L. a été affectée, tant par l'accroissement du déficit commercial, phénomène normal en phase ascendante de la conjoncture, que par la diminution du surplus des transactions sur services. Cependant, si les mouvements de capitaux publics ont été déficitaires, ceux des capitaux privés ont donné lieu à une entrée nette, ce qui reflète le développement des investissements étrangers en Belgique.

L'accroissement de l'activité dû à cet élargissement des débouchés, tant sur le marché national qu'à l'étranger, n'a plus été réparti de façon aussi homogène qu'en 1960 entre les différents secteurs; ce sont surtout la construction et l'industrie des fabrications métalliques qui ont encore accentué leur progrès, tandis que d'autres branches, la sidérurgie en particulier, n'ont produit qu'à peu près autant qu'un an auparavant. Il est remarquable qu'à l'encontre de plusieurs pays voisins, la Belgique n'ait connu que des tensions peu importantes, des hausses minimales de rémunérations, et que, de ce fait, les prix de revient y soient encore améliorés par rapport à ceux des concurrents. On le doit à une aisance plus grande de réserve de main-d'œuvre ayant permis, au total, de contenter la demande accrue.

Les hausses de salaire ont été, apparemment, plus prononcées en 1961 qu'en 1960; mais, par ailleurs, les prix de gros et de détail ont peu varié. Ces facteurs, parmi d'autres ont amoindri les marges bénéficiaires des sociétés exploitantes.

L'aisance monétaire a prévalu, en Belgique comme en Europe occidentale dans l'ensemble; les moyens monétaires ont beaucoup augmenté d'une année à l'autre, créés surtout sous l'influence de la forte expansion de l'activité économique privée. Par ailleurs, la détérioration des finances de l'Etat a cessé en 1961, en raison de l'augmentation des recettes fiscales, due à la fois à l'évolution conjoncturelle et à l'accroissement de la fiscalité. L'Etat ayant augmenté ses ressources plus que ses dépenses, a eu moins recours au marché des capitaux, laissant les autres émetteurs y prendre une place plus importante. Toutefois, le secteur public du crédit et la S.N.C.I., en tout premier lieu, ont alimenté de façon accrue le secteur privé en capitaux. L'application élargie des lois d'expansion de 1959 a favorisé cette tendance.

Revenu national belge de 1952 à 1960 (a)

(aux prix courants - en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (b)
1. <i>Rémunération des salariés (avant taxation).</i>	173,84	176,99	183,04	194,55	209,01	227,39	234,36	236,06	252,22
a) Salaires et traitements	144,87	146,91	151,90	160,86	173,30	187,52	192,99	195,01	207,22
b) Rémunération des forces armées ...	8,08	8,70	9,04	9,61	9,36	9,90	10,63	11,16	12,10
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	20,89	21,38	22,10	24,08	26,35	29,97	30,74	29,89	32,90
2. <i>Revenu des travailleurs indépendants (avant taxation)</i>	91,73	96,84	100,02	102,73	104,68	107,56	107,26	110,18	112,14
a) Agriculture, horticulture et sylviculture	20,45	22,09	21,43	21,61	20,83	23,27	22,26	23,72	22,62
b) Professions libérales	8,38	8,65	9,29	9,52	9,95	10,19	11,20	11,86	12,52
c) Commerce et artisanat	62,90	66,10	69,30	71,60	73,90	74,10	73,80	74,60	77,00
3. <i>Revenu de l'entreprise résultant de l'activité exercée par des sociétés de personnes (après taxation)</i>	4,86	4,86	5,31	5,99	6,45	6,20	5,58	5,96	6,33
4. <i>Intérêts, loyers et dividendes versés aux particuliers et institutions privées sans but lucratif (avant taxation).</i>	36,91	42,20	46,52	50,19	54,71	57,59	59,98	62,37	66,86
a) Intérêts	8,49	9,51	10,68	11,87	12,78	13,56	14,70	15,70	16,95
b) Loyers	19,20	23,90	26,90	28,00	30,00	31,10	33,40	35,60	37,00
c) Dividendes et tantièmes	9,22	8,79	8,94	10,32	11,93	12,93	11,88	11,07	12,91
5. <i>Libéralités des sociétés</i>	0,36	0,34	0,39	0,48	0,53	0,49	0,40	0,40	0,50
6. <i>Revenus non distribués des sociétés par actions (après taxation)</i>	6,56	6,24	8,80	11,38	12,51	9,40	6,28	9,74	9,92
7. <i>Impôts directs des sociétés, quelle que soit leur forme juridique</i>	9,21	7,33	6,87	6,74	8,26	8,66	7,79	7,52	8,98
8. <i>Revenus de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat</i>	1,47	1,89	1,67	1,56	1,43	1,43	0,10	1,56	2,00
9. <i>Revenus non distribués des entreprises publiques autonomes</i>	0,29	0,52	0,72	0,97	0,82	0,84	0,89	0,89	0,82
10. <i>Moins : intérêt de la dette publique</i>	- 7,65	- 8,22	- 8,98	- 10,09	- 10,62	- 11,04	- 11,89	- 13,20	- 14,93
Revenu national net au coût des facteurs ...	317,58	328,99	344,36	364,50	387,78	408,52	410,75	421,48	444,84

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les résultats ont été obtenus en appliquant la méthode décrite dans le *Bulletin de Statistique*, 42^e année, n^o 3, mars 1956, p. 581-618. Le revenu national ainsi calculé est donc conforme aux normes admises par la Commission du Revenu National (actuellement remplacée par la Commission de la Comptabilité Nationale). Pour passer de cette notion à celle qui est définie par l'O.E.C.E. et l'O.N.U., il convient d'ajouter les deux premiers postes ci-contre indiqués au montant établi, et d'en soustraire les deux derniers postes.

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (b)
1. Frais de transport et cotisations syndicales	3,52	3,68	3,79	3,87	4,08	4,27	4,35	4,42	4,56
2. Intérêts imputés pour services gratuits d'organismes financiers	2,25	2,27	2,30	2,50	2,70	2,90	3,20	3,60	4,00
3. Impôt foncier et contribution nationale de crise sur les propriétés bâties appartenant aux particuliers	- 2,35	- 2,50	- 2,64	- 2,84	- 3,08	- 3,49	- 3,67	- 4,26	- 4,91
4. Impôt foncier et contribution nationale de crise sur les bâtiments d'exploitation des sociétés ...	- 0,53	- 0,56	- 0,61	- 0,64	- 0,69	- 0,80	- 0,86	- 1,01	- 1,15

(b) Données provisoires. Les données relatives à 1961 ne sont pas encore disponibles.

L'ensemble des conditions de l'économie belge, sommairement décrites ci-dessus, a dû susciter de nouveaux progrès du revenu national. Les calculs de l'Institut National de Statistique ne sont pas encore assez avancés, au moment où les présentes considérations sont écrites, pour permettre de publier une estimation, ne fut-ce que provisoire. Il est néanmoins possible d'indiquer que, selon une évaluation sommaire du Service des Etudes du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, le taux de l'augmentation du revenu national, de 1960 à 1961, aura été un peu inférieur à celui d'un an plus tôt.

*
* *
*

Nonobstant le caractère exceptionnel, pour la Belgique, de la poussée des investissements, il n'y a pas eu d'excès de l'activité des secteurs industriels, ni de tensions, comme celles qui ont affecté des pays voisins; les réserves de main-d'œuvre et de capacité de production ont, en général, été suffisantes pour répondre à une demande très soutenue, mais qui n'a pas, autant que l'année précédente, intéressé l'ensemble des branches industrielles.

L'équipement de l'économie belge a fait un nouveau progrès important, surtout appréciable parce qu'il a porté, plus qu'auparavant, sur la création d'entreprises nouvelles, que sur la rationalisation d'installations existantes.

1960	1959	1958	1957	1956	1955	1954	1953	1952	1951	1950
4.28	4.33	4.37	4.41	4.45	4.49	4.53	4.57	4.61	4.65	4.69
1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
2.01	2.01	2.01	2.01	2.01	2.01	2.01	2.01	2.01	2.01	2.01
1.13	1.13	1.13	1.13	1.13	1.13	1.13	1.13	1.13	1.13	1.13

APERÇU PAR SECTEUR

ulation L'évolution démographique a été plus favorable en 1961 que pendant l'année précédente.

Le nombre de décès, qui avait atteint au cours de 1960 un niveau exceptionnellement élevé est revenu à un niveau plus normal, tandis que le chiffre des naissances a augmenté.

L'accroissement de la population dû à un excédent des naissances par rapport aux décès, c'est-à-dire l'accroissement naturel, est donc plus important qu'en 1960. Comme au cours des années précédentes, il est plus fort dans la région flamande que dans la région wallonne.

Quoique moins important que l'année passée, le solde migratoire intervient pour près des 2/3 dans l'augmentation de la population de l'arrondissement de Bruxelles.

Le solde migratoire des régions flamande et wallonne, prises chacune dans leur ensemble, est négatif. Dans la première, seuls la province d'Anvers et les arrondissements de Louvain ont bénéficié d'un accroissement de la population dû aux migrations, dans la seconde, seul l'arrondissement de Nivelles.

Le solde migratoire, négatif pour l'ensemble du pays, résulte, entre autres, du départ de mineurs étrangers qui n'a plus été compensé, comme en 1960, par les retours massifs du Congo.

La conjugaison du mouvement des naissances et du solde migratoire fait apparaître un accroissement total d'environ 8 ‰ pour la région flamande et de 9 ‰ pour l'arrondissement de Bruxelles, tandis que la population de la région wallonne demeure stationnaire.

Pour le Royaume, l'accroissement total de la population est un peu supérieur à celui de 1960 et atteint 5,51 ‰.

emploi La conjoncture favorable a suscité une augmentation de l'emploi dans la plupart des secteurs, à l'exception des charbonnages. Dans ceux-ci, le nombre d'ouvriers a diminué au long de l'année, par suite de la réalisation du programme de fermeture des mines non rentables et de la réduction continue des effectifs dans les puits encore en activité.

Entre le 30 juin 1960 et le 30 juin 1961, le personnel occupé dans l'industrie, assujetti à la sécurité sociale, a augmenté de 1,9 %.

Dans l'ensemble, la pénurie de main-d'œuvre, apparue déjà dans

certaines secteurs en 1960, s'est aggravée et le manque d'ouvriers qualifiés s'est fait sentir dans presque toutes les professions. Des pénuries de main-d'œuvre non qualifiée sont apparues dans certaines régions.

Les tensions du marché de l'emploi ont affecté plus spécialement la métallurgie et la construction, éléments moteurs de l'expansion de 1961.

Les conditions climatiques favorables ont permis une reprise saisonnière, plus rapide qu'à l'accoutumée, de l'activité des travailleurs du bâtiment et, dès février, de nombreuses offres d'emploi n'ont pu être satisfaites.

Une pénurie d'ouvriers de fond a affecté de nombreux charbonnages qui n'ont pu reprendre qu'une part de la main-d'œuvre libérée par les fermetures; en effet, de nombreux mineurs sont retournés dans leur pays d'origine ou ont trouvé de l'emploi dans d'autres secteurs, à cause de la conjoncture favorable. Les apports de main-d'œuvre de fond étrangère, dont l'immigration est officiellement suspendue, ont été peu importants.

Chômage

L'élargissement sensible des possibilités d'emploi a été accompagné par une diminution du chômage dans toutes les branches d'activité, à l'exception du secteur du diamant. Toutefois, les effectifs des chômeurs masculins et féminins complets, partiels et accidentels, demeurent supérieurs à ceux de 1957, précédent sommet conjoncturel.

Cette diminution a été particulièrement marquée dans les secteurs qui ont connu une grande activité durant l'année, tels que ceux de la construction et de la métallurgie, et aussi dans les charbonnages où, comme il est dit plus haut, la main-d'œuvre du fond est même devenue insuffisante.

La grande activité de l'économie belge a surtout favorisé la remise au travail des chômeurs âgés de moins de 35 ans, et normalement aptes à exercer leur profession. Mais l'épuisement progressif des réserves de main-d'œuvre jeune a entraîné une diminution du chômage de la main-d'œuvre plus âgée normalement apte.

Les tensions apparues sur le marché du travail au cours de l'année résultent du niveau assez bas des réserves effectives de main-d'œuvre. On observe, en effet, que 28 % seulement des chômeurs complets masculins, recensés le 30 juin 1961, étaient aptes à exercer leur profession de façon normale. Pour les chômeurs féminins cette proportion est de 46 %.

La régression du nombre de chômeurs aux aptitudes partielles a été insignifiante. Le 30 juin 1961, ils représentaient 42 % du total des chômeurs complets alors que les chômeurs aux aptitudes réduites en représentaient 25 %. Le remplacement de ces derniers est devenu pratiquement impossible.

Selon les premières estimations, la valeur ajoutée par les exploitations agricoles et horticoles a augmenté en 1961. Ce résultat, plus favorable que l'année précédente, semble surtout dû à l'augmentation de la valeur des productions horticoles et animales ; en effet la valeur de la production végétale n'a pas sensiblement changé.

L'automne peu clément de 1960 ayant rendu les travaux des champs fort difficiles, une diminution sensible des superficies consacrées aux céréales d'hiver a été enregistrée. Les emblavures de froment d'hiver ont diminué de près de 40 % et celles de seigle d'hiver de près de 30% ; le recul n'a pas été entièrement compensé par l'augmentation des superficies consacrées au froment et au seigle de printemps. De plus, les rendements ont été moins bons qu'en 1960. Ainsi, les récoltes de froment et de seigle ont été moins importantes que l'année précédente.

Alors que les superficies consacrées à l'orge d'hiver (escourgeon) ont diminué, celles consacrées à l'orge de printemps ont augmenté et la production d'orge pour la brasserie a été fort supérieure à celle de 1960.

La récolte de betteraves de l'année précédente avait été exceptionnellement favorable. En 1961, la légère diminution des superficies et des rendements a entraîné une baisse de la production.

La récolte de pommes de terre est aussi moindre, l'accroissement des rendements n'ayant pas comblé la sensible diminution des superficies consacrées à cette culture.

Au cours de 1961, les prix plus favorables dans leur ensemble ont, dans une large mesure, compensé certaines diminutions de production et il semble que la valeur globale de la production végétale ait été un peu supérieure à celle de 1960.

Bien que certaines productions horticoles aient souffert de mauvaises conditions climatiques, la bonne tenue des prix a permis à l'horticulture d'atteindre des résultats supérieurs à ceux de l'année passée.

Les productions animales ont été, en 1961, supérieures à celles de 1960.

La production laitière, favorisée par de bonnes conditions climatiques a augmenté sensiblement.

L'accroissement de la production de beurre a rendu nécessaire de nouvelles exportations. Afin de ne pas aggraver la situation du marché du beurre, les pouvoirs publics ont encouragé la fabrication d'autres dérivés de la production laitière tels que les poudres de lait.

L'augmentation de la valeur de la production de viande est surtout due aux prix plus favorables.

Malgré les difficultés créées au cours du dernier trimestre de l'année par la diminution des exportations, la situation des éleveurs de porcs a été satisfaisante, les prix ayant été plus avantageux en 1961 que durant l'année précédente.

Les ventes de viande bovine ont rapporté davantage qu'en 1960, les prix ayant été plus rémunérateurs.

Les premiers résultats du recensement du 1^{er} janvier 1962 indiquent une augmentation du cheptel bovin de l'ordre de 3 %. L'augmentation du cheptel porcin est plus importante et se situe aux alentours de 20 %. Le nombre de chevaux a enregistré une nouvelle diminution évaluée à 5 %.

Pêche maritime

Les apports de poissons de fond ont diminué par rapport à 1960. Les prix moyens ont cependant été plus favorables entraînant une augmentation de la valeur globale des arrivages.

Les poissons pélagiques, par contre, ont diminué en tonnage et en valeur.

La quantité et la valeur des crustacés et mollusques pêchés en 1961, ont augmenté.

Au total, malgré la moindre quantité des arrivages, les prix plus favorables ont permis une recette plus importante qu'en 1960.

Industrie

En dépit de la grève de janvier et du nouveau recul de la production charbonnière, l'indice de l'activité industrielle de l'Institut National de Statistique a encore augmenté de 4 % de 1960 à 1961. Cependant, à l'encontre de l'évolution en 1960, le progrès n'a plus été homogène : l'activité de certains secteurs a diminué, tandis que dans d'autres, surtout la construction et l'industrie des fabrications métalliques, les progrès ont encore accéléré.

La conjoncture a surtout été soutenue par l'effort d'investissement. Alors que, jusqu'en 1958, celui-ci avait, en Belgique, surtout visé à rationaliser des entreprises pour compenser le fort accroissement du salaire-coût, depuis lors, en vue des résultats escomptés par la réalisation de la C.E.E., les investissements d'extension se sont développés, financés en partie par des capitaux étrangers.

L'augmentation des capacités de production, qui en est résultée en Belgique et dans les autres pays industrialisés, a eu pour effet d'accroître plus vite les moyens de production que la demande pourtant fondamentalement en forte expansion, surtout dans la sidérurgie et dans les secteurs nouveaux tels que certaines industries chimiques et de construction électrique. Cette évolution a accentué la concurrence internationale et pesé sur les prix ; le démantèlement graduel des entraves au commerce international a d'ailleurs favorisé cette tendance. Elle a aussi conduit à une réduction des stocks des consommateurs et, pour les combustibles solides, des producteurs ; cependant, vers la fin de l'année, le déstockage d'acier, cause du ralentissement de la production sidérurgique, a pris fin, provoquant une reprise des commandes.

Les exportations de produits industriels ont continué à progresser, surtout après la réévaluation de la monnaie des Pays-Bas et de la République fédérale allemande ; ces deux pays ont acheté une plus

grande quantité de biens de consommation. Cependant, les industries des tapis et des verres à vitre ont souffert d'un ralentissement des commandes des Etats-Unis d'Amérique, dès qu'il est apparu probable que des mesures seraient prises pour freiner les importations dans ce pays.

L'emploi a encore un peu progressé. L'augmentation dans la construction et les secteurs connexes ainsi que dans l'industrie des fabrications métalliques a compensé la légère diminution dans la plupart des autres secteurs. A l'encontre de ce qui s'est passé dans plusieurs pays voisins, les tensions, susceptibles de freiner la production, ont été peu importantes et localisées dans certaines industries et quelques régions. De même, en Belgique, les hausses des salaires ont été minimales et les prix de revient des industries se sont encore améliorés par rapport à ceux de leurs concurrentes étrangères. Le nivellement des coûts de l'énergie a aussi persisté. Les prix des matières premières ont baissé. Cependant, cette amélioration relative du prix de revient n'a, en général, pas suffi pour compenser la baisse des prix de vente dans la plupart des secteurs, réduisant ainsi les marges bénéficiaires dans la plupart des industries.

De calculs provisoires, il ressort que la consommation intérieure brute d'énergie, exprimée en énergie primaire, aurait augmenté de 2,0 %, soit plus de 700 000 t. équivalent charbon, contre 5,4 % en 1960. L'indice de l'activité industrielle dans les industries manufacturières (I.N.S.) a moins progressé en 1961, soit 4,8 % contre 8,6 % ; en outre, la grève contre la loi unique a surtout touché les industries consommant beaucoup d'énergie ; l'autoconsommation des charbonnages est toujours en recul structurel et la production sidérurgique a diminué.

Par contre, les besoins domestiques et assimilés, ceux des centrales électriques et, pour les huiles combustibles, ceux des industries diverses, ont encore grandi. Les mouvements des stocks dans le commerce et chez les consommateurs domestiques et industriels n'étant pas connus, il est possible que l'avance de la consommation soit plus apparente que réelle, à cause de la fin du déstockage ; en effet, dans les secteurs où les stocks de combustibles solides sont recensés, il y a déstockage depuis 1957 ou 1958, mais le recul s'est fort atténué en 1961, les stocks étant revenus à un bas niveau, sauf ceux des centrales électriques.

La part du charbon continue à baisser et n'atteindrait plus que 68 %, contre 70 % en 1960.

La consommation apparente de combustibles solides, y compris celle de schistes par les centrales électriques, mais bois et lignite exclus, a un peu baissé en 1961. Depuis 1958, elle oscille entre 23,9 et 25,0 millions de tonnes équivalent charbon, niveau nettement inférieur à celui des années précédentes, pendant lesquelles les fluctuations furent beaucoup plus fortes. Tandis que la consommation de charbon par les ménages et surtout celle des centrales électriques ont progressé, les besoins de charbon des cokeries ont diminué sous l'influence conjuguée

de la baisse conjoncturelle de l'activité de la sidérurgie européenne et des économies de coke faites dans cette industrie ; le recul de la consommation de combustibles solides par les transports et par les industries consommatrices a persisté.

La consommation apparente totale de produits pétroliers, tous produits, tonne pour tonne, a progressé de 9,2 %. Les livraisons de carburants pour les transports (soutes maritimes non comprises) ont augmenté de 8,6 %. Pour les huiles combustibles, le progrès des livraisons a été de 6,3 % et pour le gaz (transports non compris) de 27,1 %.

La tendance de la consommation d'électricité est reflétée par l'augmentation du nombre de kWh pris par le réseau, laquelle n'a été que de 4 % seulement. La consommation des charbonnages a diminué ; pour l'ensemble des autres secteurs, le net progrès des derniers mois a plus que compensé la forte baisse due à la grève.

Pour le gaz de distribution, la diminution de la consommation des charbonnages, de la sidérurgie et des azoteriers n'a pas pu être compensée par la persistance des progrès dans les autres secteurs.

La production d'énergie primaire a diminué de plus de 4 %, à cause de la réduction de l'extraction de *charbon*. Celle-ci, après avoir subi les effets de la grève dans les bassins du sud, a encore été freinée, dans les premiers mois, par du chômage ; après la période des vacances, les capacités de production, restantes après les fermetures, n'ont pu être utilisées à plein, à cause du manque de main-d'œuvre, surtout dans les bassins de Liège et de la Campine. La résorption des stocks a été accélérée au deuxième semestre et à la fin de l'année, les stocks chez les producteurs étaient inférieurs de 2,2 millions de tonnes au niveau de la fin de l'année précédente, contre un recul de 1 million de tonnes en 1960. Les départs d'ouvriers mineurs, par contre, ont été moins importants au dernier trimestre, et la réduction de fin 1960 à fin 1961 n'a plus été que de 13 600 unités contre plus de 18 000 pendant les deux années précédentes.

Les importations de charbon ont augmenté de 2,8 % sur le marché charbonnier belge. D'autre part, les importations d'agglomérés de houille, en recul dans les années précédentes, ont progressé de 50 % en 1961. Les exportations contingentées de charbon vers les quatre pays voisins ont augmenté de 3,6 %, mais vers les autres pays, l'avance a été de 81,5 % grâce, notamment, aux subsides qui ont augmenté de 11,3 à 76,4 millions de francs.

La diminution de la production de *coques* de 3,7 % a été due autant au ralentissement des livraisons intérieures qu'à celui des exportations.

Il a été produit 5,8 % en plus d'électricité ; outre le progrès de la consommation intérieure, cette augmentation est due au recul des importations et à l'augmentation très forte des exportations, la production hydraulique ayant été défavorable dans les pays voisins.

Les raffineries ont mis en œuvre 14 % de *pétrole* brut en plus qu'en 1960. Les exportations ont diminué au premier semestre et les progrès ultérieurs n'ont pas permis de combler le retard; d'autre part, les progrès des importations ont beaucoup fléchi.

La baisse des prix des produits énergétiques a persisté, les marchés mondiaux étant restés faibles à cause de l'excès de capacité, en production et en transport, des différentes sources d'énergie, et de la mévente des charbons non spécifiques.

Pour les charbonnages, cette situation a entraîné une nouvelle détérioration de leurs résultats d'exploitation. En effet, le progrès de la productivité, de 7,7 % pour les ouvriers du fond et de la surface réunis et de 8,3 % pour ceux du fond seuls, n'a guère permis de compenser les coûts supplémentaires dus au relèvement des cotisations sociales et au raccourcissement de la durée du travail. En revanche, les trésoreries ont été plus à l'aise, à cause de la réduction des stocks, ce qui a permis de diminuer les dettes envers le Fonds National de Pensions pour mineurs.

Ce progrès de la productivité, artificiel dans la mesure où il a été suscité par de nouvelles fermetures de charbonnages, n'a cependant pas réduit l'écart défavorable par rapport aux bassins allemands, néerlandais et lorrains; c'est seulement par rapport aux rendements dans le bassin « Nord et Pas-de-Calais » et au Royaume-Uni que la situation s'est améliorée. La nouvelle reconduction de l'isolement partiel du marché belge pour 1962 s'imposait donc et a été accordée. Cependant, cette déficience est en partie due au manque d'ouvriers aux postes-clés des meilleurs charbonnages.

Les subsides directs, proprement dits, continuent à être réduits, en accord avec les conventions passées avec la Haute Autorité de la C.E.C.A.; ils n'atteignent plus que 300 millions de francs et doivent disparaître fin 1963. Par contre, les subsides sociaux restent très élevés à cause de la charge croissante des pensions, celle-ci étant due à la diminution persistante du nombre de cotisants et à l'accroissement des bénéficiaires.

Dans les pays membres de la C.E.C.A., la production globale de *fonte et d'acier* brut a fléchi de trimestre en trimestre, de sorte que, pour l'année entière, il n'y a eu que peu de progrès. Pour l'acier brut, le taux de progression est de 0,6 %, contre 9,6 % en 1960. Pourtant en Allemagne Occidentale, il y a eu recul de 1,9 % et en Belgique de 2,6 %. La production globale de fonte a augmenté de 1 %, tandis qu'en Belgique on observe une baisse de 0,9 %. Les prix de la fonte sont restés très faibles, à cause de la vive concurrence sur le plan mondial.

Pour l'année entière, les commandes d'acier brut, dans les pays de la C.E.C.A., ont atteint 3,4 % de moins que l'année précédente; les expéditions totales ont donc dépassé le total des commandes en 1961.

Alors que les ordres sur les marchés nationaux ont reculé de 6 %, il y en a eu 3,4 % de plus en provenance des pays tiers pour lesquels un record a été atteint, soit 10,1 millions de tonnes. Les ordres pour le compte des autres pays de la Communauté sont au même niveau qu'en 1960 ; ils ont représenté environ 1/5 du total. La concurrence à l'intérieur de la Communauté s'est étendue à tous les marchés et à tous les produits. Le recul des commandes sur les marchés nationaux est dû à la consommation des stocks qui, à la fin du premier trimestre de 1961, suffisaient pour couvrir les besoins pendant au moins quatre mois.

Les prix de vente ont d'abord fléchi sur les marchés d'exportation, ensuite dans les pays de la C.E.C.A. où le ralentissement du rythme de l'expansion en Allemagne et une reprise de la concurrence française se sont fait fort sentir. Lorsque, en automne, la reprise saisonnière ne s'est pas manifestée les entreprises belges ont officiellement aligné leurs prix sur ceux, peu élevés, des produits français. Entre les prix pratiqués sur le marché de la C.E.C.A. et ceux faits pour l'exportation, subsistait une différence qui, selon les produits, pouvait être de 20 %. A la mi-novembre, d'importants sidérurgistes des pays de la C.E.C.A., les Pays-Bas et l'Italie exceptés, ont décidé de réduire la production de certaines sortes de produits. En outre, la Convention de Bruxelles pour l'exportation a renouvelé des prix minima à l'exportation vers les pays tiers, pour la plupart des aciers laminés. Le fléchissement de la demande a eu une influence défavorable sur le niveau d'utilisation de la capacité existante : pour les « Six Pays », le taux d'utilisation s'est élevé à 92,4 %, contre 95,5 % en 1960.

En vue de la concurrence, impliquant une compression des prix de revient, les producteurs belges ont été obligés de faire de nouveaux investissements. Au contraire de ceux faits en Italie et en l'Allemagne Occidentale, les investissements belges tendent à moderniser les unités de production existantes, sans ériger de nouveaux centres de production. En 1961, la construction de nouveaux complexes sidérurgiques a cependant été entamée. En vertu du Traité de la C.E.C.A., les producteurs belges ont disposé d'un marché plus vaste et plus stable, de sorte qu'une certaine spécialisation a permis de satisfaire les besoins croissants de produits sidérurgiques finis. Les investissements de la sidérurgie ont été évalués à environ 7 milliards annuellement en 1960 et 1961.

La production a encore augmenté dans l'*industrie des métaux non ferreux* et, dans divers secteurs, un nouveau record a été atteint. La grande activité des industries de la construction et des fabrications métalliques y a beaucoup contribué.

Bien que le raffinage du cuivre ait porté sur des quantités plus grandes qu'en 1960, il a beaucoup fléchi au deuxième semestre. Pendant les derniers mois de l'année, sous l'influence des événements politiques, la production au Katanga a été partiellement arrêtée. Le recul d'un quart de la production d'étain a été causé par les difficultés du Congo,

principal fournisseur de minerais de la Belgique. Les événements politiques ont du reste provoqué une pénurie générale sur le marché mondial et les cours dépassaient, à la fin de l'année, le maximum prévu par l'Accord international de l'Étain. Bien que sur le plan mondial il subsiste une surproduction de zinc (métal), les producteurs belges ont presque réussi à égaler le niveau de 1960. La production de produits demi-finis en zinc a aussi fort augmenté. L'expansion a continué dans le secteur du plomb, bien que la production de métal soit demeurée en dessous du niveau de 1956, lui-même très inférieur aux résultats d'avant la guerre. Pour les produits demi-finis un nouveau record a été atteint. Alors que la fabrication du métal aluminium, a diminué d'un tiers par comparaison avec 1960, l'expansion des produits demi-finis a continué. La production de certains métaux rares a crû rapidement sous l'influence du progrès technique; c'est ainsi que la demande de germanium, de cadmium, entre autres, a été très importante. La production d'uranium a, par contre, été freinée par l'affaiblissement de la demande.

Comme en 1960, l'expansion de l'industrie des *fabrications métalliques* a été très importante. Nonobstant un léger fléchissement à la fin de l'année, les commandes ont augmenté dans l'ensemble et l'accroissement des ordres de l'étranger, qui a représenté environ 41 % du total, a dépassé celui des commandes intérieures. Il faut noter que les commandes militaires d'armes, de munitions et d'avions ont fort contribué à cette augmentation. Leur part a dépassé près de 10 % du total des commandes, contre seulement 4 % en 1957. L'existence, depuis quelques années, d'une tendance à produire des produits plus élaborés semble confirmée par le fait que la valeur des expéditions a plus augmenté que leur volume (11,2 % contre 2,5 %).

Le rythme des expéditions a été plus lent que celui de la rentrée des ordres; dans divers secteurs, la capacité de production a été entièrement utilisée, tandis que l'offre de main-d'œuvre qualifiée est devenue assez rare. Pour l'année, les travailleurs occupés ont augmenté de 7,5 %, et le nombre d'heures prestées de 7,2 %.

Dans le secteur des produits de première transformation, l'accroissement de l'activité a été plutôt mesuré, par suite de leur sensibilité à l'évolution du marché sidérurgique. La tendance a été très favorable dans les aciéries de moulage et la situation s'est fort améliorée dans les fonderies de fer. Les tréfileries et les usines d'étirage et de laminage à froid ont encore augmenté leurs ventes sur le marché intérieur; les exportations de ces produits, qui constituent plus de la moitié des exportations de produits métalliques de première transformation, ont cependant reculé, tandis que les commandes reçues sont demeurées inférieures au niveau de 1960. Le secteur de l'emboutissage lourd a rencontré de grandes difficultés. Les livraisons de tôles revêtues ont été faibles.

La hausse des revenus a favorisé la persistance de la haute conjoncture dans le secteur des biens de consommation durables. Tous les

produits ont été touchés par cette expansion mais, surtout, par l'augmentation de la demande intérieure, ceux des appareils ménagers, des appareils de radio et de télévision et des accessoires du bâtiment. Cependant, le solde d'importation est demeuré considérable pour les appareils ménagers, tandis que le solde d'exportation a continué de croître pour les appareils de radio et de télévision. Seule la production de motos et cycles a stagné.

Par de nouveaux progrès de la demande intérieure de biens d'investissement, de très bons résultats ont été obtenus dans ce secteur. En construction métallique (ponts, charpentes et chaudronnerie), la valeur des commandes extérieures qui, depuis longtemps, ne représentent qu'une faible partie du total, a augmenté dans une mesure beaucoup plus forte que celle des commandes intérieures. La construction mécanique a encore subi une forte expansion et elle a reçu, en 1961, plus de la moitié du total des commandes de biens d'investissement. La demande globale de machines motrices, hydrauliques et pneumatiques a été environ 40 % plus élevée que l'année précédente, les expéditions à l'intérieur du pays ont cependant été moins importantes qu'au cours des deux années précédentes. Bien que la demande intérieure de machines-outils n'ait pas progressé, la situation demeure favorable dans cette branche grâce à la part prépondérante des ordres de l'étranger (au cours des cinq dernières années, en moyenne les trois quarts de la production nationale a été exportée). Ceci a été confirmé par l'augmentation de l'emploi. Les besoins nationaux de machines-outils ne seraient cependant couverts que pour un quart par la production nationale. La demande de machines textiles a été moins forte qu'au cours de l'année record 1960; par contre elle a de nouveau augmenté, de plus d'un tiers, dans le secteur des constructions mécaniques diverses. La diminution des commandes d'appareils de levage lourds et d'engins de manutention a été largement compensée par une augmentation de celles d'appareils de pesage et d'autres installations de levage. Pour les producteurs d'appareils de mesures et de laboratoire, l'année 1961 a été favorable, notamment à cause de la fourniture d'instruments d'optique pour l'équipement des avions militaires. Les exportateurs de matériel électrique ont rencontré une concurrence de plus en plus vive due à des capacités de production excédentaires dans certains pays.

Dans l'ensemble, le secteur du matériel de transport n'a pas progressé : l'emploi a fluctué autour du niveau des années précédentes et la part de cette branche dans le total des commandes de l'industrie des fabrications métalliques a continué à diminuer. Le fléchissement continu de l'activité dans la construction navale explique cette évolution. L'exécution du programme de modernisation de la S.N.C.B. et une reprise de la demande étrangère sont à l'origine de la vive activité des entreprises de matériel de chemin de fer et de tramways; seul le secteur du matériel de remorquage n'y a pas participé. Les nombreuses entreprises d'assemblage de voitures automobiles ont encore augmenté en 1961. Après les progrès considérables de 1960, l'importation de

voitures n'a plus progressé que d'une manière modérée en 1961. La vente de véhicules pour le transport de marchandises, qui subit l'influence de la conjoncture, a fort augmenté : 17,4 % par rapport à 1960, contre 14,8 % l'année précédente.

La production d'armes a fléchi à la suite de l'épuisement des carnets d'ordres ; les commandes reçues en 1961 permettent cependant de prévoir une amélioration de l'activité.

Le ralentissement du rythme d'expansion de l'*industrie chimique*, dans certains pays de l'Europe Occidentale, au cours de l'an dernier, ne semble pas avoir touché la Belgique. En effet, comme en 1960, l'indice de l'activité industrielle de l'industrie chimique a haussé, selon l'I.N.S., d'environ 10 %, de sorte que le retard de la Belgique par rapport aux autres pays de la C.E.E. (la Hollande exceptée), au cours de la dernière décennie, a légèrement diminué.

En général, la demande de produits chimiques minéraux a été bonne. La production d'engrais a augmenté. Toutefois, celle d'azote primaire, d'engrais azoté et de sulfate d'ammoniaque, obtenu par récupération, a été fort inférieure au niveau des années précédentes ; mais il y a eu une augmentation de la production d'engrais composés. Les prix des engrais ont encore fléchi à l'exportation.

Les prix ont été faibles dans le secteur de la chimie organique, à cause de l'existence de capacités de production excédentaires pour certains produits. On a fabriqué à peu près autant de goudron brut qu'en 1960 ; la demande de toluol, xylol et de solvant-naphta a marqué une reprise après avoir fléchi au cours de la période 1953-1959.

Dans le secteur des produits chimiques divers, il faut noter un nouveau progrès, de 13 %, de la production de produits sensibles pour la photographie.

Les trois usines belges d'allumettes ont produit 9 % de plus qu'en 1960. Le recul des ventes sur le marché intérieur, anormalement élevées en 1960, a été compensé par une augmentation des exportations.

La demande, intérieure et extérieure, de couleurs et de vernis a été favorisée par la grande activité de la construction.

L'activité de l'industrie des explosifs a souffert de la réduction des commandes militaires.

En dépit de certains facteurs défavorables, comme la crise dans les charbonnages (qui étaient autrefois de gros clients) et l'utilisation croissante de produits de substitution, l'industrie du caoutchouc a connu une année très favorable, de sorte que, par rapport à l'année de crise 1957, l'augmentation de la production (chaussures en caoutchouc exclues) s'élève à 32 %.

L'industrie pharmaceutique a accru son activité ; on l'aperçoit surtout dans les exportations. Toutefois, notre retard par rapport aux concurrents étrangers a plutôt augmenté.

Après avoir traversé, pendant l'année 1958, une brève mais sensible récession, l'*industrie textile* a connu, à partir du second semestre de 1959, une puissante reprise. Une nouvelle hausse s'est affirmée pendant les trois derniers mois de 1960; elle a duré jusqu'en octobre 1961. A ce moment, la demande intérieure s'est affaiblie, la hausse des commandes de l'étranger n'apportant qu'une compensation partielle. Pour l'ensemble de l'année, l'activité a atteint un nouveau sommet qui, selon l'indice de la Direction générale des Etudes et de la Documentation, marque un accroissement de 4,8 % par rapport à l'année 1960, où avait été observée une hausse de 7,7 %. Dans tous les secteurs, l'accroissement de la production varie entre 9 et 18 %; elle doit être attribuée surtout à l'effort de modernisation et d'accroissement de la productivité. Dans certains secteurs, une pénurie de main-d'œuvre spécialisée a même été localement ressentie.

Les filatures de coton ont réussi à maintenir leur production un peu au-dessus du niveau de 1960, sans toutefois que le sommet de 1957 ait été égalé. Pour pouvoir résister à la concurrence à l'importation, les producteurs belges ont dû diminuer leurs prix. Pendant presque tout le deuxième semestre, la production est descendue en dessous de la moyenne de 1961 : les nouvelles commandes rentraient lentement et les stocks ont atteint un niveau très élevé.

Dans les tissages de coton, l'activité pendant le second semestre a été inférieure au niveau correspondant de l'année précédente. Pour l'ensemble de l'année, cette diminution est d'environ 4 %. Le marché intérieur, principalement, s'est affaibli : il a absorbé 5 % de moins de tissus qu'en 1960. Bien que les ventes aux Pays-Bas aient sensiblement augmenté et qu'elles soient restées stables dans les autres pays du Marché commun, l'ensemble des exportations, en quantité, accuse une légère diminution.

Dans tous les secteurs de l'industrie de la laine, le tissage et la filature de laine exceptés, la pleine capacité de production a été employée pendant la plus grande partie de l'année, les résultats ont atteint de nouveaux sommets.

Dans les filatures de laine cardée, l'activité a été d'environ 1,4 % en deçà du niveau record de 1956. Dans les filatures de laine peignée, par contre, l'activité est restée très haute pendant toute l'année : par contraste avec les années précédentes, les livraisons intérieures (principalement aux tissages) ont augmenté plus vite que les exportations, de telle manière que le marché intérieur a absorbé 57 % de la production, contre 54 % en 1960 et 60 % en 1958.

Dans les tissages où, pendant la période 1950-1960, plus de la moitié des métiers n'étaient pas utilisés, l'accroissement de la production est dû à une hausse des exportations. L'augmentation des importations, composées surtout de tissus à bon marché venant en grande partie des Pays-Bas et d'Italie, a été accomplie surtout aux dépens de la produc-

tion nationale de tissus cardés, lesquels ne représentent plus qu'un cinquième de la production totale des tissages, contre 46 % en 1960 ; tandis que la part des tissus peignés passe de 40 à 60 %. L'importance des tissus mixtes a aussi augmenté.

Dans les filatures de lin une intense activité a régné à cause de la demande extérieure, de l'Allemagne de l'Ouest, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. En quantité, les exportations ont représenté plus de la moitié de la production belge.

Les résultats des tissages de lin, au cours de la période de septembre 1960 à juillet 1961 n'ont pas atteint ceux d'un an auparavant. La cause doit en être attribuée à des prix défavorables par rapport à d'autres fibres textiles, et à l'emploi de produits de substitution.

L'activité a toutefois beaucoup augmenté pendant le reste de l'année, notamment sous l'influence d'une intense campagne de propagande, menée sur les deux plus importants marchés, le marché intérieur qui n'absorbe plus que 40 % environ de la production nationale, contre plus de la moitié quelques années auparavant, et les Etats-Unis. L'augmentation de la demande de certains pays de la Communauté économique européenne et de la zone de libre-échange, a favorisé la production des tissages pendant le dernier trimestre.

L'industrie du jute a traversé une crise pendant la plus grande partie de l'année, et la production a été inférieure d'un cinquième à celle de 1960. Les efforts de rationalisation ont été poursuivis. Les cours, d'abord élevés, de la matière première, ont fléchi au troisième trimestre et les commandes ont de nouveau afflué de sorte qu'à la fin de 1961, les carnets d'ordres des filatures représentaient plus de trois mois de travail. Des difficultés ont cependant apparu pour trouver la main-d'œuvre qualifiée. Les importations de tissus de jute (surtout de toile de jute pour la confection des sacs) ont augmenté, au point d'atteindre cinq fois la quantité de 1960. La production de tapis de jute a diminué de près de 30 % : ceci est dû non seulement aux cours élevés du jute mais aussi à l'utilisation des tapis de laine, par suite de l'amélioration du niveau de vie. Dans les filatures de fibres dures, un nouveau record a été observé après le fléchissement de 1960.

Alors qu'en 1938, 11 % seulement des fibres textiles utilisées dans le monde (à l'exception des fibres dures) étaient d'origine artificielle, ce taux s'était déjà élevé, en 1960, à 22 %. En 1961, la production de fibres artificielles a encore augmenté, surtout celle des fibres synthétiques (16,5 %), tandis que pour les fils de cellulose, qui représentent encore plus des trois quarts de la production mondiale de fibres artificielles, le taux d'accroissement a été beaucoup plus faible.

Pour les fils artificiels continus, la production de fils de rayonne a atteint un nouveau sommet, à cause de la demande intérieure croissante des filatures et du secteur de la bonneterie et d'un recul des importations. Dans les tissages, en raison du développement de l'utili-

sation des fils de fibranne et des fibres synthétiques, l'activité a été 15 % plus élevée qu'en 1960.

Bien que l'activité de l'industrie de la bonneterie ait fléchi beaucoup dans les deux derniers mois de 1961, l'indice de la production a haussé de 7,3 % par rapport à 1960. Ce résultat a été la conséquence de l'augmentation de la demande intérieure et des exportations, notamment vers les Pays-Bas. Comme dans les autres pays de la C.E.E., la part des fils synthétiques comme matière première de l'industrie de la bonneterie a fort augmenté au détriment du coton et de la rayonne. La fabrication de bas de femmes et de vêtements de dessous surtout, a progressé.

La production globale de bas a augmenté d'un cinquième et la consommation de 28 %. La production de vêtements de dessus a encore progressé et est devenue supérieure de près de la moitié à celle de 1957. Ceci n'a été possible que par l'expansion de l'exportation qui représente à présent environ 60 % des exportations globales d'articles de bonneterie. La production de chaussettes (dont 42 % en fils synthétiques) a fléchi de 5 %, bien que les ventes intérieures aient augmenté, en tout, du même pourcentage.

Tandis que l'indice de l'I.N.S. de l'activité dans l'industrie de la confection a été stable, la vente a encore fort augmenté, malgré un marché intérieur peu favorable, et la perte du marché congolais; en effet cette branche d'activité qui exporte en moyenne le quart de sa production, a beaucoup accru ses exportations vers certains pays de la C.E.E. (Pays-Bas, Allemagne occidentale) et vers la zone de libre-échange.

Avec un même niveau d'emploi et un même nombre d'heures de travail qu'en 1960, la production de *chaussures* de cuir a augmenté de 3,5 % et celle des autres chaussures de 4,4 %.

En dépit de la perte du marché congolais, les exportations de chaussures en cuir ont augmenté de 9 % en quantité, de sorte que, malgré un nouvel accroissement des importations, le surplus des importations sur les exportations a diminué en poids, mais non en valeur. Les ventes à l'étranger de chaussures en caoutchouc et en plastique ont doublé par rapport à 1960; la production a cependant diminué de plus de moitié, par rapport à l'année précédente, à cause de la fermeture d'une des deux fabriques. L'industrie des pantoufles a pu augmenter sa production de 11 %.

Dans le secteur du cuir, la production a fort augmenté, bien que le recul demeure important par rapport à 1959 et aux années antérieures. La vente de cuir à semelles a fort progressé, aussi bien sur les marchés nationaux qu'étrangers. Les producteurs de cuir technique ont trouvé de nouvelles possibilités d'emploi pour leurs produits, notamment dans l'industrie textile.

La mode vestimentaire a permis à l'industrie de la confection d'utiliser une part considérable de la production croissante de cuir léger.

Sauf en 1959, l'activité des *industries alimentaires* est en progrès continu depuis quelques années. La demande de certains produits plus élaborés a fort augmenté par suite de l'accroissement des revenus, de nouvelles habitudes des consommateurs et des importantes possibilités d'exportation. On estime à 6 % de leur production, la valeur globale atteinte en 1961 par les exportations des industries alimentaires.

Malgré une concurrence accrue, la production de conserves de légumes, de confiture, de fruits confits, etc... a fort augmenté par rapport à 1960, atteignant un nouveau record. Par contre, dans quelques secteurs traditionnels, comme la meunerie et l'industrie du sucre, le rythme de l'expansion a notablement fléchi.

La tendance à la concentration et à la suppression des brasseries marginales persiste : la moyenne mensuelle des brasseries en activité a été de 396 unités en 1961, en recul de 18 unités ; la quantité de matières premières mises en œuvre par l'ensemble de ces entreprises a cependant encore augmenté de 4 %.

La vente de margarine n'a que peu augmenté en 1961, après avoir fait, au cours des deux années précédentes, un progrès de 6,5 %. La mise sur le marché, par le Gouvernement, de beurre fondu n'y est vraisemblablement pas étrangère. Au total, la production d'huiles végétales et animales se maintient, bien que le rythme varie selon les produits.

La demande de produits de qualité dans *l'industrie du tabac* a fait progresser surtout la production de cigares et de cigarillos.

Après la rapide expansion qu'a connue ces dernières années *l'industrie du papier* et du carton, le taux d'accroissement a diminué dans tous les pays de l'Europe Occidentale en 1961 ; la demande a faibli surtout au deuxième semestre, les utilisateurs ayant utilisé leurs stocks à la suite de l'augmentation de l'offre et de la réduction des délais de livraison. La production de papier a augmenté de 5 % par rapport à 1960, dans les pays de la Communauté économique européenne et, de 3,3 % en Belgique.

La consommation globale de papier et de carton a augmenté de 7 % dans les pays de la C.E.E. à la suite de l'augmentation des revenus ; pour la Belgique ce taux est même de 8 %. Une part croissante de la consommation intérieure est couverte en Belgique par les importations.

Les résultats ont été favorables dans *l'industrie du bois* ; sans doute la forte demande du secteur de la construction y a-t-elle contribué.

Une vive activité a régné dans la *construction* l'année passée. Le nombre des autorisations de bâtir ainsi que celui des chantiers ouverts et des bâtiments terminés ont atteint de nouveaux records ; par rapport

à 1960, les taux d'augmentation ont été respectivement de 12, 16 et 21 %. Le taux d'augmentation a aussi été important pour les autres constructions.

L'intense activité de la construction en Europe a accru la demande *de matériaux de construction*, sans toutefois qu'apparaissent, en Belgique, les difficultés d'approvisionnement connues dans certains autres pays.

De même que dans les autres pays de l'Europe Occidentale, la production de ciment a atteint un nouveau record. Par rapport à 1960, la consommation intérieure et l'exportation outre-mer ont progressé respectivement de 9 et de 40 %, sans que cette dernière retrouve le niveau d'il y a quelques années.

Grâce à une forte demande intérieure et de bonnes possibilités de vente vers certains pays de l'Europe Occidentale, la production et la vente de briques ordinaires et de briques de façade ont atteint un niveau élevé. Au début de l'hiver 1961-1962, les stocks étaient à peine inférieurs à la normale. La production des autres produits en terre cuite a aussi fort augmenté. L'accroissement de 6,7 % du nombre des travailleurs par rapport à 1960 aurait encore été plus considérable si les briqueteries n'avaient pas dû faire face à une pénurie de main-d'œuvre spécialisée. Des efforts ont d'ailleurs été faits en vue d'accélérer la mécanisation et la rationalisation de ce secteur.

Une vive activité a régné, en général, dans les carrières où le record de production de la précédente haute conjoncture a été dépassé.

La nouvelle expansion du secteur de la chaux, du calcaire et des dérivés est due exclusivement à une augmentation de la production de calcaire et d'agglomérés de plâtre.

Dans l'industrie de la céramique, alors que l'extraction de matières premières a atteint un nouveau record, la production de produits finis est demeurée à peu près au même niveau qu'au cours de la précédente haute conjoncture.

Le recul de la demande extérieure de verre plat, perçu en 1960, a persisté au cours du premier semestre de 1961.

Au total, les commandes de verre à vitre ont dépassé, en 1961, de près de 14 % celles de l'année précédente, bien qu'elles soient demeurées 13 % en dessous du niveau record de 1959. Cette augmentation des ordres ne s'est pas reflétée entièrement dans les expéditions, qui ont été inférieures d'un cinquième à celles de 1960. Les ordres aux glaceries ont, par contre, fléchi de près de 3 % par rapport à l'année record 1960. Si l'activité a fléchi, pour la première fois depuis 1957, dans le secteur du verre plat, l'expansion de la production de verre creux a persisté, bien qu'à un rythme moins rapide qu'en 1960.

De nouvelles fusions entre verreries ont été accomplies, bien que cette industrie fût déjà très concentrée.

Transport

L'évolution de la conjoncture, inégale dans les divers secteurs, est reflétée par les mouvements des transports en 1961. Ainsi, le transport

de minerais et de produit métallurgiques a diminué, par suite de la réduction des stocks après l'été, tandis que le transport de matériaux de construction a encore augmenté.

L'évolution comparée des différents moyens de transport a continué : le tonnage transporté par la navigation intérieure a dépassé celui des voies ferrées, mais le total de tonnes kilomètres du transport ferroviaire est resté plus élevé que celui de la navigation intérieure.

Par ailleurs, une partie de la diminution relative des transports intérieurs s'explique par la tendance des nouvelles entreprises à s'établir à des endroits permettant une économie de frais de transport par rapport aux industries existantes.

Les ventes de nouveaux véhicules, pour le transport de marchandises, qui avaient atteint un peu moins de 17 600 véhicules dans la période du mois d'août 1959 au mois de juillet 1960, ont été de 20 500 véhicules un an plus tard. Ce nombre reste un peu inférieur aux ventes réalisées d'août 1955 à juillet 1956, mais il dépasse celles faites au cours de chacune des périodes de douze mois précédentes. On peut estimer le parc de camions et de camionnettes, au 1^{er} août 1961, à 176 000 véhicules. Le rythme d'augmentation est passé de 3 % en 1959 à 4 % en 1960 et a largement atteint 5 % en 1961. L'usage de ces véhicules s'est sans doute intensifié, par suite de la forte demande de moyens de transports.

Le transport de marchandises par chemin de fer a été entravé par les grèves en janvier 1961, comme en décembre 1960 ; ensuite, la légère réduction des stocks, surtout d'acier, par les utilisateurs de matières premières et de produits finis, a influencé les transports après le creux estival. Au total, le poids transporté a à peine dépassé de 1 % le niveau atteint en 1960, tandis que cette année-là, le rythme d'augmentation était chiffré à 4 %. Le total des tonnes-kilomètres a augmenté de 2 %, contre 4 % en 1960.

Sans doute, par suite de l'intensification des échanges commerciaux à l'intérieur de la C.E.E., le transport de marchandises, au-delà des frontières, a augmenté, mais en ce qui concerne le transport à l'intérieur du pays, le chemin de fer a sans doute dû céder du terrain à ses concurrents. Il se peut que certains clients aient été attirés par les transports routiers, toutefois un glissement bien plus net s'est dessiné en faveur de la navigation fluviale. La structure du transport de marchandises par chemin de fer a, en même temps, subi certaines modifications quant à la nature des marchandises transportées. Par suite de cette évolution, le parcours moyen par tonne transportée a augmenté de 98,2 km en 1956, à 103,6 km en 1960 pour atteindre, finalement, 105,2 km en 1961.

Les transports par navigation intérieure ont été moins influencés par les grèves du début de l'année que ceux effectués par chemin de fer.

Leur structure s'est peu modifiée pendant les années écoulées,

abstraction faite d'une diminution relative du transport de charbon. En 1961, le poids transporté a augmenté de 7 % par rapport à l'année précédente, contre 12 % en 1960; le nombre de tonnes-kilomètres a augmenté de 5 % en 1961 contre 9 % en 1960. A cause de la forte demande dans le secteur de la construction, le transport de matériaux de construction et de produits de carrières a beaucoup augmenté, mais les transports de produits métallurgiques ont diminué.

En 1961, les transports fluviaux ont augmenté sur tous les réseaux du pays, mais la hausse a été la plus forte sur l'Escaut maritime et l'Escaut supérieur, et plutôt faible sur les canaux de Campine; les transports dans ces trois zones totalisent à eux seuls 3/4 de la navigation intérieure belge.

Au port d'Anvers, le nombre de navires entrés a atteint un nouveau record, ainsi que leur tonnage global. De même le transbordement de marchandises a atteint un nouveau sommet en augmentation de 4 % par rapport à l'année précédente et de 3 % par rapport à 1956. Les importations maritimes par le port d'Anvers accusent une augmentation assez sensible en 1961, alors que le transit à l'entrée est resté au même niveau que l'année précédente. Les déchargements d'huile minérale ont augmenté de 11 % et ceux de minerais de 9 %. Ceux de combustible solide ont un peu augmenté mais n'ont atteint, toutefois, que 1/5 du tonnage de 1956. Les chargements sont restés un peu inférieurs au niveau en 1960, par suite d'une légère augmentation des exportations maritimes et d'une diminution du transit à la sortie. Les chargements de fer et d'acier ont diminué de 10 %; ceux de céréales (quasi exclusivement en transit), de combustible solide, d'huiles minérales et de produits chimiques ont, par contre, augmenté.

Au port de Gand, la navigation a diminué par rapport à 1960 et le transbordement de marchandises a été inférieur de 5 % au niveau de l'année précédente, malgré une augmentation prononcée des importations de marchandises en ce port, mais les exportations et le transit, tant à l'entrée qu'à la sortie, ont diminué. Dans les ports de Bruges et de Zeebrugge, le transbordement de marchandises a aussi diminué, par rapport à l'année précédente, surtout à l'entrée.

La forte réduction des courants commerciaux avec le Congo a forcé plusieurs armements belges à chercher un autre emploi à leurs navires ou à réduire leurs activités, ce qui a entraîné la vente de plusieurs navires. Quelques unités nouvelles sont, cependant, venues s'ajouter à la flotte. En conséquence, le nombre d'unités naviguant sous pavillon belge et leur tonnage global, ont diminué pour la première fois depuis plusieurs années, mais le volume des commandes en cours reste assez élevé.

Les transports aériens de marchandises ont encore fortement augmenté en 1961, bien que n'ayant plus été influencés par des facteurs accidentels comme ce fut le cas en 1960. Le trafic de marchandises sur tous les aérodromes belges, pris ensemble, a augmenté de 12 % par rapport à l'année précédente dépassant ainsi de 65 % le niveau de 1959.

Le trafic des passagers sur les aérodromes belges a augmenté de 5 % par rapport à 1960, année pendant laquelle les événements au Congo avaient entraîné une hausse exceptionnelle. Pendant l'année écoulée, le trafic a dépassé, de 41 %, le niveau de 1959 qui n'était pas influencé par des facteurs accidentels et il a presque doublé par rapport à 1956.

Au total, le trafic des voyageurs sur les réseaux de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges a légèrement augmenté en 1961. La hausse du trafic a légèrement dépassé 1 %, et le parcours moyen des voyageurs est resté inchangé à 32,8 km. Le trafic avec billet ordinaire a toutefois un peu diminué en 1961; il est assez stable depuis plusieurs années. Le trafic avec abonnements ouvriers et de travail, peut subir des fluctuations plus prononcées sous l'influence de la conjoncture économique sans qu'il y ait corrélation étroite entre ce phénomène et des facteurs déterminés. En 1961, ce trafic a augmenté, mais il est resté inférieur au niveau atteint dans la haute conjoncture précédente. L'augmentation du trafic avec abonnement ordinaire a gardé la tendance observée pendant les années précédentes.

Le trafic sur le réseau de tramways et d'autobus exploité par la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux avait diminué de 1956 à 1959 inclus, abstraction faite de l'influence passagère de l'Exposition de 1958; il s'est stabilisé, depuis lors, au niveau de 1959. La réadaptation de l'exploitation, amorcée il y a plusieurs années, n'est pas achevée: le réseau d'autobus s'étend en grande partie au détriment du réseau ferré.

Les ventes de voitures automobiles neuves ont atteint 136 000 unités pendant la période qui va du mois d'août 1960 au mois de juillet 1961 et le parc de voitures en Belgique a atteint, selon certaines estimations, 837 000 voitures en août 1961 dépassant ainsi de 11 % le niveau d'un an auparavant, lui-même en augmentation de 10 % par rapport à l'année précédente. Les ventes d'autocars et d'autobus n'ont plus que légèrement augmenté, après la forte hausse des douze mois précédents. La baisse des ventes de motocyclettes s'accroît; au 1^{er} août 1961, le parc de ces engins avait diminué de 3 % par rapport à l'année précédente. Le rythme de l'augmentation du nombre de vélos-moteurs a fléchi de 16 %, en 1959, à 10 %, en 1960, et à 7 %, en 1961, marquant une saturation du marché.

ibution L'augmentation considérable des effectifs ouvriers et employés des entreprises commerciales témoigne de l'importance du déplacement de la main-d'œuvre vers le secteur tertiaire. En 1961, l'accroissement a été plus fort qu'en 1960; de plus, le nombre d'appointés s'est accru à un rythme plus rapide que celui des salariés.

Les statistiques des détenteurs de carte professionnelle pour étrangers sont établies tous les deux ans; les dernières, datant du 1^{er} janvier 1961, révèlent une légère diminution des cartes délivrées;

ce recul a affecté principalement les provinces du Brabant et du Hainaut. Il y avait moins de Néerlandais et de Polonais, mais plus d'Italiens.

Le nombre des immatriculations dépasse toujours celui des radiations, au registre du commerce, mais de façon plus sensible qu'au cours de l'année précédente; le solde atteint ainsi le niveau des années antérieures. Les immatriculations et les radiations demeurent principalement concentrées dans le Brabant et les régions environnantes.

Le nombre des faillites a de nouveau diminué; celui des concordats judiciaires est demeuré le même.

Les statistiques relatives à la constitution et à la dissolution des sociétés dans le commerce de détail et de gros, ne sont disponibles que jusqu'au mois de septembre 1961 inclus; elles révèlent peu de modifications importantes par rapport à 1960. Comparée à celle de la même période de l'année précédente, la moyenne du capital nominal des sociétés constituées dans le commerce de détail est en net progrès, celui-ci étant dû, comme en 1960, à la constitution de quelques sociétés anonymes. Toutefois, la valeur globale du capital nominal de ces sociétés a moins augmenté que l'année passée. D'autre part, le nombre et le capital nominal des sociétés dissoutes ont diminué. Par contre, dans le commerce de gros et le commerce extérieur, la moyenne du capital nominal des sociétés constituées, surtout des s.p.r.l., a baissé.

L'accroissement de la demande n'a pas été aussi prononcé dans les grands magasins à rayons multiples que dans les autres points de vente; il n'a même pas atteint le niveau de l'année précédente; la plus forte augmentation des ventes a eu lieu dans les magasins à succursales, tandis qu'un rythme de croissance analogue a été observé pour les coopératives de consommation. Les grossistes ont bénéficié d'une hausse de 5,16 % de la demande de produits alimentaires.

Ainsi que le révèle le rapport annuel de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'augmentation de 10 % environ du montant total des crédits accordés et celle moins forte, bien que toujours considérable, du nombre de crédits alloués sont principalement dues à l'existence du Fonds de Garantie. L'intervention de celui-ci permet de satisfaire à de nombreuses demandes de crédits qui, auparavant, auraient été rejetées faute de garanties suffisantes. Comme les années précédentes, l'importance relative du commerce de détail et du commerce de gros dans le nombre des crédits accordés et dans le montant total des crédits alloués a de nouveau décliné.

Tourisme

L'année 1961 a été marquée par une activité touristique plus intense qu'aucune année précédente, même celle de l'Exposition Universelle de Bruxelles.

Le nombre de touristes étrangers a toutefois été très inférieur encore à celui de 1958, et n'a guère crû par rapport à celui de 1960.

Cette stagnation, d'une année à l'autre, est due surtout à l'effet conjugué d'une augmentation du nombre de nuitées de ressortissants allemands, français et italiens, et d'une réduction en ce qui concerne les touristes originaires de Grande-Bretagne et des Etats-Unis. La diminution du nombre de Britanniques a été plus forte encore (16 %) pendant la saison estivale proprement dite (mois de juin à septembre) qu'il n'apparaît pour l'année entière (10 %). Cette perte de clientèle étrangère s'est localisée au littoral et dans les villes d'art où le bilan de la saison a été de 5 % d'étrangers en moins qu'en 1960. Dans les Ardennes et le reste du pays, les visites touristiques d'origine extérieure ont été en légère hausse.

Les recettes que la Belgique a tirées de la présence de touristes et voyageurs étrangers ont atteint une somme légèrement supérieure à celle de 1960 et les dépenses analogues de Belges à l'étranger ont un peu diminué, réduisant ainsi le solde négatif laissé par ce type de transactions sur services.

Ce sont, en fait, les déplacements de Belges à l'intérieur du pays qui sont à l'origine du développement touristique constaté en 1961; celui-ci a été calculé à partir du nombre de nuitées en hôtels, villas et appartements. Les nuitées ont atteint le niveau record de 12 millions d'unités, ce qui, par rapport à 1951, situe le résultat de 1961 au coefficient 2,5.

La même proportion caractérise le mouvement du tourisme social de 1951 à 1961, où près d'un million de nuitées ont été dénombrées dans les établissements bénéficiant de subventions. Alors que dans les établissements de tourisme par relais, plus aucun progrès n'a été marqué depuis 1957, la contribution des maisons et, surtout, des centres de vacances (disposant d'au moins 500 lits) s'étend chaque année davantage.

Le camping croît plus vite que toute autre forme de tourisme et son importance dépasse celle des établissements de vacances populaires, avec 1,4 million de nuitées dont la moitié au littoral.

La détérioration des finances de l'Etat, survenue en même temps que le repli conjoncturel de 1958, a cessé en 1961. Cette dernière année a été marquée par une réduction du découvert budgétaire global.

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. D'abord, la conjoncture économique favorable a entraîné une sensible expansion des recettes fiscales, tandis qu'elle rendait possible une réduction de certaines interventions de l'Etat, notamment dans le domaine social. Ensuite, la politique de redressement financier inscrite dans la loi du 14 février 1961 impliquait une aggravation de la fiscalité, surtout des impôts indirects.

Par ailleurs, la structure des budgets a été améliorée en 1961 par la réincorporation, au budget ordinaire, de certaines dépenses de consommation qui figuraient au budget extraordinaire. Il s'agit notamment des dépenses d'assistance aux territoires africains, des frais de stationnement des troupes belges en Allemagne, des avances aux secteurs

déficitaires de la sécurité sociale, des primes à la construction d'habitations. L'ensemble de ces charges représentait un total d'environ 10 milliards de francs dans le budget de 1960. Cette modification dans la répartition des dépenses budgétaires explique l'augmentation du déficit du budget ordinaire, considéré par année civile et sans distinction d'exercice.

Le découvert du budget ordinaire de l'exercice 1961 est estimé à 4,7 milliards de francs, contre 6,2 milliards pour l'année 1960.

En 1961 et sans distinction d'exercice, les ressources mises à la disposition de l'Etat, par les impositions, ont augmenté de 10 milliards de francs, dont environ 4 milliards dus aux impôts nouveaux prélevés en application de la loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier du 14 février 1961. Les prévisions premières, en cette matière, n'ont pas été accomplies, la mise en vigueur du double décime sur les taxes assimilées au timbre ayant dû être retardée jusqu'au 5 mai 1961.

La part des contributions directes dans le total des impôts a atteint, en 1961, sur base de l'année civile, 38,9 % contre 43,2 % en 1957. Cette évolution est due au fait que pendant les dernières années l'aggravation de la fiscalité a surtout touché les impôts indirects, notamment les droits d'accises et la taxe de transmission. Rapportée au produit national brut à prix courants, la charge fiscale serait de 17,6 % en 1961 contre 16,9 % en 1960.

La progression des contributions directes n'a été que de 4,7 %, contre 7,3 % en 1960. Ce fléchissement du taux d'expansion est imputable aux recettes sur exercices clos ainsi qu'au rendement de la taxe professionnelle. Le produit de celle-ci n'a pas rejoint les prévisions, par suite des moins-values de versements anticipatifs et du retard dans l'enrôlement au premier degré, entraîné par des nouvelles dispositions contenues dans les lois du 14 février et du 30 mai 1961. Les retenues de la taxe professionnelle à la source, ont encore fort augmenté par rapport à 1960, grâce aux progrès de l'emploi. Le produit de la taxe de circulation automobile a augmenté de 8,5 % contre 5 % en 1960 ; ceci reflète l'accroissement des achats de véhicules à moteur.

Les droits d'entrée ont progressé de 7,4 %, malgré un nouvel abaissement du tarif douanier intra-communautaire dont la moins-value est partiellement compensée par le rapprochement vers le tarif extérieur commun. Cette évolution reflète l'expansion des importations stimulées par la haute activité économique et, plus en particulier, par les investissements.

L'amélioration des recettes d'accises relève en majeure partie du secteur des huiles minérales où elle atteint 14,4 %.

Les recettes du timbre et de taxes assimilées, très sensibles à l'évolution conjoncturelle, ont augmenté de 16,4 %. En excluant le produit

dû à l'aggravation de la fiscalité, celle-ci n'ayant guère eu d'incidence sur les prix, l'expansion d'une année à l'autre atteint encore 5 %, soit un coefficient à peu près équivalent à celui du produit national brut.

Compte tenu des recettes non fiscales et de celles qui sont inscrites au budget extraordinaire, les ressources de l'Etat ont augmenté de 10,3 %, par rapport à 1960. Les dépenses, par contre, après élimination de celles qui ne répondent pas à de réelles sorties de fonds, n'ont progressé que de 4,2 %.

La comparaison détaillée des dépenses ordinaires de 1961 à celles de l'année antérieure est assez difficile eu égard à la modification de la structure des budgets qui a entraîné le transfert d'une série de dépenses extraordinaires au budget ordinaire. Même abstraction faite de ce facteur, certains chapitres budgétaires ont fort augmenté : la charge de la dette publique qui représente près de 19 % de l'ensemble des dépenses ordinaires, a crû par imputations budgétaires, de 5,3 milliards par rapport à 1960. Cette évolution est la conséquence de l'accélération de l'endettement au cours des dernières années.

L'augmentation des dépenses de personnel vient du mouvement des effectifs et des ajustements barémiques. L'accroissement des effectifs concerne surtout le personnel temporaire des départements ministériels et le corps enseignant et scientifique de l'Etat. Le personnel militaire par contre a été réduit. La revalorisation de la fonction publique a entraîné, en 1961, une révision des échelles supérieures de traitement.

Certaines subventions, celles aux chemins de fer et à l'Office National du Placement et du Chômage notamment, ont pu être réduites dans de sensibles proportions. Par contre, les subsides à l'éducation nationale ont encore beaucoup augmenté.

Les dépenses extraordinaires, considérées sous l'angle des imputations budgétaires, ont subi une forte réduction. Celle-ci est due non seulement à la nouvelle structure du budget, mais aussi au fait qu'en 1960, avait été comptabilisée la libération partielle du relèvement de la quote-part belge au Fonds Monétaire International. En 1961, le budget extraordinaire a été surtout réservé à des dépenses d'investissements et des opérations en capital. Les premières subissent une réduction qui s'explique en grande partie par l'obligation, pour la S.N.C.B., de financer, par voie d'emprunts, ses propres investissements. Les travaux d'investissement, à charge du budget extraordinaire proprement dit, ont donc atteint un ordre de grandeur qui ne s'écarte guère de celui de l'année antérieure.

L'expansion plus forte des recettes que des dépenses, a réduit de 6,3 milliards de francs, l'impasse de trésorerie à financer par le recours aux marchés financiers. Grâce à cette amélioration, la situation du

Trésor public a, en général, été plus aisée que les années antérieures, ce que montrent d'ailleurs les prélèvements opérés sur la marge de crédit de 10 milliards disponibles à la Banque Nationale.

Pour financer son découvert, le Trésor public a moins fait appel au marché des capitaux qu'en 1960. Deux emprunts ont été placés sur le marché intérieur, l'un de 7 milliards en juin et le second, plafonné à l'émission à 6 milliards, en octobre. Des liquidités additionnelles lui ont été procurées, sous forme de souscription de certificats de trésorerie, surtout par les institutions paraétatiques. Par ailleurs, la Banque d'Angleterre a souscrit des certificats de trésorerie, pour une partie des francs belges provenant de son tirage sur le Fonds Monétaire International.

L'appel aux liquidités en monnaies étrangères, pour financer l'im-passe, a pris beaucoup moins d'ampleur qu'en 1960. Aussi, la dette extérieure à court terme, qui avait encore progressé, pendant les premiers mois de l'année, pour atteindre 31,6 milliards à la fin de mai, a pu être ramenée à 21,9 milliards à la fin de l'année. Cette évolution reflète la politique de remboursement ou de consolidation de la dette à court terme, inaugurée par le Gouvernement. Dans ce but, des opérations ont été dénouées sur les marchés hollandais, allemand et américain.

Au total, la dette publique directe de l'Etat a été accrue de 14 milliards, si l'on fait abstraction des 3,6 milliards mobilisés par la F.M.I. sur le quota de la participation de la Belgique. En 1960, l'augmentation avait atteint 22,2 milliards.

Quant à la dette indirecte, son augmentation résulte d'un emprunt de 2,4 milliards émis par la S.N.C.B. et d'un emprunt de 2,5 milliards placé par le Fonds des Routes ; les charges d'intérêt et d'amortissement sont supportées par l'Etat.

Du point de vue de la dépense nationale, la consommation des pouvoirs publics — par là il faut entendre l'Etat, les pouvoirs publics subordonnés et la sécurité sociale — a progressé d'environ 5 % en valeur exprimée à prix courants. Cette augmentation a été due aux administrations civiles, surtout à l'instruction publique, la consommation militaire ayant baissé. La contribution des pouvoirs publics à la formation du produit national, a augmenté d'environ 6,5 % en 1961.

**Finances
provinciales et
communales**

Faute de matériel statistique adéquat, la part que prennent les provinces et les communes dans les dépenses de la nation est fort difficile à analyser et à apprécier.

Les dépenses de ces pouvoirs sont classées suivant des critères purement administratifs, qui se prêtent peu à une intégration de leurs activités dans une étude des interventions étatiques. Cependant, les dépenses ordinaires des provinces et des communes réunies, à l'exclusion de leurs dépenses d'investissement, atteignent des montants fort importants : en 1961, les prévisions budgétaires équivalaient environ 28,5 % du budget ordinaire du pouvoir central.

L'intervention de ce dernier, en faveur des pouvoirs régionaux et locaux progresse régulièrement. Le regroupement économique des dépenses de l'Etat, fait apparaître que les charges de celui-ci dans les dépenses courantes ont augmenté de 30 % en l'espace de cinq ans. Seule, la participation de l'Etat dans le financement des dépenses d'investissements des provinces et des communes a pu être réduite depuis 1960 ; il s'agit de la mise en application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959, qui substitue le Crédit Communal à l'Etat dans le financement de certains travaux.

En dépit des interventions croissantes de l'Etat et d'une fiscalité sans cesse plus lourde, les finances communales souffrent de déficits chroniques. Leur assainissement, prévu par la loi du 14 février 1961, n'a pu être mis en œuvre en 1961, la plupart des dispositions de cette loi n'ayant pas été appliquées. La loi du 27 juillet 1961 institue cependant un contrôle rigoureux des dépenses communales. Quant à l'élargissement du champ fiscal, il a fait l'objet d'un nouveau projet de loi déposé à la fin de 1961 ; il prévoit, entre autres, la possibilité de lever une taxe communale sur les revenus professionnels des personnes physiques et sur les véhicules automobiles.

Pour l'année 1961, seuls les budgets communaux sont disponibles. Or les budgets s'écartent toujours dans une forte mesure, des comptes, surtout parce que les recettes effectives dépassent de loin les estimations budgétaires. Il en résulte donc que la situation fondamentale des finances communales est moins alarmante que ne le suggèrent les budgets. Les comptes de 1960 font d'ailleurs apparaître une nette amélioration par rapport à l'année antérieure, puisque le déficit total a pu être réduit à concurrence de 0,9 milliard et que le nombre de communes en déficit a été ramené de 856 en 1959 à 650 en 1960. Cette évolution persiste dans la comparaison des budgets globaux de 1961, par rapport à 1960, en dépit d'une aggravation du déficit prévu dans les budgets. Il importe néanmoins de signaler, en se basant sur les comptes, qu'en 1960 les communes déficitaires accusaient un mali de 4,2 milliards de francs, dont 3,4 milliards pour les seules quatre grandes villes.

Pour faire face à l'expansion conjoncturelle de leurs dépenses, les communes disposent, en plus des interventions étatiques, de recettes fiscales en forte progression. Selon les budgets, les impositions communales atteindront, en 1961, près de 6,3 milliards de francs, soit 8 % de plus qu'en 1960. Le renforcement de la fiscalité communale se répercute notamment sur les additionnels à la contribution foncière ; le nombre de communes ayant voté plus de 1.000 centimes est passé de 402 en 1960, à 611 en 1961.

Comme pour les communes, la situation financière des provinces ne peut être appréciée correctement que sur la base des comptes. Ceux-ci, arrêtés provisoirement en 1960, accusent un boni global, y compris le solde des exercices antérieurs de 308 millions, contre 192 millions en 1959. En 1960, 3 provinces accusaient un mali de 83 millions et

6 provinces un boni de 391 millions. Ces données montrent que le problème du redressement financier des provinces est loin de poser l'ampleur que revêt celui des communes. Si, en 1961, les budgets modifiés ont annoncé un déficit global de 69 millions, il est fort probable que la situation réelle s'avérera meilleure, à en juger d'après l'état de la trésorerie de la plupart des provinces.

Après avoir fléchi en 1960, les investissements provinciaux et communaux ont, selon les estimations du Crédit Communal, pris un nouvel élan en 1961. Leur volume total peut être évalué à 8,6 milliards contre 7,1 milliards un an auparavant. Si les dépenses en travaux de voirie n'ont pratiquement pas varié, par rapport à 1960, des progrès substantiels sont acquis entre autres dans les travaux de distribution d'eau, d'installations portuaires et dans l'intervention des communes en faveur de l'expansion économique; cette intervention a surtout pris la forme de construction de bâtiments et d'acquisition de terrains et de bâtiments.

Le développement des investissements provinciaux et communaux a suscité des interventions financières croissantes de la part du Crédit Communal, d'autant plus que les subventions octroyées par l'Etat décroissent en application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959. Le Crédit Communal a pu y faire face à l'aide des fonds récoltés, surtout par la voie des bons de caisse; il n'a pas été amené, en 1961, à émettre un emprunt obligataire.

Monnaie et crédit

Au début de l'année 1961, la situation financière du pays a été quelque peu troublée par les événements sociaux; à la suite de la détente ultérieure, elle est devenue très aisée, malgré l'intensification de l'activité économique. C'est que cette dernière est allée de pair avec une expansion du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires ainsi qu'une accélération de l'utilisation des dépôts bancaires et des avoirs aux comptes chèques postaux. Pour l'année entière, la vitesse de rotation des dépôts à vue dans les banques a atteint 2,19 contre 2,09 en 1960.

En 1961, l'expansion du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires a largement dépassé celle de 1960. La monnaie scripturale surtout a augmenté: sa part dans le stock monétaire total est passée de 42,5 % fin 1960 à 44,3 % un an plus tard. La progression des liquidités quasi monétaires vient surtout de l'augmentation des dépôts à terme dans les banques belges.

L'origine de la variation du stock monétaire est différente de celle observée en 1960: la création plus intense de monnaie a été causée par l'augmentation des opérations avec le secteur privé et par les transactions avec l'étranger.

Ces dernières, qui ne comprennent pas les opérations en capital et les transferts des pouvoirs publics, ont été déficitaires au cours du

premier semestre. Les exportations de marchandises ont, en effet, été freinées par les grèves du début de l'année et, par ailleurs, les transactions invisibles ont évolué de manière peu favorable. Cette situation a été tout à fait retournée à partir du second semestre, par une amélioration substantielle de certaines composantes de la balance des paiements. En définitive, la cession des devises résultant des opérations avec l'étranger au système monétaire, a entraîné une création de liquidités qui est évaluée à 7,8 milliards pour l'année entière.

Les mouvements, dans les paiements avec l'étranger, ne sont pas toujours reflétés fidèlement par les avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale. Ceux-ci ont été renforcés, même au premier semestre, alors que la balance des paiements accusait un déficit. L'origine de l'augmentation totale des réserves réside en grande partie, dans l'endettement en devises des pouvoirs publics, tandis que simultanément, les banques ont accru leurs engagements à vue envers l'étranger. Les avoirs extérieurs nets de l'ensemble des organismes monétaires, n'ont augmenté que de 0,6 milliard pour l'année entière, et ceux de la seule Banque Nationale, de 12,1 milliards. Fin 1961, l'encaisse en or de cette dernière couvrait les engagements à vue à concurrence de 45,0 % contre 45,8 % un an plus tôt. La créance sur le Fonds Monétaire International, incluse dans le calcul des avoirs extérieurs nets, a cru en rapport avec la mobilisation de certificats de trésorerie, dont le remboursement a été effectué par la Banque, avec ses moyens propres.

Les crédits d'escompte, d'avance et d'acceptation aux entreprises et aux particuliers, ont contribué à concurrence de 8,2 milliards de francs à la formation des liquidités monétaires, contre 4,7 milliards en 1960. L'expansion conjoncturelle a suscité de nouveaux besoins de financement dans la plupart des secteurs économiques, à l'exception de l'industrie du charbon, de l'électricité et des transports. L'augmentation relative de l'encours total des crédits a été plus accentuée auprès des organismes non monétaires, les banques de dépôts ayant réduit leur réescompte à la Banque Nationale. Les crédits aux entreprises et aux particuliers résidant à l'étranger ont augmenté selon le développement des exportations.

La participation des banques de dépôts, au développement du crédit, a été reflétée autant par leur portefeuille commercial que par leurs crédits de caisse. Depuis le début de l'essor conjoncturel, c'est-à-dire vers la fin août 1959, l'accroissement des crédits au secteur privé a été de plus de 35 %.

En 1961 aussi, l'expansion des crédits a été financée en grande partie par le secteur bancaire lui-même, grâce au développement inaccoutumé de leurs moyens d'action. Parmi ceux-ci, les dépôts bancaires ont augmenté de 16,8 %, contre 4,6 % en 1960. Cette évolution atteint surtout les dépôts à terme en francs belges qui ont progressé de 42,7 %, en rapport avec le niveau élevé des taux d'intérêt créditeurs. Les dépôts en devises n'ont plus progressé que d'un milliard, ce qui montre que

la situation monétaire est redevenue normale, après les remous de la crise congolaise. L'analyse des structures bancaires fait apparaître une forte augmentation des engagements en devises envers les banquiers étrangers; en réalité, les banques ont emprunté des devises à l'étranger, pour les remplacer en certificats du Trésor libellés en monnaies étrangères. Ce phénomène était déjà apparu en 1960, mais beaucoup plus atténué.

La liquidité du marché monétaire s'est répercutée sur les opérations de l'Institut de Réescompte et de Garantie. Le recours à la Banque Nationale, par voie de réescompte, a été inférieur à celui de l'année précédente et n'a atteint, en moyenne, que 3 % de l'encours des effets traités par l'Institut. Celui-ci a donc pu financer son portefeuille à l'aide des emprunts sur le marché de l'argent au jour le jour, où l'accroissement du volume des prêts doit être attribué aux organismes non bancaires. Le marché hors banque a été très actif, en raison de l'abondance des liquidités; aussi, l'encours des effets vendus ou placés par l'I.R.G. est-il passé de 6,3 milliards en 1960 à 7,3 milliards en 1961. L'encours des crédits de réescompte, ouverts en faveur de banques belges, a été légèrement redressé. L'encours total des crédits consentis dans le cadre de Créditexport a augmenté d'une année à l'autre, de 2,4 à 3,4 milliards et la partie utilisée de 0,3 à 0,8 milliard.

Depuis février 1961, l'Institut de Réescompte et de Garantie a décidé de faire varier le taux d'achat des acceptations bancaires visées par la Banque Nationale, en fonction non seulement du taux d'escompte, mais aussi du taux auquel cet institut emprunte l'argent au jour le jour.

Les opérations des pouvoirs publics, y compris la monétisation de la dette publique, ont constitué la contrepartie d'une augmentation de 6,2 milliards du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires, contre 7,9 milliards en 1960.

Nonobstant la réduction de l'impasse de trésorerie, le financement monétaire de l'Etat a été encore fort important. Ceci résulte d'un moindre recours au marché des capitaux. La contribution des organismes monétaires a surtout pris la forme de souscriptions de certificats de trésorerie en devises étrangères, par les banques de dépôt belges, et, accessoirement, d'effets publics en francs belges. L'Etat a cependant effectué d'importants remboursements sur la dette logée à l'étranger et a, par ailleurs, dû se substituer au Trésor congolais, dans l'amortissement et le paiement d'intérêts de la dette extérieure du Congo.

La création de monnaie par la monétisation de la dette publique, a été inférieure à celle de 1960. Les achats de fonds publics, antérieurement émis, ont surtout été faits par les banques. Le Fonds des Rentes a un peu accru son portefeuille, surtout pendant le dernier mois de l'année. Ses interventions sur le marché monétaire, par l'acquisition de certificats de trésorerie, ont eu une certaine ampleur pendant la première moitié de l'année. La forte augmentation des dépôts a amené les banques à souscrire pour des montants importants des certificats du Fonds

des Rentes. Grâce à ces émissions, le Fonds a pu financer ses opérations tant sur le marché monétaire que sur le marché des fonds publics. Il en est même résulté un solde créditeur à la Banque Nationale qui, à certains moments, a dépassé les 8 milliards de francs.

L'aisance des marchés financiers et, à partir du second semestre, l'évolution satisfaisante des paiements extérieurs ont permis un relâchement des conditions de crédit. La Banque Nationale a abaissé son taux d'escompte à deux reprises, le 24 août et le 28 décembre 1961, chaque fois de 0,25 %. Ces décisions ont entraîné une adaptation automatique de certains taux d'intérêts, tel celui des certificats de trésorerie à quatre mois de la tranche B, celui des certificats du Fonds des Rentes et celui des intérêts créditeurs alloués par les banques sur les dépôts à terme et à préavis.

Les taux des certificats de trésorerie, émis par adjudication publique, n'ont guère varié jusqu'au moment où le taux d'escompte officiel fut abaissé. Pour les certificats à douze mois, le taux est passé de 4,96 % en janvier à 5,00 % en août. Il s'est ensuite maintenu à 4,90 % jusqu'à la fin de l'année.

Les capitaux traités sur le marché de l'argent au jour le jour et à très court terme, ont encore crû en 1961. Les prêts supplémentaires ont émané du Fonds des Rentes; ceux des banques n'ont guère varié, mais les emprunts de celles-ci ont été supérieurs à ceux de l'année antérieure. La baisse des taux moyens journaliers, amorcée à la fin de 1960, a continué jusqu'en avril où le taux a atteint 2,33 %. L'évolution ultérieure a été irrégulière, bien que dénotant une tendance à la hausse. En décembre, les taux sont redescendus à 2,25 %, l'offre de fonds s'étant accrue et le Fonds des Rentes ayant décidé de suspendre l'émission de ses certificats.

Cette décision avait été prise dans la perspective d'une nouvelle réforme du marché monétaire, consacrée par deux arrêtés de la Commission bancaire du 21 décembre 1961. Le premier a aboli le coefficient de trésorerie et a assoupli le régime de couverture des dépôts bancaires. L'exonération des obligations de couverture est limitée à l'accroissement des dépôts, au-delà d'un plafond correspondant au passif exigible moyen des dix premiers mois de 1961.

Le nouveau régime a rompu la liaison existant entre le taux d'escompte de la Banque Nationale et les taux des certificats de trésorerie de la tranche B et ceux du Fonds des Rentes. Dorénavant, ces derniers fluctueront en fonction de l'offre et de la demande de liquidités sur le marché. De même, les taux d'intérêt créditeurs des banques seront, dorénavant, fixés avec une plus grande flexibilité.

Le second arrêté de la Commission bancaire instaure un coefficient de réserve monétaire. Celui-ci complète les instruments de la politique de crédit dont dispose la Banque Nationale pour agir sur le volume du crédit. Le coefficient ne pourra dépasser 20 % pour les engagements monétaires et 7 % pour les engagements quasi monétaires des banques.

Marché des capitaux

L'aisance du marché des capitaux, déjà observée en 1960, a persisté en 1961.

Si le marché monétaire a connu une légère baisse des taux d'intérêt, il n'en a pas été de même du marché des capitaux : les taux se sont maintenus à un niveau très élevé.

Le montant net de la demande des pouvoirs publics et des institutions de crédit sur le marché des capitaux a été inférieur à celui de l'année précédente : 20,6 milliards de francs contre 23 milliards en 1960. La diminution importante des émissions de l'Etat s'explique vraisemblablement par le rétrécissement du découvert budgétaire qui, par ailleurs, a été financé dans une plus forte mesure par le Trésor ; par contre, les autres émetteurs ont beaucoup augmenté leur recours au marché. Les conditions des émissions du secteur public ont peu changé : il semble qu'elles soient revenues légèrement plus chères aux institutions émettrices.

Les émissions nettes des entreprises commerciales et industrielles belges ont été très faibles au cours des neuf premiers mois : la contribution du secteur public du crédit a pris plus d'ampleur et s'est substituée, dans une large mesure, au procédé traditionnel du financement par la voie des appels au marché des capitaux. Cette évolution a été favorisée par les lois d'expansion de 1959 et par les subventions d'intérêts qu'elles impliquent.

En 1960, les cours des bourses de Bruxelles et d'Anvers avaient été fort déprimés par les événements du Congo et par des facteurs sociaux intérieurs. Par la suite, le marché a été en hausse, soutenu en ordre principal par la reprise très accusée de l'activité économique belge. Par ailleurs, la clientèle étrangère a, sans doute, été attirée par les cours assez bas. Après le mois de mai, qui a marqué un sommet, les opérations boursières ont plafonné au niveau atteint, nonobstant la pression des facteurs politiques et sociaux, si bien qu'à la fin de l'année, l'indice du marché du comptant a dépassé de 13 % celui de l'année précédente.

Ce sont les grands magasins qui semblent avoir bénéficié de la plus forte reprise, tandis que les cours des valeurs industrielles et ceux des institutions financières ont aussi fort progressé. L'effritement des valeurs congolaises s'est poursuivi, bien que le niveau le plus bas semble avoir été atteint en novembre 1961.

La reprise, au cours du premier semestre, est allée de pair avec l'accroissement du volume des opérations, tant en ce qui concerne le nombre des titres que le montant des capitaux traités. L'augmentation de ce montant a dépassé 20 %. Par contre, au cours du second semestre, le volume des opérations a diminué. En définitive, la moyenne journalière du montant des capitaux traités s'est accrue de 10,3 %, tandis que celle du nombre des titres traités a reculé de 4,1 %.

Le faible taux d'intérêt qui a caractérisé le marché des obligations a amené le Fonds des Rentes à maintenir son portefeuille à un niveau

élevé; l'augmentation des dépôts bancaires et l'accroissement concomitant des émissions de certificats ont permis au Fonds de fonctionner avec aisance.

Le montant des inscriptions hypothécaires a atteint un chiffre record en rapport, comme l'année précédente, avec l'activité accrue du secteur de la construction.

L'excédent des versements à la C.G.E.R. sur les remboursements a dépassé celui de 1960; à cette époque, les remboursements avaient progressé rapidement, par suite de la crise congolaise et des troubles sociaux. Toutefois, influencé par le faible excédent de janvier, le solde positif a été moindre, au cours du premier semestre de 1961, que pendant la même période de référence de l'année précédente. En 1961, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie a connu une grande activité et sa part dans le financement des investissements industriels a été considérable. C'est au point que les importantes rentrées de capitaux, fournies par deux émissions publiques et les émissions permanentes d'obligations et de bons de caisse, n'ont pu suffire à cette institution pour couvrir ses besoins à tout moment.

Les crédits accordés par la Caisse Nationale du Crédit Professionnel ont aussi augmenté dans une forte proportion. Cette expansion a été favorisée du fait que les possibilités de crédit sont mieux connues par le public, à cause de l'existence du Fonds de Garantie et des facilités qui en découlent. Le plafond des engagements de la C.N.C.P. a d'ailleurs été relevé deux fois par arrêté royal.

Assurances Les données statistiques permettant d'analyser l'activité des sociétés d'assurances ne sont pas encore disponibles pour 1961.

En effet, les données relatives à l'encaisse des entreprises, à l'importance des réserves et aux valeurs représentatives, sont fournies par les projets de comptes des profits et pertes des entreprises agréées. Conformément aux dispositions réglementaires, ces projets ne peuvent être en possession du Service d'Inspection du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie avant le mois de juin.

Prix Par rapport à 1960, le niveau des prix a peu varié en 1961. Les prix de gros, tout en subissant des influences contradictoires, ont été assez stables. Au mois de mai, la taxe de transmission a été portée de 5 à 6 %, mais cette mesure n'atteint presque pas les entreprises intégrées. Les charges salariales, par heure de travail, ont augmenté de 4,5 %. Par contre, la concurrence entre les entreprises belges et surtout entre celles-ci et les entreprises des pays voisins est devenue plus aiguë : en effet, les entrepreneurs ont tenu compte dans leurs prévisions de l'existence de la C.E.E. La réduction des tarifs douaniers, sur les échanges commerciaux à l'intérieur de la Communauté, a influé dans le même sens; bien que d'un autre côté, la République fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas aient procédé à une revalorisation monétaire. Ces deux dernières mesures n'ont apparemment pas influencé

les prix belges et la hausse de certains éléments du prix de revient a été, sans aucun doute, compensée par une productivité accrue dans de nombreux secteurs industriels.

En 1961, les prix des minéraux bruts et travaillés ont été peu élevés. Ceux des produits de la distillation houillère, de même que ceux de plusieurs produits chimiques ont diminué. Les prix des combustibles liquides ont été plus fermes qu'en 1960. Par contre, les cotations moyennes des minerais ont été inférieures de 5 % à celles de l'année précédente.

Les prix de l'acier ont baissé, après l'été, à cause du fléchissement de la demande; dès lors, la moyenne annuelle des prix de l'acier a été un peu inférieure à celle de 1960. Les prix des produits métalliques ont évolué d'une façon divergente: les biens d'investissements ont haussé, ceux de consommation durables ont baissé. Les cours des métaux non ferreux ayant accusé une diminution assez nette en 1960, puis s'étant stabilisés, la moyenne annuelle de 1961 a été inférieure de 4,1 % à celle de 1960.

Dans l'industrie textile, l'évolution des prix a été divergente. Au total, les matières premières ont baissé, mais l'importance du recul a été très variable. Toutefois, les prix du coton ont légèrement dépassé le niveau de 1960, tandis que ceux du jute ont été nettement supérieurs, pour fléchir ensuite après le mois de février. Les fils et les tissus ont suivi la même tendance que les matières premières, bien que d'une façon moins prononcée.

Une baisse générale a caractérisé les cours des produits chimiques, y compris les engrais, dont la moyenne a été inférieure de 2,2 % à celle de 1960.

En 1961, la moyenne des prix des peaux et du cuir est restée en dessous du niveau de l'année précédente. Par suite de la demande croissante, ils ont accusé une tendance haussière, surtout dans les derniers mois de l'année.

Les prix du papier et du carton ont augmenté, en moyenne, de 1,9 % par rapport à 1960, mais la faible conjoncture caractérisant ce secteur, a entraîné leur effritement pendant les derniers mois de 1961.

Le bois a été, en moyenne, de 10,5 % plus cher qu'en 1960, le bois de construction surtout ayant haussé. Les prix des autres matériaux de construction ont aussi progressé.

En fait, le renforcement de la concurrence entre producteurs a été limité aux produits industriels, sans affecter les produits agricoles. La protection de ces derniers ayant été plus poussée, les prix ont marqué une légère tendance à la hausse. En général, les tendances baissières ont été freinées malgré la surproduction de certains produits agricoles. Le blé a renchéri, mais les produits des cultures ont accusé en 1961, une baisse moyenne de 6,1 % par rapport à 1960; par contre, les prix des produits de l'élevage ont été, en moyenne, supérieurs de 12,2 %

à ceux de l'année précédente. La concurrence, avivée, a néanmoins influencé les prix de certains produits alimentaires industriels, parmi lesquels les conserves de légumes.

L'indice des prix de détail a été supérieur de 1,1 % à celui de 1960. La tendance à la régression des prix, due à une concurrence plus vive, a été limitée à un nombre restreint de produits. Par ailleurs, le relèvement de la taxe de transmission est resté, en fait, sans incidence.

L'évolution de l'indice a été déterminée, en ordre principal, par la hausse des prix d'un certain nombre de biens et de services offerts par de nombreuses petites entreprises, parmi lesquelles la concurrence s'exerce très rarement par les prix.

En moyenne, les prix des produits alimentaires ont été supérieurs de 1,1 % à ceux de 1960, ceci est surtout attribuable aux prix de la viande qui ont, toutefois, baissé après le mois d'août. La hausse a été moins importante pour les produits non comestibles, tandis que les tarifs du gaz et de l'électricité ont un peu diminué. Pour les services, l'augmentation moyenne a été de 2,5 % par rapport à 1960.

Les prix ayant évolué sans heurts, les pouvoirs publics n'ont pour ainsi dire pas dû intervenir dans leur formation. Afin d'éviter des hausses non justifiées, des prix maxima ont été fixés pour le gaz d'éclairage par l'arrêté ministériel du 8 septembre 1961, en tenant compte de l'évolution du prix de revient, tandis qu'il a été interdit, aux blanchisseries, d'augmenter leurs tarifs (arrêté ministériel du 15 novembre 1961). Des dispositions nouvelles ont remplacé la réglementation sur les prix des produits pharmaceutiques (arrêté ministériel du 28 juin 1961); ces mesures n'ont pas été prises pour freiner une tendance haussière; elles tiennent plutôt au caractère spécifique de ce marché.

enus du
travail

Au cours des premières semaines de 1961, les mouvements de grèves, déclenchés en décembre 1960, ont cessé progressivement. Dans le courant de l'année, des suspensions de travail ont eu lieu, à l'échelle de l'entreprise, dans divers secteurs d'activité tels l'alimentation, les fabrications métalliques, les transports, etc... La plupart des revendications portaient sur les rémunérations, la sécurité d'existence, les compléments de rémunération et les protestations contre les renvois de délégués syndicaux ayant participé aux grèves de décembre-janvier. Dans plusieurs entreprises, l'octroi de primes aux seuls syndiqués a également fait l'objet de mouvements de grèves.

Les salaires ont encore augmenté en 1961. La moyenne annuelle de l'indice des gains bruts par heure prestée, calculée par la Banque Nationale, n'a cependant augmenté que de 2,9 %, contre 3,7 % en 1960. L'interprétation de ces données doit tenir compte du fait que les salaires avaient été relevés, en général de 2,5 %, dans presque tous les secteurs industriels, vers la fin de 1959, du fait de leur liaison à l'indice des prix de détail. La hausse autonome des salaires paraît cependant avoir été plus prononcée en 1961 qu'en 1960. Par ailleurs, l'indice des

gains bruts du mois de décembre 1961 était en hausse de 3,5 % par rapport au mois de décembre 1960, alors qu'à cette époque le rythme de hausse n'avait été que de 2,6 %.

Quelques conventions paritaires nouvelles, s'étendant à plusieurs secteurs d'industrie, ont stipulé des hausses de salaire. Ainsi, en décembre 1961, les salaires conventionnels dépassaient de 5 % environ le niveau d'un an auparavant dans l'industrie des produits alimentaires, de 3,5 % en construction, de 2,2 % dans les fabrications métalliques, de 1,75 % dans l'industrie textile et de 1 % dans les transports. En général, les augmentations obtenues ont été les plus fortes vers la fin de l'année. Par ailleurs, dans le secteur textile, les rémunérations ont haussé de 2,5 %, en été, en application de l'échelle mobile.

Les salaires-coûts ont augmenté par suite de l'exécution de certaines clauses stipulées dans le « pacte social » conclu en 1960, entre les employeurs organisés et les syndicats ouvriers. Entre autres, le pécule de vacances a été augmenté d'un montant égal au salaire de un jour et demi; ce montant a été payé directement par l'employeur, sans passer par l'intervention de l'Office National de Sécurité Sociale. Les allocations familiales des ouvriers et employés ont été relevées, surtout pour le troisième et le quatrième enfant, à partir du 1^{er} février (arrêté royal du 1^{er} février 1961); en même temps, les retenues à charge de l'employeur à verser à la caisse des allocations familiales, ont été majorées de 8,5 % à 9 % du salaire brut.

Le coût du salaire, par heure prestée dans les industries manufacturières, a sans doute progressé plus rapidement que le salaire brut, par suite du relèvement des contributions patronales à la sécurité sociale des travailleurs. En décembre 1961, l'indice du salaire-coût dans les industries manufacturières, calculé par l'Institut de Recherches économiques, sociales et politiques, a dépassé de 4,9 % le niveau atteint un an auparavant, époque à laquelle la hausse de l'indice se chiffrait à 4,3 %. La moyenne annuelle a augmenté de 4,5 %, contre 5,2 % en 1960; le ralentissement s'explique, comme ci-dessus, par le jeu de l'échelle mobile. Dans les charbonnages, où les salaires bruts n'ont guère augmenté en 1960 et en 1961, la hausse des salaires-coûts a été assez lente.

Par suite de l'alourdissement des charges sociales, le revenu des travailleurs a moins augmenté que les salaires-coûts. Le mode de répartition du revenu redistribué, en augmentation par suite de hausse des charges sociales, a subi certains changements, surtout dans le domaine des allocations familiales. L'influence de ces mesures se lit dans l'évolution des indices.

Revenus des sociétés

Les effets de la haute conjoncture amorcée par la reprise des années 1959, 1960 et 1961, n'ont pu compenser entièrement les contre-coups des grèves, ni les conséquences de l'augmentation du coût du travail et des événements du Congo; en conséquence, les marges bénéficiaires ont diminué et le rendement des sociétés par actions a été inférieur à celui de l'année précédente.

Toutefois, les résultats moins favorables semblent être dus, dans une certaine mesure, à la baisse des bénéfices des sociétés exploitant au Congo ou à l'étranger; le rendement des sociétés exploitant en Belgique a été meilleur qu'au cours de l'année précédente et parmi les sociétés recensées, le pourcentage de celles qui sont en perte a diminué. Le rapport des dividendes mis en paiement, aux bénéfices, dénote que les efforts d'autofinancement ont été intensifiés; à 54,6 %, ce rapport est resté inférieur à celui de 1956, déjà extrêmement bas.

Du fait de l'accroissement des dépôts bancaires, du financement des crédits à long terme et de l'extension continue de la vente à tempérament, les bénéfices réalisés par les banques et les sociétés financières et immobilières ont beaucoup augmenté.

Les tensions persistantes sur le marché du travail, ont entraîné une hausse du coût de la main-d'œuvre dans la construction; cette situation a sans doute influencé les résultats d'exploitation de cette branche d'activité, lesquels ont été moins favorables. Toutefois, les industries connexes, telles que celles du ciment, de la chaux, de la céramique et de la terre cuite ont atteint des résultats meilleurs.

Les soldes bénéficiaires nets des sociétés de transport et des intermédiaires ont nettement progressé. L'amélioration du rendement du secteur textile, déjà observée en 1960, s'est confirmée: les résultats très favorables de 1957 ont presque été atteints. Dans les industries lourdes (les fabrications métalliques, la sidérurgie et les métaux non ferreux), le rendement est à un niveau plus élevé que l'année précédente, nonobstant la hausse du coût de la production et le renforcement de la concurrence.

Dans l'industrie chimique, les soldes bénéficiaires nets sont en retard sur les ventes.

L'augmentation continue des salaires devrait normalement profiter à la consommation; toutefois, les résultats favorables devant en résulter pour le commerce de détail, le commerce de gros et le commerce extérieur, de même que pour l'industrie alimentaire, n'ont pas été suffisants pour compenser la hausse du coût du travail et l'accroissement des frais généraux; dans les secteurs précités, les résultats ne sont guère favorables.

Plus de la moitié des charbonnages sont en perte; l'importance du rapport des dividendes bruts, mis en paiement, aux bénéfices réalisés, montre que l'autofinancement a été faible dans ce secteur.

Investissements Les données revues de la valeur globale, à prix courants, des investissements bruts civils dans l'économie belge en 1960, apparaissent comme beaucoup plus élevée que le montant de la première estimation publiée dans le dernier rapport. La hausse a été sensiblement plus forte: 8 % au lieu d'un peu plus de 3 %. La rectification porte sur l'évaluation de l'équipement en bâtiments et en travaux de génie civil. Il s'agit, pour l'essentiel, d'un effort beaucoup plus important que prévu, d'in-

vestissements en locaux professionnels ; la valeur des logements achevés en 1960 et des travaux des pouvoirs subordonnés est, en fin de compte, aussi plus élevée.

Cette nouvelle évaluation concorde mieux avec le progrès enregistré pour l'équipement en outillage industriel.

Les premières estimations avancées pour 1961 confirment la tendance à l'augmentation plus rapide des investissements bruts civils dans l'ensemble de l'économie : il y aurait 12 % de hausse de 1960 à 1961, contre 8 % de 1959 à 1960. Il est remarquable que, pour 1961, les premières évaluations indiquent une nouvelle augmentation à partir du niveau record atteint en 1960 de 50 % plus forte que l'année précédente.

Les progrès sont dus au secteur privé et ont été accompagnés, contrairement à 1960, d'une légère avance du secteur public.

L'effort d'équipement de l'industrie, déjà en augmentation sensible l'année précédente, a encore été accru, aussi bien en outillage, qu'en locaux professionnels et en véhicules utilitaires. Les investissements privés en autres moyens de transport ont aussi été développés.

Dans le secteur public, les travaux de génie civil, requis par les transports et communications, ont entraîné des dépenses plus élevées ainsi que l'équipement en matériel de chemin de fer et tramways. Les travaux des pouvoirs subordonnés (bâtiments, génie civil, voirie), en recul en 1960, ont à nouveau pris plus d'importance en 1961. Les dépenses consacrées aux immeubles d'habitation sont plus fortes que l'année précédente, malgré le record déjà atteint à ce moment-là ; mais le rythme d'augmentation a faibli.

En 1961, le développement des investissements a donc touché, selon toute apparence, tous les secteurs d'activité de l'économie, l'industrie surtout.

Consommation A prix courants, la consommation privée a haussé de 4,2 % en 1961, contre 4,1 % en 1960.

Les progrès de la demande de produits alimentaires ont persisté, mais ils ont été moindres que ceux de la consommation privée totale. Cependant, en alimentation, les produits de haute qualité ont tendance à se substituer aux autres. La consommation de pain et de produits à base de céréales, celle d'œufs et de fromage, de même que celle de graisses et de fruits et légumes, semblent être au point de saturation. Sous l'influence de la campagne nationale, menée pour l'accroître, la consommation de lait a nettement progressé.

Par contre, il y a eu une augmentation considérable des dépenses pour les loyers, le chauffage et l'éclairage, l'entretien des maisons, l'achat d'articles d'équipement ménager ainsi que les frais de communications postales, télégraphiques, téléphoniques.

L'accroissement de la consommation de boissons et tabacs a été nettement plus fort pour les articles d'une haute valeur unitaire que pour les autres produits : la demande de vin, de moût de raisins et de cigares a été très élevée, tandis que les ventes d'alcool à consommer, de bières, de cigarettes et de cigarillos ont connu un rythme de croissance analogue à celui de la consommation privée globale.

Les dépenses en livres, journaux, frais d'hôtels et de restaurants ont encore été en expansion.

L'augmentation de la demande a été moins forte dans les grands magasins à rayons multiples que dans les autres grands organismes de distribution ; elle est même moindre que l'année précédente.

En général, on constate un accroissement considérable des ventes de produits de consommation durables (entre autres, celles des appareils ménagers), de livres, de tabacs, d'articles pour fumeurs, d'articles de parfumerie et de luxe ; la demande de produits alimentaires a été faible dans les grands magasins, pour les aunages la valeur a été inférieure à celle de 1960.

Le crédit à la consommation, estimé en fonction des statistiques relatives aux ventes à tempérament, est resté en expansion. Le nombre de déclarants augmente régulièrement.

L'importance moyenne des crédits accordés a diminué par suite de l'accroissement énorme du nombre de contrats conclus pour des montants plutôt minimes, surtout dans le secteur des produits textiles, des fourrures et des vêtements (+ 41 %). Simultanément, la durée moyenne des crédits a diminué. Pendant l'année sous revue, le nombre de motos, scooters, vélo-moteurs et bicyclettes achetés à tempérament, a fléchi ; les achats à tempérament de livres et de services ont progressé de 10 % environ.

L'augmentation considérable de la part du financement direct des vendeurs, dans le nombre total des crédits accordés, s'explique en partie par l'accroissement du nombre de déclarants-vendeurs. Toutefois, le volume des financements a crû moins vite que le nombre de contrats, de sorte que la moyenne des crédits financés directement par les vendeurs a été plus basse. Il en est de même pour les crédits financés par les banques.

ons économiques ternationales

olitique
merciale

Les décisions générales, qui déterminent la politique commerciale de l'U.E.B.L., sont prises, de plus en plus, dans le cadre des communautés existantes. Ainsi, le 1^{er} janvier 1961, les tarifs douaniers applicables aux pays de la C.E.E. ont été abaissés de 10 %. En décembre, furent entamés les pourparlers au cours desquels il a été décidé de fixer la date du 1^{er} janvier 1962 pour le passage de la première étape à la seconde.

La nécessité de protéger l'industrie nationale étant moins grande en période de haute conjoncture, peu de restrictions à l'importation ont été imposées en 1961 ; de plus, diverses réglementations antérieures ont été assouplies et des contingents ont été supprimés.

C'est ainsi qu'au début de l'année, une série de produits agricoles ont été libérés dans le cadre du G.A.T.T.

Par contre, les importations de charbon ont été restreintes conformément aux prescriptions de la Haute Autorité. A partir de juillet, les licences pour l'importation de pétrole des pays d'Europe orientale ont été suspendues.

Diverses initiatives ont été prises en vue de stimuler les exportations.

En accord avec le Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, le Service des Foires et Expositions a été transféré au Département du Commerce extérieur ; par ailleurs, un Comité interministériel des Foires et Expositions a été constitué. Outre la participation aux foires, diverses journées de rencontre ont été organisées, notamment à Lille, pour l'industrie alimentaire, à Cologne, pour la confection et à Utrecht, Hanovre et Milan, pour des produits divers. Des journées du textile ayant pour but la prospection du marché allemand, ont été mises sur pied à Hambourg, Francfort, Dusseldorf et Munich.

En 1961, aucune mission économique officielle belge n'a été envoyée à l'étranger. En revanche, de nombreuses missions étrangères ont visité la Belgique, parmi lesquelles se trouvaient des techniciens de la Chine nationaliste, des industriels d'Espagne, des délégations du Congo, de l'Afrique du Sud, du Chili, etc...

Une réorganisation de l'Office Belge du Commerce Extérieur a conduit à la création d'un service spécialisé, au sein de l'Office, en vue d'une collaboration plus étroite avec les petites et moyennes entreprises. Grâce à la décentralisation, les entreprises pourront plus facilement faire appel à l'O.B.C.E.

Parmi les initiatives qui contribuent à cette décentralisation et qui suscitent de l'intérêt pour le commerce extérieur, il faut citer, notamment, les conférences données, dans dix-huit villes, par les Conseillers commerciaux des Ambassades de Paris et de Bonn.

Grâce à la collaboration de quelques ministères, les dirigeants et les acheteurs de grands magasins de divers pays ont pu être invités en Belgique ; ils ont notamment visité les expositions d'échantillons organisées par l'Office National pour la Promotion des Exportations des Petites et Moyennes Entreprises.

A côté des prospections habituelles, l'O.B.C.E. a examiné plus particulièrement les possibilités de vente de certains produits, tels que le matériel de tramways, les installations pour abattoirs, le lait en poudre, etc...

Les organismes déjà existants ont poursuivi leurs activités; fin 1961, on comptait déjà 31 prospecteurs commerciaux attachés à 23 postes diplomatiques ou consultats divers.

La participation de l'A.S.B.L. « Créditexport » au financement des exportations à moyen terme, a augmenté; de plus, a été entamée l'étude d'un projet de loi créant un mécanisme pour satisfaire les besoins en crédits à l'exportation à long terme.

Il y a lieu de mentionner encore qu'un certain nombre de mesures d'auto-défense, prises en 1961, avaient trait aux exportations de verre à vitres, de tapis et de produits textiles vers les Etats-Unis. Après l'intervention du Gouvernement, l'augmentation des droits de douane, que la Commission tarifaire américaine avait proposée pour ces produits, a été soumise à un nouvel examen plus approfondi.

En 1961, ont eu lieu les XVIII^e et XIX^e réunions des Parties contractantes du G.A.T.T., auxquelles participait la Belgique.

La discussion, introduite par les partenaires de la C.E.E. qui mettaient en doute la conformité du Marché commun avec les règles du G.A.T.T., a été ajournée. Le tarif extérieur commun aurait, prétendaient-ils, une incidence globale plus élevée que les anciens tarifs nationaux; dès lors, ils demandaient des compensations. Les parties contractantes ont accepté l'interruption de cette discussion, d'une part, pour ne pas retarder le début des négociations dites « Dillon » et, d'autre part, pour éviter un désaccord au sein de l'organisation, qui serait apparu si celle-ci avait dû se prononcer sur la conformité des règles du Marché commun avec celles du G.A.T.T. Il est toutefois probable que le problème sera abordé à nouveau à la XX^e session.

Fin mai, ont été entamées les négociations tarifaires dites « Dillon » entre la C.E.E., les Etats-Unis et la Grande Bretagne. Elles ont porté sur une réduction de 20 % des tarifs douaniers des pays membres.

Pour l'aide aux pays neufs, les parties contractantes se sont, à la XVIII^e session, déclarées prêtes à assister ces nations pour mettre au point la technique de leur politique commerciale et douanière. Mais il a été entendu que les pays intéressés à une telle aide devraient prendre l'initiative de s'adresser au G.A.T.T.

A la réunion des ministres du commerce du début de décembre, les représentants des pays en voie de développement ont souligné l'écart sans cesse croissant entre leurs pays et les pays industrialisés; le déficit de la balance des paiements des pays exportateurs de produits de base serait, ces dernières années, d'un montant triple de l'aide fournie par les pays industrialisés. Aussi, ont-ils préconisé l'ouverture aux exportations des pays en voie de développement, des marchés des pays industrialisés.

En ce qui concerne les produits tropicaux et devant l'inquiétude à nouveau exprimée par plusieurs pays moins développés, les « Six »

se sont déclarés disposés à accepter une réduction graduelle des préférences dont jouissent les pays africains associés à la C.E.E. pour l'écoulement des produits tropicaux. Mais ils ont demandé que, simultanément, le marché de ces denrées soit organisé. Cette proposition n'a pu être retenue en raison de l'opposition des Etats-Unis à un marché contrôlé.

La conférence ministérielle, réunie pendant la XIX^e session, a débattu de l'extension progressive de la Communauté Economique Européenne aux produits agricoles et des craintes des exportateurs agricoles devant l'intention des Six de créer un marché dirigé. Le représentant français a suggéré de ne plus poursuivre l'objectif de la libération totale du commerce en matière agricole, irréalisable selon lui, mais de chercher des solutions plus ou moins inspirées des principes de la politique agricole commune des « Six ».

Les Ministres ont admis l'opportunité de négocier sur des réductions linéaires de droits de douane et non plus seulement produit par produit. Ils ont admis, aussi, un assouplissement de la réciprocité que les pays industriels peuvent attendre de leurs partenaires, moins développés économiquement.

Les parties contractantes ont examiné l'application de l'article 35 au Japon, qui continue à être pratiquée par un certain nombre de pays, le Brésil et la Tunisie y ayant toutefois renoncé, ainsi que les accords passés par la Finlande avec l'Europe des Sept, d'une part, et l'U.R.S.S.

Ont été signalés : l'accord créant une association entre la Grèce et la C.E.E. qui sera examiné en 1962, le projet de zone de libre-échange en Amérique centrale, le 10^e exercice de la zone de libre-échange Nicaragua Salvador, et la zone de libre-échange entre le Sarawak et Bornéo du Nord. Le traité de Montevideo établissant une zone de libre-échange en Amérique du Sud a été ratifié par les sept pays membres, tandis que la Colombie et l'Equateur négocient leur association.

La Sierra Leone et le Tanganyka sont devenus parties contractantes à l'accord général, en vertu de l'article 26. L'accession d'Israël et du Portugal a été acceptée. Ont été prorogées, l'accession provisoire de la Tunisie, jusqu'au 31 décembre 1963, et celle de la Suisse jusqu'à l'aboutissement des négociations en vue de son admission de plein droit, ou en cas d'échec, jusqu'au 31 décembre 1964.

En ce qui concerne les Etats nouvellement indépendants, auxquels l'accord général était appliqué antérieurement par la puissance métropolitaine, il a été prévu une application de fait, deux ans après l'indépendance. La recommandation est actuellement valable pour dix-huit Etats. Seules, la République du Cameroun et la République du Congo (Léopoldville) ont demandé la prolongation du délai en vertu de cette recommandation.

La convention créant l'O.C.D.E., signée le 14 décembre 1960, est entrée en vigueur le 30 septembre 1961, après ratification par dix-sept des vingt membres.

Les divers participants ont discuté les activités et élaboré le pro-

gramme de travail, mais l'événement essentiel a été la première session ministérielle de l'Organisation.

Celle-ci s'est tenue à Paris, les 16 et 17 novembre 1961 ; elle avait pour but d'inaugurer la nouvelle « Organisation de Coopération et de Développement économique ». Trois objectifs principaux lui ont été assignés : l'expansion économique, l'assistance aux pays en voie de développement et l'expansion du commerce mondial.

Le premier but a suscité le plus d'intérêt à cette session, par son importance intrinsèque et aussi par la confrontation de deux tendances ; certains pays, en effet, ne désiraient rien de plus qu'une réaffirmation académique des mérites de la coopération. D'autres délégations voulaient au contraire fixer un objectif pour concrétiser cette volonté de coopération.

La Belgique exprima cette tendance en proposant, pour la décennie à venir, de déterminer le taux de croissance économique à atteindre. Cette proposition fut soutenue par l'Administration américaine et il fut finalement convenu d'une croissance globale de 50 % du P.N.B. à réaliser en 10 ans (1961-1970), ce qui représente une progression annuelle de 4,1 % et un montant d'accroissement global de 425 milliards de dollars.

Toutefois, aucune indication n'a été donnée sur le processus de croissance ni sur la répartition de l'effort entre les différents pays membres.

Le problème de l'aide au développement des pays neufs a permis, aux membres, de souligner leur désir de voir mettre en œuvre des politiques économiques et commerciales favorisant l'expansion et les exportations de ces pays.

Une procédure de confrontation périodique des politiques d'assistance sera mise au point, ainsi que la création d'un Centre de développement qui devra éviter de faire double emploi avec les institutions existantes. L'accent a également été mis sur la nécessité d'une collaboration avec les autres organismes internationaux et les pays bénéficiaires, notamment par le délégué des Etats-Unis.

Le délégué de la Belgique a souligné la nécessité de l'aide multilatérale, l'importance considérable que conserve l'assistance bilatérale, l'utilité d'harmoniser, dès lors, les efforts individuels, notamment au sein de l'O.C.D.E. et l'attention que l'on doit accorder au rôle du capital privé.

Le rôle que doit jouer l'O.C.D.E. dans le domaine de l'expansion des échanges internationaux doit encore être précisé. Le secteur des échanges reste important, car il fait partie intégrante de la politique économique, mais le code de la libération et la plupart des actes de l'O.E.C.E. relatifs aux échanges ayant été abandonnés, l'O.C.D.E. devra trouver de nouvelles bases pour son action.

La plupart des délégués ont reconnu qu'un rôle doit être dévolu à l'O.C.D.E. en matière d'échanges, mais sans préciser pour autant les méthodes et les procédures à mettre en œuvre.

L'application, par les Etats membres, des mesures automatiques prévues pour franchir les étapes menant à l'Union douanière, a été de pair avec le succès, parfois difficile, des efforts poursuivis par les institutions communautaires pour élaborer des politiques communes, notamment dans le domaine agricole.

Une décision du Conseil, sur base de l'article 8 du Traité, a clos, au 31 décembre 1961, la première étape de la période de transition. La réalisation des étapes ultérieures acquiert, par cette décision, un caractère automatique. Désormais, dans un certain nombre de cas, le vote majoritaire est substitué à la règle de l'unanimité.

La liberté de la circulation des marchandises dans le marché intérieur a encore crû. Au 31 décembre 1961, les droits de douanes, entre Etats membres, ont été abaissés par rapport au niveau de 1957, de 40 % pour les produits industriels, de 35 % pour les produits agricoles non libérés et de 30 % pour les produits agricoles libérés.

En application de la décision prise, le 12 mai 1960, d'accélérer le désarmement douanier, les contingents à l'importation pour les produits industriels ont été supprimés, fin 1961. Pour les produits agricoles qui ne relèvent pas d'une organisation de marché, l'élargissement des contingents a été porté à la même époque à 60 %.

La levée totale des restrictions à l'exportation a pu intervenir fin 1961 ; des difficultés particulières ont été rencontrées par des recommandations de la Commission tendant à surveiller la réexportation de certains produits communautaires vers les pays tiers (cuir, peaux, bois, déchets de non ferreux,...).

En regard des mesures de libération, il faut mentionner des limitations intervenues en cours d'année : l'établissement de prix minima pour quelques produits agricoles, l'instauration de taxes compensatoires (art. 46 lait en poudre — malt en Allemagne) et le rétablissement temporaire des prélèvements pour le pain et la pâte à fondant en Allemagne (art. 226).

Un premier règlement sur la *libre circulation des travailleurs*, intervenu au Conseil le 12 juin 1961, a été complété par une directive de la Commission, le 21 août 1961. La priorité reste au marché national de l'emploi, mais à l'expiration d'un délai de trois semaines, l'emploi resté vacant devient disponible pour les travailleurs des autres Etats membres. Le principe de la priorité du marché communautaire du travail est inscrit dans ce règlement.

Un programme, arrêté par le Conseil le 25 octobre 1961, fixe, pour la suppression des obstacles au *libre établissement des personnes dans le domaine des activités non salariées*, des échéances, la priorité étant assurée

aux activités particulièrement utiles au développement de la production et des échanges. A cette même date, le Conseil a aussi arrêté le programme relatif à la *libre prestation des services*, notamment des assurances, des activités bancaires, des services personnels et des professions libérales.

Dans le cadre de la *normalisation de la concurrence*, un instrument juridique important a été mis à la disposition de la Commission, par la décision du Conseil du 22 décembre 1961 arrêtant le premier règlement à l'égard des ententes et puissances dominantes. La règle est l'interdiction générale des ententes que sanctionnent la nullité automatique et des amendes.

Au cours de sa 60^e session, le Conseil a adopté treize règlements formant la base de la *politique agricole commune*. Le système, mis sur pied, isole les prix communautaires des prix mondiaux. Les mécanismes communautaires à réaliser, diffèrent des mécanismes nationaux en place. Les droits de douanes et les contingents seront remplacés par des prélèvements variables, à la frontière de la Communauté, et provisoirement, entre les Six. Les prélèvements intra-communautaires disparaîtront avec le rapprochement des prix, qui devra être réalisé en 7 ans et demi. Des interventions sur le marché intérieur se feront par le Fonds d'orientation et de garantie agricole.

Dans le domaine de la *politique sociale et de développement*, il faut signaler la décision du Conseil de réaliser de manière progressive l'égalisation des salaires masculins et féminins, en prévoyant la suppression de toutes les discriminations avant le 31 décembre 1964, la dotation, pour les exercices 1960 et 1961 du Fonds social, d'un montant de 1500 millions de francs belges et, enfin, l'action de la Banque Européenne, orientée notamment vers le développement des régions actuellement moins favorisées.

A la mi-1961, les interventions de la Banque portaient sur un montant de 120,5 millions de dollars (Italie 68 %, France 31 %, Luxembourg 3 %, Allemagne 2 %).

La *politique commune des transports* a fait l'objet d'un memorandum de la Commission, ensuite examiné par le Conseil. En vue d'éliminer toute accentuation des divergences des politiques nationales, ce dernier a décidé, le 28 novembre 1961, de soumettre les dispositions nouvelles que les Etats membres se proposent de prendre sur le plan national, à une procédure d'examen communautaire. Par ailleurs, la Commission a adressé, aux Etats membres, des recommandations en vue du développement de l'infrastructure, précisant les réalisations jugées prioritaires. Sur base de ce plan, la Banque Européenne a déjà apporté son concours au financement de certains projets.

En vue de préserver la *politique commerciale commune*, le Conseil a fixé, en juillet 1961, une série de normes à respecter par les Etats membres, dans les nouveaux accords commerciaux avec les pays tiers,

concernant la révision et la durée de ces accords et la consultation des autres Etats membres et de la Commission, avant l'ouverture des négociations.

Les engagements du Fonds de développement en faveur des *Etats associés d'Outre-mer*, représentaient, au 30 septembre 1961, environ 36 % de ses ressources globales (581 millions de dollars) et 60 % des crédits ouverts les quatre premières années. D'autre part, la Communauté a apporté, aux pays d'Outre-mer, une aide importante en matière d'études et de formation.

Les pourparlers en vue d'établir un nouveau régime d'association après l'expiration de la Convention actuelle, fin 1962, ont débuté avec les représentants des pays africains associés devenus indépendants.

Le premier rapprochement des tarifs nationaux vers le *tarif extérieur commun*, effectué anticipativement au 1^{er} janvier 1961 pour les produits industriels, a été complété pour les produits agricoles, au 31 décembre 1961. Une cinquantaine de contingents tarifaires à droits réduits ou nuls ont été accordés à certains Etats membres. Ils n'affectent qu'une proportion réduite du commerce avec les pays tiers.

Les négociations tarifaires poursuivies au G.A.T.T., menées sur base de l'article XXIV, par. 6 de cet accord et qui concernaient le tarif extérieur commun, ont abouti, en 1961, à des accords avec une quinzaine de pays tiers. La négociation « Dillon » a, par ailleurs, abouti à un accord avec les Etats-Unis.

L'accord créant une *association entre la Communauté et la Grèce* a été conclu le 25 septembre 1961, le traité devant être ratifié par les Etats membres après approbation par les Parlements nationaux. Cette association est fondée sur une Union douanière. La démobilitation tarifaire s'effectuera en douze ans, sauf pour un tiers des importations grecques en provenance du Marché commun, pour lesquelles le délai sera de vingt-deux ans.

La Grèce a adopté le tarif extérieur commun, qui sera mis en place en 12 ou 22 ans selon les produits. Elle fera disparaître les contingents en vingt-deux ans ; par contre, les Etats membres de la Communauté Economique appliqueront, aux produits en provenance de la Grèce, le régime qui est en vigueur entre eux, en application du Traité de Rome.

Des règles spéciales ont été définies pour l'agriculture. La Grèce obtiendra des prêts de la Communauté jusqu'à un montant global de 125 millions de dollars.

Des décisions de principe sont déjà intervenues en vue de l'*association des Antilles néerlandaises et du Surinam*. La demande d'*association de la Turquie* est en cours d'examen.

Les conférences ministérielles, entre les Etats membres de la Communauté Economique Européenne d'une part et le *Royaume-Uni et*

le Danemark d'autre part, ont commencé leurs travaux en novembre en vue de l'adhésion de ces deux pays à la C.E.E.

nunauté
péenne
arbon et
l'Acier

La Commission mixte qui avait été constituée, en octobre 1960, pour étudier les *modifications à apporter au Traité de la C.E.C.A.* en matière d'ententes et de concentrations, a continué ses travaux. Ceux-ci ont abouti à un projet de modification de l'article 65 du Traité. La Cour de Justice, intervenant obligatoirement dans le déroulement de la procédure, a toutefois rendu, en date du 13 décembre 1961, un avis aux termes duquel ce projet, tel qu'il avait été soumis conjointement par la Haute Autorité et le Conseil, n'est pas conforme à l'article 95 du Traité.

La Haute Autorité a fixé le prélèvement pour l'exercice financier s'étendant du 1^{er} juillet 1961 au 30 juin 1962, à 0,30 % de la valeur de la production des produits relevant du Traité C.E.C.A. Elle a, d'autre part, décidé l'émission d'un emprunt obligataire sur le marché des capitaux des Pays-Bas.

L'isolement partiel du *marché belge du charbon* a été maintenu avec certains accouplissements, l'application à la Belgique de l'article 37 du Traité ayant été prolongée. Au début de l'année, le tonnage de charbon susceptible d'être subventionné par la Belgique, en 1961, a été fixé par le Conseil, moyennant que le programme de fermetures de mines soit exécuté et les limites imposées de production, respectées ; il s'éleva à 3,23 millions de tonnes et le montant global des subventions autorisées est de 400 millions de francs. En juillet, le Gouvernement a transmis, à la Haute Autorité, la liste complémentaire des sièges à fermer en 1961.

Au titre de *l'aide à la reconversion*, la Haute Autorité a décidé d'octroyer un prêt de 115 millions de francs à une société intercommunale mixte ayant pour objet de promouvoir la relance économique de la région de Liège.

Dans le domaine des *ententes et concentrations*, la Haute Autorité a arrêté, au mois de février, les conditions auxquelles les comptoirs de vente de charbon de la Ruhr peuvent, à dater du 1^{er} avril, subordonner l'approvisionnement direct des négociants en gros de charbon.

En matière de *transports*, la Haute Autorité a recommandé aux Gouvernements — en laissant à ceux-ci le choix des moyens — de prendre les mesures nécessaires pour que les barèmes, prix et dispositions de toute nature appliqués aux transports de charbon et d'acier à l'intérieur de la Communauté, soient publiés ou portés à la connaissance de la Haute Autorité.

Le Conseil a donné un avis favorable à l'octroi d'un certain nombre de crédits, dans le cadre de la *recherche technique et scientifique* (recherches sur la géologie de certains bassins houillers, sur le dégagement de méthane dans les mines, sur la mécanisation de l'avancement du soutènement en taille dans les charbonnages ; mise au point d'une abatteuse entière-

ment mécanique, enrichissement par flottation des minerais de fer silicatés, réduction directe des minerais de fer au four tournant, suppression de la pollution atmosphérique par les fumées rousses, utilisation rationnelle du charbon et du coke).

En faveur du personnel des charbonnages astreint à un *chômage partiel par manque de débouchés* de l'entreprise, la Haute Autorité a prévu l'octroi d'une allocation représentant 20 % du salaire journalier du travailleur ; cette allocation est payée par le Gouvernement belge, puis remboursée par la Haute Autorité dans la limite d'un crédit de 1,3 million de dollars. Les dispositions relatives à la libre circulation des travailleurs (art. 69 du Traité) ont été élargies dans leur application, en ce sens que 118 métiers nouveaux sont venus compléter la première liste établie en 1954. L'avis conforme du Conseil a été obtenu pour le financement d'un quatrième programme de construction de logements ouvriers, à concurrence de 15 millions de dollars prêtés par la Haute Autorité et 30 millions de dollars provenant du marché des capitaux des Etats. La Haute Autorité a également autorisé des ouvertures de crédits pour le financement de projets de recherches en matière de sécurité du travail et de réadaptation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Enfin, des progrès ont été enregistrés dans le domaine de la *coordination des politiques énergétiques*. Un groupe de travail composé de représentants des exécutifs des trois Communautés a soumis au Conseil des propositions de « premières mesures de coordination ». Le Conseil, tout en décidant de procéder lui-même à des examens périodiques de la situation structurelle et conjoncturelle du marché de l'énergie, a chargé les experts de lui soumettre des études approfondies, d'une part, sur l'unification des règles de concurrence et, d'autre part, sur l'établissement d'une politique commerciale commune dans le domaine de l'énergie. L'on songe, dans le premier cas, à informer le public des prix pratiqués sur le marché pétrolier et à assouplir les dispositions du Traité en matière de barèmes charbonniers ; dans le second cas, on prévoit l'harmonisation des droits de douane et des contingents pour le charbon importé, la coordination des attitudes vis-à-vis des pays à monopole d'Etat et l'information en matière d'accords conclus avec les pays tiers. Le but général des mesures préconisées est d'amener, dans la Communauté, les prix de l'énergie au niveau le plus favorable au point de vue économique, tout en tenant compte d'une certaine sécurité d'approvisionnement. D'autre part, il importe de ménager, tant aux entreprises charbonnières qu'aux pays producteurs, les délais nécessaires pour rationaliser les conditions d'extraction et réaliser la reconversion des régions atteintes par les fermetures.

Comme l'année précédente, la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique a, selon les impératifs du Traité de Rome, orienté son action dans trois directions : le développement de la recherche nucléaire, la promotion de l'industrie nucléaire en Europe et, enfin, la protection

des populations contre les dangers éventuels de l'utilisation de cette énergie.

Pour développer la *recherche*, il est prévu, à l'annexe V du Traité de Rome, un premier programme de recherches et d'enseignement, s'étendant sur la période 1958-1962 et pouvant nécessiter des dépenses d'un montant maximum équivalant à 10 750 millions de francs belges.

La réalisation de ce programme a été activement poursuivie et même élargie, en 1961, le budget de recherches et d'investissement passant à 4 702,5 millions en crédits de paiements, contre des engagements d'environ 1 500 millions et des paiements d'à peu près 1 250 millions de francs belges, en 1960.

Cette augmentation du rythme des dépenses constitue la manifestation, sur le plan financier, du souci de la Commission de la C.E.E.A. de rattraper le retard intervenu dans la constitution et la mise en route des établissements du Centre commun de Recherches nucléaires de la Communauté. Elle est due aussi à la première intervention de cette commission dans un programme de participation à l'équipement en réacteurs de puissance, en vue de promouvoir la construction de centrales nucléaires dans les Etats membres.

Sur base de l'article 10 du Traité et de l'Annexe V de celui-ci, la Commission de la C.E.E.A. a continué à faire exécuter certaines parties de son programme de recherches par des instituts exploités par des tiers. Parmi ceux intéressant la Belgique, on doit surtout retenir les contrats passés avec le Centre de l'Energie Nucléaire et principalement celui pour l'exploitation en commun du réacteur à haut flux BR.2, rendu critique le 29 juin 1961.

Le Conseil de la C.E.E.A. a, à plusieurs reprises, marqué son souci de voir s'établir une liaison plus étroite entre la Commission et les Etats membres dans le domaine de la recherche et d'assurer une coordination efficace de leurs efforts. Il a été créé, à cette fin, un Comité consultatif de la Recherche nucléaire, composé de délégués de la Commission et des Etats; ce Comité a tenu sa première réunion à Bruxelles, les 6 et 7 juin 1961.

Dans le domaine de la coopération internationale, la C.E.E.A. a prolongé, pour une durée de dix-huit mois, sa participation à l'exploitation commune, avec six autres pays de l'O.E.C.E., du réacteur à eau bouillante de Halden; elle a conclu un accord de coopération avec le Brésil, dont le texte a été approuvé par le Conseil au cours de sa session des 20 et 21 mars 1961, et, enfin, elle a ouvert des négociations en vue de la conclusion d'un accord similaire avec l'Argentine.

L'accord de coopération signé, en 1958, entre l'Euratom et les Etats-Unis, a fait l'objet d'un avenant permettant la vente ou la location, par ces derniers, de quantités supplémentaires de matières nucléaires spéciales.

On peut encore signaler, parmi les mesures prises par la C.E.E.A. pour faciliter les recherches, l'adoption d'un règlement dispensant de l'application des règles édictées par le Traité sur l'approvisionnement, le transfert de petites quantités de minerais, de matières brutes et de matières fissiles spéciales.

Enfin, la C.E.E.A. a pris les dispositions nécessaires pour la constitution d'une collection de molécules marquées complexes.

Dans le cadre de la *promotion de l'industrie nucléaire*, les autorités de la C.E.E.A. se sont attachées, en 1961, à définir une politique en matière de brevets, applicable aux contrats de recherches passés en vertu de l'article 10 du Traité de Rome; cette politique doit tenir compte à la fois des droits que l'article 12 du Traité reconnaît aux Etats membres, personnes et entreprises de la Communauté et du désir légitime du contractant d'obtenir, en contrepartie de ses apports, non seulement un financement, mais aussi certains droits de priorité industrielle. De très nets progrès ont été réalisés en ce sens.

La Société d'Energie Nucléaire Franco-Belge des Ardennes (S.E.N. A.), à laquelle participent, à parts égales, l'Electricité de France et le groupe belge d'électricité « Centre et Sud S.A. », a été définitivement reconnue comme « entreprise commune » au sens des articles 45 à 51 du Traité, pour une durée de vingt-cinq ans; cette société a pour objet la construction, l'aménagement et l'exploitation d'une centrale électronucléaire d'une puissance de l'ordre de 200 mégawatts à Chooz (France, département des Ardennes).

L'exécutif de la C.E.E.A. a, enfin, poursuivi sa coordination des travaux en cours, dans les Etats membres, en vue de l'adaptation de l'énergie atomique à la propulsion navale.

L'Exécutif de l'Euratom a continué activement ses travaux d'élaboration d'une convention complémentaire à celle signée par les Etats membres de l'O.E.C.E. sur la responsabilité civile des exploitants d'installations nucléaires; ces travaux ont permis d'aboutir à un accord de principe sur la structure générale du système de *réparation des dommages nucléaires* et sur un avant-projet de texte; certains problèmes restent cependant encore à résoudre, notamment celui de la clé de répartition, entre les Etats, des charges financières résultants de leur intervention collective éventuelle.

Les « normes de base » en matière de *protection sanitaire* élaborées en 1959, sont actuellement soumises à une révision approfondie.

Enfin, un accord en matière de travail et de protection de la santé devant permettre d'éliminer tous les travaux faisant double emploi, a été signé avec l'Organisation internationale du Travail.

Union
Economique
Belgo-Néerlando-
Luxembourgeoise

De même qu'en 1960, les efforts déployés en 1961 en vue de parfaire l'Union Economique Benelux, ont eu principalement pour but d'y adapter complètement les transports et de supprimer les entraves aux échanges réciproques.

Deux décisions ministérielles ont été prises, dans le courant de l'année, pour supprimer progressivement les restrictions quantitatives au trafic des marchandises par route. En vertu de la première décision, signée à la réunion des ministres du 15 mai 1961, une demi-douzaine de catégories de marchandises, transportées par route, ont été libérées à partir du 1^{er} juillet, à savoir : les marchandises destinées aux expositions, les voitures de course et autres objets ou animaux destinés à des manifestations sportives, les instruments de musique, les décors et autres accessoires destinés à des concerts ou à des représentations dramatiques ou lyriques, les appareils enregistreurs pour le cinéma, la radio et la télévision et, enfin, les objets transportés en vertu de conventions postales internationales. Au cours de la réunion suivante, tenue le 25 septembre 1961, deux autres catégories ont été ajoutées à la liste : les transports d'objets déménagés et de charges de moins de 5 tonnes. Il a été prévu que cette décision entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 1962. A cet égard, il y a lieu de remarquer qu'en vertu du Traité d'Union, le trafic doit être entièrement libéré le 1^{er} novembre 1963.

En ce qui concerne la suppression progressive des restrictions quantitatives, les Ministres ont fixé un calendrier. Il a été décidé de déposer un projet de tarif concernant le transport rémunéré de marchandises. L'accord éventuel sur ce point, permettrait de poursuivre la suppression des restrictions quantitatives. Pour mener à bien la libéralisation envisagée, on tend également à harmoniser les réglementations relatives aux normes techniques imposées aux véhicules de transport dans les trois pays.

Afin d'élargir encore la libéralisation des échanges intra-Benelux, le Comité a élaboré des recommandations pour, d'une part, inventorier et supprimer le plus rapidement possible les entraves existant non pas à la frontière, mais à l'intérieur du pays (prescriptions en matière d'emballage et en ce qui concerne la qualité), d'autre part, prévenir de nouvelles entraves. Soucieux de contribuer à la simplification des formalités fiscales à remplir aux frontières intra-Benelux, le Comité des Ministres a estimé souhaitable de faire procéder, à l'intérieur du pays, au recouvrement de la taxe de transmission sur les importations en provenance des pays partenaires. Le Comité des Ministres a donné des directives pour élaborer des mesures concrètes à cette fin.

Une décision a également été prise en ce qui concerne le traitement des ressortissants de l'Union sur le plan national. Il s'est avéré nécessaire de prévoir une exception au principe du dit traitement, étant donné que les conditions d'accès aux professions indépendantes ne sont pas encore harmonisées dans les trois pays. En vertu de la décision prise, le Gouvernement belge appliquera, aux ressortissants hollandais, le même traitement qu'aux ressortissants des autres pays de la C.E.E., dans les secteurs pour lesquels il n'existe pas, en Belgique, de réglementation concernant l'accès à la profession. Les ressortissants hollandais, qui satisfont aux exigences imposées en la matière aux Pays-Bas, seront de toute façon admis à exercer les mêmes activités en Belgique.

Au cours de leurs discussions, les Ministres se sont particulièrement intéressés à la politique conjoncturelle et à la politique commerciale commune.

Il faut, enfin, signaler que le Conseil économique et social du Benelux a tenu ses deux premières séances au cours de l'année. Il y a été question de l'égalité des rémunérations des hommes et de celles des femmes, de la politique commune des transports, de la coordination de la législation relative au contrôle des compagnies d'assurances et du problème de l'expansion régionale dans les zones frontières du Benelux.

Commerce extérieur

Depuis quelques années, le commerce extérieur de l'U.E.B.L. marque une expansion continue. Bien qu'un nouveau record eût été atteint en 1961, le rythme de croissance a été plus lent que l'année précédente. Ce ralentissement a été observé, d'ailleurs, dans la plupart des pays de l'Europe occidentale où il a, toutefois, été moins sensible qu'en Belgique; les grèves du début de l'année ont joué, dans notre pays, un rôle de frein qui a, toutefois, affecté les exportations plus que les importations. L'évolution de la valeur globale des importations et des exportations est déterminée par les modifications intervenues dans le volume et dans la valeur moyenne des produits échangés. L'indice de la valeur moyenne des importations a augmenté, mais celui des exportations a diminué.

Exportations

En 1961, l'U.E.B.L. a exporté pour 196,2 milliards de francs, montant supérieur de 3,9 % à celui atteint l'année précédente. L'augmentation des exportations doit, sans doute, être attribuée moins à la réalisation de la C.E.E. qu'à l'évolution de la conjoncture dans son ensemble, car le rythme de croissance des exportations a été ralenti malgré la démobilitation progressive des tarifs douaniers. Ce ralentissement a surtout affecté les livraisons de produits sidérurgiques : à l'opposé de l'augmentation de l'année précédente, une baisse, de 9 % environ, a été enregistrée. D'abord, freinées au début de l'année par les grèves, elles ont ensuite suivi la tendance générale de la production sidérurgique, c'est-à-dire une baisse, tant en quantité qu'en valeur.

L'industrie des fabrications métallique a connu une grande activité reflétée dans les exportations. Elle a bénéficié de la pleine utilisation de la capacité des entreprises et de la pénurie de main-d'œuvre, dans les pays environnants. Une nouvelle tendance, favorable à l'économie, est apparue : les exportations de produits plus élaborés ont gagné en importance.

Les exportations de produits textiles ont encore progressé. Pour les tapis, une diminution est apparue, mais les produits lainiers ont accusé une augmentation sensible, se rapportant aussi bien aux demi-fabricats qu'aux produits manufacturés.

Les autres secteurs en expansion sont : l'industrie des produits alimentaires, celle du diamant et celle du bois. Grâce à l'élargissement

contingentaire et aux primes accordées, les ventes extérieures de charbons ont aussi augmenté. Les expéditions de l'industrie chimique ont été un peu inférieures à celles de l'année précédente, lesquelles marquaient déjà une régression par rapport à 1959. Le recul concerne les livraisons de produits inorganiques et d'engrais, entre autres, au Congo.

Les ventes de verre ont subi l'influence défavorable de la conjoncture peu élevée des Etats-Unis, au début de l'année; les exportations de produits pétroliers ont, également, un peu diminué.

Les expéditions vers la C.E.E. se sont accrues plus vite que l'ensemble des exportations belges; cette augmentation plus rapide est, sans doute, due à la persistance de la conjoncture favorable plutôt qu'à l'abattement tarifaire progressif.

En valeur, les exportations vers les Pays-Bas ont atteint presque 46 milliards de francs. Le recul des ventes de combustibles minéraux et de produits sidérurgiques a été plus que compensé par l'accroissement de celles de produits plus élaborés. Ce phénomène a été surtout perceptible pour la bonneterie, les vêtements, les machines électriques et les voitures automobiles. La Belgique a, non seulement, profité de la revalorisation du florin, mais aussi du fait qu'aux Pays-Bas, la production industrielle a été freinée par la pénurie de main-d'œuvre, le raccourcissement de la durée du travail et l'exploitation des entreprises à la limite de leur capacité de production.

Les ventes de l'U.E.B.L. à la République fédérale allemande ont, à peine, dépassé le niveau de l'année précédente. Leur part, dans le total des exportations, a diminué. Dans ce cas-ci, comme dans celui des Pays-Bas, les exportateurs ont bénéficié de la revalorisation et de la pénurie de main-d'œuvre, qui ont entraîné une hausse plus rapide des salaires que de la productivité. Les expéditions de tapis, de cuivre, de machines et de voitures automobiles, ont augmenté; par contre, celles de produits sidérurgiques groupant environ un quart des exportations de l'U.E.B.L. vers l'Allemagne, ont diminué et influencé l'ensemble des ventes vers ce pays.

La situation économique de la France étant demeurée favorable, les exportations de l'U.E.B.L. vers ce pays ont crû, surtout celles de voitures automobiles, de tapis, de produits à base de laine et de lin.

A côté du débouché, sans cesse croissant, que constitue pour l'U.E.B.L. la Communauté Economique Européenne, les pays de l'Association Européenne de Libre-Echange sont devenus des acheteurs plus importants. Les expéditions vers le Royaume-Uni ont un peu reculé, surtout en raison des mesures, prises par le Gouvernement, pour assurer l'équilibre de la balance des paiements. Les exportations vers le Portugal ont nettement augmenté, mais il s'agit d'une augmentation occasionnelle, due à la vente d'un paquebot.

Au début de l'année, la conjoncture était peu favorable aux Etats-Unis; ensuite, elle s'est améliorée et la République Nord américaine

a intensifié ses importations en provenance de l'U.E.B.L., de sorte qu'en fin d'année, une augmentation de 1 % était atteinte. La forte baisse des produits chimiques inorganiques a été compensée par les ventes accrues de produits sidérurgiques, de machines et de produits photographiques.

Les exportations vers le Congo (Léopoldville) ont diminué d'un tiers environ par rapport à l'année précédente. Le rapatriement de nombreux Belges, les restrictions à l'importation et la pénurie de devises en sont les causes.

Importations

L'écart entre l'accroissement des importations et celui des exportations s'est maintenu. Par rapport à l'année précédente, en 1961, les importations ont augmenté de 6,6 % en valeur et de moins de 4 % en quantité. Cette différence résulte d'une légère hausse des prix, bien que la part accrue des importations de produits plus élaborés n'ait pas été non plus sans influence.

A l'exception des produits agricoles et des minerais, l'avance a atteint tous les secteurs. Par suite de la récolte favorable, en 1960, les achats de produits alimentaires étrangers ont décliné tandis que les importations d'huiles et de graisses, en provenance du Congo, ont fort diminué. La régression des importations de minerais reflète l'évolution de l'activité du secteur sidérurgique.

Les biens d'investissement — machines et appareils — constituent le secteur le plus important des marchandises importées; viennent ensuite les produits textiles et les métaux communs. Les importations de ces derniers ont, néanmoins, progressé de 5,6 % par rapport à 1960: les achats de produits sidérurgiques ont été plus importants, mais les importations d'étain ont fort reculé à cause des événements du Congo.

En raison de l'intensification des investissements, les achats de biens d'équipement ont progressé plus que ceux des biens de consommation, entre autres, pour les achats de chaudières et de machines textiles.

L'augmentation des importations de produits textiles a dépassé l'avance générale et, pour la première fois, les fournitures de produits textiles par l'étranger ont dépassé celles de métaux communs. Les achats accrus de matières premières ont porté surtout sur la laine.

Dans le matériel de transport, les voitures automobiles, accessoires d'autos et l'équipement aéronautique ont accusé une nette augmentation.

Les importations de charbons ont progressé, à cause de la politique d'isolement du marché belge. Une hausse notable est apparue dans les achats de papier et de produits de papier.

Pour la première fois, en 1961, plus de la moitié de la valeur globale des importations de l'U.E.B.L., provient de la C.E.E., ceci est dû à l'augmentation des achats de biens d'investissement. Il faut noter que les autres pays du Marché commun ne s'approvisionnent dans la

Communauté, que pour 30 % environ, sauf les Pays-Bas, où la proportion atteint presque 50 %.

Les importations en provenance des Pays-Bas n'ont pas augmenté aussi vite que celles venant des autres pays de la C.E.E. Par ailleurs, le rythme de croissance des expéditions vers ce pays a été plus élevé, ce qui pourrait être attribué à la revalorisation du florin en mars 1961. La progression des importations a surtout porté sur la laine, le lin, les produits sidérurgiques et les machines électriques.

L'Allemagne occidentale est demeurée le premier fournisseur. En dépit de la revalorisation du DM, les achats ont augmenté dans la plupart des secteurs. Les importations de pierres précieuses ont diminué, mais celles de l'industrie du métal, à savoir les produits sidérurgiques, les machines et les voitures automobiles, ont été accrues.

Les importations en provenance des pays de l'Association européenne de Libre-Echange ont augmenté dans la même proportion que les importations globales, bien que le taux d'accroissement ait été plus élevé pour le Royaume-Uni.

Les achats aux Etats-Unis ont diminué, surtout en raison du recul des importations de produits alimentaires. Les fournitures américaines de cuivre et de matériel aéronautique ont également diminué, mais, par contre, celles de machines ont marqué une nette progression.

Sauf pour quelques secteurs peu importants, les importations en provenance du Congo ont diminué dans tous les produits. Le recul a surtout affecté le café, les huiles végétales, le coton, le cuivre et les minerais.

Le déficit de la balance commerciale s'est encore aggravé : de 9,1 milliards de francs, en 1960, il est passé à 14,7 milliards un an plus tard ; 9,3 milliards de ce déficit proviennent des échanges avec le Congo (Léopoldville) : l'augmentation, d'une année à l'autre, est de 61,5 % contre 25 % en 1960. Le boni enregistré cette année-là envers la C.E.E., s'est transformé en un déficit de plus de 2 milliards en 1961. Le solde positif à l'égard des Pays-Bas, s'est accru ; envers l'Italie, le boni s'est maintenu mais l'excédent n'a pas été aussi élevé qu'en 1960. A l'égard de l'Allemagne occidentale et de la France, les opérations commerciales ont laissé un mali encore plus accusé que l'année précédente.

En raison de l'expansion économique soutenue, le commerce entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas a, de nouveau, progressé. Comme en 1960, l'augmentation des importations, en provenance du pays partenaire, a été plus forte aux Pays-Bas que dans l'U.E.B.L. ; elle a été de 12,5 % pour les premiers et de 10 % pour la seconde. La part des échanges entre les deux pays de Benelux dans les importations de l'U.E.B.L. et aussi dans les exportations néerlandaises, s'est accrue. Jamais, auparavant, la part du courant commercial sud-nord n'a été aussi élevée qu'en 1961.

Les Pays-Bas sont demeurés le principal acheteur de l'U.E.B.L. Leur avance sur le deuxième client, c'est-à-dire l'Allemagne occidentale, s'est accentuée, la part de ce dernier pays dans le total des exportations de l'U.E.B.L. ayant légèrement décliné. L'Allemagne occidentale a renforcé sa première place en tant que fournisseur, sa part dans le total des importations de l'U.E.B.L. ayant plus augmenté que celle des Pays-Bas.

L'Allemagne occidentale est demeurée le premier fournisseur et le premier client des Pays-Bas. Sa part dans les importations et les exportations néerlandaises a, d'ailleurs, de nouveau progressé, mais son avance sur l'U.E.B.L. est restée stationnaire.

Dans le commerce de l'U.E.B.L., la composition des importations, en provenance des Pays-Bas, fait ressortir que l'importance des produits comestibles est encore moindre que l'année précédente. Par contre, les achats de matières premières et auxiliaires ont progressé. Néanmoins, en pourcentage, cette catégorie de marchandises n'a de loin pas atteint le niveau des années 1956 à 1958. Fait nouveau, l'augmentation fondamentale de la part des produits manufacturés a été interrompue.

Dans les exportations, la part des produits comestibles, ainsi que celle des matières premières et des combustibles, a augmenté. La valeur des exportations de produits manufacturés a crû de 15 %, taux d'accroissement dépassant à peine celui des exportations globales.

Pour ce qui est des produits manufacturés, l'augmentation a porté, en ordre principal, sur les produits de l'industrie des fabrications métalliques. Le matériel de transport a surtout connu une forte expansion. Le marché international de l'acier ayant été moins actif, les exportations de produits métalliques ont été inférieures à celles de 1960. Par contre, les livraisons de produits textiles ont été beaucoup plus élevées.

Comme en 1960, l'excédent des exportations de l'U.E.B.L. a augmenté. De l'accroissement de 3 milliards, plus de la moitié se rapporte, cette fois, aux fabrications métalliques.

Balance des paiements

La détérioration de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, survenue au second semestre de 1960, a persisté pendant la première moitié de 1961. L'amélioration ultérieure a touché la plupart des composantes de la balance, mais le boni final est resté nettement inférieur à celui de l'année antérieure.

Le solde négatif accusé par les importations et les exportations de marchandises est surtout apparu au premier semestre, les ventes à l'étranger ayant été freinées par les grèves survenues au début de l'année, tandis que les importations continuaient à progresser. Le boni des autres opérations sur marchandises s'est cependant amélioré par rapport à 1960.

La réduction du boni des transactions invisibles est due à une plus

forte augmentation des dépenses que des recettes, qui s'observe surtout dans les opérations de transports. Les recettes procurées par celles-ci ont fléchi, tandis que les dépenses se sont accrues, du fait de l'expansion des importations et de la hausse des frets. Tant les recettes que les dépenses en matière de revenus d'investissement se sont accrues, de sorte que le boni final n'est que légèrement supérieur à celui de 1960. Si une partie de l'accroissement est due à des méthodes de comptabilisation, les recettes se sont néanmoins améliorées sous l'influence de l'augmentation des placements belgo-luxembourgeois à l'étranger et les dépenses se sont accrues, par suite des nouveaux investissements étrangers en Belgique et du service de la dette extérieure.

Les transferts privés accusent un solde positif supérieur à celui de l'année passée. Cependant, les recettes comportent pour 1,4 milliard de francs de versements exceptionnels effectués par la République Fédérale d'Allemagne en faveur, entre autres, des ressortissants belges ayant subi des dommages corporels pendant la dernière guerre. Les dépenses de transfert de l'Etat représentent une tranche de la contribution belge au Fonds de Développement des Pays et Territoires d'Outre-Mer de la C.E.E.

Les mouvements de capitaux des pouvoirs publics ont donné lieu à une sortie nette, contrairement à l'évolution apparue en 1960. Les engagements à long terme de l'Etat ont progressé, tandis que d'importants remboursements ont été effectués sur la dette à court terme, en conformité avec la politique de consolidation pratiquée par le Gouvernement. Les recettes nettes de capitaux des organismes paraétatiques d'exploitation résultent d'emprunts émis par la S.N.C.B., la Société Nationale de Distribution d'Eau et la S.A.B.E.N.A.

Les données en matière de mouvements de capitaux privés, recensées par la Banque Nationale ne sont qu'approximatives, mais elles montrent certaines différences par rapport à l'année précédente. Les transactions en valeurs mobilières n'ont plus accusé qu'une sortie nette de 3,2 milliards de francs, contre 4,0 milliards en 1960. Les entrées nettes des autres capitaux privés, non compris le court terme, ont atteint 5,5 milliards contre 1,3 milliard en 1960, du fait de l'augmentation des investissements directs étrangers en Belgique.

Le solde global de la balance des paiements a atteint 0,6 milliard de francs en 1961, contre 6,2 milliards en 1960. Si les avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale ont fort augmenté, ceux des banques de dépôts ont diminué, en raison des engagements contractés à l'étranger pour financer leurs souscriptions en certificats du Trésor libellés en devises.

TABLEAUX STATISTIQUES
ET GRAPHIQUES
POPULATION ET EMPLOI

PREMIÈRE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

Naissances directes, accroissement démographique et population totale

Année	Naissances	Défunt	Accroissement de la population		Effectif annuel moyen de la population totale
			Naturel	Migratoire	
1950	1 347 347	1 034 824	48 188	19 440	7 521 343
1951	1 411 915	1 008 876	59 039	12 897	8 197 826
1952	1 268 200	1 108 806	52 142	1 897	8 251 995
1953	1 345 512	1 052 116	66 696	10 990	8 297 414
1954	1 440 454	1 066 650	68 858	9 189	8 399 190
1955	1 593 161	1 155 619	88 545	18 032	8 681 208 000
1956	1 582 268	1 072 806	83 428	40 163	8 689 728 000
1957	1 565 854	1 252 700	70 116	1 399	8 686 852 000
1958	1 583 892	1 068 919	87 146	— 8 390	8 709 859 000
1959	1 581 920	1 059 200	62 516	6 838	8 709 165 000
1960	1 662 302	1 068 000	55 958	1 428	8 729 167 000

I
POPULATION

Source : Institut National de Statistique

En 1955, 276 476 enfants ont été enregistrés en France.

POPULATION

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale

PÉRIODE	Naissances	Décès	Accroissement de la population		Effectif annuel moyen de la population (b)
			Naturel	Migratoire		Total
1925/1929	147 547	104 354	43 193	18 449	7 936 402
1930/1934	141 615	102 576	39 039	11 597	8 197 628
1935/1939	126 739	104 594	22 145	1 997	8 354 990
1946/1950	145 512	106 574	38 938	10 966	8 556 414
1951/1955	146 424	106 088	40 336	8 186	8 799 163
1956	150 181	108 016	42 165	13 032	8 951 443 (a)
1957	152 388	107 236	45 152	30 183	9 026 778 (a)
1958	155 894	105 746	50 148	1 709	9 078 635 (a)
1959	160 662	103 513	57 149	— 6 960	9 128 824 (a)
1960	155 520	113 106	42 414	6 916	9 178 154 (a)
1961	158 262	106 259	52 003	— 1 428	9 228 729 (a)

Source : Institut National de Statistique.

(a) En fin d'année.
(b) Population calculée.

Mouvement de la population en 1961

RÉGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes			Situation au 31 décembre 1961	
	Chiffres absolus	o/oo (b)	Chiffres absolus	o/oo (b)	Accroissement naturel	Accroissement total			
						Chiffres absolus	o/oo (c)		Chiffres absolus	Chiffres absolus
<i>Arrondissement de Bruxelles</i>	20 729	14,41	17 378	12,09	3 351	9 867	13 218	9,28	1 437 756
<i>Région flamande</i>	89 095	18,85	48 050	10,16	41 045	— 4 261	36 784	7,84	4 725 635
Anvers	26 815	18,57	14 652	10,15	12 163	2 070	14 233	9,95	1 443 994
Flandre Orientale	21 941	17,18	14 543	11,38	7 398	— 2 427	4 971	3,90	1 277 132
Flandre Occidentale	19 924	18,58	10 837	10,10	9 087	— 2 126	6 961	6,53	1 072 588
Limbourg	14 132	24,40	4 373	7,55	9 759	— 2 446	7 313	12,79	578 968
Arrondissement de Louvain	6 283	17,80	3 645	10,33	2 638	668	3 306	9,45	352 953
<i>Région wallonne</i>	48 438	15,80	40 831	13,32	7 607	— 7 034	573	0,19	3 065 338
Hainaut	19 658	15,60	16 973	13,47	2 685	— 6 875	— 4 190	— 3,31	1 260 224
Liège	15 408	15,23	13 642	13,49	1 766	— 826	940	0,93	1 011 474
Namur	6 471	17,36	4 904	13,15	1 567	— 257	1 310	3,53	372 799
Luxembourg	4 045	18,46	2 716	12,40	1 329	— 1 021	308	1,41	219 092
Arrondissement de Nivelles	2 856	14,16	2 596	12,87	260	1 945	2 205	11,50	201 749
<i>Le Royaume</i>	158 262	17,14	106 259	11,51	52 003	— 1 428	50 575	5,51	9 228 729

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris les morts-nés et les autres enfants présentés sans vie.
 (b) Calculé par rapport à la population totale au 31 décembre 1961.
 (c) Calculé par rapport à la population totale au 31 décembre 1960

Personnel assujéti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin
(en milliers)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Charbon et minerais	158,5	152,6	152,4	152,2	154,1	138,2	117,2	101,4
Carières	13,4	13,0	12,9	12,5	11,4	10,5	10,2	10,3
Industries alimentaires	70,2	71,4	72,1	73,2	73,9	74,6	76,2	77,6
Boissons	27,5	27,0	27,4	28,0	28,0	27,4	27,8	27,4
Tabac	9,2	9,4	9,5	10,0	9,8	9,2	9,1	9,5
Industries chimiques	60,1	62,3	63,6	65,1	65,3	64,9	67,3	68,0
Caoutchouc	8,4	8,7	9,0	9,1	8,6	8,4	8,6	8,6
Bois et ameublement	45,1	47,5	47,8	47,5	46,6	44,4	44,4	45,2
Papier et carton	20,9	21,0	21,2	21,9	21,8	21,6	22,3	22,9
Livre et photographie	28,0	29,0	30,1	30,4	31,3	31,0	31,8	32,7
Cuirs et peaux	12,0	12,0	11,7	11,4	10,7	10,8	10,5	10,4
Textiles	167,4	164,8	160,9	164,1	145,1	142,7	145,3	146,6
Habillement	62,7	64,1	66,5	68,9	66,4	65,6	65,7	68,1
Chaussure	19,3	20,2	19,5	19,5	19,5	18,9	18,5	19,0
Electricité, gaz, eau	20,2	20,0	20,1	20,2	20,0	19,7	19,7	19,8
Céramique et verre	63,5	66,2	69,0	69,3	65,8	66,9	71,3	71,8
Industrie des métaux	337,0	354,5	373,5	389,6	369,4	354,5	373,4	397,1
Art et précision	13,2	14,3	14,8	14,9	14,3	15,4	15,1	15,3
Construction	188,3	198,1	210,2	208,7	197,5	199,3	200,6	209,4
Transport (a)	67,1	65,6	68,7	71,8	73,3	71,6	72,3	72,8
Divers	5,9	6,5	7,5	8,4	8,2	8,1	9,2	9,7

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Non compris le personnel de la S.N.C.B. et de la S.N.C.V.
A l'exclusion du personnel définitif des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision Belge, depuis 1954, et du personnel des garages depuis 1953.

Main-d'œuvre civile et main-d'œuvre salariée
moyennes
(en milliers)

DÉSIGNATION	MAIN-D'ŒUVRE SALARIÉE										Main- d'œuvre civile
	1948	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1961	
Agriculture, sylviculture et pêche	43,3	34,1	33,0	31,6	31,0	30,8	29,7	29,1	..	..	..
Industries extractives	193,6	172,5	168,2	167,1	167,6	167,5	150,9	130,4	..	..	..
Industries manufacturières.....	1 022,0	992,8	1 017,5	1 048,0	1 072,5	1 031,1	1 014,9	1 046,3	..	..	..
Industrie de la construction	152,5	186,5	193,8	208,3	213,4	199,2	199,9	200,4	..	..	..
Electricité, eau, gaz et services d'hygiène	27,3	28,9	28,7	29,0	29,2	29,1	29,1	29,5	..	..	..
Commerce, banques et assurances	201,1	224,0	233,0	241,5	248,9	257,4	263,6	273,0	..	..	..
Transports et communications.....	235,3	214,1	214,5	220,6	225,1	226,9	222,4	218,9	..	..	..
Services	504,4	586,6	599,4	605,7	618,9	634,2	654,0	665,3	..	..	..
Chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics	—	13,9	22,7	9,8	5,3	10,5	17,3	9,8	7,1	7,1	7,1
Chômeurs complets contrôlés	80,9	166,9	116,5	91,0	77,9	109,7	125,0	110,1	87,9	87,9	87,9
<i>Total</i>	2 460,4	2 620,3	2 627,3	2 652,6	2 689,8	2 696,4	2 706,8	2 712,8	..	..	..

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)
(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)					Heures-ouvriers			
	1958	1959	1960	1961 (e)	1958	1959	1960	1961	
	Charbonnages (b)	121,7	105,9	85,9	73,5	257 282	200 717	176 594	157 738
Cokeries	4,6	4,5	4,5	4,5	10 032	9 870	9 765	9 403	
Sidérurgie (c)	49,3	49,0	50,7	51,6	104 783	105 307	107 955	106 399	
Métaux non ferreux	15,0	15,0	15,8	17,9	31 870	30 489	32 024	35 871	
Fabrications métalliques	189,1	176,7	188,5	203,2	381 672	357 433	381 571	408 868	
Azote	4,3	4,2	4,2	4,0	8 780	8 727	8 589	8 179	
Caoutchouc	5,9	5,5	5,9	6,1	11 620	11 372	11 594	12 086	
Papier (établissements producteurs)	8,7	8,4	8,8	8,9	18 086	18 032	18 445	18 698	
Papier (établissements transformateurs)	10,8	10,8	11,2	11,5	22 214	22 689	24 442	24 092	
Carrières	7,4	6,8	6,9	6,9	14 483	13 746	13 587	12 386	
Chaux, calcaires et dérivés	4,3	4,0	4,1	4,2	9 002	8 358	8 256	8 584	
Terre cuite	9,7	9,3	9,8	10,6	20 332	19 797	20 481	21 582	
Ciment	3,2	2,9	2,8	2,8	6 595	6 050	5 745	5 636	
Verre	18,1	20,4	21,9	21,6	38 363	42 925	45 150	44 119	
Bois	25,8	24,7	25,8	26,7	51 920	51 005	52 743	55 424	
Céramique	8,4	7,9	8,5	8,7	13 157	16 277	17 608	18 326	
Construction	92,4	90,4	92,1	94,2	188 865	182 499	182 925	183 585	
Filatures : coton, lin et chanvre (d)	18,5	18,0	18,4	18,5	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures	16,9	16,9	17,0	16,9	31 045	34 529	35 132	34 466	
Tissages	39,3	38,4	39,6	38,9	73 329	76 326	81 873	77 889	
Autres activités textiles	5,7	5,6	5,7	5,5	10 886	10 989	10 495	10 728	
Bonnerie	16,6	16,8	16,9	17,3	30 119	31 040	31 580	32 283	
Huiles végétales et animales	1,6	1,6	1,6	1,6	3 456	3 473	3 288	3 407	
Tabac	7,4	6,9	6,8	6,9	14 335	13 457	13 187	13 419	
Cuir	2,9	2,8	2,5	2,5	5 770	5 684	5 102	5 269	
Chaussures	13,5	13,2	13,0	13,0	23 862	24 407	24 040	24 061	
Pantoufles	1,5	1,4	1,4	1,6	2 864	2 884	2 821	3 021	
Distribution d'eau	2,9	3,0	3,0	3,4	6 404	6 598	6 410	6 667	
Port d'Anvers	16,1	15,2	15,3	15,1	..	..	..	..

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Administration des Mines.
Fédérations professionnelles.

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent, en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.
 (b) Nombre moyen de présences par jour ouvré des ouvriers du fond et de la surface.
 (c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.
 (d) Pour ces branches, nombre de broches-heures de 1958 à 1961 : 5.256, 5.892, 6.948 et 6.641 millions.
 (e) Moyennes des mois de février à décembre; des chiffres valables n'ont pu être recueillis pour le mois de janvier en raison des grèves.

Nombre de journées perdues par suite de grèves

ANNÉE	Nombre de grèves	Nombre de journées perdues	Branches d'industrie où ont eu lieu les grèves les plus importantes
1954	107	443 706	Industrie des métaux et industrie chimique.
1955	143	1 001 769	Mines de houille, industrie des métaux, industrie chimique, industrie textile, ouvriers du port d'Anvers.
1956	148	948 170	Mines de houille, industrie des métaux, briqueteries.
1957 (a)	114	2 993 738	Industrie des métaux et industrie du diamant.
1958	43	293 767	Mines de houille, secteur gaz et électricité, tramways.
1959	57	983 147	Mines de houille, réparateurs de navires.
1960 (b).....	61	334 346	Industrie des métaux, industrie de la chaussure, carrières.
1961 (b)(c)	32	69 215	Tissages de jute, mines de houille, confection, industrie de la chaussure.

Source : Institut National de Statistique.

- (a) Non compris la grève générale dans la construction pour laquelle le nombre de journées perdues peut être estimé à 795.000.
- (b) Pour être complet, il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait qu'il n'a pas été tenu compte des grèves générales des 29 janvier 1960, décembre 1960 et janvier 1961. En effet, il s'agit ici de conflits ayant un caractère spécial et pour lesquels, d'autre part, la méthode d'établissement de cette statistique ne permet pas de rassembler des données précises et complètes.
- (c) Données provisoires. Le chiffre ne comprend pas encore le nombre de journées perdues par suite de grèves dans l'industrie de la chaussure.

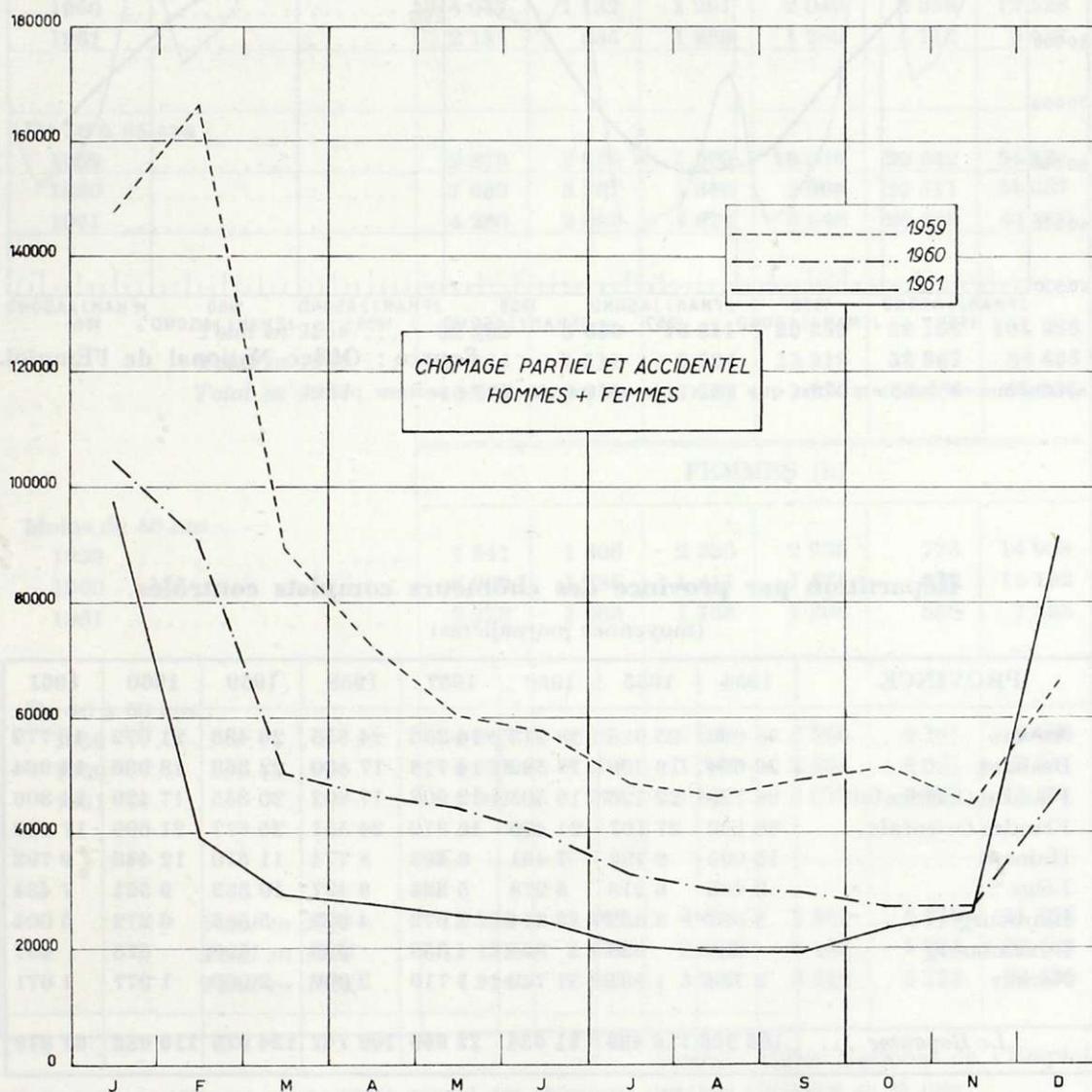
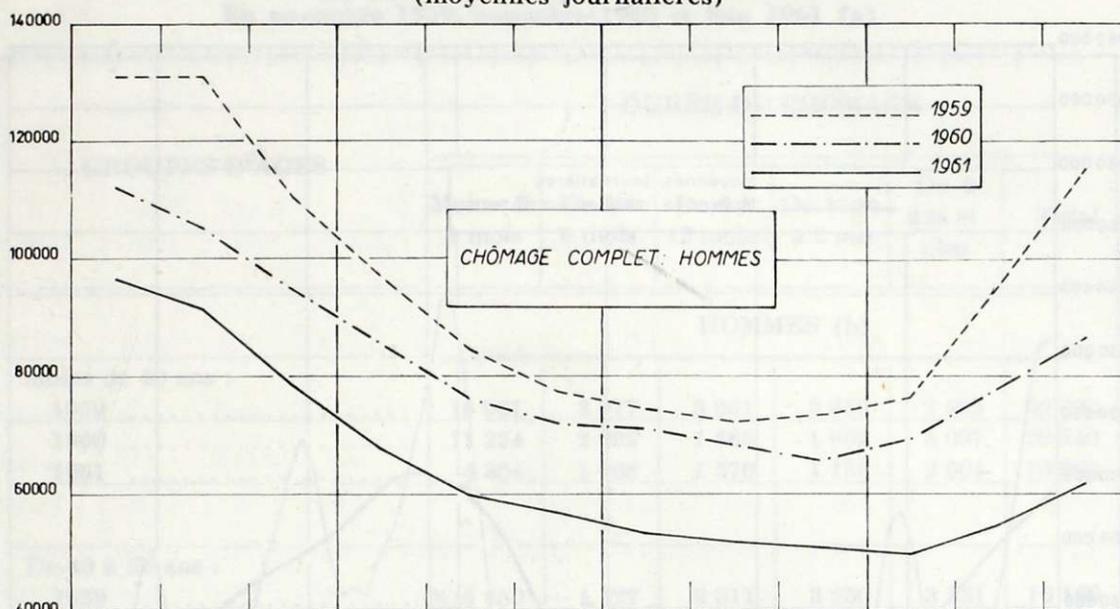
Nombre de journées contrôlées, perdues par suite de chômage (moyennes journalières)

ANNÉE	Par suite de chômage complet		Par suite de chômage partiel et accidentel	Total
	Hommes	Femmes		
1952	108 059	65 511	72 968	246 538
1953	116 625	66 989	62 193	245 807
1954	107 458	59 468	57 826	224 752
1955	75 121	41 368	55 909	172 398
1956	61 382	29 652	53 742	144 776
1957	55 698	22 162	38 950	116 810
1958	81 252	28 495	71 146 (a)	180 893
1959	92 132	32 843	74 234	199 209
1960	82 078	27 974	48 045	158 097
1961	64 613	23 266	40 331	128 210

Source : Office National de l'Emploi.

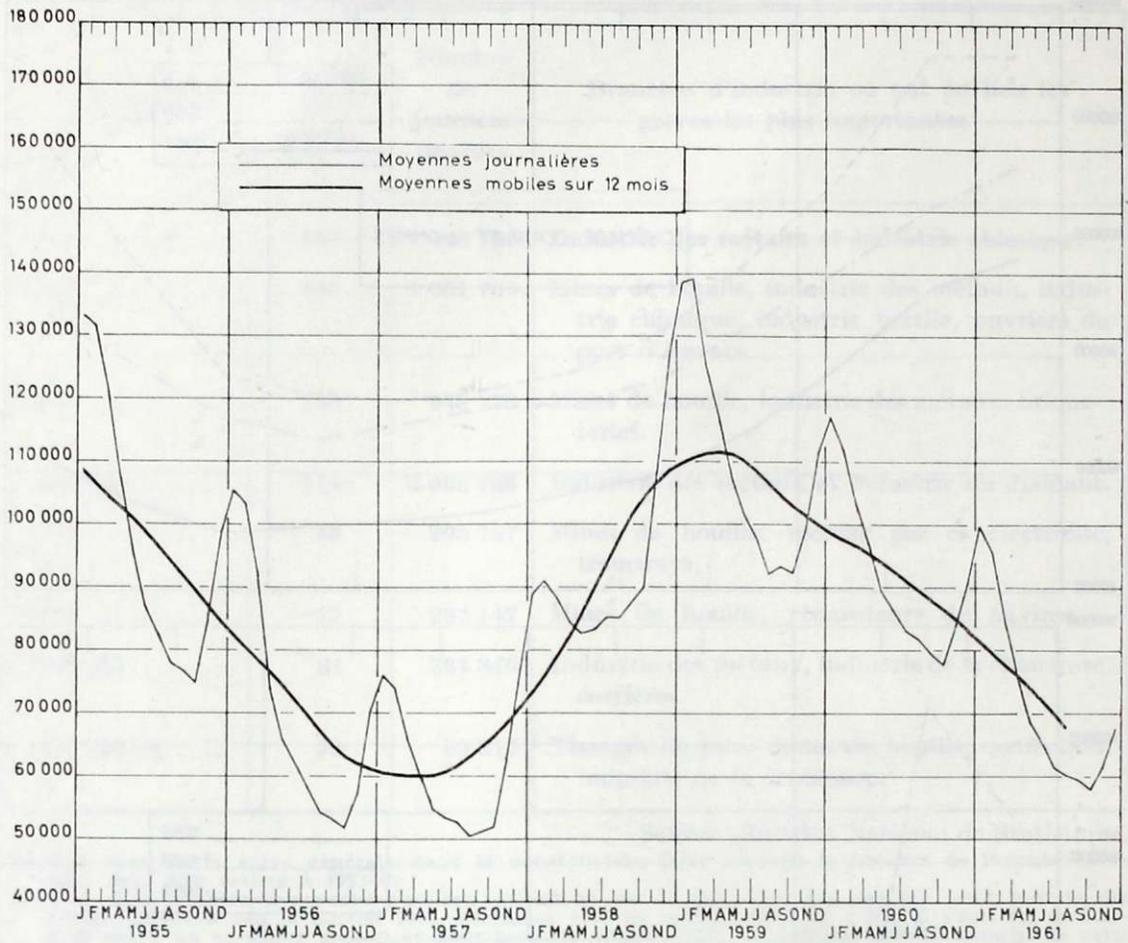
- (a) Non compris le chômage accidentel de durée réduite, provoqué par les grèves dans les secteurs de gaz et de l'électricité.

Evolution du chômage
Journées perdues et contrôlées
 (moyennes journalières)



Source : Office National de l'Emploi.

Demandeurs d'emploi masculins (a)



Source : Office National de l'Emploi.

(a) Chômeurs complets ainsi que ceux mis au travail par le secteur public.

Répartition par province des chômeurs complets contrôlés (moyennes journalières)

PROVINCE	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Anvers	38 606	25 618	18 215	16 356	24 855	26 483	21 072	16 772
Brabant	29 694	19 590	16 582	14 718	17 830	22 363	18 936	14 964
Flandre Occidentale .	28 729	22 126	16 505	12 908	17 802	20 355	17 429	14 306
Flandre Orientale....	36 189	27 197	21 405	16 312	24 551	25 677	21 699	17 439
Hainaut	15 095	9 732	7 461	6 493	8 774	11 610	12 443	9 792
Liège	9 468	6 218	5 278	5 324	8 427	10 332	9 551	7 434
Limbourg	5 581	3 652	3 514	3 672	4 972	5 565	6 272	5 004
Luxembourg	830	525	345	358	529	590	673	497
Namur	2 734	1 831	1 729	1 719	2 007	2 000	1 977	1 671
<i>Le Royaume ...</i>	166 926	116 489	91 034	77 860	109 747	124 975	110 052	87 879

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges et durée
En novembre 1959, novembre 1960 et juin 1961 (a)

GROUPES D'ÂGES	DURÉE DU CHÔMAGE					
	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans et plus	Total
HOMMES (b)						
Moins de 40 ans :						
1959	16 961	3 377	3 601	3 856	2 595	30 390
1960	11 224	2 092	1 865	1 962	3 097	20 240
1961	4 304	1 068	1 570	1 153	2 904	10 999
De 40 à 50 ans :						
1959	5 450	1 527	2 311	3 350	3 531	16 169
1960	4 047	1 182	1 291	2 049	3 959	12 528
1961	2 151	655	1 238	1 280	4 113	9 437
De 50 à 65 ans :						
1959	9 878	3 926	7 399	13 046	20 642	54 891
1960	7 633	3 237	5 348	9 908	25 511	51 637
1961	4 230	2 096	4 979	6 846	26 449	44 600
<i>Total en 1959 ...</i>	32 289	8 830	13 311	20 252	26 768	101 450
<i>Total en 1960 ...</i>	22 904	6 511	8 504	13 919	32 567	84 405
<i>Total en 1961 ...</i>	10 685	3 819	7 787	9 279	33 466	65 036
FEMMES (b)						
Moins de 40 ans :						
1959	7 841	1 806	2 230	2 253	778	14 908
1960	6 900	1 386	1 411	1 575	920	12 192
1961	2 973	1 086	1 753	1 204	866	7 882
De 40 à 60 ans :						
1959	4 265	1 461	2 245	3 576	5 141	16 688
1960	4 231	1 108	1 540	2 531	5 851	15 261
1961	1 941	917	1 827	2 010	5 856	12 551
<i>Total en 1959 ...</i>	12 106	3 267	4 475	5 829	5 919	31 596
<i>Total en 1960 ...</i>	11 131	2 494	2 951	4 106	6 771	27 453
<i>Total en 1961 ...</i>	4 914	2 003	3 580	3 214	6 722	20 433

Source : Office National de l'Emploi.

(a) A partir de 1961, un recensement annuel des chômeurs complets s'effectue au 30 juin.
(b) Y compris les chômeurs occupés par les communes et autres institutions publiques.

**Répartition par branche d'activité du chômage complet,
partiel et accidentel en 1961**

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Chômeurs complets			Chômeurs partiels et accidentels			Total		
	Hom- mes	Fem- mes	Total	Hom- mes	Fem- mes	Total	Hom- mes	Fem- mes	Total
Agriculture . . .	4 931	421	5 352	730	94	824	5 661	515	6 176
Forêt, chasse, pêche	422	7	429	478	2	480	900	9	909
Mines	2 753	167	2 920	2 386	4	2 390	5 139	171	5 310
Pierre	610	24	634	377	5	382	987	29	1 016
Céramique . . .	1 193	781	1 974	260	123	383	1 453	904	2 357
Verre	282	225	507	110	23	133	292	248	640
Diamant	977	55	1 032	651	128	779	1 628	183	1 811
Construction .	17 609	58	17 667	10 345	7	10 352	27 954	65	28 019
Bois	3 122	203	3 325	1 427	62	1 489	4 549	265	4 814
Métal	9 396	1 529	10 925	2 649	269	2 918	12 045	1 798	13 843
Chimie	664	460	1 124	174	146	320	838	606	1 444
Papier	216	277	493	36	66	102	252	343	595
Livre	347	160	507	78	44	122	425	204	629
Textiles	5 005	3 927	8 932	2 190	2 676	4 866	7 195	6 603	13 798
Vêtement	939	3 023	3 962	387	4 607	4 994	1 326	7 630	8 956
Cuir	1 051	637	1 688	686	779	1 465	1 737	1 416	3 153
Alimentation .	2 130	1 453	3 583	656	459	1 115	2 786	1 912	4 698
Tabac	141	314	455	31	152	183	172	466	638
Transport	6 391	1 168	7 559	1 358	278	1 638	7 749	1 446	7 195
Dockers	—	—	—	3 865	11	3 876	3 865	11	3 876
Réparateurs navires	—	—	—	736	—	736	736	—	736
Hôtels, restau- rants	1 610	2 178	3 788	121	160	281	1 731	2 338	4 069
Gens de maison	325	2 114	2 439	17	217	234	342	2 331	2 673
Service person- nes et biens .	249	146	395	16	22	38	265	168	433
Employés	3 681	3 734	7 415	97	123	220	3 778	3 857	7 635
Artistes	569	205	774	9	4	13	578	209	787
<i>Total . . .</i>	64 613	23 266	87 879	29 870	10 461	40 331	94 483	33 727	128 210

Source : Office National de l'Emploi.

DEUXIÈME PARTIE

PRODUCTION DE BIENS
ET DE SERVICES

DESIGNATION	en millions d'hectares					en %
	1957	1958	1959	1960	1961	
Céréales	215,3	208,1	205,3	204,7	204,4	75
Céréales destinées à l'alimentation humaine	19,3	17,9	17,1	16,2	15,9	6,5
Céréales destinées à l'alimentation animale	196,0	190,2	188,2	188,5	188,5	68,5
Céréales destinées à l'exportation	186,0	172,3	171,1	172,5	172,6	61,0
Céréales destinées à l'industrie	10,0	9,0	7,1	6,0	5,9	2,0
Autres cultures	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	25
Total général des cultures	315,3	308,1	305,3	304,7	304,4	100

AGRICULTURE ET PÊCHE

<i>Agriculture</i>	<i>p. 23 à 29</i>
<i>Pêche</i>	<i>p. 30</i>

Céréales
 superficies cultivées
 en millions d'hectares

DESIGNATION	en millions d'hectares					en %
	1957	1958	1959	1960	1961	
Céréales destinées à l'alimentation humaine	19,3	17,9	17,1	16,2	15,9	6,5
Céréales destinées à l'alimentation animale	196,0	190,2	188,2	188,5	188,5	68,5
Céréales destinées à l'exportation	186,0	172,3	171,1	172,5	172,6	61,0
Céréales destinées à l'industrie	10,0	9,0	7,1	6,0	5,9	2,0
Autres cultures	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	25
Total général des cultures	315,3	308,1	305,3	304,7	304,4	100

Superficies cultivées
Recensements des 15 mai 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961
(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961	Diffé- rence en % de 1960 à 1961
Céréales	518,2	536,1	525,1	524,7	519,3	— 1,0
Légumineuses cultivées pour la graine	13,0	11,6	11,7	11,2	11,0	— 1,8
Plantes industrielles	92,2	93,8	88,1	96,2	92,3	— 4,1
Plantes racines et tuberculi- fères	144,9	140,6	133,9	130,9	120,3	— 8,1
Fourrages verts	56,2	49,4	45,8	42,0	48,8	+ 16,2
Prés et prairies	813,9	811,3	815,7	818,6	820,9	+ 0,3
Cultures maraîchères	29,9	29,4	..	32,1	33,0	+ 2,8
Autres cultures	50,3	49,3	..	55,1	59,5	+ 8,0
<i>Total général des cultures ...</i>	1 718,6	1 721,5	1 717,2	1 710,8	1 705,1	— 0,3

Source : Institut National de Statistique.

Céréales
Superficies cultivées
(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961	Diffé- rence en % de 1960 à 1961
<i>Céréales panifiables</i>	280,4	295,9	269,9	272,5	256,3	— 6,0
dont :						
Froment d'hiver et alternatif ..	161,6	185,7	161,4	175,4	106,4	— 39,3
Froment de printemps	46,2	33,6	38,6	27,8	100,0	+ 359,7
Seigle	65,7	68,7	62,4	62,9	43,5	— 30,9
<i>Céréales non panifiables</i>	237,8	240,2	255,2	252,1	263,0	+ 4,3
dont :						
Orge d'hiver	25,2	27,7	34,4	36,5	28,0	— 23,3
Orge de printemps	61,0	67,2	75,2	68,9	92,3	+ 34,0
Avoine	148,3	142,0	140,5	141,4	135,5	— 4,2
<i>Total des céréales ...</i>	518,2	536,1	525,1	524,6	519,3	— 1,0

Source : Institut National de Statistique.

Plantes industrielles

Superficies cultivées

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961	Diffé- rence en % de 1960 à 1961
<i>Plantes industrielles de grande culture :</i>						
	En milliers d'hectares					
Betteraves sucrières	62,4	66,0	63,8	63,0	62,2	— 1,3
Lin	25,9	23,8	20,8	29,7	26,6	—10,4
<i>Plantes industrielles de moyenne et petite culture :</i>						
	En hectares					
Chicorée à café	1 302	1 305	1 285	1 382	1 497	+ 8,3
Tabac	1 039	1 305	1 410	1 440	998	—30,7
Houblon	546	586	660	669	659	— 1,5
Plantes oléagineuses.....	916	820	120	90	87	— 3,3

Source : Institut National de Statistique.

Plantes racines et tuberculifères

Superficies cultivées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961	Diffé- rence en % de 1960 à 1961
Pommes de terre hâtives	6,2	7,3	7,6	7,5	6,7	—10,7
Pommes de terre mi-hâtives	51,5	49,9	49,4	51,6	49,0	— 5,0
Pommes de terre tardives	24,5	23,7	22,0	20,2	16,6	—17,8
Betteraves fourragères et mi-sucrières .	61,4	58,4	53,7	50,8	47,2	— 7,0
Autres	1,3	1,3	1,2	1,0	1,7	+70,0
<i>Total ...</i>	144,9	140,6	133,9	131,1	121,2	— 7,6

Source : Institut National de Statistique.

Evolution des rendements de certaines cultures

Production moyenne par hectare

(en quintaux métriques)

CULTURE	1957	1958	1959	1960	1961	Diffé- rence en % de 1960 à 1961
Froment d'hiver	37,2	36,2	41,0	38,5	35,9	— 6,8
Froment de printemps.....	32,4	31,7	33,0	35,1	34,0	— 3,1
Seigle	28,9	29,1	29,6	30,0	27,6	— 8,0
Escourgeon	36,5	35,7	40,5	36,4	33,7	— 7,4
Orge	33,4	32,6	34,4	36,2	33,8	— 6,6
Avoine	30,6	31,2	30,1	31,8	32,6	+ 2,5
Maïs cultivé pour la graine ..	48,0	46,0	43,1	41,6	45,2	+ 8,6
Pois secs.....	30,9	27,6	32,1	33,0	34,2	+ 3,6
Betteraves sucrières	398,1	429,0	231,0	486,5	433,7	— 10,9
Lin (paille).....	63,9	65,8	53,9	65,8	66,9	+ 1,7
Chicorée à café	393,8	428,0	331,5	399,9	401,5	+ 0,4
Pommes de terre tardives ...	264,4	235,8	186,7	254,5	270,5	+ 6,3
Pommes de terre mi-hâtives .	250,7	240,5	168,7	241,6	246,6	+ 2,1
Pommes de terre hâtives....	168,7	211,2	148,8	180,6	180,6	—
Betteraves fourragères	807,9	843,2	412,3	921,2	860,6	— 6,6
Trèfle incarnat (vert)	204,4	256,8	282,5	214,3	261,0	+ 21,8
Trèfle ordinaire (foin)	48,3	49,2	51,2	44,1	53,8	+ 22,0
Luzerne (foin)	53,3	54,8	54,6	58,8	58,3	— 0,9
Foin de prairies permanentes	42,4	45,9	41,8	49,0	52,4	+ 6,9

Source : Institut National de Statistique.

Production agricole

(en milliers de quintaux métriques)

CULTURE	1957	1958	1959	1960	1961
Froment d'hiver	6 012	6 721	6 531	6 702	3 823,6
Froment de printemps	1 497	1 064	1 274	976	3 399,3
Seigle	1 900	1 999	1 760	1 879	1 194,0
Escourgeon	919	989	1 393	1 330	949,0
Orge	2 038	2 191	2 587	2 494	3 138,0
Avoine	4 539	4 429	4 230	4 497	4 444,0
Maïs cultivé pour la graine	44	12	23	21	24,0
Pois secs	286	210	232	243	234,0
Betteraves sucrières	24 857	28 320	1 474	30 628	27 026,0
Lin (paille)	1 655	1 564	1 120	1 953	1 783,0
Chicorée à café	513	559	426	553	604,0
Pommes de terre tardives	6 480	5 589	4 106	5 130	4 510,0
Pommes de terre mi-hâtives	12 913	12 009	8 326	12 455	12 090,0
Pommes de terre hâtives	1 042	1 538	1 138	1 353	1 200,0
Betteraves fourragères	49 618	49 218	22 129	46 786	40 668,0
Trèfles (verts)	362	433	660	246	232,0

Source : Institut National de Statistique.

Matériel agricole

(unités)

ANNÉE	Tracteurs	Moissonneuses lieuses	Machines à traire
1956	29 542	35 600	22 179
1957	33 919	37 193	24 602
1958	37 189	37 226	26 852
1959 (a) .....	..	..	..
1960	44 188	39 041	32 428
1961	48 905	37 598	35 220

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1959 ne sont pas disponibles.

Cheptel

(en milliers d'unités)

CATÉGORIE D'ANIMAUX	1 ^{er} janvier 1960 Total	1 ^{er} janvier 1961 Total	1 ^{er} janvier 1962 Total
Chevaux agricoles	157,4	146,8	138,7
Bovidés :			
Vaches laitières	1 022,6	1 014,9	1 053,9
Autres bovidés	1 515,1	1 516,1	1 585,1
<i>Total des bovidés...</i>	2 537,7	2 531,0	2 639,0
Porcs	1 558,6	1 578,7	1 832,1

Source : Institut National de Statistique.

Production nette de viande indigène

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande bovine	Viande porcine (a)	Viande chevaline	Viande ovine	Total
1951	142,7	163,7	12,0	2,7	321,0
1956	171,4	207,2	7,6	2,2	388,5
1957	169,2	203,3	8,9	2,1	383,5
1958	196,0	201,3	9,4	2,1	408,7
1959	201,6	204,4	12,0	2,2	420,2
1960	200,4	231,7	10,0	2,2	444,3
1961	198,3	225,0	8,7	6,7	433,7

(a) A l'exclusion des abattages à la ferme non déclarés.

Source : Ministère de l'Agriculture.

Consommation de viande

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande bovine	Viande porcine (a)	Viande chevaline	Viande ovine	Total
1951	157,9	149,4	30,0	3,6	341,0
1956	182,1	191,2	25,3	3,4	401,9
1957	181,9	199,0	24,7	4,0	409,6
1958	194,6	194,9	24,9	4,1	418,5
1959	200,0	196,7	27,5	4,1	428,3
1960	205,4	207,0	29,7	4,0	446,1
1961	208,9	205,5	30,2	3,4	448,0

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) A l'exclusion des abattages à la ferme non déclarés.

Solde d'importations et d'exportations de viande (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande bovine	Viande porcine	Viande chevaline	Viande ovine	Total
1951	— 15,3	+ 14,2	— 18,0	— 1,0	— 20,0
1956	— 10,6	+ 16,7	— 17,8	— 1,1	— 12,8
1957	— 12,7	+ 4,3	— 15,8	— 1,9	— 26,1
1958	+ 1,3	+ 6,4	— 15,5	— 2,0	— 9,8
1959	+ 1,5	+ 7,7	— 15,4	— 1,8	— 8,0
1960	— 5,0	+ 24,7	— 19,7	— 1,8	— 1,8
1961	— 10,6	+ 19,5	— 21,5	— 1,7	— 14,3

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) Y compris les animaux sur pied en poids abattu.
Importations (—); exportations (+).

Beurre

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1951	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Production	72,5	89,2	89,3	89,9	86,3	88,8	..
Solde d'importations ou d'exportations (U.E.B.L.) (a)	—19,9	—5,8	—6,1	+4,7	—3,7	+6,1	+9,3

Sources : Ministère de l'Agriculture.

Institut National de Statistique.

(a) Importations (—); exportations (+).

Importations et exportations de produits agricoles (a)

ANNÉE	Produits animaux		Produits de grandes cultures		Produits horticoles		Total	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS							
1951	134,9	4 217,5	2 521,1	9 923,5	297,2	2 256,4	2 953,3	16 397,4
1956	113,3	3 211,2	2 376,8	8 774,3	277,1	2 521,3	2 767,2	14 506,7
1957	113,3	3 301,1	2 331,4	7 952,8	321,9	3 019,1	2 766,5	14 273,0
1958	101,5	2 623,4	2 434,4	7 498,5	318,8	2 836,6	2 854,7	12 958,5
1959	107,8	2 905,2	2 598,7	8 187,4	386,6	2 997,9	3 093,2	14 090,6
1960	105,7	2 625,6	2 406,5	7 779,0	387,0	3 040,0	2 899,2	13 444,6
1961	106,7	2 910,3	2 319,5	7 476,1	405,9	3 376,9	2 832,1	13 763,3
EXPORTATIONS								
1951	36,2	853,8	218,3	887,6	93,4	756,7	347,9	2 498,1
1956	66,0	958,7	288,2	1 021,8	107,2	1 388,0	461,4	3 368,5
1957	57,4	931,4	178,5	735,5	90,6	1 198,6	326,5	2 865,5
1958	75,6	1 442,8	581,1	1 563,2	111,8	1 372,8	768,5	4 378,8
1959	74,3	1 412,3	357,9	1 334,4	137,9	1 503,4	570,1	4 250,0
1960	91,6	2 203,5	247,0	843,1	122,6	1 556,2	461,2	4 602,8
1961	100,9	2 573,9	300,0	860,1	140,3	1 826,5	541,2	5 260,5

Source : Institut National de Statistique.

(a) Le tableau ci-dessus comprend les chapitres 1, 2 et 4 de la section I et les chapitres 6, 7, 8, 10 ainsi qu'une partie du chapitre 12 de la section II du tarif Benelux. Il comprend en outre le n° 541a (lin brut). Sont donc exclus de ce tableau les poissons, ainsi que les produits exotiques qui n'entrent pas en concurrence avec une production belge similaire.

Importations et exportations de produits horticoles

ANNÉE	Légumes (a)		Fruits comestibles		Plantes vivantes et produits de la floriculture	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
IMPORTATIONS						
1951	63,9	348,8	228,6	1 789,0	4,8	118,6
1956	52,8	449,1	218,3	1 904,6	6,0	167,6
1957	52,9	432,1	262,2	2 382,2	6,6	204,7
1958	55,3	447,7	255,4	2 187,4	8,0	201,6
1959	116,3	682,2	263,5	2 118,6	6,8	197,1
1960	85,5	624,8	293,6	2 202,0	8,0	213,3
1961	83,3	602,8	315,9	2 578,0	6,7	196,1
EXPORTATIONS						
1951	41,5	297,7	43,8	240,5	8,2	218,4
1956	51,5	690,8	42,7	297,9	13,0	399,3
1957	52,3	476,4	24,6	285,4	13,7	436,8
1958	52,8	563,1	43,5	335,7	15,5	474,0
1959	62,5	602,2	58,1	380,6	17,3	520,6
1960	66,6	690,6	37,3	291,6	18,7	573,9
1961	84,3	855,3	36,0	354,5	20,0	616,7

Source : Institut National de Statistique.

(a) A l'exclusion des légumes à cosse secs.

Arrivages de poissons

Quantité

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1951	38,3	10,6	2,6	51,5
1956	44,2	10,5	3,8	58,5
1957	42,9	4,7	1,9	49,6
1958	43,9	4,2	1,9	50,1
1959	38,8	4,8	2,3	45,9
1960	41,5	4,4	1,7	47,6
1961	40,1	4,1	2,1	46,4

Source : Institut National de Statistique.

Arrivages de poissons

Valeur

(en millions de francs)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1951	386,2	42,2	54,3	482,8
1956	429,5	47,6	80,7	557,8
1957	424,8	19,2	48,4	492,4
1958	454,8	21,8	34,4	511,1
1959	422,6	22,6	45,7	490,9
1960	479,0	19,2	37,8	536,0
1961	488,1	17,4	45,4	550,9

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques (a)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
1951	51,0	392	5,8	91
1956	57,5	604	14,4	227
1957	62,9	695	12,2	208
1958	65,6	796	15,1	272
1959	62,7	786	10,8	197
1960	64,6	790	12,1	214
1961	67,3	848	12,7	236

Source : Institut national de Statistique.

(a) Ce tableau comprend le chapitre III de la section I du tarif Benelux.

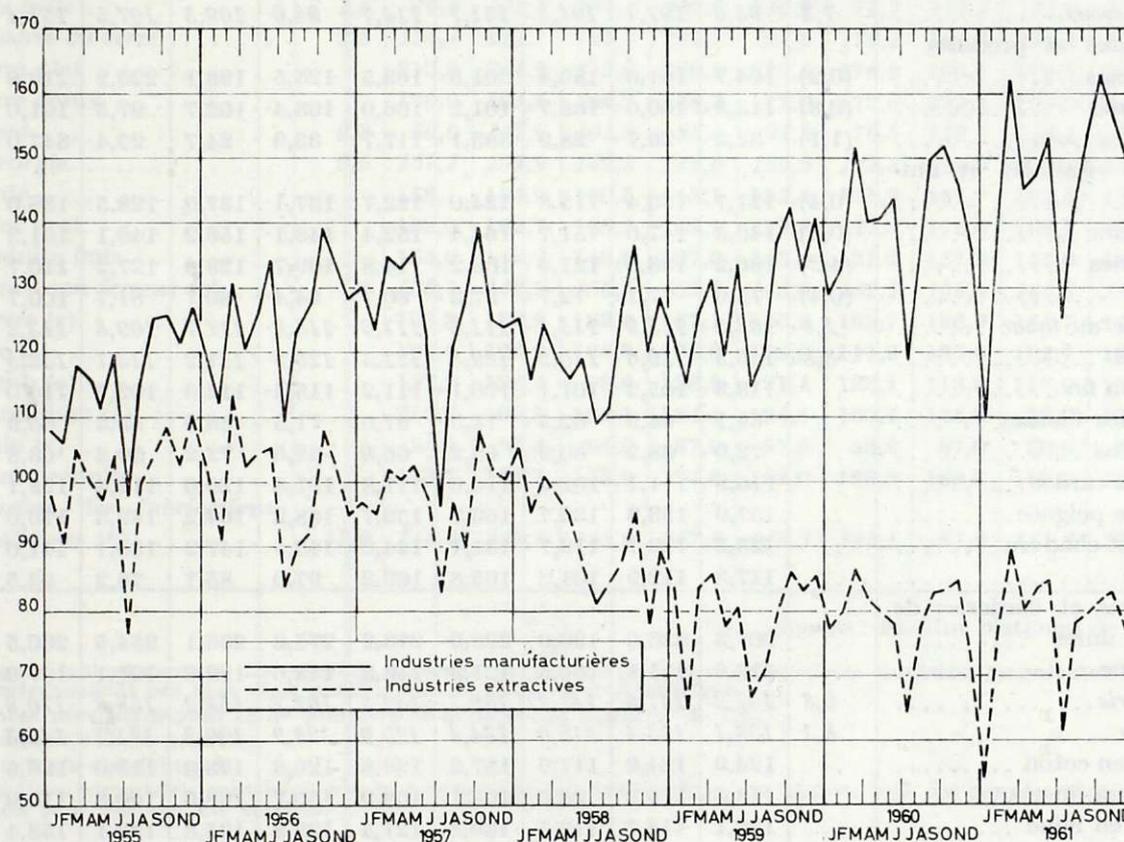
II

INDUSTRIE

<i>Activité industrielle générale</i>	p. 33 à 39
<i>Energie et activités connexes</i>	
— Combustibles solides	p. 40 à 45
— Electricité	p. 46
— Gaz de charbon	p. 47 et 48
— Pétroles	p. 49
— Bilan énergétique	p. 50 à 53
<i>Industrie des métaux</i>	
— Sidérurgie	p. 54 à 57
— Industrie des métaux non ferreux	p. 58 à 61
— Industrie des fabrications métalliques	p. 62 à 73
<i>Industrie chimique</i>	p. 74 à 77
<i>Industrie du papier</i>	p. 78 et 79
<i>Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes</i>	p. 80 à 84
<i>Industrie textile</i>	
— Aperçu général	p. 85 à 92
— Aperçu par secteur	p. 93 à 95
<i>Industries alimentaires et fabrications connexes</i>	p. 96 à 99
<i>Industrie diamantaire</i>	p. 99
<i>Industries diverses</i>	
— Peaux, cuirs et chaussures	p. 100 et 101
— Industrie du tabac	p. 101 et 102
— Industrie transformatrice du bois	p. 103 et 104
<i>Approvisionnement en eau</i>	p. 105 et 106

Evolution de l'activité industrielle (a)
(1953 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1957	1958	1959	1960	1961	1961			
						1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
<i>Industries extractives</i>	97,8	91,3	79,0	79,0	77,6	73,7	82,7	73,3	80,7
<i>Industries manufacturières</i> (b)	126,2	120,6	126,4	139,4	146,1	137,3	149,4	140,9	156,8
<i>Indice général</i> (b)	119,6	113,7	115,4	125,3	130,2	122,5	133,9	125,2	139,1
dont : alimentation, bois									
sons, tabacs	107,8	110,5	107,9	115,3	117,9	103,2	113,5	111,0	143,9
textiles et chaussures	118,6	104,4	115,1	123,3	128,5	131,3	128,7	118,8	135,0
métaux et fabrica- tions métalliques(b)	131,5	128,5	133,9	146,2	154,6	140,9	161,7	151,0	164,7
matériaux de con- struction	118,8	116,5	129,1	142,9	147,4	120,5	156,2	157,6	155,3
produits chimiques .	134,7	134,3	157,6	172,8	190,1	173,1	193,2	189,2	204,9
énergie	101,2	95,2	83,3	83,9	81,8	80,0	85,6	76,3	85,2
autres	147,0	138,3	149,0	161,9	173,9	175,2	172,3	161,2	186,7



(a) Nouvel indice I. N. S. (cf. *Bulletin de Statistique*, n° 12, décembre 1960).
(b) Données provisoires pour le 4^e trimestre et la moyenne annuelle de 1961.

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie
Institut National de Statistique et Direction générale
des Etudes et de la Documentation.

Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1953 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pondération	1960 (a)					1961				
		1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Moyenne annuelle	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Moyenne annuelle
Indice général (b)	100,0	124,5	127,0	120,3	129,3	125,3	122,5	133,9	125,2	139,1	130,2
Industries extractives	23,3	81,1	79,8	74,9	80,0	79,0	73,7	82,7	73,3	80,7	77,6
<i>Charbonnages</i>	<i>91,4</i>	<i>78,3</i>	<i>74,8</i>	<i>70,2</i>	<i>75,7</i>	<i>74,7</i>	<i>70,3</i>	<i>76,4</i>	<i>66,1</i>	<i>73,6</i>	<i>71,6</i>
<i>Carrières</i>	<i>5,5</i>	<i>87,9</i>	<i>109,5</i>	<i>96,0</i>	<i>99,4</i>	<i>98,2</i>	<i>82,2</i>	<i>113,9</i>	<i>113,0</i>	<i>132,2</i>	<i>110,3</i>
<i>Carrières de porphyre ...</i>	<i>..</i>	<i>101,2</i>	<i>135,7</i>	<i>125,5</i>	<i>99,4</i>	<i>115,4</i>	<i>84,0</i>	<i>131,9</i>	<i>131,4</i>	<i>127,8</i>	<i>118,8</i>
<i>Carrières de petit granit. ...</i>	<i>..</i>	<i>82,0</i>	<i>89,1</i>	<i>70,4</i>	<i>88,9</i>	<i>82,6</i>	<i>74,4</i>	<i>93,0</i>	<i>99,7</i>	<i>151,2</i>	<i>104,6</i>
<i>Carrières de marbre</i>	<i>..</i>	<i>96,1</i>	<i>96,9</i>	<i>87,0</i>	<i>105,0</i>	<i>96,3</i>	<i>102,3</i>	<i>119,8</i>	<i>103,6</i>	<i>109,3</i>	<i>108,8</i>
<i>Carrières de grès</i>	<i>..</i>	<i>52,8</i>	<i>102,3</i>	<i>95,0</i>	<i>91,9</i>	<i>85,5</i>	<i>48,2</i>	<i>93,9</i>	<i>95,0</i>	<i>90,0</i>	<i>81,8</i>
<i>Production de sable</i>	<i>..</i>	<i>160,3</i>	<i>215,3</i>	<i>198,5</i>	<i>190,2</i>	<i>191,1</i>	<i>173,6</i>	<i>246,1</i>	<i>228,8</i>	<i>218,6</i>	<i>216,8</i>
<i>Ardoisières</i>	<i>..</i>	<i>73,3</i>	<i>71,9</i>	<i>64,3</i>	<i>67,7</i>	<i>69,3</i>	<i>69,6</i>	<i>74,5</i>	<i>63,4</i>	<i>67,2</i>	<i>68,7</i>
<i>Industrie de la chaux, des calcaires et dérivés</i>	<i>3,1</i>	<i>152,0</i>	<i>174,8</i>	<i>176,3</i>	<i>172,7</i>	<i>168,9</i>	<i>158,0</i>	<i>214,0</i>	<i>213,7</i>	<i>199,0</i>	<i>196,2</i>
<i>Production de chaux ...</i>	<i>..</i>	<i>131,5</i>	<i>127,5</i>	<i>129,6</i>	<i>126,1</i>	<i>128,7</i>	<i>118,9</i>	<i>138,1</i>	<i>131,8</i>	<i>124,7</i>	<i>128,4</i>
<i>Carrières de calcaires ...</i>	<i>..</i>	<i>158,5</i>	<i>200,4</i>	<i>207,3</i>	<i>204,4</i>	<i>192,7</i>	<i>186,4</i>	<i>276,8</i>	<i>276,5</i>	<i>249,4</i>	<i>247,3</i>
<i>Production de dolomies .</i>	<i>..</i>	<i>184,7</i>	<i>215,7</i>	<i>196,5</i>	<i>190,1</i>	<i>196,8</i>	<i>166,6</i>	<i>205,0</i>	<i>220,5</i>	<i>227,8</i>	<i>205,0</i>
Industries manufacturières (b)	76,7	137,7	141,3	134,1	144,3	139,4	137,3	149,4	140,9	156,8	146,1
<i>Industries alimentaires et des boissons</i>	<i>7,3</i>	<i>95,6</i>	<i>107,1</i>	<i>104,3</i>	<i>151,7</i>	<i>114,7</i>	<i>98,6</i>	<i>109,3</i>	<i>107,5</i>	<i>151,4</i>	<i>116,7</i>
<i>Confitures et produits connexes</i>	<i>(0,2)</i>	<i>104,7</i>	<i>161,0</i>	<i>186,4</i>	<i>201,8</i>	<i>163,5</i>	<i>125,5</i>	<i>193,1</i>	<i>225,2</i>	<i>216,8</i>	<i>190,2</i>
<i>Meuneries</i>	<i>(0,8)</i>	<i>113,5</i>	<i>100,6</i>	<i>108,7</i>	<i>101,2</i>	<i>106,0</i>	<i>103,4</i>	<i>102,7</i>	<i>97,5</i>	<i>101,0</i>	<i>101,2</i>
<i>Sucreries</i>	<i>(1,1)</i>	<i>32,2</i>	<i>26,7</i>	<i>28,9</i>	<i>383,1</i>	<i>117,7</i>	<i>33,9</i>	<i>24,7</i>	<i>25,4</i>	<i>347,0</i>	<i>107,8</i>
<i>Huiles végétales et animales</i>	<i>(0,4)</i>	<i>127,7</i>	<i>123,4</i>	<i>115,8</i>	<i>124,0</i>	<i>122,7</i>	<i>137,1</i>	<i>137,0</i>	<i>128,5</i>	<i>138,0</i>	<i>135,2</i>
<i>Margarine</i>	<i>(0,2)</i>	<i>146,5</i>	<i>147,0</i>	<i>151,7</i>	<i>164,4</i>	<i>152,4</i>	<i>148,1</i>	<i>156,2</i>	<i>146,1</i>	<i>161,3</i>	<i>152,9</i>
<i>Brasseries</i>	<i>(4,2)</i>	<i>106,2</i>	<i>128,6</i>	<i>121,4</i>	<i>103,2</i>	<i>114,8</i>	<i>109,7</i>	<i>129,6</i>	<i>127,2</i>	<i>110,7</i>	<i>119,3</i>
<i>Alcool</i>	<i>(0,4)</i>	<i>75,6</i>	<i>77,1</i>	<i>72,7</i>	<i>97,3</i>	<i>80,7</i>	<i>94,4</i>	<i>80,7</i>	<i>81,7</i>	<i>100,7</i>	<i>89,4</i>
<i>Industrie du tabac</i>	<i>1,4</i>	<i>103,8</i>	<i>115,9</i>	<i>115,1</i>	<i>111,6</i>	<i>111,6</i>	<i>115,2</i>	<i>117,7</i>	<i>109,8</i>	<i>113,2</i>	<i>114,0</i>
<i>Filatures</i>	<i>8,8</i>	<i>126,5</i>	<i>119,6</i>	<i>110,2</i>	<i>129,8</i>	<i>121,5</i>	<i>129,2</i>	<i>127,2</i>	<i>113,7</i>	<i>132,5</i>	<i>125,6</i>
<i>de coton fin</i>	<i>..</i>	<i>118,3</i>	<i>105,2</i>	<i>101,1</i>	<i>120,1</i>	<i>111,2</i>	<i>115,1</i>	<i>112,3</i>	<i>102,7</i>	<i>116,0</i>	<i>111,5</i>
<i>cordes fileuses</i>	<i>..</i>	<i>69,1</i>	<i>64,9</i>	<i>62,5</i>	<i>71,3</i>	<i>67,0</i>	<i>71,5</i>	<i>68,5</i>	<i>55,3</i>	<i>65,9</i>	<i>65,3</i>
<i>cocons</i>	<i>..</i>	<i>72,9</i>	<i>68,2</i>	<i>60,9</i>	<i>63,2</i>	<i>66,3</i>	<i>69,6</i>	<i>72,2</i>	<i>59,2</i>	<i>63,8</i>	<i>66,2</i>
<i>laine cardée</i>	<i>..</i>	<i>116,9</i>	<i>111,1</i>	<i>102,6</i>	<i>116,6</i>	<i>111,8</i>	<i>121,8</i>	<i>120,6</i>	<i>112,4</i>	<i>125,1</i>	<i>120,0</i>
<i>laine peignée</i>	<i>..</i>	<i>157,9</i>	<i>153,3</i>	<i>132,7</i>	<i>166,7</i>	<i>152,7</i>	<i>168,2</i>	<i>164,2</i>	<i>139,3</i>	<i>176,0</i>	<i>161,9</i>
<i>lin et chanvre</i>	<i>..</i>	<i>123,3</i>	<i>123,7</i>	<i>118,7</i>	<i>131,1</i>	<i>124,2</i>	<i>145,5</i>	<i>147,2</i>	<i>130,1</i>	<i>141,0</i>	<i>141,0</i>
<i>jute</i>	<i>..</i>	<i>117,3</i>	<i>112,9</i>	<i>101,2</i>	<i>105,3</i>	<i>109,2</i>	<i>97,0</i>	<i>85,7</i>	<i>76,2</i>	<i>93,5</i>	<i>88,1</i>
<i>Filatures et corderies de fibres dures</i>	<i>..</i>	<i>207,3</i>	<i>226,6</i>	<i>190,0</i>	<i>228,9</i>	<i>213,2</i>	<i>275,2</i>	<i>286,1</i>	<i>254,5</i>	<i>290,5</i>	<i>276,6</i>
<i>Rayonne</i>	<i>..</i>	<i>113,6</i>	<i>111,1</i>	<i>106,5</i>	<i>121,8</i>	<i>113,3</i>	<i>112,6</i>	<i>122,8</i>	<i>121,1</i>	<i>137,9</i>	<i>123,6</i>
<i>Bonneterie</i>	<i>2,8</i>	<i>147,2</i>	<i>147,5</i>	<i>147,7</i>	<i>168,5</i>	<i>152,8</i>	<i>167,7</i>	<i>158,2</i>	<i>158,8</i>	<i>170,8</i>	<i>163,9</i>
<i>Tissages</i>	<i>8,1</i>	<i>126,1</i>	<i>123,4</i>	<i>116,0</i>	<i>134,4</i>	<i>125,0</i>	<i>128,9</i>	<i>129,3</i>	<i>121,1</i>	<i>144,3</i>	<i>130,9</i>
<i>Tissus en coton</i>	<i>..</i>	<i>126,9</i>	<i>124,2</i>	<i>117,9</i>	<i>137,9</i>	<i>126,8</i>	<i>126,8</i>	<i>123,3</i>	<i>113,0</i>	<i>126,5</i>	<i>122,4</i>
<i>Tissus en lin</i>	<i>..</i>	<i>118,5</i>	<i>115,2</i>	<i>98,6</i>	<i>103,1</i>	<i>108,9</i>	<i>100,7</i>	<i>108,0</i>	<i>100,3</i>	<i>110,0</i>	<i>104,8</i>
<i>Tissus en laine</i>	<i>..</i>	<i>122,1</i>	<i>118,7</i>	<i>113,7</i>	<i>130,8</i>	<i>121,3</i>	<i>129,3</i>	<i>135,8</i>	<i>129,1</i>	<i>158,4</i>	<i>138,2</i>
<i>Tissus en rayonne et fibre de rayonne</i>	<i>..</i>	<i>166,5</i>	<i>164,8</i>	<i>146,4</i>	<i>182,2</i>	<i>165,0</i>	<i>186,9</i>	<i>178,2</i>	<i>169,3</i>	<i>220,0</i>	<i>188,6</i>
<i>Tissus en jute</i>	<i>..</i>	<i>87,4</i>	<i>87,4</i>	<i>83,0</i>	<i>81,9</i>	<i>84,9</i>	<i>67,6</i>	<i>61,3</i>	<i>57,1</i>	<i>69,5</i>	<i>63,9</i>

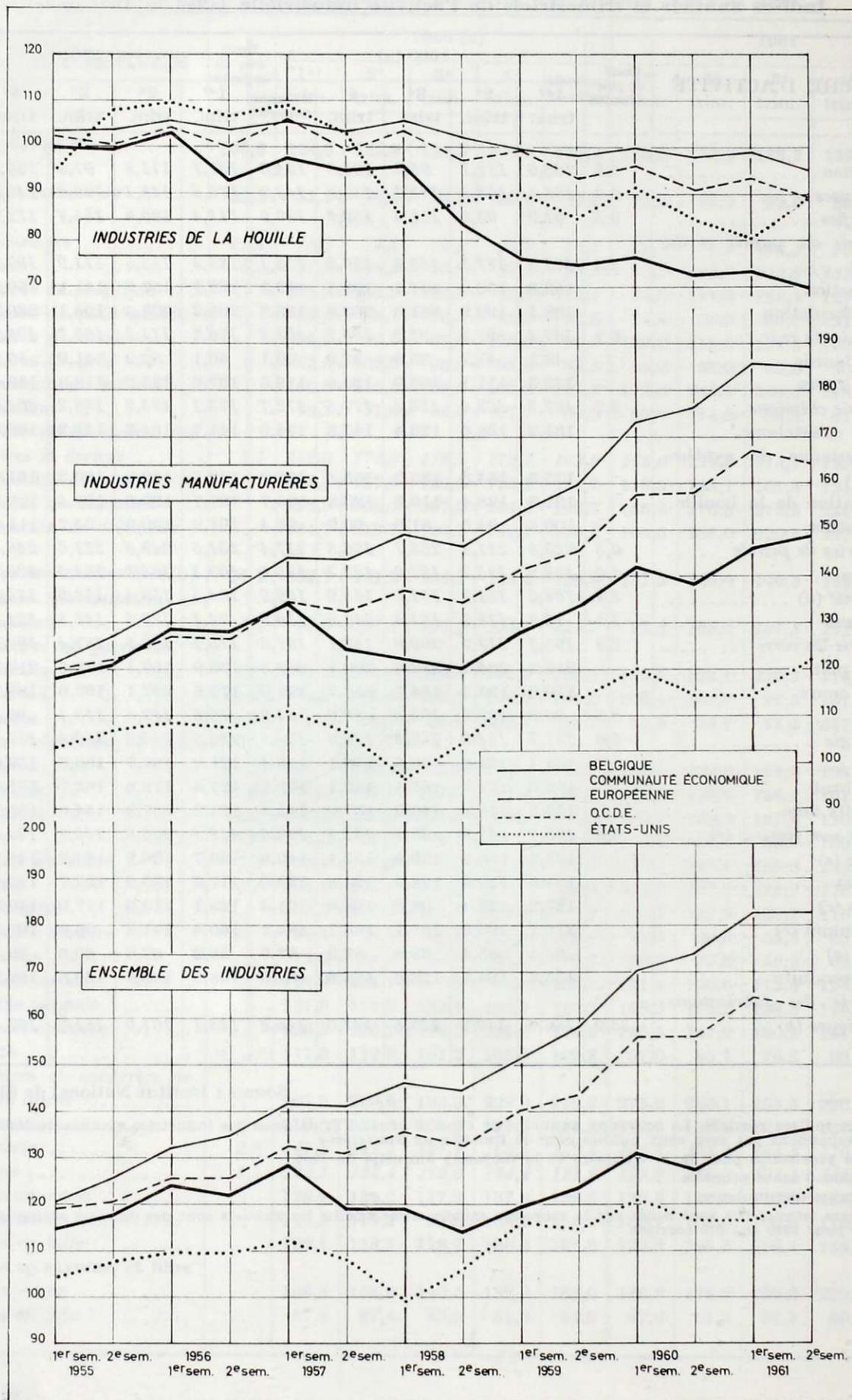
Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1953 = 100) (suite)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pondération	1960 (a)					1961				
		1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Moyenne annuelle	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Moyenne annuelle
<i>Confection</i>	6,6	103,6	112,1	95,3	105,0	104,0	107,7	111,8	97,5	106,5	105,9
<i>Chaussures</i>	2,2	158,5	163,2	123,1	137,9	145,7	176,4	148,1	140,0	140,9	151,3
<i>Pantoufles</i>	0,3	91,9	93,6	158,9	159,6	126,0	111,4	120,8	155,7	172,0	140,0
<i>Industrie du papier et du carton</i>	3,5	171,8	177,1	162,8	180,5	173,1	185,4	183,5	171,9	197,8	184,7
Production .....	..	152,3	150,4	141,1	153,4	149,3	162,1	157,9	141,1	159,2	155,1
Transformation .....	..	188,5	199,9	181,3	203,6	193,3	205,3	205,4	198,1	230,7	209,9
<i>Industrie du cuir</i>	0,7	107,4	97,9	92,2	109,7	101,8	120,2	111,3	103,7	126,7	115,5
Cuir lourds .....	..	43,1	41,7	33,8	37,9	39,1	46,1	52,9	41,9	55,2	49,0
Cuir légers .....	..	122,5	111,1	105,9	126,6	116,5	137,6	125,0	118,3	143,4	131,1
<i>Industrie chimique</i>	4,2	167,7	169,4	176,4	177,5	172,7	173,1	193,2	189,2	204,9	190,1
dont : caoutchouc .....	..	131,2	138,6	123,4	145,3	134,6	141,7	164,7	141,2	166,9	153,7
ammoniacale de synthèse (c) .....	..	175,3	184,3	185,2	155,8	175,2	123,5	169,9	160,2	151,3	151,2
distillation de la houille .....	..	131,3	128,4	119,3	123,8	125,7	107,7	129,6	128,4	129,9	123,9
allumettes .....	..	100,4	94,6	81,9	96,9	93,4	101,2	100,9	94,2	111,0	101,8
<i>Raffineries de pétrole</i>	0,3	225,5	211,8	235,7	196,8	217,4	231,5	249,8	271,6	246,5	249,9
<i>Cokeries</i>	1,0	128,2	125,7	127,0	122,3	125,8	109,3	125,6	124,7	126,8	121,6
<i>Electricité (d)</i>	2,4	164,5	151,8	151,6	168,9	159,2	164,5	159,4	152,9	185,6	165,6
<i>Terre cuite</i>	1,8	75,4	118,7	134,4	111,5	110,0	74,1	129,5	142,8	124,1	117,6
<i>Industrie du verre</i>	2,8	195,1	211,7	200,9	182,7	197,6	175,1	191,3	187,4	192,8	186,7
Verre plat .....	..	213,2	224,2	212,6	200,1	212,5	176,9	169,1	178,5	210,7	183,8
Verre creux .....	..	170,0	194,5	184,7	158,7	177,0	172,6	222,1	199,6	168,2	190,6
<i>Ciment</i>	0,8	80,0	107,6	103,8	88,0	94,9	76,5	119,5	119,1	96,1	102,8
<i>Sidérurgie</i>	9,0	157,1	151,9	152,3	142,0	150,9	122,8	163,0	152,4	157,1	148,8
Fonte .....	..	158,1	154,9	160,5	148,1	155,4	121,2	167,7	163,5	159,0	152,8
Acier brut .....	..	162,0	162,7	165,4	149,1	159,8	127,4	172,6	163,7	157,9	155,4
Produits finis .....	..	154,6	146,2	143,9	137,0	145,4	121,2	157,3	144,0	156,2	144,7
<i>Métaux non ferreux (e)</i>	3,0	136,7	142,9	136,5	152,5	143,6	149,1	155,3	143,8	154,9	150,8
Cuivre (e) .....	..	123,3	130,9	139,4	157,1	140,9	169,7	136,9	144,7	141,9	147,4
Zinc (e) .....	..	124,6	129,3	128,9	128,8	128,0	117,9	135,6	132,7	123,1	126,9
Plomb (e) .....	..	127,2	128,4	93,6	128,8	121,4	123,1	113,3	117,0	159,3	130,8
Aluminium (e) .....	..	216,7	196,3	168,1	184,1	184,1	160,4	141,3	96,9	107,9	123,5
Etain (e) .....	..	95,4	85,4	85,9	87,9	87,9	52,2	67,0	60,6	69,5	65,8
Demi-produits .....	..	155,7	164,1	153,6	174,6	162,0	168,5	189,8	160,3	183,3	175,5
<i>Industrie des fabrications métalliques (b)</i>	33,0	145,4	149,2	138,8	147,6	145,3	145,1	161,9	151,2	167,6	156,5

Source : Institut National de Statistique.

- (a) Quelques indices corrigés. La moyenne annuelle de l'indice général et de celui des industries manufacturières, corrigés, ne correspondent pas avec ceux publiés dans le *Bulletin de Statistique*.
- (b) Données provisoires pour le 4^e trimestre et la moyenne annuelle de 1961.
- (c) Production d'azote primaire
- (d) Producteurs-distributeurs.
- (e) Les indices trimestriels sont basés sur la moyenne mobile trimestrielle; les annuels sont des données réelles. Les indices annuels pour 1960 ont été corrigés.

Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle (a)
(1953 = 100)



Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(a) Non compris l'industrie de la construction; y compris les industries extractives pour l'ensemble des industries.

Evolution comparée des indices de production
(1953 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne (R.F.) (a)	France	Pays-Bas	Italie	C. E. E.	Zone de Libre Echange	Royaume-Uni	O. C. D. E. Europe	Etats-Unis d'Amérique
INDUSTRIES EXTRACTIVES										
1954	97	104	103	100	110	102	101	101	101	97
1955	100	110	110	101	123	108	101	100	105	107
1956	100	115	113	102	139	112	102	100	108	113
1957	98	119	120	105	156	116	103	100	111	113
1958	92	119	128	110	159	118	98	95	110	103
1959	79	115	147	114	171	120	95	93	110	107
1960	79	118	168	120	180	129	94	90	115	109
1961	77	122	187	124	194	136	94	89	119	110
1961 (1960 = 100)	97	103	111	103	108	105	100	99	103	101
1961 (1958 = 100)	84	103	146	113	122	115	96	94	108	107
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES										
1954	108	112	109	111	109	110	108	108	110	93
1955	120	130	118	119	119	123	116	115	120	105
1956	128	140	130	124	128	135	117	115	127	108
1957	129	149	148	127	138	144	120	117	133	109
1958	122	154	156	127	143	148	120	116	136	100
1959	131	166	158	140	159	157	126	122	144	114
1960	140	185	169	159	184	174	136	132	158	117
1961	147	196	177	160	202	186	139	133	165	118
1961 (1960 = 100)	105	106	105	101	110	107	102	101	104	101
1961 (1958 = 100)	120	127	113	126	141	126	116	115	121	118
INDICE GÉNÉRAL										
1954	106	112	109	111	109	110	108	108	109	94
1955	116	129	117	119	119	122	115	114	119	106
1956	123	139	128	124	128	132	116	114	125	109
1957	124	147	139	127	138	140	119	116	131	110
1958	116	152	145	127	143	144	119	114	133	102
1959	122	162	150	139	158	153	125	120	141	116
1960	129	180	168	157	182	171	134	129	155	119
1961	135	191	177	159	200	182	136	129	162	120
1961 (1960 = 100)	105	106	105	101	110	106	101	100	105	101
1961 (1958 = 100)	116	126	122	125	140	126	114	113	122	118

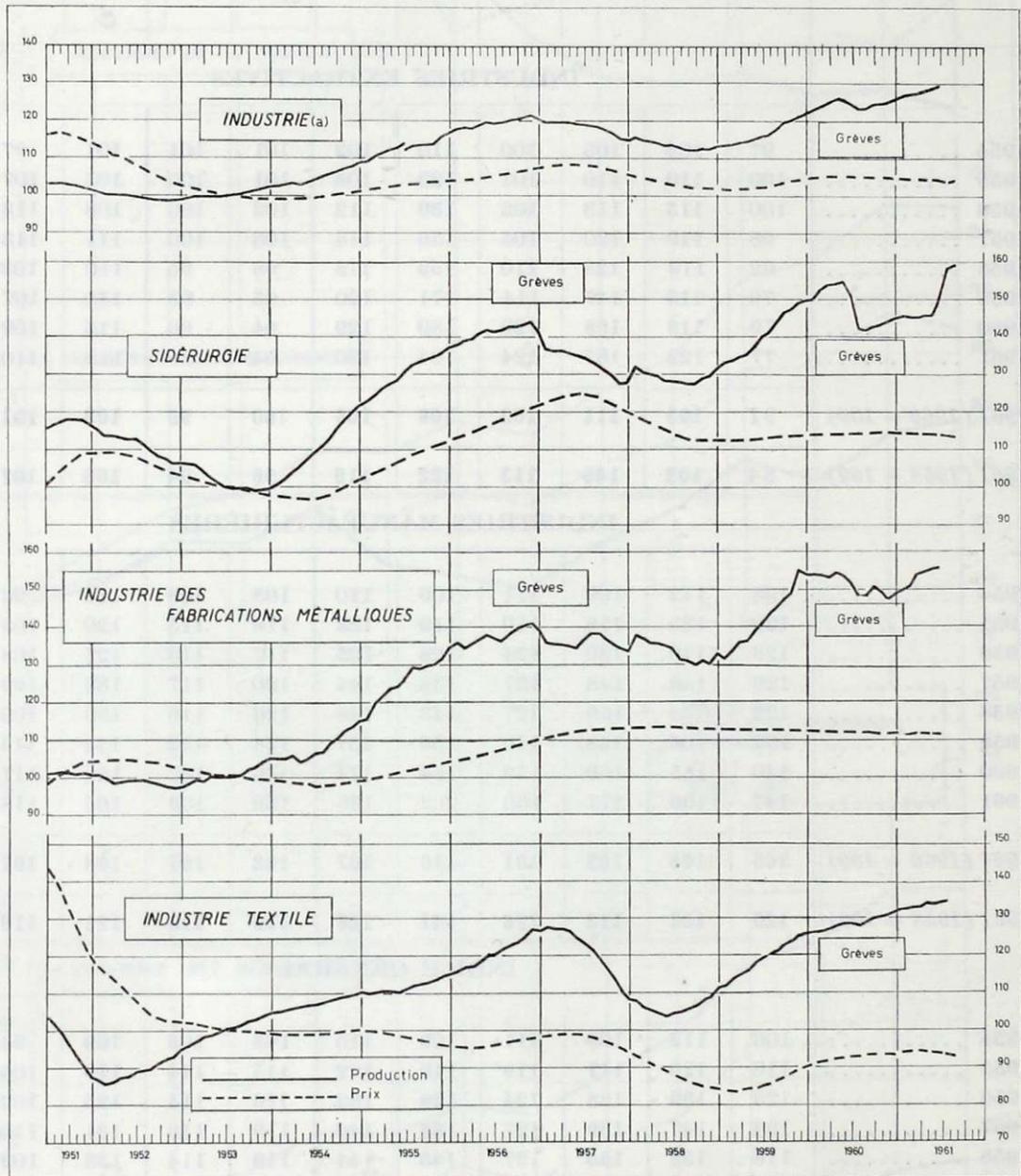
Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(a) Sans la Sarre.

Evolution de la production et des prix industriels de 1951 à 1961

Moyennes mobiles 12 mois centrées sur le milieu de la période

(1953 = 100)



Sources : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).

Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique, Administration du Commerce et Direction générale des Études et de la Documentation.

(a) Jusqu'à juin 1953 : d'après l'indice de l'Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain) (1936/1938 = 100); de juillet 1953 à juillet 1956 : I. N. S., amendé en ce qui concerne l'industrie des fabrications métalliques; après : nouvel indice I. N. S.

Comparaison internationale des indices de la production des principaux secteurs industriels
(1953=100)

ANNÉE	Industries métallurgiques de base			Industries de transformation des métaux			Industries chimiques			Industries textiles			Industries alimentaires des boissons et du tabac		
	Bel-gique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe	Bel-gique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe	Bel-gique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe	Bel-gique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe	Bel-gique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe
1950	87	82	84	92	75	83	88	74	78	108	91	95	91	81	86
1951	113	100	98	109	90	94	108	91	91	106	97	99	95	87	90
1952	100	106	104	105	96	97	99	87	87	91	90	90	98	90	93
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1954	109	114	112	107	113	112	115	116	115	105	106	105	103	105	104
1955	127	137	131	125	132	127	122	130	126	109	107	105	108	112	110
1956	137	146	139	135	146	134	134	142	135	118	114	109	111	119	115
1957	131	154	145	135	154	140	136	156	146	121	121	114	113	129	121
1958	126	149	139	127	161	144	139	170	154	98	114	107	115	132	124
1959	136	159	148	133	174	154	157	194	174	109	116	110	116	135	128
1960	149	184	170	139	194	169	171	229	201	116	126	118	122	141	133
1961 (a)	148	191	174	150	209	178	184	251	217	127	127	119	127	148	138
1960 1 ^{er} trimestre	152	182	170	143	188	168	169	218	194	116	127	120	111	127	122
2 ^e trimestre	152	187	173	144	203	175	172	228	201	117	128	119	126	139	133
3 ^e trimestre	148	176	162	129	181	156	174	228	200	104	115	108	128	137	129
4 ^e trimestre	142	189	176	140	203	176	170	239	209	126	133	125	124	159	147
1961 1 ^{er} trimestre	126	192	177	139	205	177	167	243	213	124	130	121	116	135	128
2 ^e trimestre	163	199	181	161	218	185	190	251	218	131	130	121	128	145	138
3 ^e trimestre	149	179	162	140	190	163	181	242	209	117	115	108	131	143	135
4 ^e trimestre (a)	154	194	176	160	223	187	198	268	228	136	133	126	133	169	151
1961 (1960=100) ..	99	104	102	108	108	105	108	110	108	109	101	101	104	105	104
1961 (1958=100) ..	117	128	125	118	130	124	132	148	141	130	111	111	110	112	111

(a) Données provisoires

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

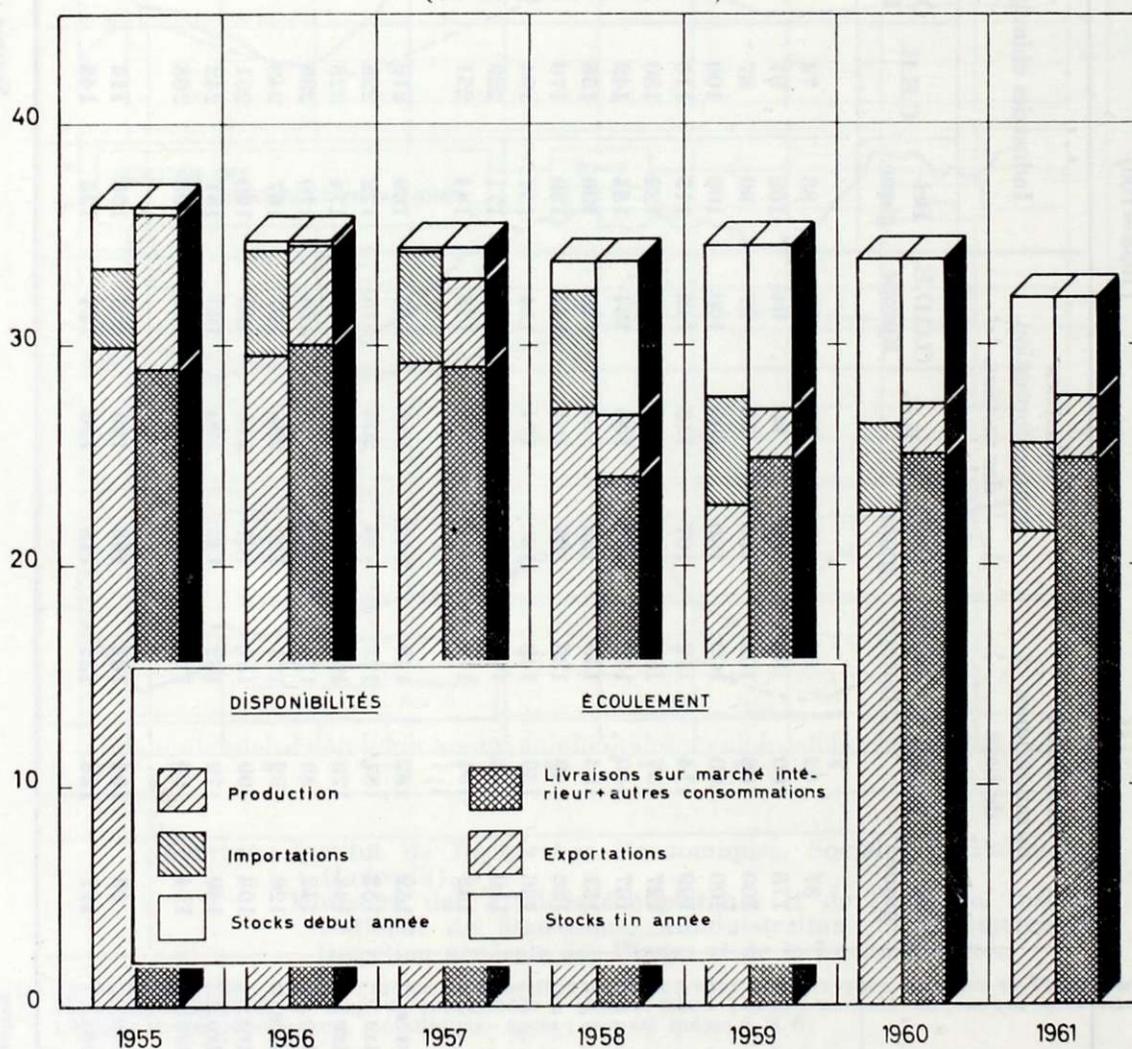
Production de charbon par bassin
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Borinage	Centre	Charle- roi et Namur	Liège	Campine	Total
1954	4 274	3 605	7 149	4 963	9 258	29 249
1955	4 123	3 669	7 224	4 818	10 144	29 978
1956	3 987	3 598	6 877	4 531	10 468	29 461
1957	4 004	3 471	6 958	4 323	10 331	29 086
1958	3 605	2 936	6 479	4 069	9 973	27 062
1959	2 576	2 066	5 520	3 823	8 771	22 757
1960 (a)	2 236	1 959	5 347	3 538	9 385	22 465
1961 (a)	2 064	1 647	5 148	3 069	9 611	21 539

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration des Mines.

(a) Données provisoires.

Balance charbonnière
(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration des Mines.

Balance charbonnière

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (e)	1961 (e)
I Production nette	29 249	29 920	29 461	29 001	27 062	22 757	22 465	21 539
II Produits marchands récupérés des terrils	—	59	94	201	3	—	—	—
III Importations (a)	3 725	3 634	4 787	5 102	5 250	4 875	3 947	4 056
IV Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier	3 074	2 823	445	252	1 547	7 011	7 568	6 566
V Charbon disponible	36 048	36 436	34 787	34 556	33 862	34 643	33 980	32 161
VI Écoulement :								
A. Intérieur :								
1. Consommation des mines (+ consommation de leurs centrales électriques)	2 521	2 457	2 328	2 209	2 399	2 163	2 036	1 850
2. Cokeries, usines à gaz, sidérurgie	8 333	9 006	9 851	9 496	9 018	9 609	9 982	9 572
a) Cokeries	8 019	8 708	9 590	9 315	8 878	9 480	9 844	9 448
b) Usines à gaz	23	14	6	5	4	2		
c) Sidérurgie (b)	291	284	255	176	136	129	138	124
3. Fabriques d'agglomérés	1 310	1 457	1 688	1 713	979	949	1 014	1 106
4. Centrales électriques (c)	3 061	3 285	3 105	3 881	2 581	3 176	3 250	3 507
5. Transports	1 440	1 389	1 315	1 005	904	792	761	669
a) Fer	1 372	1 312	1 249	958	875	772	739	655
b) Soutes, services de remorquage	61	69	50	39	26	18	21	13
c) Navigation intérieure	7	8	16	8	3	2	1	1
6. Autres industries	4 092	4 219	4 223	3 930	2 720	2 784	2 676	2 647
a) Industrie des métaux non ferreux	519	543	546	554	371	362	371	427
b) Industrie chimique	568	507	517	486	317	337	231	272
c) Cimenteries	927	1 075	1 034	1 012	583	687	732	746
d) Industries diverses	2 078	2 094	2 126	1 878	1 451	1 396	1 341	1 203
7. Usage domestique (y compris livraisons aux mineurs)	6 639	6 754	6 936	6 726	5 338	5 268	5 221	5 409
8. Administrations publiques	172	170	190	196	148	163	157	176
Total écoulement intérieur	27 568	28 945	30 075	29 048	24 088	24 904	25 105	24 936
B. Exportations (d)	5 681	7 050	4 463	3 962	2 771	2 171	2 275	2 854
Écoulement total	33 249	35 995	34 538	33 010	26 859	27 075	27 380	27 790
VII Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre	2 823	445	252	1 547	7 011	7 568	6 595	4 394
VIII Erreurs et omissions	— 24	— 6	— 3	— 1	— 8	—	+ 5	— 23

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
 (b) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
 (c) Non compris les autoproducteurs industriels.
 (d) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.
 (e) Données provisoires.

Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)	Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)		Production par poste et par ouvrier (b) (moyenne mensuelle, en kilogrammes)	
		Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1953	154,4	95,5	132,0	1 060	758
1954	147,3	90,7	125,8	1 098	787
1955	150,9	87,2	120,0	1 145	824
1956	143,0	88,7	121,0	1 156	838
1957	152,9	90,5	122,2	1 146	836
1958	140,3	90,2	121,7	1 153	842
1959	121,6	77,8	105,9	1 262	907
1960 (c)	103,5	62,3	85,9	1 430	1018
1961 (c)	89,9	53,1	73,9	1 541	1 092
1961 (d) Janvier	102,5	58,0	79,5	1 477	1 041
Février	101,8	58,1	80,0	1 508	1 079
Mars	100,1	57,3	79,1	1 528	1 094
Avril	98,5	55,0	76,5	1 541	1 095
Mai	97,2	54,2	75,3	1 561	1 111
Juin	95,9	52,6	73,5	1 560	1 106
Juillet	95,0	48,7	68,9	1 528	1 054
Août.....	93,5	48,3	68,4	1 544	1 081
Septembre	92,7	50,7	71,1	1 542	1 087
Octobre	91,8	51,6	71,9	1 541	1 091
Novembre	90,9	52,7	72,9	1 582	1 126
Décembre	89,9	51,1	70,8	1 569	1 113

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration des Mines.

- (a) Fin de la période.
 (b) Y compris maîtrise et surveillance.
 (c) Données provisoires revues.
 (d) Données provisoires.

Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1959 à 1961

DÉSIGNATION	Borinage (c)		Centre (c)		Charleroi		Liège		Sud		Campine		Le Royaume	
	10 ⁶ F	F/t	10 ⁶ F	F/t	10 ⁶ F	F/t	10 ⁶ F	F/t	10 ⁶ F	F/t	10 ⁶ F	F/t	10 ⁶ F	F/t
	1959													
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés . . .	1 864	724	1 469	711	4 409	799	3 560	931	11 302	808	6 095	695	17 398	765
Dépenses d'exploitation . . .	2 378	923	1 770	856	4 648	842	3 788	991	12 584	900	5 986	682	18 509	816
Dépenses d'immobilisation . .	91	35	29	14	168	30	108	28	395	28	296	34	691	30
Résultat d'exploitation	- 605	- 235	- 329	- 159	- 407	- 74	- 336	- 88	- 1 677	- 120	- 186	- 21	- 1 863	- 82
Subventions et rectifications (a)	+ 456	+ 177	+ 306	+ 148	+ 154	+ 28	+ 163	+ 43	+ 1 080	+ 77	+ 26	+ 3	+ 1 105	+ 49
<i>Résultat final</i>	- 148	- 58	- 23	- 11	- 253	- 46	- 173	- 45	- 597	- 43	- 161	- 18	- 758	- 33
1960														
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés . . .	1 549	693	1 365	697	4 004	749	3 073	868	9 993	764	6 231	664	16 224	722
Dépenses d'exploitation	1 812	810	1 554	794	4 164	779	3 184	899	10 713	819	6 202	661	16 916	753
Dépenses d'immobilisation . .	8	4	13	7	86	16	97	24	205	16	182	19	386	17
Résultat d'exploitation	- 270	- 121	- 202	- 103	- 246	- 46	- 207	- 59	- 926	- 71	- 152	- 16	- 1 078	- 48
Subventions et rectifications (a)	+ 231	+ 103	+ 185	+ 94	+ 120	+ 22	+ 96	+ 27	+ 631	+ 48	+ 8	+ 1	+ 640	+ 28
<i>Résultat final</i>	- 39	- 17	- 17	- 9	- 127	- 24	- 112	- 32	- 294	- 23	- 144	- 15	- 438	- 20
1961 (b)														
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés . . .	2 557	689	-	-	3 877	753	2 724	888	9 133	766	6 328	659	15 487	719
Dépenses d'exploitation	3 136	845	-	-	3 938	765	2 791	909	9 865	827	6 275	653	16 141	749
Dépenses d'immobilisation . .	25	7	-	-	117	23	118	38	260	22	148	16	408	19
Résultat d'exploitation	- 605	- 163	-	-	- 179	- 35	- 184	- 60	- 967	- 81	- 95	- 10	- 1 062	- 49
Subventions et rectifications (a)	+ 475	+ 128	-	-	+ 39	+ 8	+ 28	+ 9	+ 542	+ 46	+ 1	-	+ 543	+ 25
<i>Résultat final</i>	- 129	- 35	-	-	- 139	- 27	- 156	- 51	- 425	- 36	- 94	- 10	- 519	- 24

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration des Mines.

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'État et de la C.E.C.A.
 (b) Données provisoires.
 (c) À partir de 1961 : Borinage-Centre.

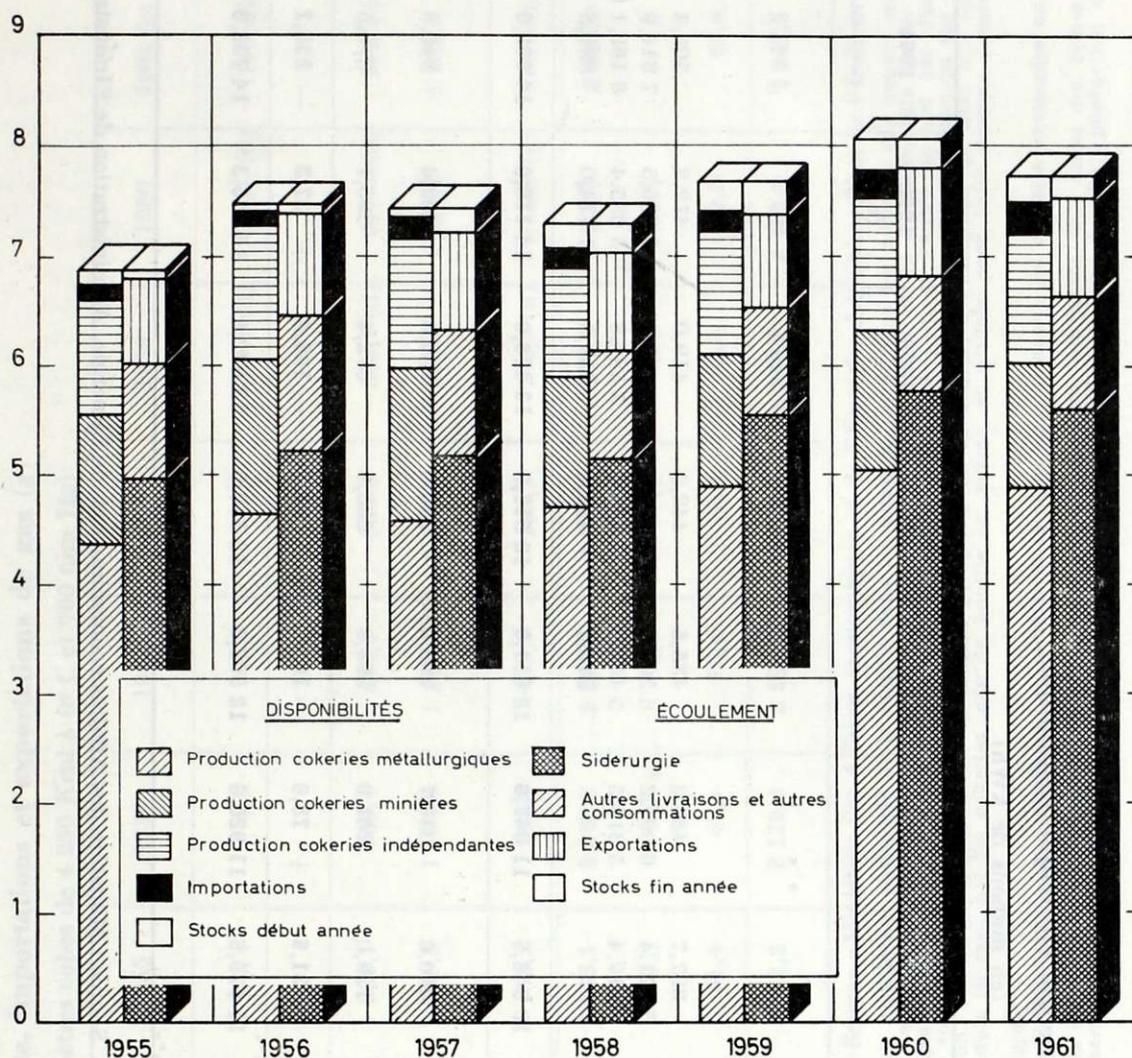
Situation économique globale de l'industrie charbonnière

POSTES	En millions de francs				En francs par tonne nette produite					
	1957	1958	1959	1960 (a)	1961 (a)	1957	1958	1959	1960 (a)	1961 (a)
	Résultats industriels de l'exploitation									
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés, sans subsides ...	26 143	22 950	17 598	16 224	15 487	901	848	765	722	719
Dépenses d'exploitation et d'immobilisation	26 923	25 068	19 260	17 302	16 949	928	926	846	770	768
<i>Excédent (+) ou déficit (—) de la valeur nette de la production par rapport aux dépenses</i>	— 780	— 2 118	— 1 863	— 1 078	— 1 062	— 27	— 78	— 82	— 48	— 49
	Subsides directs et avances récupérables (b)									
Subventions directes à l'exploitation	593	766	887	509	300	20	28	39	23	14
Subsides divers (y compris la péréquation « a ») ...	858	138	210	112	135	29	5	9	5	6
Avances récupérables	16	24	90	166	66	1	1	4	7	3
<i>Total ...</i>	1 467	928	1 187	787	501	50	34	52	35	23
	Subsides octroyés au personnel ou à la sécurité sociale (b)									
Pensions	1 710	2 497	2 826	3 458	3 081	59	92	124	154	143
Autres	806	910	1 027	805	780	28	34	45	36	36
<i>Total ...</i>	2 516	3 407	3 853	4 263	3 861	86	126	169	190	179
	Subsides divers (b)									
<i>Total ...</i>	18	22	18	28	20	1	1	1	1	1
<i>Total général des subsides et avances ...</i>	4 001	4 357	5 058	5 078	4 382	138	161	222	226	203

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données provisoires.
 (b) Pour les définitions, les méthodes de calcul et une ventilation plus poussée couvrant la période 1945-1961, voir « Subsides directs et indirects spécifiques à l'industrie charbonnière belge » (*Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation, Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie*, 1961, n° 2, p. IV/1 à IV/9 et 1962, n° 5, p. III/2 à III/13).

Balance du coke de four
(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie,
Administration des Mines.

Balance des cokes (a)
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961
Production	7 156	6 906	7 217	7 525	7 252
Importations	216	172	181	255	255
<i>Apport total ...</i>	7 372	7 078	7 398	7 780	7 507
Livraisons à la sidérurgie	5 167	5 148	5 551	5 790	5 616
Autres livraisons intérieures (b)	1 152	997	986	1 034	1 024
Exportations	903	897	846	988	874
<i>Écoulement total ...</i>	7 223	7 042	7 383	7 812	7 514

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie,
Administration des Mines.

(a) Cokes de four, semi-coke de houille.
(b) Y compris l'autoconsommation.

Energie électrique disponible

(en millions de kWh)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (a)	1961
<i>Production nette d'électricité :</i>								
Organismes produisant en vue de la distribution publique :								
Entreprises publiques	419,8	397,7	433,3	435,5	442,3	419,0	472,2	503,4
Entreprises privées	5 298,9	5 571,4	6 099,2	6 504,2	6 327,0	6 623,4	6 896,5	7 314,9
Autoproducteurs industriels	4 620,4	4 979,4	5 314,5	5 452,2	5 336,4	5 582,8	5 635,4	6 163,1
Entreprises mixtes	—	—	—	219,1	412,2	553,8	1 114,0	986,5
<i>Total</i>	10 339,1	10 948,5	11 847,0	12 611,0	12 517,9	13 179,0	14 118,0	14 968,0
<i>Importations</i>	199,5	260,6	346,7	295,2	296,0	266,0	402,4	340,8
<i>Exportations</i>	195,2	129,0	267,9	398,9	233,9	372,4	365,1	576,5
<i>Solde (importations — exportations)</i>	+ 4,3	+ 131,6	+ 78,8	— 103,7	+ 62,1	— 106,4	+ 37,3	— 235,7
<i>Energie absorbée par les réseaux belges</i>	10 343,4	11 079,5	11 925,9	12 507,3	12 580,0	13 072,6	14 155,3	14 732,3

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration de l'Industrie.

(a) Données rectifiées.

Production nette, importations et exportations de gaz (a)

(en millions de mètres cubes de 4 250 Kcal à 0° C et 760 mm Hg)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961 (e)
Production des usines à gaz (b)	13,2	7,4	4,5	3,1	2,8	58,2 (d)	107,7 (d)	159,4 (d)
Production des cokeries :								
Production destinée à la distribution publique	824,4	803,7	869,4	840,9	855,0	882,1 (d)	947,9 (d)	928,2 (d)
Production destinée aux fournitures industrielles directes (c)	1 004,9	1 100,8	1 184,8	1 168,6	1 203,6	1 235,2	1 292,4	1 207,5
Production des charbonnages et des installations de « reforming » (b)	107,2	153,2	184,0	207,7	195,1	136,5 (d)	115,8 (d)	108,6 (d)
<i>Total du gaz produit en Belgique</i> ...	1 949,8	2 065,1	2 242,7	2 220,2	2 256,5	2 311,9	2 463,8	2 403,6
Importations	0,9	3,5	4,8	7,3	9,1	9,0	11,4	8,7
Exportations	43,5	51,4	69,1	73,4	78,6	68,4	72,0	64,8
<i>Total du gaz disponible en Belgique</i> ...	1 907,2	2 017,2	2 178,4	2 154,1	2 187,0	2 252,6	2 403,2	2 347,5

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration de l'Industrie.

(a) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du « restgas » des synthèses chimiques, du gaz des hauts fourneaux et du méthane. Elle inclut la production de méthane en provenance directe des charbonnages, ainsi que le gaz de pétrole transporté par canalisations, l'un et l'autre de ces gaz étant destinés à la distribution publique. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, « restgas », gaz des hauts fourneaux, gaz méthane ou gaz de pétrole, qui sont mélangés, en dehors de l'usine de production, au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique, ni le gaz produit ou reçu par les cokeries, gaz de houille ou autres, et utilisés pour leurs besoins propres, chauffage des fours, etc.

(b) Le total de ces productions est destiné à la distribution publique.

(c) Cette production est destinée aux fournitures faites par les cokeries aux autres divisions des sociétés auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

(d) La production de l'usine de Mont-Site-Aidegonde, reprise dans les statistiques « installations de reforming » jusqu'en 1958, est passée sous celles des usines à gaz à partir de 1959. Par contre, les fournitures de la cokerie de Gand passent à partir de 1959 de la rubrique « usines à gaz » à celle « production des cokeries destinée à la distribution publique ».

(e) Données provisoires.

Distribution publique de gaz
(en millions de mètres cubes relevés aux compteurs)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961 (e)
A. Mise en consommation :								
1. Importations	0,9	3,5	4,8	7,3	9,1	9,0	11,4	8,7
2. Production nette des usines à gaz :								
a) Gaz de four	48,7	33,2	29,8	27,7	27,1	1,2 (c)	0,9(c)	0,9(c)
b) Gaz divers (a)	15,1	40,8	40,0	50,3	46,9	57,0 (d)	106,8(d)	158,3(d)
3. Fourni directement par des cokeries	86,4	87,7	89,5	85,8	89,4	116,4 (c)	121,0(c)	123,6(c)
4. Fourni par l'intermédiaire des sociétés de transport :								
a) venant des cokeries .	724,6	736,6	814,5	798,2	813,4	842,8	900,4	877,1
b) venant des charbonnages (méthane) .	96,9	113,8	146,4	158,5	149,5	136,5(d)	115,8(d)	108,6(d)
<i>Total (b) ...</i>	972,6	1 015,5	1 124,8	1 127,9	1 135,7	1 163,0	1 256,3	1 277,9
B. Répartition :								
1. Consommation intérieure :								
a) Fourni aux consommateurs	780,2	827,9	902,0	925,1	919,0	944,8	1028,9	1046,1
— utilisations domestiques	479,3	488,5	503,8	505,5	533,1	525,0	557,6	596,4
— utilisations commerciales et artisanales	46,2	48,3	51,4	50,4	52,6	55,1	60,2	68,0
— utilisations industrielles	224,9	262,7	321,2	342,7	300,3	331,8	374,9	343,9
— éclairage public ..	11,8	8,0	25,5	26,5	33,0	32,9	36,2	37,8
— bâtiments et services publics	18,0	20,4						
b) Besoins propres et pertes	148,9	136,3	153,7	129,5	138,1	149,8	155,1	166,4
<i>Total consommation intérieure.</i>	929,1	964,1	1 055,7	1 054,5	1 057,1	1 094,6	11 84,0	1 212,5
2. Exportations	43,5	51,4	69,1	73,4	78,6	68,4	72,0	64,8
<i>Total ...</i>	972,6	1 015,5	1 124,8	1 127,9	1 135,7	1 163,0	1 256,0	1 277,3

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

- (a) Y compris le gaz de pétrole distribué par les canalisations des anciennes usines à gaz de Dinant et de Chimay, ainsi que la production de l'usine de reforming de Mont-Ste-Aldegonde.
 (b) En tenant compte des différences des stocks des gazomètres.
 (c) La production de la cokerie de Gand, reprise jusqu'en 1958 sous « gaz de four », est enregistrée sous « fourni directement par les cokeries » à partir de 1959.
 (d) La production de l'usine de Mont-Ste-Aldegonde, recensée jusqu'en 1958 sous la rubrique « venant des charbonnages », est reprise sous celle des « gaz divers » à partir de 1959.
 (e) Données provisoires.

Production et consommation de produits pétroliers

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Quantités d'huiles brutes mises en œuvre..</i>	4 640	5 350	5 338	6 508	6 558	6 947	7 918
<i>Production :</i>							
Essences avion et auto (a)	1 034	1 156	1 132	1 253	1 313	1 277	1 471
Pétrole lampant et carburéacteur	157	181	170	225	249	238	228
White spirit et essences spéciales	17	20	17	55	79	113	34
Gas- et Diesel-oil	1 161	1 483	1 470	1 836	1 957	2 074	2 389
Fuel-oil	1 710	1 930	1 854	2 305	2 101	2 164	2 485
Lubrifiants	18	24	22	27	30	32	28
Bitumes	143	170	194	179	238	299	342
Gaz de raffinerie	80	89	96	121	152	179	228
Autres (b)	48	60	116	239	109	142	203
<i>Importations (c) :</i>							
Essences avion et auto (a)	370	358	510	454	380	457	436
Pétrole lampant et carburéacteur	26	31	31	32	30	28	28
White spirit et essences spéciales	14	14	13	19	19	22	19
Gas- et Diesel-oil	825	1 027	1 185	1 158	1 258	1 404	1 476
Fuel-oil	703	862	1 063	963	1 340	1 395	1 461
Lubrifiants	165	175	177	157	180	199	220
Bitumes	24	23	6	29	11	16	13
Gaz de raffinerie	86	84	98	103	131	167	208
Autres (b)	3	3	3	2	42	26	58
<i>Exportations (y compris toutes les soutes) (c):</i>							
Essences avion et auto (a)	353	444	443	580	521	431	484
Pétrole lampant et carburéacteur	116	135	133	180	168	200	159
White spirit et essences spéciales	6	6	6	42	73	95	18
Gas- et Diesel-oil	629	980	923	997	1 131	1 383	1 274
Fuel-oil	1 176	1 310	1 101	1 220	1 257	1 211	1 466
Lubrifiants	73	93	87	100	98	118	136
Bitumes	53	76	81	92	131	178	211
Gaz de raffinerie	12	12	14	14	15	17	22
Autres (b)	—	—	—	—	—	2	4
<i>Livraisons à la consommation intérieure :</i>							
Essences avion et auto (a)	1 063	1 135	1 162	1 252	1 296	1 235	1 306
Pétrole lampant et carburéacteur	76	72	64	78	73	80	89
White spirit et essences spéciales	24	25	23	26	25	31	33
Gas- et Diesel-oil	1 245	1 561	1 510	1 774	1 878	2 100	2 372
Fuel-oil	1 071	1 518	1 637	1 940	2 065	2 475	2 532
Lubrifiants	98	113	96	99	102	108	108
Bitumes	109	120	119	122	129	131	142
Gaz de raffinerie	153	161	178	212	270	329	417
Autres (b)	48	61	105	110	151	166	271

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,
Administration de l'Industrie.

- (a) Y compris le carburéacteur du type essence
 (b) Paraffines et cires; gaz livrés directement pour usages industriels; coke de pétrole, autres produits; à partir de 1959, les gaz de raffinerie non liquéfiés sont compris dans les données sous « gaz de raffinerie ».
 (c) Belgique seule.

Bilan résumé d'énergie par forme d'énergie (a)

DÉSIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut		Produits pétroliers		Gaz de distribution		Electricité (d)	
	10 ³ t		10 ³ t		10 ³ t		10 ³ t		10 ³ t		10 ⁶ Nm ³ (0°C, 760 mmHg, 4250 kcal/m ³)		10 ⁶ kWh	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
Ressources	26 792	25 818	92	93	7 794	7 506	6 781	8 035	10 679	11 837	4 103	3 985	15 555	16 370
Production primaire	22 465	21 522	—	—	—	—	—	—	—	—	152	140	171	188
Production secondaire	85	99	—	—	7 539	7 252	—	—	6 947	7 918	3 940	3 837	14 982	15 841
(b)	(b)	(b)	—	—	—	—	—	—	(c)	(c)	(c)	(c)	—	—
Importations de la Communauté	3 071	3 367	92	91	247	252	33	41	2 499	2 568	11	8	402	341
Importations des pays tiers	934	830	1	2	8	2	6 748	7 994	1 233	1 351	—	—	—	—
Emplois	26 425	25 798	92	93	7 792	7 498	6 781	8 035	10 679	11 837	4 120	3 990	15 555	16 370
Producteurs d'énergie primaire	1 465	1 154	—	—	—	—	—	—	—	—	44	36	1 675	1 641
Cokeries et usines à gaz	9 844	9 448	—	—	97	78	—	—	70	59	1 608	1 551	—	—
Centrales électriques .....	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Producteurs - distribut. Centrales minières	3 250	3 497	—	—	7	4	—	—	296	389	..	..	1 034	1 061
Raffineries de pétrole	618	727	—	—	..	..	6 947	7 918	..	..	..	..	..	..
Consommateurs finals	9 925	10 394	92	93	6 720	6 557	—	—	6 289	6 874	2 401	2 343	12 481	13 091
Sidérurgie	158	140	—	—	5 790	5 616	—	—	115	214	768	756	..	..
Autres industries	2 729	2 678	7	5	661	691	—	—	2 007	2 113	..	..	..	..
Transports	803	719	—	—	15	12	—	—	1 828	1 985	—	—	..	..
Secteur domestique et équivalents	6 235	6 857	85	89	254	238	—	—	1 369	1 554	..	..	..	..
Autres et non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	534	402	1 201	1 230	12 481	13 091
Produits non énergétiques .....	..	..	..	..	..	..	..	..	486	554	432	857	..	..
Exportations vers la Communauté	2 077	2 329	—	—	731	695	—	—	2 884	2 732	67	60	365	576
Exportations vers les pays tiers	364	690	—	—	257	179	—	—	751	1 042	—	—	—	—
Soutes	35	27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importeurs	- 1 003	- 2 222	—	—	- 20	7	- 166	+ 117	- 40	+ 283	—	—	—	—
Variation stocks consommateurs (e)	- 150	- 246	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Direction générale des Etudes et de la Documentation. Bilan suivant système C.E.C.A. basé sur des statistiques mensuelles et trimestrielles schématiques provisoires et rapidement disponibles.

(a) Bilan suivant système C.E.C.A. basé sur des statistiques mensuelles et trimestrielles schématiques provisoires et rapidement disponibles.
 (b) Consommation de gaz de haut-fourneau par le sidérurgie et ses activités intégrées, ni la production correspondante.
 (c) Non compris la consommation d'électricité et celles d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés. La consommation d'énergie par les centrales des autoconsommateurs, sauf celle des mines, n'est en effet pas encore disponible et est incluse dans la consommation finale.
 (d) Cokeries, sidérurgie, chemins de fer, centrales électriques des producteurs

Consommation intérieure apparente brute d'énergie primaire
(en milliers de tonnes équivalent charbon) (a)

ANNÉE	Energie primaire mise en œuvre					Soldes d'importation et d'exportation d'énergie transformée et mouvements de stocks							Total général	
	Charbon (b)	Bois	Gaz méthane (grisou) (c)	Energie hydro-électrique	Pétrole brut	Total	Agglomérés de houille	Briques de lignite	Coke	Combustibles liquides raffinés	Gaz manufacturé	Gaz de pétrole		Energie électrique	Total
1949 ...	26 317	155	1	22	500	26 995	- 41	+ 43	-	+ 1 743	- 13	+ 14	+ 35	+ 1 142
1950 ...	26 271	153	21	37	637	27 119	- 25	+ 47	-	+ 2 280	- 12	+ 32	+ 53	+ 2 043
1951 ...	30 882	153	44	40	1 299	32 418	- 330	+ 71	-	+ 2 338	- 16	+ 57	+ 67	+ 1 684
1952 ...	28 204	143	68	45	3 789	32 249	- 331	+ 44	-	+ 154	- 13	+ 91	+ 47	- 999
1953 ...	27 008	202	75	51	4 579	31 915	- 307	+ 55	-	+ 301	- 13	+ 95	- 1	- 1 366
1954 ...	27 796	224	78	91	5 426	33 615	- 284	+ 62	-	+ 456	- 26	+ 102	+ 2	- 1 302
1955 ...	29 213	235	115	68	6 629	36 260	- 421	+ 69	-	+ 841	- 29	+ 123	+ 70	- 1 519
1956 ...	30 213	216	116	100	7 643	38 288	- 568	+ 71	-	+ 650	- 39	+ 125	+ 42	- 1 564
1957 ...	28 927	218	127	92	7 626	36 990	- 620	+ 75	-	+ 355	- 40	+ 148	- 55	- 1 692
1958 ...	24 621	217	125	97	9 297	34 357	- 100	+ 73	-	+ 815	- 43	+ 154	+ 42	- 1 462
1959 (d)	25 130	219	112	49	9 369	34 879	- 47	+ 66	-	+ 449	- 36	+ 182	- 51	- 1 022
1960 (d)	25 648	221	92	78	9 924	35 963	- 34	+ 69	-	+ 173	- 37	+ 236	+ 24	- 285
1961 (d)	25 350	220	97	83	11 323	36 951	+	+ 67	-	+ 265	- 32	+ 297	- 148	- 666

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration de l'Industrie et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données revues. La conversion est basée sur les pouvoirs calorifiques inférieurs : charbon : 7.000 kcal/kg; bois : 4.345 kcal/kg; méthane et gaz manufacturés : 4.250 kcal/m³; énergie hydroélectrique et électricité thermique : estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des producteurs thermiques; agglomérés et houille : 7.000 kcal/kg; agglomérés de lignite : 5.000 kcal/kg; coke : 7.000 kcal/kg; combustibles liquides : essences, 10.500 à 10.400 kcal/kg; kérosène, 10.300 kcal/kg; gas-oil, 10.200 kcal/kg; fuel-oil, 9.700 kcal/kg; gaz de pétrole : 11.000 kcal/kg.

(b) Les tonnages de charbon signalés dans cette rubrique se composent d'une part de la consommation de charbon (tonne par tonne, c'est-à-dire sans l'avoir ramené à 7.000 kcal/kg), et d'autre part la consommation connue en schistes (en tonnes d'équivalent charbon de qualité habituellement utilisée par les centrales électriques et les cimenteries).

(c) Valeur du grisou capté.

(d) Données provisoires.

Evolution de la consommation intérieure brute d'énergie primaire (a)

ANNÉE	1953 = 100					En pour-cent du total				
	Charbon et dérivés (b)	Produits pétroliers	Energie hydro-électrique	Bois (c)	Total	Charbon et dérivés	Produits pétroliers	Energie hydro-électrique	Bois	Total
	1949	89,2	51,6	43,1	77,0	92,1	91,2	8,0	0,1	0,7	100,0
1950	100,4	67,4	72,5	77,8	95,5	89,1	10,1	0,1	0,7	100,0
1951	116,5	84,5	78,4	87,2	111,6	88,4	10,8	0,1	0,7	100,0
1952	104,3	92,2	88,2	72,8	102,3	86,3	12,9	0,1	0,6	100,0
1953	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	84,7	14,3	0,2	0,8	100,0
1954	103,9	116,0	178,4	111,3	105,8	83,1	15,7	0,3	0,9	100,0
1955	110,0	135,2	133,3	118,3	113,7	81,9	17,0	0,2	0,9	100,0
1956	113,0	162,8	196,1	111,7	120,2	79,6	19,4	0,3	0,8	100,0
1957	106,3	169,7	180,4	114,0	115,5	77,9	21,0	0,3	0,8	100,0
1958	92,3	197,5	190,2	112,8	107,7	72,6	26,3	0,3	0,9	100,0
1959 (d)	94,4	208,1	96,1	110,9	110,8	72,1	26,9	0,1	0,8	100,0
1960 (d)	96,6	236,3	152,9	112,8	116,8	70,0	29,0	0,2	0,8	100,0
1961 (d)	95,4	259,7	162,7	111,7	119,2	67,8	31,2	0,2	0,8	100,0

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie,
Direction générale des Etudes et de la Documentation.

- (a) En tenant compte du solde importateur et exportateur d'énergie transformée et des mouvements de stocks, pour autant que ceux-ci sont connus. Données revues.
 (b) Y compris le grisou et la totalité du solde du commerce extérieur d'énergie électrique.
 (c) Y compris les briquettes de lignite.
 (d) Données provisoires.

Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (b)	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Combustibles solides</i>								
— charbon et lignite	- 377	+ 620	- 1 693	- 2 702	- 4 227	- 5 408	- 5 260	- 5 492
— coques (c)	+ 1 026	+ 2 425	- 165	688	- 1 658	- 2 382	- 1 910	- 1 965
— agglomérés de charbons et de lignite	- 1 558	- 2 053	- 1 934	- 2 577	- 2 496	- 2 965	- 3 256	- 3 354
	+ 155	+ 248	+ 405	+ 564	73	62	94	173
<i>Pétrole et produits pétroliers</i>								
— pétrole brut et semi-raffiné	- 4 653	- 5 399	- 6 355	- 8 638	- 7 126	- 6 342	- 6 699	- 7 569
— produits dérivés de pétrole	- 4 231	- 4 948	- 6 032	- 7 639	- 7 744	- 7 407	- 7 139	- 7 481
— huiles légères	- 422	- 451	- 324	- 999	+ 618	+ 1 065	+ 440	88
— huiles moyennes	- 365	- 67	+ 98	- 194	+ 288	+ 475	+ 214	+ 126
— huiles lourdes	+ 4	+ 134	+ 172	+ 204	+ 251	+ 390	+ 350	+ 238
	- 61	- 519	- 594	- 1 009	+ 79	+ 200	- 124	- 452
<i>Total</i> ...	- 5 030	- 4 779	- 8 048	- 11 340	- 11 353	- 11 750	- 11 959	- 13 061

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Études et de la Documentation.

(a) Exportations nettes (+); importations nettes (-).
 (b) *Composition du tableau pour 1961.* — Charbon et lignite : T. D. 2701.00; coques : T. D. 2704.00; agglomérés de charbons et de lignite : T. D. 2701.20 + T. D. 2702.10; pétrole brut et semi-raffiné : T. D. 2709.00; huiles légères : T. D. 2710.00 + T. D. 2710.05; huiles moyennes : T. D. 2710.25; huiles lourdes : T. D. 2710.35 + T. D. 2710.45. — Données correspondantes pour les années antérieures.
 (c) La Belgique est exportatrice nette; le solde importateur provient des achats du Grand-Duché de Luxembourg.

Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde

PAYS	Production d'acier brut (en milliers de tonnes)											Part de la production mondiale (en %)							
	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961 (a)	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961 (a)
Allemagne Féd.	18 629	18 102	20 240	24 502	26 563	27 973	26 270	29 435	34 100	33 458	8,6	9,0	9,0	9,3	9,4	9,6	9,6	9,9	9,2
France	10 867	9 997	10 627	12 631	13 441	14 100	14 633	15 197	17 300	17 599	5,0	4,7	4,6	4,7	4,8	5,4	4,9	5,0	4,8
Italie	3 535	3 500	4 207	5 395	5 908	6 787	6 271	6 762	8 229	9 125	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,3	2,2	2,4	2,5
Pays-Bas	693	874	937	979	1 051	1 185	1 437	1 670	1 942	1 968	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6
Belgique	5 170	4 527	5 003	5 894	6 376	6 267	6 007	6 434	7 181	7 002	2,4	2,2	2,1	2,2	2,1	2,2	2,1	2,1	1,9
Luxembourg	3 002	2 658	2 828	3 226	3 456	3 493	3 379	3 663	4 084	4 113	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1
C.E.C.A.	41 896	39 658	43 842	52 627	56 795	59 805	57 997	63 161	72 836	73 265	19,4	19,5	19,3	19,8	20,2	21,2	20,5	21,2	20,1
Royaume-Uni	16 681	17 891	18 817	20 107	20 978	22 047	19 873	20 509	24 694	22 439	7,7	8,3	7,4	7,3	7,5	7,3	6,8	7,2	6,2
U.S.A.	87 766	104 118	82 140	108 647	107 575	105 148	79 114	87 066	91 920	91 140	40,8	36,4	39,8	37,5	35,5	28,9	28,3	26,8	25,1
U.R.S.S.	34 492	38 128	41 434	45 271	48 698	51 043	54 868	59 950	65 292	70 700	16,1	18,4	16,6	17,0	17,2	20,1	19,5	19,0	19,4
Autres pays de l'Est (b)	11 225	12 695	13 044	14 211	15 329	16 153	17 394	18 849	21 240	22 000	5,2	5,8	5,2	5,3	5,5	6,4	6,1	6,2	6,1
Japon	6 988	7 662	7 750	9 408	11 106	12 570	12 118	16 629	22 138	28 273	3,2	3,4	3,5	3,9	4,2	4,4	5,4	6,4	7,8
Chine	1 350	1 770	2 230	2 850	4 520	5 250	8 000	13 350	16 500	21 000	0,6	1,0	1,0	1,6	1,8	2,9	4,3	4,8	5,8
Autres pays (c)	14 847	15 245	16 368	19 752	21 839	23 857	23 916	27 975	28 908	34 483	7,0	7,2	7,2	7,6	8,1	8,8	9,1	8,4	9,5
MONDE (c)	215 245	237 167	225 625	272 693	286 849	295 873	273 280	307 489	343 500	363 300	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Données provisoires.
 (b) République démocratique allemande, Bulgarie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Hongrie.
 (c) Estimation

**Evolution comparée, par pays de la C.E.C.A., de la consommation d'acier brut,
de l'ensemble de la production industrielle et de la production
des industries transformatrices des métaux**
(1955 1959 = 100)

ANNÉE	Production industrielle						Consommation apparente d'acier brut (a)					
	Allem. Féd.	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.	C.E.C.A.	Allem. Féd.	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.	C.E.C.A.
	Indice général (b)						Variante (c)					
1950	49	62	57	66	78	56	49	58	47	62	81	53
1951	59	70	65	69	89	65	53	69	55	68	86	60
1952	62	70	66	69	85	67	66	79	62	74	92	71
1953	68	71	72	76	83	70	66	70	67	86	94	70
1954	76	78	78	86	88	78	76	76	77	84	90	78
1955	89	85	86	92	97	87	97	84	90	99	99	93
1956	96	94	93	97	103	95	99	98	94	101	104	99
1957	101	103	101	99	103	101	99	108	101	106	106	102
1958	104	107	104	99	96	104	96	110	101	93	91	100
1959	112	111	116	111	99	111	109	101	113	102	99	107
1960	126	124	135	127	107	125	127	118	144	119	96	125
1961 (e)	134	131	148	128	113	134	125	126	171	120	129	131
1960 1 ^{er} trimestre ..	118	124	129	124	107	121	124	118	128	111	95	121
2 ^e trimestre ..	128	128	140	135	110	129	123	126	143	123	107	126
3 ^e trimestre ..	122	109	129	121	101	118	141	102	145	122	105	129
4 ^e trimestre ..	134	132	139	129	107	132	122	125	158	120	78	125
1961 1 ^{er} trimestre ..	132	132	142	131	103	132	132	133	163	119	122	135
2 ^e trimestre ..	137	136	151	134	117	137	129	132	165	127	137	136
3 ^e trimestre ..	125	113	140	120	108	123	126	110	161	117	124	126
4 ^e trimestre (e)	142	143	159	127	124	144	113	129	195	117	133	127
	Industrie transformatrice des métaux						Variante (d)					
1950	39	55	60	57	70	49	49	58	48	59	96	54
1951	51	64	64	60	83	59	53	68	57	63	91	60
1952	57	67	68	62	80	63	67	80	64	69	95	71
1953	60	66	74	70	76	65	67	71	68	82	105	71
1954	71	74	76	84	82	73	77	77	79	84	94	78
1955	87	82	85	94	95	86	98	83	91	98	103	94
1956	95	95	93	98	103	95	100	98	93	103	105	99
1957	99	103	102	96	103	100	97	109	101	106	110	102
1958	106	109	105	97	97	106	96	111	100	91	89	100
1959	114	111	114	115	101	112	109	98	114	101	92	106
1960	131	118	137	141	108	127	128	116	146	118	84	124
1961 (e)	143	123	157	140	115	137	125	125	174	119	121	131
1960 1 ^{er} trimestre ..	123	118	133	132	108	123	122	113	128	111	82	118
2 ^e trimestre ..	135	127	151	155	111	135	124	124	145	122	97	125
3 ^e trimestre ..	125	101	127	135	99	117	146	102	148	121	96	131
4 ^e trimestre ..	143	128	139	139	108	136	118	124	162	118	62	123
1961 1 ^{er} trimestre ..	142	122	149	141	107	134	131	130	166	118	117	135
2 ^e trimestre ..	149	131	166	147	124	144	132	131	172	125	120	136
3 ^e trimestre ..	130	103	141	134	107	122	127	110	165	115	119	127
4 ^e trimestre (e)	151	136	172	138	122	148	110	129	193	118	128	126

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

- (a) Production + importations — exportations ± variations des stocks (en usine et chez les négociants). On a converti en équivalent d'acier brut les tonnages importés et exportés et les variations des stocks en utilisant certains coefficients.
- (b) Non compris le bâtiment, les denrées alimentaires, les boissons et le tabac.
- (c) Calculé en considérant seulement dans le commerce extérieur les produits du Marché commun.
- (d) Calculé incluant dans le commerce extérieur les produits sidérurgiques hors Traite.
- (e) Données provisoires.

Production de fonte brute dans les pays de la C.E.C.A. (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Bel- gique	Luxem- bourg	Alle- magne (Rép. F.)	France	Italie	Pays- Bas	C.E.C.A.
1952	4 781	3 076	15 427	9 772	1 143	539	34 738
1953	4 228	2 719	14 036	8 664	1 254	591	31 492
1954	4 573	2 800	15 009	8 838	1 298	610	33 128
1955	5 343	3 048	19 361	10 941	1 677	669	41 039
1956	5 683	3 272	20 594	11 419	1 935	662	43 565
1957	5 579	3 329	21 483	11 884	2 138	701	45 114
1958	5 524	3 275	19 742	11 951	2 107	917	43 516
1959	5 965	3 411	21 602	12 438	2 121	1 137	46 676
1960	6 520	3 713	25 739	14 005	2 715	1 347	54 039
1961 (b)	6 456	3 775	25 431	14 395	3 094	1 456	54 607

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

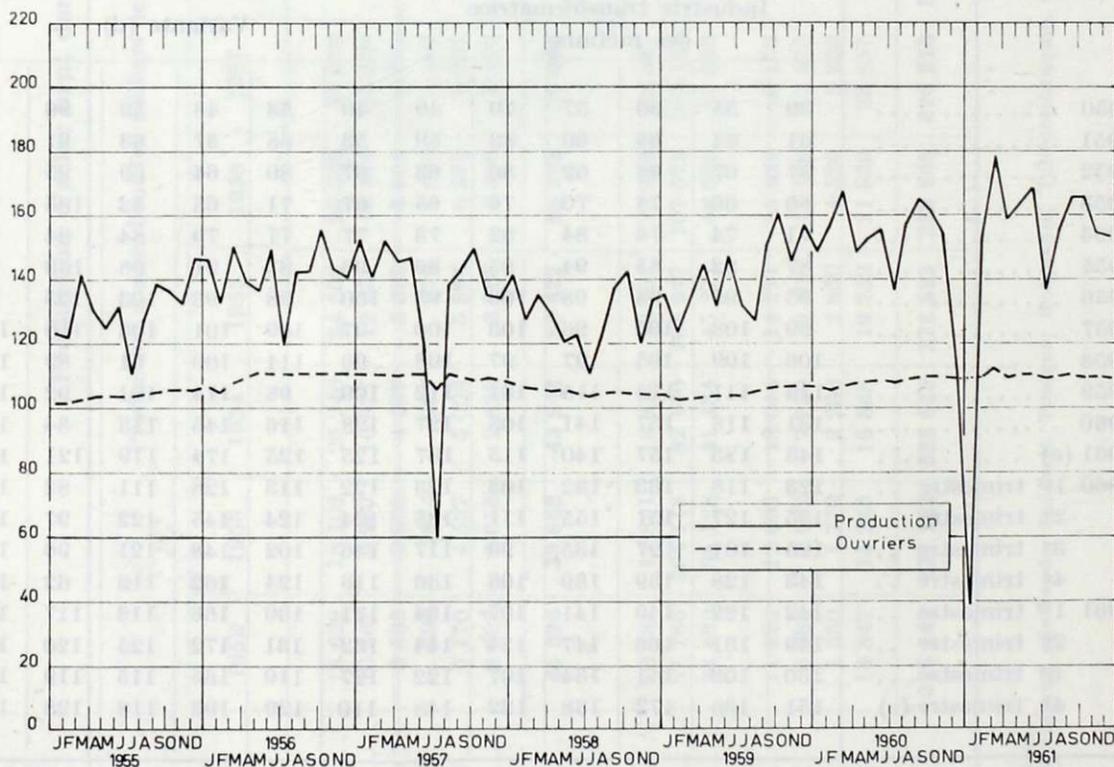
(a) Production nette, sans fonte repassée, fonte Spiegel et ferro-manganèse carburé au haut fourneau et au four électrique à fonte et, pour l'Allemagne (R. F.), ferro-silicium au haut fourneau.

(b) Données provisoires.

Sidérurgie

Production et personnel occupé

(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Direction générale des Études et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits sidérurgiques

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	VALEUR (en millions de francs)									
Minerais de fer	4 578	4 437	4 417	5 183	5 301	62	15	18	20	30
Mitrailles	1 666	543	394	376	391	252	299	576	1 026	767
Fonte brute	1 190	749	866	1 001	1 076	150	121	156	189	153
Ferro-alliages	1 089	611	641	757	756	172	131	112	153	227
Lingots et autres formes primaires	222	515	701	946	827	3 067	3 895	2 847	5 618	4 454
Barres et profilés en fer ou en acier	789	632	868	1 400	1 878	17 910	13 596	15 317	18 819	17 564
dont : fil machine	(197)	(272)	(470)	(587)	(609)	(1 303)	(1 213)	(1 343)	(1 872)	(1 394)
barres	(464)	(283)	(324)	(668)	(711)	(8 853)	(7 207)	(7 585)	(9 767)	(8 878)
Larges plats et tôles	1 417	740	857	1 179	1 418	13 496	12 499	12 217	14 573	12 004
Feuillards	178	136	200	258	285	2 197	2 106	2 520	3 264	3 320
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	111	73	78	110	119	1 387	1 626	1 944	2 534	2 306
Rails et autres éléments	28	22	14	19	29	1 243	1 516	650	575	589
QUANTITÉ (en tonnes)										
Minerais de fer	16 015 515	16 811 659	18 122 962	20 663 460	20 539 299	512 132	111 474	123 597	128 682	189 896
Mitrailles	535 930	309 493	244 779	195 772	196 752	95 301	142 126	274 803	446 206	334 961
Fonte brute	345 572	251 926	349 349	377 604	401 669	35 384	33 886	51 961	63 228	48 920
Ferro-alliages	85 073	63 949	77 793	89 444	84 450	9 958	14 115	14 392	21 439	24 829
Lingots et autres formes primaires	43 877	101 592	158 648	188 432	178 789	560 849	883 020	700 991	1 249 815	1 029 050
Barres et profilés en fer ou en acier	91 252	85 491	137 682	203 470	277 249	2 924 463	2 673 839	3 149 657	3 470 565	3 349 418
dont : fil machine	(30 154)	(41 976)	(82 728)	(95 400)	(98 776)	(236 689)	(238 878)	(275 347)	(333 832)	(274 753)
barres	(45 384)	(33 585)	(42 575)	(83 056)	(113 192)	(1 483 421)	(1 494 149)	(1 625 939)	(1 835 970)	(1 774 110)
Larges plats et tôles	154 066	75 835	94 824	125 502	163 416	1 615 026	1 593 697	1 678 961	1 816 086	1 576 943
Feuillards	17 252	13 719	21 409	25 784	26 975	373 509	364 228	463 688	556 943	570 687
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	6 416	4 766	4 802	6 744	6 287	155 605	199 722	233 729	275 632	253 307
Rails et autres éléments	2 460	2 635	1 807	2 469	3 671	193 033	224 605	126 241	118 283	109 985

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Composition du tableau pour 1961. — Minerais de fer : C.T.C.I. 281.3; mitrailles : C.T.C.I. 282; fonte brute : C.T.C.I. 671.1 + 671.2; ferro-alliages : C.T.C.I. 671.4 + 671.5; lingots et autres... : C.T.C.I. 671.3 + 672; barres et profilés... : C.T.C.I. 673; fil machine : C.T.C.I. 673.11 + 673.13, barres : C.T.C.I. 673.21 + 673.22 + 673.42; larges plats... : C.T.C.I. 674; feuillards : C.T.C.I. 675; fils de fer... : C.T.C.I. 677; rails... : C.T.C.I. 676. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	53	79	156	201	128	—	—	—	—	—
— de plomb	1 210	919	885	775	701	—	—	—	—	—
— de zinc	945	636	981	1 213	962	195	130	166	155	226
— de manganèse	251	208	170	257	315	7	3	—	4	—
— d'étain	1 122	778	722	809	936	—	—	—	—	—
— autres	272	439	741	1 953	1 160	21	13	4	16	34
mitrailles	917	848	1 141	1 232	1 246	262	323	351	451	530
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	758	1 023	1 169	1 603	1 676	14	22	21	55	14
— cuivre	5 740	5 038	6 173	8 932	8 696	3 929	3 734	5 393	5 890	6 323
— étain	288	276	247	391	113	1 041	940	711	901	533
— plomb	269	164	180	214	138	887	690	571	546	540
— zinc	10	43	6	38	199	1 744	1 262	1 400	1 716	1 677
— autres	316	446	890	1 106	1 264	669	841	1 480	1 459	1 561
Demi-produits :										
— en aluminium	291	263	416	508	591	771	912	1 186	1 571	1 819
— en cuivre	178	149	153	223	321	1 505	1 419	1 557	2 289	2 349
— en étain	1	1	2	12	15	1	1	2	9	16
— en plomb	1	3	6	11	9	78	53	61	55	72
— en zinc	3	3	4	4	3	362	327	279	399	286
— autres	85	54	50	94	157	59	58	72	44	38

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Études et de la Documentation.

(a) Composition du tableau pour 1961. — Minerais de cuivre : C.T.C.I. 283.11; de plomb : C.T.C.I. 283.4; de zinc : C.T.C.I. 283.5; de manganèse : C.T.C.I. 283.7; d'étain : C.T.C.I. 283.6; autres : C.T.C.I. 283.22 + 283.3 + 283.91 + 283.92 + 283.99 + 285.02 + 285.0; mitrailles : C.T.C.I. 284. Métaux bruts : aluminium, C.T.C.I. 684.1; cuivre, C.T.C.I. 682.19; étain, C.T.C.I. 687.1; plomb, C.T.C.I. 685.1; zinc, C.T.C.I. 686.1; autres, C.T.C.I. 683.1 + 688 + 689.31 + 689.5. Demi-produits en aluminium : C.T.C.I. 684.21 + 684.22 + 684.23 + 684.24 + 684.25 + 684.26; en cuivre : C.T.C.I. 682.21 + 682.22 + 682.23 + 682.24 + 682.25 + 682.26; en étain : C.T.C.I. 687.21 + 687.22 + 687.23 + 687.24; en plomb : C.T.C.I. 685.21 + 685.22 + 685.23 + 685.24; en zinc : C.T.C.I. 686.21 + 686.22 + 686.23 + 686.24; autres : C.T.C.I. 683.21 + 683.22 + 683.23 + 683.24 + 689.32 + 689.33 + 689.41 + 689.42 + 689.43. — Données correspondantes pour les années antérieures. C.T.C.I. 683.21 + 683.22 + 683.23 + 683.24 + 689.32 + 689.33 + 689.41 + 689.42 + 689.43.

Commerce extérieur de métaux non ferreux
Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	1 032	3 578	5 650	9 280	5 842	—	—	—	—	—
— de plomb	160 435	171 826	153 606	139 454	154 826	21	20	—	26	—
— de zinc	522 637	460 806	535 205	548 719	504 005	56 238	54 294	64 910	45 692	71 504
— de manganèse	136 851	155 825	148 784	222 649	272 579	3 294	1 499	33	2 777	33
— d'étain	14 313	10 387	8 880	10 115	10 269	—	—	3	—	—
— autres	12 932	14 856	39 316	47 773	23 628	473	87	72	97	6 846
Mitrailles	297 604	261 956	284 312	234 144	182 444	39 118	40 154	50 639	64 357	74 923
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	27 748	42 068	49 389	65 765	69 641	540	1 043	930	2 758	610
— cuivre	180 075	184 564	198 077	274 540	277 155	119 372	136 093	165 993	172 105	198 356
— étain	2 810	2 718	2 300	3 577	943	9 963	9 296	6 555	8 236	4 602
— plomb	18 955	16 192	18 120	20 552	14 350	62 274	67 221	56 685	53 404	57 006
— zinc	808	3 390	499	3 017	17 715	136 341	130 524	123 127	120 560	145 945
— autres	2 578	3 567	6 527	8 893	8 593	4 200	4 960	8 969	8 684	9 786
Demi-produits :										
— en aluminium	4 795	4 614	7 953	9 854	13 048	20 110	26 358	34 282	43 773	52 141
— en cuivre	3 262	3 294	2 956	4 253	5 980	37 787	44 277	42 565	60 205	61 786
— en étain	8	5	16	139	161	4	5	12	106	199
— en plomb	40	141	445	808	516	4 477	3 871	5 100	4 408	6 583
— en zinc	81	92	115	102	76	20 743	21 006	17 152	24 968	17 366
— autres	444	293	235	350	546	354	443	770	486	420

(a) Composition du tableau : voir (a) page 58.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique
et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

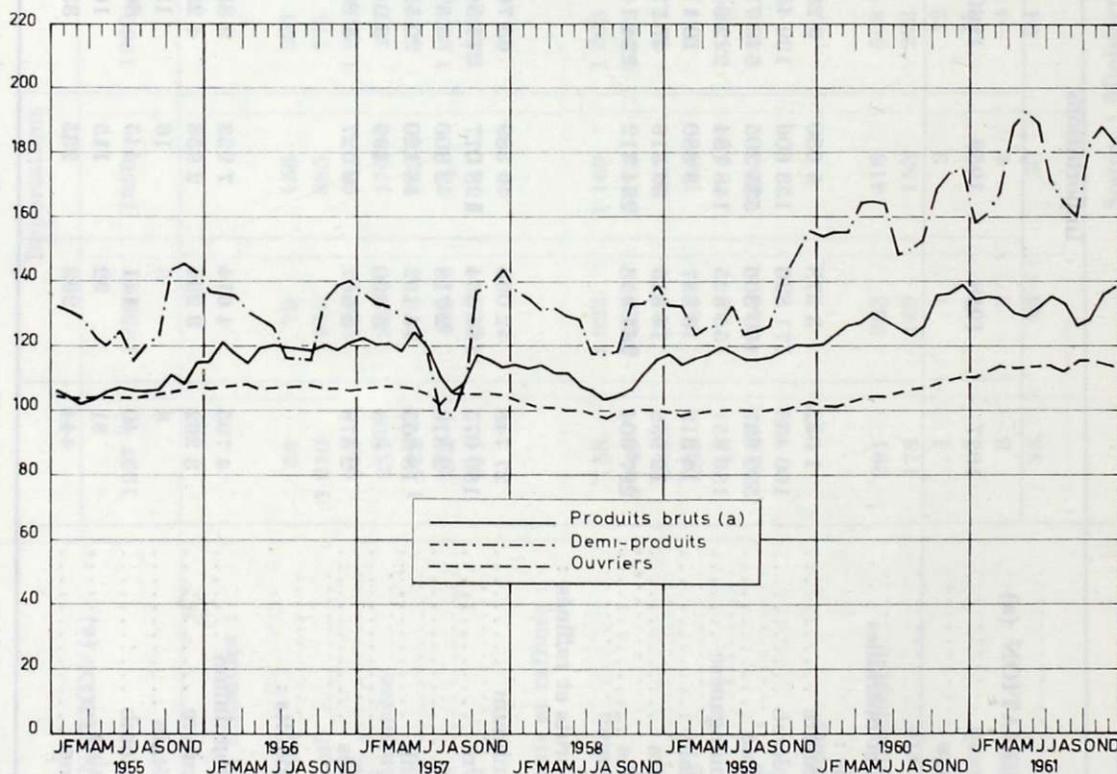
Production de métaux non ferreux

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Métaux (1^{re} et 2^e fusions) :</i>								
Zinc	213,1	211,9	230,7	235,6	214,8	224,3	247,6	245,5
Cuivre.....	153,6	156,9	168,9	152,6	155,2	185,7	211,8	221,6
Plomb.....	71,9	82,8	102,3	99,3	95,9	88,4	92,7	99,9
Etain	11,9	10,5	10,5	9,5	9,1	6,7	8,7	6,5
Aluminium	1,7	2,4	2,7	2,2	2,8	2,6	2,8	1,9
Divers.....	4,4	4,7	5,0	4,8	3,9	4,9	4,6	4,6
<i>Total ...</i>	456,6	469,2	520,0	504,0	481,6	512,6	568,1	580,0
<i>Demi-produits :</i>								
Zinc	36,6	39,9	42,3	42,1	42,9	38,7	38,1	43,6
Cuivre.....	97,4	107,5	102,5	94,2	94,1	95,7	123,6	127,0
Plomb.....	23,4	23,8	24,9	25,4	22,9	23,9	25,6	27,4
Etain	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Aluminium	16,7	26,7	28,7	31,4	38,3	48,2	61,6	71,7
Divers.....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1
<i>Total ...</i>	174,7	198,5	199,2	193,8	198,7	207,1	249,5	270,2

Source : Institut National de Statistique.

Production et personnel occupé dans l'industrie des métaux non ferreux (1953 = 100)



Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Études et de la Documentation.

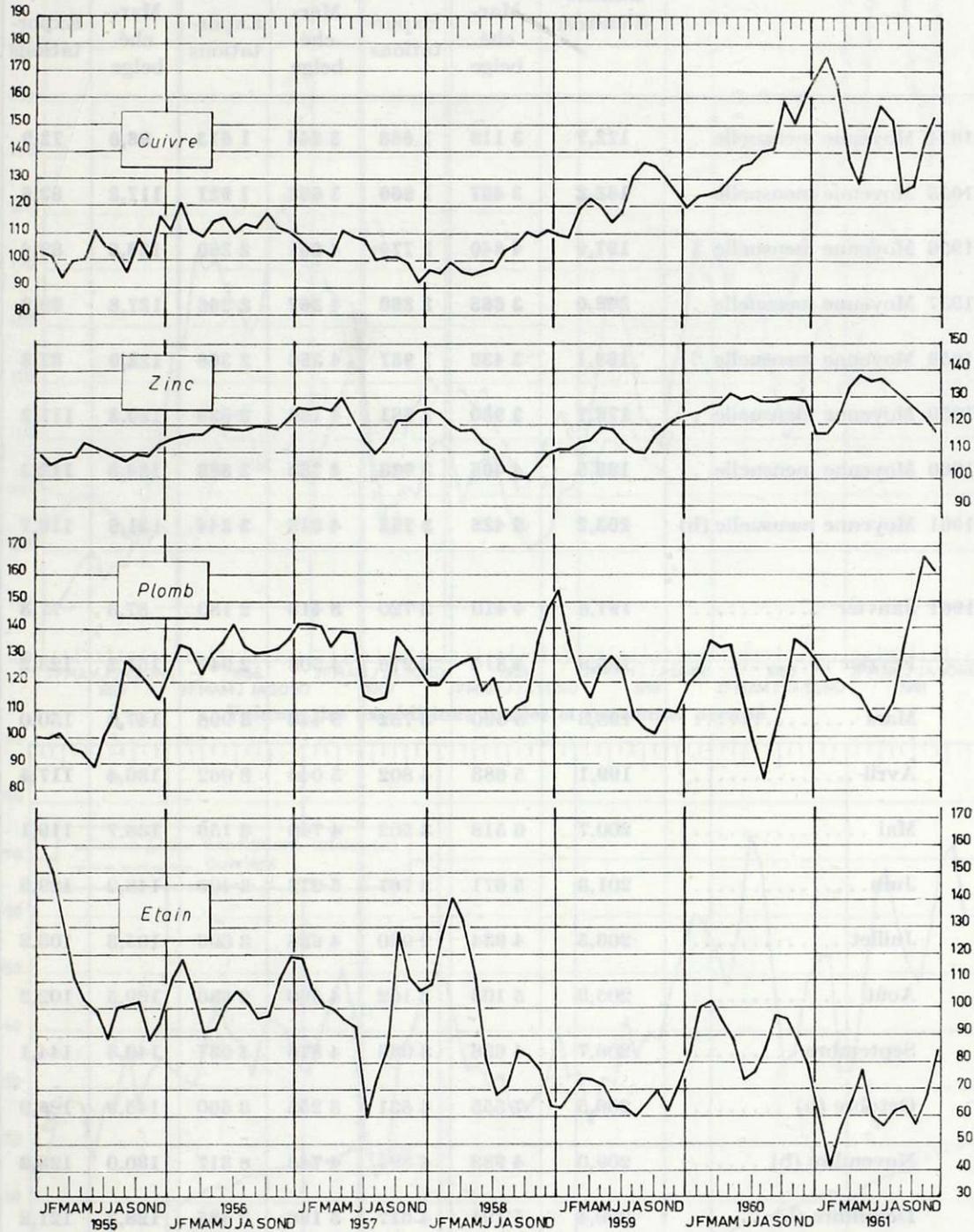
(a) Moyennes mobiles trimestrielles.

Industrie des métaux non ferreux

Produits bruts

Moyennes mobiles trimestrielles

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques (a)

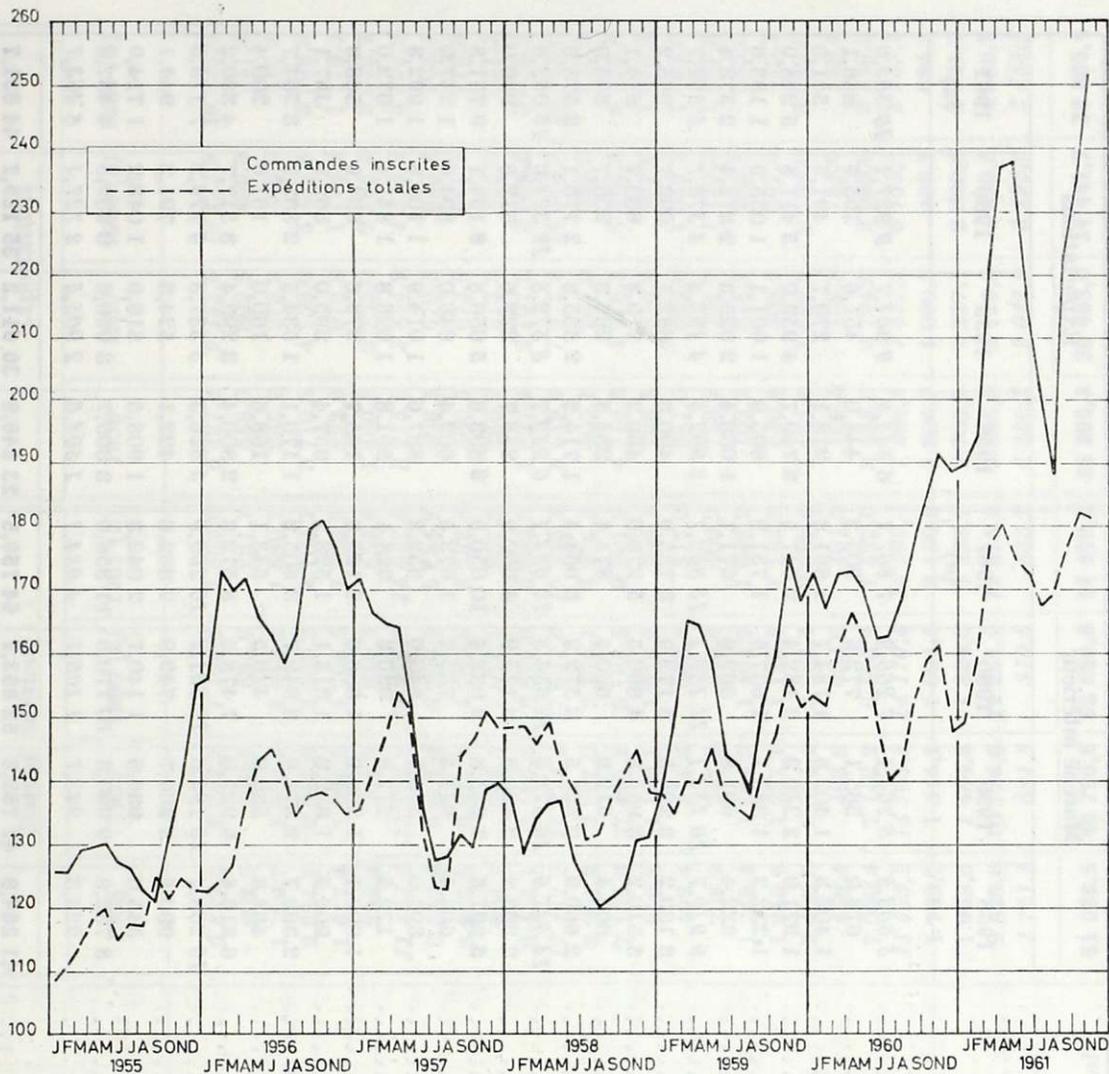
Commandes et expéditions

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers (en milliers d'unités)	Commandes (en millions de francs)		Expéditions			
		Marché belge	Exportations	Valeur (en millions de francs)		Quantité (en milliers de tonnes)	
				Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations
1954 Moyenne mensuelle .	172,7	3 119	1 668	3 244	1 613	98,8	72,9
1955 Moyenne mensuelle .	182,2	3 487	1 960	3 652	1 927	117,2	83,6
1956 Moyenne mensuelle .	197,9	4 340	2 779	4 061	2 260	126,8	89,4
1957 Moyenne mensuelle .	206,0	3 865	2 268	4 267	2 366	127,8	89,9
1958 Moyenne mensuelle .	189,1	3 439	1 987	4 256	2 366	122,0	87,8
1959 Moyenne mensuelle .	176,7	3 980	2 551	4 150	2 539	120,3	111,2
1960 Moyenne mensuelle .	188,5	4 405	2 928	4 388	2 868	124,8	113,3
1961 Moyenne mensuelle (b)	203,2	5 425	3 752	4 815	3 244	131,5	119,7
1961 Janvier	191,8	4 410	2 720	3 413	2 180	87,3	77,3
Février	195,8	4 814	3 276	4 508	2 947	131,2	123,2
Mars	198,3	5 590	3 752	5 444	3 996	147,0	150,0
Avril	199,1	5 683	4 802	5 044	3 062	136,4	117,4
Mai	200,7	6 518	3 502	4 749	3 156	138,7	119,1
Juin	201,3	5 671	3 767	5 278	3 409	148,2	129,9
Juillet	203,5	4 934	2 920	4 688	3 096	105,3	103,2
Août	205,3	5 108	3 162	4 590	2 630	139,5	102,2
Septembre	206,7	4 636	3 083	4 876	4 037	140,3	144,1
Octobre (b)	206,5	7 555	4 531	5 255	3 560	145,9	125,9
Novembre (b)	209,0	4 983	4 894	4 743	3 317	130,0	123,2
Décembre (b)	209,4	5 194	4 617	5 186	3 535	128,3	121,2

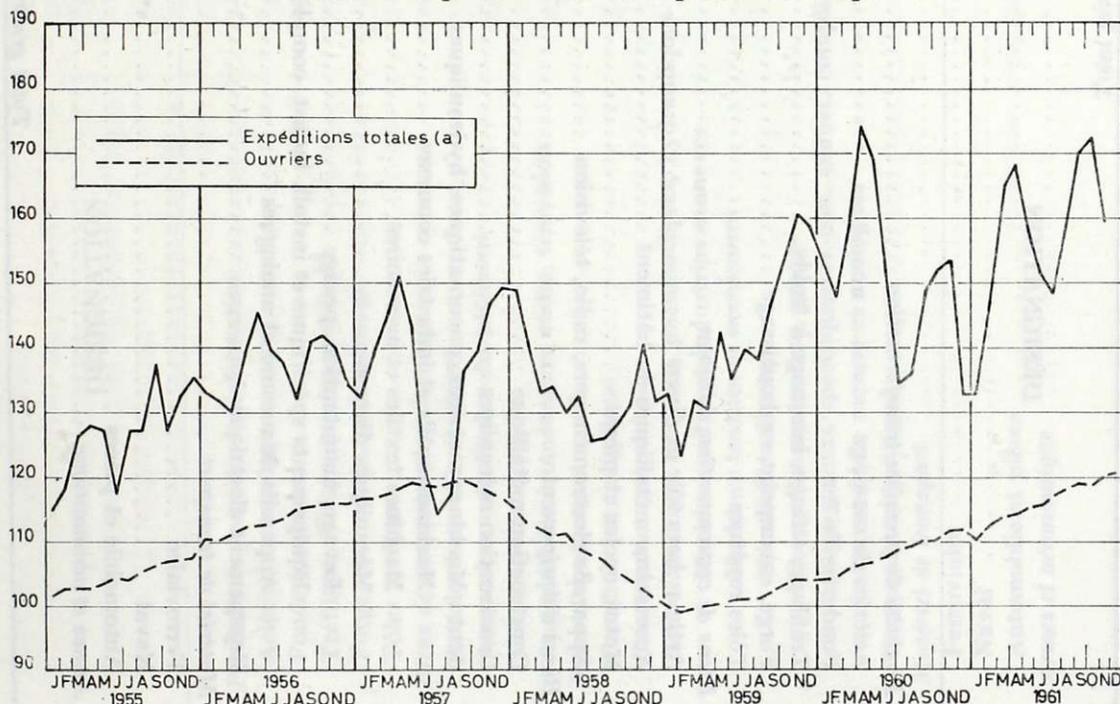
Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabr métal) et Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant au moins 5 ouvriers.
 (b) Données provisoires.

Industrie des fabrications métalliques
(1953 = 100)
Commandes inscrites et expéditions totales en valeur (a)



Volume des expéditions totales et personnel occupé



(a) Premier graphique : moyennes mobiles trimestrielles. Deuxième graphique : moyennes mobiles trimestrielles des indices des quantités expédiées par chacune des 18 branches de l'industrie des fabrications métalliques; pondération par le nombre des ouvriers occupés dans chacune de ces branches en 1953.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimité) et Institut National de Statistique.
Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie,
Direction générale des Études et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques
Evolution des commandes selon les secteurs d'activité
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1958	1959	1960	1961 (a)	1958	1959	1960	1961 (a)
	<i>Produits de première transformation</i>	5 603,9	6 264,1	7 266,9	7 867,7	6 854,8	9 601,7	9 927,1	10 395,0
Acieries de moulage	676,0	565,1	772,6	905,3	448,0	451,6	595,5	848,1
Fonderies de fer	1 402,3	1 402,8	1 784,7	1 891,3	218,1	270,7	491,5	541,0
Tréfilage, étirage, laminage à froid	1 971,0	2 249,3	2 482,4	2 647,5	3 749,7	4 953,0	5 411,8	5 248,9
Forge, estampage, emboutissage	1 232,2	1 385,1	1 637,6	1 751,9	805,6	1 001,1	1 055,9	1 183,6
Tôles revêtues	322,4	661,8	589,6	671,7	1 633,4	2 925,3	2 372,4	2 573,4
<i>Biens de consommation durables</i>	9 919,7	10 784,1	12 132,1	13 862,7	2 902,5	4 193,4	4 376,7	5 594,7
Articles hors tôle et divers	3 133,2	3 295,5	3 172,9	3 755,9	490,3	682,5	693,7	955,2
Accessoires métalliques du bâtiment	3 510,2	3 954,3	4 696,5	5 278,0	463,2	710,3	653,2	814,1
Motos, cycles et pièces	606,4	612,8	690,4	874,4	234,8	265,3	253,7	246,9
Appareils électroménagers, radio, télévision	2 669,9	2 921,5	3 572,3	3 954,4	1 714,2	2 535,3	2 776,1	3 578,5
<i>Biens d'équipement</i>	14 547,6	16 570,3	19 686,8	22 684,1	6 942,7	8 572,8	12 324,6	15 062,0
Construction métallique	2 233,2	2 403,5	3 175,9	4 060,9	248,7	222,6	612,8	980,0
Construction mécanique	5 997,8	7 245,8	9 032,4	10 050,9	3 893,6	5 056,8	8 194,1	9 751,8
dont : Machines motrices, pneumatiques, hydrauliques	663,4	941,5	755,2	1 073,5	602,4	646,0	894,6	1 247,0
Machines-outils et industries connexes	397,0	573,7	640,0	652,2	837,6	1 014,9	1 705,8	1 992,3
Machines textiles et accessoires	173,5	277,8	336,3	328,4	591,8	1 026,8	1 841,4	1 672,0
Mécaniques diverses	1 000,1	1 209,9	1 606,6	2 125,3	165,7	279,6	394,9	568,3
Levage, manutention, pesage	966,5	1 332,3	1 315,1	1 523,2	357,4	395,0	362,9	487,1
Equipements spécifiques et install. ind. complètes	2 363,7	2 371,6	3 949,7	3 805,2	1 170,1	1 534,5	2 832,9	3 584,7
Appareils de mesure et analogues	433,6	539,0	429,5	543,1	168,6	160,0	161,6	200,4
Equipement électrique	6 316,6	6 921,0	7 478,5	8 572,3	2 800,4	3 293,4	3 517,7	4 330,2
<i>Matériel de transport</i>	10 268,4	13 193,6	12 661,2	16 260,9	5 636,3	5 337,8	5 774,2	7 116,3
Ferroviaire	990,5	2 266,7	749,9	2 362,6	422,1	524,3	791,2	944,1
Naval	545,0	936,6	1 140,7	2 042,3	1 908,5	816,9	1 043,2	1 714,9
Automobile et pièces	8 732,9	9 990,3	10 770,6	11 856,0	3 305,7	3 996,6	3 939,8	4 457,3
Armes et aéronautique	925,3	943,7	1 106,7	4 084,1	1 504,6	2 905,5	2 727,1	6 463,7
<i>Total général</i>	41 264,9	47 755,8	52 853,7	64 759,5	23 840,9	30 611,2	35 129,7	44 631,7

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques
Evolution des livraisons selon les secteurs d'activité
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1958	1959	1960 (a)	1961 (b)	1958	1959	1960 (a)	1961 (b)
<i>Produits de première transformation</i>	6 839,6	6 703,7	7 160,6	7 802,6	6 827,4	9 152,6	10 121,9	10 315,0
Acieries de moulage	802,0	560,5	634,9	821,7	558,0	392,5	499,9	741,3
Fonderies de fer	1 709,7	1 552,5	1 618,5	1 880,7	255,7	273,3	402,0	516,2
Tréfilage, étrépage, laminage à froid	2 324,1	2 627,6	2 550,2	2 708,7	3 710,3	4 758,0	5 458,8	5 396,3
Forge, estampage, emboutissage	1 617,4	1 396,5	1 706,5	1 736,9	822,9	973,8	1 174,8	1 118,5
Tôles revêtues	386,4	566,9	650,5	654,6	1 480,5	2 755,0	2 586,4	2 542,7
<i>Biens de consommation durables</i>	11 463,2	11 270,4	12 972,2	14 037,0	3 275,3	3 854,9	4 318,5	5 365,9
Articles hors tôle et divers	3 557,9	3 601,0	3 306,9	3 884,8	606,5	670,5	643,8	903,4
Accessoires métalliques du bâtiment	3 825,5	3 971,5	4 780,3	5 282,6	560,5	673,8	661,1	772,5
Motos, cycles et pièces	624,7	562,5	1 012,1	937,3	280,9	313,3	325,0	351,5
Appareils électroménagers, radio, télévision	3 455,1	3 135,4	3 872,9	3 932,3	1 827,4	2 197,3	2 688,6	3 338,5
<i>Biens d'équipement</i>	17 487,2	17 434,4	17 537,0	19 905,4	8 589,4	7 972,4	10 043,7	12 502,0
Construction métallique	3 201,2	2 797,0	2 756,1	3 276,5	405,1	261,9	363,5	713,5
Construction mécanique	7 195,6	7 495,2	8 185,5	9 101,9	4 716,3	4 916,5	6 694,6	8 538,6
dont : Machines motrices, pneumatiques, hydrauliques	959,3	1 130,1	1 018,6	906,4	733,5	656,9	951,0	1 319,5
Machines-outils et industries connexes	492,4	478,3	543,8	577,0	831,0	889,0	1 052,3	1 484,5
Machines textiles et accessoires	238,9	247,2	346,4	400,2	723,2	751,7	1 120,2	1 487,8
Mécaniques diverses	1 249,4	1 384,3	1 464,7	1 643,2	192,7	311,7	286,5	383,3
Levage, manutention, pesage	1 345,6	1 257,1	1 123,6	1 143,9	640,8	508,5	367,0	426,1
Equipements spécifiques et inst. indust. complètes	2 450,6	2 534,4	3 264,4	3 939,6	1 434,6	1 629,9	2 793,0	3 289,0
Appareils de mesure et analogues	459,4	463,8	424,0	491,6	160,5	168,8	124,6	148,4
Equipement électrique	7 090,4	7 142,2	6 595,4	7 527,0	3 468,0	2 794,0	2 985,6	3 249,9
<i>Matériel de transport</i>	13 555,2	13 705,3	14 170,4	15 300,4	7 406,5	7 437,2	6 765,6	8 188,7
Ferroviaire	1 783,7	1 544,1	1 094,5	2 156,2	1 306,7	1 090,5	465,5	684,3
Naval	1 948,5	1 434,6	1 824,0	1 228,7	2 704,8	2 217,1	2 290,6	2 921,7
Automobile et pièces	9 823,0	10 726,6	11 251,9	11 915,5	3 395,0	4 129,6	4 009,5	4 582,7
Armes et aéronautique	1 721,3	681,8	810,6	633,2	2 296,7	2 047,9	3 192,0	2 433,8
<i>Total général</i>	51 066,5	49 795,6	52 650,8	57 678,6	28 395,3	30 465,0	34 441,7	38 805,4

(a) Données rectifiées.
(b) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimental) et Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques
Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	<i>Articles non mécaniques</i>	4 268	3 997	3 978	4 634	4 928	6 077	5 644	6 472	6 971	8 053
Fils métalliques et tréfilés	374	326	341	382	530	2 456	2 417	3 059	2 887	2 956
Articles en métal, principalement à usage domestique	887	859	925	1 036	811	387	314	325	404	524
Constructions métalliques	366	336	280	416	318	601	533	303	337	619
Tuyaux et récipients	765	655	594	743	902	1 387	1 277	1 551	1 924	1 990
Outils	464	409	427	567	729	210	198	243	338	411
Autres articles manufacturés	1 412	1 412	1 411	1 490	1 638	1 036	905	991	1 081	1 553
<i>Machines et appareils électriques</i>	5 702	5 858	6 407	7 701	9 221	5 168	5 716	4 880	5 745	6 583
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	322	291	307	361	460	646	609	471	547	543
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs ..	93	81	79	112	128	43	32	44	52	81
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	822	896	934	948	1 135	1 145	1 151	936	1 063	1 067
Piles et accumulateurs électriques	126	122	157	167	177	68	65	82	77	86
Lampes et tubes d'éclairage	144	160	181	185	199	188	202	204	236	314
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	270	424	535	650	753	124	167	215	212	301
Équipements électriques pour véhicules	198	180	212	294	321	32	49	26	77	72
Appareils électro-ménagers	910	887	1 112	1 338	1 403	147	159	180	206	243
Appareils pour radio et télévision	574	515	564	720	609	892	1 158	1 061	1 140	1 163
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar ..	564	600	569	713	1 086	1 121	1 289	881	1 153	1 533
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	226	228	252	305	475	79	86	81	64	119
Appareils d'électricité médicale et de radiogr. .	80	88	104	106	116	35	40	42	37	49
Appareillage pour coupure et connexion des circuits électriques	1 373	1 386	1 401	1 097	1 439	648	709	657	614	629
Autres appareils électriques				705	920				267	383

Appareillage de chaufferie	255	377	408	299	224	170	79	108	120	103
Machines-outils pour le travail de métaux	803	700	685	703	1 072	573	555	500	576	833
Machines et tracteurs agricoles	955	848	917	1 041	1 388	361	438	547	902	1 064
Machines de bureau	597	690	660	778	1 162	81	87	109	123	190
Machines pour la métallurgie	297	201	387	734	501	188	199	222	504	391
Machines pour l'industrie textile et du cuir	1 430	1 185	1 027	1 374	1 769	922	908	898	1 361	1 740
Machines à coudre	277	277	267	350	329	29	41	47	58	49
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	422	580	584	626	738	76	76	89	141	182
Machines d'excavation et de terrassement	340	234	294	318	512	57	82	40	192	222
Machines pour autres industries	543	477	545	634	532	307	407	245	359	523
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	682	713	800	795	853	256	303	220	383	664
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses	844	908	901	1 011	1 136	431	486	552	716	816
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	941	771	790	1 089	1 096	419	292	459	531	634
Autres machines-outils et outils	295	243	278	305	408	670	448	471	540	584
Articles de robinetterie et autres organes similaires	507	451	426	534	638	172	127	134	147	192
Roulements de tous genres	307	243	241	311	416	12	14	12	10	18
Autres pièces et accessoires	730	709	650	780	867	523	528	514	473	719
Autres machines et appareils non électriques ..	551	826	792	1 623	1 574	375	457	796	665	1 076

(a) *Composition du tableau pour 1961* — Fils métalliques... : C.T.C.I. 693 + 694 + 698.51 + 698.52 + 698.53; articles en métal... : C.T.C.I. 696 + 697.11 + 697.12 + 697.21 + 697.22 + 697.23 + 812.3; constructions métalliques : C.T.C.I. 691.1 + 691.2; tuyaux... : C.T.C.I. 678 + 692; outils : C.T.C.I. 695; autres... : C.T.C.I. 679 + 697.91 + 697.92 + 697.93 + 698 — 698.51 — 698.52 — 698.53 + 812.1 + 821.02; fils tressés... : C.T.C.I. 723.1; isolateurs... : C.T.C.I. 723.21 + 723.22 + 723.23; génératrices... : C.T.C.I. 722.1; piles... : C.T.C.I. 729.11 + 729.12; lampes et tubes d'éclairage : C.T.C.I. 729.2; lampes, tubes... : C.T.C.I. 729.3; équipements... : C.T.C.I. 729.41 + 729.42; appareils électro-ménagers : C.T.C.I. 723; appareils pour radio... : C.T.C.I. 724.1; appareils pour télégraphie... : C.T.C.I. 724.91 + 724.92 + 724.99; appareils électriques de mesure... : C.T.C.I. 729.51 + 729.52; appareils d'électricité médicale... : C.T.C.I. 726; appareillage de chauffage : C.T.C.I. 711.1 + 711.2 + 711.31 + 711.32; machines-outils... : C.T.C.I. 715.1; machines et tracteurs agricoles : C.T.C.I. 712 + T.D. 8706.00; machines de bureau : C.T.C.I. 714; machines pour la métallurgie : C.T.C.I. 715.21 + 715.22 + 715.23; machines pour l'industrie... : C.T.C.I. 717.11 + 717.12 + 717.13 + 717.14 + 717.15 + 717.2; machines à coudre : C.T.C.I. 717.3; machines pour la fabrication... : C.T.C.I. 718.11 + 718.12 + 718.21 + 718.22 + 718.29; machines d'excavation... : C.T.C.I. 718.41 + 718.42; machines pour autres industries : C.T.C.I. 718.39 + 718.51 + 718.52; machines, appareils, chariots... : C.T.C.I. 719.21 + 719.22 + 719.23; machines, appareils, chariots... : C.T.C.I. 719.31 + 719.32; autres machines-outils et outils : C.T.C.I. 719.51 + 719.52 + 719.53 + 719.54; articles de robinetterie... : C.T.C.I. 719.92; roulements de... : C.T.C.I. 719.7; autres pièces et accessoires : C.T.C.I. 719.91 + 719.93 + 719.94 + 719.99; autres machines... : C.T.C.I. 711.7 + 711.81 + 711.89 + 719.41 + 719.43 + 719.61 + 719.62 + 719.63 + 719.64 + 719.65 + 719.66 + 719.67 + 719.68. — Données correspondantes pour les années antérieures.

(suite à la p. 70)

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques
Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Articles non mécaniques</i>	121 819	107 440	108 830	130 423	133 976	428 468	420 571	525 069	539 267	595 834
Fils métalliques et tréfilés	8 954	7 658	7 855	8 854	9 881	211 556	223 131	287 160	262 530	275 720
Articles en métal, principalement à usage domestique	18 259	16 738	18 241	21 531	21 620	11 613	9 369	8 611	12 539	19 170
Constructions métalliques	19 057	16 370	14 098	20 928	13 124	46 742	34 316	24 795	26 322	43 808
Tuyaux et récipients	41 331	34 884	37 022	42 930	49 621	115 230	117 364	162 514	186 921	190 448
Outils	4 739	4 214	4 495	5 190	6 291	2 630	2 201	2 161	1 723	1 844
Autres articles manufacturés	29 479	27 576	27 119	30 990	33 439	40 697	34 190	39 828	49 232	64 844
Machines et appareils électriques	47 381	46 963	52 314	63 296	68 474	45 843	48 699	42 334	50 897	52 961
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	5 507	5 995	5 758	6 485	7 798	14 248	15 521	11 513	12 839	11 024
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	2 196	2 012	1 989	1 981	2 079	1 100	785	975	874	1 084
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	8 747	8 584	8 697	9 456	10 355	12 962	14 310	11 322	14 032	14 885
Piles et accumulateurs électriques	2 559	2 858	3 877	4 945	4 835	2 046	1 935	2 385	2 630	3 606
Lampes et tubes d'éclairage	670	762	1 033	1 128	1 188	1 199	1 350	1 474	1 688	1 826
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	1 036	1 913	2 521	3 423	4 120	135	167	220	256	379
Equipements électriques pour véhicules	1 127	1 052	1 286	1 575	1 780	172	153	144	238	177
Appareils électro-ménagers	8 567	8 907	11 661	15 660	16 949	1 218	1 159	1 377	2 194	2 457
Appareils pour radio et télévision	3 142	2 682	2 632	2 986	2 223	3 847	3 951	4 282	5 425	5 549
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar ..	2 813	2 985	3 414	3 697	4 352	3 477	3 903	3 402	4 594	5 917
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	371	386	602	511	607	238	299	279	243	420
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	171	205	232	278	239	68	69	71	55	93
Appareillage pour coupure et connexion des circuits électriques	10 175	8 622	8 612	4 892	5 809	5 133	5 097	4 890	3 894	3 204

Appareillage de chaufferie	3 230	5 149	4 844	4 233	2 506	4 186	1 865	2 816	2 204	2 311
Machines-outils pour le travail de métaux	8 711	7 574	6 830	8 473	11 543	7 094	6 205	5 646	7 271	9 381
Machines et tracteurs agricoles	22 323	20 984	20 290	22 575	28 133	6 926	8 267	10 906	17 492	20 964
Machines de bureau	1 562	1 751	1 633	1 855	2 281	206	233	304	345	599
Machines pour la métallurgie	4 780	2 868	14 228	20 400	18 851	3 877	4 123	4 638	16 476	17 954
Machines pour l'industrie textile et du cuir	15 968	12 354	9 704	12 922	15 020	14 235	14 449	13 986	20 673	24 477
Machines à coudre	1 980	1 745	1 784	2 134	1 894	116	170	208	252	201
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	3 751	6 305	5 438	5 901	6 070	1 028	1 053	1 220	2 772	3 062
Machines d'excavation et de terrassement	6 854	4 820	6 615	6 805	10 838	1 468	1 509	1 592	4 148	4 471
Machines pour autres industries	8 822	7 591	9 144	9 339	7 191	7 040	6 875	4 196	5 566	6 776
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	7 785	8 167	9 320	12 099	9 919	3 175	4 072	3 427	5 383	9 181
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses	7 804	8 287	8 417	10 210	9 898	4 171	4 614	5 361	6 815	7 799
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	20 873	18 004	18 013	20 721	21 122	8 944	5 535	8 119	9 069	10 698
Autres machines-outils et outils	4 217	3 239	4 290	3 154	3 926	13 137	9 844	7 998	8 566	10 111
Articles de robinetterie et autres organes similaires	4 799	4 037	3 715	4 435	4 918	2 830	1 946	2 424	2 209	2 807
Roulements de tous genres	2 447	1 952	1 971	2 394	3 011	100	94	140	90	176
Autres pièces et accessoires	15 307	14 860	13 695	10 750	10 602	14 414	15 535	15 368	10 404	15 308
Autres machines et appareils non électriques	9 704	15 563	22 750	22 953	13 479	3 543	845	2 309	5 786	11 840

(a) Composition du tableau : voir note (a) page 67

(suite à la p. 71)

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques (suite)

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Matériel de transport</i>	13 194	13 699	15 643	19 991	21 373	8 348	9 989	10 406	10 809	12 964
Moteurs non électriques	2 635	1 793	2 257	2 745	2 848	1 473	1 878	1 485	1 579	1 806
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	1 138	1 253	1 552	2 250	2 695	2 793	3 111	4 033	5 054	6 009
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	6 424	6 984	8 331	10 817	11 060	254	219	248	435	563
Motocycles et bicyclettes avec moteur	331	198	206	239	271	74	112	112	117	128
Vélocipèdes sans moteur	251	214	208	223	156	187	186	215	204	177
Autres véhicules routiers et remorques	108	105	130	175	196	59	48	42	55	69
Aéronefs	1 372	1 775	2 047	2 418	3 099	543	235	723	530	518
Navires et bateaux	523	992	653	864	718	1 257	2 452	2 182	2 015	2 822
Matériel roulant pour chemins de fer	412	385	259	260	330	1 708	1 748	1 366	820	872
<i>Armes et munitions</i>	292	255	389	257	355	1 815	1 806	2 345	3 095	2 420
<i>Instruments scientifiques et horlogerie</i>	1 250	1 335	1 502	1 537	1 889	203	178	242	209	310
Instruments scientifiques	920	1 003	1 175	1 189	1 475	197	171	233	199	295
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(403)	(492)	(639)	(590)	(733)	(87)	(56)	(117)	(82)	(150)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(149)	(150)	(157)	(224)	(280)	(8)	(11)	(13)	(27)	(38)
instruments d'optique	(187)	(187)	(188)	(209)	(252)	(34)	(40)	(39)	(42)	(57)
Horlogerie	330	332	327	348	414	6	7	9	10	15

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique
et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Composition du tableau pour 1961. — Moteurs non électriques : C.T.C.I. 711.41 + 711.42 + 711.5 + 711.6 + 711.7 — T.D. 8408.50; automobiles... : C.T.C.I. 732.1 + 732.2 + 732.3 + 732.4 + 732.5; parties d'automobiles... : C.T.C.I. 732.6 + 732.7 + 732.8 + 732.89 — T.D. 8706.00; motocycles... : C.T.C.I. 732.91 + 732.92; vélocipèdes... : C.T.C.I. 733.11 + 733.12; autres véhicules... : C.T.C.I. 733.31 + 733.32 + 733.39 + 733.4; aéronefs : C.T.C.I. 734; navires et bateaux : C.T.C.I. 735; matériel roulant... : C.T.C.I. 731; armes et munitions : T.D. 93; instruments scientifiques : C.T.C.I. 861; instruments scientifiques de mesure... : C.T.C.I. 861.91 + 861.92 + 861.93 + 861.94 + 861.95 + 861.96 + 861.97 + 861.98 + 861.99; appareils et matériels... : C.T.C.I. 861.4 + 861.51 + 861.52 + 861.53 + 861.54 + 861.55 + 861.56 + 861.57 + 861.58 + 861.59; instruments d'optique : C.T.C.I. 861.11 + 861.12 + 861.13 + 861.14 + 861.15 + 861.16 + 861.17 + 861.18 + 861.19 + 861.20 + 861.21 + 861.22 + 861.23 + 861.24 + 861.25 + 861.26 + 861.27 + 861.28 + 861.29 + 861.30 + 861.31 + 861.32 + 861.33 + 861.34 + 861.35 + 861.36 + 861.37 + 861.38 + 861.39; horlogerie : C.T.C.I. 864. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques (suite)

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	<i>Matériel de transport</i>	283 664	338 270	412 783	433 100	461 673	180 449	230 063	262 315	237 987	266 449
Moteurs non électriques	14 952	11 776	12 576	15 370	15 123	7 812	7 843	5 159	6 853	9 126
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	23 230	28 786	38 553	39 232	51 248	48 371	52 414	67 752	82 802	93 672
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	114 991	123 202	147 830	183 625	182 062	3 994	3 932	4 738	6 916	9 223
Motocycles et bicyclettes avec moteur	3 082	1 878	2 021	2 314	2 773	641	1 117	1 027	1 099	1 275
Vélocipèdes sans moteur	3 563	3 124	2 975	3 118	2 136	3 443	3 593	4 343	4 246	3 533
Autres véhicules routiers et remorques	5 602	5 955	7 451	6 131	6 765	1 305	933	1 101	1 364	1 614
Aéronefs	1 072	1 050	1 287	1 185	1 633	362	259	449	511	438
Navires et bateaux	96 136	150 483	198 600	173 595	185 148	45 069	101 337	136 473	103 568	115 548
Matériel roulant pour chemins de fer	21 036	11 996	6 490	8 530	14 785	69 452	58 635	41 273	30 628	32 020
<i>Armes et munitions</i>	3 410	3 335	3 196	3 324	3 960	5 660	8 186	9 058	13 886	9 488
<i>Instruments scientifiques et horlogerie</i>	2 755	2 700	2 908	3 563	3 996	589	471	570	626	1 123
Instruments scientifiques	2 113	2 069	2 350	2 964	3 335	578	460	560	609	1 107
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(1 054)	(1 033)	(1 296)	(1 651)	(1 779)	(195)	(110)	(203)	(175)	(579)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(264)	(268)	(270)	(535)	(686)	(13)	(32)	(27)	(90)	(123)
instruments d'optique	(227)	(251)	(236)	(301)	(326)	(89)	(83)	(101)	(94)	(124)
Horlogerie	642	631	558	599	661	11	11	10	17	16

(a) Composition du tableau : voir note (a) page 70. Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution de l'emploi (ouvriers et employés) selon les secteurs d'activité

Moyennes mensuelles

(en unités)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961 (a)
<i>Produits de première transformation</i>	37 011	33 751	32 838	34 516	36 293
Aciéries de moulage	5 940	5 112	3 775	4 310	4 816
Fonderies de fer	8 021	6 781	6 809	6 979	7 921
Tréfilage, étirage, laminage à froid . . .	13 009	12 898	13 594	14 221	14 871
Forge, estampage, emboutissage	8 028	7 129	6 814	6 694	6 600
Tôles revêtues	2 013	1 831	1 846	2 312	2 085
<i>Biens de consommation durables</i>	56 188	54 061	53 557	57 217	60 771
Articles hors tôle et divers	15 633	15 118	14 466	13 706	14 366
Accessoires métalliques du bâtiment . .	19 541	17 964	17 600	19 623	20 562
Motos, cycles et pièces	4 537	4 067	3 972	4 412	4 429
Appareils électroménagers, radio, télé- vision	16 477	16 912	17 519	19 476	21 414
<i>Biens d'équipement</i>	96 333	92 259	86 898	93 500	103 510
Construction métallique	13 733	12 894	10 683	10 983	12 640
Construction mécanique	45 385	43 486	42 677	48 204	51 974
dont : Machines motrices, pneumati- ques, hydrauliques	5 244	5 396	5 472	4 579	4 371
Machines-outils et industries con- nexes	6 308	5 398	5 090	5 878	7 047
Machines textiles et accessoires	4 021	3 764	3 659	4 765	5 244
Mécanique générale	5 796	5 456	5 584	6 445	6 583
Levage, manutention, pesage	6 083	6 342	6 304	5 776	5 433
Machines et installations pour diverses industries	14 991	14 193	13 832	18 426	20 800
Appareils de mesure et analogues	2 942	2 937	2 736	2 335	2 596
Equipement électrique	37 215	35 879	33 538	34 312	38 896
<i>Matériel de transport</i>	44 222	39 571	34 200	34 634	34 668
Ferroviaire	7 430	8 134	5 875	4 657	5 463
Naval	21 081	16 207	12 983	13 459	11 986
Automobile et pièces	15 711	15 230	15 342	16 518	17 219
<i>Armes et aéronautique</i>	16 244	14 023	13 099	14 042	14 841
<i>Total général</i>	249 998	233 665	220 592	233 909	250 083

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur
(unités)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	<i>Véhicules automobiles pour le transport de personnes :</i>									
— pour transport en commun	26	36	33	79	258(b)	116	186	49	144	448(b)
— autres	12 071	13 498	18 325	30 065	30971	32 383	38 923	60 360	79 676	88 971
<i>Véhicules automobiles pour le transport de marchandises</i>										
2 654	2 759	2 930	3 652	5 722		3 539	5 119	6 026	6 204	6 537
<i>Motocyclettes</i>	4 318	2 606	2 912	3 209	3 315	406	403	300	336	323
<i>Bicyclettes à moteur</i>	46 320	25 709	26 332	31 488	29 674	4 853	8 213	7 739	10 128	13 480
<i>Scoters à moteur</i>	6 131	4 097	4 090	3 923	3 531	3 390	7 000	6 206	4 594	4 178
<i>Bicyclettes sans moteur</i>	3 983	3 336	4 121	3 997	7 068	54 737	97 594	112 896	86 694	59 418

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Composition du tableau pour 1961. — Transport en commun : T. D. 8702.00; autres : T. D. 8702.20; véhicules automobiles pour le transport de marchandises : T. D. 8702.40 + 8702.50; motocyclettes : T. D. 8709.20; bicyclettes à moteur : T. D. 8709.00; scooters à moteur : T. D. 8709.10; bicyclettes sans moteur : T. D. 8710.00.
— Données correspondantes pour les années antérieures.

(b) Elargissement de la définition statistique.

Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique

DÉSIGNATION (a)	Valeur (en millions de francs)					Quantité (en tonnes)				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
Sel	170	182	185	198	203	534 690	515 843	574 070	617 189	610 026
Soufre brut	189	138	185	236	216	106 148	97 167	135 722	183 358	166 301
Pyrites de fer	255	184	223	258	214	343 222	326 693	452 252	518 966	449 772
Phosphates bruts	352	392	405	423	561	483 624	580 871	619 451	652 328	900 313
Caoutchouc	844	695	933	1 055	967	29 415	28 182	33 128	37 217	39 687

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique
et Direction générale des Études et de la Documentation.

(a) Composition du tableau pour 1961. — Sel : C.T.C.I. 276.3; soufre brut : C.T.C.I. 274.1, pyrites de fer : C.T.C.I. 274.2 + 281.4; phosphates bruts : C.T.C.I. 271.3; caoutchouc : C.T.C.I. 23. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Production de quelques secteurs de l'industrie chimique

(en milliers de tonnes)

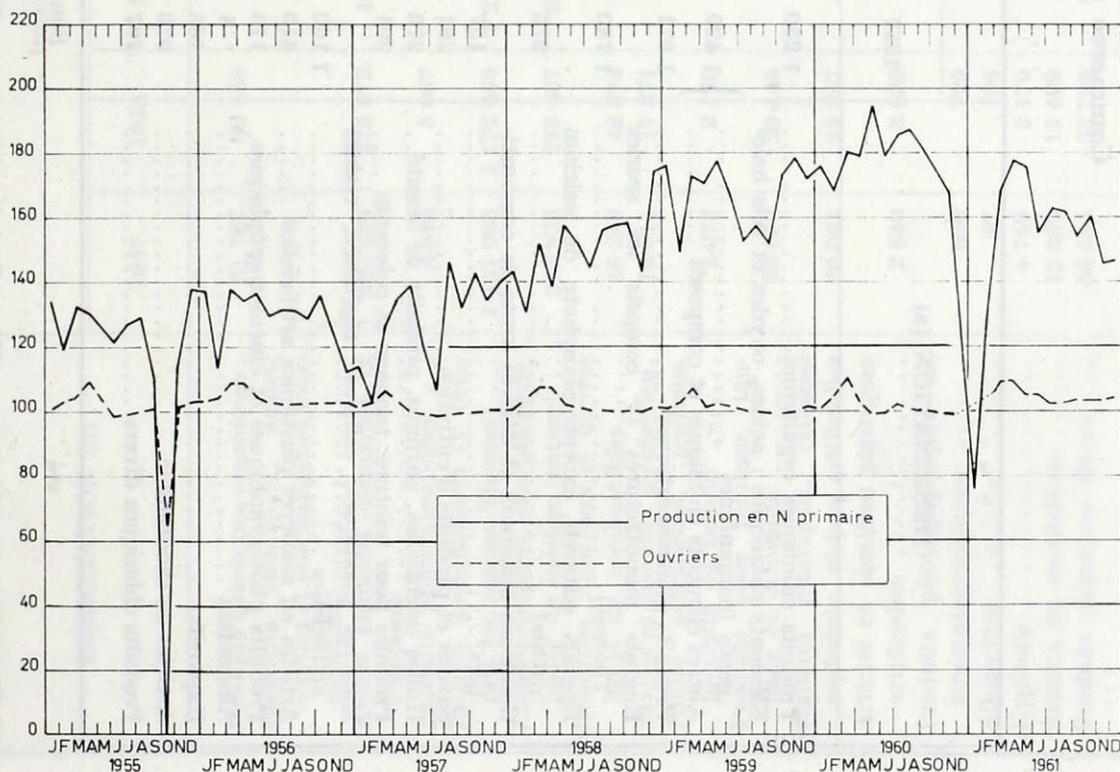
PÉRIODE	Industrie de l'azote		Goudron brut	Benzol moteur
	Azote primaire	Engrais composés		
	(a)	(b)		
1953 Moyenne mensuelle	15,2	7,6	16,8	2,2
1954 Moyenne mensuelle	18,6	10,8	16,9	2,3
1955 Moyenne mensuelle	17,4	10,9	18,2	3,1
1956 Moyenne mensuelle	19,6	13,3	20,7	3,4
1957 Moyenne mensuelle	19,5	13,1	21,0	4,2
1958 Moyenne mensuelle	22,9	20,1	20,6	4,6
1959 Moyenne mensuelle	25,3	19,8	21,5	4,8
1960 Moyenne mensuelle	26,6	22,4	22,3	1,7
1961 Moyenne mensuelle	23,0	31,0	22,5	0,1
1961 Janvier	11,3	32,0	14,7	0,3
Février	19,4	47,6	21,4	0,6
Mars	25,6	46,6	24,3	0,2
Avril	27,1	21,6	23,3	0,6
Mai	26,8	19,2	23,6	0,0
Juin	23,6	21,3	23,3	0,0
Juillet	24,8	22,7	22,6	0,0
Août	24,7	30,0	23,1	0,0
Septembre	23,5	27,8	23,2	0,0
Octobre	24,4	36,8	23,1	0,0
Novembre	22,2	33,5	22,9	0,0
Décembre	22,3	32,8	23,9	0,0

(a) En 1.000 t N.

(b) En 1.000 t marchandises.

Sources : Institut National de Statistique.
Distigoudron.

Industrie de l'azote Production et personnel occupé (1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de produits chimiques

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
Produits chimiques organiques	1 250	1 175	1 351	1 634	1 632	498	488	677	958	1 261
Éléments chimiques ; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	1 429	1 489	1 567	651	696	1 730	1 476	2 467	881	929
Autres éléments chimiques et composés	1 871	1 787	1 957	2 242	2 150	924	810	944	1 614	1 152
Produits pharmaceutiques	1 780	1 966	2 063	2 020	2 173	5 549	3 763	6 584	5 329	5 138
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas)	273	229	175	207	246	11	8	6	10	13
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel	157	169	149	160	160	341	293	212	424	335
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	261	244	337	288	287	276	288	361	357	405
Savons et produits d'entretien	273	278	305	304	344	57	63	78	80	90
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	991	888	1 049	1 298	1 064	268	207	248	442	443
Produits pour teinture, tannage et colorants	1 162	1 326	1 647	2 134	2 420	572	562	621	1 000	950
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	413	495	563	523	650	225	239	277	346	391
Articles en matières plastiques artificielles	114	129	155	182	225	2 025	2 029	2 425	2 411	2 988
Produits photographiques et cinématographiques	1	2	1	2	3	157	152	147	136	158
Allumettes	165	148	109	199	160	212	211	248	229	222
Explosifs	979	966	1 120	1 411	1 546	839	772	850	847	984
Articles en caoutchouc	707	759	863	1 151	1 336	556	513	483	514	571
Produits chimiques divers										

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Études et de la Documentation.

(a) Composition du tableau pour 1961. — Produits chimiques... : C.T.C.I. 512; éléments chimiques... : C.T.C.I. 513; autres éléments... : C.T.C.I. 514 + 515; produits pharmaceutiques : C.T.C.I. 54; engrais manufacturés... : C.T.C.I. 56; engrais naturels... : C.T.C.I. 271.1 + 271.2 + 271.4; goudron... : C.T.C.I. 52; savons... : C.T.C.I. 54; huiles essentielles... : C.T.C.I. 551 + 553; produits pour... : C.T.C.I. 53; matières plastiques... : C.T.C.I. 581; articles... : C.T.C.I. 893 + T.D. 4202.00 - 4202.10 - 4202.20; produits photographiques... : C.T.C.I. 862; allumettes : C.T.C.I. 899.32; explosifs : C.T.C.I. 571; articles en caoutchouc : C.T.C.I. 62 + 841.6; produits chimiques divers : C.T.C.I. 599. — Données correspondantes pour les années antérieures

Commerce extérieur de produits chimiques
Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	Produits chimiques organiques. Eléments chimiques ; acides, oxydes et sels halogénés inor- ganiques	61 767	60 488	71 067	85 286	87 604	27 429	26 606	41 843	63 427	121 084
Autres éléments chimiques et composés	297 433	375 873	403 940	108 492	139 220	503 725	419 370	608 774	267 950	305 344
Produits pharmaceutiques ...	4 944	5 667	5 514	4 324	3 966	2 589	2 412	2 362	395 503	409 668
Engrais manufacturés (y com- pris les scories Thomas) ...	1 151 088	1 172 454	1 249 661	1 258 857	1 368 565	3 404 280	3 763 431	3 842 297	3 477 601	3 310 194
Engrais naturels, excepté phos- phate de calcium naturel ..	279 823	273 437	223 740	251 511	293 171	4 074	4 016	2 709	5 177	6 923
Goudrons minéraux et dérivés	46 248	42 574	40 039	48 279	55 558	73 965	67 199	76 932	121 966	107 606
Savons et combustibles	16 615	17 271	22 182	19 772	15 230	13 925	15 466	21 238	21 696	28 532
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	2 073	2 170	2 488	2 467	2 697	508	629	861	821	1 021
Produits pour teinture, tan- nage et colorants	30 678	29 146	33 052	30 647	27 580	25 492	19 012	24 616	36 789	35 524
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	30 061	35 387	44 462	67 836	82 227	11 264	11 501	12 909	17 603	19 912
Articles en matières plastiques artificielles	2 840	3 639	4 215	4 916	6 544	1 988	2 324	2 944	3 700	4 106
Produits photographiques et cinématographiques	600	729	980	910	1 037	12 859	12 972	15 069	13 043	15 609
Allumettes	27	108	69	164	202	6 172	5 615	5 288	5 117	5 658
Explosifs	4 749	3 170	1 845	2 306	1 796	4 975	4 457	5 110	5 302	4 101
Articles en caoutchouc	15 333	15 499	18 683	22 997	25 996	15 176	14 237	16 691	18 358	21 280
Produits chimiques divers ...	56 584	53 722	61 198	71 194	80 344	37 446	35 773	38 695	39 955	35 965

(a) Composition du tableau : voir note (a) page 76.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique
et Direction générale des Études et de la Documentation.

Production de papier et de carton
(en milliers de tonnes)

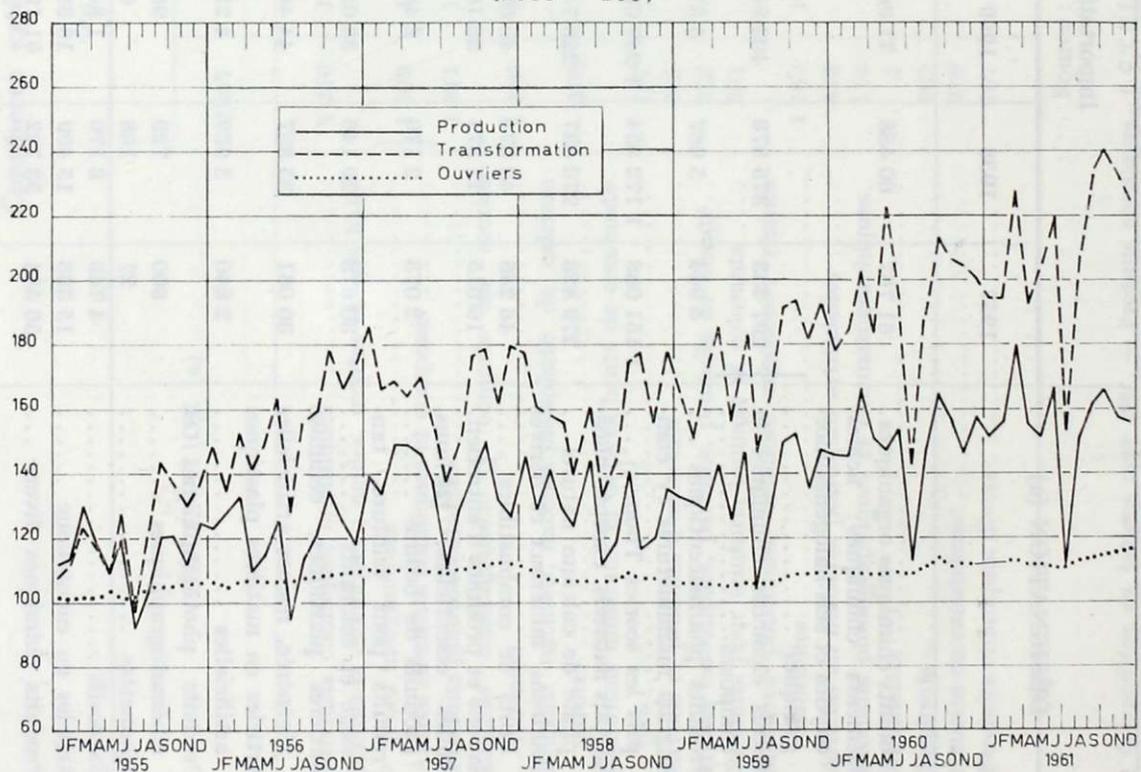
ANNÉE	Pro- duction	Transfor- mation	Total
1952	257,0	135,4	332,4
1953	280,9	156,2	437,1
1954	305,1	166,4	471,6
1955	321,9	191,2	513,1
1956	336,8	239,6	576,4
1957	383,6	259,2	642,8
1958	362,9	249,1	612,0
1959	378,6	270,7	649,3
1960	419,4	302,0	721,4
1961 (a)	435,7	327,8	763,5

Source : Institut National de Statistique

(a) Données provisoires.

Industrie du papier et du carton

Production et personnel occupé
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	Pierre de taille et de construction.....	202	181	187	229	260	167	158	179	195	242
Sable, gravier, autres pierres.....	330	294	307	340	394	368	323	369	426	465
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite	103	92	105	106	121	163	143	261	259	258
Argiles et autres minéraux réfractaires.....	218	180	186	233	264	267	258	136	177	177
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a...	63	52	45	79	88	77	59	63	92	100
Autres minéraux bruts similaires.....	1 195	1 033	1 282	662	634	135	98	148	47	66
Ciment.....	37	32	33	33	59	1 091	773	865	793	854
Ouvrages en amiant-ciment etc., pour bâtiment, sauf céramique.....	40	41	33	30	45	483	457	709	920	931
Briques et autres matériaux de construction réfractaires.....	305	317	287	353	398	70	107	95	78	158
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune.....	147	136	147	165	192	218	141	202	307	411
Verre.....	256	232	302	341	355	2 941	3 272	4 371	4 980	4 563
dont : verre à vitres non travaillé.....	(19)	(13)	(18)	(17)	(20)	(1 412)	(1 699)	(2 440)	(2 353)	(1 994)
verre à glace non travaillé.....	(25)	(27)	(60)	(50)	(16)	(886)	(856)	(1 263)	(1 387)	(1 239)
verres travaillés et spéciaux.....	(125)	(122)	(148)	(192)	(222)	(637)	(713)	(864)	(1 234)	(1 322)
Verrerie.....	300	304	322	376	411	591	643	774	657	778
dont : bouteilles, flacons et autres emballages .	(75)	(70)	(85)	(132)	(137)	(186)	(223)	(258)	(352)	(447)
Articles en matières céramiques.....	456	445	416	462	483	59	65	69	92	92
Autres articles en minéraux similaires, n.d.a.	372	360	386	475	532	198	167	197	269	309

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique
et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Composition du tableau pour 1961. — Pierre de taille... : C.T.C.I. 273.11 + 273.12 + 273.13 + 661.31 + 661.32 + 661.33; sable... : C.T.C.I. 273.3 + 273.4; pierres à plâtre... : C.T.C.I. 273.21 + 273.22 + 661.1; argilles... : C.T.C.I. 276.21 + 276.22 + 276.23 + 276.24; scories... : C.T.C.I. 276.62 + 276.68 + 276.69; autres minéraux... : C.T.C.I. 275.22 + 276.1 + 276.4 + 276.54 + 276.55 + 276.56 + 276.57 + 276.58 + 276.59 + 276.60 + 276.61 + 276.62 + 276.63 + 276.64 + 276.65 + 276.66 + 276.67 + 276.68 + 276.69 + 276.70 + 276.71 + 276.72 + 276.73 + 276.74 + 276.75 + 276.76 + 276.77 + 276.78 + 276.79 + 276.80 + 276.81 + 276.82 + 276.83 + 276.84 + 276.85 + 276.86 + 276.87 + 276.88 + 276.89 + 276.90 + 276.91 + 276.92 + 276.93 + 276.94 + 276.95 + 276.96 + 276.97 + 276.98 + 276.99 + 277.00; ciment : C.T.C.I. 661.2; ouvrages en amianté... : C.T.C.I. 661.81 + 661.82 + 661.83; briques et autres... : C.T.C.I. 662.31 + 662.32 + 662.33; briques, tuiles... : C.T.C.I. 662.41 + 662.42 + 662.43 + 662.44 + 662.45; verre : C.T.C.I. 664; verre à vitres... : C.T.C.I. 664.3; verre à glace... : C.T.C.I. 664.4; verres travaillés... : C.T.C.I. 664.5 + 664.6 + 664.7 + 664.8 + 664.9 + 664.92 + 664.94; verrerie : C.T.C.I. 651.8 + 653.8 + 665; bouteilles... : C.T.C.I. 665.11 + 665.12; articles en... : C.T.C.I. 663.91 + 663.92 + 666 + 812.2; autres articles... : C.T.C.I. 663 — 663.91 — 663.92. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
Pierre de taille et de construction	1 136 946	127 554	122 627	138 690	153 380	278 279	313 765	378 649	529 429	810 494
Sable, gravier, autres pierres	7 077 769	6 630 681	6 417 081	6 521 331	7 266 955	2 111 429	1 827 317	2 208 994	2 648 524	3 193 830
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite.	396 221	365 105	403 371	419 584	468 900	1 013 617	1 045 070	1 252 138	1 207 632	1 200 638
Argiles et autres minéraux réfractaires	277 389	219 480	226 765	294 814	314 675	396 227	409 681	331 368	373 955	372 385
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	278 735	272 806	190 385	348 188	358 595	450 769	529 946	973 675	1 139 089	1 405 225
Autres minéraux bruts similaires	466 483	397 378	451 633	301 564	254 179	224 121	178 856	203 232	174 635	175 738
Ciment	17 949	11 276	9 942	11 612	63 245	1 724 981	1 202 251	1 401 372	1 325 259	1 404 272
Ouvrages en amiante-ciment, etc., pour bâtiment sauf céramique	3 738	3 202	3 069	5 702	12 918	126 037	116 561	165 202	226 094	223 804
Briques et autres matériaux de construction réfract.	75 475	67 696	55 988	76 525	85 657	15 496	28 545	24 270	20 080	46 246
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	89 917	76 125	83 343	89 728	102 002	156 105	73 491	103 095	187 018	344 103
Verre	42 171	44 965	59 378	59 378	47 136	287 767	324 154	425 012	464 433	401 136
dont : verre à vitres non travaillé	(1 587)	(584)	(843)	(713)	(853)	(181 574)	(214 928)	(283 537)	(292 581)	(238 245)
verre à glace non travaillé	(5 013)	(5 120)	(12 763)	(10 887)	(2 470)	(48 509)	(48 087)	(71 374)	(80 608)	(68 985)
verres travaillés et spéciaux	(3 620)	(3 076)	(6 332)	(8 239)	(8 423)	(57 002)	(60 413)	(68 971)	(89 622)	(89 010)
Verrerie	24 652	22 716	26 865	32 880	32 893	37 291	42 924	52 567	56 659	(67 231)
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(12 269)	(10 380)	(12 847)	(19 453)	(20 143)	(25 940)	(30 630)	(34 924)	(50 212)	(60 273)
Articles en matières céramiques	18 024	17 064	16 676	17 963	17 127	2 174	2 290	2 915	4 607	5 178
Autres articles en minéraux, n. d. a.	102 538	93 592	96 454	113 528	123 399	32 357	23 666	38 934	44 275	65 375

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

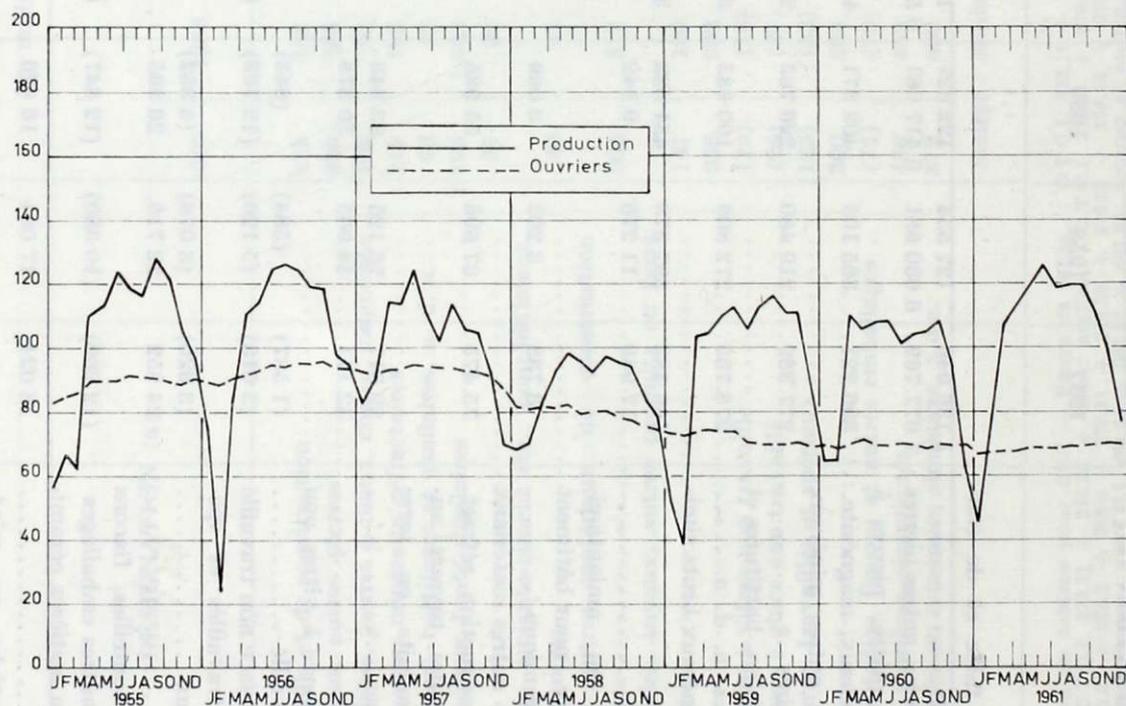
(a) Composition du tableau : voir note (a) page 80.

Production de ciment
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Quantité
1951	4 395,4
1952	4 110,9
1953	4 626,1
1954	4 375,3
1955	4 688,7
1956	4 663,7
1957	4 705,2
1958	4 057,4
1959	4 438,6
1960	4 387,9
1961	4 753,9

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du ciment
Production et personnel occupé
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Briques ord. tout format	10 ⁶ p.	2 280,4	2 111,7	2 242,9	2 056,3	1 981,6	2 065,7	2 127,3
Briques de parement .	10 ⁶ p.	152,4	129,7	168,9	153,2	169,5	184,0	222,1
Tuyaux de drainage .	10 ³ t	7,5	7,2	11,7	10,2	9,5	9,1	13,1
Protège-câbles	10 ³ t	24,5	24,3	22,0	22,6	31,1	29,0	30,3
Briques creuses pour hourdis	10 ³ t	250,4	251,8	264,5	194,7	210,4	198,1	190,4
Autres briques creuses	10 ³ t	166,3	180,0	169,6	171,7	244,4	291,0	409,1

Source : Institut National de Statistique.

Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Chaux	10 ³ t	1 812,0	1 852,5	1 904,7	1 764,1	1 773,7	1 927,7	1 922,9
Calcaire.....	10 ³ t	1 771,4	2 203,1	2 244,4	2 871,1	3 378,7	3 778,6	4 849,1
Dolomies: crues	10 ³ t	256,2	290,6	325,1	369,2	384,1	450,3	489,7
frittées	10 ³ t	248,8	261,8	250,8	245,0	252,4	307,3	299,6
Plâtre	10 ³ t	35,9	34,8	36,4	43,6	61,9	65,9	69,8
Agglomérés de plâtre	10 ³ m ²	1 155,9	1 236,4	1 318,4	1 279,8	1 552,2	2 437,7	3 012,1
Chaux hydraulique	10 ³ t	12,0	8,2	7,8	7,2	6,9	5,9	6,2
Carbonates naturels.....	10 ³ t	301,9	362,4	388,1	350,5	268,2	419,2	910,5
Phosphates.....	10 ³ t	19,6	13,6	16,1	18,0	..	..	..

Source : Institut National de Statistique.

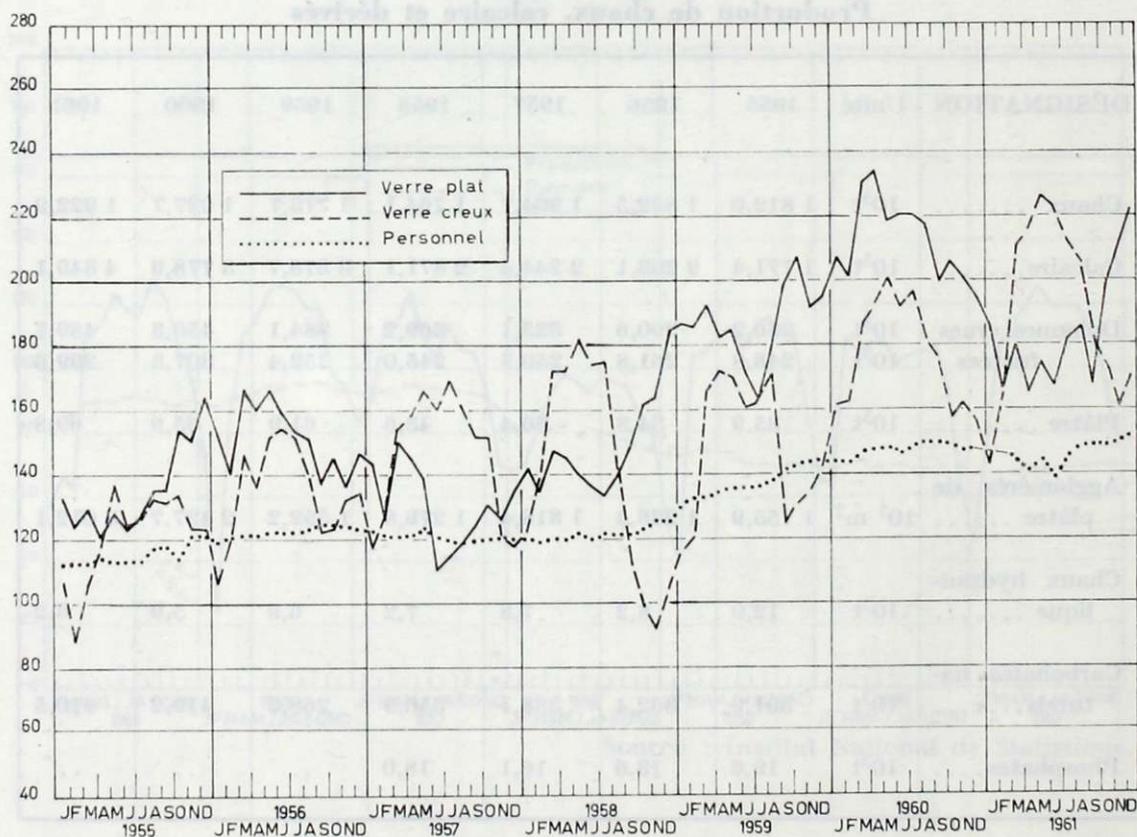
Production de l'industrie céramique

DÉSIGNATION	Unité	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Extraction de matières premières	10 ³ t	634,3	640,2	562,5	430,3	515,8	591,0	689,2
Vaisselle de faïence ...	10 ³ t	5,1	5,2	4,8	4,8	5,6	5,5	5,4
Porcelaine	10 ³ t	2,2	2,6	2,4	2,1	1,7	2,1	2,5
Carreaux de revêtement	10 ³ m ²	1 543,8	1 446,9	1 470,6	1 276,5	1 267,2	1 401,7	1 513,9
Carreaux de pavement en demi-grès	10 ³ m ²	125,3	122,3	154,3	148,9	117,2	97,3	132,5
Produits réfractaires .	10 ³ t	111,6	142,3	148,2	119,6	123,1	145,8	175,4
Tuiles et accessoires ..	10 ³ t	200,9	187,2	196,2	150,3	155,9	151,3	145,1
Meules abrasives	10 ³ t	1,0	1,0	0,9	0,8	0,7	0,8	1,2
Papiers abrasifs et toiles abrasives.....	10 ³ m ²	576,0	540,6	502,7	472,5	389,4	423,3	517,9
Céramique architecturale	10 ³ t	8,0	13,9	18,5	15,2	20,5	22,0	30,4
Poterie en terre cuite ..	10 ³ t	8,4	9,5	9,5	11,1	12,5	14,3	7,3

Source : Fédération des Industries céramiques de Belgique.

Industrie du verre

Production et personnel occupé
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Production textile
Filatures, tissages, préparation de la laine
(en tonnes)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Préparation de la laine</i>							
Lavage et carbonisa- ge de la laine	18 735	23 596	24 010	21 187	24 908	24 399	25 931
Peignage de laine ..	21 218	24 521	26 459	23 788	25 069	27 569	29 314
<i>Filatures :</i>							
Coton	111 752	113 540	117 791	91 472	103 844	110 890	113 344
Laine	41 660	45 339	47 130	38 057	46 479	50 800	54 108
Lin	8 771	9 157	10 586	8 751	11 394	12 824	14 570
Chanvre	2 310	2 051	2 008	838	737	771	858
Jute	78 045	76 573	69 108	73 317	79 092	78 254	63 148
Fibres dures (fils simples)	19 296	21 289	24 750	27 002	26 705	22 927	31 179
Rayonne : fils	10 869	11 005	12 705	10 285	10 820	12 640	13 152
Rayonne : fibres ...	20 991	21 771	21 956	16 729	17 578	18 186	20 485
<i>Tissages :</i>							
Coton	74 107	79 638	84 591	67 165	74 688	84 448	81 554
dont :							
Tissus courants ..	(36 654)	(40 371)	(44 499)	(34 232)	(37 096)	(45 130)	(44 609)
Tissus, velours et peluches d'ameu- blement	(9 822)	(11 388)	(13 050)	(11 906)	(14 522)	(15 550)	(16 419)
Tapis	(12 252)	(13 763)	(12 656)	(11 310)	(13 084)	(13 490)	(10 657)
Lin	7 099	7 213	7 530	6 738	7 534	8 078	7 775
Laine	28 457	30 882	29 972	24 675	29 242	29 307	33 372
dont :							
Tissus courants ...	(10 736)	(11 635)	(11 165)	(7 989)	(8 861)	(8 762)	(9 938)
Tissus, velours et peluches d'ameu- blement	(945)	(1 130)	(1 283)	(1 580)	(2 177)	(2 753)	(3 094)
Tapis	(13 650)	(14 738)	(13 673)	(12 351)	(15 634)	(14 796)	(16 972)
Rayonne et fibranne	7 030	8 239	9 449	8 442	9 029	10 356	11 840
Jute	42 157	38 653	35 150	39 968	37 275	37 240	28 006
Fibres dures	2 242	2 318	2 635	3 523	4 253	4 423	3 885
Couvertures	10 815	9 676	9 648	6 647	5 672	6 016	5 731
Torchons, lavettes et chamoisettes	3 364	3 783	4 391	3 178	4 013	4 030	4 396

Source : Institut National de Statistique.

Stocks de tissus
Situation au 31 décembre
(en tonnes)

NATURE DES TISSUS	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Coton	10 093	8 564	10 715	10 983	11 019	11 342	12 963
Lin	1 420	1 338	1 302	1 218	1 162	1 108	1 230
Laine	3 475	3 634	4 272	4 054	3 923	3 906	4 785
Rayonne ou fibranne .	1 825	1 731	1 967	1 898	1 784	1 605	1 728
Jute	2 645	2 856	2 276	2 294	2 419	2 924	1 975
Tapis de fibres dures ..	221	202	233	303	313	497	414

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des matières textiles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Laine et poils d'origine animale</i>	8 894	5 437	6 752	7 088	7 836	4 565	3 104	3 943	3 992	4 255
Laine en suint ou lavée de dos	5 504	3 312	3 759	4 088	4 838	192	98	156	326	349
Laine lavée	540	287	449	371	397	1 544	1 042	1 255	1 231	1 300
Poils d'autres animaux	277	279	531	423	306	526	436	664	569	599
Laine et poils cardés ou peignés	1 828	1 121	1 396	1 591	1 567	1 247	826	1 014	1 081	1 087
Laine d'effilochage, déchets	745	438	617	615	728	1 056	702	854	785	920
<i>Coton</i>	4 184	2 681	2 630	3 420	3 326	216	139	183	154	169
<i>Jute</i>	878	863	751	731	1 077	43	36	42	67	77
<i>Lin</i>	694	400	537	598	826	1 772	1 255	1 391	1 639	1 848
Lin brut	467	252	301	349	510	1	—	—	—	—
Lin teillé et épeigné	157	88	130	120	168	1 573	1 060	1 178	1 420	1 501
Etoupes et déchets	70	60	106	129	148	198	181	213	219	347
<i>Soie et autres fibres d'origine végétale</i>	378	357	383	455	517	60	56	58	74	77
<i>Fibres synthétiques et artificielles</i>	397	301	393	669	931	397	294	281	265	396
Fibres synthétiques et déchets	201	172	249	493	702	32	25	31	61	195
Fibres artificielles et déchets	196	129	144	176	229	365	269	250	204	201
<i>Friperie, drilles, chiffons</i>	154	94	137	132	124	405	299	333	335	335
<i>Total matières textiles</i> ...	15 579	10 133	11 583	13 093	14 637	7 458	5 183	6 231	6 526	7 157

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1961.* — Laine et poils... : C.T.C.I. 262; laine en suint... : C.T.C.I. 262.1; laine lavée : C.T.C.I. 262.2; poils... : C.T.C.I. 262.3 + 262.51 + 262.59; laine et poils... : C.T.C.I. 262.7 + 262.8; laine d'effilochage... : C.T.C.I. 262.9; coton : C.T.C.I. 263; jute : C.T.C.I. 264; lin : C.T.C.I. 265.11 + 265.12 + 265.13; lin brut : C.T.C.I. 265.11; lin teillé... : C.T.C.I. 265.12; étoupes... : C.T.C.I. 261 + 265.2 + 265.3 + 265.4 + 265.5 + 265.8; fibres synthétiques et artificielles : C.T.C.I. 266; fibres synthétiques... : C.T.C.I. 266.21 + 266.22 + 266.23 + T.D. 5603.00; fibres artificielles... : C.T.C.I. 266.31 + 266.32 + 266.33 + T.D. 5603.10; friperie... : C.T.C.I. 267. — Données correspondantes pour les années antérieures

Commerce extérieur des matières textiles
Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	<i>Laine et poils d'origine animale</i>	115 985	97 825	123 033	119 261	139 728	37 494'	32 131	43 087	44 562	50 714
Laine en suint ou lavée de dos	80 737	69 032	82 787	80 962	97 586	2 252	1 567	2 523	4 973	6 012
Laine lavée	5 143	3 807	6 850	5 000	5 712	13 491	11 318	15 195	14 283	15 736
Poils d'autres animaux	3 061	2 876	4 718	3 518	3 457	2 170	2 472	3 792	2 707	2 789
Laine et poils cardés ou peignés	11 403	9 551	12 372	13 582	13 504	7 319	5 982	7 855	8 217	8 693
Laine d'effilochage, déchets	15 641	12 563	16 306	16 199	19 469	12 262	10 792	13 722	14 382	17 484
<i>Coton</i>	129 333	92 019	107 667	127 444	116 615	12 262	9 552	13 726	13 561	14 891
<i>Jute</i>	74 181	80 002	74 382	67 679	63 658	5 335	5 028	6 685	10 269	8 779
<i>Lin</i>	206 993	126 313	140 873	141 969	218 353	76 363	66 738	76 253	78 164	98 335
Lin brut	189 695	109 320	112 762	116 741	191 408	239	15	1	—	4
Lin teillé et épeigné	7 210	5 049	7 942	5 869	8 359	53 905	41 933	47 120	50 017	58 478
Etoupes et déchets	10 088	11 945	20 169	19 359	18 586	22 220	24 789	29 132	28 147	39 853
<i>Soie et autres fibres d'origine végétale</i>	35 432	35 704	35 047	34 945	41 795	4 372	4 921	4 472	5 445	6 170
<i>Fibres synthétiques et artificielles</i>	7 953	4 934	6 291	9 567	12 811	13 694	10 854	10 110	8 453	10 093
Fibres synthétiques et déchets	1 983	1 259	2 117	4 243	5 550	394	326	382	725	1 712
Fibres artificielles et déchets	5 970	3 675	4 174	5 324	7 261	13 300	10 528	9 728	7 728	8 381
<i>Friperie, drilles, chiffons</i>	23 773	13 675	18 995	19 060	22 924	29 677	27 112	29 846	32 561	33 881
<i>Total matières textiles</i>	593 650	450 476	506 288	519 925	615 884	179 197	156 336	184 179	193 015	222 863

(a) Composition du tableau : voir note (a) page 86.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique
et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits textiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Filés</i>	1 817	1 268	1 741	2 111	2 696	5 718	4 673	5 405	6 589	6 652
— en laine et poils	607	393	581	640	775	3 023	2 193	2 928	3 414	3 312
— en coton	554	358	389	463	669	1 460	1 198	1 194	1 390	1 413
— en lin	96	65	111	107	100	340	222	242	293	330
— en soie	41	31	31	39	37	14	11	12	13	15
— en jute	6	6	12	12	16	296	315	353	428	478
— en fibres synthétiques	303	274	353	500	712	114	160	229	457	556
— en fibres artificielles	182	122	239	318	343	470	573	445	588	541
— en autres fils n. d. a.	28	19	25	32	44	1	1	2	6	7
<i>Tissus du type standard</i>	3 295	2 937	3 451	3 878	4 130	6 465	5 647	6 373	7 481	8 358
— en laine et poils	985	854	1 013	1 179	1 229	2 102	1 864	2 134	2 411	2 707
— en coton	1 012	936	1 187	1 322	1 127	2 486	2 062	2 220	2 915	3 023
— dont : écrus non mercerisés	(155)	(77)	(160)	(206)	(163)	(458)	(393)	(325)	(463)	(439)
— mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(857)	(859)	(1 027)	(1 116)	(964)	(2 028)	(1 669)	(1 895)	(2 452)	(2 584)
— en lin, chanvre et ramie	21	15	14	16	16	490	434	456	489	467
— en soie	101	96	127	155	143	5	5	12	9	9
— en jute	1	2	11	24	157	301	239	308	352	312
— en fibres synthétiques	1 211	1 023	1 094	1 170	572	1 079	1 041	1 242	1 303	494
— en fibres artificielles	14	11	5	12	874	2	2	1	2	1 342
— autres tissus n. d. a.					12					4
<i>Autres produits textiles</i>	2 951	2 869	3 224	3 707	4 403	6 749	6 190	6 564	7 645	8 609
Etoffes de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces	109	118	143	144	208	164	200	179	228	317
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie	305	287	299	344	443	367	393	376	500	647
Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, autres que de bonneterie	375	358	413	475	571	255	226	276	392	496

	205	212	218	258	286	215	218	243	247	247
Accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie										
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie.....	513	549	690	720	906	1 113	1 008	1 043	1 265	1 452
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	51	44	48	66	69	100	78	69	111	151
Couverture et couvre-pieds	63	42	41	35	45	324	230	224	242	277
— de laine	(10)	(6)	(7)	(8)	(11)	(168)	(110)	(103)	(105)	(176)
— de coton	(2)	(1)	(3)	(2)	(2)	(132)	(79)	(62)	(59)	(34)
— d'autres	(51)	(35)	(31)	(25)	(32)	(24)	(41)	(59)	(78)	(67)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries....	177	157	183	203	236	2 715	2 329	2 678	2 793	2 687
dont : tapis en laine ou poils fins	(106)	(101)	(117)	(134)	(155)	(1 586)	(1 263)	(1 581)	(1 598)	(1 691)
tapis en autres matières textiles.	(59)	(36)	(43)	(33)	(35)	(1 080)	(997)	(993)	(1 058)	(850)
autres	(12)	(20)	(23)	(36)	(46)	(49)	(69)	(104)	(137)	(146)
Linoleum et couvre-parquets similaires	111	121	119	144	176	52	40	51	61	71
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	66	59	66	89	80	374	326	363	432	484
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	263	211	232	282	294	96	83	95	107	121
Articles en corde et ficelle	19	20	20	30	39	352	340	335	314	451
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	184	175	197	250	276	267	386	267	341	474
Ouates, mèches et articles en textile pour usages techniques	82	78	86	133	179	90	95	100	200	218
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	187	190	218	235	313	55	51	57	95	103
Autres articles en textile	106	97	116	160	147	106	94	113	172	192
Total produits textiles ...	8 063	7 074	8 416	9 696	11 229	18 932	16 510	18 342	21 715	23 619

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Composition du tableau pour 1961. — Filés : C.T.C.I. 651 — 651.8; en laine... : C.T.C.I. 651.21 + 651.22 + 651.23 + 651.24 + 651.25; en coton : C.T.C.I. 651.3 + 651.41 + 651.42; en lin : C.T.C.I. 651.51 + 651.52 + 651.53; en soie : C.T.C.I. 651.61 + 651.62 + 651.63; en jute : C.T.C.I. 651.71 + 651.72 + 651.73 + 651.74 + 651.75; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 651.61 + 651.62 + 651.63; en fibres artificielles : C.T.C.I. 651.71 + 651.72 + 651.73 + 651.74 + 651.75; en autres... : C.T.C.I. 651.91 + 651.93 + 651.94; tissus du type standard : C.T.C.I. 652 + 653 653.7 — 653.8; en laine : 653.21 + 653.22; en coton : C.T.C.I. 653.11 + 653.12 + 653.13; en jute : C.T.C.I. 653.4; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 653.51 + 653.52 + 653.53; en fibres artificielles : C.T.C.I. 653.61 + 653.62 + 653.63; autres... : C.T.C.I. 653.91 + 653.92 + 653.93 + 653.94 + 653.95 + 653.96; étoffes... : C.T.C.I. 653.7; vêtements de dessus pour hommes... : C.T.C.I. 841.11; vêtements de dessous pour femmes... : C.T.C.I. 841.12; linge de corps : C.T.C.I. 841.13 + 841.14; accessoires... : C.T.C.I. 841.21 + 841.22 + 841.23 + 841.24 + 841.25 + 841.26 + 841.29; vêtements et accessoires... : C.T.C.I. 841.41 + 841.42 + 841.43 + 841.44 + 841.45; cloches... : C.T.C.I. 655.71 + 655.72 + 841.51 + 841.53 + 841.54 + 841.59; couvertures... : C.T.C.I. 656.6; de laine : C.T.C.I. 656.61; de coton : C.T.C.I. 656.62; autres : C.T.C.I. 656.69; couvre-parquets... : C.T.C.I. 657.51 + 657.52 + 657.6 + 657.7 + 657.8; tapis en laine... : C.T.C.I. 657.51 + T.D. 5802.00 + 5802.10; tapis en autres... : C.T.C.I. 657.52 + T.D. 5802.30 + 5802.40; autres : C.T.C.I. 657.6 + 657.7 + 657.8 — T.D. 5802.00 — 5802.10 — 5802.20 — 5802.30 — 5802.40; linoleum... : C.T.C.I. 657.41 + 657.42; linge de lit... : C.T.C.I. 656.91; tulles... : C.T.C.I. 654; articles en corde... : C.T.C.I. 655.61 + 655.62 + 655.63; sacs... : C.T.C.I. 656.1 + 656.2; ouates... : C.T.C.I. 655.83 + 655.84 + 655.85 + 655.86 + 655.87 + 655.88 + 655.89 + 655.90 + 655.91 + 655.92; tissus... : C.T.C.I. 655.41 + 655.42 + 655.43 + 655.44 + 655.45 + 655.46; autres... : C.T.C.I. 655.1 + 655.5 + 656.92 + T.D. 4202.90. — Données correspondantes pour les années antérieures.

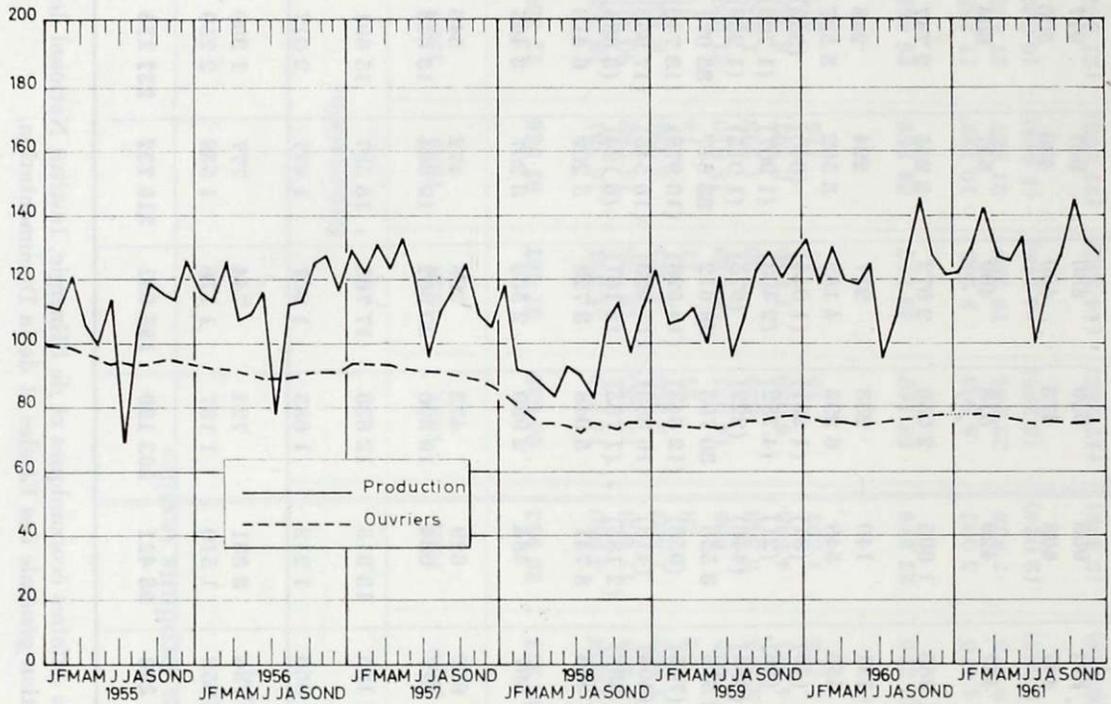
Commerce extérieur des produits textiles
Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Filés</i>	17 711	13 311	20 328	23 377	28 953	60 039	57 487	67 066	77 365	75 129
— en laine et poils	3 506	2 506	3 776	4 033	4 980	14 612	11 531	16 331	18 392	18 966
— en coton	7 460	5 461	6 919	8 478	11 969	19 335	16 735	18 782	20 810	20 456
— en lin	1 172	892	1 953	1 862	1 602	5 369	4 421	5 291	6 130	7 196
— en soie	50	37	41	52	58	21	11	14	16	23
— en jute	289	316	766	645	668	14 021	16 120	18 810	21 281	18 461
— en fibres synthétiques	1 876	1 917	2 646	2 214	3 343	634	803	1 223	1 981	2 244
— en fibres artificielles	2 200	1 383	3 126	4 921	4 936	6 029	7 849	6 497	8 538	7 519
— en autres fils n. d. a.	1 158	799	1 101	1 172	1 397	18	17	118	217	264
<i>Tissus du type standard</i>	19 413	16 830	20 808	22 710	27 219	55 167	49 212	58 752	65 656	64 983
— en laine et poils	3 911	3 495	4 248	4 676	5 002	8 308	8 243	10 122	11 183	12 462
— en coton	6 607	6 077	8 782	9 573	7 833	22 544	19 280	21 837	27 423	26 620
dont : écus non mercerisés	(1 802)	(852)	(2 076)	(2 685)	(2 024)	(5 299)	(4 748)	(4 444)	(6 029)	(5 293)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(4 805)	(5 225)	(6 706)	(6 888)	(5 809)	(17 245)	(14 532)	(17 393)	(21 394)	(21 327)
— en lin, chanvre et ramie	191	97	76	92	80	4 609	4 212	4 687	5 133	5 008
— en soie	63	61	84	98	97	8	5	20	8	11
— en jute	64	95	592	1 216	6 684	11 613	9 641	12 169	12 601	9 402
— en fibres synthétiques	8 517	6 959	6 994	6 943	2 108	8 061	7 811	9 934	9 266	2 024
— en fibres artificielles	60	46	32	112	5 353	24	20	13	22	9 385
— autres tissus n. d. a.					62					71

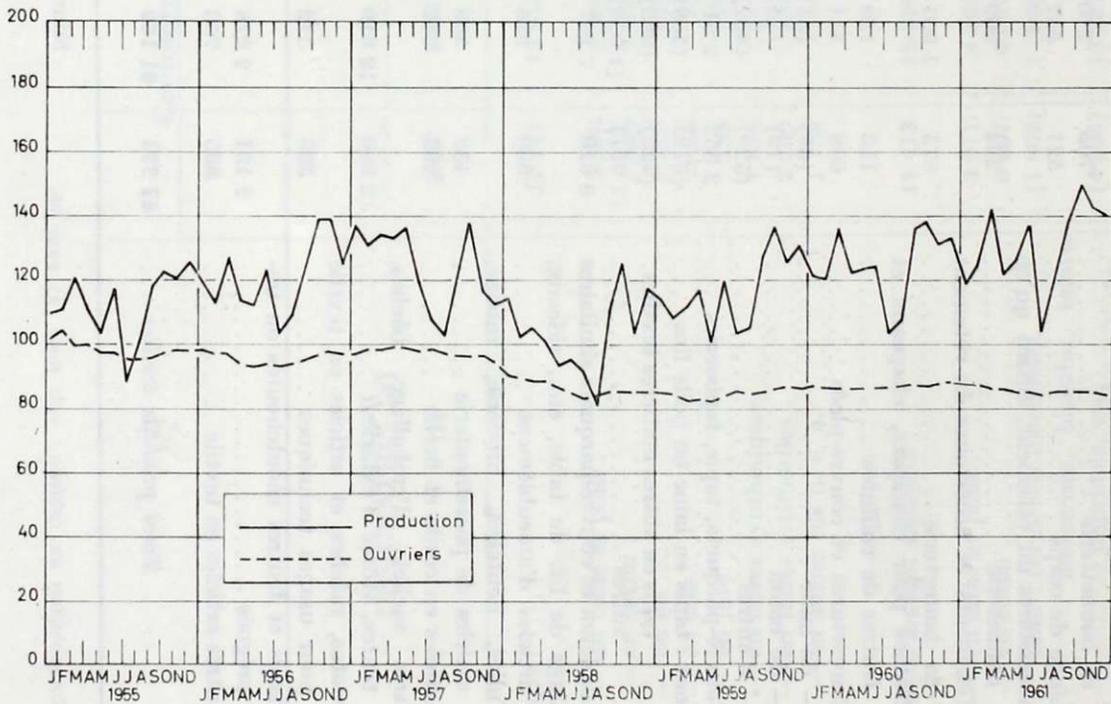
400	464	557	596	747	415	641	563	760	1 073
Etoffes de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces.....									
841	813	995	852	885	2 253	2 445	2 853	2 505	2 774
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie.									
705	710	889	891	955	659	680	947	917	985
Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, autres que de bonneterie.....									
521	557	482	447	438	473	489	430	506	737
Linge de corps.....									
294	309	327	411	429	518	499	547	604	622
Accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie.....									
875	1 051	1 273	1 385	1 695	2 056	2 072	2 245	2 747	2 913
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie.....									
110	128	112	131	140	253	217	224	248	293
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures.....									
608	511	600	553	548	6 295	4 182	3 562	3 527	3 307
Couvertures et couvre-pieds.....									
(69)	(34)	(45)	(45)	(81)	(1 291)	(1 044)	(640)	(553)	(1 281)
— de laine.....									
(19)	(15)	(74)	(24)	(21)	(4 782)	(2 463)	(1 907)	(1 706)	(810)
— de coton.....									
(520)	(462)	(481)	(484)	(446)	(222)	(675)	(1 015)	(1 268)	(1 216)
— d'autres.....									
2 352	2 016	2 532	2 576	3 556	30 793	28 612	33 647	35 077	31 711
Couvre-parquets, tapis, tapisseries.....									
(578)	(568)	(688)	(734)	(953)	(12 643)	(10 528)	(13 978)	(13 740)	(14 397)
dont : tapis en laine ou poils fins.....									
(423)	(392)	(467)	(404)	(418)	(16 385)	(15 923)	(16 545)	(17 953)	(14 169)
tapis en autres matières textiles.									
(1 351)	(1 056)	(1 377)	(1 438)	(2 185)	(1 765)	(2 161)	(3 124)	(3 384)	(3 145)
autres.....									
6 610	7 237	7 129	7 984	8 741	5 048	3 728	5 209	6 413	7 888
Linoléum et couvre-parquets similaires									
360	326	504	597	484	2 989	2 533	3 207	3 465	3 613
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement.....									
452	363	457	636	629	473	398	472	546	544
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie.....									
295	312	369	477	634	19 390	20 962	19 664	15 643	22 521
Articles en corde et ficelle.....									
12 880	12 619	15 179	16 125	13 315	12 823	17 765	13 527	15 691	17 192
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur.....									
598	572	654	1 066	1 212	1 685	1 807	1 477	2 017	2 114
Ouâtes, mêches et articles en textile pour usages techniques.....									
2 131	2 278	2 507	2 784	3 331	724	744	777	1 330	1 316
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés.....									
835	753	959	1 652	1 510	1 137	1 178	1 538	2 259	2 813
Autres articles en textile.....									
67 991	61 160	76 661	85 200	95 421	203 190	195 651	216 737	237 276	242 528
<i>Total produits textiles</i>									

(a) Composition du tableau : voir note (a) page 89. Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie textile
Filatures
Production et personnel occupé
(1953 = 100)

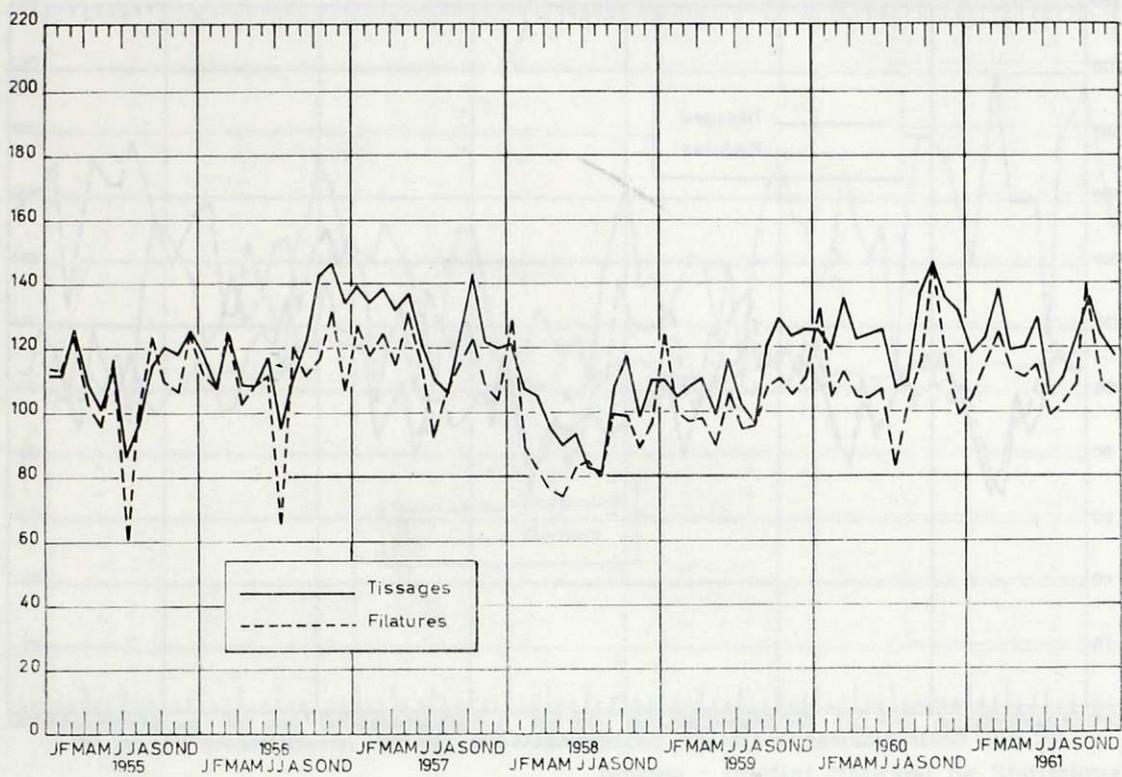


Tissages
Production et personnel occupé
(1953 = 100)

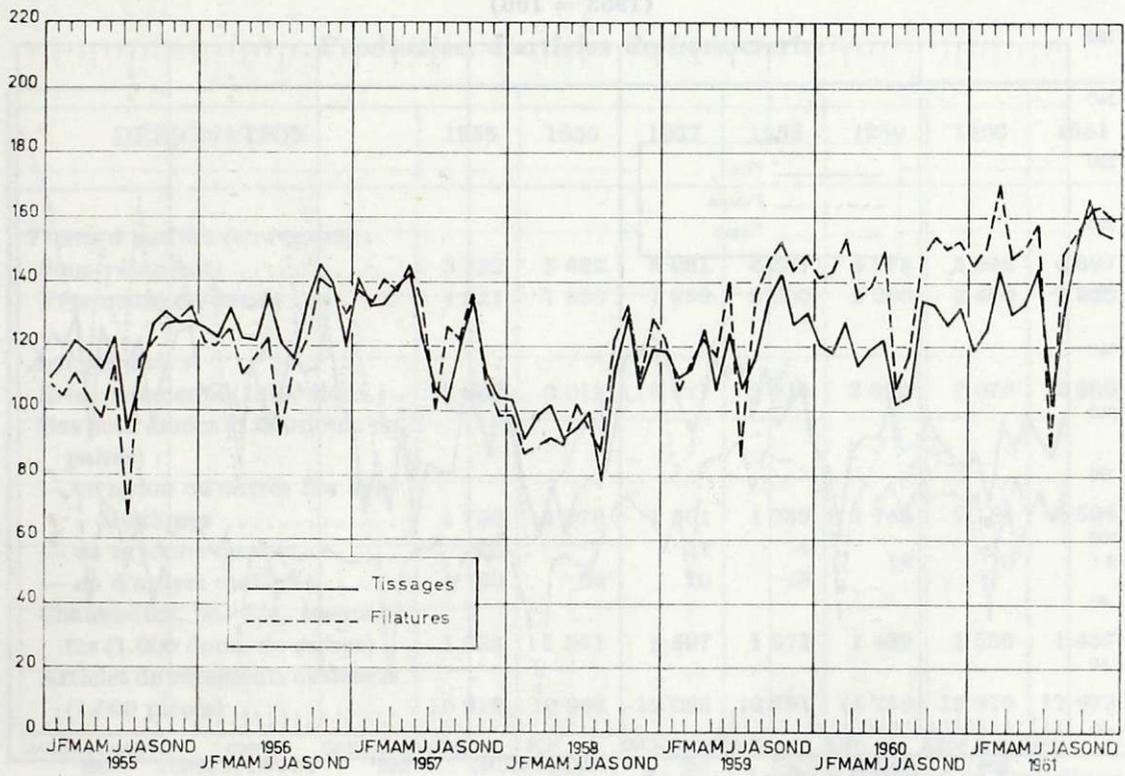


Source : Institut National de Statistique.

Production textile
Coton
(1953 = 100)

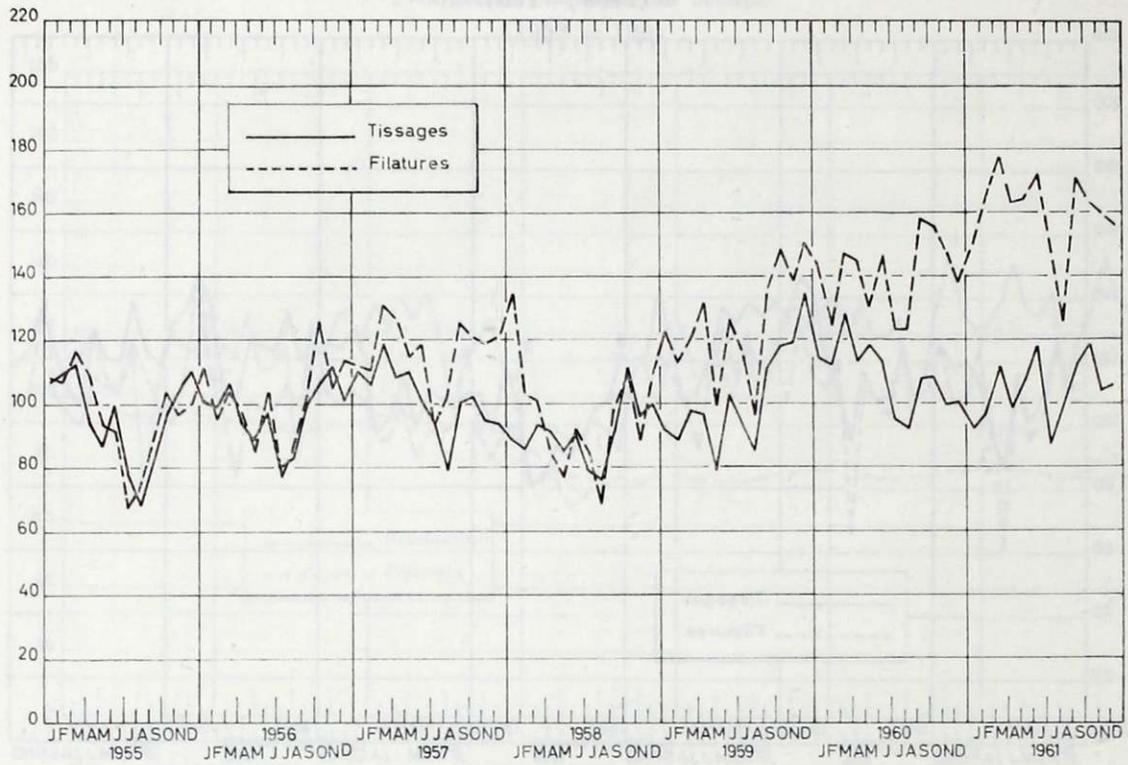


Laine
(1953 = 100)

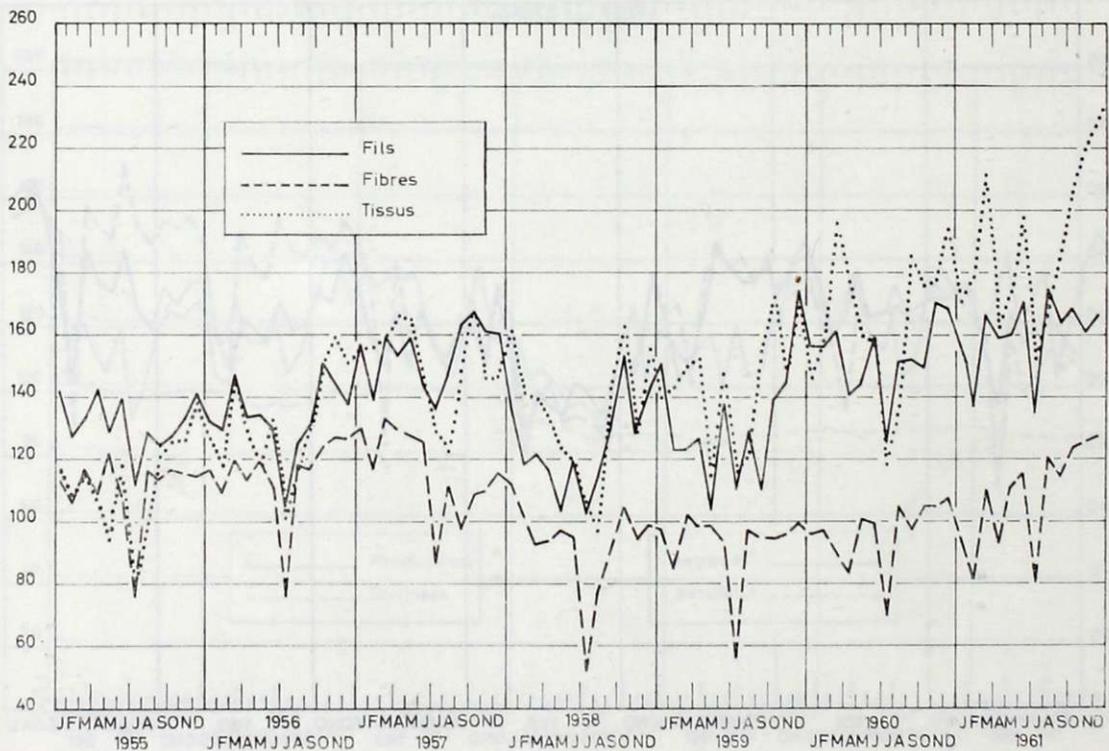


Source : Institut National de Statistique.

Production textile
Lin
(1953 = 100)

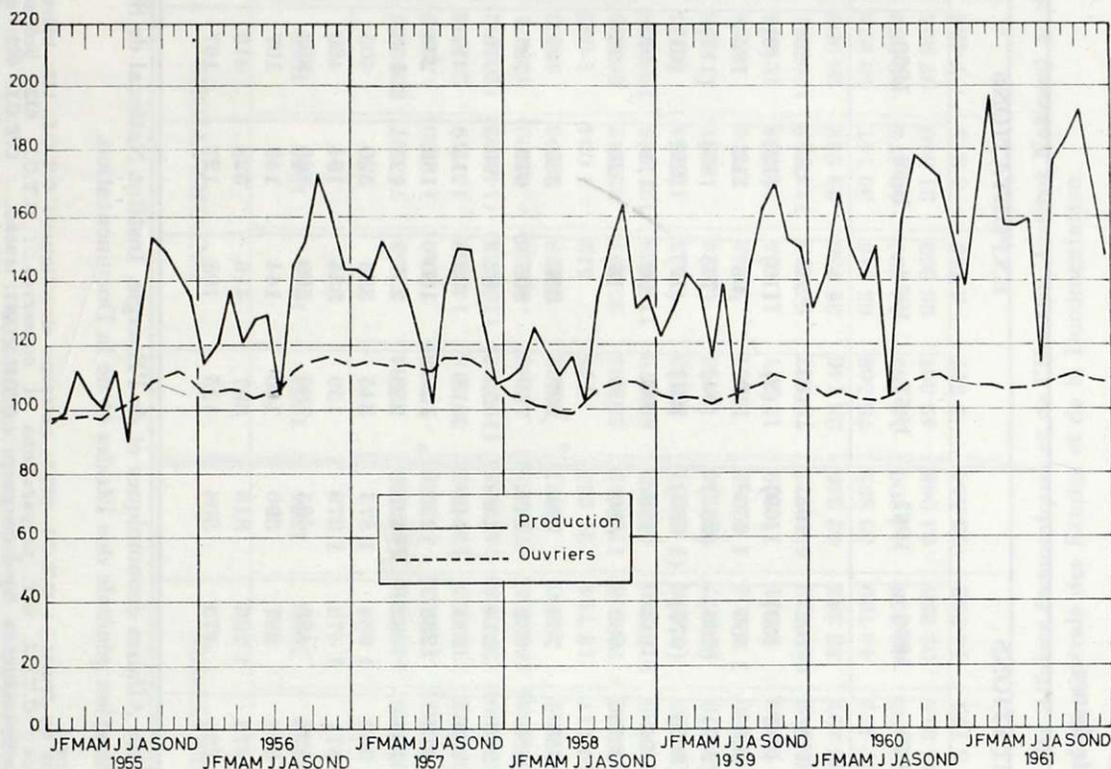


Rayonne
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Bonneterie
Production et personnel occupé
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Production d'articles de bonneterie

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Tissus à mailles (en tonnes) :</i>							
Sous-vêtements	5 132	5 622	6 081	4 587	4 978	5 042	4 697
Vêtements de dessus	1 511	1 895	1 996	2 200	2 260	2 470	2 953
<i>Articles finis :</i>							
Sous-vêtements (1.000 douz.)	2 866	3 019	3 321	2 614	2 899	3 076	2 936
Bas pour dames (1.000 douz. de paires) :							
— en nylon ou autres fils synthétiques	1 756	1 976	1 861	1 739	1 745	2 184	2 598
— en rayonne ou soie	23	7	22	4	18	13	14
— en d'autres matières	30	36	26	13			
Chaussettes, bas 3/4, socquettes (1.000 douz. de paires) .	1 533	1 561	1 597	1 371	1 439	1 536	1 457
Articles de vêtements de dessus (1.000 pièces)	10 318	12 966	12 098	12 791	14 759	15 979	17 679

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	IMPORTATIONS					EXPORTATIONS				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
Boissons non alcooliques	108	113	126	162	195	16	22	25	25	29
dont : jus de fruits ou de légumes	(50)	(49)	(53)	(59)	(69)	(2)	(10)	(12)	(9)	(7)
Boissons alcooliques	1 276	1 308	1 309	1 556	1 653	119	95	112	185	230
dont : bière	(186)	(243)	(247)	(264)	(283)	(94)	(75)	(85)	(117)	(186)
vins	(921)	(876)	(860)	(975)	(1 054)	(21)	(17)	(22)	(61)	(37)
Préparations et conserves de viande	173	129	96	144	156	96	96	113	93	95
Préparations et conserves de poissons crustacés	562	568	633	669	830	24	18	26	23	22
Préparations et conserves de fruits et de légumes	803	836	859	760	944	297	350	380	421	544
Sucre et miel	471	317	383	682	134	779	805	679	721	722
Préparation à base de sucre	223	252	260	214	236	59	82	99	79	138
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	615	729	756	814	743	18	32	15	17	18
Chocolat et préparations au cacao	175	219	212	235	250	151	160	180	238	363
Margarine et graisses alimentaires	139	109	104	82	125	258	157	125	153	104
Aliments pour animaux	1 173	1 404	1 942	1 988	1 875	345	386	520	405	514
Produits laitiers	2 009	1 482	1 811	1 472	1 379	159	334	194	460	622
Produits à base de céréales, de farines, de féculés	604	561	527	488	485	700	599	766	863	1 084
Huiles et graisses d'origine animale	314	343	379	387	390	140	144	149	107	113
Huiles d'origine végétale	1 201	971	973	1 206	818	697	416	328	413	372
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	169	195	235	475	506	125	108	127	167	226

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Composition du tableau pour 1961. — Boissons non... : C.T.C.I. 053.5 + 111; Jus de fruits... : C.T.C.I. 053.5; boissons alcooliques : C.T.C.I. 112; bière : C.T.C.I. 112.3; vins : C.T.C.I. 112.11 + 112.12 + 112.13; préparations et conserves de viande : C.T.C.I. 013; préparations et conserves... : C.T.C.I. 032; préparations et conserves de fruits... : C.T.C.I. 053 - 053.5 + 055; sucre et miel : C.T.C.I. 061; préparation à base de sucre : C.T.C.I. 062; cacao... : C.T.C.I. 072; chocolat... : C.T.C.I. 073; margarine... : C.T.C.I. 091; aliments... : C.T.C.I. 08 - 081.11 - 081.12 - 081.19; produits laitiers : C.T.C.I. 02 - 025; produits à base... : C.T.C.I. 046 + 047 + 048; huiles et graisses... : C.T.C.I. 411 - 411.31; huiles d'origine végétale : C.T.C.I. 42; extraits de café... : C.T.C.I. 071.3 + 099. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	IMPORTATIONS					EXPORTATIONS				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	Boissons non alcooliques	150 192	96 700	202 549	148 146	162 339	3 184	3 858	76 697	309 857	572 676
dont : jus de fruits ou de légumes	(3 604)	(3 122)	(3 161)	(3 963)	(4 430)	(158)	(749)	(1 090)	(710)	(598)
Boissons alcooliques	95 874	96 032	99 933	112 625	112 783	20 318	14 362	15 519	23 804	31 280
dont : bière	(26 508)	(33 839)	(34 999)	(37 788)	(42 985)	(19 452)	(13 733)	(14 492)	(20 462)	(29 595)
vins	(66 040)	(58 750)	(61 268)	(68 855)	(73 755)	(780)	(526)	(900)	(3 171)	(1 493)
Préparations et conserves de viande	3 302	2 133	1 952	2 900	2 681	2 332	2 078	2 590	2 169	2 145
Préparations et conserves de poissons crustacés	16 717	17 675	19 111	18 784	21 645	748	512	1 034	1 092	835
Préparations et conserves de fruits et de légumes	44 346	46 688	63 282	73 206	114 812	20 095	25 351	32 212	36 898	45 489
Sucre et miel	103 792	71 227	122 789	213 280	64 053	89 079	118 868	127 086	123 998	125 858
Préparation à base de sucre	7 697	8 844	9 623	7 496	8 051	3 888	7 735	10 184	5 224	8 946
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	15 712	11 750	15 018	20 077	20 756	565	634	381	408	552
Chocolat et préparations au cacao	4 113	4 996	5 230	6 004	7 088	3 361	3 243	3 774	5 698	11 735
Margarine et graisses alimentaires	11 312	9 063	9 999	8 031	11 739	17 977	11 465	10 054	12 819	10 438
Aliments pour animaux	410 649	545 613	599 389	652 639	657 572	79 737	95 116	113 981	106 191	135 866
Produits laitiers	59 859	55 254	63 427	53 385	42 246	28 746	32 780	28 299	26 906	33 674
Produits à base de céréales, de farines, de féculés	117 121	93 528	67 452	44 799	33 892	78 568	65 816	90 147	93 978	116 631
Huiles et graisses d'origine animale	28 423	33 041	40 563	45 258	44 300	14 169	14 690	16 472	13 032	12 519
Huiles d'origine végétale	80 041	75 265	75 515	92 285	64 968	42 367	26 269	21 340	27 305	25 418
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	3 206	4 583	5 175	14 782	15 554	6 327	5 796	5 915	7 494	9 328

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Composition du tableau : voir (a) page 96.

Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Réception :</i>								
Lait	10 ³ lit.	1 167 653	1 200 219	1 276 609	1 318 596	1 302 791	1 419 809	1 537 853
Crème de ferme	tonnes	48 125	52 081	54 042	56 357	55 875	60 831	64 072
<i>Préparation pour la consommation :</i>								
Lait de laiterie	10 ³ lit.	380 459	401 476	417 873	412 485	432 493	450 518	456 484
<i>Fabrications :</i>								
Beurre	tonnes	44 879	46 325	48 039	50 204	46 963	51 651	55 456
<i>Fromages :</i>								
<i>a) Frais</i>	tonnes	7 407	7 706	8 430	7 678	8 689	8 680	9 441
<i>b) Autres (b)</i>	tonnes	5 184	5 642	5 964	6 337	7 490	9 121	12 241
Poudre de lait	tonnes	16 049	19 103	25 461	30 142	28 321	40 985	49 208
Lait concentré	tonnes	14 225	18 468	24 269	16 245	22 974	23 087	21 099
Glace de consommation	10 ³ lit.	4 182	4 863	5 329	7 353	11 026	10 619	14 852
Yoghourt	10 ³ lit.	7 379	7 323	8 198	8 447	9 553	9 434	10 293
Aliments diététiques et spéciaux	tonnes	11 012	12 283	14 238	14 080	16 146	16 686	18 272

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.

(b) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.

Source : Institut National de Statistique.

Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DÉSIGNATION	Unité	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Production de farine	10 ³ t	764,0	796,8	758,5	781,5	790,9	799,9	763,2
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10 ³ t	158,5	157,5	165,8	164,7	172,8	170,8	177,4
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15°C)	10 ⁶ lit.	25,7	26,4	22,9	21,7	20,9	22,4	24,8
Production de sucre :								
a) sucre brut	10 ³ t	361,8	309,6	360,6	490,6	210,9	482,8	428,6
b) quantités obtenues par transformation dans les raffineries	10 ³ t	182,3	194,1	184,3	196,9	178,7	200,5	197,3
Production de margarine (apte à la consommation)	10 ³ t	88,3	92,4	95,3	101,2	107,4	114,6	115,0
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10 ³ t	14,1	15,3	20,0	8,8	10,7	10,6	14,4
b) autres huiles brutes	10 ³ t	47,9	69,6	64,2	72,8	78,6	71,0	91,1
c) huiles raffinées ou autre- ment transformées	10 ³ t	161,2	146,0	136,4	137,2	144,9	152,4	154,6
d) tourteaux et schroots ...	10 ³ t	96,1	111,5	104,1	109,6	141,8	148,2	161,7
Production de confitures, fruits confits, etc.	10 ³ t	20,2	22,2	21,9	24,9	21,2	25,4	29,5

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

Importations et exportations de diamants

Moyennes mensuelles
(en millions de francs)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés
1953	212,8	11,6	10,5	228,8
1954	220,0	35,7	33,8	267,2
1955	288,6	59,6	48,1	337,2
1956	355,2	68,2	73,4	376,4
1957	376,6	88,4	62,6	353,7
1958	300,2	66,4	57,7	335,3
1959	430,9	106,8	80,3	419,8
1960	428,1	177,1	65,9	420,2
1961	401,6	163,3	61,4	459,3

Source : Diamond Office (Anvers).

Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	VALEUR (en millions de francs)									
Peaux brutes	556	405	569	603	685	233	276	345	339	400
Pelleteries brutes	330	276	351	378	441	78	46	66	54	65
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	247	239	223	221	212	101	64	88	88	124
Cuirs et peaux préparés	502	495	674	766	892	430	422	529	463	556
Chaussures entièrement ou prin- cipalement en cuir	347	376	474	542	633	181	216	331	426	514
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	74	65	69	86	109	4	9	3	17	35
Chaussures ou parties n.d.a. ...	143	160	186	208	217	49	54	75	82	124
Vêtements et accessoires en cuir	79	62	61	68	73	155	145	182	209	339
Autres articles manufacturés en cuir	118	132	128	133	144	84	76	86	81	80
QUANTITÉ (en tonnes)										
Peaux brutes	18 771	14 986	18 573	18 862	25 730	15 425	19 506	20 951	20 104	22 429
Pelleteries brutes	3 328	4 287	4 959	4 685	5 340	776	599	984	758	903
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	222	215	207	260	270	256	187	346	344	513
Cuirs et peaux préparés	3 523	3 643	4 523	4 380	5 008	1 646	1 680	1 966	1 929	2 564
Chaussures entièrement ou prin- cipalement en cuir	1 463	1 507	1 884	2 104	2 362	916	736	1 149	1 307	1 684
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	1 413	1 285	1 328	1 520	1 880	86	52	45	205	456
Chaussures ou parties n.d.a. ...	1 834	1 951	2 302	2 456	2 533	969	947	1 148	1 070	1 665
Vêtements et accessoires en cuir	98	77	70	82	82	206	190	230	199	301
Autres articles manufacturés en cuir	368	409	368	381	473	243	220	234	203	203

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique
et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Composition du tableau pour 1961. — Peaux brutes : C.T.C.I. 211; pelleteries brutes : C.T.C.I. 212; fourrures... : C.T.C.I. 613 + 842; cuirs et peaux préparés : C.T.C.I. 611 — T. D. 4102.20 — 4102.25; chaussures entièrement... : T. D. 6402.00 + 6402.30 + 6402.35 + 6402.40 + 6402.45 + 6402.50 + 6402.55; chaus-
sures en caoutchouc... : T. D. 6401.10 + 6401.20; chaussures ou parties n.d.a. : C.T.C.I. 851 + 612.3 — T. D. 6401.00 — 6401.10 — 6401.20 — 6402.00 — 6402.20
— 6402.30 — 6402.35 — 6402.40 — 6402.45 — 6402.50 — 6402.55 — 6406.00; vêtements... : C.T.C.I. 841.3 + T. D. 6506.20; autres articles... : C.T.C.I. 612.1 + 612.2
+ 612.9 + T. D. 4102.25 + 4202.30 + 4202.70. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Production de cuirs finis et de chaussures

ANNÉE	Cuirs lourds (en tonnes)			Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	
	Cuirs à semelles	Cuirs techniques	Total		Tout cuir	Autres
1953	4 111	1 218	5 329	35 215	7 433	2 451
1954	4 664	1 220	5 884	34 156	7 973	2 360
1955	4 142	1 295	5 437	38 423	8 324	2 533
1956	3 165	1 204	4 369	44 676	9 054	2 790
1957	2 897	1 415	4 312	44 421	9 264	2 852
1958	2 315	1 159	3 474	38 576	9 699	2 572
1959	2 022	837	2 859	44 756	10 864	2 889
1960	1 277	809	2 086	41 029	11 130	3 268
1961	1 675	936	2 611	46 152	11 541	3 415

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du tabac

Quantités mises en œuvre

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Cigares	766	855	994	1 019	1 070	1 164	1 260
Cigarillos	1 544	1 914	1 964	1 892	2 103	2 458	2 673
Cigarettes	11 392	11 673	13 061	13 217	13 141	13 935	14 434
Tabac à fumer	10 169	10 047	9 973	9 845	9 736	9 256	9 013
Autres tabacs.....	132	137	133	130	115	107	105
<i>Total ...</i>	24 003	24 626	26 125	26 103	26 165	26 920	27 485

Source: Institut National de Statistique.

Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	VALEUR (en millions de francs)									
Tabacs bruts.....	1 059	1 126	1 172	1 259	1 316	27	39	56	70	95
Cigares	129	127	139	138	153	22	30	35	49	76
Cigarillos	27	28	28	32	32	39	43	51	69	87
Cigarettes	19	31	38	59	70	193	231	281	314	386
Tabacs à fumer	7	9	13	15	12	1	1	1	1	1
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	3	3	4	13	22	—	—	—	—	—
						QUANTITÉ (en tonnes)				
Tabacs bruts.....	25 354	26 230	26 859	29 272	30 132	469	570	676	1 357	1 491
Cigares	369	375	425	428	482	76	104	122	177	257
Cigarillos	67	72	69	82	75	162	163	206	279	348
Cigarettes	172	266	360	553	666	1 904	2 343	2 987	3 309	3 844
Tabacs à fumer	96	121	215	242	175	9	13	14	8	15
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	40	44	52	109	201	306	338	445	1	18

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Composition du tableau pour 1961. — Tabacs bruts : C.T.C.I. 121; cigares : T.D. 2402.10; cigarillos : T.D. 2402.20; cigarettes : C.T.C.I. 122.02; tabacs à fumer : T.D. 2402.30; autres produits... : T.D. 2402.40 + 2402.50 + 2401.85. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Ventes de l'industrie transformatrice du bois (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Ventes en valeur (en millions de francs)				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
Meubles	26 949	25 262	24 204	24 523	26 050	2 484	2 537	2 528	2 840	3 217
Sièges	5 049	4 508	4 591	4 398	4 761	424	414	384	460	558
Menuiserie	5 411	4 874	4 511	5 354	5 662	578	608	576	835	789
Boissellerie	4 704	4 615	4 646	4 551	4 607	397	409	456	479	582
Cadres, moulures, raboteries	1 402	1 328	1 278	1 404	1 469	142	127	128	160	178
Liège	253	214	193	189	194	47	39	44	43	50
Vannerie et rotin	727	634	606	637	746	42	49	52	60	70
Saboterie	381	301	226	182	129	34	26	23	22	16
Brosserie	1 417	1 315	1 439	1 306	1 139	203	190	182	197	211
Caisserie et tonnellerie	3 539	3 078	3 116	3 336	3 498	384	324	363	402	384
Parquets	1 021	978	733	772	687	138	147	125	129	107
Contreplaqué et panneaux comprimés	5 088	4 815	5 461	6 100	6 483	870	833	1 039	1 290	1 601
<i>Total</i>	55 941	51 922	51 004	52 747	55 424	5 743	5 703	5 900	6 916	7 758

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.

Source : Institut National de Statistique.

**Commerce extérieur de bois, liège et autres matières utilisées pour la broserie, la vannerie, etc.,
ainsi que leurs produits finis**

ÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b).....	621	474	526	635	585	396	283	358	462	432
Bois façonnés ou simplement travaillés	2 057	1 701	1 746	2 146	2 325	162	142	147	174	279
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	274	252	394	424	452	271	285	554	611	748
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	243	274	256	300	324	108	81	101	115	112
Liège brut et déchets	16	14	16	16	14	2	1	1	1	1
Articles manufacturés en liège	71	59	125	151	152	3	2	2	3	5
Matières animales ou végétales pour la broserie et la vannerie	113	86	96	117	107	51	43	43	50	50
Articles de vannerie et de broserie	102	110	117	150	166	46	37	42	49	55
Meubles en bois, en bambou ou produits simi- laires	362	427	458	552	554	129	102	93	144	330
QUANTITÉ (en tonnes)										
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b).....	437 460	314 363	362 208	381 097	333 083	235 229	172 285	211 604	262 651	284 932
Bois façonnés ou simplement travaillés	480 401	436 498	486 721	537 203	547 843	34 969	31 512	31 984	38 387	66 425
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	25 740	23 305	44 102	44 800	45 498	26 453	32 661	78 810	94 416	107 478
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	11 609	13 847	13 387	14 763	14 938	6 570	4 822	6 412	7 668	4 662
Liège brut et déchets	2 354	2 142	2 356	2 214	1 812	97	87	153	123	137
Articles manufacturés en liège	3 922	3 218	3 854	5 040	5 037	141	100	52	93	119
Matières animales ou végétales pour la broserie et la vannerie	10 638	8 920	9 251	10 277	9 044	3 369	4 169	4 003	3 381	3 116
Articles de vannerie et de broserie	1 715	1 911	2 264	2 515	3 304	988	589	776	881	855
Meubles en bois, en bambou et produits similaires .	7 383	8 996	10 038	12 081	11 305	1 738	1 857	1 801	2 629	6 604

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique
et Direction générale des Études et de la Documentation.

(a) Composition du tableau pour 1961 — Bois ronds... : C.T.C.I. 242 — 242.1; bois façonnés... : C.T.C.I. 243; bois de placage... : C.T.C.I. 631 + T.D. 4809.00 + 4809.10; articles... : C.T.C.I. 632 + T.D. 4413.00 + 6403.00 + 6403.10 + 9704.10; liège... : C.T.C.I. 244; articles manufacturés... : C.T.C.I. 633; matières animales... : C.T.C.I. 291.92 + 292.3 + 292.93 + T.D. 5704.30; articles de vannerie... : C.T.C.I. 637.8 + 841.52 + 899.21 + 899.22 + 899.23 + 899.24 + 899.25 + 899.26 + 899.27 + T.D. 4202.80; meubles en bois... : C.T.C.I. 821.01 — T.D. 9401.00 — 9401.10 — 9401.20 + 9403.60 + 9403.70 + 9403.80. — Données correspondantes pour les années

Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries

(en milliers de mètres cubes)

DESTINATION OU ORIGINE	1957	1958	1959	1960	1961
Par branche d'activité					
Mines	183 206	182 682	173 840	171 835	174 128
Coke et gaz	33 330	41 847	45 326	44 153	39 023
Electricité (a)	17 003	17 784	22 609	19 858	19 318
Sidérurgie	590 114	604 678	528 548	567 964	558 623
Chimie	241 836	293 470	323 488	308 631	292 528
Achèvement textile ...	19 139	20 452	17 630	18 802	19 404
Verre	18 184	16 339	18 978	19 625	41 505
Huile et margarine ...	16 317	15 008	15 659	15 495	14 395
Distilleries	6 807	5 941	5 772	6 667	6 951
Autres boissons	17 708	17 828	17 811	18 173	20 480
Alimentation	20 289	19 322	15 153	15 801	15 315
Papier	84 911	83 024	85 484	86 558	82 445
D'après l'origine					
Un ou plusieurs puits .	87 794	88 164	81 925	97 346	88 535
Cour d'eau ou canal (a)	1 087 509	1 158 256	1 117 508	1 126 640	1 122 731
Distribution publique .	13 896	13 225	14 617	14 872	15 518
Autres origines	59 645	58 730	57 136	54 704	57 401
D'après le bassin hydrographique (a)					
Bassin de l'Yser	635	643	663	694	691
Bassin côtier	55 485	83 725	91 868	87 944	79 739
Bassin de l'Escaut	339 777	371 505	348 472	355 368	356 190
Bassin de la Meuse	803 196	798 296	776 021	800 767	795 330
Bassin du Rhin	49 751	64 206	54 155	48 784	52 209
Bassin de l'Oise	—	—	7	5	26
<i>Total ...</i>	1 248 844	1 318 375	1 271 186	1 293 562	1 284 185

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris l'eau qui sert à actionner les turbines dans les centrales électriques.

**Evolution de la consommation estimée d'eau
dans les principales industries (a)**

Répartition par arrondissement administratif

(en milliers de mètres cubes)

ARRONDISSEMENT	1957	1958	1959	1960	1961
Anvers.....	11 134	11 527	13 636	13 523	12 510
Malines.....	23 629	27 889	27 472	26 649	26 068
Turnhout.....	7 135	7 293	7 687	7 289	8 044
Bruxelles.....	93 180	54 645	67 332	71 999	69 564
Louvain.....	14 880	15 020	14 944	15 738	15 765
Nivelles.....	31 483	32 877	31 086	32 525	32 696
Bruges.....	6 148	5 768	5 359	6 185	6 097
Dixmude.....	41	37	37	37	39
Ypres.....	92	81	92	103	81
Courtrai.....	3 825	8 333	3 865	4 048	4 216
Ostende.....	49 353	78 067	86 624	81 882	73 764
Roulers.....	9 308	7 899	8 474	8 210	7 411
Tielt.....	194	174	137	206	210
Furnes.....	121	127	171	212	190
Alost.....	22 990	24 839	22 599	23 348	23 609
Termonde.....	3 850	4 046	4 325	3 944	3 801
Eeklo.....	2 343	2 103	2 520	2 923	3 163
Gand.....	56 656	55 684	64 582	67 848	69 389
Audenarde.....	2 202	1 971	2 262	2 671	2 748
Saint-Nicolas.....	939	990	892	1 118	1 206
Ath.....	1 791	1 802	1 476	1 767	1 795
Charleroi.....	247 556	308 182	312 061	248 393	241 763
Mons.....	43 422	39 923	37 209	35 836	34 682
Soignies.....	9 116	8 992	11 135	6 310	8 158
Thuin.....	1 932	2 072	1 363	1 557	1 240
Tournai.....	4 298	2 619	2 247	2 713	2 770
Huy.....	1 916	3 236	2 019	1 788	1 691
Liège.....	385 468	389 633	310 343	395 444	394 147
Verviers.....	11 931	14 630	12 674	11 973	10 374
Waremme.....	3 209	3 150	3 259	2 938	2 534
Hasselt.....	21 587	21 739	21 811	23 488	25 779
Maaseik.....	4 152	4 188	3 637	3 868	3 925
Tongres.....	104 227	107 233	107 246	109 722	114 071
Arlon.....	49 753	49 343	50 202	48 786	52 211
Bastogne.....	—	—	—	—	—
Marche-en-Famenne ..	1	1	1	1	3
Neufchâteau.....	3	654	1 543	2 358	1 249
Virton.....	882	908	2 827	542	929
Dinant.....	88	100	97	118	151
Namur.....	17 958	20 546	26 801	25 453	26 086
Philippeville.....	51	51	50	49	56
<i>Le Royaume ...</i>	1 248 844	1 318 375	1 271 186	1 293 562	1 284 185

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris l'eau qui sert à actionner les turbines dans les centrales électriques.

III

TRANSPORTS

<i>Société Nationale des Chemins de Fer Belges</i>	p. 109 à 111
<i>Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux</i>	p. 111
<i>Transports routiers</i>	p. 112
<i>Navigation intérieure</i>	p. 109 et 112 à 114
<i>Transports maritimes</i>	p. 114 et 115
<i>Activités portuaires :</i>	
— <i>Port d'Anvers</i>	p. 116
— <i>Port de Gand</i>	p. 117
— <i>Ports de Bruges et de Zeebrugge</i>	p. 118
<i>Navigation aérienne</i>	p. 119 et 120

Evolution de la consommation intérieure finale
dans les principales industries (a)

Répartition par établissement par industrie

(en millions de dollars courants)

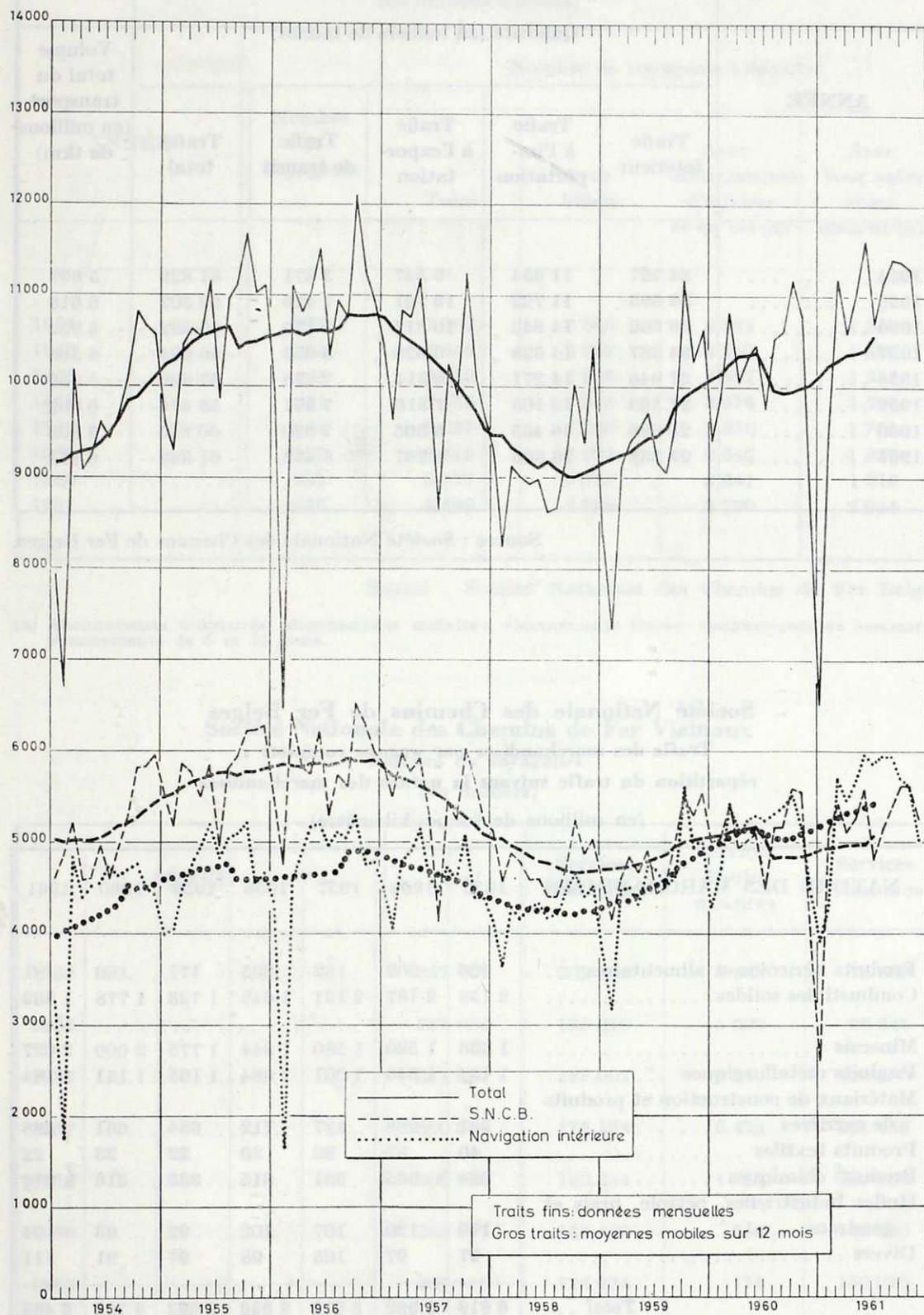
INDUSTRIE	1961	1962	1963	1964	1965
Aluminium	11 254	12 200	13 550	15 000	16 500
Bois	220 20	220 20	220 20	220 20	220 20
Textile	281 7	281 7	281 7	281 7	281 7
Chimie	141 80	141 80	141 80	141 80	141 80
Alimentaire	128 81	128 81	128 81	128 81	128 81
Autres	200 20	200 20	200 20	200 20	200 20
Total	44 20	44 20	44 20	44 20	44 20
Industrie	20	20	20	20	20
Commerce	24	24	24	24	24
Services	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Transport	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000
Construction	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000
Énergie	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000
Autres	140 000	140 000	140 000	140 000	140 000
Total	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Le Japon	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000

Source : Institut National de Statistique

(a) Les comptes d'achat qui sont à l'origine des données sont les comptes d'achat.

Chemins de fer et navigation intérieure

Transport des marchandises
(en milliers de tonnes)



Sources : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
Institut National de Statistique.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges
Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1954	34 757	11 654	9 547	5 871	61 829	5 697
1955	36 593	11 722	13 761	7 426	69 502	6 618
1956	36 662	14 843	10 817	8 170	70 492	6 922
1957	34 387	14 628	9 626	8 053	66 694	6 586
1958	27 946	14 271	8 314	7 275	57 806	5 830
1959	27 563	15 106	7 816	7 991	58 476	6 062
1960	28 096	16 455	8 305	7 980	60 835	6 303
1961	27 338	16 806	8 767	8 472	61 383	6 455

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges
Trafic des marchandises par wagons complets :
répartition du trafic suivant la nature des marchandises
(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Produits agricoles et alimentaires ...	206	202	182	205	171	190	181
Combustibles solides	2 158	2 187	2 121	1 649	1 723	1 778	1 832
Minerais	1 536	1 580	1 580	1 644	1 775	2 000	2 027
Produits métallurgiques	1 164	1 346	1 301	1 084	1 165	1 151	1 184
Matériaux de construction et produits de carrières	981	988	827	712	684	661	688
Produits textiles	40	37	32	20	22	23	22
Produits chimiques	323	365	331	315	333	316	316
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	113	120	107	103	92	93	94
Divers	97	97	105	98	97	91	111
<i>Total ...</i>	6 618	6 922	6 586	5 830	6 062	6 303	6 455

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des voyageurs (en millions d'unités)

ANNÉE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements d'ouvrier et de travail	Avec tout autre abonnement (a)
1954	227	7 562	2 866	3 298	1 398
1955	233	7 846	2 967	3 447	1 432
1956	245	8 333	2 985	3 837	1 511
1957	251	8 555	2 983	3 976	1 596
1958	264	9 057	3 386	3 910	1 761
1959	255	8 519	3 033	3 649	1 837
1960	261	8 577	3 018	3 641	1 918
1961	265	8 693	2 939	3 720	2 034

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, abonnements de 5 et 10 jours.

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Nombre de voyageurs (en milliers)

ANNÉE	Total	Services électriques	Services d'automotrices	Services d'autobus
1954	287 765	202 836	8 863	76 066
1955	298 056	195 810	5 600	96 646
1956	311 637	188 007	3 350	120 280
1957	300 364	176 138	2 473	121 753
1958	303 906	162 354	1 814	139 738
1959	288 807	143 460	648	143 200
1960	286 118	126 934	174	159 010
1961	287 716	114 087	143	173 486

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Parc de véhicules routiers

(en milliers d'unités)

ANNÉE	Voitures auto- mobiles	Autobus et autocars	Camions et camion- nettes	Moto- cycles	Bicyclettes à moteur	Bicy- clettes
	(a)	(a)	(a)	(a) (b)	(c)	
1955	483 (d)	3 (d)	134 (d)	..	135	2 928
1956	537	4	144	240	188	2 913
1957	583 (d)	4 (d)	152 (d)	..	269	2 902
1958	633	5	156	238	319	2 842
1959	685 (d)	5 (d)	160 (d)	234 (d)	368	2 844
1960	754	5	167	229	406	2 833
1961	837 (d)	5 (d)	176 (d)	223 (d)	435	2 836

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie,
Institut National de Statistique et Direction
générale des Etudes et de la Documentation.

- (a) Situation au 1^{er} août.
 (b) Cylindrée de plus de 50 cm³.
 (c) Cylindrée de 50 cm³ ou moins.
 (d) Estimation.

Transports fluviaux Marchandises transportées

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'im- portation	Trafic à l'expor- tation	Trafic de transit	Trafic total	
1954	20 936	15 804	12 750	1 603	51 093	4 116
1955	22 572	16 441	15 826	2 001	56 840	4 617
1956	23 158	16 460	14 617	1 669	55 903	4 493
1957	23 235	17 030	13 326	2 125	55 717	4 602
1958	22 396	15 680	11 185	1 969	51 229	4 326
1959	23 615	16 388	11 991	2 420	54 411	4 813
1960	24 379	20 573	13 214	2 991	61 158	5 226
1961	24 820	21 877	14 921	3 496	65 115	5 473

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Produits agricoles et alimentaires	321	350	357	366	311	311	367	417
Combustibles solides	1 249	1 422	1 340	1 405	1 255	1 340	1 449	1 446
Minerais	240	293	339	330	316	296	334	339
Produits métallurgiques	330	399	356	391	416	506	552	523
Matériaux de construction.....	429	411	369	264	308	388	384	401
Produits de carrières	764	856	884	891	845	989	1 044	1 179
Textiles et cuirs.....	10	10	9	10	7	8	11	10
Produits chimiques	389	411	394	422	447	556	595	633
Huiles et graisses industrielles .	232	268	261	261	301	311	344	375
Divers	151	197	184	162	120	108	147	151
<i>Total ...</i>	4 116	4 617	4 493	4 602	4 326	4 813	5 226	5 473

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Trafic par bassin

(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Escaut maritime	827	901	889	824	722	748	873	942
Canaux de la Campine	1 404	1 616	1 627	1 724	1 690	1 917	2 089	2 157
Canaux brabançons ...	391	415	403	390	356	343	373	392
Meuse et Sambre	609	707	630	703	653	781	821	848
Haut-Escaut	709	789	767	786	740	846	889	945
Centre et Borinage	132	137	123	128	120	132	127	131
Yser et Côte	44	52	54	47	40	44	53	57
<i>Total ...</i>	4 116	4 617	4 493	4 602	4 326	4 813	5 226	5 473

Source : Institut National de Statistique.

Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge

Situation au 31 décembre

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Total	
	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes
1953	3 822	1 288 182	2 183	1 051 680	6 005	2 339 862
1954	3 999	1 385 219	1 932	944 795	5 931	2 330 014
1955	4 161	1 464 719	1 745	873 287	5 906	2 338 006
1956	4 306	1 541 902	1 570	802 200	5 876	2 344 102
1957	4 503	1 646 173	1 394	730 386	5 897	2 376 559
1958	4 681	1 740 357	1 301	685 451	5 982	2 425 808
1959	4 203	1 700 910	1 031	638 256	5 234	2 339 166
1960	5 128	1 952 619	963	614 040	6 091	2 566 659
1961	4 809	1 908 338	854	575 608	5 663	2 483 946

Source : Ministère des Communications.

Nature de la flotte belge

DÉSIGNATION	1 ^{er} janvier 1961		1 ^{er} janvier 1962	
	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)
Paquebots mixtes	7	81 385	4	42 992
Cargos	74	399 511	72	403 800
Navires fruitiers	4	12 209	4	12 209
Pétroliers	12	183 686	11	166 766
<i>Total</i> ...	97	676 791	91	625 767

Source : Ministère des Communications.

Marine marchande belge (a)
Situation au 1^{er} janvier

DÉSIGNATION	Année	Navires à vapeur	Navires à moteur	Total
Nombre de navires	1956	32	50	82
	1957	34	52	86
	1958	34	57	91
	1959	34	65	99
	1960	31	67	98
	1961	27	70	97
	1962	22	69	91
Tonnage brut belge	1956	221 033	229 544	450 577
	1957	241 485	261 761	503 246
	1958	248 906	282 281	531 187
	1959	265 840	353 660	619 500
	1960	259 513	369 512	629 025
	1961	282 816	393 975	676 791
	1962	229 441	396 326	625 767
Tonnage net belge	1956	165 573	164 573	330 146
	1957	179 995	190 211	370 206
	1958	185 151	205 920	391 071
	1959	198 297	258 478	456 775
	1960	192 798	271 964	464 762
	1961	207 587	292 946	500 633
	1962	169 004	295 730	464 734

Source : Ministère des Communications.

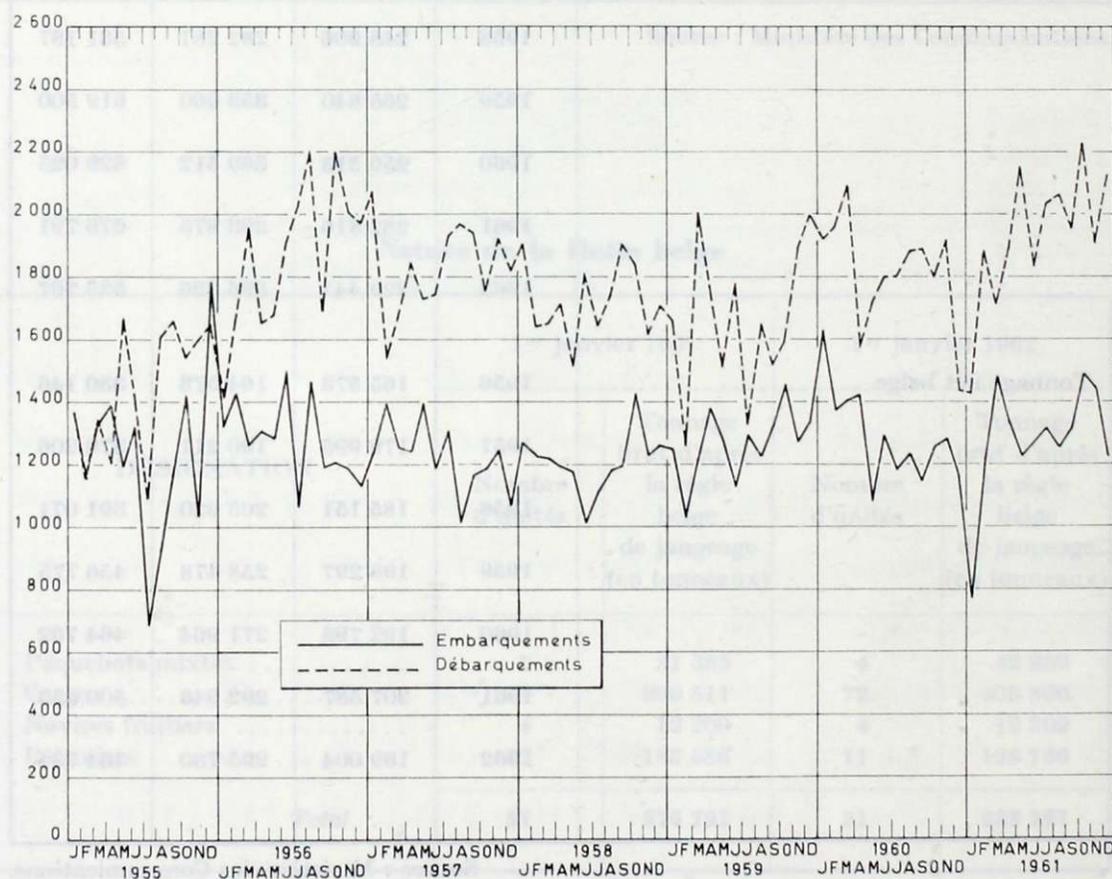
(a) Non compris les navires de l'Etat.

Port d'Anvers
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entre-pôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1954	12 900	25 335	11 886	228	3 197	9 067	4 026
1955	13 731	27 216	13 525	189	3 555	10 122	4 684
1956	15 585	30 508	16 354	170	5 761	10 318	5 034
1957	15 903	31 696	16 448	221	5 268	9 577	5 147
1958	16 282	34 099	16 409	197	4 075	10 015	4 509
1959	16 022	34 341	15 772	592	3 656	9 860	5 332
1960	16 570	35 780	16 358	1 062	4 376	10 223	5 233
1961	16 945	36 464	18 064	765	4 399	10 668	4 747

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port d'Anvers
(en milliers de tonnes)



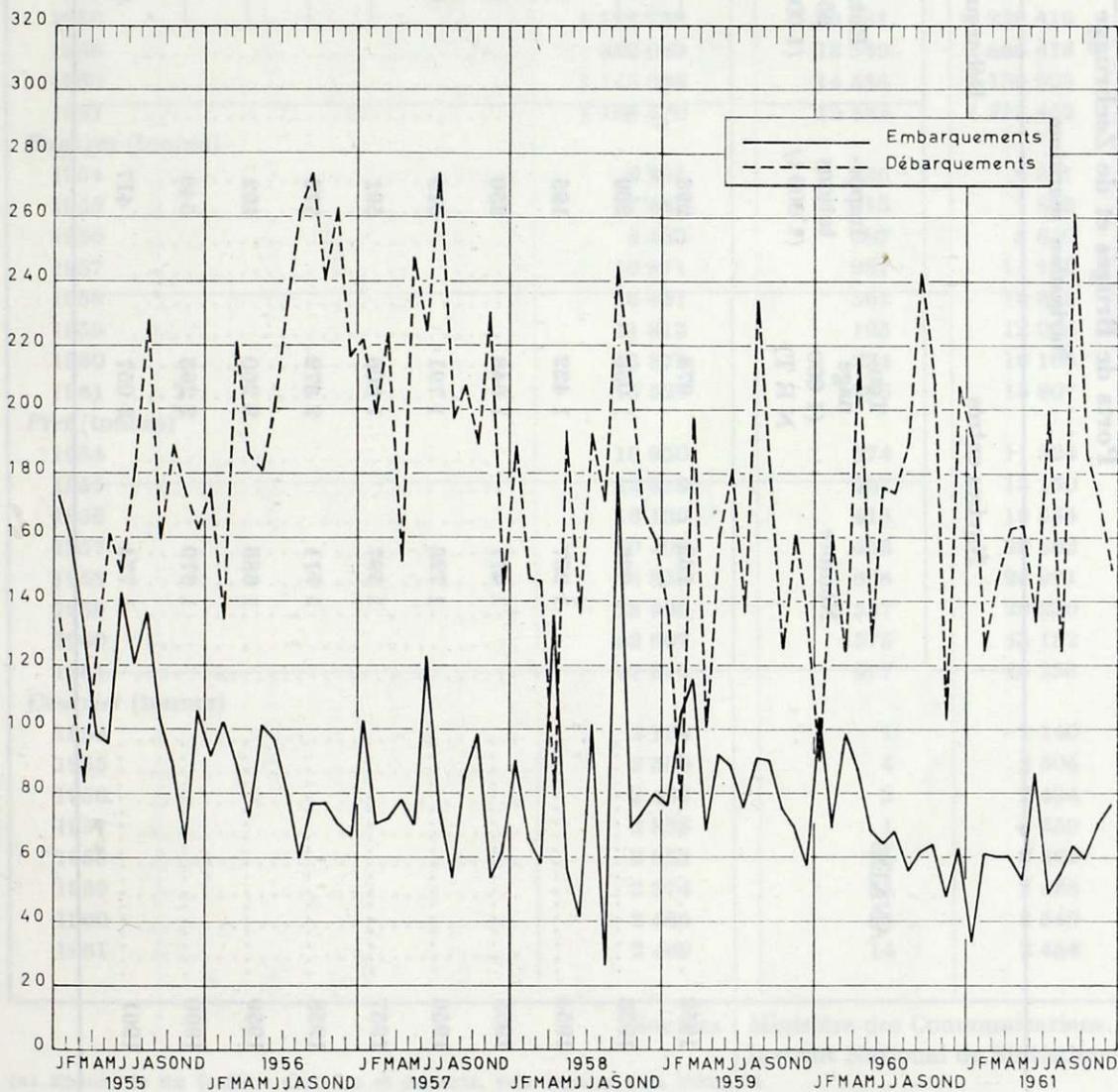
Source : Institut National de Statistique.

Port de Gand
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Ton- nage (1 000 N R T)	Impor- tations (1 000 t)	Entre- pôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Expor- tations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1954	1 757	1 129	1 214	2	144	880	139
1955	2 204	1 465	1 537	2	313	1 223	192
1956	2 352	1 696	1 875	2	713	859	124
1957	2 557	1 628	1 822	5	686	820	122
1958	2 628	1 557	1 332	2	700	898	81
1959	2 324	1 380	1 274	21	529	823	176
1960	2 079	1 429	1 225	37	755	691	162
1961	1 970	1 316	1 330	26	654	579	150

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port de Gand
(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Ports de Bruges et de Zeebrugge
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Impor- tations (1 000 t)	Entre- pôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Expor- tations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1952	762	978	293	—	36	54	97
1953	926	1 056	269	—	35	88	100
1954	1 257	1 422	195	1	63	132	134
1955	1 471	1 648	350	2	66	196	150
1956	1 723	1 791	619	6	70	288	157
1957	1 597	1 806	591	—	131	215	156
1958	1 711	2 372	576	—	76	353	149
1959	1 688	2 260	492	—	65	273	161
1960	1 679	2 265	549	—	126	225	170
1961	1 774	2 057	417	4	70	219	155

Source : Institut National de Statistique.

Trafic commercial des aérodromes belges (a)

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
<i>Avions (unités)</i>			
1954	31 132	1 670	32 802
1955	35 012	1 823	36 835
1956	37 793	1 370	39 163
1957	47 617	1 600	49 217
1958	60 553	4 794	65 347
1959	52 591	2 513	55 104
1960	56 435	1 843	58 278
1961	57 577	1 600	59 177
<i>Passagers (unités)</i>			
1954	437 451	8 084	445 535
1955	514 820	12 567	527 387
1956	608 786	10 662	619 448
1957	771 897	14 135	786 032
1958	1 178 738	80 681	1 259 419
1959	852 069	13 549	865 618
1960	1 145 335	14 588	1 159 923
1961	1 198 570	19 882	1 218 452
<i>Bagages (tonnes)</i>			
1954	6 261	136	6 397
1955	7 480	215	7 695
1956	8 433	207	8 640
1957	10 871	237	11 108
1958	16 431	567	16 998
1959	11 813	195	12 008
1960	15 871	234	16 105
1961	15 521	286	15 807
<i>Fret (tonnes)</i>			
1954	10 950	874	11 824
1955	12 613	537	13 150
1956	16 139	415	16 554
1957	20 409	453	20 862
1958	26 353	638	26 991
1959	28 693	537	29 230
1960	42 607	575	43 182
1961	47 676	577	48 253
<i>Courrier (tonnes)</i>			
1954	2 139	1	2 140
1955	2 500	4	2 504
1956	2 432	2	2 434
1957	2 858	1	2 859
1958	2 858	4	2 862
1959	2 374	54	2 428
1960	2 465	84	2 549
1961	2 469	14	2 484

Sources : Ministère des Communications.
Institut National de Statistique.

(a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris.

Trafic de la SABENA

ANNÉE	Tonnes-kilomètre offertes (milliers)	Voyageurs transportés (milliers)	Voyageurs-kilomètre (milliers)	Fret (en milliers de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	Tonnes-kilomètre transportées (milliers)	Coefficient de chargement (en pour-cent)
1952 ...	78 562,3	277,0	377 134,6	15 912,7	3 155,4	57 176,1	72,8
1953 ...	104 495,4	375,2	514 084,6	17 904,4	3 739,0	73 327,4	70,2
1954 ...	121 849,4	391,8	567 228,6	22 410,5	4 258,6	83 081,5	68,2
1955 ...	133 415,2	450,5	649 987,1	24 671,4	5 252,5	95 181,4	71,3
1956 ...	147 509,2	526,6	745 891,7	27 780,3	6 176,6	109 496,0	74,2
1957 ...	191 059,3	686,1	1 038 750,6	30 518,5	6 687,2	137 747,7	72,1
1958 ...	233 198,3	954,6	1 291 025,2	31 352,9	6 779,1	160 801,3	69,0
1959 ...	217 947,1	738,6	1 202 992,5	32 092,2	7 286,9	152 191,5	69,8
1960 ...	300 773,2	928,7	1 900 165,1	38 425,0	5 459,3	220 902,3	73,4
1961 ...	..	..	..	..	..	..	..

Sources : Ministère des Communications.
SABENA.

IV DISTRIBUTION

BRANCHE D'ACTIVITE	1909				Employés				1910				Totaux			
	Nombre		Pourcentage		Nombre		Pourcentage		Nombre		Pourcentage		Nombre		Pourcentage	
	1909	1910	1909	1910	1909	1910	1909	1910	1909	1910	1909	1910	1909	1910	1909	1910
Produit des produits des industries	1 510	1 600	5,0	5,0	1 200	1 200	4,0	4,0	1 310	1 310	4,3	4,3	2 520	2 520	8,3	8,3
Agences	2 200	2 210	6,9	6,9	1 500	1 500	4,8	4,8	1 710	1 710	5,3	5,3	3 910	3 910	12,2	12,2
Des autres industries et services	100	100	0,3	0,3	100	100	0,3	0,3	100	100	0,3	0,3	200	200	0,6	0,6
Administrations de la police et de l'agriculture, des chemins de fer et des communications (postales)	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	2 000	2 000	6,2	6,2
Des autres	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	2 000	2 000	6,2	6,2
Chirurgiens	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	2 000	2 000	6,2	6,2
Des autres, de l'armement et de la construction (et des autres)	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	2 000	2 000	6,2	6,2
Des autres	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	2 000	2 000	6,2	6,2
Principales industries (autres)	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	2 000	2 000	6,2	6,2
Des autres et autres	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	2 000	2 000	6,2	6,2
Travailleurs de l'éducation et des autres de l'éducation (et des autres)	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	2 000	2 000	6,2	6,2
Communication et services	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	2 000	2 000	6,2	6,2
Des industries laitières et des autres de l'industrie	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	2 000	2 000	6,2	6,2
Commerce et autres autres	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	1 000	1 000	3,1	3,1	2 000	2 000	6,2	6,2
Total	28 400	3100	100	100	25 510	25 510	100	100	31 010	31 010	100	100	56 520	56 520	100	100

Tráfico de la SABENA

ANNO	Tonnes alimentive affarive (milioni)	Voyages trans- porche (milioni)	Voyages alimantive (milioni)	Post ou affarive alimantive	Coaches (ou affarive alimantive)	Tonnes alimantive transporte (milioni)	Coefficient de charge moyenne (ou pour voies)
1962	170 000,0	317,0	377 100,0	15 000,0	5 155,0	37 070,7	73,4
1963	166 000,0	375,0	316 000,0	17 000,0	6 000,0	70 007,0	70,2
1964	165 000,0	400,0	347 000,0	22 000,0	6 000,0	82 000,0	69,0
1965	170 000,0	400,0	340 000,0	24 000,0	6 000,0	95 000,0	71,0
1966	170 000,0	400,0	340 000,0	22 000,0	6 000,0	100 000,0	73,0
1967	161 000,0	400,0	340 000,0	20 000,0	6 000,0	127 000,0	72,1
1968	160 000,0	400,0	340 000,0	21 000,0	6 000,0	160 000,0	69,0
1969	157 000,0	400,0	340 000,0	20 000,0	7 000,0	153 000,0	69,0
1970	160 000,0	400,0	340 000,0	20 000,0	6 000,0	200 000,0	70,0

Source: Ministerio de Comunicaciones
MADRID

Entreprises commerciales
Effectifs assujettis à la sécurité sociale
Situation au 30 juin

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Employeurs						Travailleurs					
	1959		1960		1961 (a)		1959		1960		1961 (a)	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
<i>Vente des produits des industries :</i>												
Agricoles	1 812	8,1	1 849	8,0	1 797	7,8	6 816	3,9	6 789	3,7	6 740	3,5
Des mines, minières et carrières	2 229	9,9	2 212	9,6	2 197	9,5	9 562	5,5	9 864	5,4	10 311	5,4
Alimentaires, de la pêche et de l'agriculture, destinés à la consommation immédiate .	5 802	25,8	6 067	26,2	6 027	26,0	34 084	19,5	35 598	19,5	36 891	19,0
Du tabac	153	0,7	151	0,6	152	0,7	592	0,3	601	0,3	612	0,3
Chimiques	1 481	6,6	1 517	6,6	1 542	6,7	13 267	7,6	13 872	7,6	14 971	7,7
Du bois, de l'ameublement et de la construction (et location)	1 063	4,7	1 120	4,8	1 120	4,8	4 890	2,8	5 467	3,0	5 858	3,0
Du papier	418	1,9	407	1,8	394	1,7	2 416	1,4	2 489	1,4	2 467	1,3
Polygraphiques (et location) .	411	1,8	421	1,8	420	1,8	2 699	1,5	2 839	1,6	2 899	1,5
Des cuirs et peaux	767	3,4	791	3,4	736	3,2	3 413	1,9	3 486	1,9	3 424	1,8
Textiles, du vêtement et des articles de mode (et location)	3 336	14,8	3 361	14,5	3 354	14,4	16 863	9,6	17 172	9,4	17 765	9,2
Céramiques et verrières	171	0,8	172	0,7	172	0,7	1 488	0,9	1 517	0,8	1 577	0,8
Des métaux bruts et façonnés	2 807	12,5	2 933	12,7	3 026	13,0	24 629	14,0	25 956	14,2	29 406	15,0
D'art et de précision	1 524	6,8	1 590	6,9	1 668	7,5	11 656	6,6	12 024	6,6	13 279	6,9
<i>Commerce en articles divers</i>	506	2,2	544	2,4	614	2,2	42 974	24,5	44 980	24,6	47 888	24,6
<i>Total</i>	22 480	100	23 135	100	23 219	100	175 349	100	182 654	100	194 088	100

(a) Données provisoires.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Entreprises commerciales proprement dites
Personnel assujéti à la sécurité sociale

DÉSIGNATION	Salariés		Appointés		Total général
	Ouvriers	Ouvrières	Employés	Employées	
	Total	Total	Employés	Total	
1955 Nombre (a)	55 878	16 421	40 549	47 400	160 248
Pourcentage (a)	35	10	25	30	10
1956 Nombre (a)	56 620	16 400	41 740	49 640	164 400
Pourcentage (a)	34	10	26	30	100
1957 Nombre (a)	56 950	17 290	43 340	51 750	169 330
Pourcentage (a)	34	10	26	30	100
1958 Nombre (a)	56 790	17 580	44 530	54 160	173 060
Pourcentage (a)	33	10	26	31	100
1959 Nombre (a)	58 940	18 100	46 090	56 000	179 130
Pourcentage (a)	33	10	26	31	100
1960 Nombre (a)	61 670	18 080	48 310	58 300	186 360
Pourcentage (a)	33	10	26	31	100
1960 Nombre (b)	59 500	17 970	46 930	55 470	179 870
Pourcentage (b)	33	10	26	31	100
1961 Nombre (b)	63 140	18 920	50 090	59 330	191 480
Pourcentage (b)	33	10	26	31	100

(a) Supputations. Situation au 31 décembre.
(b) Supputations. Situation au 30 septembre.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Cartes professionnelles pour étrangers (a)

DÉSIGNATION	Au 1 ^{er} janvier 1959		Au 1 ^{er} janvier 1961	
	Nombre	%	Nombre	%
Répartition par profession et par activité (b)				
<i>Nature des professions :</i>				
Détaillants	3 929	21,9	3 852	22,1
Artisans	9 234	51,5	9 041	51,8
Intermédiaires et représentants	1 166	6,5	1 074	6,2
Administrateurs	1 664	9,3	1 664	9,5
Importateurs - exportateurs - grossistes .	594	3,3	594	3,4
Grossistes-détaillants	857	4,8	810	4,6
Grossistes	479	3,0	414	2,4
<i>Total ...</i>	17 923	100,0	17 449	100,0
<i>Nature des activités :</i>				
Vente de produits textiles, vêtements et articles de mode	1 663	7,9	1 444	7,2
Vente de produits alimentaires pour usage immédiat	1 975	9,4	1 882	9,4
Hôtels, restaurants, cafés	2 186	10,4	2 111	10,6
Agriculture	1 010	4,8	899	4,5
Fabrication et réparation de vêtements (non compris les chaussures)	813	3,9	683	3,4
Vente de produits des industries des métaux bruts ou façonnés	887	4,3	847	4,2
Vente de produits des industries chimiques	833	4,0	811	4,1
Divers	10 084	48,1	9 733	48,8
<i>Total ...</i>	20 971	100,0	19 961	100,0
Répartition géographique des cartes en cours de validité (b)				
<i>Résidents :</i>				
Anvers	3 142	21,0	3 064	21,0
Brabant	5 369	35,8	5 151	35,3
Flandre Occidentale	563	3,8	574	3,9
Flandre Orientale	682	4,6	666	4,6
Hainaut	2 147	14,3	1 999	13,7
Liège	1 792	12,0	1 774	12,1
Limbourg	630	4,2	680	4,7
Luxembourg	337	2,2	353	2,4
Namur	320	2,1	331	2,3
<i>Total ...</i>	14 982	100,0	14 592	100,0
<i>Non résidents</i>	1 255		1 359	
<i>Total général ...</i>	16 237		15 951	

Source : Institut National de Statistique.

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans.

(b) Une même carte peut couvrir plus d'une profession et/ou plus d'une activité.

Commerce ambulant

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

DATE ET RÉSIDENTE DU COMMERÇANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
	1 ^{er} janvier 1960 :																
Anvers	3 123	26	613	19	713	41	817	23	268	8	566	23	2 036	49	8 136	189	8 325
Brabant	3 643	199	715	60	598	38	973	87	211	13	418	13	1 374	78	7 932	488	8 420
Fl. Occidentale ..	1 510	16	293	4	1 085	4	317	5	267	4	781	15	1 898	12	6 151	60	6 211
Fl. Orientale	3 107	21	616	31	705	28	714	7	325	5	882	8	2 233	37	8 582	137	8 719
Hainaut	1 573	111	246	28	625	53	896	77	228	20	284	38	1 425	136	5 277	463	5 740
Liège	976	80	219	42	803	47	674	142	273	28	365	12	1 377	119	4 687	470	5 157
Limbourg	537	4	72	2	468	7	178	2	134	3	450	13	1 232	19	3 071	50	3 121
Luxembourg	106	6	28	—	229	9	106	5	66	—	122	8	345	8	1 002	36	1 038
Namur	241	12	119	2	324	15	165	8	135	3	154	12	526	21	1 664	73	1 737
Pays étrangers ...	1	44	—	4	—	32	3	8	1	14	1	2	2	58	8	162	170
<i>Le Royaume ...</i>	14 817	519	2 921	192	5 550	274	4 843	364	1 908	98	4 023	144	12 448	537	46 510	2 128	48 638
1 ^{er} janvier 1958 :																	
<i>Le Royaume ...</i>	15 804	560	2 951	170	5 671	233	5 098	341	1 812	75	4 051	132	11 379	346	46 766	1 857	48 623
1 ^{er} janvier 1956 :																	
<i>Le Royaume ...</i>	17 833	803	3 417	237	6 104	232	5 580	399	2 021	62	4 543	127	10 755	318	50 253	2 178	52 431

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans. Les données du recensement au 1^{er} janvier 1962 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique

DÉSIGNATION	Constitutions de sociétés				Augmentations de capital		Dissolutions de sociétés par liquidation et fusion	
	Anonymes et en commandite par actions		De personnes à responsabilité limitée		Montant nominal net (en milliers de francs)	Ensemble		
	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)		Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	
					Nombre			Capital nominal (en milliers de francs)
<i>Commerce de détail :</i>								
1953	49	23 325	271	62 318	320	85 643	102	15 764
1955	48	24 055	255	71 160	303	95 215	91	18 392
1956	29	57 431	281	69 685	310	127 116	111	17 281
1957	32	21 850	288	72 438	320	94 288	144	31 330
1958	37	12 535	340	92 097	377	104 632	113	43 086
1959	39	23 371	407	120 458	446	143 829	119	36 266
1960	29	286 670	430	113 873	459	400 543	132	51 672
1960 (a)	24	284 710	310	81 626	334	366 336	98	40 901
1961 (a)	25	454 375	327	89 501	352	543 876	84	19 634
<i>Commerce de gros et commerce extérieur :</i>								
1953	148	114 313	314	118 493	462	232 806	168	102 974
1955	134	158 068	358	163 547	492	321 615	187	87 391
1956	151	192 870	440	179 259	591	372 129	200	102 603
1957	143	462 201	487	232 622	630	694 823	225	155 726
1958	145	265 275	386	212 925	531	478 200	196	141 708
1959	164	149 727	419	182 295	583	332 022	197	131 117
1960	193	291 727	525	224 038	718	515 765	215	170 800
1960 (a)	138	162 545	361	153 024	499	315 569	137	98 816
1961 (a)	107	119 457	406	139 554	513	259 011	148	83 867

(a) 9 mois.

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1959	1960			1961		
	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total
<i>Immatriculations principales (a) :</i>							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	21 055	17 863	2 362	20 225	18 786	2 232	21 018
Gand	10 335	9 400	523	9 923	9 619	657	10 276
Liège	8 256	7 762	484	8 196	8 177	498	8 675
<i>Total ...</i>	39 646	35 025	3 319	38 344	36 582	3 387	39 969
<i>Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :</i>							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	17 715	16 938	601	17 539	17 638	484	18 122
Gand	9 336	9 510	121	9 631	9 433	141	9 574
Liège	6 480	6 567	93	6 660	6 825	108	6 933
<i>Total ...</i>	33 531	33 015	815	33 830	33 896	733	34 629
Différence	+ 6 115	+ 2 010	+ 2 504	+ 4 514	+ 2 686	+ 2 654	+ 5 340

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.

Déclarations de faillite et concordats judiciaires

DÉSIGNATION	Déclarations de faillite (a)				Concordats judiciaires (b)			
	1938	1959	1960	1961	1938	1959	1960	1961
Cour d'Appel de :								
Bruxelles	417	554	513	483	158	57	45	50
Gand	149	180	155	142	56	20	26	18
Liège	89	164	149	164	51	70	39	45
<i>Le Royaume ...</i>	655	898	817	789	265	147	110	113

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données de ce tableau ne correspondent pas toujours avec celles des faillites traitées, relevées dans la statistique judiciaire.
 (b) Avant la guerre, concordats préventifs à la faillite.

Ventes à la consommation

(1953 = 100)

ANNÉE	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Magasins à succursales (alimentation)
1953	100	100	100
1954	106	109	103
1955	114	115	107
1956	124	125	120
1957	129	125	123
1958	139	131	131
1959	144	132	138
1960	156	138	144
1961	161	144	152

Sources : Institut National de Statistique.
Banque Nationale de Belgique.

Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale

(1953 = 100)

PÉRIODE	1956 (a)	1957 (a)	1958 (a)	1959 (a)	1960 (a)	1961 (a)
Janvier	106	125	137	130	140	154
Février	116	106	125	128	138	147
Mars	123	115	130	137	151	162
Avril	110	126	140	148	149	147
Mai	128	128	134	140	150	163
Juin	121	124	142	148	160	167
Juillet	117	134	151	158	168	158
Août	136	134	143	150	175	180
Septembre	128	130	143	153	156	169
Octobre	133	147	139	150	147	162
Novembre	202	132	126	134	158	169
Décembre	164	170	162	163	173	177
<i>L'année (b) ...</i>	132	131	139	145	155	163

Sources : Fédération des Distributeurs Grossistes en Alimentation.
Institut National de Statistique.

(a) Nombre de firmes recensées pour l'indice mensuel comme pour l'indice annuel :

en 1956 : 46;
en 1957 : 43;
en 1958 : 43;
en 1959 : 43;
en 1960 : 39;
en 1961 : 39.

(b) Le chiffre d'affaires total des 48 firmes recensées en 1948 s'élève à 1.229 millions de francs. Sur base 1953 = 100, l'indice annuel de 1948 est de 89.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel
Crédits accordés

ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen
1953	6 249	931 128	149,0
1954	6 794	1 046 460	155,0
1955	6 920	1 125 898	162,7
1956	6 934	1 234 333	178,0
1957	5 358	898 390	167,7
1958	5 614	1 025 337	182,6
1959	7 233	1 363 786	188,4
1960	9 612	2 223 995	231,4
1961	10 045	2 414 244	240,3

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre

MOIS	1959	1960		1961			
	Données absolues (en millions de francs)	Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1959 = 100		Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1960 = 100	
			Indice brut	Indice net (a)		Indice brut	Indice net (a)
Janvier	3 246(b)	2 344	72	70	2 638	113	113
Février	2 179	2 443	112	110	2 665	109	109
Mars	2 472	2 812	114	111	3 251	116	116
Avril	2 343	2 649	113	112	2 779	105	105
Mai	2 311	2 628	114	112	3 041	116	116
Juin	2 398	2 664	111	109	3 219	121	121
Juillet	2 391	2 496	104	103	3 060	123	123
Août	2 382	2 597	109	109	3 155	121	122
Septembre	2 540	2 997	118	118	3 251	108	109
Octobre	2 668	2 827	106	105	3 447	122	122
Novembre	2 483	2 779	112	111	3 351	121	121
Décembre	2 662	2 786	105	105	3 405	122	122
<i>L'année...</i>	30 075	32 022	106	105	37 262	116	117
Indice des prix de gros (1953 = 100)	101,3	102,6			102,4		

Sources : Ministère des Finances.

Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Obtenu en divisant l'indice brut par l'indice des prix de gros.

(b) Augmentation résultant, à concurrence de 1040 millions, d'une modification de la comptabilisation.

Repartition des visiteurs par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957	
	En milliers de visiteurs	En millions de francs	En milliers de visiteurs	En millions de francs	En milliers de visiteurs	En millions de francs	En milliers de visiteurs	En millions de francs	En milliers de visiteurs	En millions de francs	En milliers de visiteurs	En millions de francs	En milliers de visiteurs	En millions de francs
Canada (Amérique)	17	455	17	455	17	455	17	455	17	455	17	455	17	455
France	55	408	55	408	55	408	55	408	55	408	55	408	55	408
Grande-Bretagne	107	240	107	240	107	240	107	240	107	240	107	240	107	240
Allemagne (Occidentale)	10	105	10	105	10	105	10	105	10	105	10	105	10	105
U.S.A.	102	155	102	155	102	155	102	155	102	155	102	155	102	155
Autres pays	100	420	100	420	100	420	100	420	100	420	100	420	100	420
Total	201	1 208	201	1 208	201	1 208	201	1 208	201	1 208	201	1 208	201	1 208
Belgique	8	300	8	300	8	300	8	300	8	300	8	300	8	300
Total Belgique	8	300	8	300	8	300	8	300	8	300	8	300	8	300

V

TOURISME

Source: Institut National de Recherches Economiques de l'Etat de Belgique

(a) Les chiffres sont exprimés en millions de francs. Les visiteurs arrivés en Belgique ne sont pas compris dans ces chiffres.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel
Crédits accordés

ANNÉE	Nombre	En millions de francs	
		Montant global	Moyenne
1945	8 240	471 120	140,0
1946	6 794	1 046 450	154,0
1947	5 090	1 125 805	162,7
1948	5 494	1 265 735	177,7
1949	5 456	896 200	167,7
1950	5 614	1 022 557	182,3
1951	7 265	1 358 750	185,5
1952	7 512	1 282 995	221,4
1953	10 793	2 414 544	240,2

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Revenues du Timbre et des taxes assimilées au Timbre

MOIS	1953		Période correspondante de 1952-1953		1951		Période correspondante de 1950-1951	
	Données absolues en mil. francs	Données absolues en mil. francs	Indices		Données absolues en mil. francs	Indices		
			1952	1953			1950	1951
Janvier	2 165,2	2 444	77	76	2 048	117	117	
Février	2 478	2 432	81,7	79	2 565	120	100	
Mars	2 470	2 862	83,4	111	2 257	110	110	
Avril	2 440	2 580	83,8	107	2 573	125	105	
Mai	2 211	2 503	82,4	112	2 041	115	119	
Juin	2 270	2 474	82,1	109	2 219	121	121	
Juillet	2 391	2 500	88,4	103	2 090	123	108	
Août	2 300	2 307	89,6	100	2 125	121	122	
Septembre	2 040	2 307	81,8	115	2 281	109	105	
Octobre	2 090	2 327	86,6	105	2 457	122	122	
Novembre	2 120	2 779	81,9	111	2 332	121	121	
Décembre	2 052	2 796	80,5	125	2 306	120	122	
L'année	20 972	22 923	100	105	27 262	116	112	
Indices des prix de gros (1953=100)	101,3	104,5			102,4			

Source : Ministère des Finances.

Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Direction générale des Études et de la Documentation.

(1) Calcul en Indices Indices 1952 par l'Institut des prix de gros.

(2) Donnée absolue relative à l'exercice en 1949 millions d'une modification de la comptabilité.

Répartition des nuitées par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1951		1953		1955		1957		1958		1959		1960		1961	
	En mil- liers d'uni- tés	In- dice (b)														
<i>Etranger :</i>																
Grande-Bretagne	411	77	535	100	810	151	971	181	1 222	228	984	184	1 181	221	1 066	199
France	322	65	497	100	603	121	840	169	990	199	654	132	820	165	883	178
Pays-Bas	276	82	336	100	394	117	390	116	438	130	351	104	391	117	402	120
Allemagne (Occidentale)	60	36	168	100	268	160	302	180	809	481	319	190	389	232	456	271
Suisse	50	91	55	100	61	111	64	116	219	400	50	91	60	109	61	111
U. S. A.	122	65	189	100	226	120	221	117	611	323	236	125	296	157	254	134
Autres pays	390	91	428	100	546	128	642	150	1 212	283	614	143	735	172	761	178
<i>Total</i>	1 631	74	2 208	100	2 908	132	3 430	155	5 501	249	3 208	145	3 872	175	3 884	176
<i>Belgique</i>	4 821	70	6 926	100	8 076	117	10 161	147	9 932	143	11 503	166	11 139	161	12 063	174
<i>Total général</i>	6 452	71	9 134	100	10 984	120	13 591	149	15 433	169	14 711	161	15 011	164	15 947	175

Sources : Institut National de Statistique.
Commissariat général au Tourisme.

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement.
(b) Sur base 1953 = 100.

**Répartition des nuitées par région touristique
et suivant le pays de résidence des touristes en 1961**

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral	79,0	41,2	59,8	10,0	69,8
Villes d'art.....	4,3	45,4	3,2	11,1	14,3
Ardennes-Meuse	10,3	7,4	7,8	1,8	9,6
Autres régions	6,4	6,0	4,8	1,5	6,3
<i>Le Royaume ...</i>	100	100	75,6	24,4	100

Sources : Commissariat général au Tourisme.
Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Direction
générale des Etudes et de la Documentation.

**Répartition des nuitées par saison
(en pour-cent)**

PÉRIODE	Belges		Etrangers		Total	
	« Thrift season » (a)	Saison (b)	« Thrift season » (a)	Saison (b)	« Thrift season » (a)	Saison (b)
1947-1951	23,2	76,8	47,0	53,0	29,2	70,8
1951-1952	18,9	81,1	40,0	60,0	23,7	76,3
1952-1953	21,0	79,0	36,5	63,5	24,7	75,3
1953-1954	22,0	78,0	37,6	62,4	26,3	73,7
1954-1955	22,4	77,6	36,7	63,3	26,2	73,8
1955-1956	22,0	78,0	37,2	62,8	25,9	74,1
1956-1957	20,9	79,1	34,6	65,4	24,4	75,6
1957-1958	21,0	79,0	33,0	67,0	25,0	75,0
1958-1959	19,2	80,8	38,2	61,8	23,5	76,5
1959-1960	19,5	80,5	32,0	68,0	22,7	77,3
1960-1961	19,5	80,5	34,5	65,5	23,1	76,9

Source : Commissariat général au Tourisme.

- (a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.
(b) Du 1^{er} juin au 30 septembre.

Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs

(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions sur services		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1954	2,4	2,5	— 0,1	27,6	28,5	— 0,9
1955	3,0	2,7	+ 0,3	33,3	28,3	+ 5,0
1956	3,8	2,8	+ 1,0	41,6	34,3	+ 7,3
1957	4,3	3,2	+ 1,1	44,4	33,6	+ 10,8
1958	6,2	2,9	+ 3,3	46,1	33,1	+ 13,0
1959	4,5	5,9	— 1,4	41,9	38,3	+ 3,6
1960	5,5	6,9	— 1,4	46,2	42,0	+ 4,2
1961	5,7	6,8	— 1,1	47,4	44,4	+ 3,0

Source : Banque Nationale de Belgique

Mouvement et recettes du trafic voyageurs (a)

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Pé-riode non touristique (b) (en mil-lions d'uni-tés)	Période touristique (c)		Pé-riode non touristique (b) (en mil-lions d'uni-tés)	Période touristique (c)		Pé-riode non touristique (b) (en mil-lions de francs)	Période touristique (c)	
		En mil-lions d'uni-tés	En % de la période non touristique		En mil-lions d'uni-tés	En % de la période non touristique		En mil-lions de francs	En % de la période non touristique
1951	5 769	6 399	111	193	278	144	122 042	176 707	145
1954	5 357	6 510	121	199	282	141	129 989	187 166	144
1955	5 610	6 572	117	204	289	141	134 059	192 385	144
1956	5 920	6 455	109	212	277	131	142 347	189 798	133
1957	5 941	6 705	113	210	282	134	146 048	197 715	135
1958	6 520	7 609	117	232	337	145	161 022	240 280	149
1959	6 269	6 568	105	216	281	130	156 012	210 918	135
1960	6 102	6 954	114	208	293	141	153 903	219 955	143
1961	5 913	6 788	115	202	286	142	148 603	216 816	146

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement.

(b) L'année, période juin-septembre exclue.

(c) Période juin-septembre.

Etablissements de vacances populaires

DÉSIGNATION	Nombre d'installations				Nombre de lits			
	1951	1959	1960	1961	1951	1959	1960	1961
	Maisons et centres de vacances	29	30	29	30	3 694	10 097	10 378	10 595
Auberges de jeunesse	38	39	39	40	2 609	3 328	3 326	3 342
Etablissements des Amis de la Nature	17	19	19	19	850	1 083	1 282	1 286
Gîtes d'étapes	31	24	26	23	1 321	1 227	1 288	1 202
<i>Total ...</i>	115	112	113	112	8 474	15 735	16 274	16 425
	Nombre de nuitées							
	1951	1959	1960	1961				
Maisons et centres de vacances	188 417	605 461	646 602	719 099				
Auberges de jeunesse	129 890	167 681	161 765	160 017				
Etablissements des Amis de la Nature	28 221	44 048	45 644	49 328				
Gîtes d'étapes	46 615	59 163	60 105	59 607				
<i>Total ...</i>	393 143	876 353	914 116	988 051				

Source : Commissariat général au Tourisme.

Coefficient d'occupation dans les maisons et centres de vacances (en pour-cent)

MOIS	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Mai	16	15	12	13	7	12
Juin	26	36	29	26	30	36
Juillet	63	69	70	74	76	79
Août	67	70	71	71	73	76
Septembre	19	19	10	9	14	18
<i>Moyenne par mois .</i>	38	45	37	39	40	44

Source : Commissariat général au Tourisme.

TROISIÈME PARTIE

FINANCES PUBLIQUES

FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT

Finances de l'Etat

p. 141 à 149

Finances provinciales et communales

p. 150 à 155

Statistiques des établissements

DESIGNATION	Nombre d'établissements				Nombre de lits			
	1951	1952	1953	1954	1951	1952	1953	1954
Maisons et centres de vacances	22	26	26	30	1 024	1 097	1 079	1 094
Centres de jeunesse	25	25	24	44	2 029	2 029	2 024	2 042
Établissements de soins de nuit	17	19	19	17	2 028	2 028	2 028	2 028
Clubs d'été	20	24	23	22	1 024	1 024	1 024	1 024
TOTAL	84	94	92	113	6 105	6 178	6 155	6 188

TROISIÈME PARTIE

DESIGNATION	1951		1952	
	1951	1952	1951	1952
Centres de vacances	127 22	140 44	140 44	140 44
Centres de jeunesse	140 44	140 44	140 44	140 44
TOTAL	267 66	280 88	280 88	280 88

Source : Comptes annuels de l'État

Coûts d'occupation dans les maisons et centres de vacances

(en pourcentage)

MOIS	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Mai	10	11	12	13	14	15
Juin	15	16	17	18	19	20
Juillet	20	21	22	23	24	25
Août	25	26	27	28	29	30
Septembre	30	31	32	33	34	35
Moyenne par mois	18	19	20	21	22	23

Source : Comptes annuels de l'État

I

FINANCES PUBLIQUES

<i>Finances de l'Etat</i>	p. 141 à 149
<i>Finances provinciales et communales</i>	p. 150 à 155

FINANCES PUBLIQUES

p. 181 à 190

p. 150 à 151

Finances de l'Etat

Finances provinciales et communales

Exécution des budgets de 1951 à 1961 par année civile
(en millions de francs)

ANNÉE	Budget ordinaire (a)			Budget extraordinaire			Total général				
	Recettes		Solde	Recettes (b)	Dépenses (d)	Solde	Recettes	Dépenses	Solde		
	Fiscales (c)	Non fiscales								Total	
1951	69 647	7 403 (e)	77 050	68 828	+ 8 222	6 235	19 211	- 12 976	83 285 (e)	88 048	- 4 754
1952	71 279	7 394 (e)	78 673	75 955	+ 2 718	4 387	25 339	- 20 952	83 060 (e)	101 294	- 18 234
1953	67 746	6 603	74 349	78 347	- 3 998	3 543	17 256	- 13 713	77 892	95 603	- 17 711
1954	70 682	7 121	77 803	79 241	- 1 438	2 196	17 552	- 15 356	79 999	96 793	- 16 794
1955	75 770	6 016	81 786	81 065	+ 721	3 399 (f)	18 105 (f)	- 14 706	85 186 (f)	99 170 (f)	- 13 984
1956	82 232	6 705	88 937	83 561	+ 5 376	514	15 228	- 14 714	89 452	98 789	- 9 337
1957	89 306	6 983	96 289	92 064	+ 4 225	808	16 358	- 15 550	97 097	108 422	- 11 325
1958	87 847	11 757 (g)	99 604	106 716 (g)	- 7 112	353	16 622	- 16 269	99 957 (g)	123 338 (g)	- 23 381
1959	94 338	7 673	102 011	110 592	- 8 581	3 423	24 370	- 20 947	105 434	134 962	- 29 528
1960	101 986	7 238	109 224	112 049	- 2 825	574	29 772	- 29 198	109 798	141 821	- 32 023
1961	111 944	8 469	120 413	129 368	- 8 955	713	14 497	- 13 784	121 126	143 865	- 22 739

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes et dépenses résultant de la guerre.

(b) Non compris le produit des emprunts consolidés.

(c) Pour l'année 1951, recettes fiscales ordinaires nettes; à partir de l'année 1952, recettes fiscales ordinaires et extraordinaires nettes.

(d) Y compris l'exécution des accords de Bretton Woods et de l'accord de paiement et de compensation conclu à Paris le 7 septembre 1949.

(e) Y compris les produits d'emprunts émis pour le paiement des dommages de guerre 1914-1918.

(f) Y compris près de 3 milliards de francs correspondant à des redressements d'écritures relatifs aux non-valeurs et restitution d'impôts spéciaux de l'exercice 1951.

(g) Y compris 4.202 millions de francs correspondant à des régularisations d'écritures en vue de comptabiliser la contribution de l'Allemagne dans les frais de stationnement des unités belges.

Exécution des budgets de 1951 à 1961 par exercice
(en millions de francs)

EXERCICE (a)	Budget ordinaire			Budget extraordinaire						Total général							
	Re- cettes	Dé- penses	Solde	Budget extraordinaire propre			Investissements par l'aide Marshall et dépenses en contrepartie de l'aide E.R.P.			Opérations d'assainissement monétaire							
				Re- cettes (b)	Dé- penses	Solde	Re- cettes	Dé- penses	Solde	Re- cettes (c)	Dé- penses	Solde					
													Re- cettes	Dé- penses	Solde		
1951	76 866	66 686	+10 180	370	14 544	-14 174	-	36	-	36	8 939	8 518	+	421	86 175	89 783	- 3 608
1952	77 584	76 392	+ 1 192	1 583	20 447	-18 864	1 189	50	+ 1 139	2 277	2 277	3 903	-	1 626	82 633	100 792	-18 159
1953	76 733	77 376	- 643	2 626	16 091	-13 465	87	1 035	- 948	-	-	-	-	-	79 446	94 502	-15 056
1954	75 771	79 711	- 3 940	2 146	16 478	-14 342	51	260	- 209	-	-	-	-	-	77 968	96 449	-18 481
1955	82 065	81 001	+ 1 064	296	14 214	-13 918	46	57	- 11	-	-	-	-	-	82 407	95 272	-12 865
1956	90 314	86 134	+ 4 180	462	10 454	- 9 992	25	18	+ 7	-	-	-	-	-	90 801	96 606	- 5 805
1957	99 965	94 098	+ 5 867	793	17 655	-16 862	-	12	- 12	-	-	-	-	-	100 758	111 765	-11 007
1958	95 005	103 204	- 8 199	650	15 322	-14 672	-	2	- 2	-	-	-	-	-	95 655	118 528	-22 873
1959	102 265	110 462	- 8 197	3 127	24 831	-21 704	-	-	-	-	-	-	-	-	105 392	135 293	-29 901
1960	109 678	115 876	- 6 198	560	29 516	-28 956	-	-	-	-	-	-	-	-	110 238	145 392	-35 154
1961 (d)	120 383	125 055	- 4 672	720	17 135	-16 415	-	-	-	-	-	-	-	-	121 103	142 190	-21 087

Source : Ministère des Finances.

(a) Pour l'exercice 1951, recettes fiscales ordinaires nettes; à partir de 1952, recettes fiscales ordinaires et extraordinaires nettes.
 (b) Non compris le produit des emprunts consolidés et de l'assainissement monétaire; mais y compris l'exécution des accords de Breton Woods et de l'accord de paiement et de compensation conclu à Paris le 7 septembre 1949, et la contre-valeur de la réévaluation de l'encaisse-or de la B. N. B.
 (c) Les recettes d'impôts spéciaux sont comprises dans les recettes fiscales ordinaires à partir de 1953.
 (d) Données provisoires au 31 mars 1962.

Dépenses budgétaires par principaux chapitres et par année civile

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Dépenses de l'année 1958 pour compte des exercices 1957 et 1958	Dépenses de l'année 1959 pour compte des exercices 1958 et 1959	Dépenses de l'année 1960 pour compte des exercices 1959 et 1960	Dépenses de l'année 1961 pour compte des exercices 1960 et 1961	Différence 1960 par rapport à 1959	Différence 1961 par rapport à 1960
<i>Dépenses ordinaires :</i>						
Dettes publiques	17 236	17 658	18 846	24 139	+ 1 188	+ 5 293
Pensions	15 169	16 524	16 305	18 401	— 219	+ 2 096
Non-valeurs et remboursements	468	446	340	172	— 106	— 168
Personnel	20 846	21 716	23 548	24 753	+ 1 832	+ 1 205
Matériel	6 697	7 384	7 259	7 302	— 125	+ 43
Subventions	35 775	39 255	39 945	42 273	+ 690	+ 2 328
Travaux	1 061	999	852	1 144	— 147	+ 292
Autres dépenses ordinaires	9 464	6 610	4 954	11 184	— 1 656	+ 6 230
Total....	106 716	110 592	112 049	129 368	+ 1 457	+ 17 319
<i>Dépenses extraordinaires :</i>						
Dettes publiques	1 056	2	1 855	—	+ 1 853	— 1 855
Avances	959	3 348	3 266	1 644	— 82	— 1 622
Participations	433	450	4 921	63	+ 4 771	— 4 858
Immobilisations nouvelles (a)	12 996	15 224	14 795	11 759	— 429	— 3 036
Restauration du domaine public	508	504	533	460	+ 29	— 73
Aide Marshall et E.R.P.	3	—	—	—	—	—
Autres dépenses	655	4 842	4 402	571	— 440	— 3 831
Résorption du chômage	12	—	—	—	—	—
Total....	16 622	24 370	29 772	14 497	+ 5 402	— 15 275
Total général....	123 338	134 962	141 821	143 865	+ 6 859	+ 2 044

Source : Ministère des Finances.
(a) Les opérations du Fonds des Routes, créé par la loi du 9 août 1955 (*Moniteur belge* du 2 septembre 1955), ne sont pas reprises au budget extraordinaire.

Dépenses budgétaires (en millions de francs)

DÉSIGNATION	Dépenses de l'année 1959 pour compte des exercices 1958 et 1959	Dépenses de l'année 1960 pour compte des exercices 1959 et 1960	Dépenses de l'année 1960 de l'année 1961 pour compte des exercices 1960 et 1961	Différence 1960 par rapport à 1959	Différence 1961 par rapport à 1960
Budget de la Dette publique	17 660	20 701	24 139	+ 3 041	+ 3 438
Budget des Pensions	16 523	16 305	18 401	- 218	+ 2 096
Budget des Non-Valeurs et Remboursements	446	340	172	- 106	- 168
Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique .	8 159	8 978	8 559	+ 819	- 419
Budget du Ministère de la Justice	1 911	2 071	2 124	+ 160	+ 53
Budget du Ministère des Communications	13 325	12 374	9 162	- 951	- 3 212
Budget du Ministère des Travaux publics	8 582	8 453	8 424	- 129	- 29
Budget des Ministères du Travail et de la Prévoyance sociale ..	12 946	10 750	10 121	- 2 196	- 629
Budget du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture ..	14 448	19 202	21 541	+ 4 754	+ 2 339
Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille	5 997	4 814	4 716	- 1 183	- 98
Budget de la Gendarmerie	1 425	1 569	1 601	+ 144	+ 32
Budget du Ministère des Finances	8 712	8 483	5 331	- 229	- 3 152
Budgets des Ministères des Affaires économiques et de l'Energie et des Classes moyennes	3 437	2 323	3 063	- 1 114	+ 740
Budget spécial et Affaires Africaines	4 492	5 256	5 031	+ 3 761	- 225
Budgets des Dotations et des autres départements ministériels .		2 997	3 772		+ 775
<i>Total</i> ...	118 063	124 616	126 157	+ 6 553	+ 1 541
Budget du Ministère de la Défense nationale	16 898	17 205	17 708	+ 307	+ 503
<i>Total général</i> ...	134 961	141 821	143 865	+ 6 860	+ 2 044

Source : Ministère des Finances.

Recettes fiscales ordinaires nettes (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1955 (exercice 1954- exercice 1955)	1956 (exercice 1955- exercice 1956)	1957 (exercice 1956- exercice 1957)	1958 (exercice 1957- exercice 1958)	1959 (exercice 1958- exercice 1959)	1960 (exercice 1959- exercice 1960)	1961 (exercice 1960- exercice 1961)
<i>Contributions directes :</i>							
Contribution foncière	454	424	451	459	491	438	498
Taxe mobilière	3 878	3 412	3 746	3 444	3 517	4 067	4 341
Taxe professionnelle	18 750	20 957	23 806	23 692	24 587	27 427	28 295
Impôt complémentaire personnel	2 696	2 925	3 634	3 775	3 750	4 043	4 548
Contribution nationale de crise	1 823	1 844	2 017	1 869	1 920	2 171	2 393
Taxe de circulation automob.	1 941	2 110	2 238	2 411	2 568	2 700	2 928
Recettes sur exercices clos	1 972	2 110	2 012	601	1 380	178	- 433
Divers	621	563	665	576	545	533	925
<i>Total ...</i>	32 135	34 345	38 569	36 827	38 758	41 557	43 495
<i>Douanes et accises :</i>							
Douanes	4 990	5 536	6 031	5 802	5 370	6 006	6 453
Accises	9 671	10 102	10 477	11 365	13 374	14 907	16 245
Taxe de consommation	668	677	712	717	638	775	784
Divers	291	232	279	281	250	304	284
<i>Total ...</i>	15 621	16 547	17 499	18 165	19 632	21 992	23 766
<i>Enregistrement :</i>							
Droits d'enregistrement ...	2 752	3 044	3 624	3 037	3 653	4 024	4 420
Timbre et taxes assimilées .	23 561	26 564	27 702	27 630	30 075	32 022	37 262
Divers	1 702	1 799	1 903	2 188	2 199	2 391	3 000
<i>Total ...</i>	28 015	31 407	33 229	32 855	35 927	38 437	44 682
<i>Total général ...</i>	75 771	82 299	89 297	87 847	94 338	101 986	111 943
En pour-cent du total							
<i>Contributions directes</i>	42,4	41,7	43,2	41,9	41,1	40,7	38,9
<i>Douanes et accises</i>	20,6	20,1	19,6	20,7	20,8	21,6	21,2
<i>Enregistrement</i>	37,0	38,2	37,2	37,4	38,1	37,7	39,9
<i>Total ...</i>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère des Finances.

(a) Par année civile, sans distinction d'exercice, non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux et, à partir de l'exercice 1956, les sommes attribuées au Trésor de la Colonie.

Recettes des droits d'accises et autres taxes assimilées
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Droits d'accise :</i>							
Bières	1 185	1 220	1 277	1 272	1 330	1 325	1 396
Eaux-de-vie	574	580	605	620	552	672	679
Huiles minérales	4 331	4 591	4 701	5 093	6 476	7 687	8 794
Glucoses et autres sucres non cristallisables	4	4	5	6	7	7	8
Sucres et sirops de raffinage	163	175	165	172	178	174	181
Eaux minérales	212	210	255	256	302	293	326
Tabacs	3 198	3 317	3 463	3 938	4 083	4 248	4 323
Boissons fermentées mousseuses	4	4	6	6	28	34	33
Boissons fermentées de fruits (a).....	—	—	—	—	417	466	504
<i>Taxe spéciale de consommation :</i>							
Alcools et eaux-de-vie	668	677	712	717	638	775	784
<i>Total</i>	10 340	10 778	11 189	12 082	14 012	15 682	17 029
Taxe d'ouverture	82	82	90	74	63	64	75

Source : Ministère des Finances.

(a) Droits d'accises à l'importation en remplacement des droits d'entrée perçus avant le 1^{er} janvier 1959 (arrêté royal du 17 décembre 1958, *Moniteur belge* du 25 décembre 1958).

Recettes du Timbre et des taxes assimilées au timbre
(en millions de francs)

MOIS	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Janvier	1 848	2 023	2 284	2 374	3 246(a)	2 344	2 638
Février.....	1 775	2 189	2 282	2 350	2 179	2 443	2 665
Mars	1 834	2 163	2 352	2 482	2 472	2 812	3 251
Avril	1 739	2 132	2 275	2 296	2 343	2 649	2 779
Mai	1 818	2 180	2 342	2 307	2 311	2 628	3 041
Juin	1 870	2 289	2 341	2 241	2 398	2 664	3 219
Juillet	2 076	2 303	2 170	2 119	2 391	2 496	3 060
Août.....	1 937	2 194	2 229	2 297	2 382	2 597	3 155
Septembre	2 095	2 174	2 344	2 232	2 540	2 997	3 251
Octobre	2 139	2 213	2 277	2 330	2 668	2 827	3 447
Novembre	2 220	2 344	2 436	2 358	2 483	2 779	3 351
Décembre	2 210	2 360	2 370	2 244	2 662	2 786	3 405
<i>Total</i>	23 561	26 564	27 702	27 630	30 075	32 022	37 262

Source : Ministère des Finances.

(a) Dont 1.040 millions résultant d'une modification dans la comptabilisation des timbres fiscaux vendus par l'Administration des Postes et par les Douanes et Accises.

Recettes non fiscales par année civile
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961
1. Recettes non fiscales proprement dites :			
Chap. I. Taxes, péages et redevances	3 730	4 062	4 361
Chap. II. Revenus patrimoniaux d'exploitation et financiers	1 274	1 287	1 942
Chap. III. Remboursements	1 591	1 140	1 283
Chap. IV. Produits divers	806	623	764
<i>Total ...</i>	7 401	7 112	8 350
2. Recettes résultant de la guerre	272	126	119
<i>Total général...</i>	7 673	7 238	8 469

Source : Ministère des Finances.

Evolution de la situation de la Trésorerie (a)
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1960		1961	
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
Découvert des opérations budgétaires		26,5		19,8
Fonds de tiers		0,2		2,5
Encaisse des comptes		1,6	0,3	
		28,3	0,3	22,3
Financement				
Produit des emprunts consolidés	27,2		15,2	
Dette flottante intérieure :				
Banque Nationale		2,2	0,5	
Banques belges	0,2		0,4	
Parastataux		3,1	3,2	
Congo et Ruanda-Urundi		1,1	0,1	
Comptes chèques postaux	2,7		0,4	
Certificats divers	0,1		1,0	
Certificats moyen terme marché		6,1		
Dette flottante extérieure	10,5		1,2	
	40,7	40,7	22,3	22,3

Source : Ministère des Finances.

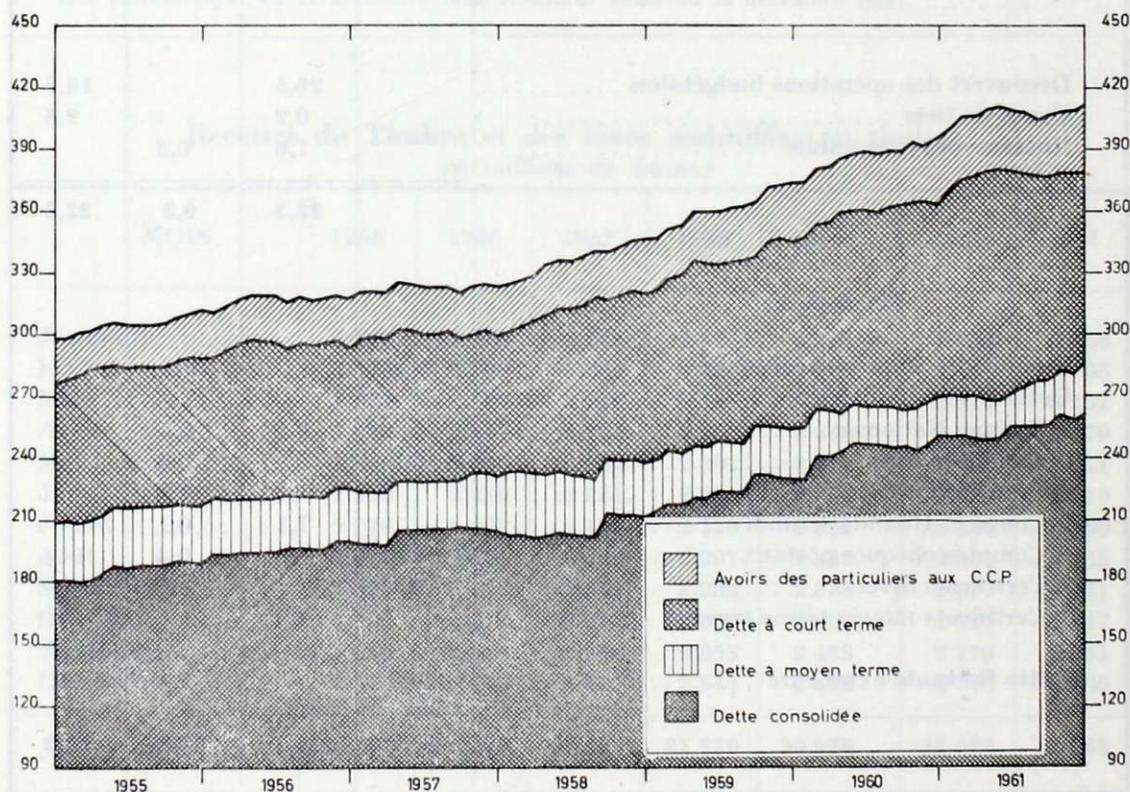
(a) Les données concernant la situation de Trésorerie reflètent les recettes et les dépenses réelles, après élimination des mouvements purement comptables.

Dette publique (a)

Situation à fin d'année
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Dette en francs belges :</i>	287,3	292,5	296,5	315,3	338,5	350,0	362,4
Dette consolidée	171,5	182,1	186,3	193,3	210,6	231,0	241,3
Dette à moyen terme	25,8	24,4	25,6	26,1	23,0	18,1	17,4
Dette à court terme	67,1	62,1	60,9	70,6	75,8	68,6	70,9
Avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux ..	22,8	23,9	23,7	25,4	29,0	32,4	32,8
<i>Dette en monnaies étrangères :</i>	24,3	25,3	27,1	30,4	35,1	46,1	48,6
Dette consolidée	17,4	17,4	18,3	17,8	18,5	19,1	20,3
Dette à moyen terme	2,1	1,3	1,1	0,8	1,4	1,5	6,3
Dette à court terme	4,9	6,6	7,7	11,7	15,2	25,5	21,9
<i>Total général ...</i>	311,6	317,8	323,6	345,6	373,5	396,1	411,0
<i>Evolution d'une année à l'autre</i>	+13,4	+ 6,2	+ 5,8	+22,0	+27,9	+22,6	+14,9

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)



(a) Non compris les dettes interalliées résultant de la guerre 1914-1918, soit 21,3 milliards de francs.

Source : Ministère des Finances.

Evolution de la dette publique

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Dette flottante (a)	+ 5 282	- 4 441	+ 688	+ 15 535	+ 9 877	+ 1 652	+ 3 238
Dette consolidée	+ 8 089	+ 10 677	+ 5 100	+ 6 490	+ 18 031	+ 20 931	+ 11 619
dont : directe en francs belges ..	(+ 2 072)	(+ 9 971)	(+ 2 914)	(+ 5 391)	(+ 15 313)	(+ 20 786)	(+ 5 740)
directe en monnaies étrangères	(+ 1 713)	(+ 47)	(+ 928)	(- 484)	(+ 689)	(- 289)	(+ 1 480)
indirecte en francs belges.	(+ 4 311)	(+ 663)	(+ 1 270)	(+ 1 583)	(+ 2 038)	(- 410)	(+ 4 618)
indirecte en monnaies étrangères	(- 7)	(- 4)	(- 12)	(-)	(- 9)	(+ 844)	(- 219)
<i>Total</i>	+ 13 371	+ 6 236	+ 5 787	+ 22 025	+ 27 908	+ 22 583	+ 14 857

Source : Ministère des Finances.

(a) Dette à court et moyen terme.

Relations financières : Etat — Pouvoirs publics subordonnés

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960 (a)	1961 (a)
Charges					
<i>Interventions :</i>					
A. Dans les dépenses courantes.	12 080	12 879	13 375	15 097	15 679
1. Fonctionnement	4 048	4 328	4 833	6 115	6 459
a) Appareil civil	(47)	(97)	(9)	(9)	(10)
b) Enseignement.....	(4 001)	(4 231)	(4 824)	(6 106)	(6 449)
2. Intérêt	63	67	67	73	96
3. Transferts de revenus....	1 275	1 291	1 298	1 327	1 377
4. De nature générale	6 694	7 193	7 177	7 582	7 747
B. Dans les dépenses de capital	2 540	2 614	3 424	3 211	2 267
1. Investissements nouveaux	2 107	1 807	2 203	2 288	1 711
2. Dommages de guerre	125	216	209	222	180
3. Travaux exécutés par chô- meurs	293	580	1 000	689	363
4. Amortissement de la dette	15	11	12	12	13
<i>Total ...</i>	14 620	15 493	16 799	18 308	17 946
Ressources					
<i>Remboursements :</i>					
Pour les dépenses courantes ...	64	9	61	101	78
Pour les dépenses de capital ...	10	3	1	1	1
<i>Total ...</i>	74	12	62	102	79
<i>Solde ...</i>	— 14 546	— 15 481	— 16 737	— 18 206	— 17 867

Source : Ministère des Finances.

(a) Prévisions de recettes; en dépenses, crédits votés (y compris les lois spéciales), rectifiés par le feuilletton d'ajustement.

Budgets provinciaux pour 1960 et 1961 (a)

(en millions de francs)

PROVINCE	Recettes		Dépenses		Solde	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961
Anvers	369,0	380,6	388,8	416,5	- 19,8	- 35,9
Brabant	617,6	636,5	628,5	671,3	- 10,9	- 34,8
Flandre occident. .	151,3	168,1	181,3	181,6	- 30,0	- 13,5
Flandre orientale .	204,1	221,4	200,7	230,2	+ 3,4	- 8,8
Hainaut	632,0	670,6	604,8	669,4	+ 27,2	+ 1,2
Liège	492,2	557,1	543,4	562,1	- 51,2	- 5,0
Limbourg.....	330,2	358,2	373,3	398,3	- 43,1	- 40,1
Luxembourg	72,1	75,5	81,0	76,4	- 8,9	- 0,9
Namur	139,1	142,5	122,8	139,3	+ 16,3	+ 3,2
<i>Total ...</i>	3 007,6	3 210,5	3 124,6	3 345,1	- 117,0	- 134,6

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Budgets initiaux propres à l'exercice.

Rendement des impositions provinciales d'après les budgets de 1955 à 1961 pour l'ensemble des provinces

(en millions de francs)

NATURE DES IMPÔTS	Exercice						
	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Centimes additionnels à la contribution foncière	259,3	303,4	374,7	429,8	542,6	685,6	767,8
Autres impôts provinciaux	328,8	348,0	395,7	411,2	428,1	439,6	454,0
<i>Total ...</i>	588,1	651,4	770,4	841,0	970,7	1 125,2	1 221,8

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

Répartition des dépenses provinciales

Exercices 1955 à 1961 (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Administration	97,3	100,2	107,2	124,0	131,8	143,6	156,9
Justice-Cultes	17,2	17,0	16,2	15,2	14,2	16,6	15,8
Beaux-arts	70,1	83,3	95,4	94,3	92,6	89,0	103,6
Instruction publique .	755,8	797,9	913,7	983,8	1 085,6	1 097,2	1 157,4
Assistance publique .	160,7	130,2	172,8	119,2	131,4	142,0	195,1
Pensions	56,9	55,7	77,5	83,1	95,7	107,5	108,9
Dette	347,9	400,0	423,2	457,6	502,2	567,4	604,6
Transferts	11,6	5,3	15,8	14,8	17,8	6,1	30,1
Hygiène	99,8	104,4	114,7	124,2	136,1	189,5	198,0
Agriculture (b)	21,3	23,4	26,6	29,4	31,1	66,3	68,5
Routes et travaux pu- blics	359,7	349,2	348,6	340,4	341,3	349,3	339,6
Entreprises	177,9	195,8	212,9	244,3	285,0	301,3	304,9
Patrimoine	48,4	43,3	65,1	65,5	66,1	48,8	61,7
<i>Total ...</i>	2 224,6	2 305,7	2 589,7	2 695,8	2 930,9	3 124,6	3 345,1

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Propres aux exercices.

(b) Ce chapitre est intitulé « Economie » à partir de 1960.

Budgets et comptes communaux (a)

(en millions de francs)

EXERCICE	Recettes		Dépenses		Solde	
	Budget	Compte	Budget	Compte	Budget	Compte
1951	20 226	21 643	22 793	20 379	- 2 567	+ 1 264
1952	20 323	21 954	22 656	20 711	- 2 333	+ 1 243
1953	19 998	22 457	21 527	21 167	- 1 529	+ 1 290
1954	19 065	21 433	21 187	20 148	- 2 122	+ 1 285
1955	19 661	22 130	22 528	22 214	- 2 867	- 84
1956	20 825	23 310	24 157	23 502	- 3 332	- 192
1957	21 660	24 681	25 339	25 595	- 3 679	- 914
1958	22 778	25 798	27 376	28 133	- 4 598	- 2 335
1959	24 516	25 736	30 681	29 089	- 6 165	- 3 353
1960	24 468	29 310	31 574	31 788	- 7 106	- 2 478
1961	25 685	..	33 539	..	- 7 854	..

Sources : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.
Crédit Communal de Belgique.

(a) Exercice général.

Budgets communaux pour 1960 et 1961 (a)

(en millions de francs)

PROVINCE	Recettes		Dépenses		Solde	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961
Anvers	5 155	5 354	5 613	5 901	— 458	— 547
Brabant	6 027	6 253	6 612	6 863	— 585	— 610
Flandre occident. .	1 695	1 826	1 782	1 947	— 87	— 121
Flandre orientale .	2 821	2 951	3 025	3 226	— 204	— 275
Hainaut	2 693	2 799	3 098	3 189	— 405	— 390
Liège	3 122	3 180	3 662	3 857	— 540	— 677
Limbourg.....	727	779	807	876	— 80	— 97
Luxembourg	530	545	638	668	— 108	— 123
Namur	769	792	842	868	— 73	— 76
<i>Total ...</i>	23 539	24 479	26 079	27 395	— 2 540	— 2 916

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Propres aux exercices.

Fonds de répartition en faveur des communes

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1949	1955	1959	1960	1961
Fonds des Communes	4 000	4 432	5 611	5 456	6 030
Fonds d'Assistance publique	1 000	1 119	1 296	1 324	1 375
Fonds des quatre grandes villes	—	400	600	600	600
Fonds spéciaux	—	700	200	550	230
<i>Total ...</i>	5 000	6 051	7 707	7 930	8 235

Source : Crédit Communal de Belgique.

Additionnels communaux à la contribution foncière

CENTIMES ADDITIONNELS	Nombre de communes							
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
0 à 200.....	335	142	67	50	46	24	14	12
201 à 300.....	320	94	9	6	5	5	5	3
301 à 400.....	747	799	557	339	296	194	125	98
401 à 500.....	940	1 039	1 121	483	350	166	84	57
501 à 600.....	243	393	549	1 047	974	492	196	108
601 à 799.....	54	116	194	365	481	359	212	119
800 à 1 000.....	27	81	158	328	444	1 232	1 625	1 655
Plus de 1 000.....	—	2	11	48	70	191	402	611
<i>Total</i>	2 666	2 666	2 666	2 666	2 666	2 663	2 663	2 663

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

Prêts et subventions aux administrations régionales et locales (en millions de francs)

ANNÉE	Prêts consentis par le Crédit communal de Belgique		Subventions de l'Etat	Total
	Prêts ordinaires	Prêts « Part Etat » (a)		
1953	2 565	—	2 592	5 157
1954	3 650	—	2 278	5 928
1955	4 315	—	2 261	6 576
1956	3 562	—	2 329	5 891
1957	2 603	—	2 389	4 992
1958	3 594	—	2 196	5 790
1959	5 640	—	2 760	8 400
1960	4 560	290	2 307	7 157
1961	6 182	1 262	1 858	9 302

Source : Crédit Communal de Belgique.

(a) Prêts dont la charge financière incombe à l'Etat, en application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959 (*Moniteur belge* du 7 novembre 1959).

Répartition des dépenses communales
Exercices 1954 à 1961 (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Exercices précédents	1 762	2 246	2 598	2 819	3 273	4 569	5 495	6 143
Patrimoine	457	470	487	497	538	571	678	599
Administration	1 573	1 597	1 619	1 732	1 882	1 958	2 021	2 113
Police - Sécurité - Pompiers	1 540	1 566	1 606	1 713	1 840	1 962	2 043	2 082
Entreprises	2 015	1 817	1 961	2 119	2 288	2 359	2 349	2 465
Assistance publique	1 765	1 901	1 957	1 882	2 012	2 284	2 465	2 644
Santé publique	699	711	737	785	832	891	943	959
Routes et travaux publics	2 048	2 342	2 391	2 183	2 220	2 416	2 548	2 563
Culte	93	108	101	110	118	125	134	139
Instruction	4 560	4 742	5 305	5 742	6 078	6 451	5 205 (b)	5 396
Beaux-arts	352	381	393	430	488	521	537	556
Pensions	1 346	1 423	1 555	1 653	1 876	2 020	2 123	2 182
Dette	2 632	2 879	3 125	3 365	3 590	4 199	4 674	5 382
Transferts	346	345	321	309	341	355	359	315
<i>Total</i> ...	21 188	22 528	24 156	25 339	27 376	30 681	31 574	33 538

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Résultats généraux des budgets initiaux.

(b) La réduction des dépenses d'instruction publique résulte de l'application du pacte scolaire (loi du 29 mai 1959, *Moniteur belge* du 19 juin 1959).

II

MONNAIE ET CRÉDIT

Stock monétaire et avoirs extérieurs nets p. 159 à 164

Marché de l'argent p. 165 à 172

Marché des capitaux p. 173 à 185

MONNAIE ET CRÉDIT

Stock monétaire et avoirs extérieurs nets	p. 129 à 184
Marché de l'argent	p. 163 à 175
Marché des capitaux	p. 173 à 183

Stock monétaire

MOIS	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Mouvements du stock monétaire par période	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (a)	Détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Détenue par les entreprises et particuliers (b)						Stock de monnaie scripturale
					Comptes-courants à la Banque Nationale de Belgique (a)	Avoirs en comptes chèques postaux (a)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements para-stataux (a)	Total			
1953 Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	5,8
1954 Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	3,3
1955 Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	8,9
1956 Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	5,8
1957 Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	0,3
1958 Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5	82,0	89,2	209,5	11,5
1959 Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	6,8
1960 Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3	0,7	26,9	58,7	86,3	93,6	220,4	4,1
1961 Janvier	5,8	122,0	124,9	7,7	0,6	27,7	58,9	87,2	94,9	219,8	0,6
Février	5,8	122,0	124,9	8,2	0,5	26,8	60,2	87,5	95,7	220,6	0,8
Mars	5,8	122,7	125,6	8,7	0,5	25,9	61,9	88,3	97,0	222,6	2,0
Avril	5,8	123,6	126,7	7,9	0,4	27,1	61,1	88,6	96,5	223,2	0,6
Mai	5,8	123,7	126,5	8,4	0,5	27,1	63,4	91,0	99,4	225,9	2,7
Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7	90,4	98,9	226,8	0,9
Juillet	5,9	125,6	128,5	7,7	0,4	27,5	61,3	89,2	96,9	225,4	1,4
Août	5,9	124,8	127,8	7,7	0,4	26,2	62,2	88,8	96,5	224,3	1,1
Septembre	5,9	125,9	129,2	9,7	0,4	27,0	62,3	89,7	99,4	228,6	4,3
Octobre	5,9	125,9	128,9	8,4	0,4	27,8	62,8	91,0	99,4	228,3	0,3
Novembre	5,9	125,6	128,7	8,3	0,4	27,2	64,7	92,3	100,6	229,3	1,0
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	8,1

(a) Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.
(b) Y compris certains organismes paraétatiques administratifs.

Source : Banque Nationale de Belgique.

Bilans intégrés

(en millia

FIN DE PÉRIODE	Stock monétaire	Liquidités quasi-monnaies			Total du stock monétaire et des liquidités quasi- monétaires	Avoirs extérieurs nets
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor		
		Dépôts en francs belges (a)	Dépôts en devises			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1955 Mars.	184,7	22,3	1,7	0,1	208,8	51,4
Juin	187,6	22,4	1,7	0,1	211,8	50,8
Septembre	187,4	22,2	2,0	0,1	211,7	52,4
Décembre	192,5	23,4	2,4	0,1	218,4	54,7
1956 Mars.	191,0	24,5	2,4	0,1	218,0	57,5
Juin	195,1	24,5	2,8	0,1	222,5	58,5
Septembre	196,0	23,6	2,6	—	222,2	56,4
Décembre	198,3	22,3	3,2	—	223,8	54,0
1957 Mars.	198,2	23,3	3,3	—	224,8	50,4
Juin	201,9	21,9	3,3	—	227,1	51,5
Septembre	194,4	22,1	3,9	—	220,4	49,3
Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	56,1
1958 Mars.	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2
Septembre	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1
1959 Mars.	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3
Juin	214,1	29,2	3,1	0,6	247,0	69,7
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7
1960 Mars.	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2	67,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5	75,0
1961 Mars.	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1	73,3
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8	68,2
Septembre	228,6	41,1	8,4	—	278,1	70,9
Décembre	237,4	43,6	8,0	—	289,0	77,8

(a) Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

rganismes monétaires

(le francs)

Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
120,4	0,1	2,5	123,0	41,4	49,6	- 3,2	+ 1,3	- 5,1
121,1	0,9	3,3	125,3	43,0	50,1	- 3,4	+ 1,3	- 5,2
120,9	1,4	4,1	126,4	41,4	49,5	- 3,5	+ 1,3	- 6,3
122,3	0,7	5,0	128,0	44,4	52,0	- 3,8	+ 1,3	- 6,2
121,8	0,7	4,1	126,6	43,4	52,0	- 4,0	+ 1,1	- 6,6
124,2	1,4	4,1	129,7	42,1	52,6	- 4,1	+ 1,4	- 5,1
123,4	1,3	5,0	129,7	45,1	55,3	- 4,2	+ 1,4	- 6,2
123,4	2,0	5,6	131,0	49,0	58,4	- 4,3	+ 1,2	- 7,1
128,6	0,7	4,0	133,3	50,1	60,3	- 4,4	+ 1,2	- 5,8
127,5	1,8	4,2	133,5	50,9	61,0	- 4,4	+ 1,0	- 5,4
124,3	1,2	4,2	129,7	50,9	60,0	- 4,5	+ 1,3	- 6,3
121,6	1,7	1,8	125,1	52,3	61,5	- 4,9	+ 2,3	- 6,1
122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
126,4	4,1	2,1	132,6	43,7	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 5,8
129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,1	- 7,2	+ 5,3	- 8,2
135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	+ 4,9	- 9,2
143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	+ 5,4	- 5,9
149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	+ 6,1	- 5,5
154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	+ 6,3	- 7,2
147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	+ 6,8	- 6,9

Source : Banque Nationale de Belgique.

Origines des variat
(en mill

PÉRIODE		Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock et des liquidités quasi monétaires	Opération avec l'étrange (à l'exclus on des opération en capita et des donation des pouvo publics)
		(1)	(2)	(3)	(4)
1956	1 ^{er} trimestre	- 1,5	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2
	2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9
	3 ^e trimestre	+ 0,8	- 1,1	- 0,3	- 1,0
	4 ^e trimestre	+ 2,4	- 0,7	+ 1,7	- 1,3
	<i>Total</i>	+ 5,8	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8
1957	1 ^{er} trimestre	- 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2
	2 ^e trimestre	+ 3,7	- 1,4	+ 2,3	- 0,1
	3 ^e trimestre	- 7,5	+ 0,8	- 6,7	- 2,5
	4 ^e trimestre	+ 3,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,1
	<i>Total</i>	- 0,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3
1958	1 ^{er} trimestre	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9
	2 ^e trimestre	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6
	3 ^e trimestre	- 4,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8
	4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6
	<i>Total</i>	+ 11,5	+ 3,8	+ 15,3	+ 14,9
1959	1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1
	2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3
	3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3
	4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8
	<i>Total</i>	+ 6,8	+ 5,8	+ 12,6	+ 0,7
1960	1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7
	2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1
	3 ^e trimestre	- 5,7	+ 2,4	- 2,4	- 4,6
	4 ^e trimestre	+ 6,3	+ 0,1	+ 6,1	+ 1,9
	<i>Total</i>	+ 4,1	+ 5,8	+ 10,5	+ 1,9
1961	1 ^{er} trimestre	+ 2,2	+ 3,4	+ 5,4	- 1,9
	2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 0,1
	3 ^e trimestre	+ 1,8	+ 3,6	+ 5,3	+ 4,3
	4 ^e trimestre	+ 8,9	+ 1,9	+ 10,6	+ 5,3
	<i>Total</i>	+ 17,0	+ 9,3	+ 25,8	+ 7,8

1 stock monétaire
(francs)

Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particu- liers résidant en Belgique	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des inter- médiaires financiers non monétaires	Divers
de l'Etat		des autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'inter- médiaire du Fonds des Rentes				
par cession de titres de la dette	par cession nette de devises				(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
- 0,7	- 0,7	- 0,9	+ 0,3	- 0,1	- 1,0	- 0,2	- 0,2	- 0,1
+ 2,2	- 1,0	- 0,3	+ 0,5	+ 0,8	- 1,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4
- 1,2	- 0,9	+ 0,8	+ 0,5	- 0,2	+ 3,0	- 0,1	-	- 1,2
- 0,1	- 1,2	+ 0,6	-	+ 1,0	+ 3,9	- 0,1	- 0,3	- 0,8
+ 0,2	- 3,8	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 4,6	- 0,5	- 0,1	- 0,7
+ 5,3	- 1,9	- 2,0	+ 0,2	- 1,5	+ 1,1	- 0,1	-	+ 1,0
- 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	-	- 0,2	+ 0,5
- 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	- 0,6	-	- 0,1	+ 0,2	- 1,0
- 1,4	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 0,1	- 1,2
- 1,1	+ 0,7	- 1,6	+ 1,2	- 1,7	+ 3,4	- 0,6	+ 0,1	- 0,7
- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
- 2,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	-	-	- 1,0
+ 7,7	- 3,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	-	- 0,3	- 1,0
+ 7,0	- 4,0	+ 1,4	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	-
- 2,8	- 3,9	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	-	+ 0,7	- 0,7
+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
+ 7,3	- 1,8	- 0,8	-	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 2,5
- 5,2	+ 5,3	+ 1,2	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,3	- 0,8
+ 3,0	+ 0,9	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	+ 0,2	- 3,5
+ 5,3	+ 0,2	- 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 1,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,9
+ 5,9	- 6,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,7
+ 3,6	- 1,3	- 0,4	+ 0,4	-	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	- 2,0
- 6,2	+ 0,9	+ 2,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 6,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,5
+ 8,6	- 6,3	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	+ 8,2	- 1,0	+ 2,5	+ 2,1

Source : Banque Nationale de Belgique.

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique
 Situation à fin de mois
 (en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Avoirs sur l'étranger en monnaies convertibles	Créances nettes sur l'Union Européenne de Paiement	Créances sur le Fonds Monétaire International	Autres avoires ou engagements nets	Total des avoires extérieurs	Evolution des avoires extérieurs
1953 Décembre	38,8	0,9	13,4	—	- 0,4	52,7	+ 1,1
1954 Décembre	38,9	3,3	8,6	—	0,2	51,0	- 1,7
1955 Décembre	46,4	0,2	9,1	—	1,5	57,2	+ 6,2
1956 Décembre	46,2	1,0	9,7	—	0,9	57,8	+ 0,6
1957 Décembre	45,8	1,9	6,8	—	3,8	58,3	+ 0,5
1958 Décembre	63,5	1,4	7,8	—	2,8	75,5	+ 17,2
1959 Décembre	56,7	4,4	5,5	4,4	1,2	72,2	- 3,3
1960 Décembre	58,5	12,6	3,5	4,4	1,6	80,6	+ 8,4
1961 Janvier	57,8	14,0	3,1	4,4	- 0,8	78,5	- 2,1
Février	56,8	16,0	3,1	4,4	- 0,6	79,7	+ 1,2
Mars	56,6	15,5	3,1	4,4	0,1	79,7	—
Avril	54,3	16,9	2,8	4,4	- 0,6	77,8	- 1,9
Mai	53,5	18,4	2,8	4,4	0,8	79,9	+ 2,1
Juin	53,7	19,9	2,4	4,4	2,2	82,6	+ 2,7
Juillet	54,2	22,9	2,4	4,4	0,3	84,2	+ 1,6
Août	57,5	18,9	0,7	7,4	- 0,7	83,8	- 0,4
Septembre	58,3	19,3	0,7	7,4	0,3	86,0	+ 2,2
Octobre	60,1	20,4	0,4	8,0	- 0,2	88,7	+ 2,7
Novembre	61,7	20,2	0,4	8,0	- 1,0	89,3	+ 0,6
Décembre	62,4	20,4	0,4	8,0	3,5	92,7	+ 3,4

Source : Banque Nationale de Belgique.

**Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation
aux entreprises et particuliers**
(en milliards de francs)

FIN DE MOIS	Crédits aux entreprises et particuliers résidant en Belgique			Crédits aux entreprises et particuliers résidant à l'étranger			Total général
	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	
1952 Décembre	36,5	6,8	43,3	2,5	1,4	3,9	47,2
1953 Décembre	38,7	6,7	45,4	2,1	1,1	3,2	48,6
1954 Décembre	41,7	8,1	49,8	1,7	1,6	3,3	53,1
1955 Décembre	44,4	7,6	52,0	3,1	1,0	4,1	56,1
1956 Décembre	49,0	9,4	58,4	3,2	1,1	4,3	62,7
1957 Décembre	52,3	9,2	61,5	3,2	1,2	4,4	65,9
1958 Décembre	43,9	12,4	56,3	4,4	1,6	6,0	62,3
1959 Décembre	48,1	11,4	59,5	4,7	1,5	6,2	65,7
1960 Décembre	52,8	12,5	65,3	6,4	1,0	7,4	72,7
1961 Janvier	50,2	13,6	63,9	5,2	1,9	7,0	70,9
Février	51,1	12,9	64,0	5,4	2,2	7,5	71,6
Mars	51,5	13,0	64,5	6,3	1,7	8,0	72,5
Avril	53,2	13,4	66,6	6,2	2,0	8,2	74,8
Mai	52,7	13,2	65,9	6,7	1,6	8,3	74,2
Juin	54,1	13,2	67,3	7,5	1,1	8,6	75,9
Juillet	53,7	13,8	67,5	7,1	1,7	8,8	76,3
Août	53,2	14,4	67,5	6,6	2,2	8,8	76,4
Septembre	54,6	15,1	69,7	6,8	2,2	9,0	78,7
Octobre	54,5	15,8	70,3	7,2	2,3	9,5	79,8
Novembre	54,8	15,0	69,9	7,0	3,2	10,2	80,1
Décembre	61,2	14,0	75,2	7,3	2,3	9,6	84,8

Source : Banque Nationale de Belgique.

Situation globale des banques
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	Au 31 décembre							A fin de trimestre				
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1 ^{er} trimestre 1961	2 ^e trimestre 1961	3 ^e trimestre 1961	4 ^e trimestre 1961
ACTIF												
<i>Liquidités</i>	13,4	14,3	15,8	17,7	16,6	17,6	21,2	24,6	24,5	25,9	27,7	30,6
<i>Crédits</i>	73,0	76,8	85,8	89,9	89,0	100,1	109,0	119,0	129,9	142,0	147,3	148,5
au secteur public	43,8	46,5	49,7	53,2	50,7	59,7	66,7	70,2	80,4	90,0	94,2	90,7
au secteur privé	29,2	30,3	36,1	36,7	38,3	40,4	42,3	48,8	49,5	52,0	53,1	57,8
<i>Divers</i>	14,7	14,0	14,6	16,6	14,6	15,9	18,2	18,9	18,5	19,3	19,4	20,8
dont acceptations	8,1	8,9	9,6	11,1	9,3	10,6	11,9	12,7	12,4	12,7	12,7	14,3
<i>Total</i> ...	101,1	105,1	116,2	124,2	120,2	133,6	148,4	162,5	172,9	187,2	194,3	199,9
PASSIF												
<i>Dépôts</i>	67,4	72,3	79,0	82,1	81,1	89,5	99,2	103,8	110,6	112,1	114,9	121,2
en francs belges :												
— à un mois au plus	48,6	50,1	54,3	57,5	55,4	59,5	63,0	61,1	64,4	65,0	64,6	68,7
— carnets de dépôts	8,6	9,6	10,3	10,7	10,5	11,4	13,7	14,1	14,2	14,1	14,3	14,6
— à plus d'un mois	8,3	10,3	11,7	10,2	11,5	14,8	16,8	19,7	22,3	23,1	26,0	28,1
en devises	1,9	2,3	2,7	3,7	3,7	3,7	5,7	8,8	9,7	9,9	10,0	9,8
<i>Moyens propres</i>	6,1	6,7	7,1	7,6	8,2	8,9	9,6	10,4	10,4	10,8	10,8	11,0
<i>Divers</i>	27,6	26,1	30,1	34,5	30,9	35,2	39,6	48,3	52,0	64,3	68,6	67,8
dont : acceptations	8,1	8,9	9,6	11,1	9,3	10,6	11,9	12,7	12,4	12,7	12,7	14,3
obligations et bons de caisse	1,9	2,9	3,8	4,3	4,9	6,6	6,9	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6
<i>Total</i> ...	101,1	105,1	116,2	124,2	120,2	133,6	148,4	162,5	172,9	187,2	194,3	199,9

Source : Commission bancaire.

Crédits consentis par les banques privées aux entreprises et aux particuliers

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Escompte effets commerciaux (a)	Avances		Total
		Débiteurs divers	Reports et avances sur titres (b)	
1952 Décembre	11,5	14,7	1,2	27,4
1953 Décembre	11,9	15,8	1,5	29,2
1954 Décembre	11,7	17,1	1,5	30,3
1955 Décembre	15,7	19,1	1,3	36,1
1956 Décembre	14,4	21,1	1,2	36,7
1957 Décembre	15,6	21,6	1,1	38,3
1958 Décembre	18,3	20,9	1,2	40,4
1959 Décembre	18,1	22,8	1,4	42,3
1960 Décembre	21,5	26,1	1,2	48,8
1961 Janvier	21,3	26,0	1,2	48,4
Février	22,0	26,7	1,2	49,9
Mars	21,8	26,6	1,2	49,6
Avril	22,7	27,1	1,2	51,0
Mai	22,1	27,2	1,2	50,6
Juin	22,7	28,1	1,2	52,0
Juillet	22,8	28,5	1,1	52,4
Août	22,8	28,4	1,2	52,4
Septembre	23,4	28,5	1,1	53,1
Octobre	23,3	29,8	1,2	54,3
Novembre	24,6	29,5	1,2	55,3
Décembre	25,9	30,7	1,2	57,8

Source : Commission bancaire.

(a) Non compris tous les effets réescomptés.

(b) Y compris les opérations spéciales de mobilisation (arrêté royal du 22 mars 1952, *Moniteur belge* du 23 mars 1952).

Réescompte du portefeuille commercial par les banques privées

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'I.R.G.	Auprès des autres para-stataux	Total partiel	Auprès d'autres rées-compteurs	Total général (a)
1952 Décembre ...	4,6	1,9	1,4	7,9	2,6	10,5
1953 Décembre ...	4,1	2,6	1,3	8,0	2,2	10,2
1954 Décembre ...	5,3	2,5	1,3	9,1	2,8	11,9
1955 Décembre ...	2,8	1,6	1,9	6,3	2,8	9,1
1956 Décembre ...	6,1	1,8	1,9	9,8	3,2	13,0
1957 Décembre ...	8,2	2,3	2,3	12,8	3,0	15,8
1958 Décembre ...	1,2	2,0	2,3	5,5	4,0	9,5
1959 Décembre ...	3,4	1,4	2,0	6,8	3,2	10,0
1960 Décembre ...	1,9	1,8	2,8	6,5	2,4	8,9
1961 Janvier	1,0	1,8	2,9	5,7	2,7	8,3
Février	0,6	1,9	2,9	5,4	2,5	7,9
Mars	1,0	2,2	3,0	6,2	2,5	8,7
Avril	0,6	2,0	3,3	5,8	2,8	8,6
Mai	0,6	2,2	3,4	6,2	3,0	9,2
Juin	0,6	2,8	3,1	6,5	3,1	9,6
Juillet	0,6	2,5	3,4	6,5	3,5	10,0
Août	0,4	2,7	3,3	6,4	3,9	10,4
Septembre ..	0,4	3,1	3,4	6,9	4,2	11,0
Octobre	0,3	3,0	3,7	7,0	4,7	11,7
Novembre ..	0,3	2,2	3,8	6,3	4,7	11,0
Décembre ...	0,6	2,7	3,6	6,9	3,9	10,8

Source : Commission bancaire.

(a) Montant non compris dans le portefeuille commercial de la situation globale des banques.

Marché de l'argent « on call »

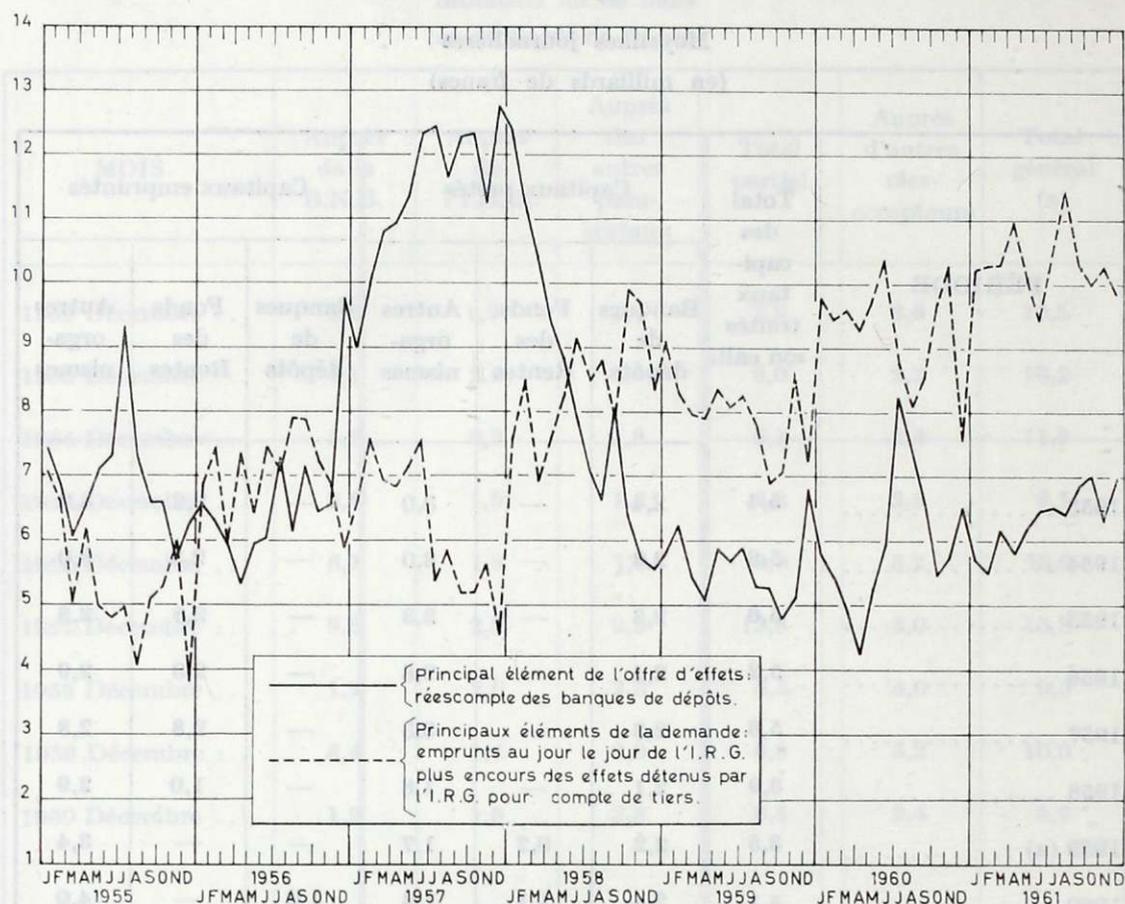
Moyennes journalières
(en milliards de francs)

PÉRIODE	Total des capitaux traités « on call »	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés		
		Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes
1953	5,4	2,4	—	3,0	—	2,2	3,2
1954	5,3	2,3	—	3,0	—	2,3	3,0
1955	5,6	2,3	—	3,3	—	2,8	2,8
1956	5,2	2,4	—	2,8	—	2,3	2,9
1957	5,6	2,3	—	3,3	—	2,8	2,8
1958	3,9	2,1	—	1,8	—	1,0	2,9
1959 (a)	3,5	2,2	0,2	1,7	—	—	3,4
1960	5,1	2,4	1,1	1,6	1,0	—	4,0
1961	5,8	2,5	1,8	1,5	1,8	—	4,0
1961 Janvier	4,6	2,4	0,6	1,5	1,3	—	3,3
Février	5,0	2,5	1,0	1,5	1,6	—	3,4
Mars	5,4	2,6	1,5	1,3	1,5	—	4,0
Avril	5,5	2,5	1,5	1,5	1,6	—	3,9
Mai	6,2	2,3	2,1	1,8	2,1	—	4,1
Juin	6,4	2,3	2,7	1,4	2,3	—	4,2
Juillet	7,0	2,1	3,1	1,7	2,2	—	4,7
Août	6,9	2,4	2,7	1,8	2,1	—	4,8
Septembre	6,3	2,4	2,5	1,4	1,9	—	4,4
Octobre	5,7	2,8	1,4	1,5	1,6	—	4,1
Novembre	5,5	2,6	1,2	1,7	2,1	—	3,4
Décembre	5,3	2,8	1,3	1,2	1,7	—	3,6

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Moyenne du 1^{er} janvier au 16 novembre 1959. Le fonctionnement du marché de l'argent a été réorganisé le 17 novembre. Le marché a été unifié par la suppression des secteurs en et hors compensation.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché monétaire
(en milliards de francs)



Sources : Commission bancaire.
Institut de Réescompte et de Garantie.

Opérations de l'Institut de Réescompte et de Garantie

Moyennes journalières

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Portefeuille-effets I.R.G. dont réescomptés à la B.N.B.	3,8	4,3	4,4	3,4	5,4	3,0	3,8	3,8	3,9
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G.	0,8	1,4	1,6	0,6	2,6	0,2	0,6	0,4	0,4
Encours des effets ven- dus ou placés par l'I.R.G.	3,0	2,8	2,6	2,6	2,6	2,7	3,1	3,2	3,3
Encours total des effets traités par l'I.R.G. ..	3,6	3,9	3,4	4,9	4,6	6,0	5,7	6,3	7,3
	7,4	8,2	7,8	8,3	10,0	9,0	9,5	10,1	11,2

Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

**Crédits consentis aux entreprises et aux particuliers
par la Banque Nationale de Belgique**

Situation à fin de mois

(en milliards de francs)

MOIS	Effets commerciaux (a)	Avances sur nantissement	Total
1952 Décembre	9,2	0,6	9,7
1953 Décembre	8,3	0,9	9,3
1954 Décembre	9,5	0,3	9,8
1955 Décembre	8,4	0,2	8,6
1956 Décembre	11,4	0,5	11,9
1957 Décembre	14,4	2,7	17,1
1958 Décembre	4,1	0,5	4,6
1959 Décembre	7,6	0,1	7,7
1960 Décembre	6,8	—	6,8
1961 Janvier	2,7	—	2,7
Février	2,5	—	2,6
Mars	3,6	0,1	3,7
Avril	2,4	0,1	2,5
Ma i	3,7	0,1	3,8
Juin	4,9	0,2	5,1
Juillet	3,0	0,1	3,1
Août	1,7	0,1	1,8
Septembre	2,9	0,1	3,0
Octobre	3,2	0,1	3,3
Novembre	2,4	0,1	2,4
Décembre	5,1	0,1	5,2

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Y compris le réescompte des banques et de l'Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits consentis au secteur public par la Banque Nationale de Belgique

Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952

(en milliards de francs)

DATE	Certificats du Trésor	Autres effets publics	Effets émis par des organismes dont les engage- ments sont garantis par l'Etat	Total	Compte courant débitéur du Trésor public
1952 31 décembre	6,0	0,2	0,4	6,7	—
1953 31 décembre	8,0	0,1	—	8,1	—
1954 31 décembre	7,9	—	1,2	9,1	—
1955 31 décembre	8,8	0,1	0,8	9,7	—
1956 31 décembre	5,9	0,1	1,8	7,8	—
1957 31 décembre	6,6	—	—	6,6	1,3
1958 31 décembre	7,8	—	—	7,8	—
1959 31 décembre	8,2	—	—	8,2	—
1960 31 décembre	6,0	—	—	6,0	—
1961 30 janvier	7,0	—	—	7,0	—
27 février	6,9	—	—	6,9	—
31 mars	8,4	—	—	8,4	—
28 avril	9,8	—	—	9,8	—
29 mai	7,9	—	—	7,9	—
26 juin	7,1	—	—	7,1	—
31 juillet	8,0	—	—	8,1	—
28 août	8,2	—	—	8,2	—
25 septembre	7,9	—	—	7,9	—
30 octobre	7,6	—	—	7,6	—
27 novembre	9,0	—	—	9,0	—
29 décembre	6,8	—	—	6,8	—

Source : Banque Nationale de Belgique.

Principales modalités de l'épargne privée
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (a)	1961
<i>Epargne des particuliers :</i>								
Epargne-dépôts	8,8	7,1	5,9	6,2	17,7	15,8	11,2	..
Epargne-réserves	7,9	9,0	8,7	10,7	9,4	9,9	9,8	..
Prêts hypothécaires (b)	2,9	3,0	2,0	1,7	1,8	1,8	1,2	..
Remboursements hypothécaires (c)	5,2	6,1	6,8	7,1	7,4	8,5	9,1	..
Investissements immobiliers ..	7,3	7,9	7,5	9,0	9,1	10,3	11,5	..
Souscriptions aux émissions ..	13,1	10,5	8,2	17,6	16,2	11,0	16,5	..
<i>Epargne des entreprises :</i>								
Bénéfices non distribués	7,8	9,6	10,2	9,2	5,2	6,0	10,4	..

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

- (a) Données provisoires.
(b) Consentis par les particuliers.
(c) Effectués par les particuliers auprès d'institutions.

Appels nets de capitaux en Belgique (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (b)	1961
Etat et Caisse autonome des Dommages de guerre	12 209	18 344	5 618	9 345	5 908	9 613	16 238	17 399	..
Provinces, communes, Crédit communal, sociétés intercommunales	3 408	2 283	1 740	2 259	3 641	5 512	4 154	4 047	..
Congo	- 15	2 205	2 084	1 771	- 283	3 705	- 501	-1 522	..
Organismes publics d'exploitation	2 753	1 983	554	1 490	1 232	- 338	4 037	- 567	..
Organismes parastataux de crédit	1 521	5 127	5 395	4 621	4 539	7 120	7 303	6 847	..
Secteur privé { actions	3 625	5 664	7 599	6 932	7 381	6 278	4 975	7 624	..
{ obligations ..	1 605	2 795	1 255	1 761	3 577	4 970	2 942	1 387	..
Divers (c)	712	280	771	165	57	538	324	799	..
<i>Total ...</i>	25 818	38 681	25 016	28 344	26 052	37 398	39 472	36 014	..

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

- (a) Cette statistique tient compte des émissions privées et des appels de fonds sur souscriptions antérieures non libérées. Elle déduit les remboursements.
(b) Données provisoires.
(c) Y compris 400 millions en 1958, 225 en 1959 et 400 en 1960 pour le Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire et 261 millions en 1960 pour le Fonds National de la Recherche Scientifique.

Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges et congolaises
Répartition d'après le centre d'activité
(en millions de francs)

ANNÉE	Emissions nettes d'actions			Accroissement de la dette obligataire des sociétés (a)	Total des émissions nettes
	Constitutions de sociétés	Augmentations de capital	Total		
SOCIÉTÉS BELGES					
1956.....	703	3 319	4 022	3 597	7 619
1957.....	1 217	3 606	4 823	5 864	10 687
1958.....	648	3 049	3 697	9 223	12 920
1959.....	897	2 440	3 337	7 980	11 317
1960.....	1 510	5 035	6 545	5 914	12 460
1960 - 9 mois	1 198	4 119	5 317	804 (b)	6 121
1961 - 9 mois	980	1 662	2 642	472 (b)	3 114
SOCIÉTÉS CONGOLAISES (c)					
1956.....	480	863	1 343	237	1 580
1957.....	279	1 072	1 351	566	1 917
1958.....	235	507	742	378	1 120
1959.....	266	233	499	106	606
1960.....	208	90	299	— 168	131
TOTAL (c)					
1956.....	1 183	4 182	5 365	3 834	9 199
1957.....	1 496	4 678	6 174	6 417	12 604
1958.....	883	3 556	4 439	9 601	14 040
1959.....	1 163	2 673	3 836	8 086	11 922
1960.....	1 718	5 125	6 844	5 746	12 590
1960 - 9 mois	1 198	4 119	5 317	804 (b)	6 121
1961 - 9 mois	980	1 662	2 642	472 (b)	3 114

Source : Institut National de Statistique.

- (a) Y compris la S.N.C.I.
Y compris les émissions privées, c'est-à-dire qui n'ont pas fait l'objet d'une offre sur le marché.
- (b) Emissions d'obligations.
- (c) Les émissions des sociétés congolaises ne sont plus recensées à partir de 1961.

Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en milliers de francs)

	1957	1958	1959	1960	1960 - 9 mois (b)		1961 - 9 mois (b)	
					(c)	Total (d)	(c)	Total (d)
PRINCIPAUX SECTEURS								
Banques.....	793 946	1 828 506	551 732	1 039 901	363 499	363 499	75 400	102 400
Commerce de détail	136 091	91 667	764 572	206 277	178 825	210 524	325 911	570 380
Commerce de gros et commerce extérieur	286 635	380 066	417 799	336 051	153 290	213 771	144 476	226 722
Fabrications métalliques	112 687	267 065	589 077	235 539	273 447	288 179	267 729	310 606
Métallurgie du fer	1 244 805	867 050	2 002 946	1 471 935	1 285 602	1 285 658	10 000	70 150
Métaux non ferreux	51 415	36 608	1 237	— 12 094	6 603	7 265	25 000	25 645
Industrie textile	68 932	93 027	82 421	59 951	53 513	64 364	93 086	108 488
Industrie alimentaire	158 200	95 858	109 376	160 647	68 355	78 589	34 511	46 304
Industrie du bois	17 967	10 482	24 469	40 665	11 781	16 518	10 866	16 343
Industrie chimique	479 196	235 040	10 481	336 011	354 188	359 220	176 142	189 690
Electricité	1 323 594	1 644 092	— 346 806	— 10 645	258 000	258 000	178 890	375 140
Gaz	89 542	— 11 585	— 12 405	— 10 619	3 000	3 000	115 444	115 444
Papier et imprimerie	1 170	11 894	— 60 351	— 2 048	25 944	27 786	227 642	235 379
Transports	491 222	239 463	333 216	38 796	24 845	37 936	63 518	84 526
Construction	90 015	57 538	39 213	48 875	23 803	43 631	18 517	91 178
Charbon	16 788	— 45 280	— 79 963	— 79 286	—	—	—	—
Ciment	76 063	224 798	— 66 470	654 517	733 449	734 767	4 830	5 618
Tabac	— 562	— 4 100	— 3 858	— 4 420	—	80	6 000	6 461
Artisanat	35 143	33 315	23 444	48 816	16 881	37 381	8 909	28 176

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

(a) La statistique des émissions nettes d'obligations comprend les émissions « continues ». D'autre part il est fait déduction des remboursements.

(b) Non compris les émissions continues et les remboursements.

(c) Sociétés anonymes et en commandite par actions.

(d) Le total comprend, outre les émissions mentionnées sous (c), celles des sociétés de personnes à responsabilité limitée.

Emissions du secteur public en francs belges (a)

(en millions de francs)

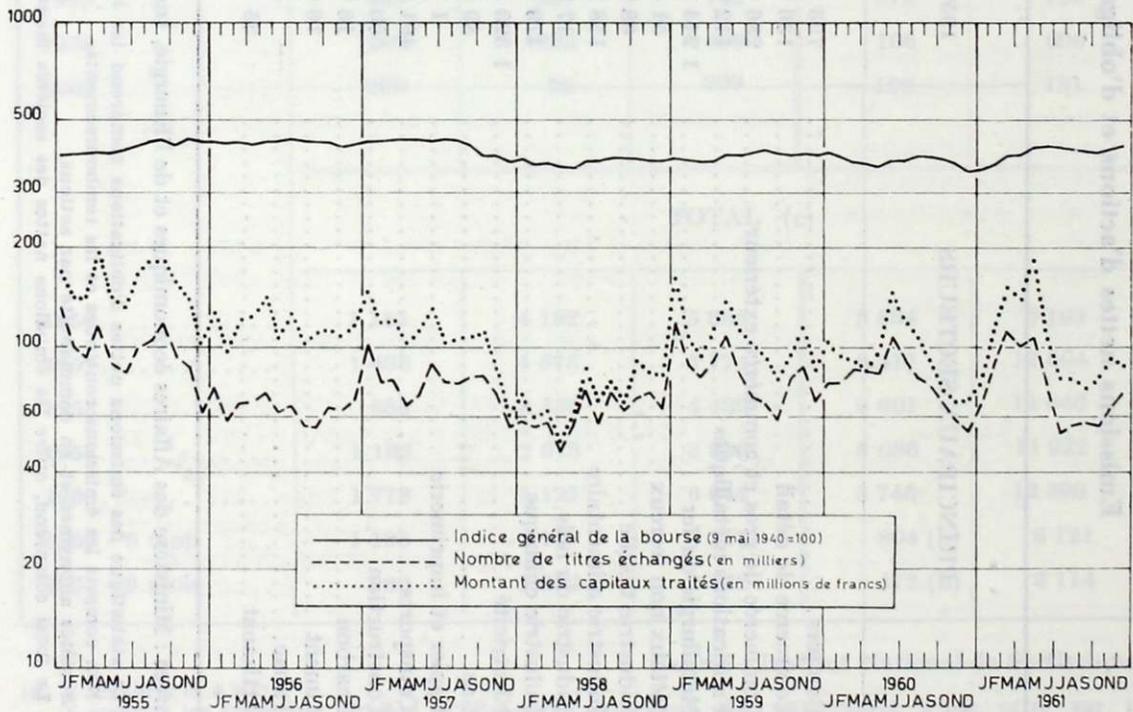
ANNÉE	Montant	MOIS	Montant
1954	38 221		
1955	14 765	1961	
1956	24 240	Janvier	2 350
1957	17 515	Février	—
1958	26 559	Mars	—
1959	28 308	Avril	2 000
1960	33 638	Mai	250
1961	20 907	Juin	7 007
		Juillet	—
		Août	800
		Septembre	—
		Octobre	6 000
		Novembre	—
		Décembre	2 500

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, la Société nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exclusion des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

Bourse de Bruxelles Activité

(moyenne par séance)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

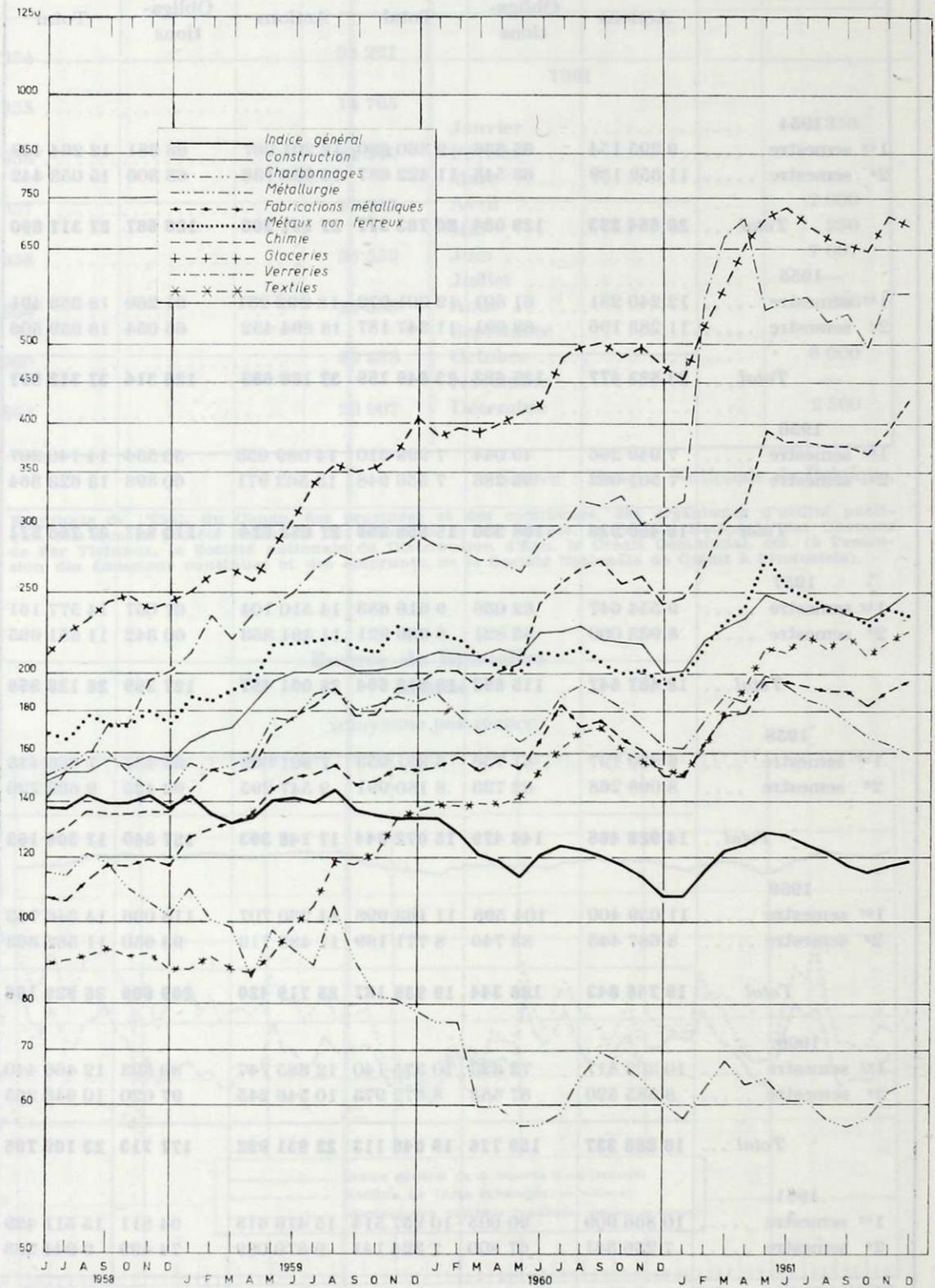
Bourse de Bruxelles
Volume des opérations

PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obligations	Total	Actions	Obligations	Total
1954						
1 ^{er} semestre	9 295 154	65 536	9 360 690	12 201 067	63 381	12 264 448
2 ^e semestre	11 359 139	63 548	11 422 687	14 990 136	63 306	15 053 442
<i>Total ...</i>	20 654 293	129 084	20 783 377	27 191 203	126 687	27 317 890
1955						
1 ^{er} semestre	12 240 281	61 691	12 301 972	18 292 231	61 260	18 353 491
2 ^e semestre	11 283 196	63 991	11 347 187	18 894 452	65 054	18 959 506
<i>Total ...</i>	23 523 477	125 682	23 649 159	37 186 683	126 314	37 312 997
1956						
1 ^{er} semestre	7 949 266	49 044	7 998 310	14 089 653	50 554	14 140 207
2 ^e semestre	7 501 662	55 286	7 556 948	13 562 971	60 393	13 623 364
<i>Total ...</i>	15 450 928	104 330	15 555 258	27 652 624	110 947	27 763 571
1957						
1 ^{er} semestre	9 554 647	62 036	9 616 683	14 510 104	67 057	14 577 161
2 ^e semestre	8 933 000	53 821	8 986 821	11 491 353	60 342	11 551 695
<i>Total ...</i>	18 487 647	115 857	18 613 504	26 001 457	127 399	26 128 856
1958						
1 ^{er} semestre	6 830 197	61 756	6 891 953	7 601 008	65 435	7 666 443
2 ^e semestre	8 098 268	82 723	8 180 991	9 547 295	92 425	9 639 720
<i>Total ...</i>	14 928 465	144 479	15 072 944	17 148 303	157 860	17 306 163
1959						
1 ^{er} semestre	11 059 400	104 598	11 163 998	14 230 707	116 036	14 346 743
2 ^e semestre	8 687 443	83 746	8 771 189	11 488 713	93 650	11 582 363
<i>Total ...</i>	19 746 843	188 344	19 935 187	25 719 420	209 686	25 929 106
1960						
1 ^{er} semestre	10 302 817	72 323	10 375 140	12 385 747	80 693	12 466 440
2 ^e semestre	8 585 520	87 453	8 672 973	10 546 245	97 020	10 643 265
<i>Total ...</i>	18 888 337	159 776	19 048 113	22 931 992	177 713	23 109 705
1961						
1 ^{er} semestre	10 866 909	90 605	10 957 514	15 416 618	94 811	15 511 429
2 ^e semestre	7 256 341	67 800	7 324 141	9 870 089	74 499	9 944 588
<i>Total ...</i>	18 123 250	158 405	18 281 655	25 286 707	169 310	25 456 417

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers

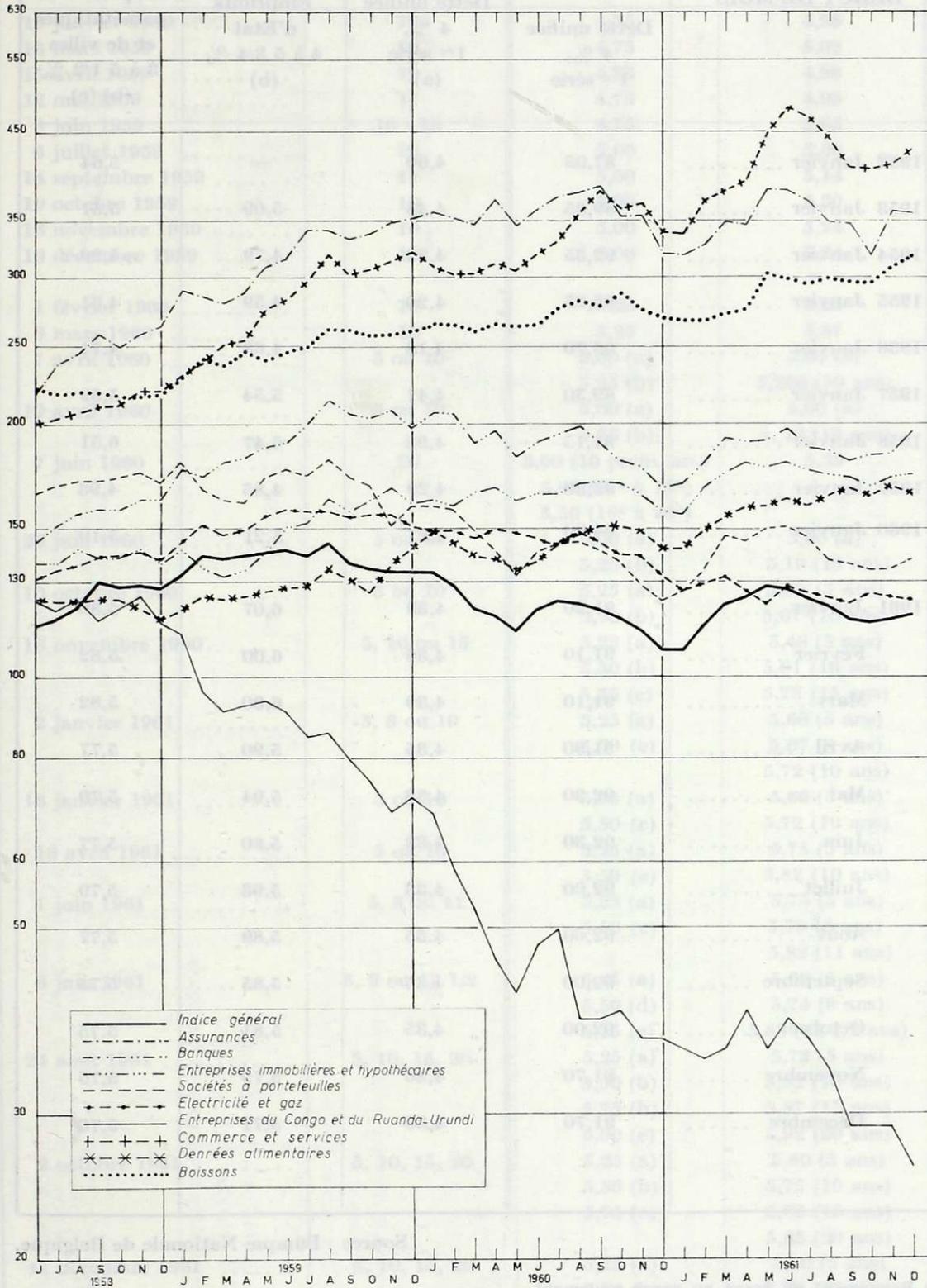
Début du mois
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers (suite)

Début du mois
(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles

DÉBUT DE MOIS	Cours	Rendement		
	Dette unifiée 4 %, 1 ^{re} série	Dette unifiée 4 %, 1 ^{re} série (a)	Emprunts d'Etat 4 à 5 3/4 % (b)	Emprunts de paraétatiques et de villes 3 à 5 1/2 % (b) (c)
1952 Janvier	87,05	4,60	—	5,64
1953 Janvier	89,35	4,48	5,09	5,51
1954 Janvier	92,35	4,33	4,79	4,96
1955 Janvier	95,25	4,20	4,59	4,61
1956 Janvier	95,70	4,18	4,63	4,71
1957 Janvier	89,50	4,47	5,54	5,59
1958 Janvier	81,15	4,93	6,47	6,51
1959 Janvier	93,30	4,29	4,85	4,93
1960 Janvier	94,90	4,21	5,21	5,10
1961 Janvier	91,20	4,39	6,07	5,80
Février	91,10	4,39	6,00	5,82
Mars	91,10	4,39	6,00	5,82
Avril	91,90	4,35	5,90	5,77
Mai	92,30	4,33	5,94	5,79
Juin	92,30	4,33	5,90	5,77
Juillet	92,00	4,35	5,93	5,79
Août	92,00	4,35	5,89	5,77
Septembre	92,00	4,35	5,85	5,75
Octobre	92,00	4,35	5,81	5,75
Novembre	91,70	4,36	5,79	5,75
Décembre	91,70	4,39	5,71	5,70

Source : Banque Nationale de Belgique.

- (a) Rendement eu égard au cours seulement.
 (b) Echéance de 5 à 20 ans; remboursement par annuités variables.
 (c) Avant 1955, cette rubrique comprend uniquement des emprunts émis par le Crédit Communal de Belgique.

Emissions et rendement des emprunts d'Etat ou garantis par lui
(emprunts en francs belges)

DATE D'ÉMISSION	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs (en %)
19 janvier 1959	12	4,75	4,98
16 mars 1959	10	4,75	5,02
15 avril 1959	12	4,75	4,98
12 mai 1959	11	4,75	4,99
8 juin 1959	10 - 15	4,75	5,05
6 juillet 1959	10	5,00	5,30
14 septembre 1959	11	5,00	5,14
19 octobre 1959	10	5,00	5,30
16 novembre 1959	10	5,00	5,24
10 décembre 1959	10	5,00	5,24
1 février 1960	10	5,25	5,25
3 mars 1960	13	5,25	5,31
7 avril 1960	5 ou 10	5,00 (a) 5,25 (b)	5,00 (a) 5,266 (10 ans)
19 avril 1960	5 ou 10	5,00 (a) 5,25 (b)	5,00 (a) 5,19 (10 ans)
7 juin 1960	20	3,00 (10 prem. an.) 5,00 (11 ^e à 15 ^e) 5,50 (16 ^e à 20 ^e)	5,53
29 juin 1960	5 ou 10	5,00 (a) 5,25 (b)	5,00 (a) 5,19 (10 ans)
10 octobre 1960	5 ou 10	5,25 (a) 5,50 (b)	5,60 (5 ans) 5,67 (10 ans)
16 novembre 1960	5, 10 ou 15	5,25 (a) 5,50 (b) 5,75 (c)	5,48 (5 ans) 5,61 (10 ans) 5,73 (15 ans)
2 janvier 1961	5, 8 ou 10	5,25 (a) 5,50 (e)	5,60 (5 ans) 5,67 (8 ans) 5,72 (10 ans)
16 janvier 1961	5 ou 10	5,25 (a) 5,50 (e)	5,66 (5 ans) 5,72 (10 ans)
13 avril 1961	5 ou 10	5,25 (a) 5,50 (e)	5,75 (5 ans) 5,82 (10 ans)
1 juin 1961	5, 8 ou 11	5,25 (a) 5,50 (e)	5,75 (5 ans) 5,78 (8 ans) 5,82 (11 ans)
8 juin 1961	5, 9 ou 12 1/2	5,25 (a) 5,50 (d) 5,75 (e)	5,69 (5 ans) 5,74 (9 ans) 5,83 (12 1/2 ans)
24 août 1961	5, 10, 15, 20	5,25 (a) 5,50 (b) 5,75 (b) 6,00 (e)	5,72 (5 ans) 5,82 (10 ans) 5,87 (15 ans) 5,92 (20 ans)
2 octobre 1961	5, 10, 15, 20	5,25 (a) 5,50 (b) 5,75 (e)	5,60 (5 ans) 5,75 (10 ans) 5,82 (15 ans) 5,85 (20 ans)
11 décembre 1961	5, 10, 15, 20	5,25 (a) 5,50 (b) 5,75 (e)	5,60 (5 ans) 5,79 (10 ans) 5,87 (15 ans) 5,88 (20 ans)

- (a) Les 5 premières années.
(b) Les 5 années suivantes.
(c) Les 5 dernières années.
(d) Les 4 années suivantes.
(e) Les dernières années

Source : Fonds des Rentes.

Opérations de portefeuille du Fonds des Rentes
Situation fin d'année

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Financement des opérations</i> (en millions de francs)									
— « Call money »	1 999	2 248	2 039	2 631	2 457	274	72	—	—
— Certificats du Fonds des Rentes	—	—	—	—	486	4 059	4 608	5 812	10 996
— Bons de caisse (a)	120	1 327	920	1 998	200	45	—	—	—
— Crédit de la B. N. B. : avances	—	—	—	—	1 237	—	—	—	—
— escompte bons de caisse	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Divers (b)	638	719	830	898	990	1 068	1 120	1 157	—
Total ...	2 757	4 294	3 789	5 527	5 370	5 446	5 800	6 969	10 996
<i>Portefeuille titres</i> (en millions de francs) :									
— Montant (c)	2 532	4 023	3 533	5 130	3 527	3 311	4 572	6 661	6 892
— Évolution par solde d'achats et de ventes	— 580 (d)	+ 1 491 (d)	— 490 (d)	+ 1 597 (d)	— 1 603 (d)	— 216 (d)	+ 1 261	+ 2 089	+ 231
— Certificats de trésorerie : tranche B	—	—	—	—	1 242	1 370	623	1 403	1 086
— Autres certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	2 700	1 200	—

Source : Fonds des Rentes.

(a) A partir de 1957, année de la réforme monétaire, les bons de caisse escomptés à la Banque Nationale sont repris à la rubrique « Crédit de la Banque Nationale » (b) « Réserves », « Comptes d'avances à la Banque Nationale » jusque 1956 compris, « Achats de titres à liquider » et prorata d'intérêts courus sur certificats de trésorerie, « tranche B », depuis 1957.

(c) Valeur nominale à l'exclusion des titres vendus à réméré à des organismes d'intérêt public.

(d) Abstraction faite des opérations à réméré traitées avec des organismes d'intérêt public.

**Evolution du montant
des inscriptions hypothécaires**
(en millions de francs)

ANNÉE	Montant des inscriptions
1951	12 292
1952	15 201
1953	17 592
1954	19 828
1955	20 035
1956	21 593
1957	21 338
1958	21 221
1959	25 597
1960	30 000
1961	33 372

Source : Banque Nationale de Belgique.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
Relevé général des placements
(en millions de francs)

OBJET OU MODALITÉ DE FINANCEMENT	Opérations nouvelles en 1960 (c)			Solde au 31 décembre 1960 (c)		
	Pla- cements défi- nitifs	Pla- cements provi- soires	Total	Pla- cements défi- nitifs	Pla- cements provi- soires	Total
Crédit à l'Etat	1 563,0	—	1 563,0	30 511,4	—	30 511,4
Crédit au Congo	—	—	—	174,5	—	174,5
Provinces, villes, communes et Crédit communal de Belgique	—	—	—	2 600,6	—	2 600,6
Organismes de sécurité sociale	1 684,4	—	1 684,4	11 939,2	—	11 939,2
Transport et communications	—	—	—	4 258,3	—	4 258,3
Distribution d'eau	20,0	—	20,0	1 936,0	—	1 936,0
Crédit industriel	750,0	2 169,9	2 919,9	4 416,5	5 568,4	9 984,9
Energie nucléaire	200,0	—	200,0	600,0	—	600,0
Recherche scientifique	57,5	—	57,5	56,8	—	56,8
Crédit hypothécaire	1 349,4	65,3	1 414,7	5 394,9	221,6	5 616,5
Prêts sur nantissement	—	12,2	12,2	—	18,8	18,8
Habitation sociale	2 869,4	—	2 869,4	32 527,9	184,4	32 712,3
Crédit agricole	775,4	—	775,4	4 799,2	—	4 799,2
Crédit artisanal et professionnel	100,0	143,3	243,3	716,9	237,3	990,2
Crédit fluvial et maritime	—	217,3	217,3	—	1 301,8	1 301,8
Opérations d'escompte (a)	—	2 270,9	2 270,9	—	8 812,9	8 812,9
Caisses publiques de prêts	—	—	—	59,5	—	59,5
Œuvres en faveur des invalides	—	—	—	542,2	—	542,2
Valeurs diverses garanties par l'Etat	10,1	—	10,1	80,3	—	80,3
Placements à court terme (b) .	—	—	—	—	5 192,8	5 192,8
<i>Total</i> ...	9 379,2	4 878,9	14 258,1	100 614,2	21 574,0	122 188,2

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

- (a) A l'exclusion des opérations d'escompte incluses dans le « crédit hypothécaire », dans le « crédit artisanal et professionnel », dans le « crédit industriel » et dans le « crédit fluvial et maritime ».
 (b) Certificats de Trésorerie, acceptations bancaires et prêts au jour le jour.
 (c) Les données relatives à 1961 ne sont pas encore disponibles.

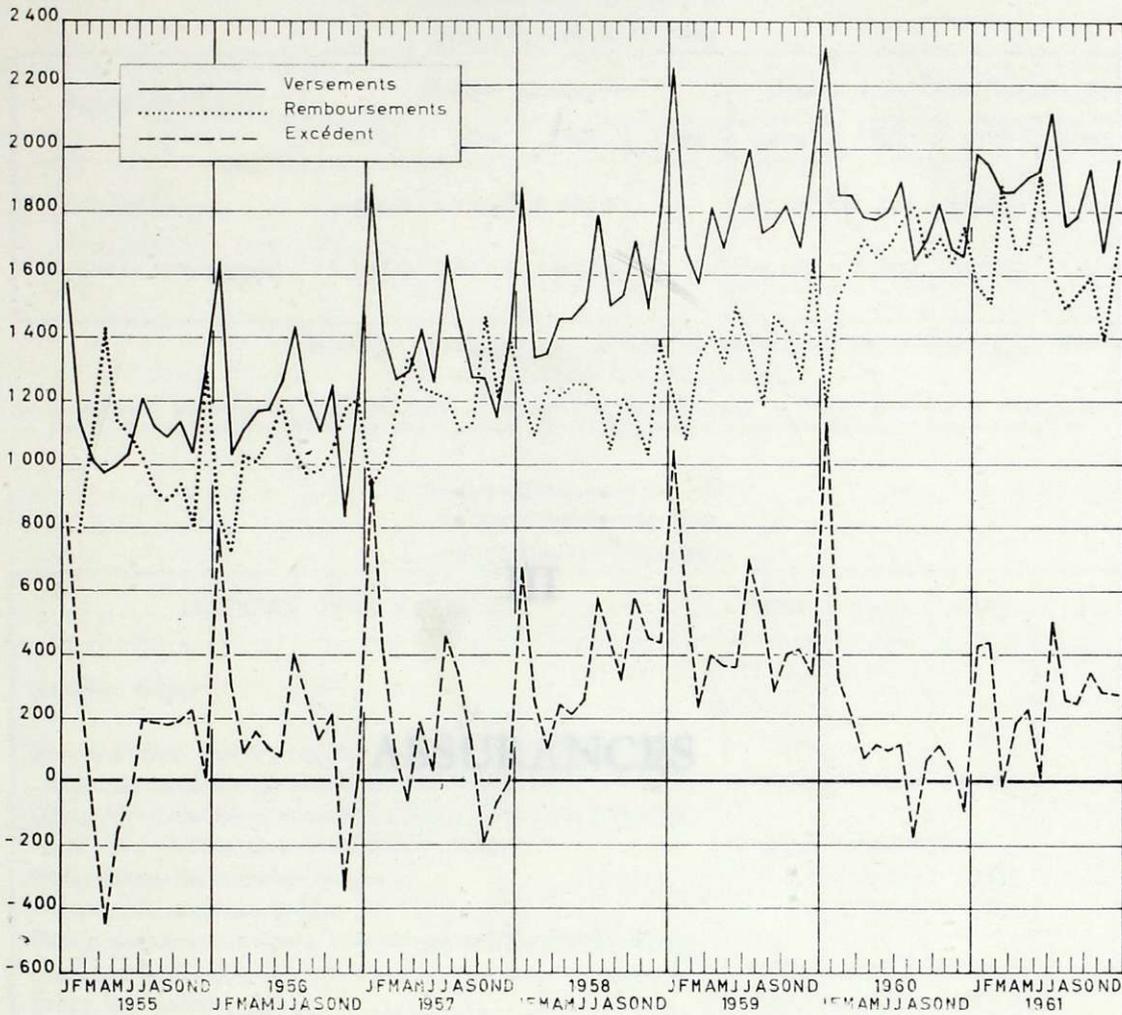
Caisse Générale d'Épargne et de Retraite
Mouvement de l'épargne des particuliers
(en milliers de francs)

PÉRIODE	Excédent (a)	Intérêts capitalisés	Avoir global (b)
1953			
1 ^{er} semestre	1 806 290		
2 ^e semestre	1 780 965		
<i>Total ...</i>	3 587 255	1 216 982	45 179 403
1954			
1 ^{er} semestre	1 377 175		
2 ^e semestre	1 300 365		
<i>Total ...</i>	2 677 440	1 346 538	49 459 208
1955			
1 ^{er} semestre	439 598		
2 ^e semestre	1 171 442		
<i>Total ...</i>	1 611 040	1 445 000	52 515 248
1956			
1 ^{er} semestre	1 553 016		
2 ^e semestre	669 804		
<i>Total ...</i>	2 222 820	1 555 431	56 131 952
1957			
1 ^{er} semestre			
2 ^e semestre	1 638 551		
<i>Total ...</i>	689 244		
1958			
1 ^{er} semestre	2 327 795	1 684 713	60 144 460
2 ^e semestre	1 756 244		
<i>Total ...</i>	2 839 628		
1959			
1 ^{er} semestre	4 595 872	1 959 215	66 699 547
2 ^e semestre	3 004 307		
<i>Total ...</i>	2 702 678		
1960			
1 ^{er} semestre	5 706 985	2 035 024	74 441 556
2 ^e semestre	1 978 372		
<i>Total ...</i>	76 139		
1961			
1 ^{er} semestre	2 054 511	2 390 780	78 886 847
2 ^e semestre	1 288 836		
<i>Total ...</i>	1 930 913 (c)		
1961			
<i>Total ...</i>	3 219 749 (c)	2 525 000	84 631 596

Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

- (a) Excédent des versements sur les remboursements.
(b) Situation au 31 décembre, intérêts capitalisés compris.
(c) Chiffres approximatifs.

Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne
(en millions de francs)



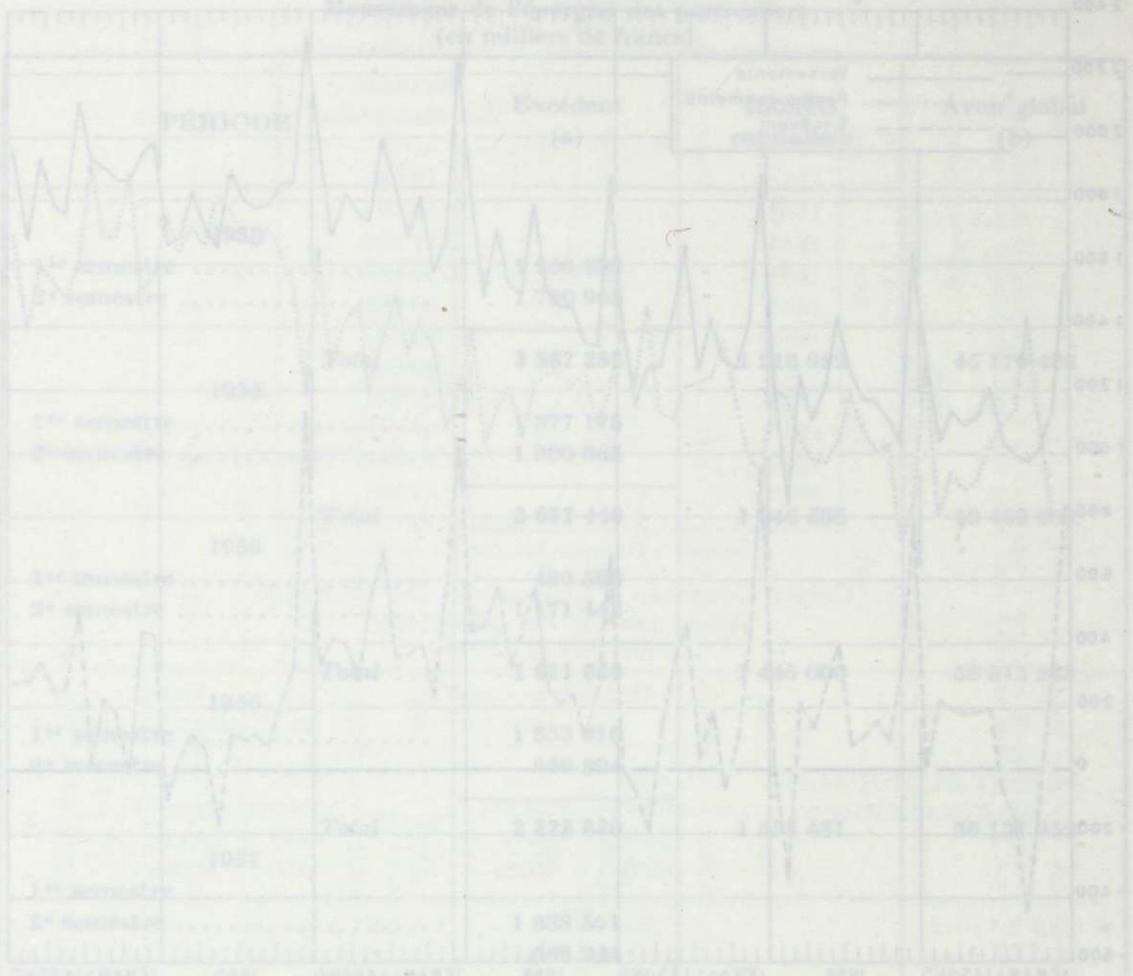
Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur économique (en % du montant global)		
Année	Montant	Secteur	1960	1961
1952	678	Commerce de gros et de détail	19,1	18,7
1953	931	Industrie alimentaire	17,2	16,8
1954	1 046	Industrie de la construction	12,2	12,4
1955	1 126	Transports	15,8	15,3
1956	1 234	Industrie des fabrications métalli- ques	6,0	5,8
1957	898	Industrie textile	6,5	7,2
1958	1 025	Autres secteurs	23,2	23,8
1959	1 363			
1960	2 224			
1961	2 414	<i>Total</i> ..	100,0	100,0

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Caisse Nationale de Retraite



Caisse Nationale de Retraite

Credits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur	
Montant		% du montant global	
Année	Montant	Année	%
1907	512 000	1907	32,2
1906	450 200	1906	0,3
1905	400 000	1905	0,0
1904	350 000	1904	15,5
1903	300 000	1903	12,4
1902	250 000	1902	17,3
1901	200 000	1901	10,7
1900	150 000	1900	18,7
Total		Total	
1907	512 000	1907	32,2
1906	450 200	1906	0,3
1905	400 000	1905	0,0
1904	350 000	1904	15,5
1903	300 000	1903	12,4
1902	250 000	1902	17,3
1901	200 000	1901	10,7
1900	150 000	1900	18,7

Source : Caisse Nationale de Retraite

Annuaire de la Banque
des assurances de Belgique

DESIGNATION	Belgique			Belgique et Pays-Bas			
	1958	1959	1960	1958	1959	1960	1961
Sociétés belges	2.028,2	2.774,7	3.052,2	27.405,2	28.919,1	32.280,1	
Sociétés étrangères	1.200,0	1.412,0	1.400,0	2.100,0	2.200,0	2.070,0	

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Comprend les valeurs pour l'année 1961, les chiffres pour la précédente ont été corrigés, les fonds de répartition, ainsi que les chiffres pour les assurances étrangères et assurances étrangères.

Annuaire de la Banque
des assurances de Belgique

III

NATURE DES VALEURS	1958	1959	1960	1961
Sociétés belges :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge	2.028,2	2.774,7	3.052,2	
Titres de sociétés garanties par l'Etat belge	—	—	—	
Obligations Crédit communal, Crédit national, S.N.C.L., provinces et communes belges	1.200,0	1.412,0	1.400,0	
Obligations de sociétés belges	—	—	—	
Actions de sociétés belges	—	—	—	
Fonds publics étrangers, valeurs garanties par les Etats étrangers	—	—	—	
Prêts sur polices	208,7	1.015,7	1.120,5	
Immobilies	1.030,0	1.714,5	2.230,4	
Prêts hypothécaires	7.002,0	7.700,0	8.000,0	
Espèces - Divers	200,0	1.100,0	200,0	
Fonds communs de placement	—	—	1,5	
Sociétés étrangères :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge	2.028,2	2.774,7	3.052,2	
Titres de sociétés garanties par l'Etat belge	—	—	—	
Obligations Crédit communal, Crédit national, S.N.C.L., provinces et communes belges	1.200,0	1.412,0	1.400,0	
Obligations de sociétés belges	—	—	—	
Actions de sociétés belges	—	—	—	
Fonds publics étrangers, valeurs garanties par les Etats étrangers	—	—	—	
Prêts sur polices	208,7	1.015,7	1.120,5	
Immobilies	1.030,0	1.714,5	2.230,4	
Prêts hypothécaires	7.002,0	7.700,0	8.000,0	
Espèces - Divers	200,0	1.100,0	200,0	
Fonds communs de placement	—	—	1,5	

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Ces titres étaient garantis par la Cour des Comptes de Belgique.

ASSURANCES

III

Assurances sur la vie
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (a)			
	1958	1959	1960	1961	1958	1959	1960	1961
Sociétés belges	4 239,8	5 776,7	5 874,8	..	27 035	31 044	35 342	..
Sociétés étrangères .	1 506,8	1 572,6	1 653,3	..	8 968	9 809	10 709	..

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

Assurances sur la vie
Valeurs représentatives
(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1958	1959	1960	1961
<i>Sociétés belges :</i>				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés garantis par la Colonie (a)	3 096,5	3 912,6	4 902,9	..
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B. S.N.C.I., provinces et communes belges	5 253,8	5 953,2	7 001,4	..
Obligations de sociétés belges	6 378,9	7 207,7	7 171,9	..
Actions de sociétés belges	2 501,2	1 737,6	2 083,4	..
Fonds publics étrangers, valeurs garanties par les Etats étrangers	532,3	793,2	1 344,6	..
Prêts sur polices	898,7	1 015,7	1 123,8	..
Immeubles	1 353,9	1 714,3	2 253,4	..
Prêts hypothécaires	7 092,8	7 750,3	8 966,2	..
Espèces - Divers	269,3	1 190,2	804,6	..
Fonds communs de placement	—	—	1,5	..
<i>Sociétés étrangères :</i>				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés garantis par la Colonie (a)	2 874,8	3 111,0	3 241,1	..
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B. S.N.C.I., provinces et communes belges	1 869,0	2 005,3	2 074,8	..
Obligations de sociétés belges	528,1	575,5	547,0	..
Actions de sociétés belges	511,4	533,3	531,3	..
Fonds publics étrangers, valeurs garanties par les Etats étrangers	183,1	273,6	364,7	..
Prêts sur polices	384,2	412,8	454,6	..
Immeubles	978,0	1 052,6	1 192,4	..
Prêts hypothécaires	1 837,8	2 014,1	2 312,8	..
Espèces - Divers	67,1	66,3	70,2	..
Fonds communs de placement	—	—	6,6	..

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Ces titres étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.

Opérations de capitalisation

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961
Primes encaissées	56,7	68,8	65,2	..
Valeur nominale des contrats souscrits :				
Capitalisation pure	998,5	1 027,9	1 027,4	..
Capitalisation immobilière	84,1	71,4	62,7	..
<i>Total ...</i>	1 082,6	1 099,3	1 090,1	..
Réserves mathématiques :				
Capitalisation pure	393,1	426,2	434,0	..
Capitalisation immobilière	48,1	43,0	38,9	..
<i>Total ...</i>	441,2	469,2	472,9	..
Cautionnements	6,1	6,4	6,6	..
<i>Total général ...</i>	447,3	475,6	479,5	..

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat	97,5	101,4	91,7	..
Titres garantis par la Colonie (a)	3,0	2,4	1,7	..
Obligations institutions parastatales	29,4	33,5	42,8	..
Obligations provinces et communes	7,3	7,9	7,7	..
Obligations sociétés belges	2,7	2,6	2,5	..
Actions sociétés belges	1,1	1,1	6,1	..
Immeubles	12,4	16,5	14,1	..
Prêts hypothécaires	288,8	298,1	333,2	..
Prêts sur polices	2,2	2,3	2,4	..
Espèces	3,5	3,9	0,4	..
Divers (b)	5,3	8,6	9,2	..
<i>Total ...</i>	453,2	478,3	511,8	..

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Ces titres étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.

(b) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Prêts hypothécaires

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961
<i>Prêts hypothécaires par intervention :</i>				
Valeur nominale des prêts	1 097,7	1 140,2	1 151,5	..
Fonds de reconstitution	159,1	172,7	186,5	..
Cautionnements	2,7	3,0	2,8	..
<i>Total ...</i>	161,7	175,7	189,3	..
<i>Prêts hypothécaires sans intervention :</i>				
Solde restant dû	28 156,1	31 878,2	36 098,0	..

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie,
Service d'Inspection des Assurances.

Prêts hypothécaires par intervention

Valeurs représentatives

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961
Fonds publics belges	18,6	21,3	23,0	..
Obligations institutions parastatales	8,5	8,6	7,6	..
Valeurs étrangères	—	—	0,1	..
Titres garantis par la Colonie (a)	0,3	0,5	0,9	..
Obligations de sociétés belges	—	—	1,2	..
Obligations provinces et communes	1,7	1,5	1,5	..
Actions de sociétés belges	—	—	0,1	..
Immeubles	7,5	8,5	7,2	..
Prêts hypothécaires	139,4	147,8	149,7	..
Divers (b)	0,6	1,6	3,2	..
<i>Total ..</i>	176,5	189,8	194,5	..

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie,
Service d'Inspection des Assurances.

(a) Ces titres étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.

(b) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Services publics d'autobus services spéciaux d'autobus, services d'autocars			Taxis et fiacres automobiles			Transports de choses pour compte de tiers			Transports de choses pour compte propre		
	1959	1960	1961	1959	1960	1961	1959	1960	1961	1959	1960	1961
<i>Affaires directes :</i>												
Nombre de véhicules assurés (a)	4,5	4,6	..	7,1	6,6	..	21,4	22,0	..	278,7	298,2	..
Primes émises	72,3	78,4	..	42,8	42,3	..	214,9	234,9	..	982,5	1025,7	..
Montant des sinistres payés (b)	40,3	50,1	..	33,8	40,9	..	137,9	150,8	..	564,1	616,9	..
Evaluation des sinistres en suspens	111,6	113,0	..	78,8	76,9	..	278,1	314,3	..	1062,7	1130,8	..
Réserves pour risques en cours	7,3	7,0	..	15,6	15,6	..	82,0	89,2	..	395,5	418,8	..
Commissions payées	11,9	13,5	..	7,2	7,0	..	37,5	42,1	..	208,4	221,2	..
Frais généraux	11,8	13,7	..	6,8	7,5	..	34,0	38,1	..	152,6	166,5	..
<i>Affaires cédées en réassurance :</i>												
Primes cédées	17,4	19,7	..	11,4	11,6	..	64,0	69,9	..	303,2	318,9	..
Commissions reçues	4,9	6,1	..	3,3	3,2	..	17,8	19,6	..	88,6	96,1	..
Quote-part des réassureurs dans sinistres réglés	10,1	15,1	..	8,5	14,1	..	50,5	53,7	..	198,3	219,0	..
Quote-part des réassureurs dans réserve pour sinistres à régler	55,1	62,0	..	28,1	29,1	..	114,0	136,0	..	408,6	421,1	..
Quote-part des réassureurs dans réserve pour risques en cours	2,5	5,4	..	3,7	3,8	..	19,4	23,4	..	103,1	114,0	..
<i>Affaires acceptées en réassurance :</i>												
Primes acceptées	6,8	8,6	..	2,5	2,4	..	5,5	7,7	..	21,2	24,8	..
Commissions payées	2,0	2,8	..	0,8	0,7	..	1,6	2,5	..	6,9	9,0	..
Quote-part dans sinistres réglés	4,4	6,9	..	2,2	1,4	..	4,4	6,1	..	14,2	18,4	..
Quote-part dans réserve pour sinistres à régler	30,3	31,0	..	10,4	10,3	..	8,4	7,7	..	21,6	22,6	..
Quote-part dans réserve pour risques en cours	0,8	0,7	..	0,9	0,8	..	2,2	3,0	..	6,5	10,1	..

(a) En milliers d'unités.
(b) Pendant l'année de l'intitulé.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Services d'Inspection des Assurances.

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles

Valeurs représentatives des réserves techniques

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961
Fonds publics belges	978	1 105	1 183	..
Fonds garantis par la Colonie (a).....	37	40	28	..
Parastataux	321	358	346	..
Parastataux de crédit	146	216	307	..
Provinces et communes	162	189	156	..
Fonds publics étrangers.....	54	45	60	..
Immeubles	193	283	391	..
Prêts hypothécaires	202	213	239	..
Obligations de sociétés belges	228	240	248	..
Actions de sociétés belges	266	249	235	..
Espèces.....	23	—	21	..
Divers	26	32	37	..
Fonds communs de placement	—	—	2	—
<i>Total ...</i>	2 636	2 970	3 253	..

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie,
Service d'Inspection des Assurances.

(a) Ces fonds étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.

QUATRIÈME PARTIE

PRIX ET REVENUS

Indices des prix et des salaires dans quelques pays

(1950-1961)

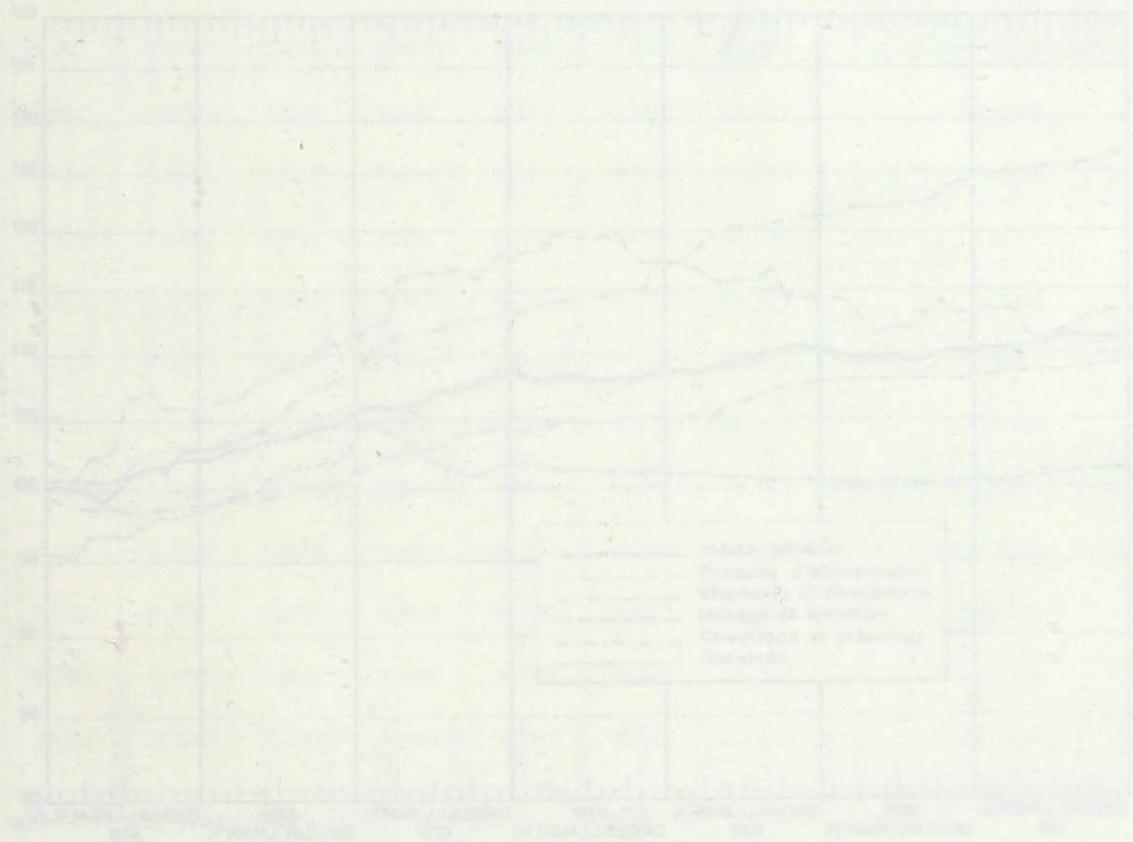
PAYS	Prix de détail ou coût de la vie			Prix de gros			Indices baromètres brutis (1)		
	1950		1961	1950		1961	1950		1961
	Moyenne annuelle	Moyenne mensuelle	Pis de l'année	Moyenne annuelle	Moyenne mensuelle	Pis de l'année	Moyenne annuelle	Moyenne mensuelle	Pis de l'année
Belgique	118	131	111	108	102	102	108	140	136
France	104	137	141	120	132	130	102	152	138
Allemagne Occidentale	112	114	115	120	105	105	114	154	131
Pays-Bas	121	122	123	102	102	102	107		
Italie	112	128		99	99	100	102		
Etats-Unis d'Amérique	111	112		109	108	108	100	135	130
Royaume-Uni	101	102	100	115	110	112	125	162	154

Source : Organisation pour l'Économie et la Coopération Économiques.

PRIX

Indices des prix de détail

(1950 - 1961)



Source : Ministère des Affaires Économiques et de l'Énergie, Administration du Commerce.

PRIX

Indices des prix et des salaires dans quelques pays

(1953 = 100)

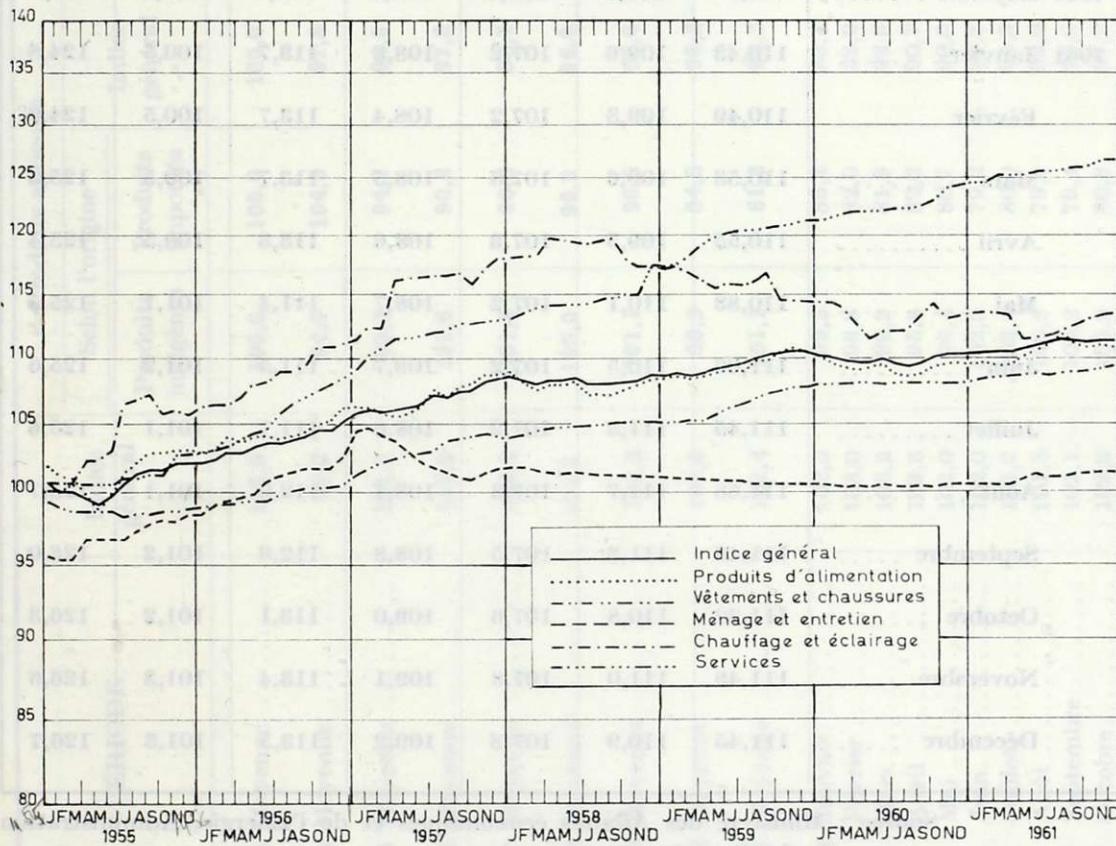
PAYS	Prix de détail ou coût de la vie			Prix de gros			Gains horaires bruts (a)		
	1960	1961		1960	1961		1960	1961	
	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année
Belgique	110	111	111	103	102	102	138	143	146
France	134	137	141	130	132	136	182	..	..
Allemagne Occidentale	112	114	115	103	105	105	158	174	181
Pays-Bas	121	123	124	103	103	103	167	..	..
Italie	115	118	119	99	99	100	137	..	..
Etats-Unis d'Amérique	111	112	112	109	108	108	130	133	136
Royaume-Uni	121	125	128	113	116	118	155	164	164

Source : Organisation Européenne de Coopération Economique.

(a) Dans les industries manufacturières.

Indices des prix de détail

(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie,
Administration du Commerce.

Evolution des prix de détail par groupe de produits (a)

(1953 = 100)

PÉRIODE	Indice général	Pro- duits alimen- taires	Produits non alimentaires				Services
			En- semble	Pro- duits d'habil- lement	Chauf- fage et éclai- rage	Pro- duits d'entre- tien	
1953 Moyenne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1954 Moyenne	101,3	102,7	99,2	99,6	101,5	97,0	100,0
1955 Moyenne	100,8	101,5	99,2	98,7	104,1	96,9	101,0
1956 Moyenne	103,65	104,2	101,5	99,7	108,7	100,7	105,5
1957 Moyenne	106,93	107,0	104,5	103,0	115,6	102,4	111,7
1958 Moyenne	108,31	107,9	106,2	104,7	118,9	101,4	114,7
1959 Moyenne	109,64	109,5	106,6	106,4	116,1	100,7	120,0
1960 Moyenne	109,97	109,3	107,0	108,1	113,2	100,4	122,6
1961 Moyenne	111,06	110,5	107,4	108,7	112,8	101,0	125,7
1961 Janvier	110,43	109,6	107,2	108,3	113,7	100,5	124,8
Février	110,49	109,8	107,2	108,4	113,7	100,5	124,9
Mars	110,53	109,6	107,3	108,5	113,7	100,5	125,3
Avril	110,55	109,5	107,3	108,6	113,3	100,5	125,4
Mai	110,83	110,1	107,2	108,7	111,4	101,1	125,5
Juin	111,06	110,5	107,2	108,7	111,5	101,2	125,6
Juillet	111,45	111,3	107,2	108,6	111,7	101,1	125,6
Août	111,68	111,7	107,3	108,7	112,0	101,1	125,7
Septembre	111,48	111,3	107,5	108,8	112,6	101,2	126,0
Octobre	111,32	110,8	107,6	109,0	113,1	101,2	126,3
Novembre	111,49	111,0	107,8	109,1	113,4	101,3	126,6
Décembre	111,45	110,9	107,8	109,2	113,5	101,3	126,7

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration du Commerce.

(a) Les indices partiels ont été calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume. Pour l'année 1952, d'après l'indice 1936/1938 = 100.

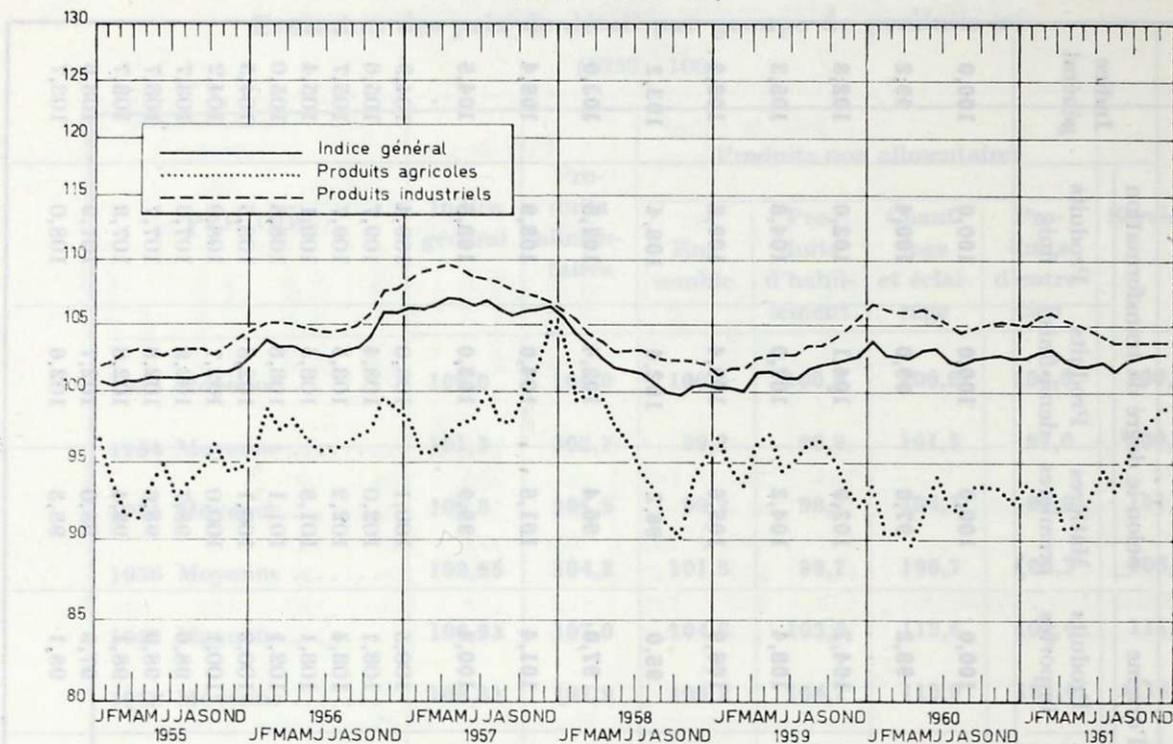
Indices des prix de gros
(1953 = 100) (a)

PÉRIODE	Produits agricoles			Produits industriels							Indice général	
	Indice général	Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine			Selon le degré de transformation				
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis			
1953 Moyenne	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1954 Moyenne	99,0	94,0	104,9	97,8	99,1	98,2	97,8	99,0	100,4	99,2	99,2	99,2
1955 Moyenne	101,0	93,3	94,7	94,0	101,5	104,7	102,9	104,1	102,0	102,8	102,8	102,8
1956 Moyenne	103,6	101,6	90,8	97,2	104,1	108,4	104,2	107,0	104,8	105,3	105,3	105,3
1957 Moyenne	106,3	101,2	90,8	98,7	109,5	106,9	105,6	109,4	109,2	108,2	108,2	108,2
1958 Moyenne	101,7	100,0	90,9	96,0	107,3	95,0	96,2	102,4	108,4	103,2	103,2	103,2
1959 Moyenne	101,3	101,1	90,8	95,0	105,9	97,0	96,4	102,4	107,8	103,0	103,0	103,0
1960 Moyenne	102,6	98,9	84,5	92,2	107,0	101,4	101,5	104,0	108,9	105,4	105,4	105,4
1961 Moyenne	102,4	101,7	81,2	94,3	106,6	100,4	99,9	103,0	108,5	104,5	104,5	104,5
1961 Janvier	102,5	99,5	83,4	93,4	106,8	100,5	100,1	103,0	109,4	104,9	104,9	104,9
Février	103,0	98,8	82,0	92,9	107,1	103,1	102,0	103,4	109,7	105,6	105,6	105,6
Mars	103,2	99,2	81,9	93,3	107,1	103,4	102,2	103,5	109,7	105,7	105,7	105,7
Avril	102,3	95,8	82,3	90,7	106,7	103,1	101,8	103,5	109,1	105,4	105,4	105,4
Mai	102,0	96,4	80,7	90,8	106,5	102,1	101,1	103,3	108,8	105,0	105,0	105,0
Juin	102,0	102,3	79,2	92,8	106,4	100,9	100,1	102,8	108,5	104,5	104,5	104,5
Juillet	102,2	103,4	80,0	94,3	106,5	100,1	100,0	102,7	108,0	104,2	104,2	104,2
Août	101,5	100,8	79,9	93,0	106,3	98,6	98,7	102,9	107,6	103,7	103,7	103,7
Septembre	102,1	104,2	79,4	95,6	106,3	98,9	98,6	102,8	107,7	103,7	103,7	103,7
Octobre	102,3	105,9	80,8	97,2	106,6	98,1	98,4	102,6	107,9	103,7	103,7	103,7
Novembre	102,6	107,0	82,3	98,5	106,6	97,9	98,0	102,7	107,9	103,6	103,6	103,6
Décembre	102,7	107,3	83,0	98,8	106,6	98,1	98,3	102,6	108,0	103,7	103,7	103,7

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration du Commerce.

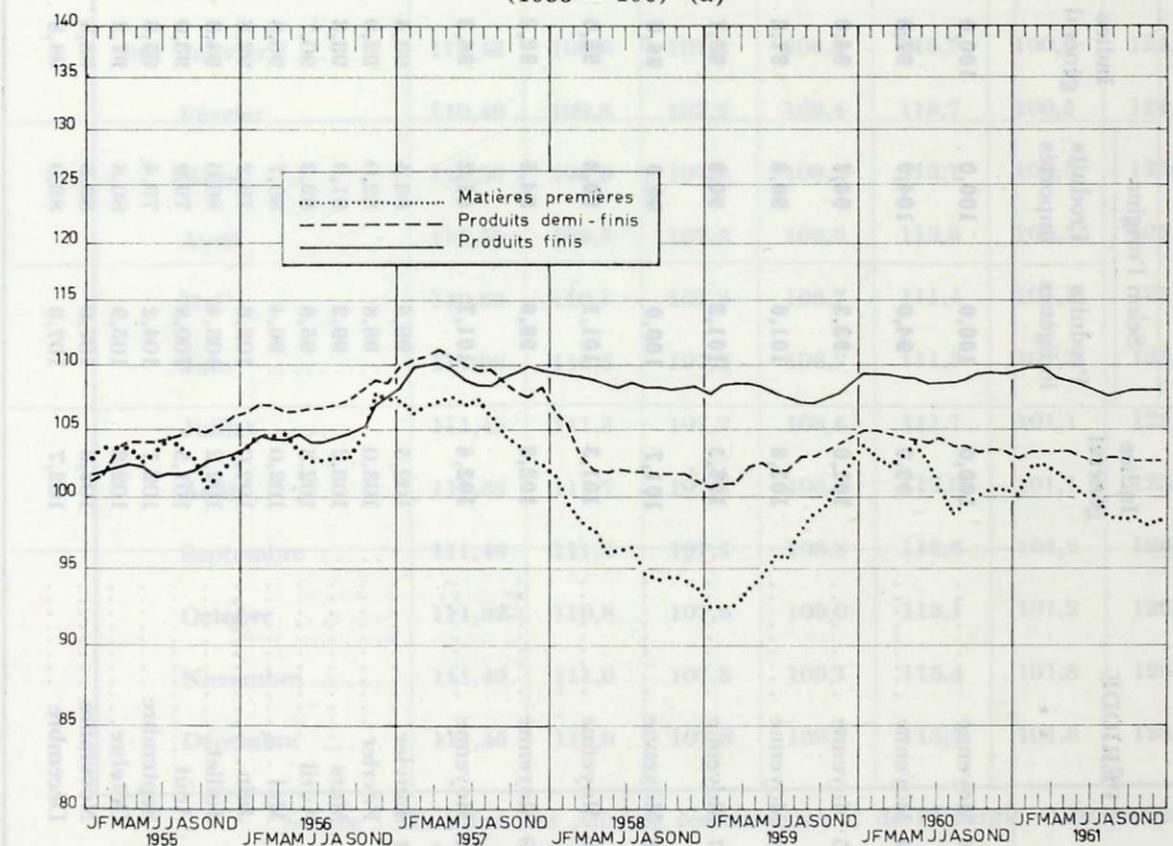
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros (1953 = 100) (a)



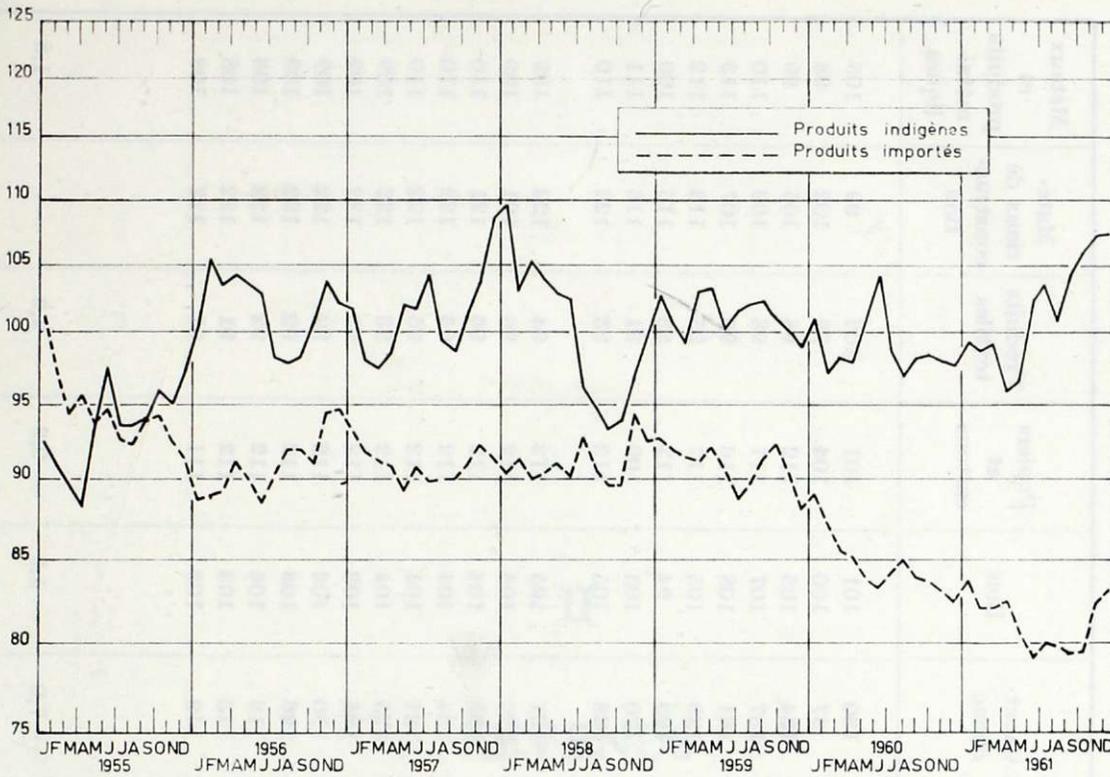
Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration du Commerce.
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros des produits industriels (1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration du Commerce.
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

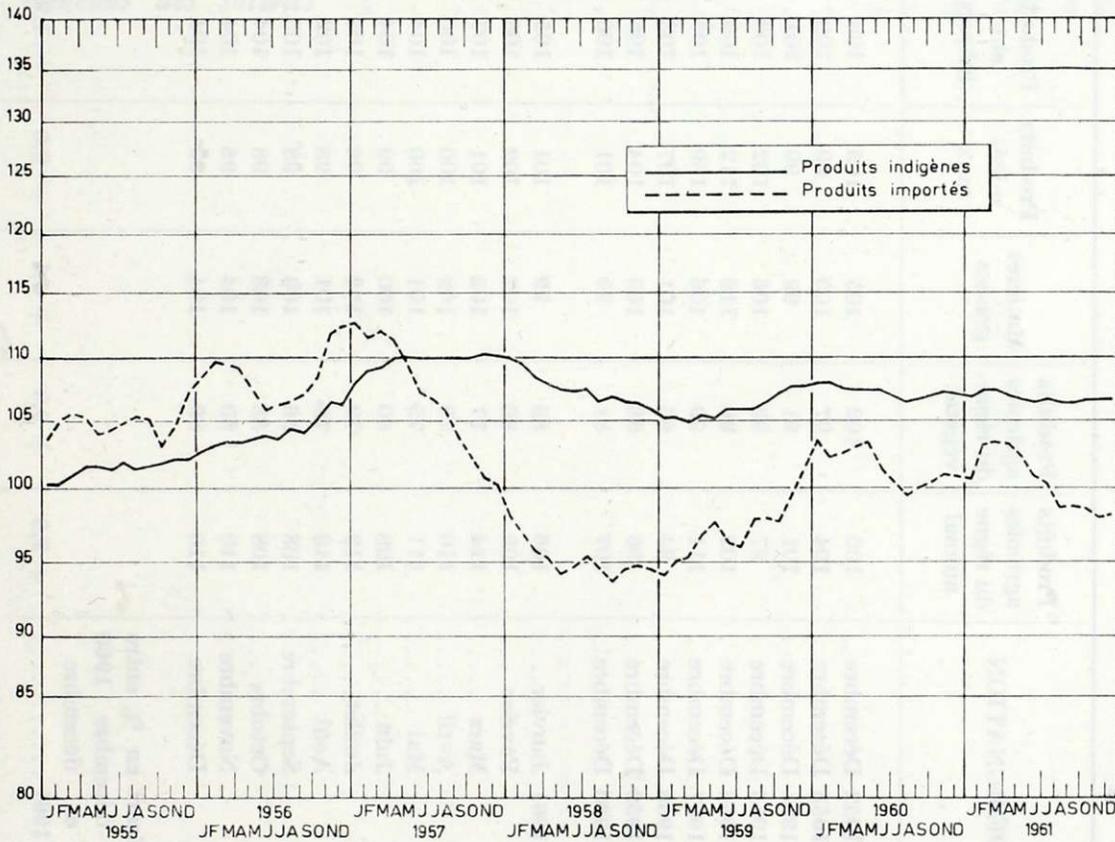
**Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes
(1953 = 100) (a)**



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

**Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes
(1953 = 100) (a)**



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices partiels des prix de gros

(1953 = 100) (a)

DÉSIGNATION	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
1952 Décembre .	106	102	105	105	106	103	130	101	101	102	99	105
1953 Décembre .	104	97	100	99	100	99	87	100	104	99	102	98
1954 Décembre .	101	91	99	99	101	88	134	105	112	98	105	99
1955 Décembre .	97	93	106	102	106	90	187	107	117	93	106	110
1956 Décembre .	102	96	116	112	106	89	161	108	116	99	107	113
1957 Décembre .	111	99	106	109	109	89	123	105	117	95	113	112
1958 Décembre .	94	96	101	107	108	90	123	94	112	83	115	109
1959 Décembre .	96	88	105	104	108	105	170	103	109	91	116	111
1960 Décembre .	107	81	99	101	106	100	128	105	112	93	122	110
1961 Janvier . . .	106	83	99	101	105	100	121	105	112	94	122	109
Février	109	80	102	102	106	101	122	105	112	96	121	109
Mars	114	77	102	101	107	102	128	104	112	96	121	110
Avril	110	76	102	100	106	101	134	104	112	95	122	110
Mai	111	75	101	100	104	101	131	104	112	95	122	110
Juin	109	80	100	99	104	102	125	104	112	93	122	109
Juillet	113	79	102	98	104	101	125	103	112	93	122	109
Août	113	78	101	98	102	101	130	103	112	92	122	109
Septembre	108	86	103	98	103	101	126	103	112	92	122	109
Octobre	108	88	103	98	104	101	118	103	112	92	122	108
Novembre	110	89	104	98	104	102	113	103	112	91	122	108
Décembre	110	89	104	99	104	103	119	103	111	91	122	108
Ecart en % entre décembre 1960 et décembre 1961	+ 2,8	+ 9,9	+ 5,1	- 2,0	- 1,9	+ 3,0	- 7,0	- 1,9	- 0,9	- 2,2	-	- 1,8

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

II

REVENUS

<i>Revenus du travail</i>	<i>p. 207 à 210</i>
<i>Revenus des sociétés</i>	<i>p. 211 à 218</i>

Indices des salaires conventionnels

Ouvriers, hommes + femmes

(1958 = 100)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	Coefficients de pondé- ration	1960				1961			
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc. (a)
Agriculture, sylviculture	1,92	104,6	104,5	104,6	105,0	105,9	105,6	105,5	105,6
Industries extractives	11,42	102,5	102,5	102,5	102,5	102,6	102,7	102,8	102,8
Industries manufacturières	62,52	103,2	103,6	106,2	107,4	108,4	109,2	110,3	111,1
dont : produits alimentaires	(4,14)	(106,1)	(106,7)	(107,0)	(108,0)	(108,4)	(109,0)	(109,8)	(112,3)
textiles	(9,55)	(102,3)	(102,3)	(102,3)	(107,3)	(107,6)	(107,8)	(112,2)	(116,1)
confection	(4,60)	(107,1)	(107,4)	(107,4)	(106,6)	(109,1)	(113,4)	(113,6)	(113,6)
chimie	(2,26)	(103,5)	(103,5)	(103,5)	(103,5)	(103,5)	(103,5)	(103,5)	(103,5)
métallurgie	(7,42)	(102,4)	(102,4)	(111,5)	(111,5)	(111,5)	(111,5)	(111,5)	(111,5)
fabrications métalliques	(18,89)	(102,5)	(102,5)	(107,2)	(107,8)	(109,6)	(109,9)	(109,9)	(109,9)
Construction	13,70	106,1	104,4	104,4	106,2	106,7	109,8	110,0	110,7
Electricité, gaz, eau	0,87	107,1	107,1	107,1	107,1	107,1	107,1	107,1	107,1
Commerce	1,81	106,7	106,7	107,1	107,1	109,5	109,5	111,8	113,3
Transports	2,66	104,3	103,0	103,0	104,3	104,3	104,4	104,4	105,6
Services	5,10	108,2	109,5	109,1	109,5	109,6	111,3	111,8	113,5
Indice général	100,00	103,4	103,7	105,9	106,7	107,4	108,5	109,2	110,0

(a) Données provisoires.

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Indices des salaires

(1953 = 100)

PÉRIODE	Salaires horaires bruts				Salaires-coûts			Salaires sociaux par mois dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type (a)		Ouvrier non qualifié	Charbonnages par jour	Autres industries par heure	Célibataire	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants	
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié							7	8	9
1	2	3	4	5	6	7	8	9		
1955	106	105	106	102	106	105	105	106		
1956	115	114	114	118	114	110	110	111		
1957	125	125	125	134	125	116	117	118		
1958	131	129	129	136	132	121	122	123		
1959	134	131	132	138	135	124	125	125		
1960 Mars	136	133	135	138,7	137,8	127,1	127,8	128,3		
Juin	139	135	137	140,7	142,8	130,6	130,7	130,7		
Septembre	138	135	136	140,6	141,2	129,0	129,4	129,7		
Décembre	141	136	138	142,3	144,0	131,7	131,7	131,5		
1961 Mars (c)	140	137	139	142,3	144,6	131,7	132,2	136,9		
Juin (c)	142	139	141	143,3	147,7	134,4	134,4	138,9		
Septembre (c)	144	141	142	143,8	148,2	134,9	134,6	139,1		
Décembre (c)	146	141	142	146,1	151,0	137,4	137,1	140,9		

(a) Les ouvriers des transports non compris.

(b) A l'exclusion des minés.

(c) Données provisoires.

Sources : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4).

Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques,

Louvain (col. 5 à 9).

Evolution des salaires horaires bruts

SECTEUR	Sexe des travailleurs	Gain horaire brut moyen (en francs)			Indices (1958 = 100)	
		Octobre 1959	Octobre 1960	Octobre 1961 (a)	Octobre 1960	Octobre 1961 (a)
		Industries extractives	hommes	39,36	39,72	39,88	102	103
Industries manufacturières.	hommes	32,20	33,30	34,69	105	110
	femmes	19,13	20,00	21,15	108	114
Industrie de la construction	hommes + femmes	28,56	29,59	31,04	106	111
	hommes	30,72	32,76	32,69	108	107
<i>Moyenne . . .</i>	hommes	32,98	34,16	34,96	105	108
	femmes	19,13	20,00	21,15	108	114
	hommes + femmes	30,24	31,36	32,24	105	108

(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Gain horaire brut en octobre 1960 (a)

Par province, région linguistique et sexe
(en francs)

DÉSIGNATION	Hommes		Femmes	Hommes + femmes	
	Non compris la sidérurgie et les charbonnages	Y compris la sidérurgie et les charbonnages	Non compris la sidérurgie et les charbonnages	Non compris la sidérurgie et les charbonnages	Y compris la sidérurgie et les charbonnages
	Anvers	34,72	34,72	20,33	31,76	31,76
Brabant	32,85	33,00	20,70	29,73	30,36
Flandre occidentale . . .	29,29	29,29	19,58	26,62	26,62
Flandre orientale	29,77	29,77	19,55	26,19	26,19
Hainaut	32,71	35,93	19,16	29,83	34,09
Liège	34,88	37,83	22,85	32,22	35,70
Limbourg	29,72	34,85	17,35	27,45	34,14
Luxembourg	32,15	34,50	18,91	30,31	33,56
Namur	33,49	33,82	19,79	32,27	32,85
<i>Le Royaume . . .</i>	32,45	34,16	20,00	29,37	31,36
Flandre	31,51	32,14	19,72	28,27	29,35
Wallonie	33,68	36,35	20,90	31,08	34,50
Arr. de Bruxelles	33,18	33,18	20,78	30,09	30,09

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1961 ne sont pas encore disponibles.

Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1950	85,7	19,3	22,5
1951	97,8	21,9	22,4
1952	100,6	24,0	23,9
1953	101,5	24,5	24,1
1954	104,3	25,3	24,3
1955	110,3	27,4	24,9
1956	119,0	29,5	24,8
1957	130,0	33,9	26,1
1958	131,4	34,9	26,5
1959	131,3	34,2	26,1
1960	139,0	38,0	27,3
1961 .....	..	..	..

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande.

(b) Retenues fiscales et sociales non déduites; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.

Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale (a)

(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1958	1959	1960
Vieillesse et décès prématuré	15 202,8	15 061,3	15 945,1
Maladie-invalidité	10 888,9	11 510,0	13 582,7
Chômage	6 104,8	7 996,5	6 690,9
Allocation familiales	9 346,4	9 847,2	10 489,7
Vacances annuelles	5 939,3	5 642,9	5 890,0
<i>Total ...</i>	47 482,2	50 057,9	52 598,4

Sources : Office National de Sécurité Sociale.

Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des
Marins naviguant sous Pavillon belge.

(a) Les données pour 1961 ne sont pas encore disponibles.

Rendement des sociétés par actions belges (a)
Exploitant en Belgique, au Congo et à l'étranger
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1936/1938	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961 (c)	Evolution de 1960 à 1961	
									en chiffres absolus	en pour- cent
<i>Nombre de sociétés recensées (b)</i>										
dont : en gain	7 594	13 838	13 978	14 132	13 997	14 454	14 201	14 260	+	59
en perte	5 748	10 082	10 396	10 821	10 471	10 184	10 433	10 552	+	119
	1 846	3 756	3 582	3 311	3 526	4 270	3 768	3 708	-	60
<i>Moyens d'action propres</i>	63 952	247 078	264 883	284 290	305 574	329 375	325 768	345 680	+	19 912
dont : capital versé	46 397	148 636	160 776	176 298	193 773	206 952	205 118	217 353	+	12 235
réserves	17 555	98 442	104 107	107 992	111 801	122 423	120 649	128 327	+	7 678
<i>Résultats d'exploitation :</i>										
Solde bénéficiaire net	4 537	25 093	30 040	33 015	28 213	22 797	27 286	27 219	-	67
Bénéfices	5 228	26 906	32 212	35 262	30 472	26 917	31 061	32 332	+	1 271
Pertes	691	1 813	2 172	2 247	2 259	4 120	3 775	5 113	+	1 338
<i>Dividendes bruts mis en paiement</i>	3 651	15 497	17 961	19 942	17 785	16 893	18 568	17 654	-	914
<i>Taux par rapport aux moyens d'action propres (en %) :</i>										
Solde net	7,1	10,2	11,3	11,6	9,2	6,9	8,4	7,87	-	0,5
Dividendes	5,7	6,3	6,8	7,0	5,8	5,7	5,7	5,10	-	0,6
<i>Dette obligataire au 31 décembre</i>	9 297	43 277	46 931	54 251	63 537	71 717	78 044	..	..	..
<i>Coupons d'obligations bruts</i>	476	1 884	2 130	2 274	2 655	3 170	3 572	..	..	..

Sources : Banque Nationale de Belgique (années 1936/1938).
Institut National de Statistique (années 1954 et suivantes).

(a) La statistique pour 1936/1938 n'est pas établie exactement sur la même base que les suivantes. En outre, indépendamment de l'augmentation progressive du nombre des sociétés, le pourcentage de sociétés publiant effectivement leur bilan est sujet à variations.

(b) En unités.

(c) Données provisoires.

Rendement des sociétés par actions belges

DÉSIGNATION	En Belgique						
	1953	1956	1957	1958	1959	1960	1961
	<i>Nombre de sociétés recensées</i>	12 396	13 426	13 551	13 433	13 894	13 819	13 905
dont : en bénéfice	8 711	9 972	10 365	10 031	9 777	10 147	10 350
en perte	3 685	3 454	3 186	3 402	4 117	3 672	3 555
<i>Moyens d'action propres</i>	183 067	208 750	221 573	239 260	257 105	267 651	278 900
dont : capital versé	109 464	125 896	133 180	148 079	157 422	164 210	171 268
réserves	73 603	82 854	88 393	91 181	99 683	103 441	107 632
<i>Résultats d'exploitation :</i>							
Solde bénéficiaire net	13 891	19 566	21 048	18 802	14 953	18 744	19 862
Bénéfices	15 721	21 316	23 009	20 739	18 622	22 210	23 910
Pertes	1 830	1 750	1 961	1 937	3 669	3 466	4 048
<i>Dividendes bruts mis en paiement</i>	8 833	11 160	12 353	11 293	10 575	12 061	12 810
<i>Dette obligataire</i>	30 937	45 194	51 452	60 484	68 526	74 888	..
<i>Coupons d'obligations bruts</i>	1 432	2 035	2 167	2 530	3 018	3 495	..
Rapport $\frac{\text{nombre de sociétés en perte}}{\text{nombre de sociétés recensées}}$	29,73	25,73	23,51	25,33	29,63	26,57	25,56
Rapport $\frac{\text{solde bénéficiaire net}}{\text{moyens d'action propres}}$	7,59	9,37	9,50	7,86	5,82	7,00	7,12
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{moyens d'action propres}}$	4,83	5,37	5,58	4,72	4,11	4,51	4,59
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{bénéfices réalisés}}$	56,19	52,36	53,69	54,45	56,79	54,30	53,57
Rapport $\frac{\text{coupons d'obligations bruts}}{\text{montant de la dette obligataire}}$	4,64	4,50	4,21	4,18	4,40	4,67	..
Rapport $\frac{\text{montant de la dette obligataire}}{\text{moyens d'action propres}}$	16,90	21,65	23,22	25,28	26,65	27,98	..

(a) Les sociétés belges dont le lieu de l'exploitation principale se situe au Congo, sont reprises à partir de 1961 sous rubrique « à l'étranger ».

après le lieu de leur exploitation (a)

Principale exploitation

Au Congo

A l'étranger

953	1956	1957	1958	1959	1960	1953	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
370	472	501	495	494	382	80	86	80	80	69	66	60	355
302	365	395	394	360	286	58	66	59	61	46	47	46	202
68	107	106	101	134	96	22	20	21	19	23	19	14	153

Unités

En millions de francs

1 937	46 042	50 534	54 619	60 517	58 116	7 479	9 660	10 090	12 182	11 695	11 753	11 802	66 780
2 980	29 946	36 093	38 619	42 202	40 908	3 836	4 195	4 933	7 025	7 075	7 328	7 115	46 085
3 957	16 096	14 441	16 000	18 315	17 208	3 643	5 465	5 157	5 157	4 620	4 425	4 687	20 695
5 564	9 281	10 614	8 246	6 862	8 541	1 033	1 259	1 194	1 353	1 166	982	1 010	7 357
3 768	9 643	10 870	8 491	7 258	8 850	1 088	1 314	1 254	1 384	1 243	1 038	1 049	8 422
204	362	256	245	396	309	55	55	60	31	77	56	39	1 065
3 838	6 033	6 623	5 542	5 571	6 507	458	588	768	966	950	748	776	4 844
1 271	2 201	2 772	3 026	3 164	3 156	63	40	40	28	27	27	27	..
57	94	105	124	150	77	3	2	2	2	1	1	1	..

En pour-cent

18,38	22,67	21,16	20,40	27,13	25,13	27,50	23,25	26,25	23,75	33,33	28,79	23,33	43,09
20,55	20,16	21,00	15,10	11,34	14,70	13,81	13,03	11,83	11,11	9,97	8,36	8,56	11,01
12,02	13,10	13,10	10,15	9,21	11,20	6,12	6,08	7,61	7,93	8,12	6,36	6,58	7,25
56,71	62,56	60,93	65,27	76,76	73,53	42,10	44,74	61,24	69,80	76,43	72,06	73,98	65,84
4,48	4,27	3,79	4,10	4,74	2,44	4,76	5,00	5,00	7,14	3,7	3,70	3,70	..
3,98	4,78	5,49	5,54	5,23	5,43	0,84	0,41	0,40	0,23	0,23	0,23	0,23	..

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des soldes bénéficiaires nets

Sociétés ayant leur principal siège

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité	Gaz
<i>Nombre de sociétés recensées (unités) :</i>															
1957	49	132	1 431	534	2 696	1 250	100	77	1 094	730	338	552	63	47	18
1958	49	134	1 414	532	2 702	1 245	100	78	1 041	701	336	538	62	44	17
1959	52	135	1 465	570	2 820	1 275	103	81	1 047	725	348	545	60	41	16
1960	53	137	1 457	563	2 853	1 271	100	79	1 009	725	341	534	57	40	16
1961	53	134	1 477	580	2 934	1 279	97	81	970	720	346	515	50	36	15
<i>Capitaux et réserves (en millions de francs) :</i>															
1953	6 100	1 358	18 837	2 495	7 364	17 148	17 389	5 166	19 724	10 659	1 183	14 200	2 588	15 174	2 964
1954	6 418	1 489	20 494	2 654	8 132	18 513	17 853	5 464	19 609	11 100	1 212	14 177	2 579	15 663	2 732
1955	6 954	1 645	21 798	2 811	8 765	19 425	16 045	5 777	19 417	11 427	1 307	14 896	2 578	16 493	2 772
1956	7 397	2 020	22 872	2 938	9 411	19 936	20 098	6 346	20 118	11 952	1 385	15 597	2 695	17 589	2 780
1957	7 810	2 433	26 535	3 014	8 814	21 158	21 636	7 503	20 054	12 484	1 469	17 372	2 760	19 238	2 574
1958	8 178	2 725	33 431	3 208	9 947	22 700	24 773	8 084	20 860	13 714	1 507	17 095	2 820	19 738	2 632
1959	8 722	2 796	36 641	3 615	10 961	25 015	25 512	8 552	22 031	14 537	1 631	18 771	2 944	21 032	2 681
1960	9 389	3 092	40 041	4 005	11 777	26 217	26 546	8 614	21 991	15 095	1 708	19 751	3 068	20 761	3 004
1961	9 923	3 440	43 218	4 605	13 212	26 654	29 597	9 044	21 521	13 477	1 766	21 082	2 433	22 841	3 000
<i>Soldes bénéficiaires nets (en millions de francs) :</i>															
1953	915	360	1 596	264	581	2 009	1 303	758	7	588	38	1 028	47	1 304	240
1954	1 021	391	1 776	282	666	1 798	607	759	289	734	72	836	157	1 456	163
1955	988	487	2 094	309	770	1 764	1 089	1 038	496	798	73	1 206	224	1 502	159
1956	1 137	611	2 134	355	972	1 765	2 346	1 558	441	856	97	1 416	308	1 558	210
1957	1 135	549	2 544	369	974	2 032	2 717	973	913	923	105	1 530	287	1 581	233
1958	1 216	555	2 725	378	776	1 993	1 584	693	626	877	93	1 230	270	1 636	210
1959	1 156	721	2 562	428	704	1 871	719	594	107	1 056	70	1 033	300	1 748	173
1960	1 177	687	2 783	435	1 134	2 120	1 903	945	844	1 202	107	1 394	523	1 808	130
1961	1 547	739	3 383	414	1 032	2 563	2 164	1 072	918	753	131	1 346	259	1 805	150
<i>Moyenne 1953/1961 ..</i>	1 144	567	2 400	359	845	1 991	1 604	932	516	865	87	1 224	264	1 600	183
<i>Dividendes mis en paiement (en millions de francs) :</i>															
1953	462	192	1 127	131	195	989	798	401	247	352	20	582	52	1 115	153
1954	499	209	1 258	146	191	923	410	408	252	394	22	502	131	1 165	129
1955	535	235	1 379	142	254	1 247	653	456	291	425	22	932	168	1 164	129
1956	564	283	1 506	163	266	1 065	1 324	537	286	446	22	750	236	1 251	150
1957	573	315	1 903	187	221	1 255	1 445	540	348	516	28	810	205	1 365	148
1958	612	347	1 932	186	216	1 110	1 057	491	321	466	32	543	139	1 458	130
1959	634	403	1 929	204	262	1 267	623	515	272	638	29	577	202	1 511	114
1960	680	420	2 032	229	275	1 533	992	581	452	720	38	711	290	1 539	110
1961	751	442	2 103	281	400	1 623	1 266	620	417	395	41	932	166	1 608	128
<i>Moyenne 1953/1961 ..</i>	590	316	1 685	185	253	1 224	952	505	321	484	28	704	177	1 353	133

des dividendes mis en paiement

de l'exploitation en Belgique

	Industrie du cuir	Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
160	311	566	304	508	499	54	93	119	124	40	48	34	177	206	507	13 551	
152	316	566	307	526	488	53	90	108	122	39	48	33	187	216	513	13 433	
158	325	590	334	579	497	55	90	110	114	39	47	33	187	228	548	13 894	
143	325	594	333	590	495	49	90	112	116	37	47	36	190	233	545	13 819	
147	317	574	336	627	507	46	91	111	119	37	43	36	175	210	542	13 905	
285	3 974	6 772	717	692	2 641	13 266	1 017	2 722	1 347	387	895	977	364	234	1 073	183 067	
217	4 039	7 907	763	736	2 832	13 195	1 052	2 884	1 360	441	657	995	398	260	1 119	190 019	
230	4 078	7 769	779	705	3 385	12 878	1 092	3 209	1 308	454	799	1 029	449	297	1 158	194 797	
154	4 266	8 174	849	809	3 583	12 855	1 157	3 727	1 292	508	871	1 192	559	336	1 269	207 850	
141	4 666	8 509	893	541	4 094	12 951	1 250	4 351	1 338	532	864	1 244	607	296	1 347	221 573	
095	4 780	9 136	863	660	4 249	13 078	1 232	4 067	1 352	561	871	1 275	691	343	1 331	239 260	
148	4 855	9 758	905	756	4 400	13 503	1 380	5 998	1 359	578	885	1 268	793	389	1 454	257 105	
073	5 319	9 854	958	816	4 659	12 897	1 397	6 768	1 368	620	1 120	1 338	939	439	1 523	267 652	
018	5 513	9 344	1 058	956	4 862	11 399	1 527	7 365	1 483	750	1 055	1 402	819	435	1 555	278 900	
-44	81	545	32	87	259	991	40	329	84	30	12	51	31	29	91	13 891	
-40	191	402	33	78	338	704	70	396	88	33	2	59	47	39	76	13 684	
-38	335	432	25	82	273	748	89	467	87	40	35	50	45	37	94	15 963	
-6	359	701	34	103	340	1 059	82	502	118	48	27	43	72	24	105	19 566	
-8	409	749	28	76	415	1 171	92	527	142	41	40	73	79	45	89	21 048	
-	365	692	40	69	435	1 096	92	457	127	47	13	79	91	47	101	18 802	
4	269	240	71	85	339	442	56	456	124	43	18	79	112	42	69	14 953	
35	350	229	6	71	348	917	78	593	145	77	21	132	147	53	81	18 744	
39	383	409	5	113	324	1 374	86	702	153	126	45	112	106	24	92	19 862	
6	305	489	30	85	341	337	76	492	119	54	19	75	81	38	89	17 390	
11	84	354	18	43	112	889	22	193	66	16	15	27	14	15	26	8 833	
5	105	299	21	35	117	723	31	229	67	18	10	29	21	15	18	8 452	
4	145	332	19	33	124	716	36	245	70	17	20	23	15	18	17	9 930	
2	156	445	23	34	137	937	39	275	83	20	26	21	15	11	19	11 160	
4	158	445	22	22	167	1 007	43	284	102	18	35	37	17	38	18	12 353	
6	161	404	27	24	166	876	38	241	100	18	24	33	17	22	21	11 293	
6	145	310	30	30	147	93	30	290	102	19	26	41	27	20	19	10 575	
10	154	326	11	35	135	63	34	373	112	22	29	42	35	24	19	12 061	
11	179	356	17	26	143	93	44	414	100	28	30	48	34	20	12	12 810	
7	143	363	21	31	139	600	35	283	89	20	24	33	22	20	19	10 830	

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Études et de la Documentation.

**Evolution des rendements, de la dette
Sociétés ayant leur siège en France**

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité	Gaz
<i>Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :</i>															
1952	7,53	13,54	5,50	5,97	3,20	5,70	6,26	9,09	2,69	3,87	1,91	4,65	3,11	6,93	3,0
1953	7,57	14,14	5,98	5,26	2,65	5,77	4,59	7,76	1,25	3,30	1,69	4,10	1,99	7,35	5,1
1954	7,78	14,03	6,14	5,50	2,35	4,99	2,30	7,47	1,29	3,55	1,82	3,54	5,07	7,28	4,7
1955	7,69	14,29	6,33	5,05	2,90	6,42	4,07	7,89	1,50	3,72	1,68	6,26	6,52	7,06	4,0
1956	7,62	14,01	6,58	5,55	2,83	5,34	6,59	8,46	1,42	3,73	1,59	4,81	8,76	7,11	5,4
1957	7,33	12,95	7,17	6,20	2,51	5,93	6,68	7,20	1,74	4,13	1,91	4,66	7,43	7,10	5,7
1958	7,48	12,73	5,78	5,79	2,17	4,89	4,27	6,07	1,54	3,40	2,12	3,18	4,93	7,39	4,9
1959	7,27	14,41	5,26	5,64	2,39	5,06	2,44	6,02	1,23	4,39	1,78	3,07	6,86	7,18	4,5
1960	7,24	13,58	5,07	5,72	2,34	5,85	3,74	6,74	2,06	4,77	2,22	3,60	9,45	7,41	3,8
1961	7,57	12,85	4,86	6,10	3,02	6,09	4,27	6,85	1,94	2,93	2,32	4,42	6,82	7,04	4,5
<i>Dette obligataire (en millions de francs; fin année) :</i>															
1952	912	—	14 543	364	227	1 249	2 358	151	482	591	64	1 073	90	4 300	20
1953	1 840	—	14 790	368	254	1 452	2 069	150	486	696	63	1 097	104	4 589	23
1954	2 759	—	18 264	487	297	1 426	2 303	148	503	765	59	1 091	83	4 764	23
1955	3 653	—	22 176	476	345	2 007	2 226	45	522	792	66	1 006	190	4 494	32
1956	3 972	701	24 576	604	363	2 005	2 158	52	510	789	70	1 038	193	4 434	32
1957	4 710	766	27 965	623	447	1 778	2 269	50	529	906	72	1 305	191	5 543	47
1958	6 406	863	33 960	612	595	1 679	3 133	45	473	896	71	1 383	190	5 871	40
1959	6 619	5 40	37 91	924	670	1 998	4 679	35	485	981	66	1 263	189	5 510	39
1960	7 264	6 46	39 2	972	838	1 915	4 763	23	457	872	65	1 266	188	5 441	37
1961 .....	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<i>Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :</i>															
1953	50,4	53,3	70,6	49,6	33,5	49,2	61,2	52,9	35,28,5	59,8	52,6	56,6	11,1	85,5	62
1954	48,9	53,4	70,8	51,7	28,6	51,3	67,5	53,7	87,1	53,6	30,5	60,0	83,4	80,0	80
1955	54,1	48,2	65,8	45,9	32,9	70,6	60,0	43,9	58,6	53,2	30,1	77,3	75,0	77,4	81
1956	49,6	46,3	70,6	45,9	27,4	60,3	56,4	34,5	64,9	52,1	22,7	53,0	76,6	80,3	71
1957	50,5	57,3	74,8	50,7	22,7	61,8	53,2	55,5	38,1	55,9	26,7	52,9	71,4	86,3	63
1958	50,3	62,5	70,9	49,2	27,8	55,7	66,7	70,8	51,3	53,1	34,4	44,1	51,5	89,1	60
1959	54,8	55,9	75,3	47,7	37,2	67,7	86,6	86,7	254,2	60,4	41,4	55,9	67,3	86,4	66
1960	57,8	61,1	73,0	52,6	24,3	72,3	52,1	61,5	53,6	59,9	35,5	51,0	55,4	85,1	85
1961	48,5	59,8	62,1	67,8	38,7	63,3	58,5	57,8	45,4	52,4	31,2	69,2	64,0	89,0	85
<i>Moyenne 1953/1961 ...</i>	51,6	55,7	70,2	51,5	29,9	61,5	59,4	54,2	62,2	56,0	32,2	57,5	67,0	84,6	71

ligataire et de l'autofinancement net
 exploitation en Belgique

INDUSTRIE DU CUIVRE	Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
69	3,75	5,00	2,75	5,36	4,17	7,67	2,99	7,73	4,34	3,76	2,21	2,94	2,91	3,10	2,89	5,30
86	2,13	5,23	2,50	6,23	4,22	6,70	2,16	7,09	4,88	4,13	1,65	2,78	3,87	6,41	2,44	4,83
42	2,59	3,78	2,74	4,76	4,13	5,48	2,95	7,94	4,93	4,08	1,52	2,91	5,29	5,77	1,61	4,45
25	3,56	4,27	2,44	4,68	3,66	5,56	3,30	7,63	5,35	3,74	2,50	2,24	3,34	6,06	1,47	5,09
17	3,66	5,44	2,71	4,20	3,82	7,29	3,37	7,38	6,42	3,94	2,99	1,76	2,68	3,27	1,50	5,37
35	3,39	5,23	2,46	4,07	4,08	7,78	3,44	6,53	7,62	3,38	4,05	2,97	2,80	12,84	1,34	5,58
55	3,37	4,42	3,13	3,64	3,91	6,70	3,08	5,93	7,40	3,21	2,76	2,59	2,46	6,41	1,58	4,72
52	2,99	3,18	3,31	3,97	3,34	0,69	2,17	4,83	7,51	3,29	2,94	3,23	3,40	5,14	1,31	4,11
93	2,90	3,31	1,15	4,29	2,90	0,49	2,43	5,51	8,19	3,55	2,59	3,14	3,73	5,47	1,25	4,51
08	3,24	3,80	1,60	2,72	2,94	0,81	2,88	5,62	6,74	3,73	2,84	3,42	4,15	4,60	0,77	4,59
78	223	364	18	12	144	848	39	350	8	12	5	52	2	2	19	28 925
82	192	651	18	14	187	906	40	386	8	12	5	52	26	6	40	39 037
78	257	736	17	11	194	1 073	40	362	12	20	4	52	26	8	42	36 237
70	362	670	23	46	199	1 015	40	370	7	24	24	69	26	9	44	41 394
63	412	742	23	51	307	972	36	519	10	26	24	68	25	10	48	45 194
52	419	1 161	23	51	347	985	33	560	10	26	24	65	2	10	48	51 452
48	423	1 187	26	55	359	940	30	589	10	26	24	61	2	10	47	60 484
45	333	1 453	27	72	353	860	29	487	9	26	26	57	18	10	38	68 526
42	304	1 451	25	93	348	780	29	700	8	26	30	52	21	14	39	74 888
..
—	103,7	64,9	56,2	49,4	43,2	89,7	55,0	58,7	78,6	53,3	125,0	52,9	45,2	51,7	28,6	63,6
—	55,0	74,4	63,6	44,9	34,6	102,7	44,3	57,8	76,1	54,5	500,0	49,1	44,7	38,5	23,7	61,8
—	43,3	76,8	76,0	40,2	45,4	95,7	40,4	52,5	80,5	42,5	57,1	46,0	33,3	48,6	18,1	62,2
—	43,5	63,5	67,6	33,0	40,3	88,5	47,6	54,8	70,3	41,7	96,3	48,8	20,8	45,8	18,1	57,0
—	38,6	59,4	78,6	28,9	40,2	86,0	46,7	53,9	71,8	43,9	87,5	50,7	21,5	84,4	20,2	58,7
—	44,1	58,4	67,5	34,8	38,2	79,9	41,3	52,7	78,7	38,3	184,6	41,8	18,7	46,8	20,8	60,1
50,0	53,9	129,2	42,3	35,3	43,4	—	53,6	63,6	82,3	44,2	144,4	51,9	24,1	47,6	27,5	70,7
28,6	44,0	142,4	183,3	49,3	38,8	—	43,6	62,9	77,2	28,6	—	31,8	23,8	45,3	23,5	64,3
28,2	46,7	87,0	340,0	23,0	44,1	—	51,1	58,9	65,3	22,2	66,6	42,8	32,0	83,3	13,0	64,5
—	46,9	74,2	70,0	36,5	40,8	—	46,1	57,5	74,8	37,0	126,3	44,0	27,2	52,6	21,3	62,3

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Sociétés belges par actions en bénéfiques (a)
Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1961 des sociétés recensées
ayant leur siège d'exploitation en Belgique

SECTEUR	Bénéfices moyens (en millions de francs)	Dividendes moyens mis en paiement	
		En millions de francs	En % des bénéfiques
Electricité	1 417	1 199	84,6
Opérations financières et immo- bilières	1 884	1 286	68,3
Carrières	112	76	67,9
Charbonnages	785	533	67,9
Industrie verrière	218	152	69,7
Métallurgie du fer	1 448	862	59,5
Cimenteries et industries con- nexes	417	236	56,5
Assurances	468	259	55,5
Banques	993	512	51,6
Non ferreux	845	440	52,1
Industrie alimentaire	866	431	49,8
Fabrications métalliques	2 192	1 112	50,7
Industrie chimique	1 297	642	49,5
Céramiques	46	21	45,7
Commerce de détail	344	165	48,0
Industrie du papier	307	130	42,3
Industrie de la terre cuite com- mune	59	24	40,7
Industrie textile	957	363	37,9
Commerce de gros et extérieur ..	978	234	23,9
Autres secteurs	2 121	1 032	48,7
<i>Total moyen ...</i>	17 771	9 709	54,6

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(A) L'attention est attirée sur le fait que les sociétés sans bénéfices ou en pertes ne sont pas reprises dans cette statistique.

CINQUIÈME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET
CONSOMMATION

I

INVESTISSEMENTS

Description	1950		1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960	
	Publ.	Priv.	Publ.	Priv.	Publ.	Priv.	Publ.	Priv.	Publ.	Priv.	Publ.	Priv.	Publ.	Priv.	Publ.	Priv.	Publ.	Priv.	Publ.	Priv.	Publ.	Priv.
1. Investissements en immobilisations	1000	2000	1500	3000	2000	4000	2500	5000	3000	6000	3500	7000	4000	8000	4500	9000	5000	10000	5500	11000	6000	12000
2. Investissements en fonds de roulement	500	1000	700	1400	900	1800	1100	2200	1300	2600	1500	3000	1700	3400	1900	3800	2100	4200	2300	4600	2500	5000
3. Investissements en valeurs mobilières	200	400	300	600	400	800	500	1000	600	1200	700	1400	800	1600	900	1800	1000	2000	1100	2200	1200	2400
4. Investissements en participations	100	200	150	300	200	400	250	500	300	600	350	700	400	800	450	900	500	1000	550	1100	600	1200
5. Investissements en immobilisations financières	50	100	70	140	90	180	110	220	130	260	150	300	170	340	190	380	210	420	230	460	250	500
Total	1850	3700	2570	5140	3490	6980	4250	8500	5100	10200	5950	11900	6800	13600	7650	15300	8500	17000	9350	18600	10200	20400

INVESTISSEMENTS

Investissements dans l'ensemble de l'économie

Défense nationale exclue
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1954		1955		1956		1957		1958		1959 (b)		1960(b)		1961 (c)	
	Sec- teur privé	Sec- teur public														
A. Bâtiments et Génie civil :																
1. Immeub. d'habitation (a)	18 080		17 960		19 020		28 000		24 320		25 200		28 500		30 000	
2. Locaux professionnels ..	8 050		8 900		9 750		10 910		10 370		10 000		12 000		16 000	
3. Transports et communi- cations		4 290		4 510		6 240		7 010		6 580		6 570		6 140		6 840
4. Bâtiments publics de l'Etat		750		1 170		1 400		1 420		1 290		3 120		2 350		2 380
5. Travaux des pouvoirs subordonnés.....		5 110		6 030		5 620		4 800		5 700		7 430		6 670		7 170
6. Travaux agricoles		410		490		530		530		500		530		550		500
Total par secteur ...	26 540	10 150	27 350	11 710	29 300	13 260	39 440	13 230	35 190	13 570	35 730	17 120	41 050	15 160	46 500	16 390
<i>Total A...</i>	36 690		39 060		42 560		52 670		48 760		52 350		56 210		62 890	
B. Outillage :																
1. Outillage industriel ..	18 930		20 160		25 630		25 400		24 570		25 160		27 930		32 000	
2. Avions	500		160		1 160		730		560		460		1 600		1 000	
3. Navires et bateaux	1 550		1 670	160	2 050	300	1 990	280	3 380	200	2 500	70	3 160	40	3 400	110
4. Outillage agricole	2 000		2 360		2 420		2 490		2 280		2 400		2 800		3 000	
5. Chemins de fer et tram- ways	80	1 600	110	3 500	180	1 870	130	1 810	180	2 300	100	2 090	230	1 570	250	1 870
6. Outillage destiné à d'autres branches ..	1 370	2 170	1 520	2 150	1 810	2 160	2 410	2 560	2 070	2 200	1 790	3 330	2 060	2 910	2 500	2 900
Total par secteur ...	24 430	3 820	25 980	5 810	33 250	4 330	33 150	4 650	33 040	4 700	32 410	5 490	37 780	4 520	42 150	4 880
<i>Total B...</i>	28 250		31 790		37 580		37 800		37 740		37 900		42 300		47 030	

(suite à la page 224)

Investissements dans l'ensemble de l'économie (suite)

Défense nationale exclue
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1954		1955		1956		1957		1958		1959 (b)		1960 (b)		1961 (c)	
	Sec- teur privé	Sec- teur public														
C. Véhicules automobiles :																
1. Véhicules utilitaires	2 630		2 400		2 300		2 350		2 250		2 120		2 730		3 000	
2. Voitures	4 100		4 600		4 600		4 850		4 800		5 000		5 500		6 000	
Total par secteur ...	6 730		7 000		6 900		7 200		7 050		7 120		8 230		9 000	
Total C ...	6 730		7 000		6 900		7 200		7 050		7 120		8 230		9 000	
D. Divers :																
Variation cheptel	320		- 60		50		720		450		770		- 220		500	
Total D ...	320		- 60		50		720		450		770		- 220		500	
Total général par secteur ...	58 020	13 970	60 270	17 520	69 500	17 590	80 510	17 880	75 730	18 270	76 030	22 610	86 840	19 680	98 150	21 270
Total général (A+B+C+D) ...	71 990		77 790		87 090		98 390		94 000		98 640		106 520		119 420	
Total général arrondi ...	72 000		77 800		87 100		98 400		94 000		98 600		106 500		119 400	

(a) Déduction faite des parts d'habitation attribuées aux locaux professionnels.
 (b) Données rectifiées.
 (c) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Investissements dans l'énergie de l'économie soviétique

(Millions de roubles soviétiques)
(in millions of roubles)

CATEGORIE	1955		1956		1957		1958		1959 (a)		1960 (a)	
	Sec. leur partie	Pub. leur partie	Sec. leur partie	Pub. leur partie	Sec. leur partie	Pub. leur partie	Sec. leur partie	Pub. leur partie	Sec. leur partie	Pub. leur partie	Sec. leur partie	Pub. leur partie
C. Pétrole et hydrocarbures												
1. Vidéantenne et travaux	2 455	1 400	3 450	1 450	3 250	1 250	3 250	1 250	3 150	1 250	3 000	1 000
2. Vidéantenne	1 100	4 000	1 000	4 000	1 000	4 000	1 000	4 000	1 000	4 000	1 000	4 000
Total par secteur	3 555	5 400	4 450	5 450	4 250	5 250	4 250	5 250	4 150	5 000	4 000	5 000
Total C	3 555	5 400	4 450	5 450	4 250	5 250	4 250	5 250	4 150	5 000	4 000	5 000
D. Divers												
1. Vidéantenne diversifié	250	60	250	60	250	60	250	60	250	60	250	60
Total D	250	60	250	60	250	60	250	60	250	60	250	60
Total général par secteur	3 805	5 460	4 700	5 510	4 500	5 310	4 500	5 310	4 400	5 060	4 250	5 060
Total général (A + B + C + D)	71 950	23 750	67 000	20 250	64 000	20 000	64 000	20 000	63 000	19 500	63 000	19 500
Total général annuel	28 000	17 500	27 500	16 500	27 000	16 000	27 000	16 000	26 500	15 500	26 500	15 500

(a) Données relatives aux plans quinquennaux approuvés par le Comité central du P.C.S. (Union soviétique) et les Comités centraux des Républiques et des Territoires autonomes.

Consommation des produits industriels en 1961
En % des valeurs totales par branche d'industrie

BRANCHE D'INDUSTRIE	Origine par branche d'industrie			Production nationale			Destination par branche d'industrie			
	Importations		Total	(a)	Valeur ajoutée	Total	Exportations	Marché intérieur		
	Matières premières et produits demi-finis	Produits finis						Fournitures et accroissement stock	Consommation	Total
Charbonnages	—	—	15,6	6,4	78,0	84,4	11,0	51,0	38,0	89,0
Cokéfaction et gaz	—	—	0,1	65,3	34,6	99,9	7,2	84,2	8,6	92,8
Electricité	—	—	2,3	21,4	76,3	97,7	3,4	52,9	43,7	96,6
Sidérurgie	24,1	—	24,1	24,5	51,4	75,9	74,0	24,9	1,1	26,0
Industrie des métaux non ferreux	69,5	—	69,5	3,6	26,9	30,5	71,6	25,1	3,3	28,4
Industries chimiques :										
— chimie minérale	32,5	1,9	34,4	27,9	37,7	65,6	58,9	22,5	18,6	41,1
— chimie organique	—	—	56,6	16,5	26,9	43,4	32,7	36,5	30,8	67,3
— chimie diverse	1,2	21,1	22,3	38,9	38,8	77,7	24,2	4,7	71,1	75,8
Industrie pétrolière	48,7	32,5	81,2	0,2	18,6	18,8	28,8	26,5	44,7	71,2
Industrie du caoutchouc	18,0	35,9	53,9	12,3	33,8	46,1	15,4	—	84,6	84,6
Industrie du papier	6,4	27,5	33,9	14,9	51,2	66,1	4,7	1,2	77,1	78,3
Industrie textile et confection	30,8	17,4	48,2	5,0	46,8	51,8	55,4	1,4	43,2	44,6
Industrie des matériaux de construction	5,8	6,5	12,3	15,5	72,2	87,7	36,1	55,1	8,8	63,9
Industrie de la construction	—	—	—	27,1	72,9	100,0	—	—	100,0	100,0
Industrie du bois	30,4	7,8	38,2	18,6	43,2	61,8	13,4	26,7	59,9	86,6
Industrie des peaux et cuirs	25,7	10,2	35,9	9,9	54,2	64,1	26,8	—	73,2	73,2
Industrie du tabac	46,4	8,6	55,0	2,1	42,9	45,0	19,8	—	80,2	80,2
Industrie alimentaire	21,2	9,6	30,8	35,8	33,4	69,2	8,2	22,0	69,8	91,8

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration de l'Industrie, Service Planning industriel et Expansion économique.

(a) Comprend les fournitures par d'autres industries, les fournitures pour l'agriculture, les prélèvements sur stocks.

Consommation
Par catégorie de produits

DÉSIGNATION	Unité	1959	1960	1961
<i>Produits alimentaires :</i>				
Viande fraîche et congelée (a)	10 ³ t	433,5	453,6	452,0
Lait (33 ‰ de matières grasses) :				
livraisons des fermiers aux laiteries ...	10 ⁶ litres	1 833,2	2 009,4	2 210,0
ventes des laiteries aux particuliers.....	10 ⁶ litres	432,5	450,5	455,1
Sucre : total déclaré en consommation ...	10 ³ t	266,1	273,3	270,4
Confitures (b) :				
confitures proprement dites	10 ³ t	11,5	12,9	13,7
fruits confits, corin de prunes, fruits au sirop et conserves de fruits au naturel	10 ³ t	10,4	11,4	15,9
Margarine (b)	10 ³ t	106,9	114,4	115,3
Beurre (c)	10 ³ t	99,0	94,0	90,6
Pommes de terre (d)	10 ³ t	1 357,0	1 893,8	1 780,1
Farine (e)	10 ³ t	790,9	799,9	763,2
<i>Boissons et tabacs :</i>				
Bière	10 ³ hl	10 805,0	10 283,1	10 647,6
Alcool (à 50°, temp. 15° C.) :				
alcool à bouche	10 ³ hl	121,1	150,1	133,0
alcool industriel	10 ³ hl	130,5	136,2	149,8
Vins et moûts de raisins (f)	10 ³ hl	592,2	663,1	710,8
Vins mousseux	10 ³ hl	30,3	32,2	32,6
Tabacs préparés :				
cigares.....	10 ⁶ pièces	217,4	231,6	257,6
cigarillos	10 ⁶ pièces	596,7	647,0	660,7
cigarettes	10 ⁶ pièces	10 307,8	10 973,1	11 253,5
tabac à fumer	10 ³ t	8,8	8,5	8,3
<i>Habillement :</i>				
Cuir lourds à semelles (d)	10 ³ t	2,9	2,1	2,6
Chaussures (d) :				
dites « tout cuir »	10 ⁶ paires	10,9	11,1	11,5
autres chaussures (g)	10 ⁶ paires	2,9	3,3	3,4
Pantoufles (d)	10 ⁶ paires	7,5	7,9	8,8
<i>Autres produits :</i>				
Gaz (h)	10 ⁶ m ³	525,0	557,6	596,4
Charbons domestiques (i)	10 ³ t	5 268,0	5 221,5	5 408,8
Pneumatiques pour vélocipèdes (d) :				
enveloppes	10 ⁶ pièces	3,3	3,8	3,8
chambres à air	10 ⁶ pièces	2,6	4,0	4,8

Sources : Institut National de Statistique et diverses autres sources.

- (a) Pour la viande porcine, à l'exclusion des abattages à la ferme non déclarés, mais y compris le lard frais destiné à l'exportation.
 (b) Ventes.
 (c) Estimations (y compris variations de stock et toutes importations).
 (d) Estimation de la production.
 (e) Quantités produites; importations négligeables.
 (f) Importations.
 (g) A l'exclusion des chaussures et pantoufles dont la fabrication relève de l'industrie du caoutchouc
 (h) Consommation domestique.
 (i) Y compris le charbon livré aux mineurs

Ventes à la consommation
Indices par secteur et par catégorie d'articles
(moyenne mensuelle 1953 = 100)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	DÉSIGNATION	1959	1960	1961
<i>Grands magasins à rayons multiples (a) :</i>							
<i>Indice général</i>	144	156	161	Parfumerie, toilette	130	140	148
Alimentation	145	159	160	Jeux, jouets, sports, voyages	134	153	159
périssable	142	153	155	<i>Grandes entreprises spécialisées dans l'habil-</i>			
non périssable	148	169	171	<i>lement :</i>			
restaurant	155	162	158	Hommes	136	144	168
Habillement	149	159	164	Dames (b)	89	116	124
aunages	121	119	114	Sous-vêtements, accessoires, articles de	104	106	116
dessus hommes	173	204	219	parure			
dessus femmes	135	151	159	<i>Coopératives :</i>			
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapel-				<i>Indice général</i>	132	138	144
lerie	179	187	196	Boulangerie			
mercerie, rubans, patrons	109	159	108	Alimentation (sauf boulangerie)	115	122	126
chaussures, pantoufles	162	180	182	Habillement	142	146	153
articles divers de parure	132	143	149	Ameublement	110	112	117
Ameublement	126	141	145	Articles de ménage	148	132	136
textiles	120	128	133	Tabacs	110	127	134
meubles, lustrerie	132	156	158	Librairie-papeterie	111	130	136
Ménage	150	162	165	Parfumerie, articles de luxe	144	149	165
articles de ménage	128	134	134	Restaurant, tea-room	148	156	172
appareils ménagers, électricité	258	301	318	Divers	116	114	119
Tabacs, articles pour fumeurs	163	175	192	<i>Sous-vêtements et mercerie, articles de parure</i>	131	145	156
Librairie-papeterie	150	156	165	(c)	115	111	114
librairie	151	160	177	<i>Chaussures et pantoufles (c)</i>	123	134	157
papeterie	150	155	163	<i>Entreprises à succursales (alimentation)</i>	138	144	152

Source : Institut National de Statistique.

(a) Grands magasins à rayons multiples, sans limitation de chiffres d'affaires, mais à l'exclusion de ceux qui sont spécialisés en confection et repris dans la rubrique suivante.

(b) Par suite de la modification du nombre de firmes comprises dans l'échantillon, les indices à partir de l'année 1960 ne sont plus entièrement comparables à ceux des années antérieures.

(c) La majorité des firmes recensées sont des magasins à succursales.

Ventes à la consommation en 1961

(moyenne mensuelle 1953 = 100)

MOIS	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives	Entreprises à succursales (alimentation)
Janvier	129	143	142
Février	142	134	144
Mars	168	148	147
Avril	153	136	147
Mai	154	146	156
Juin	161	144	151
Juillet	165	134	146
Août	143	141	145
Septembre	153	142	151
Octobre	163	145	152
Novembre	181	142	151
Décembre	216	175	198

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à la consommation en 1961

Produits alimentaires (a)

(mois correspondant de 1960 = 100)

MOIS	Indices mensuels des ventes à la consommation			Indices des prix de détail en alimentation	Indices mensuels corrigés par l'indice des prix de détail		
	Grands magasins (b)	Coopératives	Entreprises à succursales		Grands magasins	Coopératives	Entreprises à succursales
Janvier	89	106	104	99,5	89	107	105
Février	100	100	104	100,0	100	100	104
Mars	105	107	102	100,3	105	107	102
Avril	93	101	102	100,4	93	101	102
Mai	104	107	112	100,7	105	106	111
Juin	108	104	111	100,8	107	103	110
Juillet	93	94	98	102,3	91	92	96
Août	104	106	104	102,8	101	103	101
Septembre ...	104	109	111	102,3	102	107	109
Octobre	98	104	108	101,4	97	103	106
Novembre ...	102	106	101	101,3	101	105	100
Décembre ...	110	107	108	101,2	108	106	107

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Non compris la boulangerie.
(b) Y compris leurs restaurants.

Ventes à tempérament
Nombre de contrats et crédits annuels accordés
par nature des marchandises

NATURE DES MARCHANDISES	Nombre de contrats			Crédits accordés					
				En millions de francs		%			
	1959	1960	1961	1959	1960	1959	1960		
Camions et camionnettes, autobus, matériel de transport lourd	9 635	9 551	10 003	840	946	1 042	11,3	9,8	10,3
Matériel agricole et tracteurs agricoles.	4 712	5 058	5 742	208	212	227	2,5	2,2	2,2
Autos pour le transport de personnes, excepté autobus	62 513	76 221	80 765	2 539	3 331	3 488	29,9	34,7	34,4
Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	34 678	38 171	33 137	284	289	271	3,5	3,0	2,7
Textiles, fourrures, vêtements	509 330	567 893	801 129	620	680	651	7,6	7,1	6,4
Livres	40 525	41 471	45 072	72	75	77	0,9	0,8	0,7
Equipement professionnel autre que les articles repris aux rubriques antérieures (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	17 000	19 218	18 338	648	665	832	7,9	6,9	8,2
Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	496 517	553 395	573 383	2 919	3 312	3 417	35,7	34,5	33,7
Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)	10 366	13 918	15 516	60	96	128	0,7	1,0	1,3
<i>Total</i>	1 185 276	1 324 896	1 583 085	8 185	9 606	10 132	100,0	100,0	100,0

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament
Crédits annuels accordés

SYSTÈME DE FINANCEMENT	1960			1961		
	Nombre	Montant		Nombre	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Financement direct par les vendeurs	783 375	3 049	32	1 055 871	3 355	33
Financement par interven- tion au contrat de ven- te :						
— de banques	96 745	3 025	31	99 992	3 086	30
— d'organismes de finan- cement ou de particu- liers	444 776	3 532	37	427 222	3 691	37
<i>Total ...</i>	1 324 896	9 606	100	1 583 085	10 132	100

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament
Retards de paiement de trois termes échus et plus

SYSTÈME DE FINANCEMENT	Nombre de contrats en cours au 30 juin		Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du 2 ^e semestre			
	1960	1961	1960		1961	
			Nombre	%	Nombre	%
Financement direct par les vendeurs	534 420	642 980	23 742	47	25 822	51
Financement par interven- tion au contrat de ven- te :						
— de banques	144 280	159 543	1 436	3	1 377	3
— d'organismes de finan- cement ou de particu- liers	529 709	615 701	25 523	50	23 241	46
<i>Total ...</i>	1 208 409	1 418 224	50 701	100	50 440	100

Source : Institut National de Statistique.

SIXIÈME PARTIE

RELATIONS ÉCONOMIQUES
EXTÉRIEURES

<i>Mouvement général</i>	p. 217 à 239
<i>Structure du commerce extérieur</i>	p. 240 à 244
<i>Répartition géographique du commerce mondial</i>	p. 245 à 248
<i>Balances commerciales</i>	p. 249 à 252
<i>Balances des paiements</i>	p. 253 à 256

TABLEAU 1
Financement des dépenses de santé

Système de financement	1990			1991		
	Milliards de francs	%	Nombre	Milliards de francs	%	Nombre
Financement des dépenses de santé par les assurés	100 000	100	100 000	100 000	100	100 000
Financement des dépenses de santé par les collectivités locales	10 000	10	10 000	10 000	10	10 000
Financement des dépenses de santé par les entreprises	10 000	10	10 000	10 000	10	10 000
Financement des dépenses de santé par les particuliers	10 000	10	10 000	10 000	10	10 000
Total	100 000	100	100 000	100 000	100	100 000

SIXIÈME PARTIE RELATIONS ÉCONOMIQUES

TABLEAU 2
Financement des dépenses de santé

Système de financement	1990		1991		1992	
	Milliards de francs	%	Milliards de francs	%	Milliards de francs	%
Financement des dépenses de santé par les assurés	100 000	100	100 000	100	100 000	100
Financement des dépenses de santé par les collectivités locales	10 000	10	10 000	10	10 000	10
Financement des dépenses de santé par les entreprises	10 000	10	10 000	10	10 000	10
Financement des dépenses de santé par les particuliers	10 000	10	10 000	10	10 000	10
Total	100 000	100	100 000	100	100 000	100

Source : Institut National de Statistique

MOIS	1949		1950		Solde comptable	Solde de paiement
	Importations en millions de francs	Exportations en millions de francs	Importations en millions de francs	Exportations en millions de francs		
1949 Moyenne mensuelle	2.240	2.490	18.740	18.210	500	530
1950 Moyenne mensuelle	2.287	2.720	18.240	21.170	-2.930	-2.870
1954 Moyenne mensuelle	2.700	2.810	18.400	21.100	-2.700	-2.700
1955 Moyenne mensuelle	2.210	2.200	18.200	18.200	0	0
1956 Moyenne mensuelle	2.250	2.400	18.200	18.200	0	0
1957 Moyenne mensuelle	2.210	2.410	18.200	18.200	0	0
1958 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1959 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1960 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1961 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1962 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1963 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1964 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1965 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1966 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1967 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1968 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1969 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1970 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1971 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1972 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1973 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1974 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1975 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1976 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1977 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1978 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1979 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1980 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1981 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1982 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1983 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1984 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1985 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1986 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1987 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1988 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1989 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1990 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1991 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1992 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1993 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1994 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1995 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1996 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1997 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1998 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
1999 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2000 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2001 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2002 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2003 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2004 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2005 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2006 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2007 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2008 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2009 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2010 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2011 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2012 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2013 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2014 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2015 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2016 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2017 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2018 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2019 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2020 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2021 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2022 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2023 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2024 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2025 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2026 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2027 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2028 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2029 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
2030 Moyenne mensuelle	2.200	2.400	18.200	18.200	0	0
Total (en millions de francs)	65 413	72 778	219 002	206 200	12 802	12 802

I

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Mouvement général p. 237 à 239

Structure du commerce extérieur p. 240 à 244

Répartition géographique du commerce spécial p. 245 à 248

Balance commerciale p. 249 à 253

Balance des paiements p. 254 à 256

(1) Les valeurs annuelles correspondent aux révisions qui ne sont pas reprises dans les chiffres mensuels. Les valeurs annuelles sont considérées comme définitives. Les valeurs mensuelles et les moyennes mensuelles correspondent aux révisions qui ne sont pas reprises dans les chiffres mensuels.

ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION

p. 237 à 239	Mouvement général.
p. 240 à 244	Structure du commerce extérieur.
p. 245 à 248	Répartition géographique du commerce spécial.
p. 249 à 253	Balances commerciales.
p. 254 à 256	Balances des paiements.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Commerce spécial

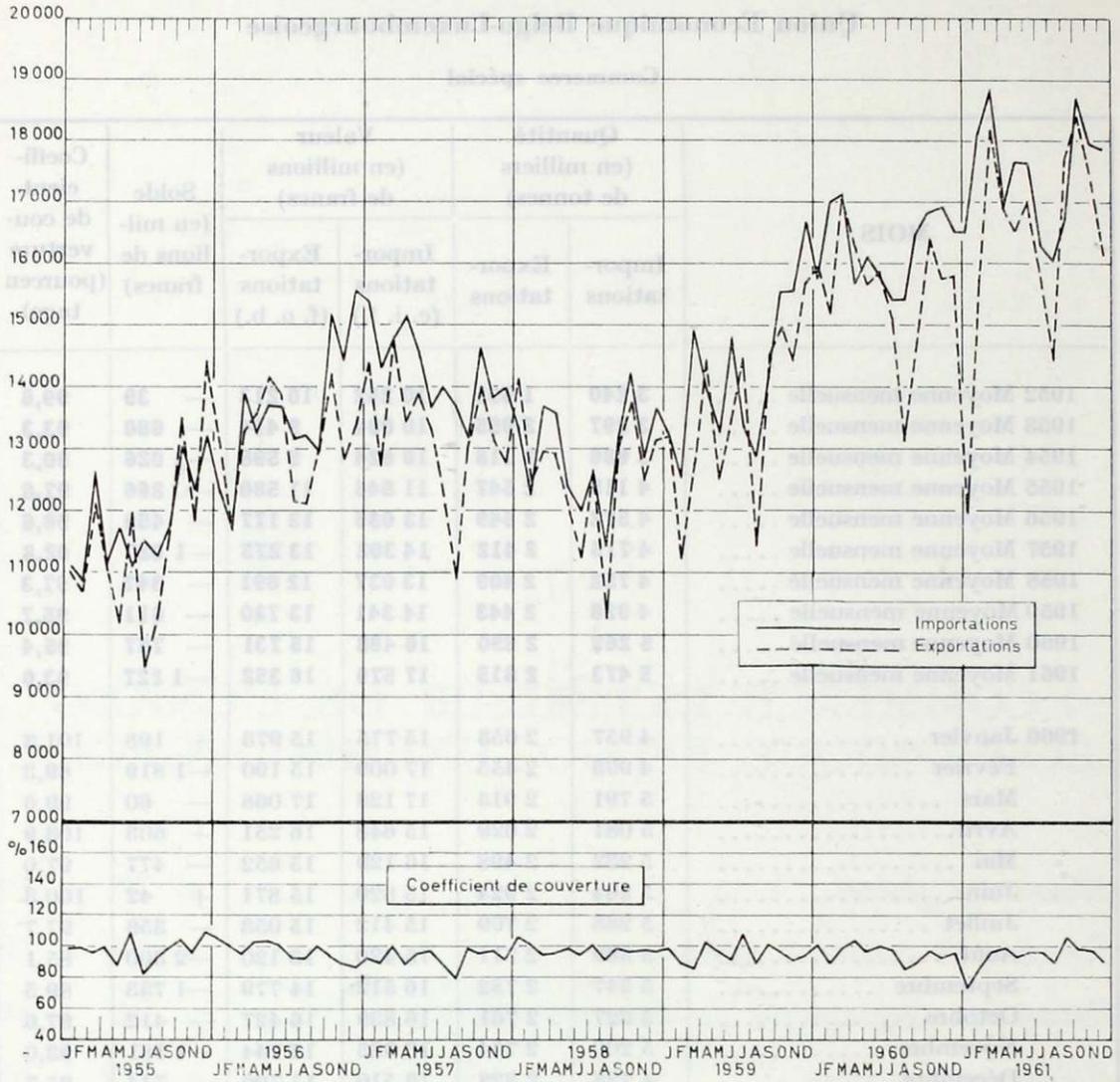
MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en mil- lions de francs)	Coeffi- cient de cou- verture (pourcen- tage)
	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations (c. i. f.)	Expor- tations (f. o. b.)		
1952 Moyenne mensuelle	3 240	1 695	10 252	10 213	— 39	99,6
1953 Moyenne mensuelle	3 297	2 055	10 094	9 414	— 680	93,3
1954 Moyenne mensuelle	3 686	2 118	10 624	9 598	—1 026	90,3
1955 Moyenne mensuelle	4 115	2 547	11 846	11 580	— 266	97,8
1956 Moyenne mensuelle	4 572	2 549	13 635	13 177	— 458	96,6
1957 Moyenne mensuelle	4 715	2 412	14 302	13 275	—1 027	92,8
1958 Moyenne mensuelle	4 752	2 409	13 037	12 691	— 347	97,3
1959 Moyenne mensuelle	4 928	2 443	14 341	13 730	— 611	95,7
1960 Moyenne mensuelle	5 269	2 690	16 488	15 731	— 757	95,4
1961 Moyenne mensuelle	5 473	2 815	17 579	16 352	—1 227	93,0
1960 Janvier	4 957	2 653	15 775	15 973	+ 198	101,3
Février	4 993	2 455	17 009	15 190	—1 819	89,3
Mars	5 791	2 913	17 128	17 068	— 60	99,6
Avril	5 081	2 629	15 648	16 251	+ 603	103,9
Mai	5 232	2 498	16 129	15 652	— 477	97,0
Juin	5 264	2 924	15 829	15 871	+ 42	100,3
Juillet	5 288	2 709	15 412	15 053	— 359	97,7
Août	5 369	2 711	15 420	13 120	—2 300	85,1
Septembre	5 547	2 782	16 512	14 779	—1 733	89,5
Octobre	5 327	2 761	16 839	16 427	— 412	97,6
Novembre	5 200	2 764	16 925	15 744	—1 181	93,0
Décembre	4 728	2 328	16 510	15 796	— 714	95,7
<i>Total (a) ...</i>	63 227	32 276	197 854	188 772	— 9 082	95,4
1961 Janvier	4 318	1 633	16 518	11 987	—4 531	72,6
Février	5 167	2 396	18 129	15 771	—2 358	87,0
Mars	5 703	3 152	18 831	18 212	— 619	96,7
Avril	5 532	2 680	16 960	16 901	— 59	99,7
Mai	5 685	2 892	17 678	16 523	—1 155	93,5
Juin	5 551	3 070	17 653	17 013	— 640	96,4
Juillet	5 414	2 897	16 279	15 695	— 584	96,4
Août	5 637	3 146	16 057	14 432	—1 625	89,9
Septembre	5 342	3 160	16 707	17 726	+1 019	106,1
Octobre	6 082	3 012	18 739	18 401	— 338	98,2
Novembre	5 246	2 990	17 965	17 461	— 504	97,2
Décembre	5 522	2 753	17 852	16 112	—1 720	90,4
<i>Total (a) ...</i>	65 673	33 779	210 952	196 220	—14 732	93,0

Source : Institut National de Statistique.

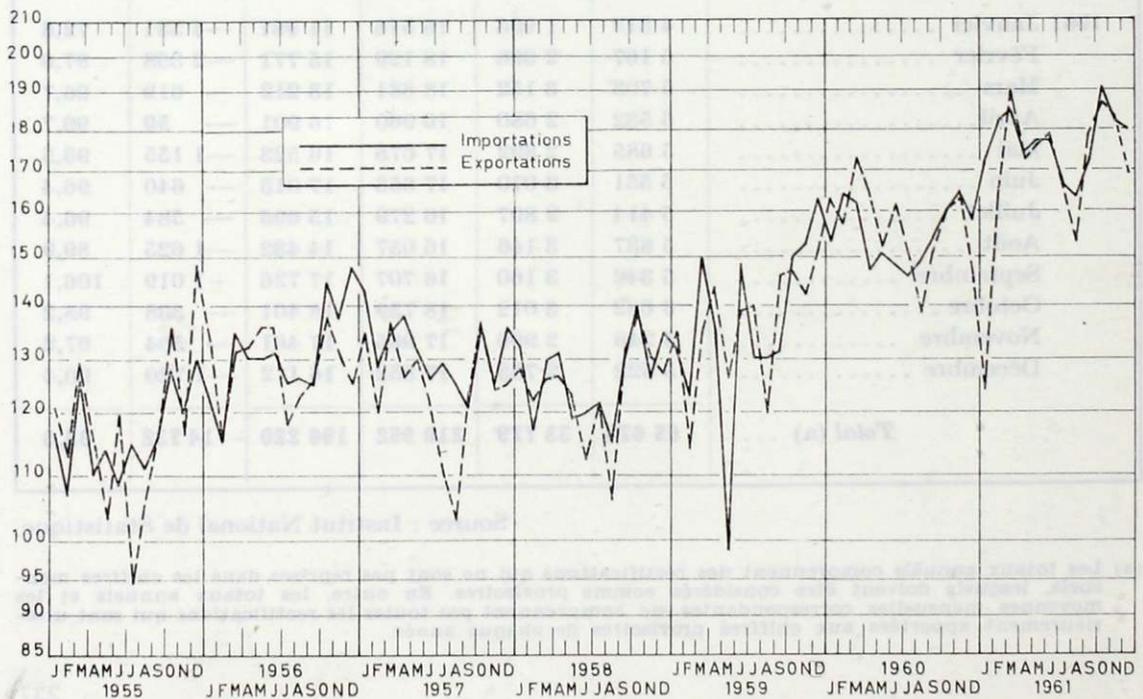
(a) Les totaux annuels comprennent des rectifications qui ne sont pas reprises dans les chiffres mensuels, lesquels doivent être considérés comme provisoires. En outre, les totaux annuels et les moyennes mensuelles correspondantes ne comprennent pas toutes les rectifications qui sont ultérieurement apportées aux chiffres provisoires de chaque année.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur
(en millions de francs)



Indices de volume (1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation
(1953 = 100)

DÉSIGNATION	Volume						Valeur moyenne							
	1951	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1951	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. <i>Importations</i>	97	136	139	137	154	174	183	109	99	102	95	93	93	95
Matières premières et auxiliaires	99	134	138	130	153	173	181	116	100	98	87	86	89	89
Biens d'équipement	97	151	139	138	140	163	173	82	97	109	108	110	111	124
Biens de consommation durables	85	152	160	175	214	271	277	97	92	92	88	86	88	92
Biens de consommation non durables	101	121	133	132	150	158	171	98	97	100	99	95	94	94
B. <i>Exportations</i>	97	136	133	136	154	168	177	120	103	106	99	95	97	96
Matières premières et auxiliaires	104	134	132	134	157	171	173	125	105	105	95	92	97	95
Biens d'équipement	96	126	129	122	120	152	179	92	100	112	120	117	105	110
Biens de consommation durables	101	209	204	200	248	279	318	111	94	97	101	94	94	85
Biens de consommation non durables	103	153	150	162	177	198	235	112	94	96	94	92	92	93
C. <i>Taux d'échange</i> (= $\frac{B}{A}$)								110	104	104	105	102	104	101

Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Exportations par secteur industriel
(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale						
	1953	1957	1958	1959	1960	1961	1953	1957	1958	1959	1960	1961
A. Sidérurgie	24,9	41,3	37,0	37,5	47,6	42,5	22,0	25,9	24,3	22,8	25,2	21,7
1. Formes primaires	1,6	3,3	4,1	3,1	6,0	4,8	1,4	2,1	2,7	1,9	3,2	2,5
2. Produits mi-finis	23,3	38,0	32,9	34,4	41,6	37,7	20,6	23,8	21,6	20,9	22,0	19,2
B. Fabrications métalliques	18,4	25,7	27,4	28,5	32,6	38,0	16,3	16,1	18,0	17,3	17,3	19,4
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	3,1	4,6	4,3	4,8	5,1	5,9	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	3,0
2. Machines (sauf électriques)	4,4	7,2	7,5	7,6	9,5	12,0	3,9	4,5	4,9	4,6	5,0	6,1
dont : machines pour le travail des métaux	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,9)	(1,2)	(0,6)	(0,4)	(0,4)	(0,3)	(0,5)	(0,6)
machines textiles	(0,5)	(0,9)	(0,9)	(0,9)	(1,4)	(1,8)	(0,5)	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,7)	(0,9)
3. Machines et appareils électriques	3,3	5,1	5,7	4,8	5,7	6,6	2,9	3,2	3,7	2,9	3,0	3,4
4. Matériel de transport	5,0	6,9	8,1	8,9	9,2	11,1	4,4	4,3	5,3	5,4	4,9	5,7
dont : matériel ferroviaire	(1,9)	(1,7)	(1,7)	(1,3)	(0,8)	(0,9)	(1,6)	(1,1)	(1,1)	(0,8)	(0,4)	(0,5)
véhicules à moteur	(1,4)	(3,1)	(3,5)	(4,4)	(5,6)	(6,7)	(1,2)	(1,9)	(2,3)	(2,7)	(3,0)	(3,4)
bateaux et navires	(1,5)	(1,3)	(2,5)	(2,2)	(2,0)	(2,8)	(1,3)	(0,8)	(1,6)	(1,3)	(1,1)	(1,4)
5. Armes et munitions	2,7	1,8	1,8	2,3	3,1	2,4	2,4	1,1	1,2	1,4	1,6	1,2
C. Métaux non ferreux	10,0	11,2	10,4	12,8	15,1	15,3	8,9	7,0	6,8	7,8	8,0	7,8
1. Non travaillés	8,4	8,4	7,6	9,6	10,7	10,7	7,5	5,3	5,0	5,9	5,7	5,5
2. Travaillés	1,6	2,8	2,8	3,2	4,4	4,6	1,4	1,7	1,8	1,9	2,3	2,3
D. Industrie textile	21,8	26,6	21,9	24,8	28,5	31,3	19,3	16,7	14,3	15,0	15,1	15,9
1. Fibres	7,1	7,4	5,2	6,2	6,5	7,2	6,3	4,6	3,4	3,8	3,4	3,6
2. Fils	5,1	5,7	4,7	5,4	6,6	6,7	4,5	3,6	3,0	3,3	3,5	3,4
3. Tissus et cordages	8,4	11,1	9,9	10,9	12,6	13,9	7,4	7,6	6,5	6,6	6,7	7,1
4. Autres produits finis	1,2	2,3	2,1	2,2	2,8	3,5	1,0	1,4	1,4	1,7	1,5	1,8

1. Produits inorganiques	1,1	1,7	1,5	2,4	2,5	2,1	1,0	1,1	1,0	1,5	1,3	1,1
2. Produits organiques	0,6	0,8	0,8	0,9	1,4	1,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8
3. Teintures, tannants et colorants	0,4	0,3	0,2	0,2	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2
4. Produits pharmaceutiques	0,5	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,6	0,4	0,4
5. Engrais manufacturés	4,2	5,5	6,6	6,6	5,3	5,1	3,7	3,4	4,3	4,0	2,8	2,6
6. Divers	1,1	1,7	1,6	1,8	2,2	1,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,0
F. Produits alimentaires, boissons, tabacs ..	5,2	6,1	7,6	7,7	8,1	9,6	4,6	3,8	5,0	4,7	4,3	4,9
dont : sucre et suceries	(1,4)	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(0,8)	(0,9)	(1,3)	(0,5)	(0,6)	(0,5)	(0,4)	(0,5)
viandes fraîches ou préparées	(0,5)	(0,4)	(0,7)	(0,7)	(0,8)	(0,8)	(0,4)	(0,3)	(0,4)	(0,4)	(0,4)	(0,4)
produits laitiers	(0,3)	(0,6)	(0,8)	(0,7)	(1,1)	(1,4)	(0,2)	(0,4)	(0,5)	(0,4)	(0,6)	(0,7)
G. Industrie diamantaire	3,5	6,2	6,5	8,4	6,6	7,1	3,1	3,9	4,3	5,1	3,5	3,6
H. Charbonnages et cokeries	4,2	5,9	4,2	2,7	2,6	2,7	3,7	3,7	2,8	1,6	1,4	1,4
I. Industrie du pétrole	3,0	4,4	5,2	5,8	5,5	5,2	2,7	2,8	3,4	3,6	2,9	2,6
J. Industries diverses	7,1	10,3	9,8	11,9	13,5	13,9	6,3	6,5	6,4	7,3	7,2	7,1
1. Matériaux de construction	1,8	1,9	1,5	1,9	2,0	2,1	1,6	1,2	1,0	1,1	1,1	1,1
dont : ciment	(1,1)	(1,1)	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(0,9)	(1,0)	(0,7)	(0,5)	(0,5)	(0,4)	(0,5)
2. Industrie verrière	2,2	3,5	3,9	5,1	5,6	5,3	2,0	2,2	2,6	3,1	3,0	2,7
dont : verre plat	(1,8)	(2,6)	(2,9)	(3,9)	(4,2)	(3,6)	(1,6)	(1,6)	(1,9)	(2,4)	(2,2)	(1,8)
3. Papier et ouvrages	0,9	1,6	1,6	1,6	2,1	2,3	0,8	1,0	1,1	1,0	1,1	1,2
4. Caoutchouc et ouvrages	0,6	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5
5. Bois et ouvrages	0,5	1,1	0,9	1,3	1,6	1,9	0,5	0,7	0,6	0,8	0,8	1,0
6. Huiles et graisses	1,0	0,9	0,7	0,6	0,7	0,6	0,9	0,6	0,4	0,4	0,4	0,3
7. Chaussures	0,2	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3
Total (A à J)	106,1	148,6	141,5	153,2	172,8	177,6	93,9	93,3	92,9	93,0	91,6	90,5
K. Autres secteurs	6,9	10,7	10,8	11,6	15,9	18,6	6,1	6,7	7,1	7,0	8,4	9,5
Total général	113,0	159,3	152,3	164,7	188,7	196,2	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Importations par secteur industriel
(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale						
	1953	1957	1958	1959	1960	1961	1953	1957	1958	1959	1960	1961
A. Sidérurgie	3,0	5,9	4,2	4,9	6,2	7,1	2,5	3,4	2,7	2,8	3,1	3,4
1. Formes primaires.....	1,6	2,5	1,9	2,2	2,7	2,7	1,3	1,4	1,2	1,7	1,4	1,3
2. Produits mi-finis.....	1,5	3,4	2,3	2,7	3,5	4,4	1,2	2,0	1,5	1,0	1,8	2,1
B. Fabrications métalliques	22,5	32,7	32,9	35,6	43,9	50,6	18,5	19,1	21,0	20,7	22,2	24,0
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs.....	2,4	3,3	3,1	3,1	3,6	3,9	2,0	1,9	2,0	1,8	1,8	1,8
2. Machines (sauf électriques)..... dont : machines pour le travail des métaux.....	9,6 (0,8)	13,4 (0,9)	12,2 (0,7)	12,9 (0,8)	15,8 (1,3)	18,7 (1,6)	7,9 (0,6)	7,8 (0,5)	7,8 (0,4)	7,5 (0,5)	8,0 (0,7)	8,9 (0,8)
machines textiles.....	(0,9)	(1,4)	(1,2)	(1,0)	(1,3)	(2,1)	(0,8)	(0,8)	(0,8)	(0,6)	(0,7)	(1,0)
3. Machines et appareils électriques.....	3,3	5,2	5,4	5,8	7,0	9,1	2,7	3,0	3,4	3,4	3,5	4,3
4. Matériel de transport..... dont : matériel ferroviaire.....	6,5 (0,3)	10,5 (0,4)	11,9 (0,4)	13,3 (0,2)	17,2 (0,2)	18,5 (0,3)	5,4 (0,2)	6,1 (0,2)	7,6 (0,3)	7,7 (0,1)	8,7 (0,1)	8,8 (0,1)
véhicules à moteur.....	(5,1)	(8,0)	(8,5)	(10,1)	(13,4)	(14,0)	(4,2)	(4,7)	(5,4)	(5,9)	(6,8)	(6,6)
bateaux et navires.....	(0,3)	(0,5)	(1,0)	(0,6)	(0,8)	(0,7)	(0,2)	(0,3)	(0,6)	(0,4)	(0,4)	(0,3)
5. Armes et munitions.....	0,6	0,3	0,3	0,4	0,2	0,4	0,5	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2
C. Métaux non ferreux	6,8	8,0	7,5	9,3	13,1	13,2	5,6	4,7	4,8	5,4	6,6	6,2
1. Non travaillés.....	6,4	7,4	7,0	8,6	12,3	12,1	5,3	4,3	4,5	5,0	6,2	5,7
2. Travaillés.....	0,4	0,6	0,5	0,6	0,8	1,1	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5
D. Industrie textile	19,4	23,8	17,3	20,1	22,9	26,0	16,0	13,9	11,1	11,6	11,6	12,3
1. Fibres.....	13,7	15,6	10,1	11,6	13,1	14,6	11,4	9,1	6,5	6,7	6,6	6,9
2. Fils.....	1,3	1,8	1,3	1,8	2,1	2,7	1,0	1,0	0,8	1,0	1,1	1,3
3. Tissus et cordages.....	3,1	4,7	4,3	4,9	5,6	6,2	2,5	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9
4. Autres produits finis.....	1,3	1,6	1,7	1,8	2,1	2,5	1,1	0,0	1,1	1,1	1,1	1,1

E. Industrie chimique	5,5	10,0	10,2	11,4	12,8	13,1	4,5	5,8	6,5	6,6	6,5	6,2
1. Produits inorganiques	0,8	1,4	1,5	1,6	1,4	1,4	0,6	0,8	1,0	0,9	0,7	0,7
2. Produits organiques	0,7	1,4	1,3	1,5	1,8	1,8	0,6	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9
3. Teintures, tannants et colorants	0,8	1,0	0,9	1,0	1,3	1,1	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5
4. Produits pharmaceutiques	0,9	1,9	1,8	1,9	2,2	2,2	0,7	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0
5. Engrais manufacturés	1,4	1,8	2,0	2,0	2,0	2,2	1,1	1,0	1,3	1,2	1,0	1,0
6. Divers	0,9	2,5	2,7	3,2	4,0	4,4	0,8	1,5	1,7	1,9	2,0	2,1
F. Produits alimentaires, boissons, tabacs ..	21,7	24,0	23,3	24,9	25,3	25,5	18,0	14,0	14,9	14,5	12,8	12,1
dont : sucre et sucreries	(0,7)	(0,7)	(0,5)	(0,6)	(0,9)	(0,3)	(0,6)	(0,4)	(0,3)	(0,3)	(0,5)	(0,1)
viandes fraîches ou préparées	(0,7)	(1,1)	(1,0)	(0,9)	(1,2)	(1,4)	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,5)	(0,6)	(0,7)
produits laitiers	(2,8)	(2,2)	(1,6)	(2,0)	(1,6)	(1,6)	(2,3)	(1,3)	(1,0)	(1,1)	(0,8)	(0,8)
G. Industrie diamantaire	3,3	6,4	5,4	8,1	7,4	7,1	2,8	3,7	3,5	4,7	3,7	3,4
H. Charbonnages et cokeries	4,1	8,6	8,4	8,1	7,8	8,2	3,4	5,0	5,4	4,7	3,9	3,9
I. Industrie du pétrole	7,3	13,6	12,7	11,6	11,5	11,8	6,1	7,9	8,1	6,7	5,8	5,6
1. Produit brut ou semi-raffiné	3,7	7,7	7,8	7,4	7,1	7,5	3,1	4,5	5,0	4,2	3,6	3,6
2. Produits dérivés	3,6	5,9	4,9	4,2	4,4	4,3	3,0	3,4	3,1	2,5	2,2	2,0
J. Industries diverses	8,6	13,3	11,9	12,9	15,2	16,0	7,1	7,8	7,6	7,5	7,7	7,6
1. Matériaux de construction	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Industrie verrière	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,8	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
3. Papier et ouvrages	2,6	4,4	4,1	4,1	4,8	5,4	2,1	2,6	2,6	2,4	2,4	2,6
4. Caoutchouc et ouvrages	1,2	1,8	1,7	2,0	2,4	2,5	1,0	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2
5. Bois et ouvrages	2,5	4,0	3,4	3,7	4,5	4,8	2,1	2,3	2,2	2,2	2,3	2,3
6. Huiles et graisses	1,4	1,7	1,4	1,5	1,7	1,3	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9	0,6
7. Chaussures	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
Total (A à J)	102,3	146,3	133,8	147,1	166,1	178,6	84,5	85,3	85,6	85,2	84,0	84,6
K. Autres secteurs	18,8	25,3	22,6	25,0	31,7	32,4	15,5	14,7	14,4	14,8	16,0	15,4
Total général ..	121,1	171,6	156,4	172,1	197,8	211,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Études et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Analyse de la balance commerciale

suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International
(en millions de francs)

SECTIONS ET DIVISIONS	1953	1957	1958	1959	1960	1961
0. Produits alimentaires	- 14 771	- 15 737	- 13 472	- 15 022	- 14 703	- 13 449
1. Boissons et tabacs	- 1 815	- 2 160	- 2 241	- 2 227	- 2 473	- 2 488
2. Matières autres que les combustibles minéraux	- 18 987	- 26 819	- 19 828	- 21 483	- 25 708	- 25 981
dont : 26. Fibres textiles et déchets d'articles textiles	(- 6 597)	(- 8 143)	(- 4 972)	(- 5 349)	(- 6 586)	(- 7 481)
28. Minerais et déchets de métaux	(- 6 761)	(- 9 699)	(- 7 577)	(- 7 889)	(- 10 339)	(- 9 480)
3. Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes ..	- 4 212	- 11 803	- 11 618	- 11 193	- 11 649	- 12 610
4. Corps gras, graisses et huiles d'origine animale ou végétale..	+ 471	+ 730	+ 753	+ 824	+ 1 037	+ 668
5. Produits chimiques	+ 1 955	+ 962	+ 1 314	+ 1 498	+ 1 117	+ 738
6. Articles manufacturés	+ 38 689	+ 53 326	+ 50 484	+ 53 564	+ 61 926	+ 54 155
61. Cuirs et peaux tannés, articles en cuir, pelleteries apprêtées	(- 143)	(- 237)	(- 260)	(- 291)	(- 475)	(- 457)
62. Articles en caoutchouc, non dénommés ailleurs ..	(- 64)	(- 141)	(- 194)	(- 270)	(- 548)	(- 552)
63. Articles en bois et en liège (sauf les meubles)	(- 311)	(- 281)	(- 276)	(- 122)	(- 139)	(- 96)
64. Papier et ses applications	(- 876)	(- 1 545)	(- 1 384)	(- 1 437)	(- 1 528)	(- 1 748)
65. Fils, tissus, articles confectionnés en textiles et articles similaires	(+ 9 189)	(+ 10 325)	(+ 9 040)	(+ 9 618)	(+ 11 486)	(+ 11 615)
66. Articles en matières minérales autres qu'en mé- taux, non dénommés ailleurs	(+ 3 144)	(+ 3 865)	(+ 5 151)	(+ 5 946)	(+ 5 307)	(+ 5 972)
67. Fonte, fer et acier	(+ 21 885)	(+ 35 440)	(+ 32 803)	(+ 32 610)	(+ 41 291)	(+ 35 422)
68. Métaux non ferreux	(+ 3 144)	(+ 3 034)	(+ 2 876)	(+ 3 848)	(+ 2 156)	(+ 2 084)
69. Articles manufacturés en métal	(+ 2 721)	(+ 2 866)	(+ 2 728)	(+ 3 662)	(+ 4 376)	(+ 1 916)
7. Machines et matériel de transport	- 6 763	- 9 936	- 8 147	- 10 819	- 15 743	- 16 615
71. Machines non électriques	(- 5 213)	(- 6 142)	(- 4 640)	(- 5 344)	(- 6 361)	(- 6 604)
72. Machines et appareils électriques	(+ 46)	(+ 116)	(+ 274)	(+ 1 018)	(+ 1 384)	(+ 2 639)
73. Matériel de transport	(- 1 596)	(- 3 677)	(- 3 781)	(- 4 456)	(- 7 998)	(- 7 372)
8. Articles manufacturés divers	- 1 360	- 968	- 1 468	- 1 596	- 1 598	- 595
9. Marchandises diverses non dénommées ailleurs	- 427	+ 1 545	+ 1 569	+ 770	+ 2 018	+ 4 257
<i>Balance générale</i> ...	- 8 162	- 12 320	- 4 160	- 7 333	- 9 082	- 14 732

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de
Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Exportations par pays de destination

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale						
	1953	1956	1957	1958	1959	1960	1953	1956	1957	1958	1959	1960	1961
	1. Pays-Bas	20,1	34,7	36,2	31,5	35,0	40,1	17,8	21,9	22,7	20,7	21,2	21,3
2. Allemagne Occidentale	10,5	16,1	16,3	17,6	21,8	29,8	9,3	10,2	10,2	11,6	13,3	15,8	15,4
3. France (b)	9,1	16,9	17,6	16,1	14,9	19,6	8,0	10,7	11,0	10,6	9,0	10,4	11,2
4. Etats-Unis	11,5	15,1	13,1	14,1	21,8	17,9	10,2	9,6	8,2	9,3	13,2	9,5	9,2
5. Royaume-Uni	8,8	10,1	8,9	8,7	9,7	10,5	7,8	6,4	5,6	5,7	5,9	5,5	5,3
6. Italie	3,7	3,2	3,3	3,5	4,3	5,8	3,3	2,0	2,1	2,3	2,6	3,1	3,2
7. Suède	3,9	4,8	5,3	4,0	4,5	5,5	3,5	3,0	3,3	2,6	2,7	2,9	3,0
8. Suisse	3,0	4,8	4,6	4,4	4,5	5,2	2,7	3,0	2,9	2,9	2,7	2,8	2,9
9. Danemark	2,5	2,7	2,6	2,5	2,7	3,5	2,2	1,7	1,6	1,6	1,6	1,9	1,8
10. Portugal	1,8	1,4	1,5	1,7	1,5	1,8	1,6	0,9	0,9	1,1	0,9	1,0	1,4
11. Norvège	2,0	2,2	2,1	1,9	1,7	2,1	1,8	1,4	1,3	1,2	1,0	1,1	1,1
12. Canada	1,5	2,5	2,1	1,7	2,1	2,1	1,4	1,6	1,3	1,1	1,3	1,1	1,1
13. Congo (Léo) et Ruanda-Urundi	6,6	7,1	7,0	5,9	4,5	3,1	5,8	4,5	4,4	3,9	2,7	1,6	1,0
14. Union Sud-Africaine	1,3	1,4	1,6	1,4	0,9	1,1	1,5	0,9	1,0	0,9	0,5	0,6	0,8
15. Grèce	0,7	0,8	0,9	1,1	1,0	1,7	1,5	0,6	0,6	0,7	0,6	0,9	0,8
16. Argentine	0,2	0,8	2,8	3,1	2,1	1,4	1,4	0,2	1,8	2,0	1,3	0,7	0,7
17. Autriche	0,8	0,9	0,9	1,0	1,3	1,3	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8	0,7	0,7
18. Finlande	0,7	1,3	1,3	1,0	1,1	1,6	0,6	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,7
19. U. R. S. S.	0,8	1,6	1,4	0,9	0,4	1,0	0,7	1,0	0,9	0,6	0,2	0,5	0,7
20. Japon	0,9	1,0	1,3	0,9	1,1	1,2	0,8	0,7	0,8	0,6	0,7	0,6	0,7
21. Tchécoslovaquie	0,2	0,5	0,5	0,6	0,7	1,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,6	0,6
22. Espagne	0,7	1,5	1,0	1,0	1,1	1,0	0,6	0,9	0,6	0,7	0,7	0,5	0,6
23. Venezuela	0,8	1,4	1,8	1,7	1,7	1,4	1,1	0,7	1,1	1,1	1,0	0,8	0,6
24. Inde	1,0	2,4	2,0	1,9	0,8	1,2	0,9	1,5	1,3	1,2	0,5	0,6	0,5
25. Indonésie	0,9	0,8	0,9	0,3	0,4	0,6	0,8	0,5	0,6	0,2	0,2	0,3	0,4
Autres pays	19,0	22,1	22,9	23,8	23,2	27,1	16,8	14,0	14,0	15,6	14,1	14,4	12,2
Total ...	113,0	158,1	159,3	152,3	164,8	188,8	100,0	10 0 0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1961.
(b) Y compris la Sarre de 1953 à 1958.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Principales exportations vers les Etats-Unis
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	1953	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (b)	1961 (b)
V. <i>Produits minéraux</i>	157	360	219	263	157	161	188	205
dont : huiles de goudron, etc.	98	120	119	99	76	68	112	142
VI. <i>Produits chimiques, etc.</i>	806	644	760	902	906	1 828	1 698	1 421
dont : produits chimiques proprement dits	203	259	264	221	196	776	644	334
engrais	363	120	112	122	219	310	348	309
produits photographiques, etc.	165	209	324	498	445	639	620	740
VIII. <i>Peaux, cuirs et pelleteries, etc.</i>	109	114	130	97	80	104	94	108
dont : pelleteries	93	96	107	59	38	57	41	53
XI. <i>Matières textiles et ouvrages</i>	1 886	2 092	2 235	2 192	1 781	2 504	2 503	2 248
dont : soie artificielle	278	352	219	248	228	262	117	58
laine, etc.	642	807	1 017	952	708	1 249	549	402
coton, etc.	272	188	189	193	150	169	198	216
lin, etc.	525	557	600	581	483	587	677	556
vêtements, linge, etc.	90	88	81	77	77	105	86	79
XIII. <i>Ouvrages en pierres, céramiques, verre, etc.</i>	582	916	1 110	823	888	1 519	1 390	1 228
dont : verre et ouvrages en verre	557	896	1 075	792	832	1 354	1 243	1 129
XIV. <i>Perles fines, pierres précieuses, etc.</i>	1 459	3 301	3 860	2 763	3 087	4 185	3 435	3 628
XV. <i>Métaux communs et ouvrages</i>	5 583	3 966	5 804	4 850	5 961	9 803	6 768	7 200
dont : fer, fonte, acier	3 736	2 149	3 898	3 363	4 368	7 800	5 454	5 741
étain	930	737	737	406	352	95	146	75
zinc	191	221	506	413	202	71	59	145
métaux rares	469	451	231	229	428	800	402	530
XVI. <i>Machines, matériel électrique</i>	271	163	299	413	254	344	194	519
Machines et appareils	233	114	242	331	156	286	137	444
Matériel électrique	38	49	57	82	98	58	57	75
XVII. <i>Matériel de transport</i>	11	24	36	68	196	470	498	328
XIX. <i>Armes et munitions</i>	256	286	221	330	303	346	394	351
<i>Total</i>	11 120	11 866	14 674	12 501	13 613	21 264	17 162	17 236
<i>Autres postes</i>	424	317	416	412	463	522	729	819
<i>Total des exportations</i>	11 544	12 183	15 090	13 113	14 076	21 786	17 891	18 055

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sections et chapitres du Tarif douanier.
(b) Les données de 1960 et 1961 ne sont plus exactement comparables avec celles des années précédentes.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Importations par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale							
	1953	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1953	1956	1957	1958	1959	1960	1961
1. Allemagne Occidentale	14,9	24,3	26,7	26,8	28,1	33,7	37,6	12,3	14,9	15,6	17,1	16,4	17,0	17,9
2. Pays-Bas	16,6	21,4	24,3	24,6	27,1	29,4	32,3	13,7	13,1	14,2	15,7	15,8	14,8	15,3
3. France (b)	13,4	19,5	20,4	18,1	21,6	26,9	31,1	11,1	11,9	11,9	11,6	12,6	13,6	14,7
4. Etats-Unis	12,4	20,4	21,2	15,5	16,2	19,6	18,7	10,3	12,5	12,3	9,9	9,4	9,9	8,9
5. Royaume-Uni	11,0	13,2	14,1	11,6	14,3	14,6	15,9	9,0	8,1	8,2	7,4	8,3	7,4	7,6
6. Congo (Léo) et Ruanda-Urundi	9,1	12,1	9,5	8,3	9,8	13,3	11,3	7,5	7,4	5,5	5,3	5,8	6,7	5,4
7. Suède	3,9	4,9	5,2	4,8	4,7	6,0	6,6	3,2	3,0	3,0	3,1	2,7	3,0	3,1
8. Italie	1,8	2,4	3,2	3,4	4,0	4,7	5,8	1,5	1,4	1,9	2,2	2,3	2,4	2,8
9. Suisse	3,0	3,3	3,4	3,2	3,2	3,6	3,4	2,5	2,0	2,0	2,0	1,9	1,8	1,6
10. Australie	3,6	3,4	3,8	2,7	2,9	2,8	2,8	3,0	2,1	2,2	1,7	1,7	1,4	1,4
11. Canada	2,9	2,3	2,1	2,2	2,3	2,4	2,7	2,4	1,4	1,2	1,4	1,3	1,2	1,3
12. Iran	0,1	1,2	2,5	3,5	2,7	2,2	2,6	—	0,7	1,4	2,2	1,6	1,1	1,2
13. Irak	1,1	1,5	0,2	0,4	2,0	2,4	2,4	0,8	0,9	0,1	0,2	1,1	1,2	1,1
14. Argentine	2,4	1,7	2,0	2,2	2,4	2,3	2,4	2,0	1,0	1,2	1,4	1,4	1,2	1,1
15. Finlande	0,8	1,7	1,8	1,5	1,7	1,9	2,2	0,7	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
16. Union Sud-Africaine	0,8	2,0	2,0	1,4	1,6	1,9	2,0	0,7	1,2	1,2	0,9	0,9	1,0	0,9
17. U.R.S.S.	0,8	1,8	1,7	1,3	1,6	1,4	1,8	0,7	1,1	1,0	0,8	0,9	0,7	0,8
18. Pérou	0,4	0,6	0,6	0,5	0,5	1,4	1,6	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,7	0,7
19. Brésil	1,5	1,5	1,0	0,9	1,2	1,3	1,3	1,2	0,9	0,6	0,6	0,7	0,7	0,6
20. Nouvelle-Zélande	0,5	0,8	1,0	0,7	0,8	1,2	1,3	0,4	0,5	0,6	0,4	0,4	0,6	0,6
21. Japon	0,4	0,7	0,9	1,0	1,0	1,0	1,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6	0,5	0,6
22. Espagne	0,7	0,8	0,7	0,7	0,9	1,2	1,1	0,6	0,5	0,4	0,4	0,5	0,6	0,5
Autres pays	19,0	22,1	23,3	21,1	21,5	22,7	22,9	15,7	13,5	13,6	13,5	12,5	11,5	10,9
<i>Total</i>	121,1	163,6	171,6	156,4	172,1	197,9	211,0	100,0						

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique
et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des importations en 1961.
(b) Y compris la Sarre de 1954 à 1958.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Principales importations en provenance des Etats-Unis
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	1953	1957	1958	1959	1960 (b)	1961 (b)
II. <i>Produits du règne végétal</i>	2 261	2 653	3 013	4 029	3 627	3 176
dont : fruits comestibles	368	545	329	254	203	312
céréales.....	1 735	1 678	2 342	3 112	2 533	2 269
graines, etc.	103	360	292	583	800	536
III. <i>Corps gras</i>	288	255	94	148	263	123
IV. <i>Produits des industries alimentaires</i> ..	794	956	916	1 038	1 057	993
dont : cacao et ses préparations	52	3	6	8	10	5
préparations de légumes, etc. ...	142	334	325	292	274	285
tabacs	492	441	431	424	465	460
V. <i>Produits minéraux</i>	1 356	4 279	2 250	1 554	1 371	1 234
dont : sel, soufre, etc.	78	215	163	142	146	139
combustibles, etc.	1 167	3 900	1 965	1 272	1 112	1 018
VI. <i>Produits chimiques, etc.</i>	942	1 790	1 607	1 899	2 131	1 991
dont : produits chimiques proprement dits	356	692	658	739	1 011	1 035
produits pharmaceutiques.....	237	639	531	712	674	515
extraits tannants	179	271	235	250	195	150
savons, bougies, etc.	70	86	66	71	71	72
VIII. <i>Peaux, cuirs, pelleteries, etc.</i>	121	154	130	153	203	107
IX. <i>Bois, liège et ouvrages</i>	84	81	37	31	80	66
dont : bois et ouvrages	83	79	36	30	79	65
X. <i>Papier et ses applications</i>	108	272	258	260	342	350
Matières premières	15	99	103	108	165	166
Carton et papier, ouvrages	62	134	113	117	136	139
Livres	31	38	41	35	41	45
XI. <i>Matières textiles et ouvrages</i>	1 171	2 883	1 443	1 078	2 030	2 078
dont : soie artificielle, etc.	112	168	123	141	243	383
coton	924	2 431	1 097	585	1 560	1 422
bonneterie	12	28	20	15	14	16
vêtements, lingerie, etc.	49	72	57	52	42	43
XIV. <i>Pierres précieuses, etc.</i>	209	519	239	484	575	750
XV. <i>Métaux et ouvrages en métal</i>	809	1 611	580	437	938	670
dont : fer, acier, etc.	512	1 316	404	220	384	340
plomb	211	160	40	67	53	35
XVI. <i>Machines, matériel électrique</i>	2 066	2 461	1 871	1 948	2 869	3 558
Machines et appareils	1 556	1 900	1 383	1 419	2 333	2 950
Matériel électrique	510	561	488	530	536	608
XVII. <i>Matériel de transport</i>	1 572	2 334	2 129	1 911	2 943	2 188
dont : automobiles, cycles, etc.	1 273	1 580	1 261	1 149	1 266	1 134
XVIII. <i>Instruments et appareils scientifiques</i> .	195	276	283	394	380	461
dont : appareils d'optique, etc.	116	139	146	234	215	314
<i>Total</i> ...	11 976	20 524	14 850	15 364	18 809	17 745
<i>Autres postes</i>	462	723	647	888	742	995
<i>Total des importations</i> ...	12 438	21 247	15 497	16 252	19 551	18 740

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sections et chapitres du Tarif douanier.

(b) Les données de 1960 et 1961 ne sont plus exactement comparables avec celles des années précédentes.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

**Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire
en 1960 et 1961 (a)**

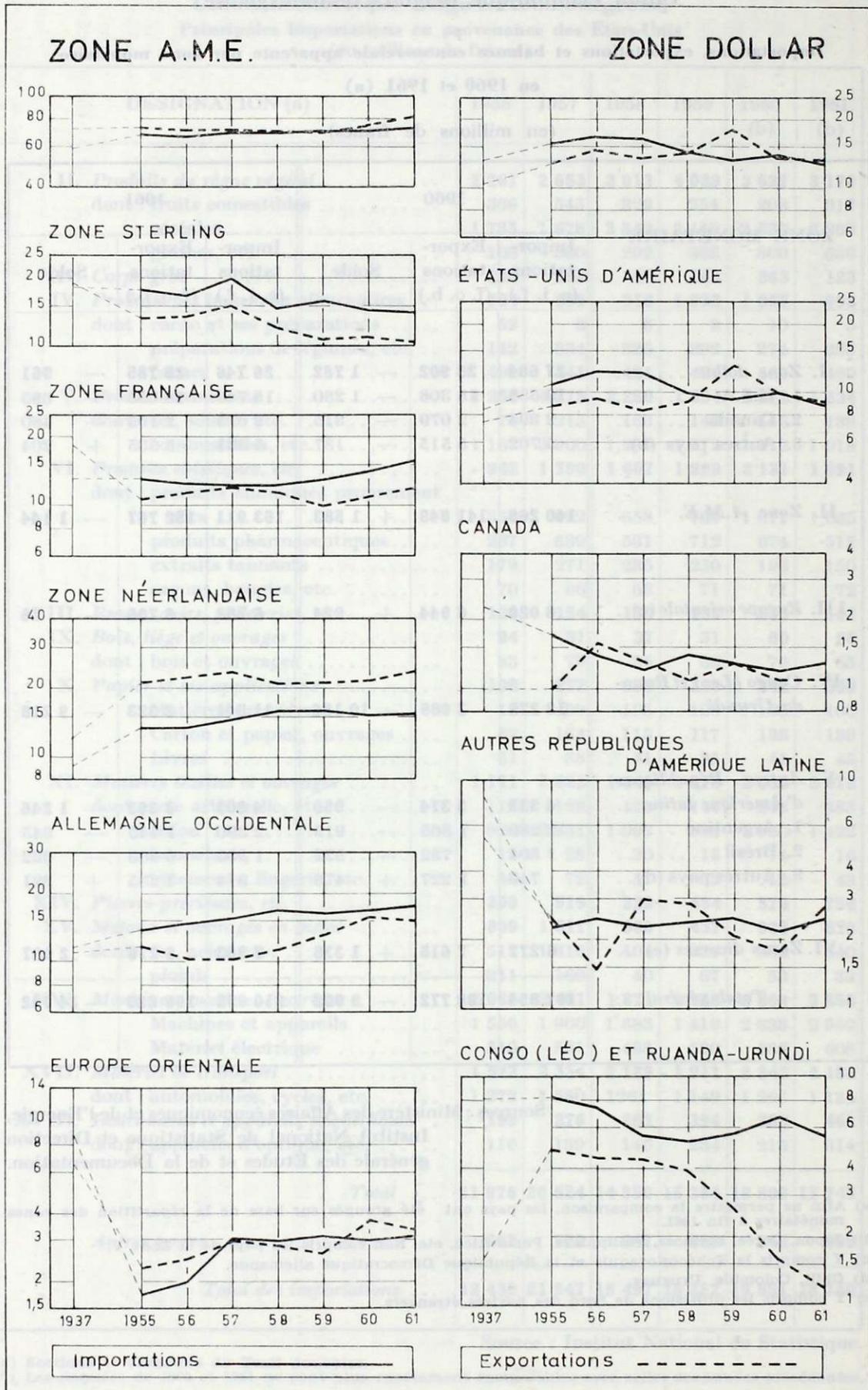
(en millions de francs)

ZONE MONÉTAIRE	1960			1961		
	Impor- tations (c. i. f.)	Expor- tations (f. o. b.)	Solde	Impor- tations (c. i. f.)	Expor- tations (f. o. b.)	Solde
I. <i>Zone dollar</i>	27 684	25 902	— 1 782	26 746	25 785	— 961
1. U.S.A.	19 588	18 308	— 1 280	18 740	18 055	— 685
2. Canada	2 394	2 079	— 315	2 675	2 195	— 480
3. Autres pays (b)..	5 702	5 515	— 187	5 331	5 535	+ 204
II. <i>Zone A.M.E.</i>	140 265	141 848	+ 1 583	153 911	152 767	— 1 144
III. <i>Europe orientale</i> (c) .	6 020	6 944	+ 924	6 782	6 706	— 76
IV. <i>Congo (Léo) et Ruan- da-Urundi</i>	13 275	3 089	— 10 186	11 541	2 323	— 9 218
V. <i>Autres Républiques d'Amérique latine</i> ..	4 333	3 374	— 959	4 609	3 363	— 1 246
1. Argentine	2 280	1 365	— 915	2 390	1 445	— 945
2. Brésil	1 304	782	— 522	1 305	6 803	— 622
3. Autres pays (d) ..	749	1 227	+ 478	914	1 235	+ 321
VI. <i>Zones diverses</i> (e) ..	6 277	7 615	+ 1 338	7 363	5 276	— 2 087
<i>Total général</i> ...	197 854	188 772	— 9 082	210 952	196 220	— 14 732

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie,
Institut National de Statistique et Direction
générale des Etudes et de la Documentation.

- (a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaires à fin 1961.
 (b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la Zone V.
 (c) Y compris la Tchécoslovaquie et la République Démocratique allemande.
 (d) Chili, Colombie, Uruguay.
 (e) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Importations et exportations par zone monétaire
(en pour-cent du total)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Direction générale des Études et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (a)

(en millions de francs)

PAYS	1960			1961		
	Impor- tations (c.i.f.)	Expor- tations (f.o.b.)	Solde	Impor- tations (c.i.f.)	Expor- tations (f.o.b.)	Solde
1. Communauté Economique Européenne	94 690	95 393	+ 703	106 771	104 472	— 2 299
Pays-Bas	29 390	40 149	+10 759	32 299	45 939	+13 640
Allemagne Occidentale (b) ..	33 701	29 803	—3 898	37 637	30 153	— 7 484
France (b)	26 898	19 620	—7 278	31 051	22 072	— 8 979
Italie	4 701	5 821	+1 120	5 784	6 308	+ 524
2. Association Européenne de Libre-Echange	27 593	29 937	+ 2 344	29 294	31 682	+ 2 388
Royaume-Uni	14 583	10 481	—4 102	15 912	10 325	— 5 587
Norvège	996	2 090	+1 094	961	2 206	+ 1 245
Suède	5 976	5 515	— 461	6 569	5 862	— 707
Danemark	734	3 508	+2 774	775	3 459	+ 2 684
Portugal	576	1 818	+1 242	564	2 735	+ 2 171
Suisse	3 577	5 229	+1 652	3 387	5 699	+ 2 312
Autriche	1 151	1 296	+ 145	1 126	1 396	+ 270
3. Pays de l'Amérique du Nord .	21 982	20 387	—1 595	21 415	20 250	— 1 165
Etats-Unis	19 588	18 308	—1 280	18 740	18 055	— 685
Canada	2 394	2 079	— 315	2 675	2 195	— 480
4. Autres pays O.C.D.E.	1 975	4 035	+ 2 060	2 004	4 046	+ 2 042
Grèce	129	1 708	+1 579	114	1 462	+ 1 348
Irlande	131	654	+ 523	133	776	+ 643
Islande	12	49	+ 37	7	47	+ 40
Turquie	551	634	+ 83	615	504	— 111
Espagne	1 152	990	— 162	1 135	1 257	+ 122
Total O.C.D.E.	146 240	149 752	+ 3 512	159 484	160 450	+ 966

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut
National de Statistique et Direction générale des Etudes
et de la Documentation.

(a) Depuis le 30 septembre 1961, l'O.E.C.E. est remplacée par l'O.C.D.E. à laquelle prennent part aussi les Etats-Unis et le Canada.

(b) Les données de la Sarre sont comprises dans celles de l'Allemagne Occidentale.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Soldes de la balance commerciale par zone monétaire (a)

(en pourcentage du total des importations)

ZONE MONÉTAIRE	1953	1957	1958	1959	1960	1961
I. Zone dollar	- 1,9	- 4,0	- 0,4	+ 4,4	- 0,9	- 0,4
1. U. S. A.	- 0,8	- 4,7	- 0,9	+ 3,2	- 0,6	- 0,3
2. Canada	- 1,1	—	- 0,3	—	- 0,2	- 0,2
3. Autres pays (b)	—	+ 0,9	+ 0,8	+ 1,3	- 0,1	+ 0,1
II. Zone monétaire des pays membres de l'Accord Monétaire Européen (c)	- 4,1	- 2,2	- 2,1	- 4,9	+ 0,8	- 0,5
1. Zone sterling	- 6,5	- 5,2	- 3,1	- 5,7	- 3,7	- 4,2
dont : Royaume-Uni	(- 1,8)	(- 3,0)	(- 1,8)	(- 2,7)	(- 2,1)	(- 2,6)
Australie	(- 2,5)	(- 1,8)	(- 1,2)	(- 1,2)	(- 0,7)	(- 1,0)
2. Zone monétaire française	- 3,0	- 1,4	- 1,1	- 4,9	- 3,7	- 4,6
dont : France	(- 3,6)	(- 1,7)	(- 1,3)	(- 4,0)	(- 3,7)	(- 4,3)
3. Zone monétaire néerlandaise	+ 2,7	+ 7,0	+ 4,3	+ 4,6	+ 5,6	+ 6,6
dont : Pays-Bas	(+ 2,9)	(+ 6,9)	(+ 4,4)	(+ 4,5)	(+ 5,4)	(+ 6,5)
4. Danemark	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,4	+ 1,3
5. Norvège	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,6	+ 1,0
6. Suède	—	—	- 0,5	+ 0,1	- 0,2	- 0,3
7. Italie	+ 1,5	+ 0,1	—	+ 1,6	- 0,6	+ 0,2
8. Suisse	—	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,1
9. Allemagne Occidentale	- 3,6	- 6,1	- 5,9	- 3,6	- 2,0	- 3,5
10. Grèce, Portugal et Territoires d'Outre-Mer, Autriche, Turquie.	+ 2,8	+ 1,3	+ 1,7	+ 0,9	+ 1,6	+ 1,8
11. Espagne et Territoires d'Outre-Mer	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,2	—	+ 0,1
III. Europe orientale (d)	+ 1,3	- 0,2	- 0,1	- 0,6	+ 0,5	- 0,1
IV. Congo (Léo) et Ruanda-Urundi ...	- 2,0	- 1,5	- 1,5	- 3,0	- 5,1	- 4,4
V. Autres républiques d'Amérique latine	- 2,8	+ 0,6	+ 0,4	- 0,5	- 0,5	- 0,6
1. Argentine	- 1,8	+ 0,4	+ 0,6	- 0,1	- 0,5	- 0,4
2. Brésil	- 0,8	—	- 0,1	- 0,3	- 0,3	- 0,3
3. Autres pays (e)	- 0,2	+ 0,1	—	—	+ 0,2	+ 0,1
VI. Zones diverses (f)	+ 2,7	- 0,1	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,7	- 1,0
<i>Total général</i> ...	- 6,7	- 7,2	- 2,7	- 4,3	- 4,5	- 7,0

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaires à fin 1961.

(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la zone V.

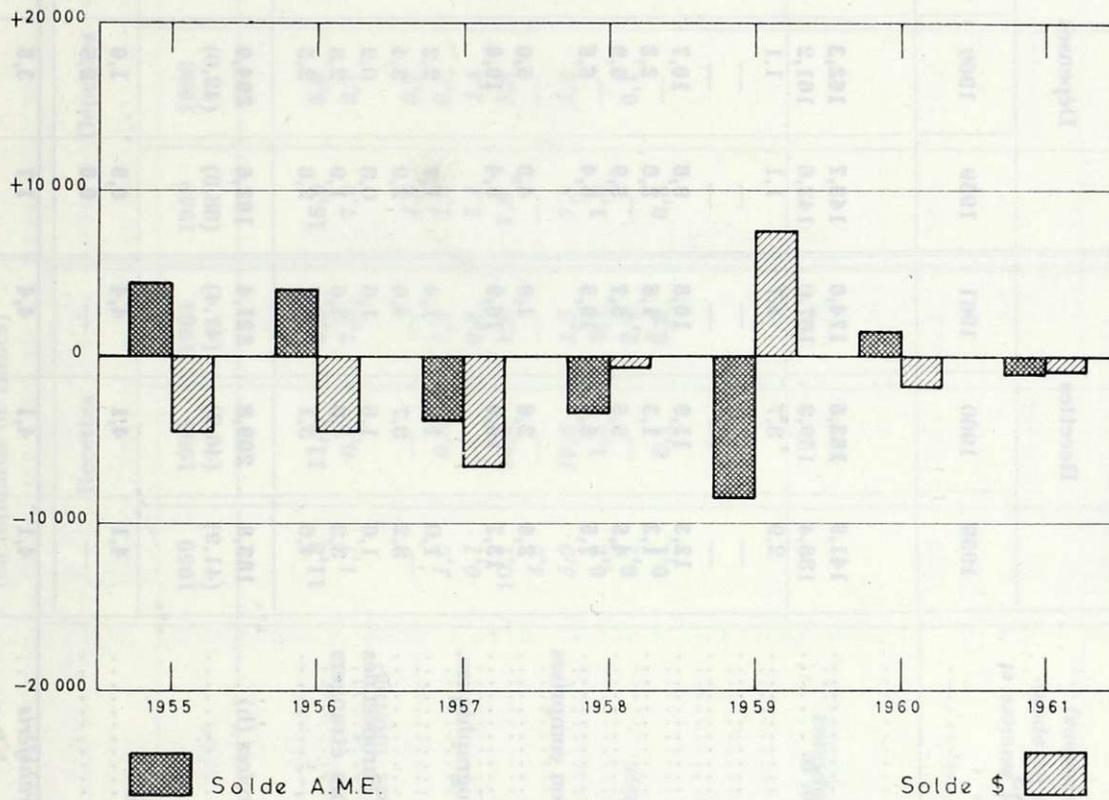
(c) L'Espagne est comprise dans le total depuis l'année 1960.

(d) Y compris la Tchécoslovaquie et la République Démocratique allemande.

(e) Chili, Colombie, Uruguay.

(f) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

**Solde des balances commerciales de l'U. E. B. L.
avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. (a) et la zone dollar**
(en millions de francs)



Source . Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'A. M. E. a remplacé depuis le 27 décembre 1958 l'U. E. P.

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1959, 1960 et 1961 (a)
(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes			Dépenses			Solde	
	1959	1960	1961	1959	1960	1961	1959	1960
A. Transactions sur biens et services :								
1. Opérations sur marchandises	141,9	163,6	174,0	143,7	162,3	174,0	-1,8	+1,3
a) Exportations et importations f. o. b.	138,4	159,3	167,0	142,6	161,2	172,7	-4,2	-1,9
b) Travail à façon	2,9	3,7	4,7	1,1	1,1	1,3	+1,8	+2,6
c) Opérations d'arbitrage	—	—	—	—	—	—	+0,6	+0,6
2. Or non monétaire	—	—	—	—	—	—	-0,6	-0,6
3. Transports	12,3	11,9	10,8	9,8	10,7	11,4	+2,5	+1,2
4. Primes et indemnités d'assurances	1,3	1,3	1,6	2,0	2,2	2,3	-0,7	-0,9
5. Déplacements à l'étranger	4,5	5,5	5,7	5,9	6,9	6,8	-1,4	-1,4
6. Revenus d'investissements	7,5	8,9	10,5	6,4	6,6	8,1	+1,1	+2,3
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,6	2,6	1,9	4,8	5,0	4,6	-2,2	-2,4
8. Autres services	13,7	16,0	16,9	9,4	10,6	11,2	+4,3	+5,4
a) Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur	1,0	1,3	1,4	1,7	2,2	2,2	-0,7	-0,9
b) Courtages et commissions	3,2	3,7	4,6	2,9	3,4	3,7	+0,3	+0,3
c) Opérations avec des institutions européennes	1,6	1,6	1,6	0,3	0,2	0,3	+1,3	+1,4
d) Ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers	3,3	4,3	4,6	1,9	2,3	2,4	+1,4	+2,0
e) Divers	4,6	5,1	4,7	2,6	2,5	2,6	+2,0	+2,6
Total des transactions sur biens et services (b) ...	183,8	209,8	221,4	182,6	204,9	219,5	+1,2	+4,9
(dont : services = 3 à 8)	(41,9)	(46,2)	(47,4)	(38,3)	(42,0)	(44,4)	(-3,6)	(+4,2)
B. Transferts :								
9. Transferts privés	4,1	4,1	4,4	0,9	1,0	1,0	+3,2	+3,1
10. Transferts de l'Etat	—	—	—	0,8	2,5	0,8	-0,8	-2,5
Total des transferts ...	4,1	4,1	4,4	1,7	3,5	1,8	+2,4	+0,6

(suite à la p. 255.)

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1959, 1960 et 1961 (a) (suite)
(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes			Dépenses			Solde		
	1959	1960	1961	1959	1960	1961	1959	1960	1961
C. Mouvement des capitaux :									
11. Etat	11,8	11,2	9,3	15,0	8,0	15,1	-3,2	+3,2	-5,8
a) Long terme	1,7	0,6	7,5	7,2	2,7	1,2	-5,5	-2,1	+6,3
— Participation à des organismes interna- tionaux	—	—	—	4,6	0,2	—	-4,6	-0,2	—
— Prêts et emprunts	1,6	0,6	7,3	1,2	0,7	—	+0,4	-0,1	+7,3
— Amortissements	0,1	—	0,2	1,4	1,8	1,2	-1,3	-1,8	-1,0
b) Court terme	10,1	10,6	1,8	7,8	5,3	13,9	+2,3	+5,3	-12,1
— Certificats remis au F.M.I.	4,2	—	—	—	—	—	+4,2	—	—
— Autres engagements et avoirs	5,9	10,6	1,8	7,8	5,3	13,9	-1,9	+5,3	-12,1
12. Autres pouvoirs publics	0,2	1,7	0,1	1,0	—	—	-0,8	+1,7	+0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	0,7	—	2,4	—	0,1	0,5	+0,7	-0,1	+1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit	0,1	0,1	0,6	0,3	—	0,4	-0,2	+0,1	+0,2
15. Autres									
a) Papier commercial							-2,1	-2,5	+1,0
b) Autres mouvements des capitaux							-1,2	+0,2	-1,3
							-0,9	-2,7	+2,3
D. Opérations non déterminées (c)									
E. Erreurs et omissions									
Solde global des transactions sur biens et services et des mouvements des capitaux (y compris les opéra- tions non déterminées et les erreurs et omissions) ...									
							-5,6	+2,4	-2,6
							-1,9	-2,1	-1,9
							-0,2	+0,4	+0,6
							-4,1	+6,2	+0,6

(suite à la p. 256)

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1959, 1960 et 1961 (a) (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes			Dépenses			Solde		
	1959	1960	1961	1959	1960	1961	1959	1960	
F. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
1. Banque Nationale de Belgique :									
— Encaisse-or							-6,8	+1,8	+ 3,9
— Créance sur l'U.E.P.							-2,3	-2,0	- 3,1
— Monnaies convertibles							+2,9	+8,2	+ 7,8
— Autres avoirs et engagements							+2,3	—	+ 3,5
— Acceptations en francs belges représentatives d'exportations							+0,6	+0,4	—
2. Organismes publics belges							-0,4	-0,8	- 0,6
3. Banques de dépôts belges							+1,7	-3,1	- 9,8
4. Engagements des banques de dépôts belges envers les sociétés congolaises et créances nettes des organismes monétaires luxembourgeois sur l'étranger							-2,1	+1,7	- 1,1
Total ...							-4,1	+6,2	+ 0,6

Source : Banque Nationale de Belgique, Département d'Etudes et de Documentation.

(a) Pour des détails complémentaires, cf « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1961 » (Bulletin d'Information et de Documentation, Banque Nationale de Belgique, XXXVII^e année, vol. I, n° 5, mai 1962).

(b) Y compris en recettes le solde positif des opérations d'arbitrage et en dépenses le solde négatif de l'or non monétaire.

(c) Opérations qu'il n'est pas possible de ventiler et qui concernent surtout des opérations sur marchandises, des déplacements à l'étranger et des mouvements de capitaux privés.

(d) Y compris la participation au F. M. I qui s'est accrue de 3,6 milliards de francs en 1961.

Grand-Duché de Luxembourg
Indices de la production industrielle (1)

BRANCHE INDUSTRIELLE	1950-1951-1952-1953-1954-1955					
	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Industries extractives	100	110	80	81	85	88
Extraction de minerais de fer	110	120	110	101	108	116
Extraction de pierre	70	80	78	68	65	57
Industries manufacturières	100	105	103	107	108	105
Industrie des denrées alimentaires	100	105	102	101	100	94
Boissons et industrie du tabac	100	105	105	108	105	111
Industrie textile	100	105	105	105	105	105
Textiles d'habillement	100	105	105	105	105	105
Industrie du bois	100	105	105	105	105	105
Industrie du meuble et de la vannerie	100	105	105	105	105	105
Industrie des produits métalliques non ferreux	100	105	105	105	105	105
Industrie métallurgique	100	105	105	105	105	105
Transformation des métaux	100	105	105	105	105	105
Industrie chimique	100	105	105	105	105	105
Électricité, gaz	100	105	105	105	105	105
Énergie électrique	100	105	105	105	105	105
Production et distribution de gaz	100	105	105	105	105	105
Index général	100	104	103	105	105	103

II

UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE
(BENELUX)

Grand-Duché du Luxembourg p. 259 à 261
Pays-Bas p. 262 à 266
Echanges commerciaux entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas p. 267 à 269

Source : Service d'Études et de Documentation Economiques du Grand-Duché de Luxembourg

Balance des paiements Intercommunales de l'U. E. B. L. en 1959, 1960 et 1961 (a) (suite)

en milliards de francs

NATURE DES OPERATIONS	Receives		Dépenses		Solde	
	1959	1960	1959	1960	1959	1960
II						
F. Mouvements des avoirs extérieurs nets des opérations monétaires						
1. Banque Nationale de Belgique						
— Excédents						
— Créances sur P. E. F.						
— Monnaies convertibles						
— Autres avoirs et engagements						
— Aceptations en finies belges représentatives d'exportations						
2. Organisations publiques belges						
3. Banques et dépôts belges						
4. Engagements des banques de dépôts belges en vers les sociétés complètes et résidentes installées des organismes transnationaux luxembourgeois par l'étranger						
Total						

(a) Pour les séries complémentaires, et à la balance des paiements communautaire, voir le Bulletin d'Informations et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique, Département d'Etudes et de Documentation, Bruxelles-Luxembourg, en 1961, le Bulletin d'Informations et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique, Département d'Etudes et de Documentation, Bruxelles-Luxembourg, en 1960, et le Bulletin d'Informations et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique, Département d'Etudes et de Documentation, Bruxelles-Luxembourg, en 1959.

(b) Y compris les avoirs en monnaie convertible des organismes transnationaux luxembourgeois en Belgique et en France.

(c) Y compris les participations de V. M. L. qui sont affectées à la création de crédit.

Grand-Duché de Luxembourg
Indices de la production industrielle (a)

BRANCHE INDUSTRIELLE	1937/1938 = 100					
	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Industries extractives</i>	104	110	96	91	95	99
Extraction de minerai de fer	118	122	103	101	108	116
Extraction de pierre	71	80	78	64	63	57
<i>Industries manufacturières</i>	163	167	163	173	189	193
Industrie des denrées alimentaires .	79	82	82	81	80	84
Boissons et industrie du tabac	206	258	287	338	375	411
Industrie textile	66	70	64	53	49	46
Fabrication de chaussures et d'articles d'habillement.....	72	75	68	64	65	73
Industrie du bois.....	127	120	114	94	89	89
Industrie du meuble et de l'ameublement.....	70	68	70	65	55	52
Impression et édition	129	127	133	134	134	134
Industries chimique et parachimique	179	176	164	144	166	172
Industrie des produits minéraux non métalliques	193	203	201	199	219	241
Industrie sidérurgique	171	172	166	180	199	201
Transformation des métaux	132	134	133	129	129	130
<i>Electricité, gaz</i>	204	209	213	225	245	251
Energie électrique	226	236	239	254	281	290
Production et distribution de gaz ..	142	137	144	145	148	147
<i>Indice général</i> ...	160	164	159	168	184	188

Source : Service d'Etudes et de Documentation économiques
du Grand-Duché de Luxembourg.

(a) Indices bruts.

Grand-Duché de Luxembourg

Production sidérurgique

Données mensuelles

PÉRIODE	Nombre de hauts fourneaux à feu	Quantité (en milliers de tonnes)			Indice pondéré global (1937/1938 = 100)
		Fonte	Acier	Laminés et demi-produits	
1956	29	276,1	287,9	232,4	171
1957	28	280,7	291,1	232,9	172
1958	28	273,8	281,6	222,9	166
1959	29	287,0	305,2	245,5	180
1960	30	315,5	340,3	271,2	199
1961	30	319,5	342,7	274,2	201
1961 Janvier	30	316,2	332,7	264,3	195
Février	30	305,9	325,7	259,0	191
Mars	30	338,4	367,4	300,8	217
Avril	30	322,0	341,0	269,3	199
Mai	30	327,4	349,1	277,9	204
Juin	30	326,5	360,9	284,0	208
Juillet	29	334,6	359,2	287,7	210
Août	29	320,4	346,2	274,0	201
Septembre ..	30	319,5	351,6	279,5	204
Octobre	30	326,7	353,2	282,8	207
Novembre ..	30	298,9	317,2	265,8	190
Décembre ..	30	297,4	308,6	245,6	182

Sources : Groupement des Industries sidérurgiques luxembourgeoises.

Service d'Etudes et de Documentation économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Production agricole

PRODUITS	Unité	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Céréales panifiables ..	10 ³ q.m.	401,3	516,7	533,3	537,0	578,5	517,4
Céréales secondaires ..	»	657,7	478,1	519,3	576,2	621,3	638,8
Legumineuses.....	»	10,8	5,9	6,9	9,4	17,0	22,8
Pommes de terre	»	1 205,7	1 338,7	940,9	1 122,0	1 029,9	992,8
Autres plantes racines	»	2 033,6	1 965,1	1 804,1	820,7	1 977,2	1 396,7
Plantes fourragères (y compris foin et regain)	»	1 736,7	1 813,3	1 950,0	1 731,2	1 567,1	1 975,2
Lait	10 ⁶ kg	193,6	190,5	184,0	180,0	200,0	206,5

Source : Service d'Etudes et de Documentation économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Indice du coût de la vie

Situation au premier du mois

(1^{er} janvier 1948 = 100)

MOIS	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Janvier	123,91	127,36	131,12	131,12	131,44	132,50
Février	122,98	128,06	130,41	130,61	131,00	132,03
Mars	123,99	127,68	129,39	130,04	130,61	131,22
Avril.....	122,79	128,01	129,76	129,91	130,87	131,27
Mai	122,24	128,13	129,83	129,48	130,72	131,34
Juin	123,36	129,23	130,38	130,72	131,94	132,26
Juillet	123,50	130,14	130,42	131,11	131,50	132,20
Août	123,42	131,81	130,77	132,61	131,51	133,04
Septembre	123,89	131,57	131,40	132,31	132,64	132,87
Octobre	124,12	131,16	130,86	131,37	132,28	132,53
Novembre	126,34	131,46	131,00	131,49	132,44	132,78
Décembre	126,93	131,63	131,04	131,67	132,56	133,09
<i>Moyenne annuelle</i>	123,96	129,69	130,53	131,04	131,63	132,26

Source : Office de la Statistique générale du Grand-Duché de Luxembourg.

Pays-Bas

Formation et utilisation du produit national (a)

(en milliards de florins)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<i>Formation :</i>						
Production des entreprises privées	23,3	25,6	26,2	27,9	30,9	31,8
Production du secteur public	2,9	3,2	3,4	3,4	3,8	4,2
Revenus nets en provenance de l'étranger ...	0,3	0,2	0,4	0,5	0,1	0,3
Revenu national (au coût des facteurs)	26,5	29,0	29,6	31,7	34,8	36,3
Impôts indirects moins subsides	3,1	3,0	2,8	3,3	3,7	4,0
Produit national (aux prix du marché)	29,6	32,0	32,5	35,0	38,5	40,3
Solde de la balance des paiements (transac- tions courantes) (b)	+0,7	+0,6	-1,6	-1,8	-1,2	-0,6
Total des moyens disponibles ...	30,3	32,6	30,9	33,2	37,3	39,7
<i>Utilisation :</i>						
Consommation privée	19,5	20,6	21,1	22,0	23,9	25,3
Dépenses du secteur public	4,9	5,3	5,2	5,1	5,7	6,2
Investissements nets des entreprises	4,1	4,5	3,3	4,1	4,7	5,3
Investissements nets du secteur public	1,1	1,3	1,2	1,4	1,5	1,7
Stocks et fabrications en cours	0,7	0,9	0,1	0,6	1,5	1,2
Total des dépenses nationales ...	30,3	32,6	30,9	33,2	37,3	39,7

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

- (a) Prix courants.
(b) - surplus; + déficit.

Pays-Bas

Nombre de chômeurs

ANNÉE	Total	Chômeurs (ouvriers A.W. exclus)	Ouvriers A.W. inscrits (a)	Hommes	Femmes
1955	53 400	41 400	12 000	49 300	4 100
1956	40 400	30 300	10 100	37 300	3 100
1957	52 000	41 400	10 600	47 900	4 100
1958	97 700	81 500	16 200	91 300	6 400
1959	76 800	63 000	13 800	71 300	5 500
1960	48 900	41 300	7 600	44 400	4 500
1961	35 400	31 300	4 100	31 400	4 000

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

- (a) Les ouvriers A.W. (Aanvullende Werken) sont les chômeurs mis au travail par les services publics. Ces statistiques reprennent en outre les chômeurs dont l'inactivité résulte du gel, les malades, les ouvriers indemnisés pour cause d'accident, ainsi qu'un certain nombre de personnes ayant trouvé du travail, sans que les bureaux de travail en aient été avisés en temps utile.

Pays-Bas

Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie (a)

(1953 = 100)

PÉRIODE	Production	Emploi (b)	Production par travailleur
1953	100	100	100
1954	110	104	106
1955	119	107	111
1956	124	109	114
1957	127	111	115
1958	127	108	118
1959	139	109	127
1960	157	112	140
1961	159	115	138
1961 : 1 ^{er} trimestre	159	114	139
2 ^e trimestre	161	114	141
3 ^e trimestre	153	115	133
4 ^e trimestre	163	116	141

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Industrie de la construction non comprise.

(b) Les indices trimestriels sont des moyennes de la situation au début et à la fin du trimestre; l'indice annuel se calcule à partir des quatre indices trimestriels.

Pays-Bas

Indices de la production par industrie

(1953 = 100)

INDUSTRIE	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Matériaux de construction et terre cuite	115	122	114	122	129	131
Industrie chimique (produits pétroliers non compris)	123	133	137	145	153	..
Cuir, caoutchouc	120	125	121	137	144	151
Exploitation minière	102	105	110	113	120	123
Produits métalliques	139	137	138	164	199	199
Papier	118	130	129	144	158	163
Textile	111	112	108	112	118	123
Gaz, électricité et eau	130	138	141	151	165	175
Produits alimentaires, boissons et tabac	113	116	118	120	130	133
<i>Indice général de l'industrie ...</i>	124	127	127	139	157	159

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Commerce extérieur

(en millions de florins)

PÉRIODE	1956	1957	1958	1959	1960	1961
IMPORTATIONS						
1 ^{er} trimestre	3 246	4 119	3 316	3 436	4 217	4 829
2 ^e trimestre	3 555	3 964	3 417	3 768	4 208	4 579
3 ^e trimestre	3 584	3 824	3 342	3 720	4 228	4 425
4 ^e trimestre	3 771	3 692	3 699	4 045	4 564	4 819
<i>Année</i>	14 156	15 599	13 774	14 968	17 217	18 652
EXPORTATIONS						
1 ^{er} trimestre	2 538	2 899	2 924	3 083	3 713	4 020
2 ^e trimestre	2 812	2 718	2 901	3 331	3 663	3 688
3 ^e trimestre	2 651	2 979	3 071	3 362	3 791	3 920
4 ^e trimestre	2 875	3 174	3 331	3 927	4 138	4 084
<i>Année</i>	10 876	11 770	12 227	13 703	15 305	15 712
SOLDE						
1 ^{er} trimestre	— 708	— 1 220	— 392	— 353	— 504	— 809
2 ^e trimestre	— 743	— 1 246	— 516	— 435	— 545	— 891
3 ^e trimestre	— 933	— 845	— 271	— 357	— 437	— 505
4 ^e trimestre	— 896	— 518	— 398	— 118	— 426	— 735
<i>Année</i>	— 3 280	— 3 829	— 1 547	— 1 262	— 1 912	— 2 940

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Valeur des importations par pays de provenance

PAYS	1956	1957	1958	1959	1960	1961
En millions de florins						
U. E. B. L.	2 680	2 816	2 459	2 747	3 155	3 549
Allemagne Occidentale	2 533	2 890	2 683	3 093	3 712	4 313
France (a)	485	512	384	537	660	857
Italie.....	167	200	243	272	363	453
Royaume-Uni	1 158	1 255	1 017	1 132	1 183	1 335
Etats-Unis d'Amérique	1 975	2 043	1 551	1 649	2 276	2 073
En pourcentage du total						
U. E. B. L.	18,9	18,1	17,9	18,4	18,3	19,0
Allemagne Occidentale	17,9	18,5	19,5	20,7	21,6	23,1
France (a)	3,4	3,3	2,8	3,6	3,8	4,6
Italie.....	1,2	1,3	1,8	1,8	2,1	2,4
Royaume-Uni	8,2	8,0	7,4	7,6	6,9	7,2
Etats-Unis d'Amérique	14,0	13,1	11,3	11,0	13,2	11,1

(a) + la Sarre.

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Valeur des exportations par pays de destination

PAYS	1956	1957	1958	1959	1960	1961
En millions de florins						
U. E. B. L.	1 543	1 826	1 830	2 009	2 184	2 373
Allemagne Occidentale	1 962	2 173	2 320	2 955	3 452	3 630
France (a)	613	576	594	735	902	978
Italie.....	279	319	335	370	490	500
Royaume-Uni	1 273	1 280	1 455	1 470	1 676	1 564
Etats-Unis d'Amérique	672	596	681	778	743	691
En pourcentage du total						
U. E. B. L.	14,2	15,5	15,0	14,7	14,3	15,1
Allemagne Occidentale	18,0	18,5	19,0	21,6	22,6	23,1
France (a)	5,6	4,9	4,9	5,4	5,9	6,2
Italie.....	2,6	2,7	2,7	2,7	3,2	3,2
Royaume-Uni	11,7	10,9	11,9	10,7	10,9	10,0
Etats-Unis d'Amérique	6,2	5,1	5,6	5,7	4,9	4,4

(a) + la Sarre.

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas
Réserves de change
(en millions de florins)

ANNÉE	Or	Devises	Total
1954	3 015	1 635	4 650
1955	3 275	1 382	4 657
1956	3 192	672	3 864
1957	2 812	1 120	3 932
1958	3 972	1 496	5 468
1959	4 281	775	5 056
1960	5 355	832	6 187
1961	5 698	368	6 066

Source : « Nederlandsche Bank », N. V.

Pays-Bas
Salaires et prix
(1953 = 100)

PÉRIODE	Prix de gros	Coût de la vie	Salaires payés
1955	102	105	120
1956	105	106	128
1957	107	118	145
1958	105	121	151
1959	106	122	153
1960	104	125	166
1961	103	127	..
1961 : 1 ^{er} trimestre	103	126	..
2 ^e trimestre	102	126	..
3 ^e trimestre	103	128	..
4 ^e trimestre	103	129	..

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas
Consommation des particuliers
(1953 = 100)

ANNÉE	Valeur	Quantité	Quantité par habitant
1954	111	107	106
1955	121	115	112
1956	133	125	121
1957	141	125	119
1958	144	125	117
1959	150	129	119
1960	163	138	126
1961	173	144	130

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en milliards de francs)	En provenance des Pays-Bas		Total (en milliards de francs)	Vers les Pays-Bas	
		En milliards de francs	% du total		En milliards de francs	% du total
1950.....	97,8	9,8	10,0	82,8	18,6	22,4
1951.....	127,5	13,9	10,9	132,6	23,8	17,9
1952.....	123,0	16,2	13,2	122,6	18,7	15,3
1953.....	121,0	16,6	13,7	113,0	20,1	17,8
1954.....	127,5	17,1	13,4	115,2	24,2	21,0
1955.....	142,2	18,8	13,2	139,0	28,8	20,7
1956.....	163,6	21,4	13,1	158,1	34,7	21,9
1957.....	171,6	24,3	14,2	159,3	36,2	22,7
1958.....	156,0	24,6	15,8	152,1	31,5	20,7
1959.....	172,1	27,2	15,8	164,8	35,0	21,2
1960.....	197,9	29,4	14,9	188,8	40,1	21,3
1961.....	211,0	32,3	15,3	196,2	45,9	23,4

Source : Institut National de Statistique.

Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en millions de florins)	En provenance de l'U.E.B.L.		Total (en millions de florins)	Vers l'U.E.B.L.	
		En millions de florins	% du total		En millions de florins	% du total
1950.....	7 811	1 437	18,4	5 386	727	13,5
1951.....	9 700	1 774	18,3	7 409	1 095	14,8
1952.....	8 449	1 451	17,2	8 015	1 251	15,6
1953.....	9 026	1 556	17,2	8 180	1 266	15,5
1954.....	10 860	1 841	17,0	9 172	1 293	14,1
1955.....	12 191	2 205	18,1	10 211	1 411	13,8
1956.....	14 156	2 680	18,9	10 876	1 543	14,2
1957.....	15 599	2 816	18,1	11 770	1 826	15,5
1958.....	13 774	2 459	17,9	12 227	1 830	15,0
1959.....	14 968	2 747	18,4	13 703	2 009	14,7
1960.....	17 217	3 155	18,3	15 305	2 184	14,3
1961.....	18 652	3 549	19,0	15 712	2 373	15,1

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Répartition d'après le degré de transformation

ANNÉE	Produits alimentaires boissons et tabacs		Matières brutes et combustibles		Produits manufacturés		Total
	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs
IMPORTATIONS							
1954.....	4,6	26,8	3,6	20,9	8,9	52,3	17,1
1955.....	5,0	26,4	4,0	21,3	9,8	52,3	18,8
1956.....	5,2	24,4	5,1	23,9	11,0	51,7	21,4
1957.....	5,3	22,2	6,0	24,7	12,9	53,1	24,2
1958.....	5,2	21,1	5,5	22,4	13,9	56,5	24,6
1959.....	5,8	21,3	5,2	19,1	16,2	59,6	27,2
1960.....	5,6	18,9	5,7	19,5	18,1	61,6	29,4
1961.....	5,8	18,0	6,8	20,9	19,7	61,1	32,3
EXPORTATIONS							
1954.....	0,9	3,7	3,3	13,9	19,9	82,4	24,2
1955.....	1,0	3,3	4,5	15,7	23,3	81,0	28,8
1956.....	1,1	3,3	4,7	13,7	28,8	83,0	34,7
1957.....	1,3	3,7	5,1	14,2	29,7	82,1	36,1
1958.....	1,8	5,7	4,3	13,7	25,2	80,0	31,5
1959.....	1,9	5,4	4,3	12,3	28,8	82,3	35,0
1960.....	1,9	4,8	4,1	10,2	34,1	85,0	40,1
1961.....	2,3	5,0	4,4	9,5	39,2	85,5	45,9

Source : Institut National de Statistique.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations				Exportations			
	1958	1959	1960	1961	1958	1959	1960	1961
<i>Industrie métallurgique</i>	588	686	914	1 170	4 825	5 987	7 497	7 167
Fer et acier	413	463	573	725	3 372	4 252	5 084	4 679
Métaux non ferreux	175	223	341	445	1 453	1 735	2 413	2 488
<i>Industrie des fabrications métalliques</i>	5 296	5 868	6 615	6 215	8 402	8 938	9 044	11 565
Machines	1 109	1 798	1 772	1 792	2 426	2 029	2 112	2 220
Construction électrique ...	1 716	1 965	2 408	2 856	2 395	2 452	2 891	3 674
Matériel de transport	1 620	1 212	1 374	1 461	2 796	3 449	3 928	5 557
Armes	21	2	1	106	93	103	113	114
Autres articles manufacturés en métal	830	891	1 060	781	692	905	1 206	1 494
<i>Industries textiles et du vêtement</i>	2 758	3 142	3 556	3 926	6 179	6 940	8 222	9 820
Filés	349	530	615	778	2 128	2 429	2 694	2 975
Tissus	1 343	1 554	1 605	1 631	1 904	2 205	2 556	3 206
Autres produits textiles	289	211	381	412	607	705	978	1 163
Vêtement	777	847	955	1 105	1 540	1 601	1 994	2 476
<i>Industries chimiques</i>	1 675	1 892	1 918	2 021	1 717	1 872	2 176	2 234
Produits chimiques proprement dits	650	654	394	388	395	466	613	622
Engrais manufacturés	38	47	56	42	493	505	484	473
Produits photographiques ..	7	10	37	45	126	137	172	196
Autres produits chimiques ..	980	1 181	1 431	1 546	703	764	907	943
<i>Industrie charbonnière</i>	1 224	1 322	1 215	1 381	771	619	472	508
<i>Dérivés du pétrole</i>	3 557	1 955	1 962	2 111	2 944	2 005	1 624	1 408
<i>Produits alimentaires, boissons et tabacs</i>	1 838	2 014	2 377	2 463	786	925	1 111	1 595
<i>Matériaux de construction</i>	132	152	690	187	759	962	1 580	1 208
<i>Industrie du verre</i>	89	127	160	192	742	874	1 044	1 109
<i>Industrie du papier et du carton</i>	1 008	1 068	1 227	1 317	697	781	964	1 095

Source : Institut National de Statistique.

Commissariat de l'Énergie Atomique

Principaux produits manufacturés exportés par secteur industriel

Secteur industriel	1958		1959		1960		1961		Total
	Exportations		Importations		Exportations		Importations		
	1958	1959	1958	1959	1960	1961	1960	1961	
Industrie chimique	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Produits chimiques proprement dits	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie métallurgique	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres produits chimiques	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie textile	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres produits textiles	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie électrique	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres produits électriques	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie du transport	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres produits de transport	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie des instruments de mesure	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres instruments de mesure	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie des machines-outils	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres machines-outils	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie des machines	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres machines	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie des produits métallurgiques	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres produits métallurgiques	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie des produits chimiques	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres produits chimiques	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie des produits textiles	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres produits textiles	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie électrique	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres produits électriques	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie du transport	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres produits de transport	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie des instruments de mesure	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres instruments de mesure	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie des machines-outils	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres machines-outils	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie des machines	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres machines	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Industrie des produits métallurgiques	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Autres produits métallurgiques	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000

Source: Institut National de Statistique

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

Agriculture

AIDE FINANCIÈRE

La loi du 15 février 1961 (« Moniteur belge » du 7 mars 1961) porte création d'un Fonds d'investissement agricole destiné à mettre des ressources financières supplémentaires à la disposition des agriculteurs et horticulteurs, afin qu'ils aient de tous avantages et compensations.

L'arrêté royal du 19 mai 1961 (« Moniteur belge » du 19 mai 1961) réglemente de nouvelles modalités de l'investissement agricole. L'Institut national de Crédit agricole est chargé d'exécuter les décisions ministérielles concernant l'accès, à charge du Fonds prêté, des garanties, primes, subventions ou prêts.

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

L'arrêté royal du 19 mai 1961 (« Moniteur belge » du 31 mai 1961) relève le plafond des engagements de l'Institut national de Crédit agricole de 250 millions de francs, le portait ainsi à 2,5 milliards de francs.

RÉGLEMENTATION

L'arrêté ministériel du 13 mars 1961 (« Moniteur belge » du 17 mars 1961), modifié par l'arrêté ministériel du 11 avril 1961 (« Moniteur belge » du 15 avril 1961), a institué une nouvelle réglementation de l'importation de volailles vivantes d'abattage et de volaille abattue.

SUBVENTIONS ET PRIMES

Par l'arrêté ministériel de 7 février 1961 (« Moniteur belge » du 10 février 1961), il est accordé aux planteurs de houblon une subvention de 200 F par are de houblon déclaré au recensement du 15 mai 1960, le prix du houblon de la récolte 1960 ayant été anormalement bas et même très inférieur au prix de revient.

Les primes payables entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1961, en application des arrêtés royaux du 10 février 1951 et du 10 août 1960 relatifs à l'amélioration des espèces bovines et chevalines, ont été diminuées de 10 % par l'arrêté royal du 10 février 1961 (« Moniteur belge » du 18 février 1961).

Par l'arrêté ministériel du 16 février 1961 (« Moniteur belge » du 24 février 1961), complété par l'arrêté ministériel du 2 mai 1961

RÉPERTOIRE DES FAITS
PRINCIPAUX

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

Agriculture

AIDE FINANCIÈRE

La loi du 15 février 1961 (« Moniteur belge » du 2 mars 1961) porte création d'un Fonds d'investissement agricole destiné à mettre des ressources financières supplémentaires à la disposition des agriculteurs et horticulteurs, ainsi qu'à celle de leurs associations et coopératives. Ces ressources doivent faciliter toutes opérations de nature à augmenter la productivité des exploitations agricoles et horticoles, à assurer et à accroître leur rentabilité et à diminuer les prix de revient. L'arrêté royal du 15 mai 1961 (« Moniteur belge » du 19 mai 1961) règle de manière générale le Fonds d'investissement agricole, l'Institut national de Crédit agricole étant chargé d'exécuter les décisions ministérielles concernant l'octroi, à charge du Fonds précité, des garanties, primes, subventions ou prêts.

L'arrêté royal du 19 mai 1961 (« Moniteur belge » du 31 mai 1961) relève le plafond des engagements de l'Institut national de Crédit agricole de 250 millions de francs, le portant ainsi à 2,5 milliards de francs.

RÈGLEMENTATION

L'arrêté ministériel du 13 mars 1961 (« Moniteur belge » du 17 mars 1961), modifié par l'arrêté ministériel du 11 avril 1961 (« Moniteur belge » du 15 avril 1961), a institué une nouvelle réglementation de l'importation de volaille vivante d'abattage et de volaille abattue.

SUBVENTIONS ET PRIMES

Par l'arrêté ministériel du 7 février 1961 (« Moniteur belge » du 10 février 1961), il est accordé aux planteurs de houblon une subvention de 200 F par are de houblon déclaré au recensement du 15 mai 1960, le prix du houblon de la récolte 1960 ayant été anormalement bas et même très inférieur au prix de revient.

Les primes payables entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1961, en application des arrêtés royaux du 10 février 1954 et du 19 août 1960 relatifs à l'amélioration des espèces bovine et chevaline, ont été diminuées de 10 % par l'arrêté royal du 10 février 1961 (« Moniteur belge » du 18 février 1961).

Par l'arrêté ministériel du 16 février 1961 (« Moniteur belge » du 24 février 1961), complété par l'arrêté ministériel du 2 mai 1961

(« Moniteur belge » du 8 mai 1961), une prime de 1 250 F par hectare de lin est accordée aux producteurs de cette culture sur la base de leur déclaration au recensement agricole du 15 mai 1961 et de la déclaration spéciale qu'ils ont dû faire le 27 mai 1961 au plus tard.

L'arrêté ministériel du 28 décembre 1960 relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de flocons d'avoine destinés à l'alimentation humaine a été abrogé et remplacé par l'arrêté ministériel du 24 février 1961 (« Moniteur belge » du 10 mars 1961) qui fixe cette intervention à 129,50 F par 100 kg pour les flocons d'avoine destinés à l'alimentation humaine, obtenus à l'aide d'avoine importée ou indigène et conditionnés pour la vente au détail en emballage de 3 kg ou moins.

L'arrêté ministériel du 24 février 1961 (« Moniteur belge » du 10 mars 1961) détermine l'intervention du Fonds agricole en matière de malt et d'orge utilisés en malterie. Pour les orges indigènes et importées, l'indemnité est de 135 F par 100 kg d'orge travaillés en malterie. En cas d'exportation de malt provenant d'orges indigènes, il est alloué aux malteurs une indemnité de 180 F par 100 kg de malt.

Les arrêtés ministériels du 21 juin 1961 (« Moniteur belge » du 12 juillet 1961), du 31 octobre 1961 (« Moniteur belge » du 25 novembre 1961) et du 19 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 22 décembre 1961) ont porté ces indemnités respectivement à 195 F, 165 F, et 135 F, pour l'avoine et à 260 F, 220 F, et 178 F pour le malt.

Benelux

Le transport routier irrégulier des personnes a été libéré à partir du 1^{er} janvier 1961.

Au cours de la réunion du Comité des Ministres de Benelux tenue le 15 mai 1961, la liberté d'exercer des activités économiques ou professionnelles indépendantes a fait l'objet d'une décision ministérielle réglementant cette matière d'une façon plus approfondie.

Dans le cadre de la suppression des mesures de contrôle sur les personnes à l'intérieur des frontières de Benelux, les jeunes gens voyageant en groupe à l'intérieur de la Communauté de Benelux ne doivent présenter, à partir du 1^{er} juillet 1961, qu'une liste collective.

Au cours de la réunion du Comité des Ministres de Benelux tenue le 25 septembre 1961, il a été décidé de libérer, à partir du 1^{er} janvier 1962, le transport d'objets déménagés et les transports de moins de 5 tonnes.

Les Ministres des Communications des pays de Benelux se sont réunis le 12 décembre 1961. Au cours de cette réunion, un document de transport uniforme a été établi pour le transport libéré entre les pays de Benelux.

Chômage (Voir Prévoyance sociale)

Commerce extérieur

ACCORDS DE COMMERCE ET DE PAIEMENT

ACCORDS DU BENELUX AVEC :

Le Royaume-Uni : le Benelux a conclu, pour les années 1958 à 1961 incluses, des accords commerciaux bilatéraux valables chacun pour un an, sans possibilité de reconduction tacite. Les documents relatifs aux accords de 1961 ont été signés le 17 août 1961.

La Hongrie : le 1^{er} janvier 1961, l'accord commercial signé le 28 mars 1959, a été tacitement reconduit pour une période d'un an.

La Pologne : l'accord commercial du 3 mars 1959 a été tacitement reconduit à partir du 1^{er} janvier 1961.

La Finlande : le protocole multilatéral en matière de commerce et de paiement, signé à Helsinki, le 16 février 1960, et valable pour un an à partir du 1^{er} janvier 1960, a été prorogé jusqu'au 31 décembre 1962. En vertu de ce protocole, l'accord commercial, signé le 8 novembre 1955 par l'U.E.B.L. et la Finlande et venant à terme le 30 juin 1957, a été reconduit.

La Suède : le 1^{er} mars 1961, l'accord commercial du 27 avril 1957 a été tacitement reconduit pour un an.

La Grèce : le 1^{er} février 1961, l'accord commercial signé le 9 mars 1960, a été tacitement reconduit pour un an.

La Bulgarie : le 1^{er} janvier 1961, l'accord commercial du 19 mars 1960 a été tacitement prorogé pour une période d'un an.

L'Autriche : l'accord commercial du 29 juin 1957 ainsi que les protocoles complémentaires du 24 novembre 1958 et du 16 février 1961 ont été prorogés tacitement pour un an, le 1^{er} avril 1961.

La Tchécoslovaquie : l'accord commercial du 15 juin 1959 a été tacitement reconduit, le 1^{er} avril 1961, pour une période d'un an.

La Tunisie : l'accord commercial, signé le 1^{er} août 1958, et les protocoles additionnels du 26 septembre 1960 et du 29 mars 1961, ont été tacitement reconduits, le 1^{er} avril 1961, pour une période d'un an.

La Suisse : le 1^{er} avril 1961, l'accord commercial signé le 21 juin 1957, a été tacitement reconduit pour un an.

La Norvège : le 1^{er} mai 1961, l'accord commercial, signé le 28 mai 1957, a été tacitement reconduit pour un an.

Le Danemark : le 1^{er} décembre 1961, l'accord commercial du 28 décembre 1956 a été tacitement reconduit pour un an.

La Yougoslavie : le 1^{er} juillet 1961, l'accord commercial du 18 juin 1958 et le protocole complémentaire du 30 septembre 1960 ont été reconduits tacitement pour une période d'un an.

L'Espagne : le 15 avril 1961, l'accord commercial du 2 juin 1960 a été

reconduit tacitement pour une période d'un an. Un protocole additionnel a été signé le 28 juillet 1961.

Le Portugal : le 24 mai 1961, un nouvel accord commercial a été signé qui remplace celui du 25 mars 1957. Le 30 septembre 1961, le Portugal a dénoncé cet accord — ainsi que ses accords commerciaux avec les autres pays de la C. E. E. — à partir du 1^{er} octobre 1962.

Le Japon : l'accord commercial, signé le 8 octobre 1960 à Tokio, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1961, pour une période de 3 ans.

La Roumanie : l'accord commercial signé le 30 septembre 1960, a été prorogé, le 1^{er} octobre 1961, pour une période d'un an.

Le Maroc : l'accord commercial signé le 5 août 1958, a été reconduit tacitement pour une période d'un an, à partir du 1^{er} juillet 1961. Un protocole additionnel a été signé le 22 septembre 1961.

Israël : l'accord commercial du 29 août 1958 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 1^{er} septembre 1961.

Le Honduras : l'accord commercial du 30 janvier 1959 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 25 mai 1961. Les deux parties bénéficient de la clause de la nation la plus favorisée.

La France : l'accord commercial conclu avec ce pays, le 26 mars 1959, reste en vigueur pour une durée illimitée.

L'Italie : l'accord commercial du 20 juin 1959 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 1^{er} janvier 1961.

ACCORDS DE L'U.E.B.L. AVEC :

L'Allemagne occidentale : la convention relative au commerce, conclue le 5 décembre 1958 entre la Chambre du Commerce extérieur de la République démocratique allemande et l'Office de Récupération économique, a été de nouveau prorogée pour un an, à partir du 31 décembre 1961.

Les pays de l'Amérique latine : au cours de l'année 1961, les accords commerciaux suivants ont été reconduits tacitement pour une période d'un an.

U.E.B.L.-Argentine, du 25 novembre 1957;

Belgique-Bolivie, du 18 avril 1912;

U.E.B.L.-Chili, du 26 mai 1933 et du 27 août 1936;

U.E.B.L.-Colombie, du 1^{er} mai 1829;

Belgique-République dominicaine, du 21 août 1884;

Belgique-Équateur, du 5 mars 1887;

U.E.B.L.-Guatemala, du 7 novembre 1924;

U.E.B.L.-Haïti, du 9 juillet 1936;

U.E.B.L.-Mexique, du 16 septembre 1950;

U.E.B.L.-Uruguay, du 22 février 1937 et du 14 juin 1946;

Belgique-Venezuela, du 1^{er} mars 1884.

DROITS D'ENTRÉE ET DE SORTIE

L'arrêté royal du 10 avril 1961 (« Moniteur belge » du 18 mai 1961) modifie l'arrêté royal du 7 décembre 1960 établissant, à partir du 1^{er} janvier 1961, un nouveau tarif des droits d'entrée.

L'arrêté royal du 6 juin 1961 (« Moniteur belge » du 24 juin 1961) modifie l'arrêté royal du 7 décembre 1960 relatif au tarif des droits d'entrée, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1961. Ces modifications n'affectent que l'expression, en monnaie néerlandaise, des droits spécifiques du tarif de Benelux. Rien n'a été modifié aux taux exprimés en francs belges.

L'arrêté royal du 22 novembre 1961 (« Moniteur belge » du 8 décembre 1961) modifie l'arrêté royal du 7 décembre 1960 relatif au tarif des droits d'entrée, déjà modifié par les arrêtés royaux du 10 avril 1961 et du 6 juin 1961. Dans le but de les rapprocher du tarif extérieur commun de la C. E. E., les tarifs nationaux ont été diminués de 20 %. Par ailleurs, les droits d'entrée sur les livraisons de produits industriels entre les pays membres de la C. E. E. ont, à nouveau, été réduits de 10 % par le même arrêté.

L'arrêté royal du 27 décembre 1960 et les arrêtés royaux des 18 janvier, 20 janvier, 30 janvier, 9 mars, 21 avril, 2 juin et 7 juillet 1961, établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires, ont été abrogés et remplacés, à partir du 1^{er} janvier 1962, par l'arrêté royal du 28 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 30 décembre 1961). Ces modifications ont été apportées au Tarif des droits d'entrée, en conformité aux engagements pris dans le cadre du traité instituant la Communauté Economique européenne.

Plusieurs arrêtés ministériels ont supprimé ou fixé le droit à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires à un niveau inférieur au taux maximum prévu par les arrêtés royaux précités.

Les arrêtés ministériels du 28 novembre 1961 (« Moniteur belge » du 7 décembre 1961) et du 21 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 29 décembre 1961) réglant les franchises en matière de droits d'entrée, ont apporté une nouvelle modification à l'arrêté ministériel du 17 février 1960, déjà modifié par les arrêtés ministériels du 25 juin 1960 et du 16 décembre 1960.

LICENCES D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION

L'arrêté ministériel du 27 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1960) suspendant l'obligation de produire une licence pour l'importation de certaines marchandises, modifié par l'arrêté ministériel du 12 mai 1961 (« Moniteur belge » du 18 mai 1961), a été

remplacé par l'arrêté ministériel du 28 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 30 décembre 1961) entré en vigueur le 1^{er} janvier 1962.

L'arrêté ministériel du 28 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 30 décembre 1961) modifie, à partir du 1^{er} janvier 1962, l'arrêté ministériel du 24 février 1960 (« Moniteur belge » du 27 février 1960) suspendant l'obligation de produire une licence pour l'importation de certaines marchandises. Ce dernier arrêté avait déjà été modifié par les arrêtés ministériels du 2 août 1960, du 7 octobre 1960, du 27 décembre 1960 et du 14 novembre 1961.

Communauté Economique Européenne

L'application accélérée du Traité en matière agricole, est devenue effective le 1^{er} janvier 1961.

A partir du 1^{er} janvier 1962, et par rapport au niveau de 1957, les tarifs intérieurs seront réduits de 40 % pour les produits industriels, de 35 % pour les produits agricoles non libérés et de 30 % pour les produits agricoles déjà libérés.

Conformément à la décision du 12 mai 1960 en vue d'accélérer le désarmement tarifaire, les contingents à l'importation des produits industriels ont été supprimés à la fin de 1961. A la même date, les restrictions quantitatives sur les produits agricoles soumis à une organisation de marché ont été assouplies et portées à 60 %.

En ce qui concerne la libre circulation des travailleurs, le Conseil a fixé, le 12 juin 1961, un premier règlement complété par des directives de la Commission en date du 21 août 1961. Celui-ci est entré en vigueur le 1^{er} septembre 1961.

Le 9 juillet 1961, a été signé un Accord d'Association de la Grèce à la C. E. E.

Le 9 août 1961, le Royaume-Uni, suivi par la Turquie, la Suisse, l'Autriche et la Suède, a introduit auprès du Conseil de la Communauté, une demande d'adhésion.

Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier

Voir Industrie (Charbonnages).

Coopération économique internationale

La loi du 11 août 1961 (« Moniteur belge » du 19 octobre 1961) porte approbation des actes internationaux suivants :

- a) l'accord monétaire européen et son annexe, signés à Paris, le 5 août 1955;
- b) le protocole d'application provisoire de l'Accord monétaire européen, signé à Paris, le 5 août 1955;
- c) le protocole additionnel n° 2 portant amendement à l'Accord monétaire européen, signé à Paris, le 27 juin 1958;

d) le protocole additionnel n° 3 portant amendement à l'Accord monétaire européen, signé à Paris, le 15 janvier 1960.

La loi du 28 juillet 1961 (« Moniteur belge » du 24 novembre 1961) approuve la Convention internationale sur les pêcheries de l'Atlantique du Nord-Est et l'annexe, signées à Londres, le 24 janvier 1959.

La loi du 25 août 1961 (« Moniteur belge » du 19 octobre 1961) porte approbation de la Convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement économiques, des protocoles additionnels, du protocole relatif à la revision de la Convention de Coopération économique européenne du 16 avril 1948 et du mémorandum d'accord pour l'application de l'article 15 de la Convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement économiques, signés à Paris, le 14 décembre 1960.

La loi du 12 août 1961 (« Moniteur belge » du 28 octobre 1961) approuve le deuxième protocole additionnel à l'accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe, signé à Paris, le 15 décembre 1956.

La loi du 13 octobre 1961 (« Moniteur belge » du 21 octobre 1961) détermine la procédure de désignation des représentants de la Belgique et de leurs suppléants à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

Coordination économique

L'arrêté royal du 2 juin 1961 (« Moniteur belge » du 5 juin 1961) porte création du Comité ministériel de coordination économique et sociale et des comités ministériels qui en dépendent. Le Comité ministériel précité a pour mission d'arrêter les directives générales de la politique économique, financière et sociale du Gouvernement et d'en coordonner l'exécution.

L'arrêté royal du 6 janvier 1961 (« Moniteur belge » du 27 janvier 1961) modifiant l'arrêté royal du 14 octobre 1959 créant un Bureau de Programmation économique, porte à huit le nombre des membres de ce Bureau.

L'arrêté royal du 27 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 18 janvier 1962) détermine les modalités de fonctionnement du Conseil national de la Coopération, des commissions et de leurs bureaux respectifs.

Economie (divers)

RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION

L'arrêté royal du 20 février 1961 (« Moniteur belge » du 4 mars 1961) a accueilli une requête relative à l'industrie des verres coulés, déposée en application de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution. Jusqu'au 31 décembre 1963, il est interdit à tout producteur de verres coulés de dépasser, en production annuelle, 50 %

de la capacité de production de ses installations établies au 30 juin 1960.

SOCIÉTÉS (Statut des)

La loi du 20 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 25 décembre 1961) modifie la loi du 17 juin 1960 relative au statut des sociétés belges de droit colonial ayant leur principal établissement administratif en Belgique.

STATISTIQUES

L'arrêté ministériel du 7 avril 1961 (« Moniteur belge » du 29 avril 1961) prescrit l'établissement d'une statistique mensuelle et trimestrielle de l'activité des importateurs, des exportateurs, des raffineurs de pétrole et de ses dérivés, des producteurs de pétrole brut et de gaz naturel de pétrole, ainsi que du mouvement et de la localisation de leurs stocks.

Emploi (Voir Expansion économique et Travail)

Euratom

Une convention de coopération relative aux conditions de travail, à l'hygiène et à la protection des populations et des travailleurs, a été signée par l'Organisation internationale du Travail et par la Communauté européenne de l'Energie Atomique, le 26 janvier 1961. Cette convention est entrée en vigueur le 28 février 1961 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 9 mars 1961 et du 8 avril 1961).

Au cours de la session des 20 et 21 mars, le Conseil de l'Euratom a adopté un accord de coopération avec le Brésil.

Par sa décision du 9 septembre 1961, le Conseil de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique a conféré à la « Société d'Energie Nucléaire Franco-Belge des Ardennes » (S.E.N.A.), pour une période de 25 ans, la qualité d'entreprise commune, telle qu'elle est prévue par les dispositions des articles 45 à 51 du Traité. A cette société anonyme participent, à parts égales, « l'Electricité de France » et le groupe belge d'« Electricité du Centre et Sud ». (« Journal officiel des Communautés européennes » du 9 octobre 1961).

Par un règlement du 29 novembre 1961, la Commission de l'Euratom exclut de l'application des dispositions prévues au chapitre concernant l'approvisionnement, le transfert de petites quantités de minerais, de matières brutes et de matières fissiles spéciales (« Journal officiel des Communautés européennes » du 19 décembre 1961).

Expansion économique

Par arrêté royal du 13 janvier 1961 (« Moniteur belge » du 25 janvier 1961), le montant de 6,5 milliards de francs, fixé par l'arrêté royal du 22 juin 1960 pris en exécution de la loi du 4 mai 1959 portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse nationale du Crédit professionnel, est porté, par libération d'une troisième tranche de 500 millions de francs, à 7 milliards de francs. L'arrêté royal du 27 juin 1961

(« Moniteur belge » du 8 juillet 1961) a porté ce montant à 7,5 milliards de francs.

La loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (« Moniteur belge » du 15 février 1961) modifie les articles 1, 4 et 7 de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles; elle remplace par de nouvelles dispositions les articles 7, 8, 9, 10 et 16 de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions. En outre, elle complète l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 octobre 1937, relatif au statut de la Société nationale de Crédit à l'Industrie, modifié par la loi du 21 août 1948.

L'arrêté royal du 22 mars 1961 (« Moniteur belge » du 23 mars 1961) portant exécution de l'article 4 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, modifie l'article 15 de l'arrêté royal du 17 août 1959 portant exécution de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, et l'article 14 de l'arrêté royal du 18 août 1959 portant exécution de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions. La garantie de l'Etat ne peut être accordée qu'au profit de personnes physiques ou morales qui ne peuvent offrir aux organismes de crédit les garanties suffisantes pour l'obtention d'un crédit ordinaire, sans qu'il soit nécessaire, dans tous les cas, que les actifs de ces personnes soient entièrement grevés préalablement à l'octroi de ladite garantie. Les demandes en obtention de la garantie de l'Etat doivent être introduites par les organismes de crédit. Les bénéficiaires de crédits paient une contribution de F 0,10 % augmentée de F 0,02 % par année de durée de crédit sur le montant du crédit.

L'arrêté royal du 10 avril 1961 (« Moniteur belge » du 20 avril 1961) portant exécution de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions, modifiée par la loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, détermine les cas dans lesquels des subventions peuvent être accordées pour couvrir une partie des investissements en immeubles bâtis et en matériel.

La loi du 28 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 18 janvier 1962) proroge, jusqu'au 31 décembre 1962, le bénéfice des exonérations fiscales accordées en vertu de la loi du 15 juillet 1959 tendant à favoriser l'absorption ou la fusion de sociétés et l'apport de branches d'activité.

Finances

EMPRUNTS

Les pouvoirs publics et les institutions de droit public ont procédé en 1961, à l'émission publique des emprunts suivants :

DÉSIGNATION	Date d'émission	Montant nominal (en millions de francs)	Taux d'intérêt nominal (%)	Durée	Taux d'émission (en francs)	Rendement pour les souscripteurs (%)
Caisse Nationale de Crédit professionnel, 1961, à 5, 8 ou 11 ans	1/1/61	250	5,25 (5 prem. an.) 5,50 (6 an. suiv.)	5, 8 ou 11 ans	98,50	5,60 - 5 ans 5,67 - 8 ans 5,72 - 11 ans
Société Nationale des Chemins de fer belges, 1961, à 5 ou 10 ans	16/1/61	2 350	5,25 (5 prem. an.) 5,50 (5 an. suiv.)	5 ou 10 ans	98,25	5,66 - 5 ans 5,72 - 10 ans
Société Nationale de Crédit à l'Industrie, 1961, à 5 ou 10 ans	27/2/61	2 000	5,25 (5 prem. an.) 5,50 (5 an. suiv.)	5 ou 10 ans	98,25	5,75 - 5 ans 5,82 - 10 ans
Régie des Télégraphes et Téléphones, 1961, à 5 ou 10 ans	13/4/61	2 000	5,25 (5 prem. an.) 5,50 (5 an. suiv.)	5 ou 10 ans	98,25	5,75 - 5 ans 5,82 - 10 ans
Caisse Nationale de Crédit professionnel, 1961, à 5, 8 ou 11 ans	1/6/61	250	5,25 (5 prem. an.) 5,50 (6 an. suiv.)	5, 8 ou 11 ans	98,25	5,75 - 5 ans 5,78 - 8 ans 5,82 - 11 ans
Etat belge, 1961-1973	8/6/61	7 007	5,25 (5 prem. an.) 5,50 (4 an. suiv.) 5,75 (dern. an.)	5, 9 ou 12 ans 6 mois	98,50	5,69 - 5 ans 5,74 - 9 ans 5,83 - 12 ½ ans

Etat belge, 1961-1981, à 5, 10, 15 ou 20 ans . . .	2/10/61	6 000	(5 prem. an.) 5,50 (du 6 ^e à la 10 ^e an.) 5,75 (du 11 ^e à la 15 ^e an.) 6,— (du 16 ^e à la 20 ^e an.) 5,25 (5 prem. an.) 5,50 (5 an. suiv.) 5,75 (10 dern. an.) 5,25 (5 prem. an.) 5,50 (5 an. suiv.) 5,75 (10 dern. an.) 5,25 (5 prem. an.) 5,50 (5 an. suiv.) 5,75 (10 dern. an.)	ou 20 ans 5, 10, 15 ou 20 ans 5, 10, 15 ou 20 ans 5, 10, 15 ou 20 ans	98,50	5,82 - 10 ans 5,87 - 15 ans 5,92 - 20 ans 5,60 - 5 ans 5,75 - 10 ans 5,82 - 15 ans 5,85 - 20 ans 5,60 - 5 ans 5,79 - 10 ans 5,87 - 15 ans 5,88 - 20 ans 5,60 - 5 ans 5,79 - 10 ans 5,87 - 15 ans 5,88 - 20 ans
Société Nationale de Crédit à l'Industrie, 1961, à 5, 10, 15 ou 20 ans	20/11/61	2 650			98,50	
Fonds des Routes, 1961, à 5, 10, 15 ou 20 ans . . .	11/12/61	2 500			98,50	

IMPÔTS

IMPÔTS SUR LES REVENUS

La loi du 14 février 1961 (« Moniteur belge » du 15 février 1961) d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier comporte de nombreuses dispositions temporaires et définitives en matière fiscale.

L'arrêté royal du 27 février 1961 (« Moniteur belge » du 1^{er} mars 1961) d'exécution de la loi du 14 février 1961 (Moniteur belge du 15 février 1961) établit une taxe exceptionnelle égale à 5 % :

- de la taxe mobilière et de la contribution nationale de crise dues sur les revenus d'actions ou parts et sur les revenus de capitaux investis par des associés non actifs dans des sociétés autres que par actions, sur les sommes réparties en espèces, en cas de partage complet ou partiel de l'avoir social dépassant le capital social éventuellement revalorisé, et sur la différence entre l'avoir social et le capital revalorisé, en cas de dissolution sans partage. Cette disposition s'applique au revenus alloués ou attribués au cours des années 1961 et 1962;
- de la taxe professionnelle due sur les revenus non distribués par les sociétés et associations possédant la personnalité juridique (cette disposition s'applique aux exercices 1961 et 1962);
- de la taxe due par la Caisse générale d'épargne et de retraite sur les bonis annuels, pour autant que ceux-ci se rapportent aux opérations d'épargne (cette disposition s'applique aux exercices de 1961 et de 1962).

L'arrêté royal du 27 février 1961 (« Moniteur belge du 1^{er} mars 1961) d'exécution de la loi précitée du 14 février 1961, établit une taxe exceptionnelle égale à :

- 10 % du montant des revenus nets déjà taxés d'origine belge, autres que les revenus d'actions ou parts ou de capitaux investis, qui est imputé sur les revenus distribués aux actionnaires et associés non actifs par les sociétés et associations possédant la personnalité juridique (cette disposition s'applique aux revenus alloués ou attribués au cours des années 1961 et 1962).
- 5 % du montant des revenus mentionnés ci-dessus et déjà taxés, qui est déduit des revenus imposables dans le chef des sociétés étrangères pour les exercices 1961 et 1962.

Pour ce qui concerne les propriétés foncières situées en Belgique, à l'exception, toutefois, des immeubles ou parties d'immeubles que le propriétaire affecte à l'exercice de son activité professionnelle, l'arrêté royal du 27 février 1961 précité (« Moniteur belge » du 1^{er} mars 1961) a également doublé le revenu servant de base à la contribution foncière pour la détermination du revenu global imposable à l'impôt complémentaire personnel.

Par la loi du 14 février 1961, la loi du 15 juillet 1959 apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de favoriser des investissements complémentaires, a été prorogée pour deux ans. Le

régime de faveur instauré par cette loi sera donc aussi applicable aux investissements complémentaires en immeubles et outillages professionnels faits en Belgique, pendant chacune des années 1961 et 1962 ou pendant l'exercice comptable clôturé au cours de chacune des années 1962 et 1963. Par ailleurs, le montant minimum des investissements donnant droit à l'application de ce régime a été ramené de 50 000 à 30 000 F, afin de permettre aux petites et moyennes entreprises de bénéficier des dispositions de cette loi.

La loi du 14 février 1961 comporte certaines dispositions relatives à la fiscalité communale. Les communes peuvent établir une imposition (dont le taux ne peut, toutefois, dépasser 10 % de la taxe due à l'Etat) sur les revenus d'actions qui correspondent proportionnellement aux bénéfices réalisés en Belgique, sur les revenus de capitaux investis en Belgique, sur les revenus professionnels réalisés en Belgique et sur les véhicules automobiles.

La loi du 28 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 18 janvier 1962) a prolongé jusqu'au 31 décembre 1962, l'application du régime de faveur instauré par la loi du 15 juillet 1959 et tendant à favoriser l'absorption ou la fusion de sociétés ainsi que l'apport de branches d'activité.

L'arrêté royal du 27 février 1961 déjà cité (« Moniteur belge » du 1^{er} mars 1961) permet aux personnes exerçant une profession indépendante ou libérale qui sont effectivement aidées par leur conjoint dans l'exercice de leur activité professionnelle, d'attribuer à ce conjoint, pour le calcul de la taxe professionnelle, une quote-part des bénéfices et profits, ceci dans des conditions et des limites bien déterminées.

L'arrêté royal du 14 juillet 1961 (« Moniteur belge » du 17 juillet 1961) soumet certains revenus provenant de capitaux mobiliers, à l'impôt complémentaire personnel perçu par voie de retenue à la source suivant un taux uniforme qui ne peut dépasser 10 %.

La loi du 30 mai 1961 (« Moniteur belge » du 2 juin 1961) comporte certaines mesures exceptionnelles en matière de délais et de sursis, en raison des troubles sociaux survenus en Belgique.

IMPÔT SUR LA CIRCULATION JURIDIQUE DES BIENS

Les taux des taxes assimilées au timbre ont été augmentés de deux décimes par l'article 120 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (« Moniteur belge » du 15 février 1961) et par l'arrêté royal du 3 mai 1961 (« Moniteur belge » du 5 mai 1961); toutefois, les taux sur le tabac, l'essence et les livraisons de courant électrique à haute tension sont maintenus.

L'arrêté royal du 3 mai 1961 précité ramène de 5 à 1 %, le taux de la taxe forfaitaire perçue sur les livraisons de charbons et d'autres combustibles solides ainsi que de gaz d'éclairage.

Par l'article 18 de la loi du 22 février 1961 (« Moniteur belge »

du 28 février 1961), les sociétés de transports intercommunaux régies par la loi relative à la création de sociétés de transports en commun urbains ont été assimilées à l'Etat, pour l'application des dispositions légales relatives aux taxes assimilées au timbre.

L'arrêté royal du 4 mai 1961 (« Moniteur belge » du 5 mai 1961) modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953, établit un nouveau tableau des majorations de la taxe de transmission et de la taxe de luxe perçues à l'importation. Dans ce tableau, les marchandises sont désignées par référence au Tarif des droits d'entrée. Cet arrêté royal a été modifié par les arrêtés royaux du 15 mai 1961 (« Moniteur belge » du 30 mai 1961), du 22 novembre 1961 (« Moniteur belge » du 28 novembre 1961) et du 14 décembre 1961 (« Moniteur belge » des 26, 27 et 28 décembre 1961).

L'arrêté royal du 28 juin 1961 (« Moniteur belge » du 1^{er} juillet 1961) proroge jusqu'au 30 juin 1962, l'exonération de la taxe sur les transports établie en faveur de certains transports fluviaux intérieurs de grains de céréales en vrac et du remorquage nécessaire à ces transports. L'arrêté royal du 28 juillet 1961 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1961) étend cette exonération aux transports, du même genre, de graines de fruits oléagineux en vrac.

Par arrêté royal du 7 juillet 1961 (« Moniteur belge » du 13 juillet 1961), sont exonérés de la taxe de facture, jusqu'au 30 juin 1962, les achats et les ventes, effectués par des commerçants belges, de marchandises désignées limitativement par référence au Tarif des droits d'entrée et non encore nationalisées au moment de leur transmission. La liste de ces marchandises a été modifiée par arrêté royal du 14 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 21 décembre 1961).

L'arrêté royal du 28 juillet 1961 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1961) étend le régime de faveur établi pour les entreprises d'ouvrage exécutées dans le cadre d'un accord de rationalisation, qui concourent à la fabrication de produits semblables, aux prestations, exécutées dans les mêmes conditions, qui concourent à l'exécution d'entreprises d'ouvrages semblables.

Le même arrêté royal soumet à la taxe forfaitaire, le phosphate double de calcium et de magnésium, les extraits de chicorée torréfiée et des autres succédanés torréfiés du café non conditionnés pour la vente au détail, les débris d'ouvrage et les déchets de caoutchouc et de matières plastiques artificielles utilisables pour la récupération de celles-ci.

L'arrêté royal du 2 août 1961 (« Moniteur belge » du 4 août 1961) ramène de 9 à 6 %, le taux de la taxe forfaitaire perçue sur les engrais azotés, à partir du 5 août 1961.

L'arrêté royal du 7 juillet 1961 (« Moniteur belge » du 13 juillet 1961) abroge le mode de paiement par apposition de timbres sur les déclarations mensuelles, pour les ventes de matériaux de construction consenties à des particuliers achetant pour leur usage privé ou celui

de leur ménage, ainsi que pour les ouvrages immobiliers, commandés par des particuliers dans les mêmes conditions.

A partir du 18 septembre 1961, la taxe sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux à l'état liquide a été ramenée de 14 à 6 %, lorsque ces produits sont utilisés, par l'acheteur, dans son entreprise, comme matières premières (arrêté royal du 8 septembre 1961 — « Moniteur belge » du 16 septembre 1961). Le même arrêté étend le régime de faveur accordé jusqu'à présent à l'industrie pétrochimique.

L'arrêté royal du 18 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 29 décembre 1961) a exonéré de la taxe de transmission de 6 %, l'importation de certains animaux de boucherie qui sont originaires et en provenance des Pays-Bas ou du Grand-Duché de Luxembourg. Par ailleurs, la taxe a été ramenée de 12 à 6 % pour la viande et les autres produits comestibles qui sont originaires et en provenance des Pays-Bas ou du Grand-Duché de Luxembourg, à l'exception de certaines préparations et conserves de viande, soumises à une taxe de 7 %.

La loi du 28 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 18 janvier 1962) apporte, en ce qui concerne les droits de timbre, les modifications suivantes à la loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement :

- le droit de timbre de 0,30 % dû, jusqu'à présent, sur les titres émis par des personnes établies en Belgique en représentation d'actions, obligations ou effets publics quelconques belges, est supprimé pour éviter la double taxation;
- le droit de 1,60 % dû sur les titres émis par des personnes établies en Belgique en représentation d'actions, obligations ou autres effets publics étrangers, demeure exigible dès la création de ces titres et pour autant qu'ils soient émis en Belgique; si, par contre, l'émission a lieu à l'étranger, le droit de 1,60 % n'est, dans certaines conditions, dû qu'au moment où les titres sont émis par un agent de change ou un banquier, établis en Belgique, à la suite d'une transaction conclue en Belgique ou de leur mise en gage au profit d'une des personnes précitées.

DROITS D'ACCISE

L'arrêté ministériel du 16 mai 1961 (« Moniteur belge » du 19 mai 1961) modifie le règlement annexé à l'arrêté ministériel du 5 juin 1939 concernant la perception de l'accise sur les boissons fermentées de fruits et certains liquides alcooliques.

L'arrêté royal du 7 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 15 décembre 1961) réduit, à partir du 1^{er} janvier 1962, le droit d'accise auquel sont soumis les tabacs fabriqués, indigènes ou étrangers. Cette réduction est en liaison avec l'augmentation proportionnelle des droits d'entrée sur ces produits.

Droits d'entrée et de sortie (Voir Commerce extérieur).

DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE SUCCESSION

L'article 121 § 1 de la loi du 14 février 1961 (« Moniteur belge » du 15 février 1961) majore d'un dixième, à partir du 1^{er} mars 1961 les taux des droits de succession et de mutation par décès ainsi que ceux du droit d'enregistrement de donation; le cas échéant, le taux du droit est arrondi au décime supérieur d'un franc. L'arrêté royal du 27 juillet 1961 (« Moniteur belge » du 18 août 1961), pris en exécution de l'article 121 § 1 précité, a apporté au Code des droits de succession et au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, les modifications qui résultent de la majoration des taux.

L'article 121, § 2 de la loi du 14 février 1961 précité a porté de 0,15 à 0,17 %, le taux de la taxe annuelle compensatoire des droits de succession.

Industrie

INDUSTRIES DIVERSES

Par arrêté royal du 20 février 1961 (« Moniteur belge » du 4 mars 1961), a été accueillie une requête relative à l'industrie des verres coulés, déposée en application de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935 et permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution. Jusqu'au 31 décembre 1963, il est interdit à tout producteur de verres coulés de dépasser, en production annuelle, 50 % de la capacité de production de ses installations dans leur état au 30 juin 1960.

Un accord, relatif à la création à Gand d'une entreprise sidérurgique, a été signé le 10 mai 1961.

INDUSTRIE CHARBONNIÈRE

MESURES PRISES PAR LA BELGIQUE

L'arrêté royal du 18 janvier 1961 (« Moniteur belge » du 21 janvier 1961) a désigné des commissaires du Gouvernement auprès de certaines houillères.

Le « Moniteur belge » du 17 mars 1961 publie les lois relatives au Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers, coordonnées le 3 février 1961

L'arrêté royal du 23 août (« Moniteur belge » du 12 septembre 1961) détermine les modalités de fonctionnement de l'Institut national de l'Industrie charbonnière.

La loi du 16 novembre 1961 (« Moniteur belge » du 23 novembre 1961) porte création d'un Directoire de l'industrie charbonnière. A cet établissement public, doté de la personnalité civile, sont conférées des attributions très vastes en matière d'industrie charbonnière. Il dispose de certains pouvoirs de décision dans les domaines suivants : la fixation des prix et l'établissement des programmes de production;

le regroupement et la rationalisation des exploitations; la coordination des investissements et la répartition des crédits garantis par l'Etat; la création et le développement d'installations communes à plusieurs entreprises; le recrutement, la formation et la répartition des ouvriers, la politique commerciale et de logement.

MESURES DE LA C.E.C.A.

Par sa décision n° 1-61 du 16 janvier 1961, la Haute Autorité a autorisé le Gouvernement belge à octroyer, pour l'exercice 1961, des subventions aux entreprises charbonnières ayant à subir des frais d'exploitation additionnels résultant des conditions naturelles des gisements et des déséquilibres manifestes qui alourdissent ces frais d'exploitation. Le tonnage susceptible d'être subventionné est fixé à 3,3 millions de tonnes, tandis que le montant total des subventions est de 400 millions de francs. Par ailleurs, le Gouvernement belge doit subordonner l'octroi des subventions à l'exécution, par les entreprises en cause, du programme de fermeture établi pour l'année 1961 et au respect des limites de production imposées. (« Journal Officiel des Communautés Européennes » du 25 janvier 1961).

Une allocation spéciale, temporaire, d'aide aux travailleurs des entreprises charbonnières belges contraints à du chômage partiel collectif par manque de débouchés de l'entreprise, a été attribuée par la Haute Autorité, en vertu de sa décision n° 2-61 du 1^{er} février 1961, pour la période du 1^{er} janvier 1961 au 31 décembre 1961 et dans la limite d'un montant maximum de 1 300 000 unités de compte A.M.E. Cette allocation est attribuée à condition que le programme d'assainissement de l'industrie charbonnière belge en 1961 soit effectivement réalisé. (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 10 février 1961). La décision n° 4-61 du 22 février 1961 détermine certaines mesures d'application de la décision précitée (« Journal Officiel des Communautés Européennes » du 28 février 1961).

Par sa décision du 20 décembre 1960, la Haute Autorité avait prolongé, pour l'année 1961, le contingentement relatif aux échanges de houille et d'agglomérés de houille. Pour l'année 1961, le contingent des livraisons en provenance des pays de la Communauté à destination de la Belgique a été fixé à 3 150 000 tonnes. Le contingent des livraisons de la Belgique aux pays de la Communauté, l'Italie exceptée, s'est élevé à 1 995 000 tonnes. Les importations en Belgique, en provenance de pays tiers, ne pouvaient dépasser 620 000 tonnes (« Journal Officiel des Communautés Européennes » du 23 décembre 1961).

Au cours de l'année 1961, ces contingents globaux ont été augmentés à trois reprises, par des décisions de la Haute Autorité; par celle du 29 mars 1961 n° 6-61, ils ont été portés respectivement à 3 220 000 et à 2 065 000 tonnes, pour les livraisons en provenance et à destination des Pays-Bas, par l'ajoute d'un contingent supplémentaire de 70 000 tonnes; par celle du 11 octobre 1961 n° 9-61, ils ont été

portés respectivement à 3 270 000 et à 2 115 000 tonnes pour les livraisons en provenance et à destination de la République Fédérale d'Allemagne par l'ajoute d'un contingent supplémentaire de 50 000 tonnes; par la décision du 22 novembre 1961 n° 10-61, ils ont enfin été fixés respectivement à 3 315 000 et à 2 160 000 tonnes pour les livraisons en provenance et à destination des Pays-Bas par l'ajoute d'un contingent supplémentaire de 45 000 tonnes (« Journal Officiel des Communautés Européennes » du 8 avril 1961, du 19 octobre 1961 et du 30 novembre 1961).

Le 13 décembre 1961, la Haute Autorité a décidé de prolonger, pour l'année 1962, l'application à la Belgique de l'article 37 du Traité concernant les contingents relatifs aux échanges de houille et d'agglomérés de houille. Le contingent des livraisons, en provenance des pays de la Communauté et à destination de la Belgique, a été fixé à 3 276 000 tonnes. Le contingent des livraisons de la Belgique aux pays de la Communauté, l'Italie exceptée, s'élève à 1 995 000 tonnes. Les importations en Belgique, en provenance de pays tiers, ne pourront dépasser 640 000 tonnes. A la demande d'un des pays partenaires, la Haute Autorité pourra augmenter ces contingents (« Journal Officiel des Communautés Européennes » du 23 décembre 1961).

Investissements (Voir Expansion économique)

Monnaie et Crédit

MARCHÉ MONÉTAIRE

La loi du 25 janvier 1961 (« Moniteur belge » du 7 mars 1961) approuve la convention entre le Royaume de Belgique et la République du Congo, relative à la liquidation de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi, signée à New York le 15 novembre 1960.

La Banque nationale de Belgique a baissé son taux d'escompte de 5 % à 4,75 %, le 23 août 1961, pris à 4,50 %, le 28 décembre 1961.

Le Règlement de la Commission bancaire du 21 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 30 décembre 1961) institue un coefficient de réserve monétaire pour agir sur le volume de la circulation et du crédit. Ce coefficient de réserve est applicable à l'ensemble des engagements à caractère monétaire ou quasi monétaire des banques. Il ne peut dépasser 20 % pour les engagements à vue et à un mois au plus, ni 7 % pour les engagements à plus d'un mois et pour les carnets de dépôts.

L'arrêté de la Commission bancaire du 21 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 30 décembre 1961) a abrogé, sous le bénéfice de mesures transitoires, les dispositions du règlement sur les coefficients bancaires du 11 octobre 1949, relatives à la Trésorerie et à la couverture. Toutefois, des mesures transitoires, prévues dans l'arrêté, limitent l'exonération des obligations de couverture à l'accroissement future du volume des dépôts.

MARCHÉ DES CAPITAUX

L'arrêté royal du 4 janvier 1961 (« Moniteur belge » du 11 janvier 1961) modifie le règlement de la Bourse de Fonds publics et de Change de Bruxelles. Si, malgré la réduction de moitié des demandes ou des offres, il est impossible de coter, la Commission de la Bourse peut, par une décision particulière, autoriser la cotation avec une réduction dépassant la moitié des demandes ou des offres.

Par arrêté royal du 13 janvier 1961 (« Moniteur belge » du 25 janvier 1961), le plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel fixé à 6,5 milliards de francs par l'arrêté royal du 22 juin 1960, pris en exécution de la loi du 4 mai 1959, est porté, par libération d'une troisième tranche de 500 millions de francs, à sept milliards de francs. L'arrêté royal du 27 juin 1961 (« Moniteur belge » du 8 juillet 1961) a, une fois de plus, relevé ce plafond en le portant à 7,5 milliards de francs.

Organisation de Coopération et de Développement économique

La convention créant l'Organisation de Coopération et de Développement économique (O.C.D.E.), signée le 14 décembre 1960, est entrée en vigueur le 30 septembre 1961, après avoir été ratifiée par dix-sept des vingt Etats membres.

Prévoyance sociale

SALARIÉS ET APPOINTÉS

La loi du 20 janvier 1961 (« Moniteur belge » du 28 janvier 1961) modifie l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. Les taux des cotisations ont été majorés de 0,50 % et leur répartition a fait l'objet d'une révision.

L'arrêté royal du 1^{er} février 1961 (« Moniteur belge » du 6 février 1961) a majoré les montants des allocations familiales en faveur des travailleurs.

L'arrêté royal du 8 février 1961 (« Moniteur belge » du 14 février 1961) a majoré les allocations octroyées en vertu de l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 à certaines catégories de victimes d'accidents du travail.

La loi du 14 février 1961 (« Moniteur belge » du 15 février 1961) d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, modifie l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 14 juillet 1951. Elle redétermine la dénomination et les attributions de l'Office national de l'Emploi, en ce qui concerne la réglementation du marché de l'emploi et l'assurance contre le chômage.

L'arrêté royal du 25 février 1961 (« Moniteur belge » du 1^{er} mars 1961) modifié par l'arrêté royal du 29 novembre 1961 (« Moniteur belge » du 7 décembre 1961), fixe les conditions et la mesure dans lesquelles l'Office national de l'Emploi peut intervenir dans la rémunération des chômeurs difficiles à placer, recrutés à son intervention.

L'arrêté royal du 27 février 1961 (« Moniteur belge » du 1^{er} mars 1961) portant exécution du Titre III, chapitre 1^{er}, section I de la loi du 14 février 1961 (« Moniteur belge » du 15 février 1961) d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, détermine la mission, les attributions et le fonctionnement de l'Institut de contrôle médical de l'assurance maladie-invalidité obligatoire, créé par la loi précitée auprès du Ministère de la Prévoyance sociale.

L'arrêté royal du 20 mars 1961 (« Moniteur belge » du 23 mars 1961) complète, par un nouveau chapitre II, le Titre III bis de l'arrêté organique de l'Office national de l'Emploi, signé le 26 mai 1945 par le Régent. Dorénavant l'Office national de l'Emploi interviendra, dans certains cas, dans les frais d'installation des travailleurs en chômage qui changent de résidence pour occuper un nouvel emploi dans une autre commune du pays.

L'arrêté royal du 20 mars 1961 (« Moniteur belge » du 23 mars 1961) complète aussi le Titre III bis de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, par un nouveau chapitre III. Il fixe les conditions de la rémunération des travailleurs touchés par la reconversion de leur entreprise.

L'arrêté royal du 21 mars 1961 (« Moniteur belge » du 4-5 avril 1961) lie les taux des allocations familiales et de naissance aux fluctuations de l'indice général des prix de détail 110 à partir du 1^{er} mars 1960. Il adapte ainsi les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés aux dispositions de la loi du 12 avril 1960 qui unifie les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail.

L'arrêté royal du 21 mars 1961 (« Moniteur belge » du 4-5 avril 1961) lie les montants des pensions de retraite et de survie, ainsi que les montants minimums garantis de la pension de retraite des ouvriers mariés à partir du 1^{er} mars 1960, aux fluctuations de l'indice général des prix de détail 110. Il adapte ainsi la loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et la loi du 9 août 1958 portant la pension de retraite des ouvriers mariés à 36.000 francs, aux dispositions de la loi du 12 avril 1960 qui unifie les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail.

L'arrêté royal du 21 mars 1961 (« Moniteur belge » du 4-5 avril 1961) lie les montants des pensions de retraite et de survie, ainsi que les montants minimums garantis par la loi aux fluctuations de l'indice général des prix de détail 110. Il adapte ainsi la loi du 12 juillet 1957, relative à la pension de retraite et de survie des employés, et la loi du 17 février 1959 portant augmentation de la pension de retraite

et de survie des employés, aux dispositions de la loi du 12 avril 1960 qui unifie les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail.

Adaptant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et l'arrêté du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, aux dispositions de la loi du 12 avril 1960 qui unifie les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail, l'arrêté royal du 23 mars 1961 (« Moniteur belge » du 18 avril 1961) fixe les plafonds des rémunérations pour les cotisations sociales de ces catégories de travailleurs et les lie, à partir du 1^{er} avril 1960, aux fluctuations de l'indice général des prix de détail 110.

L'arrêté royal du 23 mars 1961 (« Moniteur belge » du 12 avril 1961) modifie l'arrêté royal du 26 avril 1932 qui portait règlement organique du Fonds de garantie institué par la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. Il oblige les entreprises dispensées de contribuer au Fonds de garantie à constituer des réserves suffisantes pour la liquidation des sinistres et des allocations.

L'arrêté royal du 24 mars 1961 (« Moniteur belge » du 28 mars 1961) modifie le Titre III de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945; il règle la formation et la réadaptation accélérées des adultes.

L'arrêté royal du 13 juin 1961 (« Moniteur belge » du 22 juin 1961) lie les montants des pensions de retraite et de veuve des ouvriers mineurs à l'indice général des prix de détail à partir du 1^{er} mars 1960. Il adapte ainsi l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de Retraite des Ouvriers Mineurs en matière d'organisation du régime des pensions de retraite et de veuve, aux dispositions de la loi du 12 avril 1960 qui unifie les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail.

La loi du 17 juillet 1961 (« Moniteur belge » du 1^{er} septembre 1961) augmente, à partir du 1^{er} octobre 1961, les pensions de retraite et de survie des ouvriers, employés et assurés libres. Elle fixe les nouvelles modalités de calcul des pensions et détermine, pour les différentes catégories d'ayants droit, les montants minimums garantis de ces pensions de retraite et de survie.

L'arrêté royal du 24 août 1961 (« Moniteur belge » du 1^{er} septembre 1961) fixe les majorations du supplément de pension d'invalidité accordé aux ouvriers mineurs et assimilés.

L'arrêté royal du 24 août 1961 (« Moniteur belge » du 1^{er} septembre 1961) augmente les pensions de retraite et de survie des marins naviguant sous pavillon belge, fixe les modalités de calcul appliquées à ces pensions à partir du 1^{er} octobre 1961 et détermine, pour les différentes catégories d'ayants droit, les montants minimums garantis de ces pensions de retraite et de survie.

Deux arrêtés royaux du 24 août 1961 (« Moniteur belge » du 1^{er}

septembre 1961) modifient les articles 8, 9, 17 et 18 de l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve. Les prestations en faveur des ouvriers mineurs visés aux articles 8, 17, 9 et 18 précités sont augmentées dans la même mesure que celles prévues pour les pensions de retraite et de survie des ouvriers, des employés et des assurés libres par la loi du 17 juillet 1961.

L'arrêté royal du 30 août 1961 (« Moniteur belge » du 13 septembre 1961) augmente le taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. Les cotisations journalières sont portées de 16,90 F à 17,90 F pour les travailleurs du sexe masculin et de 10 F à 10,60 F pour ceux du sexe féminin, les cotisations mensuelles forfaitaires sont portées respectivement de 422,50 F à 447,50 F et de 250 F à 265 F.

L'arrêté royal du 16 mars 1961 (« Moniteur belge » du 30 mars 1961) augmente le montant des cotisations à payer par les communes, les établissements publics qui en dépendent et les associations de communes à la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales. Ces organismes sont affiliés à cette caisse pour les travailleurs qu'ils occupent et qui ne sont pas soumis à la législation sur la sécurité sociale des travailleurs. Cet arrêté modifie ainsi celui du 16 février 1952.

L'arrêté ministériel du 21 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 26-27-28 décembre 1961) modifie celui du 20 mars 1956 organisant la mise au travail des chômeurs par les provinces, les communes et les établissements publics. Cet arrêté concerne l'indemnité qui doit correspondre au salaire payé dans la région, conformément aux dispositions des conventions collectives pour les travaux du genre de celui auquel le chômeur est occupé, déduction faite des retenues de sécurité sociale; il fixe également le montant que le pouvoir ou l'établissement public prendra à sa charge.

Le « Moniteur belge » du 17 mai 1961 a publié l'accord qui révisé à nouveau celui du 21 avril 1951 en matière d'assurance vieillesse et décès prématuré ainsi que l'accord revisant celui du 4 novembre 1957 qui concerne les allocations familiales et de naissance; ces deux accords visent l'exécution de la convention établie entre la Belgique et les Pays-Bas, relative à l'application de la législation des deux pays sur les assurances sociales.

L'arrêté royal du 27 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 6 janvier 1962) modifie l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique de l'Office national de l'emploi, et détermine les nouvelles conditions d'octroi des allocations de chômage.

L'arrêté royal du 27 décembre 1961 (« Moniteur belge » du 6 janvier 1962) fixe les nouveaux montants des allocations de chômage; majorés à partir du 7 janvier 1962 par rapport aux anciens, ils sont liés à l'indice de référence des prix de détails 110.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

L'arrêté royal du 23 juin 1961 (« Moniteur belge » du 28 juin 1961) modifie l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend le bénéfice des allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés; il dispose que le taux des allocations de naissance pour employeurs et travailleurs non salariés est égal à celui des allocations de naissance accordé en vertu des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

L'arrêté royal du 5 septembre 1961 (« Moniteur belge » du 13 septembre 1961) modifiant l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend le bénéfice des allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés, augmente les prestations, tout en majorant, pour les différentes catégories d'assujettis, les cotisations à verser au Fonds des allocations familiales.

Prix

L'arrêté royal du 27 janvier 1961 (« Moniteur belge » du 21 février 1961) modifie les tarifs postaux en service international, à l'égard de la République fédérale d'Allemagne et de la France.

L'arrêté ministériel du 8 septembre 1961 (« Moniteur belge » du 16 septembre 1961) porte réglementation des prix de vente du gaz fourni par des organismes de distribution du gaz aux acheteurs-consommateurs au tarif plein.

Par arrêté ministériel du 8 septembre 1961 (« Moniteur belge » du 21 septembre 1961), un article 3 bis est ajouté à l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959 prescrivant la déclaration des hausses de prix. Les producteurs et importateurs qui notifient au Service des Prix, au plus tard le jour de leur application, des baisses de prix de produits et services visés à l'article 1^{er} du présent arrêté peuvent, s'ils en font la demande à ce moment, être dispensés des conditions de délai ou de justification, selon les modalités à déterminer dans chaque cas particulier.

Recherche scientifique

L'arrêté ministériel du 30 janvier 1961 (« Moniteur belge » du 1^{er} février 1961) fixe les modalités d'émission, par la Fondation nationale pour le Financement de la Recherche scientifique, d'une deuxième tranche de 300 millions de francs de son emprunt de 3 milliards de francs.

Par arrêté royal du 30 décembre 1960 (« Moniteur belge » du 23 janvier 1961), une somme de 45 500 000 F prélevée sur le produit de l'emprunt émis par la Fondation nationale pour le Financement de la Recherche scientifique a été mise à la disposition du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture. Cette somme a été répartie,

comme crédit supplémentaire ou comme subvention, entre les quatre universités belges, les établissements d'enseignement supérieur assimilés et les sept établissements scientifiques ressortissant au Ministère de l'Education nationale et de la Culture.

L'arrêté royal du 21 février 1961 (« Moniteur belge » du 3 mars 1961) portant exécution de la loi du 2 août 1960 relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, dispose que le bénéfice du taux réduit ou de la garantie de l'Etat pour les prêts à long terme obtenus directement par elles à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, peut être octroyé, soit conjointement, soit séparément.

L'arrêté royal du 11 septembre 1961 (« Moniteur belge » du 23 septembre 1961) met à la disposition du Premier Ministre, en vue du paiement des frais entraînés par l'étude des projets européens de collaboration en matière de recherche spatiale, une somme de 750 000 F prélevée sur le produit de la taxe exceptionnelle de conjoncture.

Transport

TRANSPORT AÉRIEN

— La loi du 10 août 1960 (« Moniteur belge » du 4 février 1961) porte approbation de l'accord aérien entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République Islamique du Pakistan signé à Karachi, le 4 juillet 1958.

— Le « Moniteur belge » du 18 novembre 1961 publie le texte de l'accord multilatéral relatif aux certificats de navigabilité des aéronefs importés, signé par la Belgique, le 6 octobre 1961.

— La loi du 28 juillet 1961 (« Moniteur belge » du 12 décembre 1961) porte approbation de l'accord relatif aux services aériens entre la Belgique et la Suisse, signé à Berne, le 24 mars 1960.

TRANSPORTS TERRESTRES

— La loi du 22 février 1961 (« Moniteur belge » du 28 février 1961), relative à la création de sociétés de transports en commun urbains, règle la création d'associations de droit public, dotées de la personnalité juridique et constituées conformément aux statuts types annexés à la loi.

— L'arrêté royal du 21 mars 1961 (« Moniteur belge » du 25 mars 1961) fixe les nouveaux statuts de la Société nationale des Chemins de fer belges.

Le « Moniteur belge » du 30 décembre 1961 publie la modification apportée à l'annexe VII de la réglementation internationale du transport des wagons de particuliers (R.I.P.) du 1^{er} juillet 1960, jointe à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer (C.I.M.) signée à Berne, le 25 octobre 1952.

TRANSPORT FLUVIAL

- La loi du 4 mars 1961 (« Moniteur belge » du 30 décembre 1961) porte approbation du Traité entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas, au sujet de l'amélioration du canal de Terneuzen à Gand et du règlement de quelques questions connexes, ainsi que de ses annexes, signés à Bruxelles le 20 juin 1960.
- L'arrêté ministériel du 26 janvier 1961 (« Moniteur belge » du 21 février 1961) modifie l'arrêté ministériel du 23 mars 1960 fixant les conditions dans lesquelles les bateaux affectés au transport de marchandises pour compte propre sont libérés de l'intervention des bureaux d'affrètement à tour de rôle. Ce dernier arrêté était déjà modifié par celui du 26 août 1960.
- L'arrêté royal du 20 mars 1961 (« Moniteur belge » du 4 et 5 avril 1961) porte revision des tarifs des droits de pilotage exprimés en monnaie belge, pour l'Escaut en aval d'Anvers et les embouchures de l'Escaut.
- L'arrêté ministériel du 25 mars 1961 (« Moniteur belge » du 22 avril 1961) fixe les frets pour tout contrat d'affrètement conclu à l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure.

Travail

FORMATION PROFESSIONNELLE

L'arrêté royal du 19 janvier 1961 (« Moniteur belge » du 26 janvier 1961) fixe les modalités de l'examen, par le bureau de la Chambre des métiers et négoce, des requêtes introduites conformément à l'article 11 de la loi du 24 décembre 1958 permettant de fixer des conditions pour exercer la profession dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie.

La loi du 14 février 1961 (« Moniteur belge » du 15 février 1961) d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier modifie l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 14 juillet 1951. Elle modifie et détermine la dénomination et les attributions de l'Office national de l'Emploi, plus particulièrement en ce qui concerne la réadaptation professionnelle des handicapés, les contrats de formation professionnelle accélérée, la réglementation du marché de l'emploi et l'assurance contre le chômage.

L'arrêté royal du 22 février 1961 (« Moniteur belge » du 11 mars 1961) fixe les conditions pour l'exercice de la profession d'installateur de chauffage central dans les entreprises de l'artisanat, du petit et moyen commerce et de la petite industrie.

L'arrêté royal du 25 février 1961 (« Moniteur belge » du 1^{er} mars 1961) règle la reprise par l'Office national de l'emploi, à partir du 1^{er} mars 1961, des attributions du Fond de formation, de réadaptation et de reclassement social des handicapés, telles qu'elles sont énumérées dans la loi du 28 avril 1958.

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES⁽¹⁾

AGRICULTURE.	Pages
Superficies cultivées. Recensements des 15 mai 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961	23
Céréales. Superficies cultivées	23
Plantes industrielles. Superficies cultivées	24
Plantes racines et tuberculifères. Superficies cultivées	24
Evolution des rendements de certaines cultures. Production moyenne par hectare	25
Production agricole	25
Matériel agricole	26
Cheptel	26
Production nette de viande indigène	26
Consommation de viande	27
Solde d'importations et d'exportations de viande	27
Beurre	27
Importations et exportations de produits agricoles	28
Importations et exportations de produits horticoles	29
ASSURANCES.	
Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques	189
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives	189
Opérations de capitalisation	190
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives	190
Prêts hypothécaires	191
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives	191
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles	192
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles. Valeurs représentatives des réserves techniques	193
BENELUX.	
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur	267
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur	267
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation	268
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel	269
CHÔMAGE (Voir Emploi et chômage).	

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.
 Signification des signes employés dans les tableaux :
 .. Non disponible ;
 — Nul ou négligeable ;
 / Moyenne.

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'U.E.B.L.

Commerce spécial (quantité et valeur)	237
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation	239
Exportations par secteur industriel	240-241
Importations par secteur industriel	242-243
Analyse de la balance commerciale suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International	244
Solde d'importations et d'exportations de viande	27
Beurre (importations)	27
Importations et exportations de produits agricoles	28
Importations et exportations de produits horticoles	29
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques	30
Production nette, importations et exportations de gaz	47
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie	53
Commerce extérieur des produits sidérurgiques	57
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur	58
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité	59
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur.	66-67-70
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité	68-69-71
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur	73
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique	74
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur	76
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité	77
Commerce extérieur de l'industrie du papier	79
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur	80
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité	81
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur	86
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité	87
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur	88-89
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité	90-91
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur	96
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité	97
Importations et exportations de diamants	99
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir	100
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés	102
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières végétales, utilisées pour la broserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis	104
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. (avec les Pays-Bas). Valeur.	267
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas (avec l'U.E.B.L.). Valeur	267
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation	268
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel	269
Exportations par pays de destination	245
Principales exportations vers les Etats-Unis	246
Importations par pays de provenance	247
Principales importations en provenance des Etats-Unis	248
Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1960 et 1961	249
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques	251

	Pages
Soldes de la balance commerciale par zone monétaire	252
Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1959, 1960 et 1961	254-255-256
CONSOMMATION.	
Consommation des produits industriels en 1961	227
Consommation. Par catégorie de produits	228
Ventes à la consommation. Indices par secteur et par catégorie d'articles	229
Ventes à la consommation en 1961	230
Ventes à la consommation en 1961. Produits alimentaires	230
Ventes à tempérament. Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises	231
Ventes à tempérament. Crédits annuels accordés	232
Ventes à tempérament. Retards de paiement de trois termes échus et plus	232
DISTRIBUTION.	
Entreprises commerciales. Effectifs assujettis à la sécurité sociale	123
Entreprises commerciales proprement dites. Personnel assujetti à la sécurité sociale	124
Cartes professionnelles pour étrangers	125
Commerce ambulants. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce	126
Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique	127
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce	128
Déclarations de faillite et concordats judiciaires	128
Ventes à la consommation	129
Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale	129
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés	130
Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre	130
EMPLOI ET CHÔMAGE.	
Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin	11
Main-d'œuvre civile et main-d'œuvre salariée	12
Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs	13
Nombre de journées perdues par suite de grèves	14
Nombre de journées contrôlées, perdues par suite de chômage	14
Répartition par province des chômeurs complets contrôlés	16
Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges et durée. En novembre 1959, novembre 1960 et juin 1961	17
Répartition par branche d'activité du chômage complet, partiel et accidentel en 1961	18
FINANCES DE L'ÉTAT.	
Exécution des budgets de 1951 à 1961 par année civile	141
Exécution des budgets de 1951 à 1961 par exercice	142
Dépenses budgétaires par principaux chapitres et par année civile	143
Dépenses budgétaires	144
Recettes fiscales ordinaires nettes	145
Recettes des droits d'accises et autres taxes assimilées	146
Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre	146
Recettes non fiscales par année civile	147
Evolution de la situation de la Trésorerie	147
Dette publique. Situation à fin d'année	148
Evolution de la dette publique	149

FINANCES PRIVÉES (Voir Monnaie et crédit).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Relations financières : Etat-Pouvoirs publics subordonnés	150
Budgets provinciaux pour 1960 et 1961	151
Rendement des impositions provinciales d'après les budgets de 1955 à 1961 pour l'ensemble des provinces	151
Répartition des dépenses provinciales. Exercices 1955 à 1961	152
Budgets et comptes communaux	152
Budgets communaux pour 1960 et 1961	153
Fonds de répartition en faveur des communes	153
Additionnels communaux à la contribution foncière	154
Prêts et subventions aux administrations régionales et locales	154
Répartition des dépenses communales. Exercices 1954 à 1961	155

INDUSTRIE.

Evolution de l'activité industrielle	33
Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle	34-35
Evolution comparée des indices de production	37
Comparaison internationale des indices de la production des principaux secteurs industriels	39
Production de charbon par bassin	40
Balance charbonnière	41
Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille	42
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1959 à 1961	43
Situation économique globale de l'industrie charbonnière	44
Balance des coques	45
Energie électrique disponible	46
Production nette, importations et exportations de gaz	47
Distribution publique de gaz	48
Production et consommation de produits pétroliers	49
Bilan résumé d'énergie par forme d'énergie	50
Consommation intérieure apparente brute d'énergie primaire	51
Evolution de la consommation intérieure brute d'énergie primaire	52
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie	53
Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde	54
Evolution comparée, par pays de la C.E.C.A., dans la consommation d'acier brut, de l'ensemble de la production industrielle et de la production des industries transformatrices des métaux	55
Production de fonte brute dans les pays de la C.E.C.A.	56
Commerce extérieur des produits sidérurgiques	57
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur	58
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité	59
Production de métaux non ferreux	60
Industrie des fabrications métalliques. Commandes et expéditions	62
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des commandes selon les sec- teurs d'activité	64
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des livraisons selon les secteurs d'activité	65
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur	66-67-70
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité	68-69-71
Industries des fabrications métalliques. Evolution de l'emploi (ouvriers et employés) selon les secteurs d'activité	72

Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur	73
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique	74
Production de quelques secteurs de l'industrie chimique	75
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur	76
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité	77
Production de papier et de carton	78
Commerce extérieur de l'industrie du papier	79
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur	80
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité	81
Production de ciment.	82
Production de l'industrie de la terre cuite	83
Production de chaux, calcaire et dérivés	83
Production de l'industrie céramique	84
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine	85
Stocks de tissus	85
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur	86
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité	87
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur	88-89
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité	90-91
Production d'articles de bonneterie	95
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur	96
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité	97
Activité des laiteries et fromageries	98
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire	99
Importations et exportations de diamants	99
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir	100
Production de cuirs finis et de chaussures	101
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre	101
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés	102
Ventes de l'industrie transformatrice du bois	103
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières végétales, utilisées pour la broserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis	104
Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries	105
Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries. Répartition par arrondissement administratif	106

INVESTISSEMENTS.

Investissements dans l'ensemble de l'économie	223-224
---	---------

LUXEMBOURG (Grand-Duché de).

Indices de la production industrielle	259
Production sidérurgique	260
Production agricole	261
Indice du coût de la vie	261

MONNAIE ET CRÉDIT.

Evolution du stock monétaire	159
Bilans intégrés des organismes monétaires	160-161
Origines des variations du stock monétaire	162-163

	Pages
Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique	164
Crédits d'escomptes, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers	165
Situation globale des banques	166
Crédits consentis par les banques privées aux entreprises et aux particuliers	167
Réescompte du portefeuille commercial par les banques privées	168
Marché de l'argent « on call ». Moyennes journalières	169
Opérations de l'Institut de Réescompte et de Garantie. Moyennes journalières	170
Crédits consentis aux entreprises et aux particuliers par la Banque Nationale de Belgique	171
Crédits consentis au secteur public par la Banque Nationale de Belgique	172
Principales modalités de l'épargne privée	173
Appels nets de capitaux en Belgique	173
Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges et congolaises. Répartition d'après le centre d'activité	174
Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges	175
Emissions du secteur public en francs belges	176
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations	177
Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles.	180
Emissions et rendement des emprunts d'Etat ou garantis par lui	181
Opérations de portefeuille du Fonds des Rentes	182
Evolution du montant des inscriptions hypothécaires	183
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements	183
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Mouvement de l'épargne des particuliers	184
Caisse Nationale de Crédit Professionnel	185
 PAYS-BAS.	
Formation et utilisation du produit national	262
Nombre de chômeurs	262
Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie	263
Indices de la production par industrie	263
Commerce extérieur	264
Valeur des importations par pays de provenance	265
Valeur des exportations par pays de destination	265
Réserves de change	266
Salaires et prix	266
Consommation des particuliers	266
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur	267
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur	267
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation	268
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel	269
 PÊCHE.	
Arrivages de poissons. Quantité	30
Arrivages de poissons. Valeur	30
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques	30
 POPULATION.	
Naissances, décès, accroissement démographique et population totale	7
Mouvement de la population en 1961	8

PRIX.

Indices des prix et des salaires dans quelques pays	199
Evolution des prix de détail par groupe de produits	200
Indices des prix de gros	201
Indices partiels des prix de gros	204

PRODUCTION (Voir Industrie, Agriculture).**REMUNÉRATIONS.**

Indices des salaires conventionnels	207
Indices des salaires	208
Evolution des salaires horaires bruts	209
Gain horaire brut en octobre 1960. Par province, région linguistique et sexe	209
Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale	210
Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale	210

REVENUS (Voir Monnaie et crédit, Rémunérations, Revenus des sociétés, Revenu national).**REVENU NATIONAL.**

Revenu national belge de 1952 à 1960	XIII
--	------

REVENUS DES SOCIÉTÉS.

Rendement des sociétés par actions belges	211
Rendement des sociétés par actions belges d'après le lieu de leur exploitation	212-213
Evolution des soldes bénéficiaires nets et des dividendes mis en paiement.	
Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique	214-215
Evolution des rendements, de la dette obligataire et de l'autofinancement net.	
Sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique	216-217
Sociétés belges par actions en bénéfices. Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1961 des sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique	218

SALAIRES (Voir Rémunérations).**TOURISME.**

Répartition des nuitées par pays de provenance	133
Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1961	134
Répartition des nuitées par saison	134
Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs	135
Mouvement et recettes du trafic voyageurs. Société Nationale des Chemins de Fer Belges	135
Etablissements de vacances populaires	136
Coefficient d'occupation dans les maisons et centres de vacances	136

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets	110
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises	110
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs	111
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Nombre de voyageurs	111
Parc de véhicules routiers	112
Transports fluviaux. Marchandises transportées.	112
Transports fluviaux. Répartition du trafic suivant la nature des marchandises	113
Transports fluviaux. Trafic par bassin	113
Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge	114
Nature de la flotte belge	114
Marine marchande belge	115
Port d'Anvers. Navigation maritime	116
Port de Gand. Navigation maritime	117
Ports de Bruges et de Zeebrugge. Navigation maritime	118
Trafic commercial des aérodromes belges	119
Trafic de la SABENA	120

LISTE DES GRAPHIQUES⁽¹⁾

COMMERCE EXTÉRIEUR.

Pages

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Valeur . . .	238
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Indices de volume	238
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Importations et exportations par zone monétaire	250
Solde des balances commerciales de l'U.E.B.L. avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. et la zone dollar	253

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Evolution du chômage. Journées perdues et contrôlées	15
Demandeurs d'emploi masculins	16

FINANCES DE L'ÉTAT.

Dette publique	148
--------------------------	-----

INDUSTRIE.

Evolution de l'activité industrielle	33
Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle	36
Evolution de la production et des prix industriels de 1951 à 1961	38
Balance charbonnière	40
Balance du coke de four	45
Sidérurgie. Production et personnel occupé.	56
Production et personnel occupé dans l'industrie des métaux non ferreux	60
Industrie de métaux non ferreux. Produits bruts	61
Industrie des fabrications métalliques. Commandes inscrites et expéditions totales en valeur	63
Industrie des fabrications métalliques. Volume des expéditions totales et personnel occupé.	63
Industrie de l'azote. Production et personnel occupé	75
Industrie du papier et du carton. Production et personnel occupé	78
Industrie du ciment. Production et personnel occupé	82
Industrie du verre. Production et personnel occupé	84
Industrie textile. Filatures. Production et personnel occupé	92
Industrie textile. Tissages. Production et personnel occupé	92
Production textile. Coton	93
Production textile. Laine	93
Production textile. Lin	94

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

	Pages
Production textile. Rayonne	94
Bonneterie. Production et personnel occupé	95

MONNAIE ET CRÉDIT.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché monétaire	170
Bourse de Bruxelles. Activité	176
Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers	178-179
Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne	185

PRIX.

Indices des prix de détail	199
Indices des prix de gros	202
Indices des prix de gros des produits industriels	202
Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes	203
Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes	203

TRANSPORTS.

Chemins de fer et navigation intérieure. Transport des marchandises	109
Trafic maritime au port d'Anvers	116
Trafic maritime au port de Gand	117

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre-échange.
A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
BENELUX	Union Economique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail (O.N.U.).
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
B.R.T.	Bruto register ton.
C.C.P.	Compte Chèques postaux.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
COBECHAR	Comptoir Belge des Charbons.
C.T.C.I.	Classification Type du Commerce International.
D.W.T.	Death Weight ton.
E.C.A.	Economic Cooperation Administration.
E.F.T.A.	Européan Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.R.P.	European Recovery Program.
EURATOM	Communauté Européenne de l'Energie Atomique.
EUROCHEMIC	Société Européenne pour le Traitement Chimique des Combustibles Irradiés.
EXIMBANK	Export-Import Bank.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization (O.N.U.) (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.A.M.I.	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce).
I.A.T.A.	International Air Transport Association.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
I.R.S.I.A.	Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.
n.d.a.	non dénommé ailleurs.
N.R.T.	Netto register ton.

O.B.A.P.	Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité.
O.B.C.E.	Office Belge du Commerce Extérieur.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.C.L.	Office Central des Contingents et Licences.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.R.A.	Office Commercial du Ravitaillement.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
O.N.D.A.H.	Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.
S.T.I.B.	Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.
T.D.	Tarif douanier.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
U.S.A.	United States of America.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avertissement	VII
Considérations générales	IX
Aperçu par secteur	XV
Tableaux statistiques et graphiques	1

PREMIÈRE PARTIE : POPULATION ET EMPLOI

I. — POPULATION	5
II. — EMPLOI ET CHÔMAGE	9
<i>Emploi</i>	11
<i>Chômage</i>	14

DEUXIÈME PARTIE : PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

I. — AGRICULTURE ET PÊCHE	21
<i>Agriculture</i>	23
<i>Pêche</i>	30
II. — INDUSTRIE	31
<i>Activité industrielle générale</i>	33
<i>Energie et activités connexes</i>	40
— Combustibles solides	40
— Electricité	46
— Gaz de charbon	47
— Pétroles	49
— Bilan énergétique	50
<i>Industrie des métaux</i>	54
— Sidérurgie	54
— Industrie des métaux non ferreux	58
— Industrie des fabrications métalliques	62
<i>Industrie chimique</i>	74
<i>Industrie du papier</i>	78
<i>Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes</i>	80

	Pages
<i>Industrie textile</i>	85
— Aperçu général	85
— Aperçu par secteur	93
<i>Industries alimentaires et fabrications connexes</i>	96
<i>Industrie diamantaire</i>	99
<i>Industries diverses</i>	100
— Peaux, cuirs et chaussures	100
— Industrie du tabac	101
— Industrie transformatrice du bois	103
<i>Approvisionnement en eau</i>	105
III. — TRANSPORTS	107
<i>Société Nationale des Chemins de Fer Belges</i>	109
<i>Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux</i>	111
<i>Transports routiers</i>	112
<i>Navigaton intérieure</i>	112
<i>Transports maritimes</i>	114
<i>Activités portuaires</i>	116
— Port d'Anvers	116
— Port de Gand	117
— Ports de Bruges et de Zeebrugge	118
<i>Navigaton aérienne</i>	119
IV. — DISTRIBUTION	121
V. — TOURISME	131
TROISIÈME PARTIE : FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT	
I. — FINANCES PUBLIQUES	139
<i>Finances de l'Etat</i>	141
<i>Finances provinciales et communales</i>	150
II. — MONNAIE ET CRÉDIT	157
<i>Stock monétaire et avoirs extérieurs nets</i>	159
<i>Marché de l'argenti</i>	165
<i>Marché des capitaux</i>	173
III. — ASSURANCES	187

QUATRIÈME PARTIE : PRIX ET REVENUS

I. — PRIX	197
II. — REVENUS	205
<i>Revenus du travail</i>	207
<i>Revenus des sociétés</i>	211

CINQUIÈME PARTIE : INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

I. — INVESTISSEMENTS	221
II. — CONSOMMATION	225

SIXIÈME PARTIE : RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

I. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE	235
<i>Mouvement général</i>	237
<i>Structure du commerce extérieur</i>	240
<i>Répartition géographique du commerce spécial</i>	245
<i>Balance commerciale</i>	249
<i>Balance des paiements</i>	254
II. — UNION ÉCONOMIQUE BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE (BENELUX)	257
<i>Grand-Duché du Luxembourg</i>	259
<i>Pays-Bas</i>	262
<i>Echanges commerciaux entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas</i>	267
Répertoire des faits principaux	271

<i>Liste des tableaux statistiques</i>	299
<i>Liste des graphiques</i>	307
<i>Liste des abréviations</i>	309
<i>Table des matières</i>	311

100	QUATRIÈME PARTIE : PRIX ET REVENUS	100
101	I. — PRIX	101
102	II. — REVENUS	102
103	Revenus du travail	103
104	Revenus des sociétés	104
105	Revenus des autres sources	105
106	QUINZIÈME PARTIE : INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION	106
107	I. — INVESTISSEMENTS	107
108	II. — CONSOMMATION	108
109	SIXIÈME PARTIE : RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES	109
110	I. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGOLUXEMBOURGEOISE	110
111	BOURGEOISE	111
112	Mouvements généraux	112
113	Structure du commerce	113
114	Répartition géographique	114
115	Autres caractéristiques	115
116	Part des pays	116
117	Part des ports	117
118	II. — UNION ÉCONOMIQUE BELGOLUXEMBOURGEOISE (N.L.U.)	118
119	Grands Docks de Luxembourg	119
120	Page-lia	120
121	Échanges commerciaux avec l'E.R.L. et la Page-lia	121
122	SEPTIÈME PARTIE : FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT	122
123	I. — FINANCES PUBLIQUES	123
124	Revenus de l'État	124
125	Revenus des provinces et communes	125
126	II. — MONNAIE ET CRÉDIT	126
127	Table des opérations	127
128	Table des espèces	128
129	Marché de l'argent	129
130	Marché des dépôts	130
131	III. — ASSURANCES	131

l'imprimerie PUVREZ

59, Avenue Fonsny

BRUXELLES

Publications
de la
Direction générale
des Etudes et de la Documentation
du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie

L'économie belge en 19... Publication annuelle à partir de 1947. — Prix : 80,— F (1947) ; 100,— F (à partir de 1948).

... *Rapport relatif au problème des investissements*. Publication annuelle. — Prix : 10,— F (5^e rapport, année 1949) ; 20,— F (à partir du 6^e rapport, année 1950) ; pour les 10^e et 11^e rapports (années 1954 et 1955) et pour les 15^e et 16^e rapports (années 1959 et 1960), une seule publication (20,— F).

Entreprises industrielles et commerciales en Belgique. Formalités à accomplir. Régime fiscal et social. Aide à la création et à l'expansion. 6^e édition. Bruxelles, décembre 1960. 21 cm × 15 cm, 144 p. — Prix : 28,— F. — *Addendum et corrigendum, premier semestre de 1961*, 15 p. — *2^{me} Addendum et corrigendum, deuxième semestre de 1961*, 8 p.

Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation (y compris une annexe de graphiques et tableaux statistiques). Bruxelles, 29 cm × 21 cm, (bilingue). — Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 100,— F (autres pays : 150,— F) ; le numéro : 10,— F (autres pays : 15,— F).

L'organisation du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie (annexe annuelle au *Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation*, n^o de janvier), (bilingue).

Accroissements de la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet). Liste mensuelle. Bruxelles, 29 cm × 21 cm, (bilingue). — Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 100,— F (autres pays : 150,— F) ; le numéro : 10,— F (autres pays : 15,— F).

Bibliothèque Centrale Fonds Quetelet (du) Ministère des Affaires économiques. Règlement. Bruxelles, s.d., 21 cm × 15 cm, 15 + 15 p., (bilingue).

Ces publications sont en vente au Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation, 24 rue du Luxembourg, 3^e étage, Bruxelles 4 (compte chèques postaux n^o 2630.40), et peuvent être consultées à la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet) du même Département.

Les publications non bilingues sont aussi éditées en langue néerlandaise.